600000696326
Annuaire statistique de la France
1991 (Ed. 1991-92)
INSEE-BIBC S FRA 0001 2o

VOLUME

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

RÉSULTATS DE 1991

1991-92

INSEE

ET LES SERVICES STATISTIQUES DES MINISTÈRES

Source gallica.bnf.fr / INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques)

S FRA 1 bis

I.N.S.E.E.
DOCUMENTATION
04. MAR. 1993
BIBLIOTHEQUE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ministère de l'économie et des finances

insee

Institut national de la statistique et des études économiques

18, boulevard Adolphe-Pinard - 75675 PARIS CEDEX 14 - Tél. : (1) 41 17 50 50

96e VOLUME

RÉSULTATS DE 1991

Nouvelle série n° 38

ISBN 2-11-066011-2

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE 1991-92

Remerciements

*L'Institut national de la Statistique et des Études économiques tient à remercier les Administrations, les Services publics et les Organismes professionnels qui apportent régulièrement leur concours à la préparation de l'*Annuaire statistique de la France.

Directeur de la publication : Paul CHAMPSAUR

Rédaction en chef : Marc TAPIERO, Nicole BOUEXEL

Rédaction : L. DIAZ, C. KERGUELEN, N. LE ROHO, M. REGNART

© INSEE 1992

A nos lecteurs

*Toute l'équipe de la rédaction de l'*Annuaire statistique de la France *remercie vivement les très nombreux lecteurs qui ont bien voulu répondre au questionnaire joint à l'édition de 1990. Toutes ces réponses, qui sont autant d'encouragements, ont permis de revoir entièrement l'édition 1991-1992 de l'*Annuaire statistique de la France.

Chaque thème tient compte à la fois des évolutions économiques et sociales de la France et des développements récents de l'appareil d'observation statistique tout en s'efforçant de maintenir la continuité nécessaire des séries statistiques de base.

*Pour cette 96e édition de l'*Annuaire statistique de la France, *un effort important a été entrepris au niveau de chaque chapitre. Pour rendre plus compréhensible le contenu de certains chapitres, leurs titres ont été modifiés : « Structure de la population » remplace « État de la population » ou « Étrangers » remplace « Nationalité ». De même des informations portant sur des thèmes voisins ont été rapprochées, c'est le cas notamment de l'« Aide sociale » et de la « Protection sociale » qui fusionnent pour donner le chapitre « Transferts sociaux » ou celle de la « Production industrielle » qui est intégrée dans le nouveau chapitre « Industrie, données générales ».*

Les tableaux ont été hiérarchisés pour aller de l'information générale vers l'information la plus spécifique. Dans toute la mesure du possible, chaque thème est introduit à l'aide de séries portant sur au moins dix années.

Les textes ont été entièrement remaniés : ils comportent dorénavant les définitions et la méthodologie nécessaires à la compréhension des données et éventuellement un commentaire des faits marquants. La partie « nomenclatures » située au début de l'ouvrage a été étoffée pour faciliter la lecture. Certains chapitres ont été refondus afin de gagner en cohérence.

Des éléments de comparaisons internationales, notamment européennes, ont été introduits afin de situer la France par rapport à ses principaux partenaires.

Des graphiques viennent compléter chaque chapitre et un cahier de cartes et graphiques a été inséré en début d'ouvrage pour visualiser les grands faits de la France économique et sociale d'aujourd'hui.

*Ces changements ne modifient en rien la formule adoptée par l'*Annuaire statistique de la France. *Son ambition est de rester un ouvrage général de repérage dans l'immense réservoir d'informations du système statistique français. C'est pourquoi le principe du chapitre divisé en deux parties, celle contenant les textes et celle contenant les tableaux statistiques, a été maintenu. Dans ces derniers le nombre d'années a été parfois réduit dans un double souci, assurer la cohérence éditoriale avec les annuaires rétrospectifs et les rendre plus accessibles.*

La rédaction espère que cette nouvelle édition vous donnera toute satisfaction et vous invite, si vous le souhaitez, à lui adresser toutes vos observations et suggestions. Ceci pour permettre d'élever encore la qualité de cet ouvrage.

Ces remarques sont à adresser à :

INSEE, division Chiffres Clés
18, boulevard Adolphe-Pinard
75675 Paris Cedex 14

sommaire

Chapitre — Page

A. **POPULATION ET ENVIRONNEMENT**

A.01 Territoire et population 5
A.02 Environnement 23

B. **DÉMOGRAPHIE**

B.01 Structure de la population 41
B.02 Mouvement de la population 59
B.03 Étrangers 81
B.04 Ménages 89

C. **EMPLOI, REVENUS ET SALAIRES**

C.01 Population active, emploi 97
C.02 Conditions de travail 119
C.03 Revenus et salaires 129
C.04 Transferts sociaux 149

D. **CONSOMMATION ET CONDITIONS DE VIE**

D.01 Consommation et modes de vie des ménages 173
D.02 Logement 195
D.03 Santé 203

E. **COMMUNICATION, CULTURE ET LOISIRS**

E.01 Communication 221
E.02 Culture 231
E.03 Tourisme 245
E.04 Jeunesse et sports 257
E.05 Loisirs divers 267

F. **ENSEIGNEMENT, FORMATION, RECHERCHE**

F.01 Enseignement et formation 279
F.02 Recherche et développement technologique 317
F.03 Propriété industrielle 325

G. **DONNÉES ÉCONOMIQUES GÉNÉRALES**

G.01 Comptabilité nationale 335
G.02 L'appareil productif 351
G.03 Le mouvement économique 373

Chapitre — Page —

H. **PRIX**

H.01 Indices de prix à la consommation 383
H.02 Prix de détail 397
H.03 Indices de prix de gros, indices de prix de vente à la production 405

I. **AGRICULTURE ET INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES**

I.01 Agriculture 415
I.02 Forêt, bois 437
I.03 Pêche maritime 447
I.04 Industries agricoles et alimentaires 453

J. **ÉNERGIE**

J.01 Bilan de l'énergie 473
J.02 Charbon 483
J.03 Pétrole 489
J.04 Électricité 497
J.05 Gaz 505

K. **INDUSTRIE ET CONSTRUCTION**

K.01 Industries, donnée générales 515
K.02 Minerai de fer et sidérurgie 529
K.03 Minerais, métaux et demi-produits non ferreux 535
K.04 Minéraux divers et matériaux de construction 539
K.05 Verre et chimie 545
K.06 Fonderie et travail des métaux 555
K.07 Construction mécanique, électrique et électronique 561
K.08 Matériel de transport terrestre, construction navale et aéronautique 573
K.09 Textiles et cuirs 583
K.10 Bois, papiers, imprimerie 593
K.11 Caoutchouc, matières plastiques et industries diverses 601
K.12 Bâtiment, travaux publics 607

Chapitre — Page —

L. **TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS**

L.01 Transports ferroviaires 621
L.02 Transports routiers 633
L.03 Transports de navigation intérieure 647
L.04 Transports maritimes 653
L.05 Transports aériens 661
L.06 Poste et télécommunications 671

M. **COMMERCE ET SERVICES MARCHANDS**

M.01 Commerce intérieur 681
M.02 Services marchands rendus principalement aux entreprises 693
M.03 Services marchands à destination des ménages 705
M.04 Assurances 711

N. **FINANCES**

N.01 Monnaie, crédit, épargne 723
N.02 Marché financier, bourse 753

O. **COMMERCE EXTÉRIEUR, BALANCE DES PAIEMENTS**

O.01 Commerce extérieur 763
O.02 Balance des paiements 787

P. **ADMINISTRATION ET VIE PUBLIQUE**

P.01 Justice 805
P.02 Finances publiques 815

ANNEXES

Page —

• *SUR FEUILLETS CHAMOIS :*

Avant-propos III
Sommaire IV
Organigramme de la direction générale de l'INSEE VI
Établissements régionaux de l'INSEE et services statistiques outre-mer VII
Principales nomenclatures statistiques utilisées dans cet annuaire XII
Précisions d'ordre général XXII
Signes conventionnels XXII
Recherche d'un renseignement dans l'annuaire XXII
Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques XXIII

Page —

• *SUR FEUILLETS VERTS :*

Index alphabétique 1*
Principaux organismes publics à compétence statistique nationale 11*
Autres organismes 21*
Les publications de l'INSEE 29*
Points d'information et vente 31*

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE)

Direction générale : 18, boulevard A.-Pinard
75675 Paris Cedex 14
Téléphone : (1) 41 17 50 50
Télécopie : 41 17 66 66 — Télex : INSEE 632867 F
Minitel 36-15, 36-16 INSEE
École (ENSAE) : 3, avenue Pierre-Larousse
92240 MALAKOFF — Téléphone : (1) 41 17 50 50

DIRECTEUR GÉNÉRAL : P. CHAMPSAUR

Chargé de mission auprès du directeur général : J. MERAUD
Cabinet du directeur général : P. SIGONNEY

- **INSPECTION GÉNÉRALE** ..... N...

Membres de l'Inspection : G. ADER, J.-M. CALLIES, H. FAUCHEUX, G. LE HEGARAT, R. PADIEU, H. REDON, J.-M. REMPP, F. TURLOT

- **SECRÉTARIAT GÉNÉRAL** ..... G. CONSOLO
- ***Gestion des carrières*** ..... J. BEGUE
- ***Mission du projet de service public*** ..... A.-M. ZAMPA
- ***Département de la programmation et de la gestion*** ..... M. HEBERT
  - Division plan de charge et suivi des travaux .. F. PASCAUD
- ***Département du personnel*** ..... F. MADINIER
  - Chef adjoint du département, chargé de la mise en valeur des ressources humaines ... A. BOUVY
  - Division gestion du personnel A et non titulaire ..... H. HÉBRARD
  - Division gestion du personnel titulaire B, C, D . P. A. GALL
  - Division formation et perfectionnement ..... N...
- ***Département des services généraux*** ..... M. SPINDLER
  - Division comptabilité générale ..... G. BROUSSOUS
  - Division matériel et immobilier ..... M. SPINDLER
- ***Département de l'informatique*** ..... A. GOY
  - Division infrastructure ..... L. BREAS
  - Division projets internes et études ..... G. POUGETOUX
  - Division application ..... P. DUCHENE
  - Division aide ..... P. BRINDEJONT
  - Division gestion des moyens ..... C. MIKAELIAN
- ***Département des projets*** ..... G. RAULIN
  - Chef adjoint du département ..... J.-M. BEGUIN
  - Division techniques et organisation du travail . M. ALAMBRET
  - Division projets pour la diffusion, les synthèses et la coordination ..... V. PISANO
  - Division projets pour les statistiques d'entreprises et les répertoires ..... A. RAVET
  - Division projets pour la démographie et la gestion ..... J.-L. HOUSSIN
  - Division projets pour les recensements et les travaux connexes ..... M.-C. DUTERIEZ
  - Division projets pour l'emploi, les revenus et les conditions de vie ..... G. GADEL

- **ÉCOLE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE L'ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE** ..... Ph. NASSE

- **DIRECTION DE LA COORDINATION STATISTIQUE ET DES RELATIONS INTERNATIONALES** ..... J.-P. BEHMOIRAS
- ***Département de la coordination statistique*** ..... J. GARAGNON
  - Division des relations avec les services statistiques des ministères ..... G. EVRARD
  - Secrétariat du Conseil national de l'information statistique ..... N. SELIGMAN
- ***Département des normes statistiques et comptables*** ..... J.-E. CHAPRON
  - Division concepts et définitions comptables .. J. MAGNIEZ
  - Division nomenclatures ..... M. BOEDA
  - Division systèmes d'informations des administrations. ..... G. LANG
- ***Département des relations internationales et de la coopération*** ..... J.-L. BODIN
  - Division des relations multilatérales et des affaires européennes ..... M. H. AMIEL
  - Division des relations bilatérales et des programmes de coopération ..... A. AZOUVI
  - Division des études et méthodes statistiques pour le développement ..... P. BRION

- **DIRECTION DES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES** ..... A. MOTHE
  - Division agriculture ..... A. DE LOS SANTOS
  - Division échanges extérieurs ..... R. DEPOUTOT
  - Division statistiques financières ..... P. LE FILLATRE
- ***Département répertoires et statistiques d'entreprises*** ..... G. VALENTIN
  - Adjoint au chef de département ..... P. POMMIER
  - Division répertoires des entreprises et des établissements ..... C. BERNARD
  - Division statistiques sur les groupes, les entreprises et les établissements ..... V. THOLLON-POMMEROL
  - Division prix de vente industriels ..... F. LEQUILLER
  - Division indicateurs conjoncturels d'activité .. V. DESTIVAL
  - Division harmonisation des enquêtes sur les entreprises et les établissements ..... E. RAULIN
- ***Département comptes nationaux*** ..... J. ALLAIN
  - Division synthèse générale des comptes nationaux ..... Y. ROBIN
  - Division synthèses relatives aux biens et services ..... M. BARGE
  - Division comptes et études de l'industrie ..... M. DEMOTES-MAINARD
- ***Département des activités tertiaires*** ..... H. PICARD
  - Division commerce ..... M. LEMAIRE
  - Division services ..... J.-P. TROGAN

- **DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES** .... C. SEIBEL
  - Division des méthodes statistiques et des sondages ..... J.-C. DEVILLE
  - Division des études sociales ..... M. MARPSAT
- ***Département de la démographie*** ..... J. BOUDOUL
  - Division enquêtes et études démographiques . G. DESPLANQUES
  - Division répertoires et mouvement de la population ..... M. DE SABOULIN
  - Division recensements de la population ..... C. CUEUGNIET-MADINIER
  - Division statistiques communales et locales .. J. ANFRE
- ***Département de l'emploi et des ressources des ménages*** ..... B. GRAIS
  - Division emploi ..... O. MARCHAND
  - Division revenus ..... D. VERGER
  - Division patrimoine des ménages ..... D. VERGER
  - Division exploitation des fichiers administratifs ..... D. DEPARDIEU
- ***Département des conditions de vie et des prix de détail*** ..... A. SAGLIO
  - Division prix de détail ..... J.-P. BARAILLE
  - Division logement ..... T. LACROIX
  - Division conditions de vie des ménages ..... O. CHOQUET

- **DIRECTION DES ÉTUDES ET SYNTHÈSES ÉCONOMIQUES** ..... P. MAZODIER
  - Adjoint au directeur ..... P. L'HARDY
- ***Département de la conjoncture*** ..... A. CHAPPERT
  - Division des enquêtes de conjoncture ..... D. LADIRAY
  - Division des comptes nationaux trimestriels .. L. ARTHAUD
  - Division de l'information et des diagnostics conjoncturels ..... M.-H.TAMISIER
- ***Département des études économiques d'ensemble*** ..... M. GLAUDE
  - Division croissance et politiques macroéconomique ..... G. CETTE
  - Division marchés et stratégies d'entreprise ... L. BLOCH
- ***Département de la recherche*** ..... A. MONFORT

- **DIRECTION DE LA DIFFUSION ET DE L'ACTION RÉGIONALE** ..... P. SOUBIE
- ***Départements moyens et méthodes de diffusion*** ..... P. BUFFET
  - Division des banques de données ..... F. FABRE
  - Division systèmes informatiques de diffusion . A. SANTOLINI
  - Division impression et commercialisation .... M.-J. GOUET
  - Division documentation ..... Y. ANTHEAUME
- ***Département édition et promotion des produits nationaux*** ..... C. BLUM
  - Coordination de l'édition ..... C. BLUM
  - Rédaction en chef d'économie et statistique .. P. DOMERGUE
  - Division chiffres clés ..... M. TAPIERO
  - Division communication externe et promotion. J.-C. RENAUD
- ***Département de l'action régionale*** ..... P. DELORME
  - Division statistiques et études régionales .... J.-P. LE GLEAU
  - Division coordination et assistance à l'action régionale ..... C. BASSO
- ***Observatoire économique de Paris*** ..... Y. LEMEL

Établissements régionaux de l'INSEE et services statistiques d'outre-mer

Établissement	Directeur ou responsable	Adresse, téléphone, télex et télécopieur

I. FRANCE MÉTROPOLITAINE

Direction régionale d'Alsace	**J. Aubouin.**	Cité administrative, Rue de l'Hôpital-Militaire, 67084 Strasbourg Cedex. Tél. : 88 84 22 62. Télex : 870756 INSEE STRBG. Télécopieur : 88 37 39 29.
Service études-diffusion	N...	
Direction régionale d'Aquitaine	**B. Tregouet.**	33, rue de Saget, 33076 Bordeaux Cedex. Tél. : 56 91 02 35. Télex : 570540 INSEE BORDX. Tél. : 56 91 84 90 (indices courants) et 56 91 89 90 (autres informations). Télécopieur : 56 92 75 37.
Service études-diffusion	Ch. Durand.	
Direction régionale d'Auvergne	**M. Blanc.**	3, place Charles-de-Gaulle, BP 120, 63403 Chamalières Cedex. Tél. : 73 36 03 50. Télex : 392785 INSEE CHAML. Tél. : 73 36 79 90 (indices courants) et 73 36 03 50 (autres informations).
Service études-diffusion	H. de Fouchier.	
Direction régionale de Bourgogne	**J.-F. Royer.**	Cité administrative Delaborde (DR), Immeuble Mercure (OE), Avenue Albert-1er, BP 1509, 21035 Dijon Cedex. Tél. : 80 43 31 45. Télex : 350781 INSEE DIJON. Tél. : 80 45 28 34 (indices courants) et 80 43 31 45 (autres informations).
Service études-diffusion	B. Bouroche.	
Direction régionale de Bretagne	**L. Laurent.**	Immeuble « Le Colbert », 35-36, place du Colombier, BP 17, 35031 Rennes Cedex. Tél. : 99 29 33 33 (DR). et 99 29 33 66 (OE). Télex : 740756 INSEE RENNE. Télécopieur : 99 29 33 90.
Service études-diffusion	N...	

Établissement	Directeur ou responsable	Adresse, téléphone, télex et télécopieur
Direction régionale du Centre	**M. Schrantz.**	8, rue Édouard-Branly, BP 6719, 45067 Orléans Cedex 2. Tél. : 38 63 01 64. Télex : 760464 INSEE ORLNS.
Service études-diffusion	J.-P. Bernard.	43, avenue de Paris, BP 6719, 45067 Orléans Cedex 2. Tél. : 38 53 71 08. Télex : 760464 INSEE ORLNS. Tél. : 38 68 18 28 (indices courants), 38 53 71 08 (autres informations) et 38 54 65 65 (autres indices). Télécopieur : 38 63 70 18.
Direction régionale de Champagne - Ardenne	**L. Marciniak.**	1, rue de l'Arbalète, 51079 Reims Cedex.
Service études-diffusion	M. Deroin-Thevenin.	Tél. : 26 48 42 60 (DR) et 26 48 42 80 (OE). Télex : 830896 INSEE REIMS. Télécopieur : 26 48 42 99.
Service régional de la Corse	**J. Phelipeaux.**	1, résidence du Parc-Belvédère, 20000 Ajaccio.
Service études-diffusion	P. Augeraud.	Tél. : 95 21 25 80. Télex : 460497 F. Télécopieur : 95 51 04 07. Tél. : 95 51 30 99 (indices courants).
Service régional de Franche-Comté . . .	**J. Jacob.**	Immeuble « Le Major », 83, rue de Dole, 25042 Besançon Cedex.
Service études-diffusion	R. Polette.	Tél. : 81 52 42 20. Télex : 360161 INSEE BESAN. Tél. : 81 52 03 33 (indices courants) et 81 52 42 20 (autres informations). Télécopieur : 81 51 70 74.
Direction régionale d'Île-de-France . . .	**A. Godinot.**	7, rue Stephenson, Montigny-le-Bretonneux, 78188 St-Quentin-en-Yvelines Cedex. Tél. : (1) 30 64 51 52. Télex : INSEE SQ 696392 F. Télécopieur : 30 64 21 83.
Service études-diffusion	J. J. Ronsac.	15, boulevard Gabriel-Péri, 92245 Malakoff Cedex. Tél. : (1) 41 17 50 50. Télécopieur : (1) 41 17 78 48.
Observatoire économique de Paris . .	Y. Lemel.	Tour Gamma A, 195, rue de Bercy. 75582 Paris Cedex 12. Télex : 230541 INSEE OEP. Télécopieur : 43 45 28 22. Tél. : (1) 43 45 70 75 (indices courants), (1) 43 45 72 31 (indexations) et (1) 43 45 73 74 (autres informations).

Établissement	Directeur ou responsable	Adresse, téléphone, télex et télécopieur
Service régional de Basse-Normandie .	**J.-L. Bellier.**	93, rue de Géole, 14051 Caen Cedex. Tél. : 31 85 33 11 (DR), 31 85 35 70 (OE) et 31 23 87 00 (indices courants). Télex : 170332 INSEE CAEN. Télécopieur : 31 23 29 27.
Service études-diffusion	J. M. Durr.	
Direction régionale de la Haute-Normandie	**C. Arquembourg.**	8, quai de la Bourse, 76037 Rouen Cedex. Tél. : 35 52 49 11. Télex : 180487 INSEE ROUEN. Tél. : 35 98 41 10 (indices courants) et 35 07 32 02 (autres informations). Télécopieur : 35 15 06 32.
Service études-diffusion	P. Clairet.	
Direction régionale du Languedoc - Roussillon	**Ph. Gounot.**	274, allée Henri-II-de-Montmorency, « Le Polygone », 34064 Montpellier Cedex. Tél. : 67 65 58 00. Télex : 490739 ORMONT MONPL. Télécopieur : 67 64 67 74. Tél. : 67 64 31 95 (indices courants) et 67 65 58 00 (autres informations).
Service études-diffusion	G. Le Sage.	
Direction régionale du Limousin	**Y. Gueguen.**	29, rue Beyrand, 87031 Limoges Cedex. Tél. : 55 79 26 25. Télex : 580790 INSEE LIMOG. Tél. : 55 32 99 09 (indices courants) et 55 79 26 25 (autres informations). Télécopieur : 55 77 16 36.
Services études-diffusion	E. Mauvière.	
Direction régionale de Lorraine	**M. Petry.**	15, rue du Général-Hulot, Case officielle 3846, 54029 Nancy Cedex. Tél. : 83 27 03 27. Télex : 850834 INSEE NANCY. Télécopieur : 83 40 45 61. Tél. : 83 27 21 21 (indices courants).
Service études-diffusion	O. Lefebvre.	
Direction régionale de Midi - Pyrénées	**F. Limet.**	36, rue des 36-Ponts, 31054 Toulouse Cedex. Tél. : 61 36 36 61. Télex : 530151 INSEE TLSE. Tél. : 61 25 42 67 (indices courants) et 61 36 61 13 (autres informations). Télécopieur : 61 36 62 00.
Service études-diffusion	N...	
Direction régionale du Nord - Pas-de-Calais	**S. Gibert.**	12, rue du Bas-Jardin, BP 769, 59034 Lille Cedex. Tél. : 20 52 65 02. Télex : 820562 INSEE LILLE. Télécopieur : 20 53 95 13.
Service études-diffusion	R. Merlen.	10-12, boulevard Vauban, 59800 Lille. Tél. : 20 30 89 87. Télex : 120160 OER LILL.

Établissement	Directeur ou responsable	Adresse, téléphone, télex et télécopieur
Direction régionale des Pays de la Loire	**G. Callais.**	76, rue Desaix, BP 1021, 44035 Nantes Cedex 01. Tél. : 40 41 75 75. Télex : 71150 INSEE NANTE. Télécopieur : 40 29 25 58.
Service études-diffusion	J.-P. Grouthier.	5-6, boulevard Louis-Barthou, BP 1059, 44037 Nantes Cedex 01. Tél. : 40 41 75 75. Télex : 711125 INSEEOR NANTE. Tél. : 40 89 36 20 (indices courants) et 40 89 36 02 (autres informations). Télécopieur : 40 41 77 41.
Service régional de Picardie	**J.-C. Sebag.**	1, rue Vincent-Auriol, 80040 Amiens Cedex. Tél. : 22 97 32 32 (DR) et 22 91 39 39 (OE). Télex : 140818 INSEE AMIEN. Tél. : 22 91 91 91 (indices courants) et 22 91 39 39 (autres informations). Télécopieur : 22 91 71 77.
Service études-diffusion	M. Hannoun.	
Direction régionale de Poitou - Charentes	**P. Debreu.**	5, rue Sainte-Catherine, 86020 Poitiers Cedex. Tél. : 49 88 31 69. Télex : 790588 INSEE POITR. Télécopieur : 49 55 17 39.
Service études-diffusion	M. Roussel.	3, rue du Puygareau, 86020 Poitiers Cedex. Tél. : 49 88 31 69. Télex : 790588 INSEE POITR. Tél. : 49 88 38 70 (indices courants) et 49 88 38 71 et 72 (autres informations).
Direction régionale de Provence - Alpes - Côte d'Azur	**E. Cadiou.**	17, rue Menpenti, 13387 Marseille Cedex 10. Tél. : 91 83 00 22. Télex : 420618 INSEE MARSL. Tél. : 91 78 01 95 (indices courants) et 91 83 00 22 (autres informations). Télécopieur : 91 79 39 36.
Service études-diffusion	B. Tabuteau.	
Direction régionale Rhône - Alpes	**J. Rochas.**	165, rue Garibaldi, BP 3196 (OE) et BP 3184 (SER), 69401 Lyon Cedex 3. Tél. : 78 63 28 15. Télex : 340835 INSEE LYON. Tél. : 78 63 22 02 et 03 (informations). Télécopieur : 78 63 25 25.
Service études-diffusion	P. Audibert.	
Centre national de gestion des publications	**S. Pacaud.**	INSEE CNGP, BP 2718, 80027 Amiens Cedex. Tél. : 22 92 73 22. Télex : 150811 F.

Établissement	Directeur ou responsable	Adresse, téléphone, télex et télécopieur

II. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Direction interrégionale Antilles - Guyane	**F. Vennat.**	INSEE, BP 863, 97175 Pointe-à-Pitre Cedex. Tél. : (19) 590 83 42 20. Télex : 919912 GL. Télécopieur : (19) 590 83 89 25.
Service régional de la Guadeloupe	**R. Morizur.**	INSEE, BP 96, Avenue Paul-Lacavé, 97102 Basse-Terre. Tél. : (19) 590 81 17 86. Télex : 919915 GLSDGUAP. Télécopieur : (19) 590 81 07 15.
Service régional de la Guyane	**J.-J. Lalarderie.**	INSEE, BP 6017, 97306 Cayenne Cedex. Tél. : (19) 594 31 56 03. Télex : INSEGY 910344 FG. Télécopieur : (19) 594 30 87 89.
Service régional de la Martinique	**C. Hilico.**	INSEE, BP 605, Lotissement pointe de Jaham Schoelcher, 97261 Fort-de-France Cedex. Tél. : (19) 596 61 60 88. Télex : 912394 MR-SDMART. Télécopieur : (19) 596 61 27 22.
Service régional de la Réunion	**J.-C. Hautcœur.**	INSEE, 4, rue de l'École, 97490 Sainte-Clotilde. Tél. : (19) 262 29 52 70 ou (19) 262 29 51 57. Télex : 916405 RE. Télécopieur : (19) 262 29 76 85.
Service études-diffusion	G. Lecointre.	

III. TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Institut territorial de la statistique et des études économiques de Nouvelle-Calédonie	**Ph. Maesse.**	INSEE, BP 823, Nouméa Cedex. Tél. : (19) 687 28 31 56. Télécopieur : (19) 687 28 81 48.
Institut territorial de la statistique de Polynésie française	**N...**	INSEE, BP 395, Papeete Tahiti. Tél. : (19) 689 43 71 96. Télécopieur : (19) 689 42 72 52.

Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire

Il a paru souhaitable de rassembler ici, pour les utilisateurs de l'*Annuaire statistique de la France,* quelques informations sur les nomenclatures utilisées ainsi que leurs références bibliographiques. Ces documents comportent, pour la plupart, une introduction méthodologique et des notes explicatives qui permettent une interprétation plus précise des données publiées.

A. Nomenclature d'activités et de produits

Ces nomenclatures permettent la définition précise des diverses activités économiques et le classement des entreprises et établissements d'après l'activité qu'ils exercent à titre principal. Elles classifient les produits fabriqués (ou les services proposés) par les unités productrices.

1. *Nomenclature d'activités et de produits 1973.* — La « NAP 73 » est en vigueur depuis le 1er janvier 1974. La NAP a été élaborée principalement dans le but de faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. Elle met en correspondance les activités économiques et les biens et services. En général, à chaque poste de la nomenclature des activités correspond un poste de celle des produits. La NAP comprend environ 650 postes à 4 chiffres, dit « Niveau 600 », regroupés en classe à deux chiffres (« Niveau 100 »). Comme le niveau de détail de la NAP n'était pas suffisant, certains postes de la nomenclature des produits ont été subdivisés (voir ci-après le paragraphe consacré à la nomenclature NODEP).

La NAP a été officialisée par un décret de 1973 et le code « activité principale » (APE) attribué à chaque entreprise ou établissement par l'INSEE est à la base des statistiques sectorielles. La NAP est utilisée notamment pour les enquêtes annuelles d'entreprises, les enquêtes de branche, la comptabilité nationale, etc.

À partir de 1993, la NAP sera progressivement remplacée par la Nouvelle nomenclature d'activités françaises (NAF), dans le cadre d'un dispositif européen harmonisé. La NAF est l'adaptation française de la nomenclature européenne (NACE). Sa publication au *Journal officiel* doit en principe avoir lieu à la fin 1992. On trouvera des informations sur cette nouvelle nomenclature dans un dépliant, disponible dans les services régionaux de l'INSEE, ou sur Minitel par le code 3617 SIRENE.

Le détail des postes de la NAP est publié dans deux brochures, éditées par le *Journal officiel* : l'une, classée selon un ordre analytique, l'autre classée par ordre alphabétique.

— *Nomenclatures d'activités et de produits 1973,* édition de 1990 : en vente au *Journal officiel,* 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, et dans les services régionaux de l'INSEE (voir adresses pages précédentes).

2. *Nomenclatures agrégées pour les comptes nationaux.* — La NAP 1973 est la nomenclature de référence pour l'établissement par les comptables nationaux des résultats par secteurs d'activité (1), branches ou produits. À partir de la NAP, sont définis des regroupements en 15, 40 ou 115 secteurs, branches ou produits respectivement appelés niveaux U, T et S : on trouvera à la fin du présent chapitre un tableau donnant l'articulation entre les regroupements de la comptabilité nationale (niveaux U et T) et les classes « niveau 100 » de la NAP.

Cette nomenclature est publiée dans le volume des *Collections de l'INSEE* — C 140-141 « Système élargi de comptabilité nationale » (base 1980) et dans *ETC (Extraits des tableaux des comptes nationaux),* édité chaque année par l'INSEE dans la collection *INSEE-Cadrages.* En vente dans les services régionaux de l'INSEE.

3. *Nomenclature détaillée de produits (NODEP).* — Certains produits de la NAP (biens transportables), appartenant aux classes 00 à 54 et 56 ont été subdivisés pour former la NODEP (Nomenclature détaillée de produits). Celle-ci permet d'établir des statistiques à un niveau fin et de rapprocher les données concernant les productions et le commerce extérieur.

Le détail des codes de la NODEP est publié dans les fascicules de la NAP à partir de 1987. Des notes explicatives sont disponibles dans les services régionaux de l'INSEE.

4. *Nomenclature d'activité du Répertoire (NAR).* — Nomenclature dérivée de la NAP et adaptée aux textes réglementaires concernant les entreprises artisanales :
— disponible dans les chambres des métiers.

1. Voir au chapitre G.01 « Comptabilité nationale » et au chapitre K.01 : « Industrie, données générales » la définition des secteurs et des branches.

5. *Nomenclature de produits pour les statistiques douanières.* — Depuis le 1er janvier 1988, le système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises remplace la nomenclature antérieure du Conseil de coopération douanière (NCCD). Le nouveau système permet d'assurer une comparabilité mondiale des statistiques du commerce extérieur. Dans ce cadre, une nouvelle *nomenclature générale des produits* (NGP 9) a été élaborée par la Direction générale des douanes et des droits indirects :

— en vente au Centre de renseignements des Douanes, pavillon H1, 238, quai de Bercy, 75572 Paris Cedex 12.

6. *Classification type pour le commerce international* (CTCI) ONU, 1974 (3e révision) :

— en vente au Centre d'informations des Nations Unies, 7, place de Fontenoy, Paris (7e).

7. *Nomenclature uniforme des marchandises pour les statistiques de transports* (NST), Office statistique des Communautés européennes, 2e révision, 1970 :

— en vente au Service d'information des Communautés européennes, 61, rue des Belles-Feuilles, Paris (16e).

8. *Nomenclatures de la consommation des ménages « fonctions »* et *« durabilité » :*
— Nomenclatures adaptées ou inspirées des catégories de l'ONU,
— Publiées chaque année dans « La consommation des ménages en... » dans la collection *INSEE - Résultats.*

B. Nomenclature de métiers, emplois et catégories sociales

Ces nomenclatures permettent le classement des personnes en fonction de caractéristiques professionnelles individuelles :

1. *Code des catégories socioprofessionnelles (CSP).* — Ce code, destiné à répartir la population en un petit nombre de catégories présentant chacune une certaine homogénéité sociale a été utilisé depuis le recensement de 1954 jusqu'aux débuts des années 1980. Il comprend 30 postes pour la population active, pouvant être regroupés en 9 grands groupes socioprofessionnels.

Actuellement, le code des CSP a été remplacé par la Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles qui est utilisée notamment pour l'exploitation des recensements de population et de l'enquête emploi. Néanmoins, on trouvera dans le présent annuaire quelques tableaux encore exploités avec ce code, notamment au chapitre F.01 : « Enseignement et formation ».

— *Code des catégories socioprofessionnelles,* INSEE 1977 (6e édition);

— Fascicules « verts » du recensement de la population de 1975 (Notes méthodologiques).

2. *Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS).* — Pour tenir compte des modifications sociales, un nouveau code a été élaboré et est utilisé depuis le recensement de population de 1982. La Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles est le résultat d'une refonte complète du système des nomenclatures d'emplois qui était utilisé auparavant. À son niveau le plus fin, on trouve les « professions » (455 postes). Celles-ci sont regroupées à des niveaux plus agrégés, les « catégories socioprofessionnelles » :

— le « niveau 8 » dont 6 groupes d'actifs,

— le « niveau 24 » dont 19 groupes d'actifs (permettant notamment d'avoir une distinction entre salariés/non-salariés, public/privé),

— le niveau 42 dont 32 groupes d'actifs.

Les fascicules du Recensement de la population de 1982 (Séries verte et bordeaux) contiennent des notices méthodologiques sur cette nomenclature et des éléments d'information sur les principales modifications intervenues par rapport à la nomenclature des CSP.

On trouvera ci-après un tableau avec l'articulation entre ces différents niveaux :

— *Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles,* INSEE 1983. Index alphabétique et index analytique. En vente dans les services régionaux de l'INSEE.

3. *Type d'activité — Statut.* — Il ne s'agit pas de véritables nomenclatures, mais de codes très importants pour le classement de la population en actifs et non-actifs (type d'activité). Le code du statut permet de classer les personnes actives entre salariés et non-salariés, et parmi les salariés de faire la distinction entre les types d'employeurs (public-privé).

L'information sur ces codes est publiée dans les notes méthodologiques des fascicules de résultats des recensements de la population de 1982 et 1990 (Séries verte et bordeaux).

C. Découpages géographiques

Code officiel géographique (édition 1985 avec rectificatif 1989). — Document officiel présentant la dénomination exacte et la codification des découpages administratifs : communes, cantons, arrondissements et départements.

Il comprend :
- un volume France entière;
- des fascicules départementaux;
- des fascicules des DOM-TOM;
- un fascicule « pays étrangers ».

Il est également commercialisé sur support magnétique, bande ou disquette.

— En vente dans les services régionaux de l'INSEE.

D. Nomenclature des maladies et causes de décès

Extrait de la Classification internationale des maladies (9e révision, 1975). — Élaborée par l'Organisation mondiale de la santé :

— en vente à la librairie Arnette, 2, rue Casimir-Delavigne, Paris (6e).

E. Nomenclature des fonctions des administrations

Élaborée conjointement par l'INSEE, la Direction du budget du ministère du Budget et le Commissariat au plan, 1975. — Elle permet une présentation de l'ensemble des dépenses des administrations publiques (y compris la Sécurité sociale), en fonction de leur objet :

— publiée dans la collection « Nomenclatures et codes », disponible dans les services régionaux de l'INSEE.

F. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP.

Niveau 15		Niveau 40		Niveau 100	
U 01	Agriculture sylviculture, pêche.	T 01	Agriculture, sylviculture, pêche.	01 02 03	Agriculture. Sylviculture et exploitation forestière. Pêche.
U 02	Industries agricoles et alimentaires.	T 02	Industrie de la viande et du lait.	35 36	Industrie de la viande. Industrie laitière.
		T 03	Autres industries agricoles et alimentaires.	37 38 39 40 41 42	Fabrication de conserves. Boulangerie, pâtisserie. Travail du grain. Fabrication de produits alimentaires divers. Fabrication de boissons et alcools. Transformation de tabac.
U 03	Production et distribution d'énergie.	T 04	Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction.	04	Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction.
		T 05	Production de pétrole et de gaz naturel.	05	Production de pétrole et de gaz naturel.
		T 06	Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau.	06 07 08	Production et distribution d'électricité. Distribution de gaz. Distribution d'eau et chauffage urbain.
U 04	Industries des biens intermédiaires.	T 07	Production de minerais et métaux ferreux. Première transformation de l'acier.	09 10 11	Extraction et préparation de minerais de fer. Sidérurgie. Première transformation de l'acier.
		T 08	Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux.	12 13	Extraction et préparation de minerais non ferreux. Métallurgie et première transformation des métaux non ferreux.
		T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers.	14 15	Production de minéraux divers. Production de matériaux de construction et de céramique.
		T 10	Industrie du verre.	16	Industrie du verre.
		T 11	Chimie de base production de fils et fibres artificiels et synthétiques.	17-1 17-2 43	Chimie minérale. Chimie organique. Industrie des fils et fibres artificiels et synthétiques.
		T 13	Fonderie et travail des métaux.	20 21	Fonderie. Travail des métaux.
		T 21	Industrie du papier et du carton.	50	Industrie du papier et du carton.
		T 23	Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques.	53 53	Industrie du caoutchouc. Transformation des matières plastiques.
U 05 A	Industries des biens d'équipement professionnels.	T 14	Construction mécanique.	22 23 24 25 34	Fabrication de machines agricoles. Fabrication de machines-outils. Production d'équipement industriel. Fabrication de matériel de manutention, de matériel pour les mines, la sidérurgie, le génie civil. Fabrication d'instruments et de matériels de précision.
		T 15 A	Construction de matériels électriques et électroniques professionnels.	27 28 29 A	Fabrication de machines de bureau et de matériel de traitement de l'information. Fabrication de matériel électrique. Construction de matériel électronique professionnel.
		T 17	Construction navale et aéronautique.	32 33	Construction navale. Construction aéronautique.

F. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP *(suite).*

U 05 B	Équipement ménager, électronique grand public.	T 15 B	Équipement ménager, électronique grand public.	29 B 30	Construction de matériel électronique ménager. Fabrication d'équipements ménagers.
U 05 C	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre.	T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre.	31-1 31-2	Construction de véhicules automobiles, de motocycles et cycles. Construction de matériel ferroviaire roulant.
U 06	Industries des biens de consommation courants.	T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique.	18 19	Parachimie. Industrie pharmaceutique.
		T 18	Industries textiles et de l'habillement.	44 A 44 B 47	Filature, teintures et apprêts. Bonneterie, tissage et industries textiles diverses. Industrie de l'habillement.
		T 19	Industries du cuir et de la chaussure.	45-1 45-2 46	Tannerie, mégisserie. Fabrication d'articles en cuir. Industrie de la chaussure.
		T 20	Industries du bois et de l'ameublement; Industries diverses.	48 49 54	Travail mécanique du bois (à l'exception du 48.01, scierie). Industrie de l'ameublement. Industries diverses.
		T 22	Imprimerie, presse, édition.	51	Imprimerie, presse, édition.
U 07	Bâtiment génie civil et agricole.	T 24	Industrie de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole.	55	Industries de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole.
U 08	Commerce.	T 25	Commerce de gros alimentaire.	57	Commerce de gros alimentaire.
		T 26	Commerce de gros non alimentaire.	58 59 60	Commerce de gros non alimentaire. Commerce de gros interindustriel. Intermédiaires du commerce.
		T 27	Commerce de détail alimentaire.	61 62	Commerce de détail d'alimentation générale de grande surface. Commerce de détail alimentaire de proximité ou spécialisé.
		T 28	Commerce de détail non alimentaire.	63 64	Commerce de détail non alimentaire, non spécialisé. Commerce de détail non alimentaire, spécialisé.
U 09	Transports et télécommunications.	T 31	Transports.	58 69 70 71 72 73 74	Transports ferroviaires. Transports routiers, transports urbains, transports par conduite. Navigation intérieure. Transports maritimes et navigation côtière. Transports aériens. Activités annexes des transports et entrepôts. Auxiliaires de transport et agences de voyages.
		T 32	Télécommunications et postes.	75	Télécommunications et postes.
U 10	Services marchands.	T 29	Réparation et commerce de l'automobile.	65	Réparation et commerce de l'automobile.
		T 30	Hôtels, cafés, restaurants.	67	Hôtels, cafés, restaurants.
		T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises.	56 76 77 78 79 80 82 83	Récupération. Holdings. Activités d'études, de conseil, d'assistance. Auxiliaires financiers et d'assurances. Promoteurs et sociétés immobilières. Locations mobilières. Enseignement (services marchands). Recherche (services marchands).

F. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP *(suite et fin).*

U 10	Services marchands.	T 34	Services marchands rendus principalement aux ménages.	66 84 85 86 87	Réparations diverses. Santé (services marchands). Action sociale (services marchands). Services récréatifs, culturels et sportifs (marchands). Services divers (marchands).
U 11	Locations immobilières.	T 35	Locations immobilières.	81	Locations immobilières.
U 12	Assurances.	T 36	Assurances.	88	Assurances.
U 13	Organismes financiers.	T 37	Organismes financiers.	89	Organismes financiers.
U 14	Services non marchands.	T 38	Services non marchands.	90 91 92 93 94 95 96 97 98	Administration générale. Prévoyance et sécurité sociale. Enseignement (services non marchands). Recherche (services non marchands). Santé (services non marchands). Action sociale (services non marchands). Services récréatifs, culturels et sportifs (non marchands). Services divers fournis à la collectivité (non marchands). Services domestiques.

G. Correspondance entre les niveaux 8, 24 et 42 de la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS).

Niveau agrégé (8 postes dont 6 pour les actifs occupés)	Niveau de publication courante (24 postes dont 19 pour les actifs)	Niveau détaillé (42 postes dont 32 pour les actifs)
1. Agriculteurs exploitants.	10 Agriculteurs exploitants.	11 Agriculteurs sur petite exploitation. 12 Agriculteurs sur moyenne exploitation. 13 Agriculteurs sur grande exploitation.
2. Artisans, commerçants et chefs d'entreprise.	21 Artisans.	21 Artisans.
	22 Commerçants et assimilés.	22 Commerçants et assimilés.
	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.
3. Cadres et professions intellectuelles supérieures.	31 Professions libérales.	31 Professions libérales.
	32 Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques.	33 Cadres de la fonction publique. 34 Professeurs, professions scientifiques. 35 Professions de l'information, des arts et des spectacles.
	36 Cadres d'entreprise.	37 Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise. 38 Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise.
4. Professions intermédiaires.	43 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés.	42 Instituteurs et assimilés. 43 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et du travail social. 44 Clergé, religieux. 45 Professions intermédiaires administratives de la fonction publique.
	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.
	47 Techniciens.	47 Techniciens.
	48 Contremaîtres, agents de maîtrise.	48 Contremaîtres, agents de maîtrise.
5. Employés.	51 Employés de la fonction publique.	52 Employés civils et agents de service de la fonction publique. 53 Policiers et militaires.
	54 Employés administratifs d'entreprise.	54 Employés administratifs d'entreprise.
	55 Employés de commerce.	55 Employés de commerce.
	56 Personnels des services directs aux particuliers.	56 Personnels des services directs aux particuliers.
6. Ouvriers.	61 Ouvriers qualifiés.	62 Ouvriers qualifiés de type industriel. 63 Ouvriers qualifiés de type artisanal. 64 Chauffeurs. 65 Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport.
	66 Ouvriers non qualifiés.	67 Ouvriers non qualifiés de type industriel. 68 Ouvriers non qualifiés de type artisanal.
	69 Ouvriers agricoles.	69 Ouvriers agricoles.
7. Retraités.	71 Anciens agriculteurs exploitants.	71 Anciens agriculteurs exploitants.
	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.
	73 Anciens cadres et professions intermédiaires.	74 Anciens cadres. 75 Anciennes professions intermédiaires.
	76 Anciens employés et ouvriers.	77 Anciens employés. 78 Anciens ouvriers.
8. Autres personnes sans activité professionnelle.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.
	82 Inactifs divers (autres que retraités).	83 Militaires du contingent. 84 Élèves, étudiants. 85 Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités). 86 Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités).

L'ouvrage de référence

LES ENFANTS DE MOINS DE 6 ANS

COMMENT VIVENT-ILS AVANT L'AGE DE LA SCOLARITÉ OBLIGATOIRE ?

Egalement vendu en librairie



LES ENFANTS DE MOINS DE 6 ANS

contours et CARACTERES

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Un ouvrage indispensable et essentiel pour mieux comprendre leur cadre de vie

- *Les petits enfants ne constituent pas un groupe social aux caractéristiques propres que l'on pourrait décrire comme les autres. Leur relation à la société, tout comme leur identité sociale sont celles de leurs parents.*
- *Malgré cela il est possible de dresser des quelque 4,5 millions de petits enfants un portrait vivant qui répond à la question ci-dessus. C'est ce que l'Inseé propose ici en 55 fiches, chacune comportant des données chiffrées et leur analyse. Familles, parents, accueil, école, santé, logement, financements publics, sont les principaux thèmes abordés.*

D'autres ouvrages dèjà parus :

- *Les étrangers en France ; villes et campagnes ; les familles nombreuses ; les jeunes de 15 à 24 ans ; les personnes âgées ; les femmes.*

INSEE
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

NOUVELLE EDITION 92
150 pages, format 16 x 24, **75 FF** *
* avec une participation aux frais d'envoi :
de 10 FF par envoi pour la france,
de 20 FF par ouvrage, pour l'étranger

BON DE COMMANDE A RETOURNER A INSEE

INSEE-CNGP - BP 2718 - 80027 AMIENS CEDEX

Nom, prénom .....

Société, activité .....

Adresse .....

.....

Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

❑ Je commande ..... ouvrage(s) "Les enfants de moins de 6 ans"

❑ Ci-joint mon règlement par chèque d'un montant de : ..... FF,
à l'ordre de l'INSEE

Date : Signature :

janvier 1993

COLLECTION CONTOURS ET CARACTERES

LES FEMMES...

• En France, les femmes sont plus nombreuses que les hommes et comme elles vivent plus longtemps, l'écart numérique se creuse avec l'âge.

• Malgré une augmentation constante et remarquable du taux d'activité féminine, les femmes n'exercent pas une influence en rapport à leur nombre dans la vie économique, sociale, culturelle et politique.

• Le Secrétariat d'Etat aux droits des femmes et à la vie quotidienne et l'Insee proposent ici un portrait des femmes en 65 thèmes :

la santé, la maternité, la formation, l'emploi et le chômage, les salaires et les revenus, l'emploi du temps et les loisirs, la sociabilité, sont autant de thèmes abordés dans l'ouvrage.



Série Contours et Caractères, 184 pages, format 16 x 24, 80 F

EGALEMENT VENDU EN LIBRAIRIE ...

D'autres ouvrages déjà parus dans la série **"Contours et Caractères"** :

- les étrangers en France,
- villes et campagnes,
- les familles nombreuses,
- les jeunes de 15 à 24 ans,
- les personnes âgées.



insee
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

BON DE COMMANDE

A RETOURNER A INSEE - CNGP - BP 2718 - 80027 AMIENS CEDEX

❑ Je souhaite recevoir ___ exemplaire(s) de l'ouvrage **"LES FEMMES"** au prix unitaire de **80 F +** participation aux frais de mise à disposition : **10 F** par envoi France - **20 F** par ouvrage Etranger

Nom, Prénom _____

Société _____

Adresse complète _____

_____

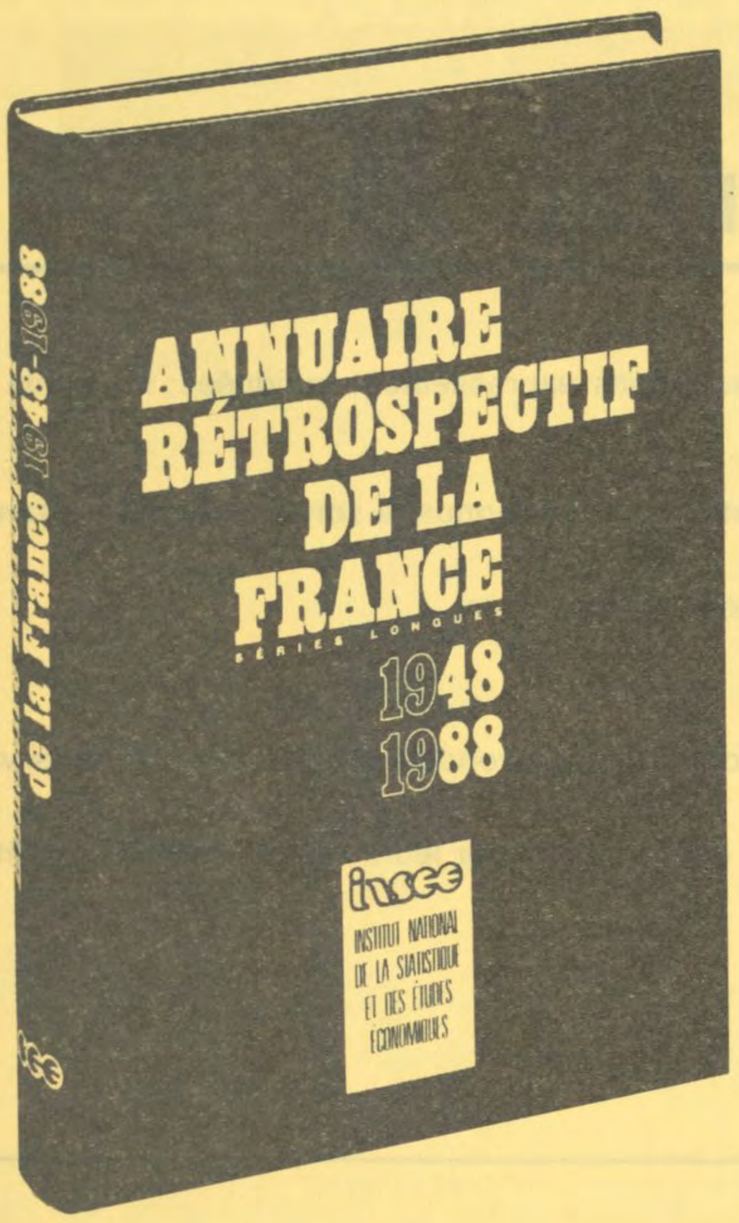
_____

Ci-joint un chèque de ___ FF à l'ordre de l'INSEE

Date : Signature :

UN DOCUMENT MONUMENTAL

40 ANS DE VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE



UNE COLLABORATION ETROITE ENTRE L'INSEE ET SES PARTENAIRES

- DES SERIES LONGUES
- DES DEFINITIONS
- UNE CHRONOLOGIE EVENEMENTIELLE
- UNE BIBLIOGRAPHIE PAR CHAPITRE

EGALEMENT VENDU EN LIBRAIRIE

ANNUAIRE RETROSPECTIF DE LA FRANCE - 1948 - 1988
Séries longues
670 pages, format 21,5 x 30
550 F

BON DE COMMANDE A RETOURNER A CNGP - AMIENS BP 2718 - 80040 AMIENS CEDEX

Je souhaite recevoir ____ exemplaire(s) de l'ouvrage

"L'ANNUAIRE RETROSPECTIF DE LA FRANCE 1948-1988"

format 21 x 29,7 - 670 pages
550 F + participation aux frais d'envoi :
- France : **10 F** par envoi
- Etranger : **20 F** par exemplaire
- Etranger par avion : **80 F** par exemplaire

Nom _____
Prénom _____
Société _____
Adresse complète
_____
_____
_____

Ci-joint un chèque de _____ FF à l'ordre de l'INSEE

Date : Signature :

insee
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

PRÉCISIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

PÉRIODICITÉ DES RÉSULTATS. — Les résultats sont annuels, sauf exceptions expressément indiquées; la simple indication du millésime correspond à l'année civile, sauf mention contraire.

CHAMP GÉOGRAPHIQUE. — Sauf indication contraire, les données statistiques de l'annuaire sont relatives à la France métropolitaine (France continentale, y compris territoires insulaires rattachés).

Les résultats « France entière » incluent toujours les départements d'outre-mer.

PRÉCISION DES RÉSULTATS.

1. Les données chiffrées de cet ouvrage sont éventuellement des valeurs arrondies au plus près de leurs valeurs réelles, compte tenu de l'unité du dernier ordre exprimé.

2. Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées qui fait intervenir leurs valeurs réelles peut être, de ce fait, différent de ce que donnent leurs valeurs arrondies.

SIGNES CONVENTIONNELS

●	Le renseignement ne peut être obtenu ou n'existe pas faute d'enquête.
...	Résultat non disponible.
///	Absence de résultat due à la nature des choses.
—	Résultat rigoureusement nul.
c	Résultat confidentiel (par application des règles sur le secret statistique).
ε	Résultat inférieur à la moitié de l'unité du dernier ordre exprimé.
r	Nombre rectifié par rapport à l'édition précédente de l'annuaire.
p	Nombre provisoire.
e	Évaluation.
»	Indication reportée de la ligne précédente sans modification.
→	Nombre reporté de la colonne précédente sans modification.
■	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe.

RECHERCHE D'UN RENSEIGNEMENT DANS L'ANNUAIRE

Elle peut se faire :

— soit à l'aide du *sommaire;*
— soit à l'aide de la *liste des tableaux* (en tête de chaque chapitre);
— soit à l'aide de l'*index alphabétique* (en annexe).

Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques

Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques
Source des données

On trouvera dans les pages suivantes quelques graphiques et cartes qui nous ont semblé particulièrement représentatifs des données de cet annuaire, notamment quelques cartes de résultats des recensements de population, et en particulier ceux, récemment parus, du recensement de 1990. Nous donnons ci-dessous les indications précises des sources des données utilisées, en particulier les références des chapitres du présent annuaire.

Dans les légendes des cartes sont indiquées les limites des classes avec la borne inférieure et la borne supérieure. Quand deux cartes (établies pour deux recensements différents) figurent sur la même page, celles-ci ont été réalisées avec les mêmes classes d'appartenance. Ces classes, ainsi que les limites inférieures et supérieures, ont été déterminées pour les résultats du recensement de 1990.

Page 1. — Graphiques 1 et 2 :

La population du monde en 1991 et projection en 2025;
Données détaillées au chapitre A.01.

Page 2. — Carte 1 :

Densité de population par département au recensement de 1990;
Données détaillées et définitions au chapitre A.01.

Page 3. — Cartes 2 et 3 :

Évolution de la population entre les recensements de 1975 et 1990;
Définitions et méthodologie du recensement aux chapitres A.01 et B.01;
Les données utilisées pour ces cartes sont extraites du fascicule de la série « orange » du RP de 1990 : Évolutions démographiques; France, régions, départements.

Page 4. — Cartes 4 et 5 :

Variation de la population due au solde migratoire par département entre les recensements de 1975 et 1990;
Taux annuel moyen de variation due au solde migratoire, en pourcentages;
Mêmes sources que la page 3.

Page 5. — Cartes 6 et 7 :

Variation de la population due à l'excédent naturel par département entre les recensements de 1975 et 1990;
Taux annuel moyen de variation due à l'excédent naturel, en pourcentages;
Mêmes sources que la page 3.

Page 6. — Graphiques 3 et 4 :

Structure par âge de la population à divers recensements;
Pour les recensements de 1975, 1982 et 1990, données et définitions au chapitre B.01;
Les données du recensement de 1891 sont extraites de l'*Annuaire rétrospectif de l'INSEE*, édition 1966.

Page 7. — Graphique 5 :

Part des grandes branches d'activité dans la valeur ajoutée en 1971 et 1991;
Méthodologie et données détaillées de la Comptabilité nationale aux chapitres G.01 et G.03.

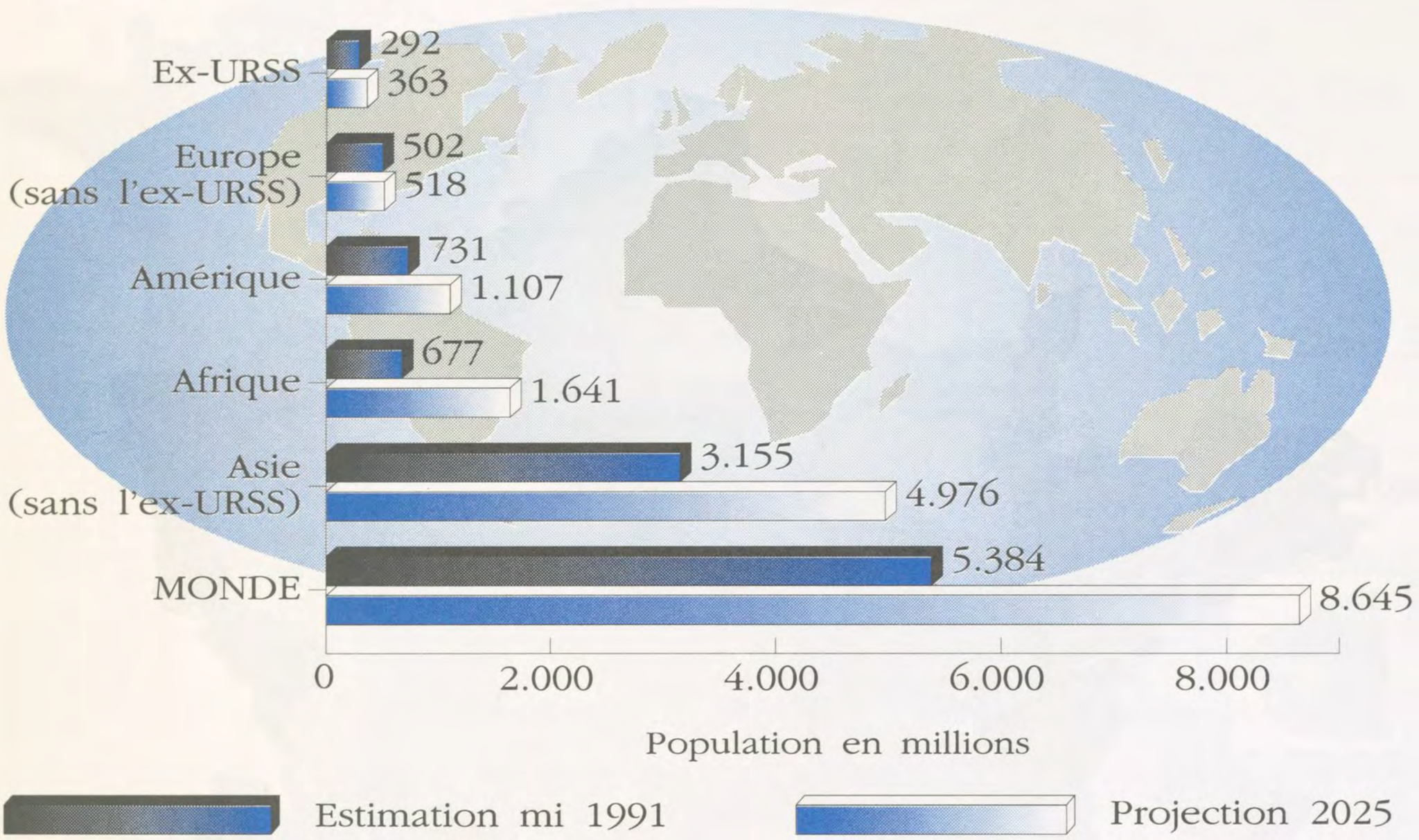
Page 8. — Graphiques 6 à 9 :

Comparaisons internationales; indicateurs conjoncturels pour divers pays de l'OCDE;
Données et indications méthodologiques dans « Comptes et indicateurs économiques »; rapport sur les comptes de la nation 1991. Collection *INSEE - Résultats.*

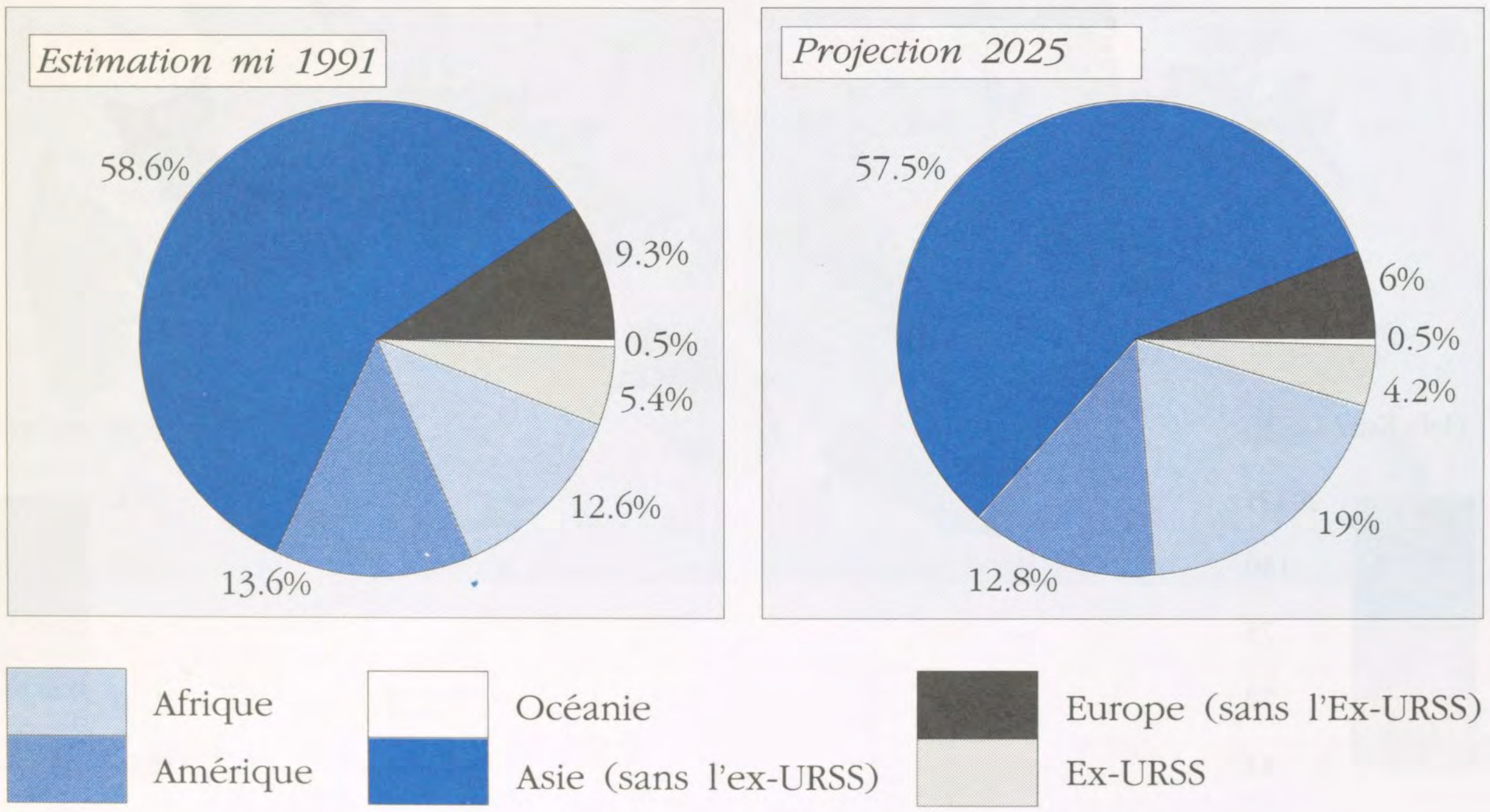
Graphiques 1 et 2

La population du monde en 1991 et sa projection en 2025

Graphique 1



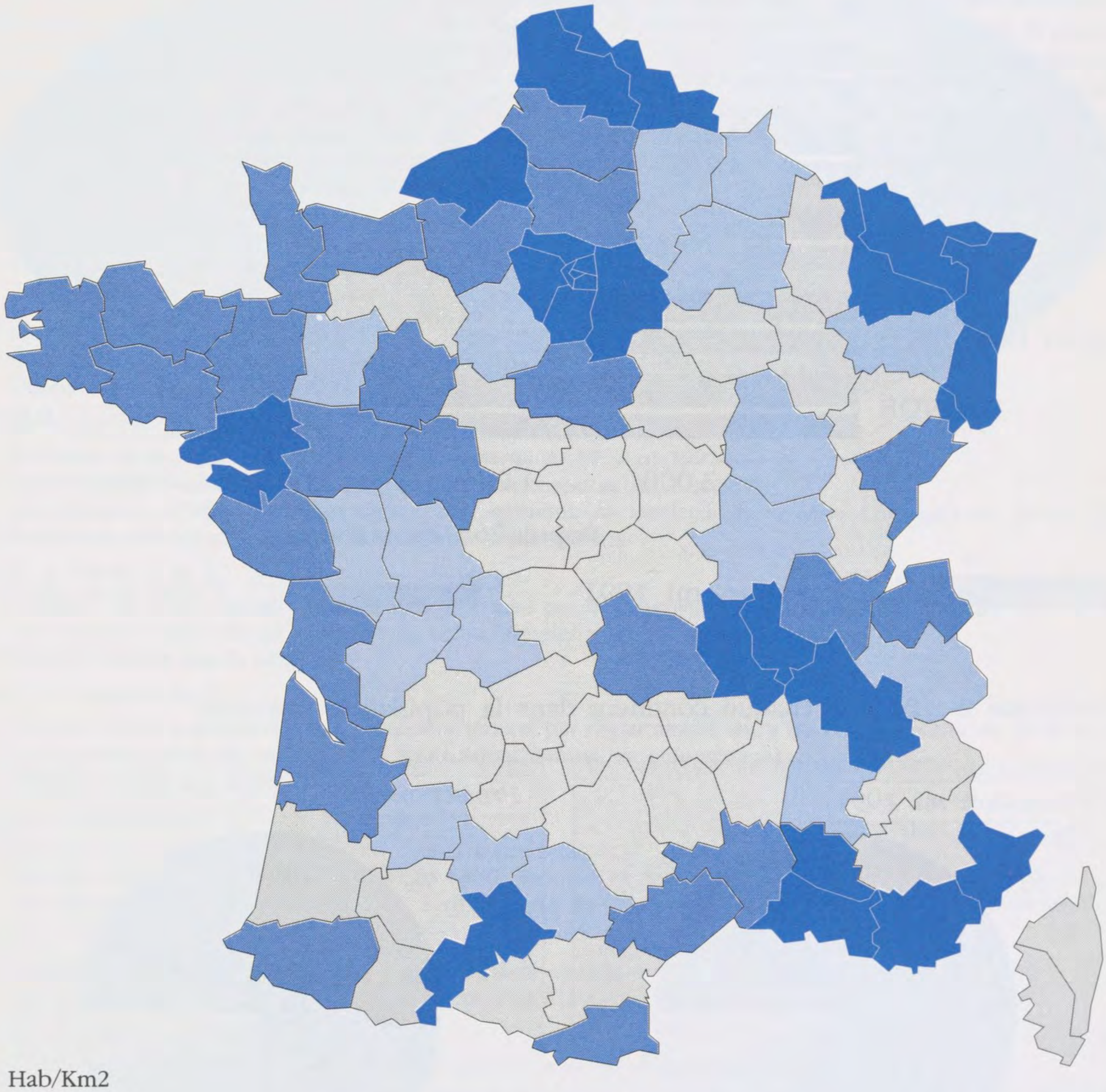
Graphique 2 : Part de chaque continent dans la population mondiale



Source : INED, d'après le Population Reference Bureau.

Carte 1

Densité de population par département au recensement de 1990



Hab/Km2

20421
130
75
50
14

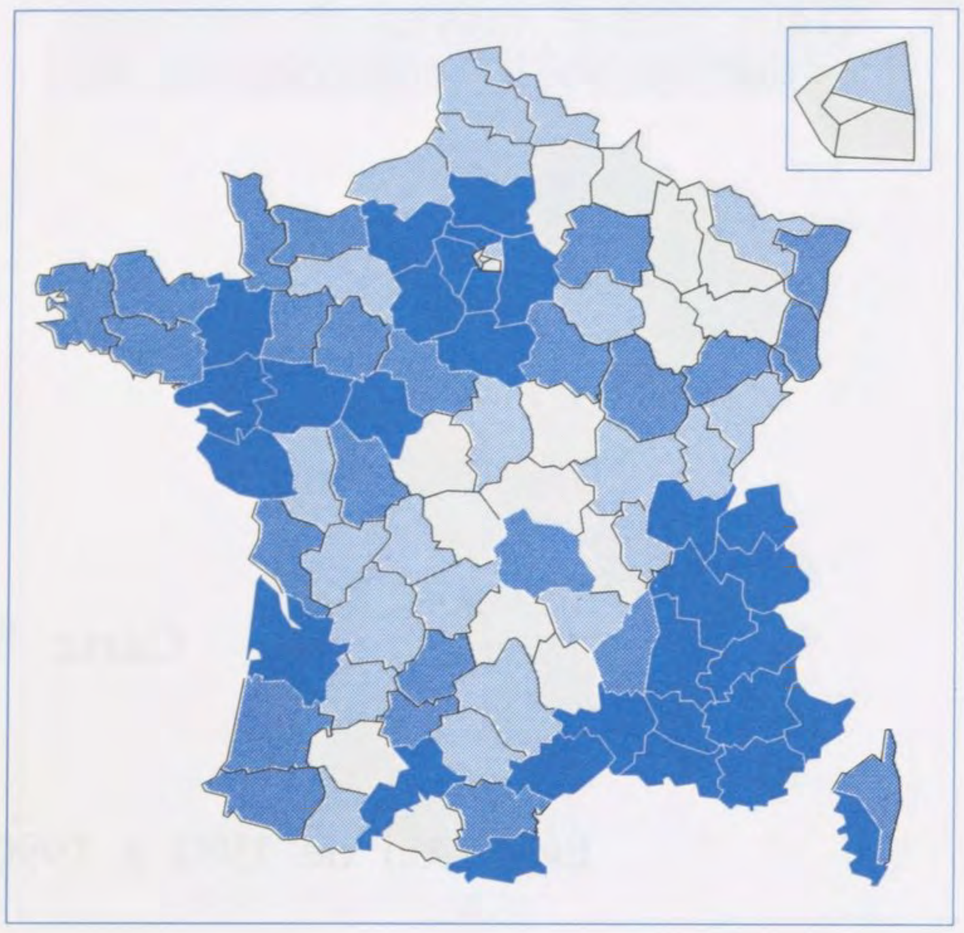
Source : Insee, Recensement de la population de 1990.

Carte 2

Évolution de la population entre les recensements de 1975 et 1990

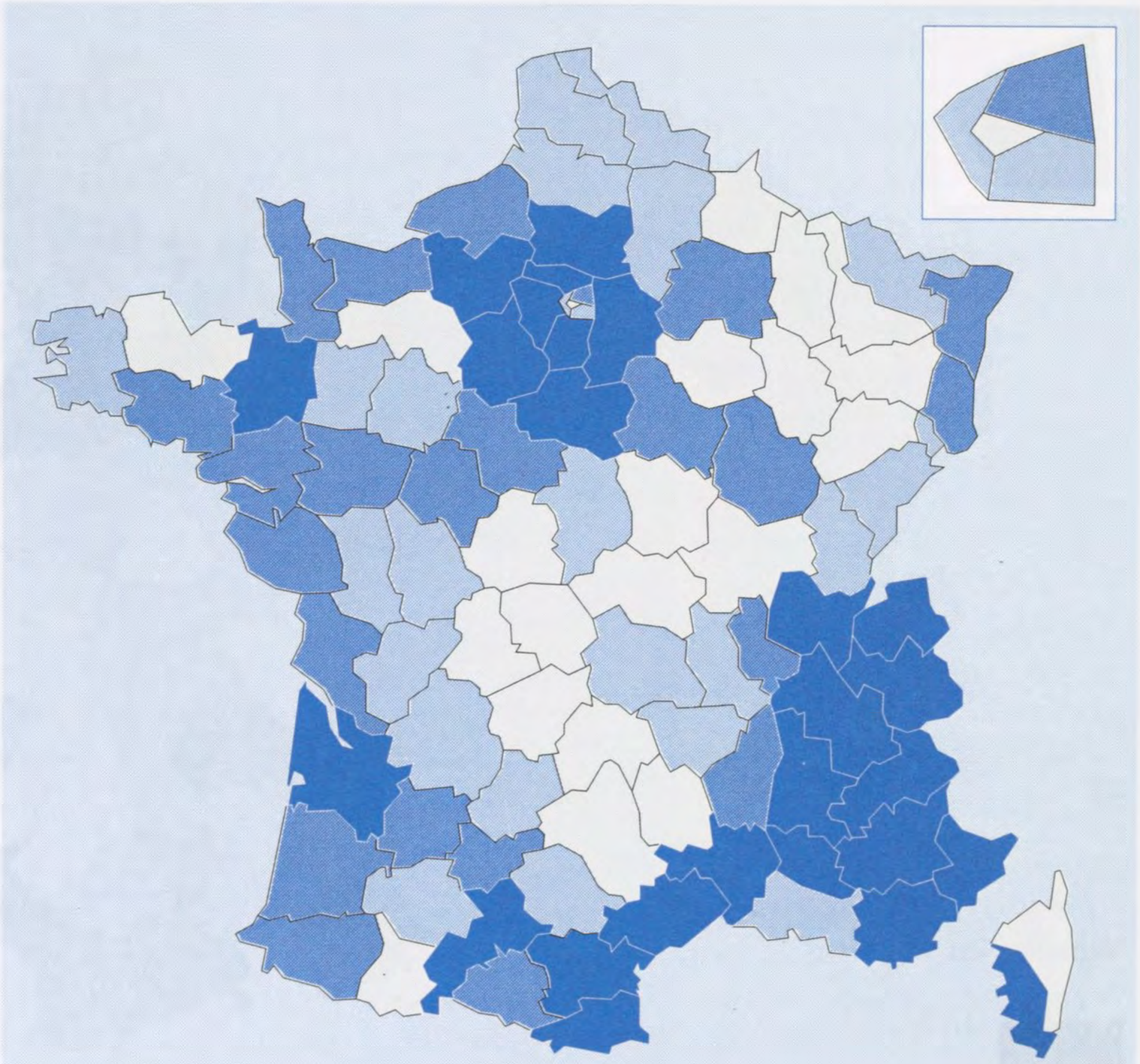
(Taux annuels moyens de variation de la population sans doubles comptes en %)

Évolution de 1975 à 1982



Carte 3

Évolution de 1982 à 1990



Variation en %

2,5

0,75

0,3

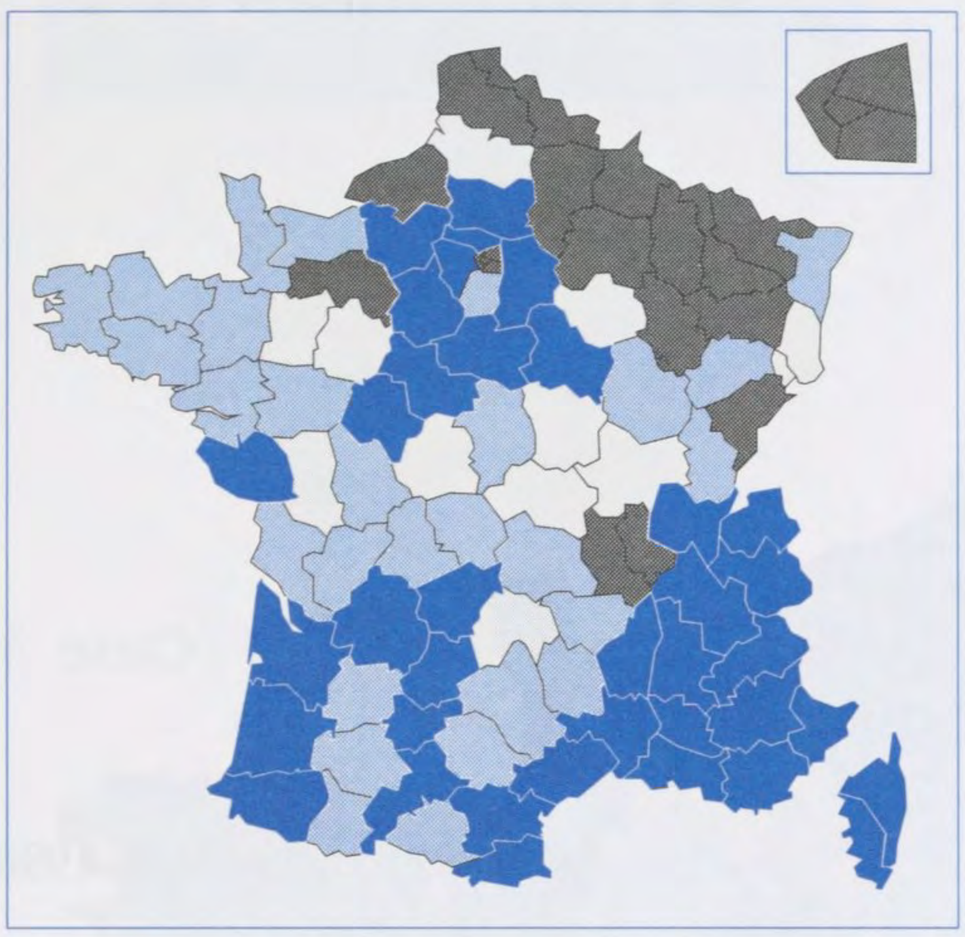
0

-0,8

Source : Insee, Recensements de la population.

Carte 4

Évolution de 1975 à 1982

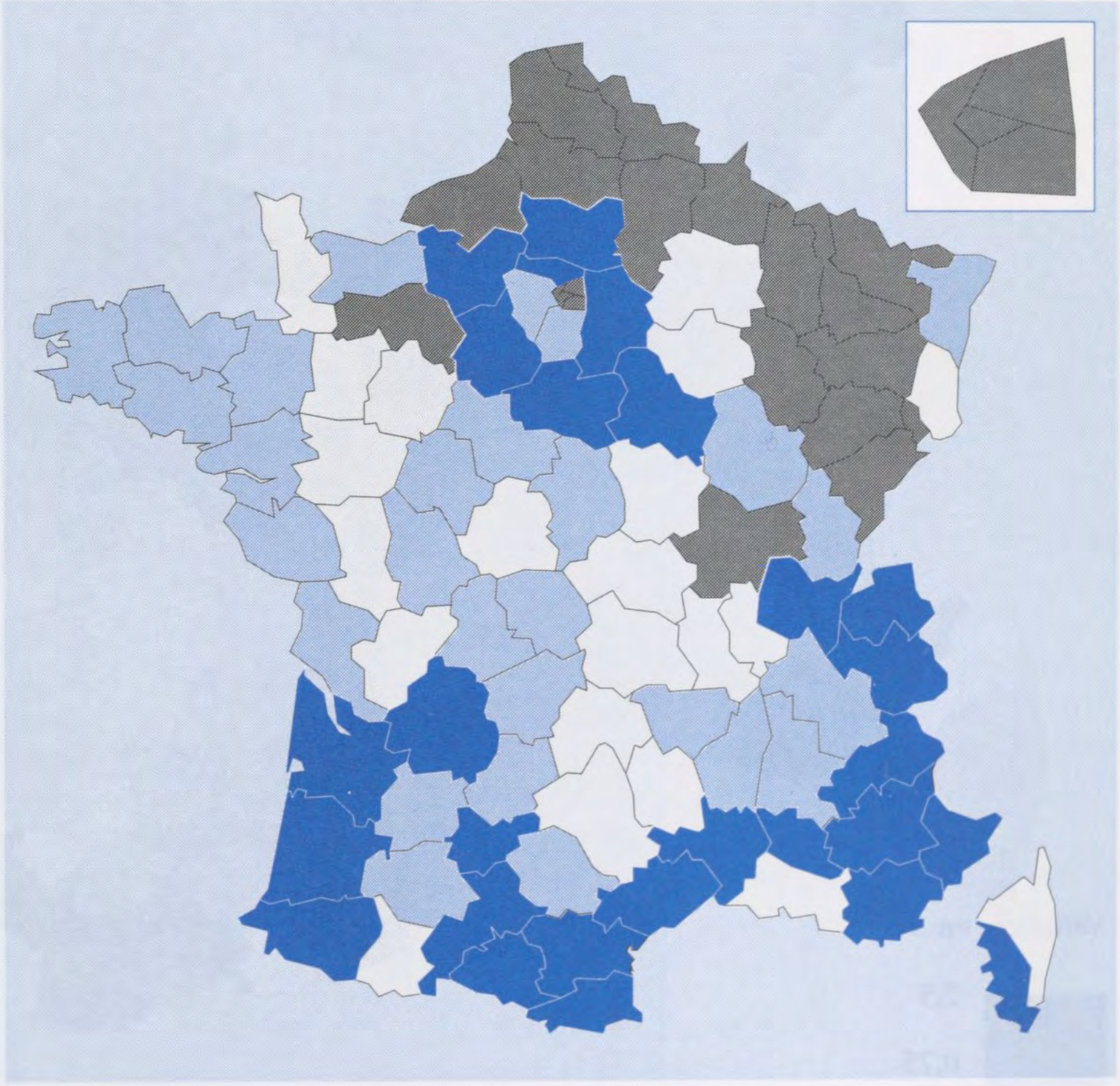


Carte 5

Variation de la population due au solde migratoire par département entre les recensements de 1975 et 1990

(Taux annuel moyen de variation due au solde migratoire en %)

Évolution de 1982 à 1990



Variation en %

1,72

0,4

0

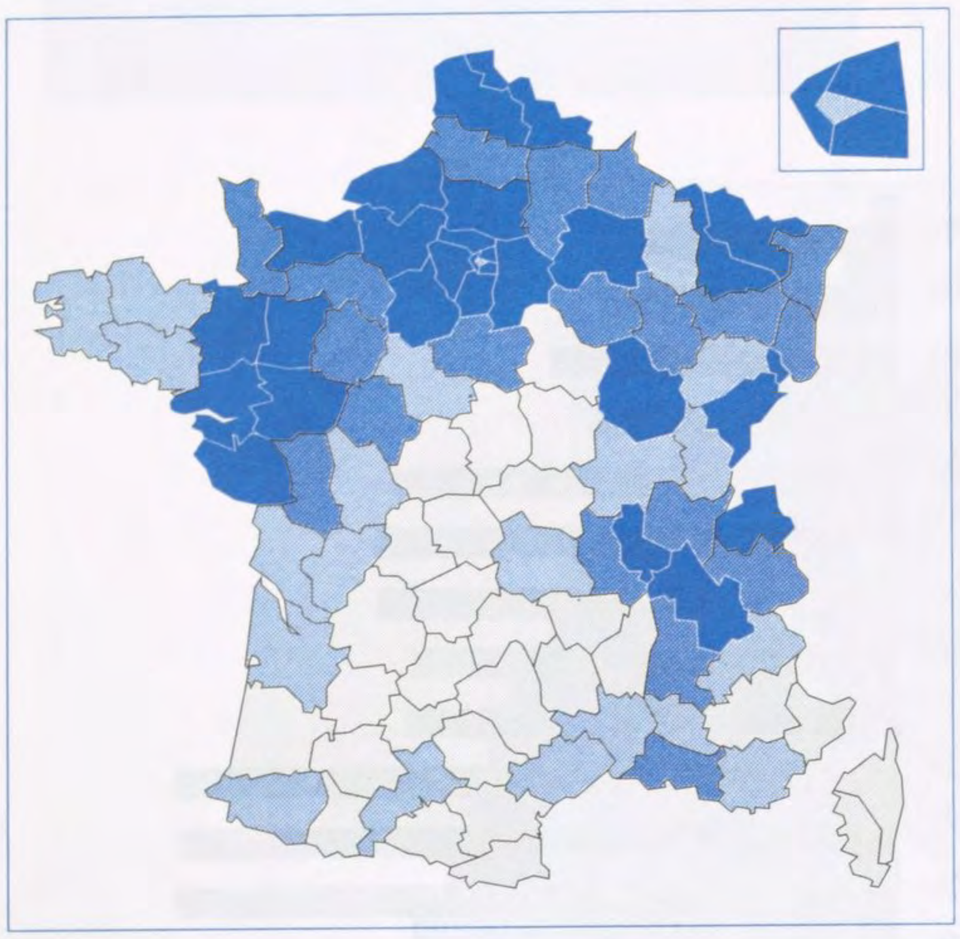
-0,3

-0,79

Source : Insee, Recensements de la population.

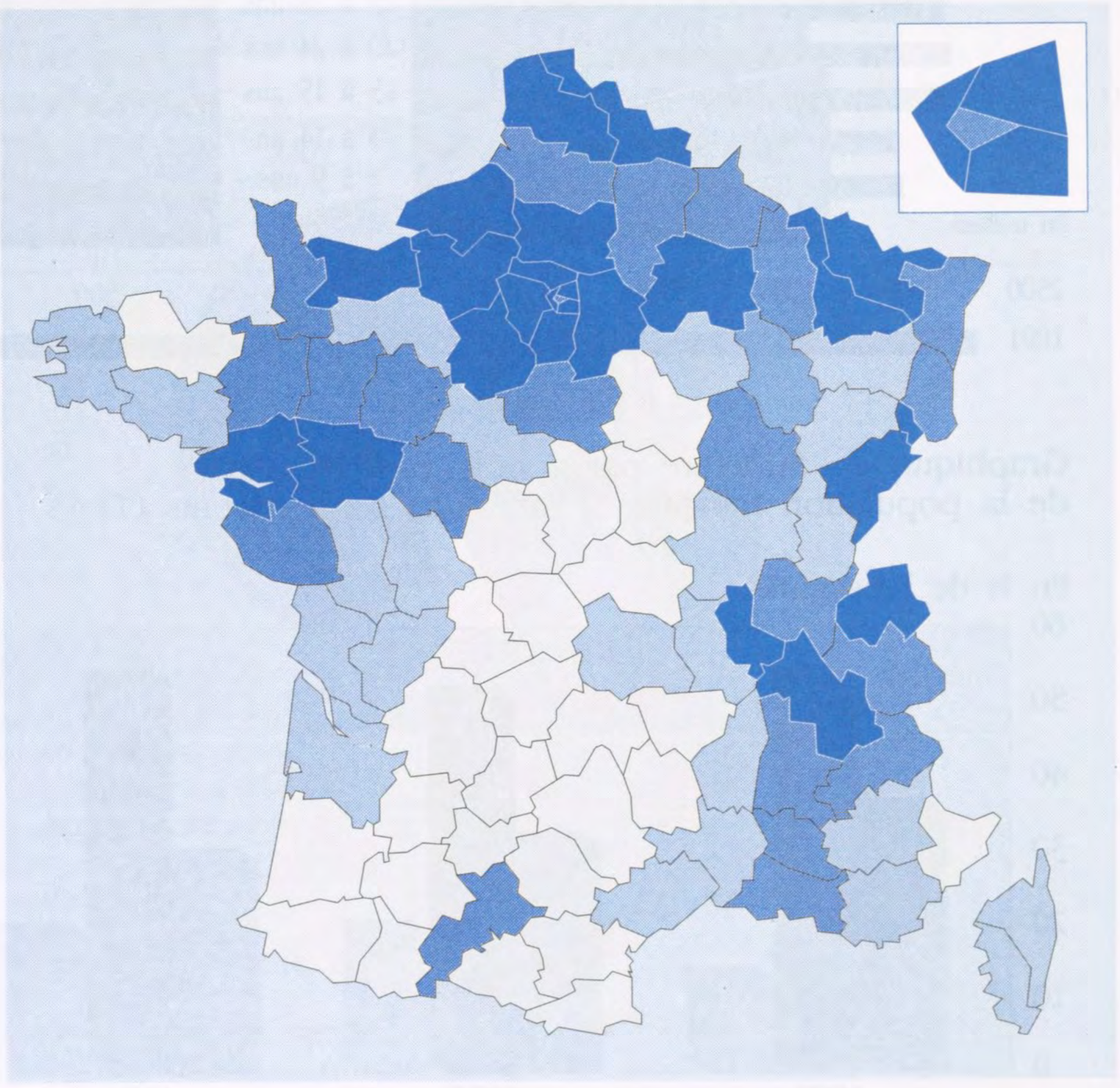
Carte 6

Évolution de 1975 à 1982



Carte 7

Évolution de 1982 à 1990



Variation de la population due à l'excédent naturel par département entre les recensements de 1975 et 1990

(Taux annuel moyen de variation due à l'excédent naturel en %)

Variation en %

1,02

0,5

0,3

0

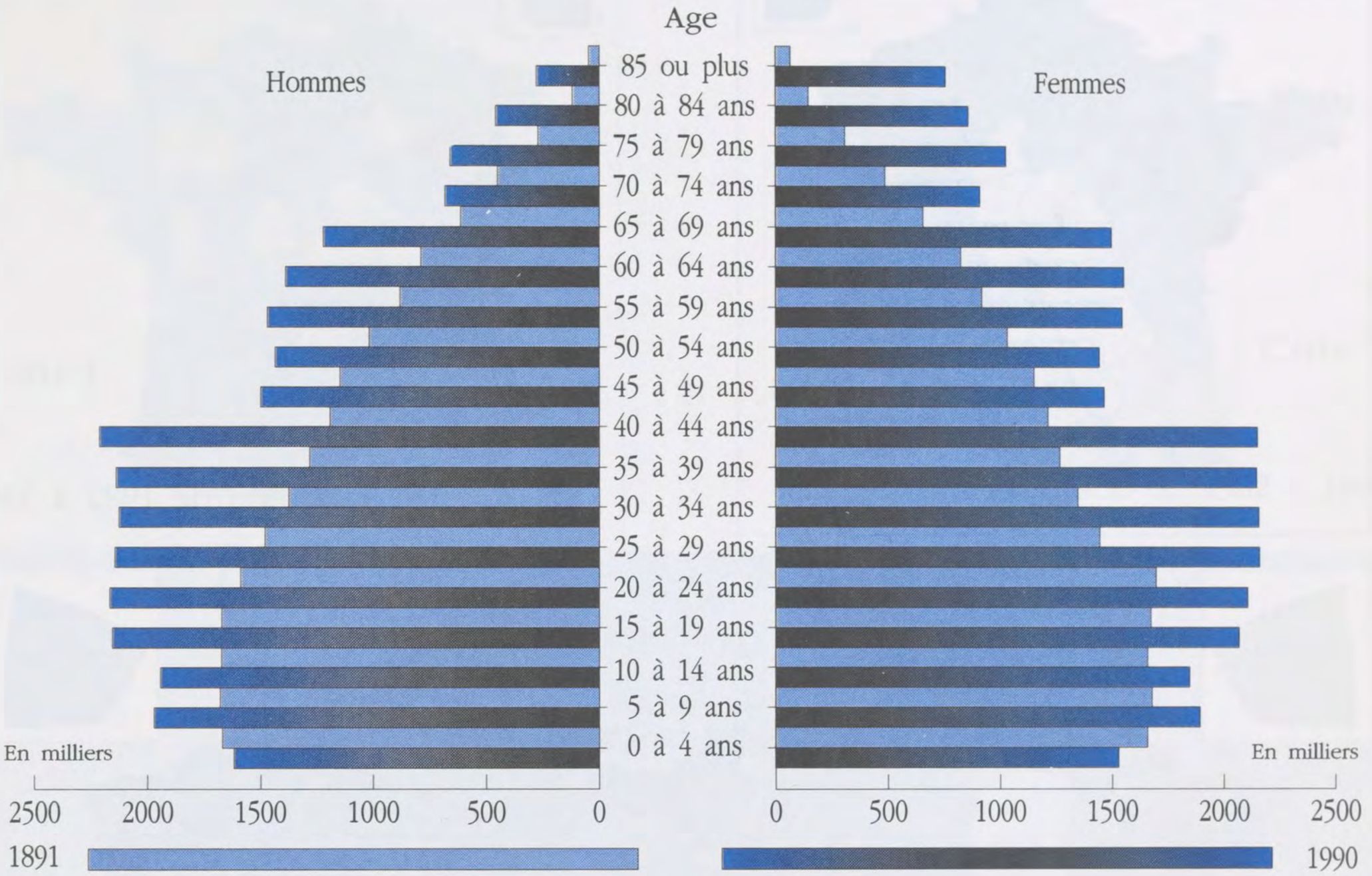
-0,82

Source : Insee, Recensements de la population.

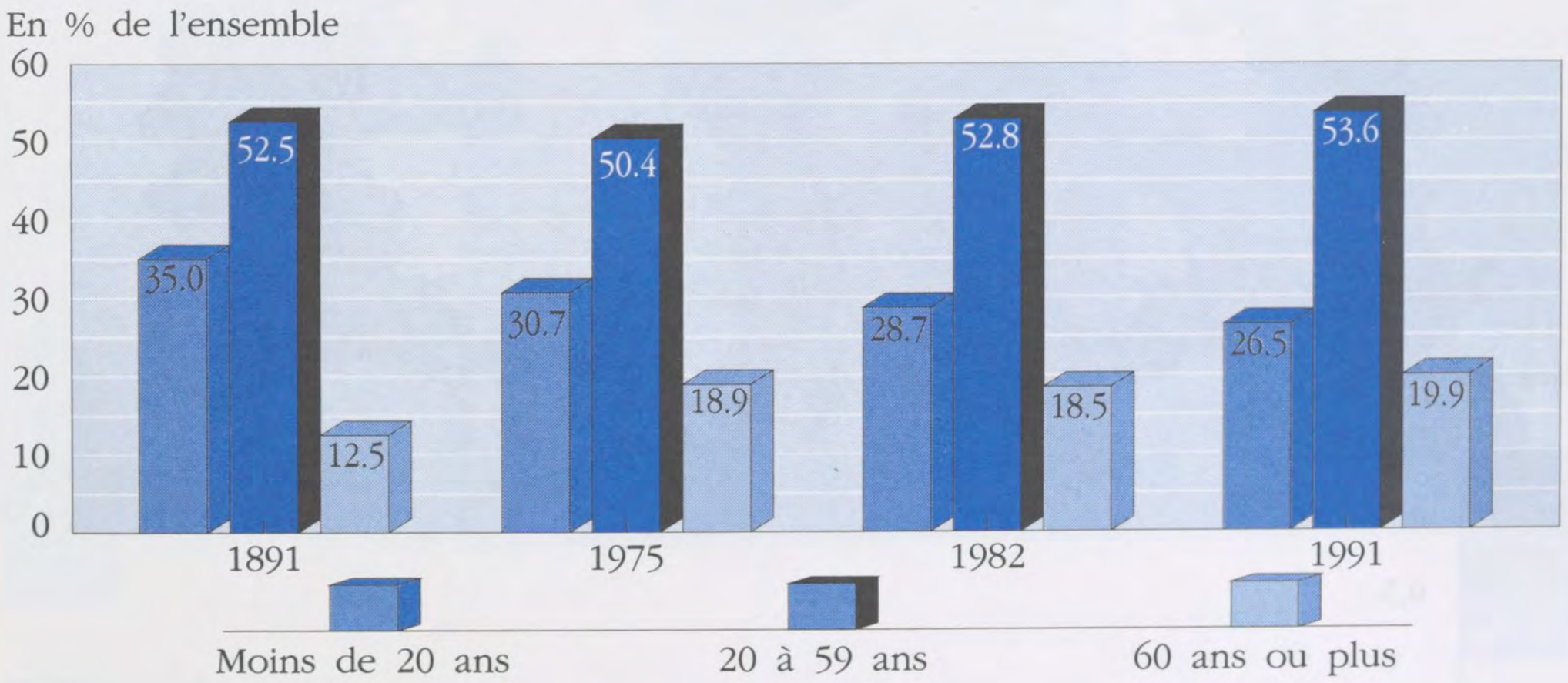
Graphiques 3 et 4

Structure de la population par âge à divers recensements

Graphique 3 : Pyramide des âges aux recensements de 1891 et 1990 (1)



Graphique 4 : Structure par grands groupes d'âge de la population française à différents recensements (1)



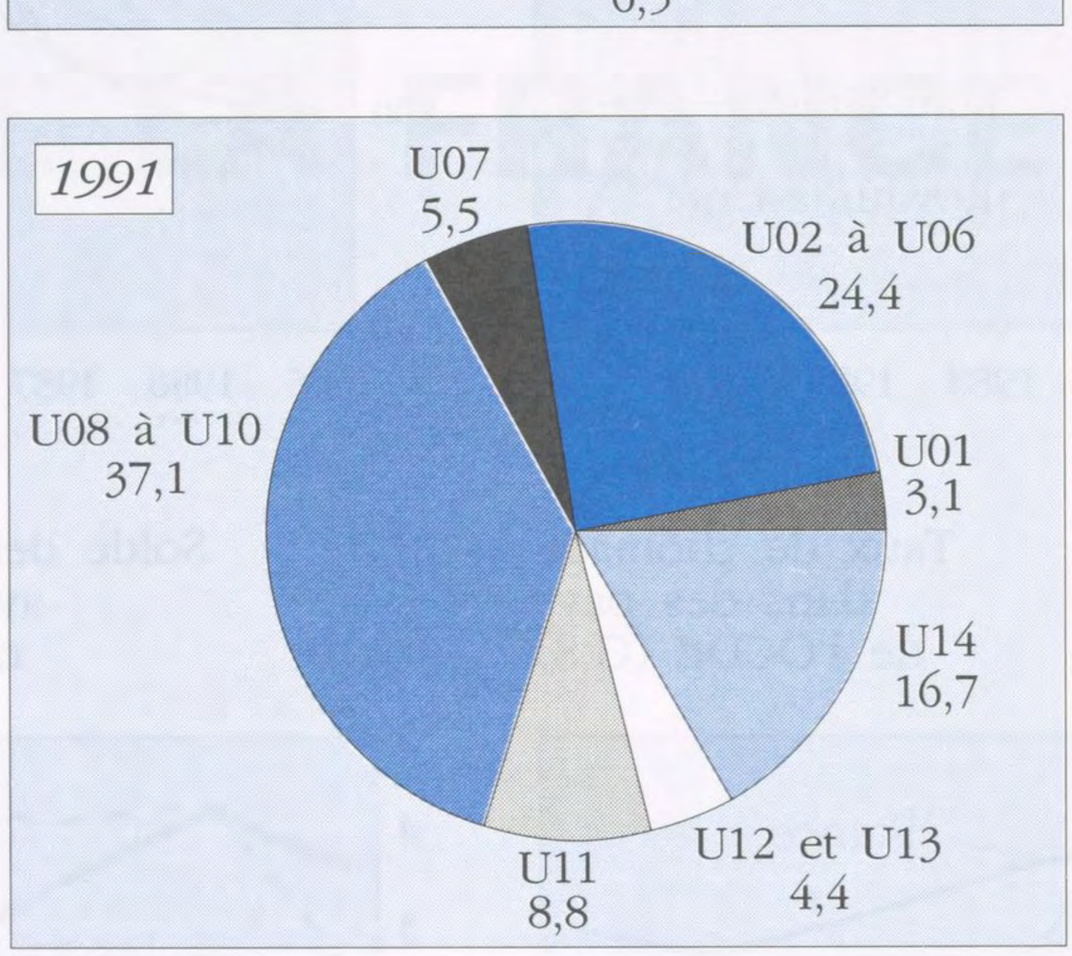
(1) En 1891, population résidant en France métropolitaine moins la Moselle, le Bas-Rhin et le Haut-Rhin

Source : Insee, Recensements de la population.

Graphique 5

Décomposition de la valeur ajoutée par branches en 1971 et 1991

Prix courants



U01	Agriculture
U02 à U06	Industrie
U07	Bâtiment, génie civil et agricole
U08 à U10	Commerce et services marchands
U11	Locations immobilières
U12 et U13	Assurance et organismes financiers
U14	Services non marchands

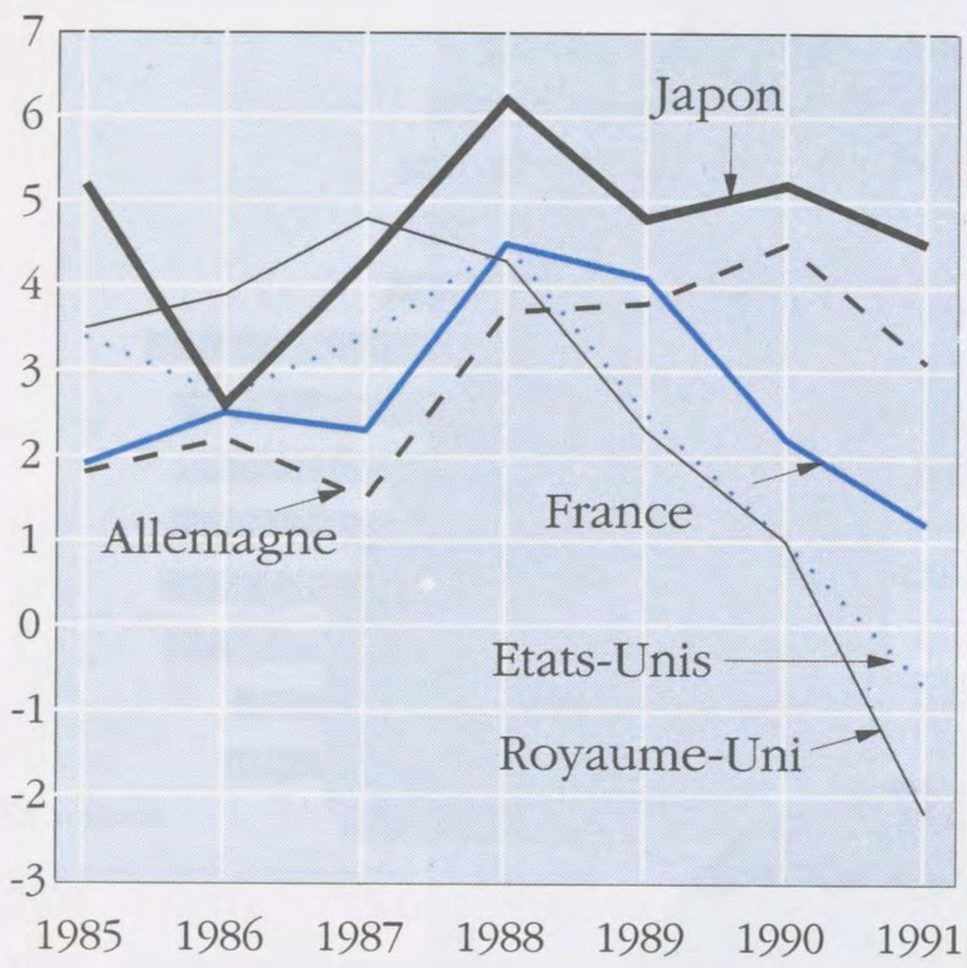
Source : Insee, Comptes Nationaux.

Graphiques 6, 7, 8 et 9

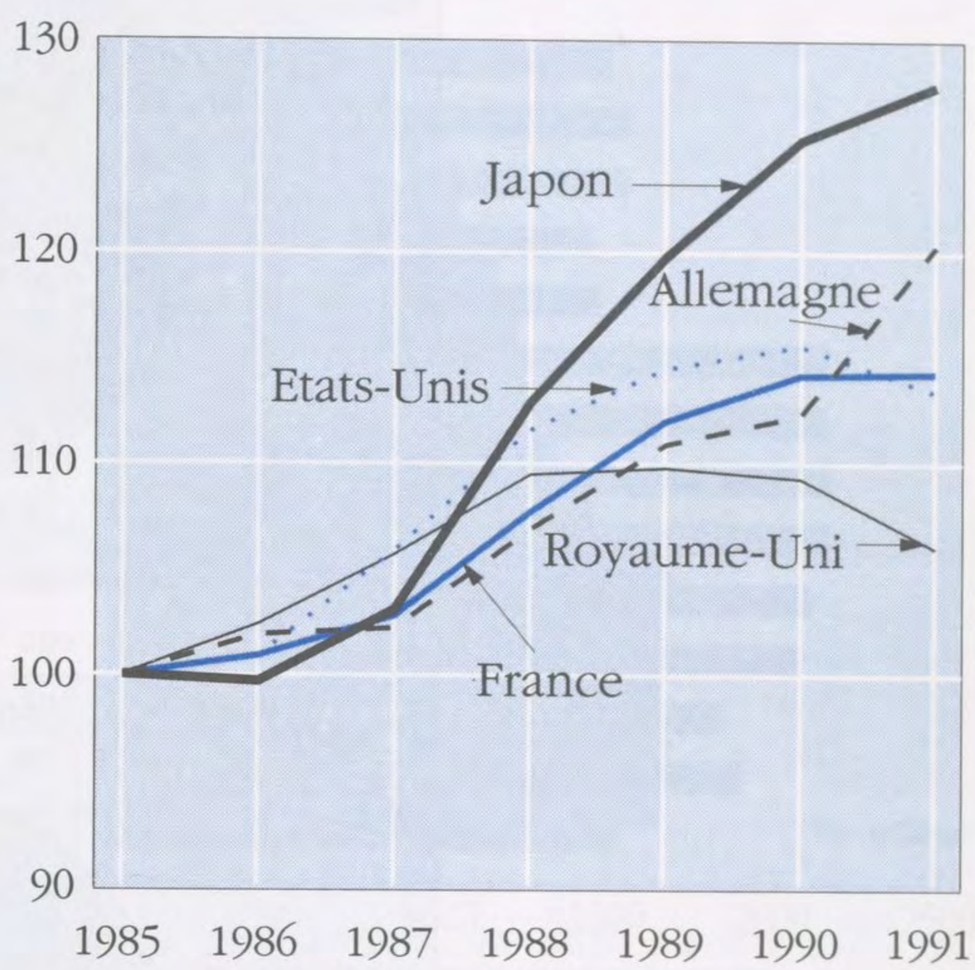
Comparaisons internationales

Indicateurs conjoncturels pour divers pays de l'OCDE

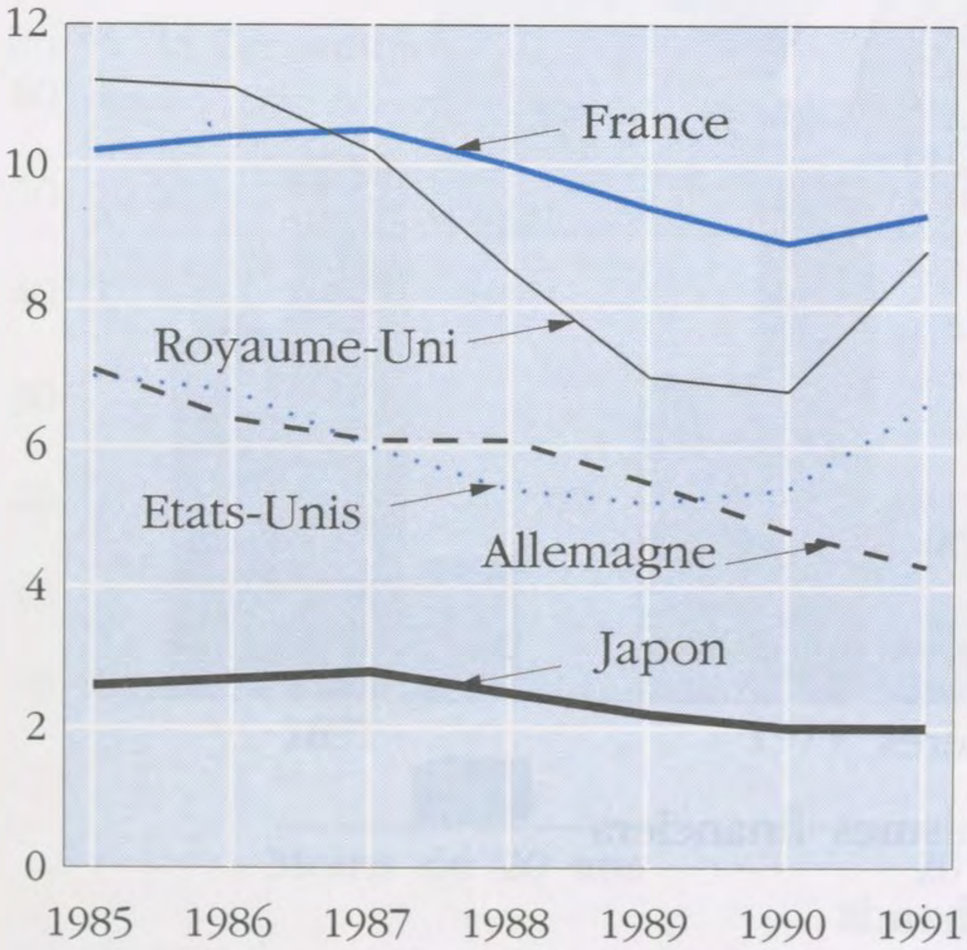
Taux de croissance du PIB (G.6)



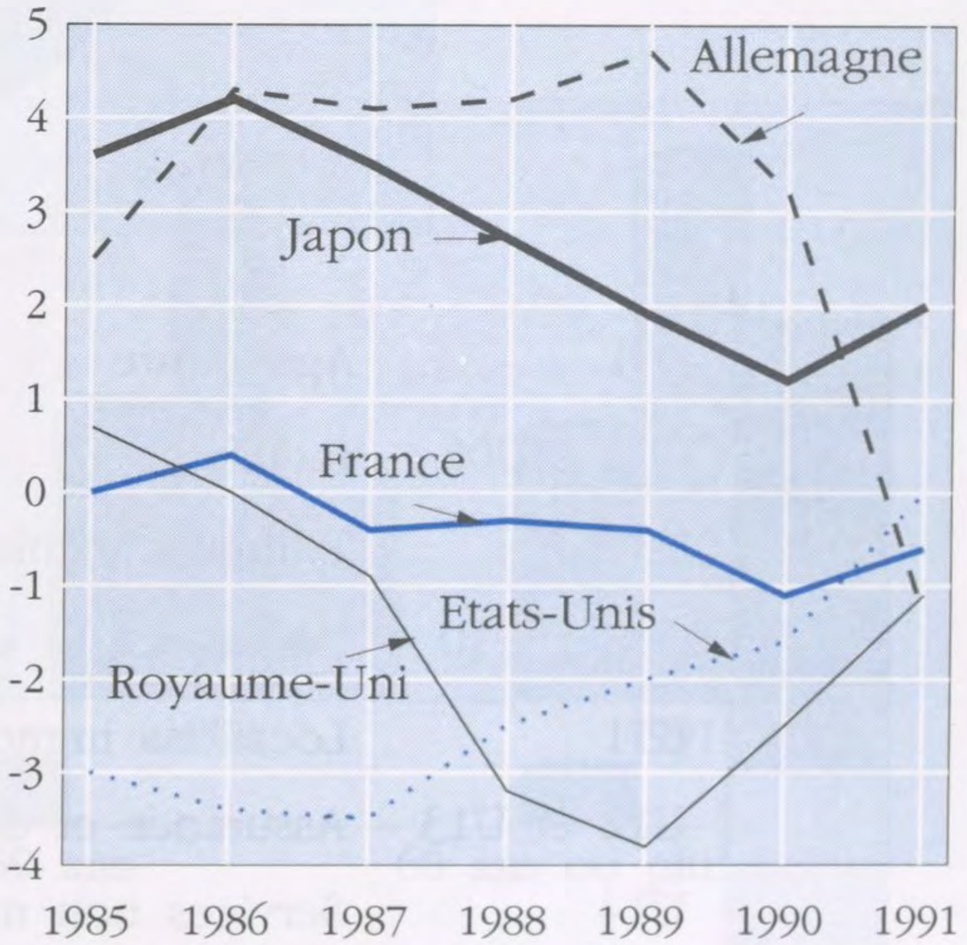
Indices production industrielle dans des pays de l'OCDE (G.7)



Taux de chômage dans des pays de l'OCDE (G.8)



Solde des opérations courantes avec le reste du monde rapportée au PIB (G.9)



Source : OCDE et Insee, Rapport sur les Comptes de la Nation 1991 (Tome 2).

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

A

Population et environnement

A

Population et environnement

RECENSEMENT DE LA POPULATION DE 1990

DES RÉSULTATS POUR TOUTES LES COMMUNES

DES RÉSULTATS COMMUNAUX DANS CHAQUE SÉRIE DE PUBLICATIONS

• Série orange :
Evolutions démographiques
1975-1982-1990
de 40 à 200 F le fascicule régional

• Série bleue :
Population légale
13 F le fascicule départemental

• Série jaune :
Logements-population-emploi
de 60 à 150 F le fascicule départemental

POUR MIEUX CONNAITRE LA POPULATION ET LES LOGEMENTS DE CHAQUE COMMUNE

11 pages de tableaux :

• Population par âge,
• Population active et chômeurs,
• Position professionnelle,
• Migrations depuis 1982,
• Déplacements domicile-travail,
• Taille des ménages,
• Type de logements, année d'achèvement, statut d'occupation, mode de chauffage, installations sanitaires...

LE PROFIL D'UNE COMMUNE

• Pour compléter les résultats du recensement, la fiche profil, disponible pour chaque commune, fournit des informations sur la présence des principaux commerces, services publics et privés, sur la capacité d'accueil et les causes d'attraction touristique, les données de l'état civil, l'impôt et le montant du revenu des habitants de la commune, le nombre et l'activité des établissements implantés sur la commune, l'activité agricole.

Commandes, renseignements et devis
auprès de l'observatoire économique de l'INSEE de votre région.

Chapitre A.01

Territoire et population

1. Commentaire.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Carte et tableaux.

Carte et liste des tableaux :

Carte. La France administrative.

1. Répartition du territoire métropolitain.
2. Population, superficie et densité de quelques pays.
3. Population légale sans doubles comptes aux recensements de 1975, 1982 et 1990.
4. Population des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales.
5. Subdivisions, superficie et population des régions et des départements. Population du chef-lieu.
6. Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales.
7. Villes et agglomérations urbaines de plus de 50.000 habitants.
8. Structure urbaine de la métropole en 1990.
9. Communes de plus de 50.000 habitants.
10. Les communes par tranche de population.
11. Population des communes urbaines et rurales des régions.
12. Zones de peuplement industriel ou urbain de plus de 100.000 habitants.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Recensements de la population » de l'INSEE.

1. COMMENTAIRE

Les unités urbaines ont été délimitées à partir des résultats du recensement de la population de 1990. Avec l'extension des villes, 472 communes sont devenues urbaines. Dans les agglomérations de plus de 50.000 habitants, la croissance de la population se différencie selon leur localisation géographique et leur activité dominante. Les anciennes villes industrielles déclinent au profit des villes tertiaires.

Le fait nouveau est la reprise de la croissance en Ile-de-France, qui concentre 18,8 % de la population métropolitaine en 1990 contre 18,5 % en 1982. Les deux autres régions les plus peuplées, Rhône - Alpes et Provence - Alpes - Côte d'Azur, continuent à augmenter la part de population qu'elles concentrent. Au contraire, les neuf régions les moins peuplées se vident encore et ne comptent plus en 1990 que 19,4 % de la population contre 19,9 % en 1982.

L'évolution des dix départements les plus peuplés pourrait donner l'impression d'une certaine déconcentration : sept d'entre eux ont perdu de l'importance relative et seuls les Yvelines et le Rhône en ont gagné. En fait, il s'agit bien de déclin pour les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais, mais aussi de redistribution entre les départements de l'Ile-de-France : Paris perd de la population et les plus proches départements de banlieue augmentent moins vite que la moyenne nationale, au profit de ceux de la grande couronne. Pour l'essentiel, ces mouvements relèvent d'une déconcentration de type périurbain.

À l'opposé, on n'observe pas davantage de revitalisation parmi les vingt départements les moins peuplés : quatorze d'entre eux perdent de la population ou croissent moins vite que la moyenne nationale, les seules exceptions sont trois départements du Sud : Hautes-Alpes, Alpes-de-Haute-Provence et Corse-du-Sud, qui améliorent un peu leur position. Les variations de populations départementales sont d'ailleurs demeurées d'une très grande stabilité depuis 1975.

La reprise de la concentration régionale traduit surtout l'essor des plus grandes villes. La nouveauté la plus marquante mise en évidence par le recensement de 1990 est la reprise de la croissance des plus grandes agglomérations : celle de Paris et celles de plus de 200.000 habitants se développent désormais plus vite que les villes de taille moyenne; les petites villes de 2.000 à 20.000 habitants gardent des taux élevés mais inférieurs à ceux de la période précédente.

Certes, cette croissance de la population des grandes villes résulte d'abord d'accroissement naturel élevé, les soldes migratoires restant négatifs pour toutes les agglomérations de plus de 20.000 habitants. Cependant, entre 1975-1982 et 1982-1990, les taux de variation dus au mouvement naturel ont plutôt baissé, et c'est le ralentissement de la perte par migration qui est à l'origine de la reprise de la croissance de la population.

Entre 1982 et 1990, la population des départements d'outre-mer — Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion — est passée de 1,246 million à 1,458 million; ceci correspond à un taux de croissance annuel de 2 %. Ce rythme est quatre fois plus élevé que celui de la métropole et, fait remarquable, il est nettement supérieur à celui des périodes antérieures : 0,7 % par an de 1974 à 1982 et 1,1 % de 1967 à 1974. Cette accélération s'observe pour tous les DOM avec une ampleur variable. En tête, on trouve la Guyane avec 5,8 % par an, suivie de la Guadeloupe (2,1 %), de la Réunion (1,8 %) et de la Martinique (1,1 %).

2. MÉTHODOLOGIE

21. Métropole et départements d'outre-mer

211. Vue d'ensemble

La France continentale est située entre 42° 20′ et 51° 5′ de latitude nord; elle s'étend de 4° 47′ de longitude ouest à 8° 15′ de longitude est.

Les données des tableaux du présent chapitre sont complétées par les indications fournies au chapitre « Agriculture », en ce qui concerne la répartition du territoire d'après son utilisation.

212. Superficie

Pour l'évaluation de la superficie du territoire français, on dispose de deux sources :

— mesures géodésiques et planimétriques effectuées par l'Institut géographique national mais ne permettant pas, actuellement, d'aller jusqu'à la commune. La superficie calculée par « planimétrage » de la carte au 1/50.000 pour la métropole est de 549 milliers de km^2;

— données de la Direction générale des Impôts (services du cadastre) disponibles pour chaque commune. Ce sont ces derniers renseignements qui ont été retenus dans le présent annuaire avec la définition suivante : sont comprises toutes les surfaces du domaine public et privé, cadastrées ou non cadastrées, à l'exception des lacs, étangs et glaciers de plus d'un km^2 ainsi que des estuaires.

213. Utilisation du territoire

La connaissance de l'occupation du sol, autrefois axée exclusivement sur le territoire agricole, s'étend aujourd'hui aux utilisations non agricoles de l'espace. Les données fournies proviennent de l'enquête « Utilisation du territoire », réalisée annuellement par le Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) du ministère de l'Agriculture et de la Forêt, à partir d'un échantillon permanent de 300.000 points photos aériennes. Les informations ci-après fournissent la répartition physique du territoire, en fonction notamment de la nature du couvert végétal.

214. Population légale des circonscriptions administratives

Les effectifs de population figurant dans les tableaux de ce chapitre proviennent des résultats du recensement général de la population de 1990. Ce recensement a été prescrit par le décret n° 89-274 du 26 avril 1989. Les résultats ont été authentifiés par décret à la fin de l'année 1990.

22. Territoires d'outre-mer

Pour les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales, les effectifs de population proviennent de recensements effectués à des dates différentes : 1991 pour Mayotte, 1990 pour Wallis et Futuna et pour Saint-Pierre-et-Miquelon, 1989 pour la Nouvelle-Calédonie et 1988 pour la Polynésie française.

3. DÉFINITIONS

Population d'une commune (totale et sans doubles comptes)

La population totale d'une commune (personnes ayant leur résidence habituelle dans cette commune) se divise en population municipale et en population comptée à part (celle qui vit dans certaines communautés).

La population comptée à part comprend les personnes des catégories suivantes (limitativement définies par le décret n° 89-274 du 26 avril 1989 prescrivant l'exécution du recensement de 1990, en métropole, dans les départements d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) résidant dans des établissements situés dans la commune :

a. militaires des forces françaises de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air logés dans des casernes, camps ou assimilés;

b. élèves internes des lycées, collèges, écoles normales d'instituteurs ou d'institutrices, grandes écoles, établissements d'enseignement spécial, séminaires et tous les établissements d'enseignement publics ou privés avec internat, y compris les établissements d'éducation surveillée;

c. détenus dans les établissements pénitentiaires.

Le décret précité du 26 avril 1989 spécifie que les personnes des catégories *a* et *b* ci-dessus qui ont une résidence personnelle doivent être comptées à la fois :

— dans la population comptée à part de la commune où se trouve l'établissement;

— dans la population municipale de la commune où se trouve leur résidence personnelle.

Sont également comptées au titre de la population comptée à part, les personnes appartenant aux catégories suivantes :

— personnes sans domicile fixe rattachées administrativement à la commune, mais recensées dans une autre commune;

— travailleurs logés dans un foyer, étudiants logés dans une cité universitaire ou un foyer d'étudiants, personnes âgées vivant dans une maison de retraite ou un hospice, personnes hospitalisées ou en traitement pour une durée supérieure à trois mois, dans un hôpital, une clinique ou tout établissement de soins ou de convalescence, dans leur commune de résidence personnelle, si elle est différente de la commune où elles ont été recensées.

Il s'ensuit que lorsqu'on détermine la population d'une circonscription administrative autre que la commune : canton, arrondissement, département, région..., obtenue par sommation des populations communales, on introduit des doubles comptes (militaires du contingent, élèves internes, etc., comptés deux fois, dans la commune de résidence personnelle et dans celle de leur communauté). Pour éliminer ces doubles comptes, la population comptée à part de chaque commune a été décomposée en deux parties :

a. Les personnes qui sont également comptées dans la population municipale d'autres communes (doubles comptes);

b. Les personnes qui ne sont pas comptées dans la population municipale d'autres communes.

Cette façon d'opérer permet d'obtenir :

— la population légale des communes, qui comprend les deux parties *a* et *b*;

— la population sans doubles comptes, qui comprend seulement la partie *b* et qui, par addition, donne notamment la population des régions, des départements, des unités urbaines et des zones de peuplement industriel ou urbain.

Villes et agglomérations urbaines

Les villes et agglomérations urbaines, désignées aussi sous le terme unique d'unité urbaine, dont la délimination est fondée sur le seul critère de continuité de l'habitat, peuvent être constituées :

— de deux ou plusieurs communes, c'est-à-dire d'une ville-centre et de sa banlieue (exceptionnellement de plusieurs villes-centres); une telle unité urbaine porte alors le nom d'agglomération multicommunale;

— d'une seule commune, dont la population agglomérée compte au moins 2.000 habitants; une telle commune est dite ville isolée ou plus communément ville.

Une première délimitation des villes et agglomérations urbaines a été réalisée à l'occasion du recensement de 1954. De nouvelles unités urbaines ont été constituées lors des recensements de 1962, 1968, 1975, 1982 et 1990.

Zones de peuplement industriel ou urbain

Les zones de peuplement industriel ou urbain sont constituées par des ensembles de communes dépassant largement le cadre des unités urbaines et où :

— il y a une certaine homogénéité de peuplement, en particulier une faible part de cultivateurs;

— il y a d'importants échanges de main-d'œuvre;

— l'activité industrielle s'est créée ou développée en raison de la proximité d'une grande ville, des richesses du sous-sol ou encore de la présence d'un grand axe de communication.

Une première délimitation des zones de peuplement industriel ou urbain a été réalisée à l'occasion du recensement de 1962. De nouvelles délimitations ont été établies lors des recensements de 1968, 1975, 1982 et 1990.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Ministère de l'Agriculture et de la Forêt, service central des Enquêtes et Études statistiques (SCEES).

— Institut national d'études démographiques (INED).

— Ministère du Budget, Direction générale des Impôts.

— Bureau des longitudes.

Publications :

● Annuaire du Bureau des longitudes.

● Recensement général de la population de 1982 en métropole (les ouvrages mentionnés ci-dessous portent sur les chiffres de la population légale et certaines données qui leur ont été associées) :

— volume *Population de la France : régions, départements, arrondissements, cantons, communes;*

— brochure *Tableaux statistiques de population légale. Population légale des communes de plus de 2.000 habitants;*

— fascicules départementaux *Population légale et statistiques communales complémentaires (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975).* Dans ces fascicules figurent notamment la superficie et la densité de population de chaque commune, canton et arrondissement de la métropole;

— volume *Villes et agglomérations urbaines, délimitation 1982 (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975);*

— volume *Les zones de peuplement industriel ou urbain, délimitation 1982 (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975).*

● Annuaire démographique des Nations Unies.

● Recensement général de la population de 1982 dans les départements d'outre-mer :

— Guadeloupe;

— Guyane;

— Martinique;

— Réunion;

— Saint-Pierre-et-Miquelon.

● Recensement de la population dans les territoires d'outre-mer :

— Polynésie française (1988).

— Nouvelle-Calédonie et dépendances (1989);

— Wallis et Futuna (1990);

● Recensement de la population des collectivités territoriales :

— Saint-Pierre-et-Miquelon (1990);

— Mayotte (1991).

● Recensement général de la population de 1990 en métropole et dans les départements d'outre-mer.

Série « bleue » :

— *Population de la France. Régions, départements, arrondissements, cantons, communes* (un volume, également détaillé en fascicules départementaux);

— *Population légale. France, régions, départements, communes de plus de 2.000 habitants* (un volume).

Série « orange » :

— *Évolutions démographiques 1975, 1982, 1990. France, régions, départements, unités urbaines* (fascicules départementaux, un fascicule France et un fascicule DOM).

Série « blanche » :

— *Composition communale des unités urbaines;*

— *Composition communale des zones de peuplement industriel ou urbain.*

● *INSEE-Première :*

— N° 40. *164.173 habitants en Nouvelle-Calédonie au 4 avril 1989;*

— N° 81. *Recensement de la population de 1990, première estimation nationale;*

— N° 82. *La population des régions. Recensement de la population de 1990, premières estimations;*

— N° 83. *La population des départements d'outre-mer en 1990. Recensement de la population, premières estimations;*

— N° 111. *Les 100 premières agglomérations au recensement de 1990;*

— N° 116. *La population légale au recensement de 1990;*

— N° 119. *Plus loin de la ville. Résultats du recensement de la population de 1990;*

— N° 136. *Villes et régions au rendez-vous de l'Europe;*

— N° 142. *La population de Wallis-et-Futuna en 1990;*

● *INSEE-Résultats,* série « Démographie, Société »:

— N° 2. *Image de la population de Nouvelle-Calédonie;*

— N° 18. *Image de la population de Wallis-et-Futuna.*

● *Économie et Statistique.*

— N° 248. *La population des DOM en 1990.*

*
* *

LA FRANCE ADMINISTRATIVE

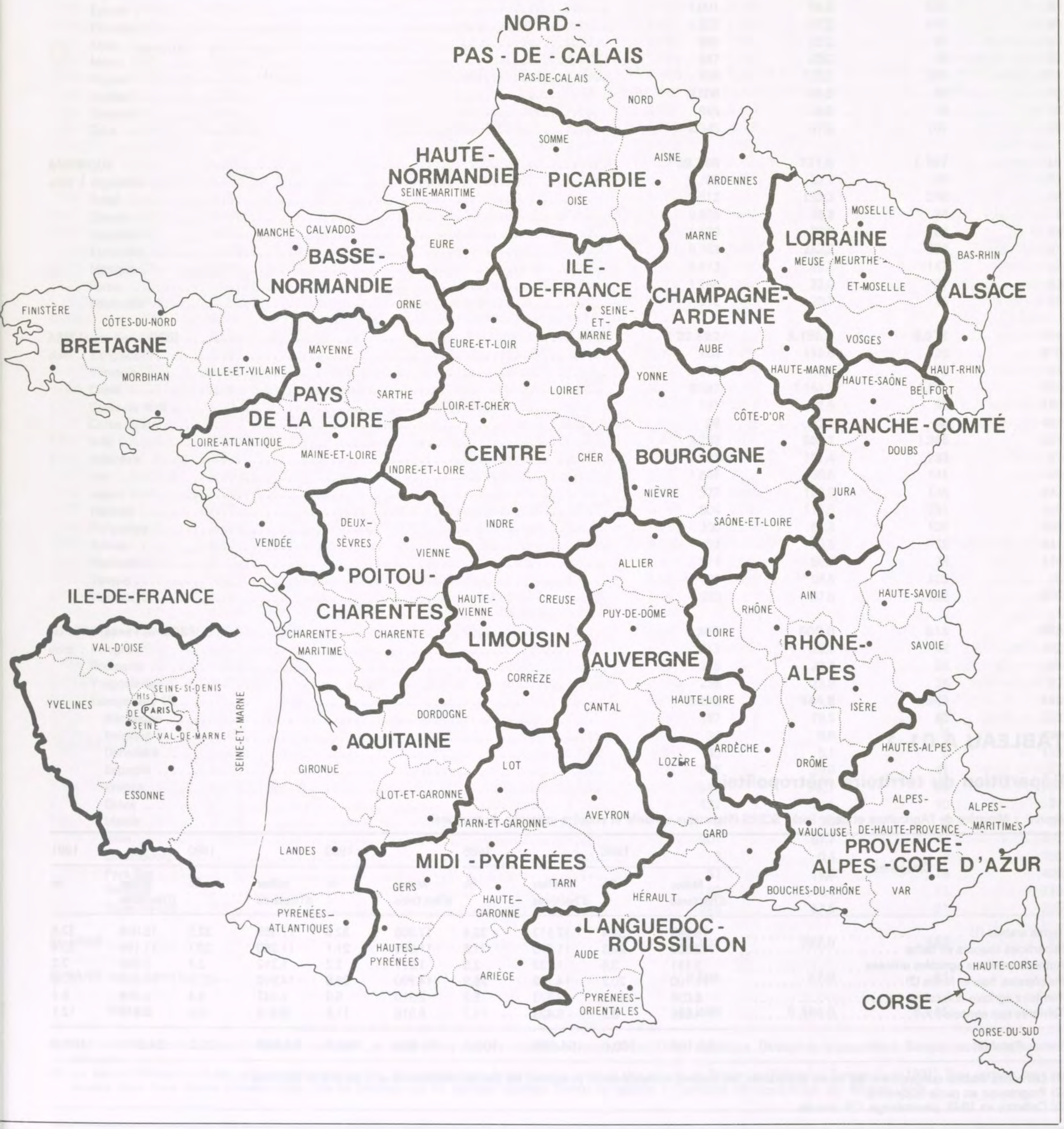


TABLEAU A.01-1

Répartition du territoire métropolitain

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Forêt, SCEES (Statistique annuelle et enquête utilisation du territoire)

Catégories	1948		1988		*r* 1989		1990		1991	
	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%
Terres arables (1)	18.949	34,4	17.813	32,4	17.908	32,6	17.989	32,8	18.028	32,8
Superficies toujours en herbe	12.302	22,3	11.779	21,5	11.565	21,1	11.380	20,7	11.198	20,4
Autres superficies agricoles utilisées	2.131	3,8	1.239	2,3	1.217	2,2	1.212	2,2	1.206	2,2
Peupleraies, bois et forêts (2)	11.100	20,2	14.782	26,9	14.790	26,9	14.810	27,0	14.850	27,0
Territoire agricole non cultivé	6.036	11,0	2.873	5,2	2.910	5,3	2.943	5,4	2.984	5,4
Territoire non agricole	4.586	8,3	6.423	11,7	6.518	11,9	6.575	12,0	6.642	12,1
Total (3)	**55.104**	**100,0**	**54.909**	**100,0**	**54.909**	**100,0**	**54.909**	**100,0**	**54.909**	**100,0**

(1) Les terres arables comprennent les terres labourables, les cultures maraîchères et potagères, les plantes médicinales et à parfum et les fleurs.
(2) Progression en partie apparente.
(3) Cadastre en 1948, planimétrage IGN ensuite.

TABLEAU A.01-2

Population, superficie et densité de quelques pays

Source : INED, d'après le Population Reference Bureau (1)

Pays	Superficie en milliers de km²	Population en millions — Estimation mi—1991 (2)	Population en millions — Projection 2025	Densité mi—1991 Par km²
AFRIQUE	**30.331**	**677,0**	**1.641**	**22**
dont : Afrique du sud	1.221	40,6	92	33
Algérie	2.382	26,0	49	11
Egypte	1.001	54,6	105	55
Ethiopie	1.222	53,2	140	44
Kenia	583	25,2	63	43
Maroc	447	26,2	46	59
Nigeria	924	122,5	305	133
Soudan	2.506	25,9	60	10
Tanzanie	945	26,9	79	28
Zaïre	2.345	37,8	101	16
AMERIQUE	**39.785**	**731,0**	**1.107**	**18**
dont : Argentine	2.766	32,7	45	12
Brésil	8.512	153,3	246	18
Canada	9.976	26,8	34	3
Colombie	1.139	33,6	54	29
Etats-unis	9.363	252,8	334	27
Mexique	1.973	85,7	143	43
Pérou	1.285	22,0	37	17
Vénézuela	912	20,1	35	22
ASIE (sans l'ex-URSS)	**27.592**	**3.155,0**	**4.976**	**114**
dont : Bangladesh	144	116,6	226	810
Birmanie	677	42,1	72	62
Chine	9.597	1.151,3	1.591	120
Corée du nord	121	21,8	32	180
Corée du sud	98	43,2	48	441
Inde	3.288	859,2	1.366	261
Indonésie	1.905	181,4	283	95
Iran	1.648	58,6	141	36
Japon	372	123,8	135	333
Pakistan	804	117,5	281	146
Philippines	300	62,3	101	208
Taïwan	32	20,5	25	641
Thaïlande	514	58,8	78	114
Turquie	781	58,5	103	75
Vietnam	330	67,6	108	205
EUROPE (sans l'ex-URSS)	**4.869**	**502,0**	**518**	**103**
dont : Pologne	313	38,2	42	122
Roumanie	238	23,4	26	98
Yougoslavie	256	23,9	26	93
Europe des 12	**2.362**	**344,8**	**349**	**146**
Allemagne	357	79,5	82	223
Belgique	30	9,9	9	330
Danemark	43	5,1	5	119
Espagne	505	39,0	41	77
France	**547**	**56,7**	**59**	**104**
Grèce	132	10,1	10	77
Irlande	70	3,5	3	50
Italie	301	57,7	52	192
Luxembourg	3	0,4	ε	133
Pays-Bas	37	15,0	16	405
Portugal	92	10,4	11	113
Royaume-Uni	245	57,5	61	235
Ex-URSS	**22.402**	**292,0**	**363**	**13**
OCEANIE (sans Hawaï)	**8.505**	**27,0**	**41**	**3**
MONDE	**133.483**	**5.384,0**	**8.645**	**40**

(1) Pour toute utilisation dépassant la simple consultation, se reporter aux sources originales : Nations Unies (Office statistique, Division de la population), Banque mondiale et sources nationales.

(2) Les valeurs données sont des estimations basées sur les derniers résultats disponibles au moment des calculs du Population Reference Bureau (Avril 1991). Pour certains pays,ils peuvent dater d'une dizaine d'années (pour plus de précision sur les derniers résultats connus se reporter à l' annuaire démographique des Nations Unies.

TABLEAU A.01-3

Population légale sans doubles comptes aux recensements de 1975, 1982 et 1990

Source : INSEE (RP 1990)

Unité : Millier

Départements et régions	Population sans doubles comptes			Départements et régions	Population sans doubles comptes		
	En 1975	En 1982	En 1990 r		En 1975 (1)	En 1982	En 1990 r
Bas-Rhin	882,1	915,7	953,1	Moselle	1.006,4	1.007,2	1.011,3
Haut-Rhin	635,2	650,4	671,3	Vosges	398,0	395,8	386,3
Alsace	**1.517,3**	**1.566,0**	**1.624,4**	**Lorraine**	**2.330,9**	**2.319,9**	**2.305,7**
Dordogne	373,2	377,4	386,4	Ariège	137,9	135,7	136,5
Gironde	1.061,5	1.127,5	1.213,5	Aveyron	278,3	278,7	270,1
Landes	288,3	297,4	311,5	Haute-Garonne	777,4	824,5	926,0
Lot-et-Garonne	292,6	298,5	306,0	Gers	175,4	174,2	174,6
Pyrénées-Atlantiques	534,7	555,7	578,5	Lot	150,8	154,5	155,8
Aquitaine	**2.550,3**	**2.656,5**	**2.795,8**	Haute-Pyrénées	227,2	227,9	224,8
Allier	378,4	369,6	357,7	Tarn	338,0	339,3	342,7
Cantal	166,5	162,8	158,7	Tarn-et-Garonne	183,3	190,5	200,2
Haute-Loire	205,5	205,9	206,6	**Midi-Pyrénées**	**2.268,3**	**2.325,3**	**2.430,7**
Puy-de-Dôme	580,0	594,4	598,2	Nord	2.511,5	2.520,5	2.531,9
Auvergne	**1.330,4**	**1.332,7**	**1.321,2**	Pas-de-Calais	1.402,3	1.412,4	1.433,2
Côte-d'Or	456,1	473,5	493,9	**Nord-Pas-de-Calais**	**3.913,8**	**3.932,9**	**3.965,1**
Nièvre	245,2	239,6	233,3	Calvados	561,0	589,6	618,5
Saône-et-Loire	569,8	571,9	559,4	Manche	451,7	465,9	479,6
Yonne	299,9	311,0	323,1	Orne	293,5	295,5	293,2
Bourgogne	**1.571,0**	**1.596,1**	**1.609,7**	**Basse-Normandie**	**1.306,2**	**1.351,0**	**1.391,3**
Côtes-d'Armor	525,6	538,9	538,4	Eure	423,0	462,3	513,8
Finistère	804,1	828,4	838,7	Seine-Maritime	1.172,7	1.193,1	1.223,4
Ille-et-Vilaine	702,2	749,8	798,7	**Haute-Normandie**	**1.595,7**	**1.655,4**	**1.737,2**
Morbihan	563,6	590,9	619,8	Loire-Atlantique	934,5	995,5	1.052,2
Bretagne	**2.595,5**	**2.707,9**	**2.795,6**	Maine-et-Loire	629,8	675,3	705,9
Cher	316,4	320,2	321,6	Mayenne	261,8	271,8	278,0
Eure-et-Loir	335,2	362,8	396,1	Sarthe	490,4	504,8	513,7
Indre	248,5	243,2	237,5	Vendée	450,6	483,0	509,4
Indre-et-Loire	478,6	506,1	529,3	**Pays de la Loire**	**2.767,1**	**2.930,4**	**3.059,1**
Loir-et-Cher	283,7	296,2	305,9	Aisne	533,9	534,0	537,3
Loiret	490,2	535,7	580,6	Oise	606,3	661,8	725,6
Centre	**2.152,6**	**2.264,2**	**2.371,0**	Somme	538,5	544,6	547,8
Ardennes	309,3	302,3	296,4	**Picardie**	**1.678,7**	**1.740,3**	**1.810,7**
Aube	284,8	289,3	289,2	Charente	337,1	340,8	342,0
Marne	530,4	543,6	558,2	Charente-Maritime	497,9	513,2	527,1
Haute-Marne	212,3	210,7	204,1	Deux-Sèvres	335,8	342,8	346,0
Champagne-Ardenne	**1.336,8**	**1.345,9**	**1.347,8**	Vienne	357,4	371,4	380,0
Corse-du-Sud	100,3	108,6	118,8	**Poitou-Charentes**	**1.528,2**	**1.568,2**	**1.595,1**
Haute-Corse	125,3	131,6	131,6	Alpes-de-Haute-Provence	112,2	119,1	130,9
Corse	**225,6**	**240,2**	**250,4**	Hautes-Alpes	97,4	105,1	113,3
Doubs	471,1	477,2	484,8	Alpes-Maritimes	816,7	881,2	971,8
Jura	238,9	242,9	248,8	Bouches-du-Rhône	1.633,0	1.724,2	1.759,4
Haute-Saône	222,3	232,0	229,7	Var	626,1	708,3	815,4
Territoire-de-Belfort	128,1	132,0	134,1	Vaucluse	390,4	427,3	467,1
Franche-Comté	**1.060,4**	**1.084,0**	**1.097,3**	**Provence-Alpes-Côte d'Azur**	**3.675,8**	**3.965,2**	**4.257,9**
Paris	2.299,8	2.176,2	2.152,4	Ain	376,5	418,5	471,0
Seine-et-Marne	755,8	887,1	1.078,2	Ardèche	257,1	268,0	277,6
Yvelines	1.082,3	1.196,1	1.307,2	Drôme	361,8	389,8	414,1
Essonne	923,1	988,0	1.084,8	Isère	860,3	936,8	1.016,2
Hauts-de-Seine	1.438,9	1.387,0	1.391,7	Loire	742,4	739,5	746,3
Seine-Saint-Denis	1.322,1	1.324,3	1.381,2	Rhône	1.429,6	1.445,2	1.509,0
Val-de-Marne	1.215,7	1.193,7	1.215,5	Savoie	305,1	323,7	348,3
Val-d'Oise	840,9	920,6	1.049,6	Haute-Savoie	447,8	494,5	568,3
Île-de-France	**9.878,6**	**10.073,1**	**10.660,6**	**Rhône-Alpes**	**4.780,6**	**5.015,9**	**5.350,7**
Aude	272,4	280,7	298,7				
Gard	494,6	530,5	585,0	**Ensemble métropole**	**52.592,0**	**54.334,9**	**56.615,1**
Hérault	648,2	706,5	794,6				
Lozère	74,8	74,3	72,8	Guadeloupe	324,5	328,4	387,0
Pyrénées-Orientales	299,5	334,6	363,8	Guyane	55,1	73,0	114,7
Languedoc-Roussillon	**1.789,5**	**1.926,5**	**2.115,0**	Martinique	324,8	328,6	359,6
Corrèze	240,4	241,4	237,9	Réunion	476,7	515,8	597,8
Creuse	146,2	140,0	131,3				
Haute-Vienne	352,1	355,7	353,6	**Ensemble départements d'outre-mer**	**1.181,1**	**1.245,8**	**1.459,1**
Limousin	**738,7**	**737,2**	**722,9**				
Meurthe-et-Moselle	722,6	716,8	711,8	**France (métropole et départements d'outre-mer)**	**53.773,1**	**55.580,7**	**58.074,2**
Meuse	203,9	200,1	196,3				

(1) En 1974 pour les départements d'outre-mer.

TABLEAU A.01-4

Population des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales (1)

Source : INSEE

	Avant-dernier recensement		Dernier recensement	
	Année	Population	Année	Population
Territoires d'outre-mer :				
Nouvelle-Calédonie	1983	145.368	1989	164.173
Polynésie française	1983	166.753	1988	188.814
Wallis et Futuna	1983	12.408	1990	13.705
Collectivités territoriales :				
Mayotte	1985	67.205	1991	94.410
Saint-Pierre-et-Miquelon	1982	6.041	1990	6.277

(1) Population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-5

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements. Population du chef-lieu

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1990).

Région ou département	Nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	Nom du chef-lieu	Population totale du chef-lieu (avec doubles comptes)
Alsace	**13**	**75**	**899**	**8.280,20**	**1.624,4**	**196**		
67 Rhin (Bas-)	7	44	522	4.755,03	953,1	200	Strasbourg	255.937
68 Rhin (Haut-)	6	31	377	3.525,17	671,3	190	Colmar	64.889
Aquitaine	**18**	**235**	**2.290**	**41.308,42**	**2.795,8**	**68**		
24 Dordogne	4	50	557	9.060,01	386,4	43	Périgueux	32.848
33 Gironde	5	63	542	10.000,14	1.213,5	121	Bordeaux	213.274
40 Landes	2	30	331	9.242,60	311,5	34	Mont-de-Marsan	31.864
47 Lot-et-Garonne	4	40	317	5.360,91	306,0	57	Agen	32.223
64 Pyrénées-Atlantiques	3	52	543	7.644,76	578,5	76	Pau	83.928
Auvergne	**14**	**158**	**1.310**	**26.012,89**	**1.321,2**	**51**		
03 Allier	3	35	320	7.340,11	357,7	49	Moulins	23.353
15 Cantal	3	27	260	5.725,98	158,7	28	Aurillac	32.654
43 Loire (Haute-)	3	35	260	4.977,14	206,6	42	Le Puy-en-Velay	23.434
63 Puy-de-Dôme	5	61	470	7.969,66	598,2	75	Clermont-Ferrand	140.167
Bourgogne	**15**	**172**	**2.044**	**31.581,96**	**1.609,7**	**51**		
21 Côte-d'Or	3	43	707	8.763,21	493,9	56	Dijon	151.636
58 Nièvre	4	32	312	6.816,71	233,3	34	Nevers	43.889
71 Saône-et-Loire	5	57	574	8.574,69	559,4	65	Mâcon	38.508
89 Yonne	3	40	451	7.427,35	323,1	44	Auxerre	40.597
Bretagne	**15**	**197**	**1.269**	**27.207,91**	**2.795,6**	**103**		
22 Côtes-d'Armor	4	52	372	6.877,55	538,4	78	Saint-Brieuc	47.370
29 Finistère	4	52	283	6.733,00	838,7	125	Quimper	62.541
35 Ille-et-Vilaine	4	51	353	6.774,72	798,7	118	Rennes	203.533
56 Morbihan	3	42	261	6.822,64	619,8	91	Vannes	*r* 48.454
Centre	**20**	**198**	**1.842**	**39.150,94**	**2.371,0**	**61**		
18 Cher	3	35	290	7.234,99	321,6	44	Bourges	78.773
28 Eure-et-Loir	4	29	403	5.879,95	396,1	67	Chartres	41.850
36 Indre	4	26	247	6.790,63	237,5	35	Châteauroux	52.949
37 Indre-et-Loire	3	37	277	6.126,70	529,3	86	Tours	133.403
41 Loir-et-Cher	3	30	291	6.343,44	305,9	48	Blois	51.549
45 Loiret	3	41	334	6.775,23	580,6	86	Orléans	107.965
Champagne - Ardenne	**15**	**146**	**1.936**	**25.605,75**	**1.347,8**	**53**		
08 Ardennes	4	37	462	5.229,41	296,4	57	Charleville-Mézières	59.439
10 Aube	3	34	438	6.138,98	289,2	49	Carcassonne	44.991
51 Marne	5	44	619	8.161,58	558,2	68	Châlons-sur-Marne	51.533
52 Marne (Haute-)	3	32	424	6.210,60	204,1	33	Chaumont	28.900
Corse	**5**	**52**	**360**	**8.679,79**	**250,4**	**29**		
2A Corse-du-Sud	2	22	124	4.014,22	118,8	27	Ajaccio	*r* 59.318
2B Corse (Haute)	3	30	236	4.665,57	131,6	28	Bastia	*r* 38.728
Franche-Comté	**9**	**116**	**1.786**	**16.202,34**	**1.097,3**	**68**		
25 Doubs	3	35	594	5.233,64	484,8	93	Besançon	119.194
39 Jura	3	34	545	4.999,18	248,8	50	Lons-le-Saunier	20.140
70 Saône (Haute-)	2	32	546	5.360,08	229,7	43	Vesoul	19.404
90 Belfort (Territoire de)	1	15	101	609,44	134,1	220	Belfort	51.913
Île-de-France	**23**	**314**	**1.281**	**12.012,27**	**10.660,6**	**888**		
75 Paris	1	20	1	105,40	2.152,4	20.421	Paris	*r* 2.175.200
77 Seine-et-Marne	4	40	514	5.915,29	1.078,2	182	Melun	*r* 36.489
78 Yvelines	4	39	262	2.284,43	1.307,2	572	Versailles	91.029
91 Essonne	3	42	196	1.804,40	1.084,8	601	Evry	45.854
92 Hauts-de-Seine	3	45	36	175,61	1.391,7	7.923	Nanterre	86.627
93 Seine-Saint-Denis	2	40	40	236,20	1.381,2	5.847	Bobigny	*r* 44.881
94 Val-de-Marne	3	49	47	245,03	1.215,5	4.976	Créteil	82.390
95 Val-d'Oise	3	39	185	1.245,91	1.049,6	842	Pontoise	28.463
Languedoc - Roussillon	**14**	**180**	**1.545**	**27.375,79**	**2.115,0**	**77**		
11 Aude	3	34	438	6.138,98	298,7	49	Carcassonne	44.991
30 Gard	3	45	353	5.852,90	585,0	100	Nîmes	133.607
34 Hérault	3	46	343	6.101,01	794,6	130	Montpellier	210.866
48 Lozère	2	25	185	5.166,88	72,8	14	Mende	12.667
66 Pyrénées-Orientales	3	30	226	4.116,02	363,8	88	Perpignan	108.049
Limousin	**8**	**106**	**747**	**16.942,34**	**722,9**	**43**		
19 Corrèze	3	37	286	5.856,83	237,9	41	Tulle	18.685
23 Creuse	2	27	260	5.565,38	131,3	24	Guéret	15.718
87 Vienne (Haute-)	3	42	201	5.520,13	353,6	64	Limoges	136.407

TABLEAU A.01-5 (suite et fin)

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements. Population du chef-lieu

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1990).

Région ou département	Région ou département — Nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	Nom du chef-lieu	Population totale du chef-lieu (avec doubles comptes)
Lorraine	**19**	**154**	**2.335**	**23.547,40**	**2.305,7**	**98**		
54 Meurthe-et-Moselle	4	41	593	5.240,95	711,8	136	Nancy	102.410
55 Meuse	3	31	499	6.216,40	196,3	32	Bar-le-Duc	18.577
57 Moselle	9	51	727	6.216,27	1.011,3	163	Metz	123.920
88 Vosges	3	31	516	5.873,78	386,3	66	Epinal	39.480
Midi-Pyrénées	**22**	**285**	**3.019**	**45.347,94**	**2.430,7**	**54**		
09 Ariège	3	22	332	4.889,92	136,5	28	Foix	10.446
12 Aveyron	3	46	304	8.735,12	270,1	31	Rodez	26.794
31 Garonne (Haute-)	3	50	588	6.309,34	926,0	147	Toulouse	365.933
32 Gers	3	31	462	6.256,82	174,6	28	Auch	24.728
46 Lot	3	31	340	5.216,53	155,8	30	Cahors	20.787
65 Pyrénées (Hautes-)	3	34	474	464,04	224,8	50	Tarbes	50.228
81 Tarn	2	43	324	5.757,89	342,7	60	Albi	48.707
82 Tarn-et-Garonne	2	28	195	3.718,28	200,2	54	Montauban	53.278
Nord-Pas-de-Calais	**13**	**144**	**1.549**	**12.414,09**	**3.965,1**	**319**		
59 Nord	6	76	652	5.742,74	2.531,9	441	Lille	178.301
62 Pas-de-Calais	7	68	897	6.671,35	1.433,2	215	Arras	42.715
Basse-Normandie	**11**	**140**	**1.814**	**17.589,32**	**1.391,3**	**79**		
14 Calvados	4	48	705	5.547,92	618,5	111	Caen	115.624
50 Manche	4	52	602	5.938,02	479,6	81	Saint-Lô	22.819
61 Orne	3	40	507	6.103,38	293,2	48	Alençon	31.139
Haute-Normandie	**6**	**113**	**1.421**	**12.317,42**	**1.737,2**	**141**		
27 Eure	3	43	676	6.039,74	513,8	85	Evreux	*r* 51.452
76 Seine-Maritime	3	70	745	6.277,68	1.223,4	195	Rouen	105.470
Pays de la Loire	**17**	**203**	**1.504**	**32.081,77**	**3.059,1**	**95**		
44 Loire-Atlantique	4	59	221	6.815,38	1.052,2	154	Nantes	*r* 252.029
49 Maine-et-Loire	4	41	364	7.165,60	705,9	99	Angers	146.163
53 Mayenne	3	32	261	5.175,21	278,0	54	Laval	53.479
72 Sarthe	3	40	375	6.205,99	513,7	83	Le Mans	148.465
85 Vendée	3	31	283	6.719,59	509,4	76	La Roche-sur-Yon	48.518
Picardie	**13**	**129**	**2.293**	**19.399,46**	**1.810,7**	**93**		
02 Aisne	5	42	817	7.369,12	537,3	73	Laon	28.670
60 Oise	4	41	693	5.860,22	725,6	124	Beauvais	56.278
80 Somme	4	46	783	6.170,12	547,8	89	Amiens	*r* 136.234
Poitou - Charentes	**14**	**157**	**1.465**	**25.809,53**	**1.595,1**	**62**		
16 Charente	3	35	405	5.955,99	342,0	57	Angoulême	46.194
17 Charente-Maritime	5	51	472	6.863,75	527,1	77	La Rochelle	73.744
79 Sèvres (Deux-)	3	33	307	5.999,35	346,0	58	Niort	58.660
86 Vienne	3	38	281	6.990,44	380,0	54	Poitiers	82.507
Provence - Alpes - Côte d'Azur	**18**	**223**	**963**	**31.399,64**	**4.257,9**	**136**		
04 Alpes-de-Haute-Provence	4	30	200	6.925,22	130,9	19	Digne	17.425
05 Alpes (Hautes-)	2	30	177	5.548,68	113,3	20	Gap	35.647
06 Alpes-Maritimes	2	51	163	4.298,58	971,8	226	Nice	*r* 345.674
13 Bouches-du-Rhône	4	47	119	5.087,49	1.759,4	346	Marseille	807.726
83 Var	3	41	153	5.972,54	815,4	137	Toulon	170.167
84 Vaucluse	3	24	151	3.567,13	467,1	131	Avignon	89.440
Rhône - Alpes	**25**	**331**	**2.879**	**43.698,23**	**5.350,7**	**122**		
01 Ain	4	43	419	5.762,44	471,0	82	Bourg-en-Bresse	42.955
07 Ardèche	3	33	339	5.528,64	277,6	50	Privas	10.490
26 Drôme	3	36	371	6.529,95	414,1	63	Valence	65.026
38 Isère	3	58	533	7.431,44	1.016,2	138	Grenoble	153.973
42 Loire	3	40	327	4.780,59	746,3	156	Saint-Etienne	*r* 201.569
69 Rhône	2	51	293	3.249,12	1.509,0	464	Lyon	422.444
73 Savoie	3	37	305	6.028,25	348,3	58	Chambéry	55.603
74 Savoie (Haute-)	4	33	292	4.387,80	568,3	130	Annecy	51.143
Ensemble métropole	**327**	**3.828**	**36.551**	**543.965,40**	**56.615,1**	**104**		
97-1 Guadeloupe	3	42	34	1.780,00	387,0	217	Basse-Terre	14.107
97-2 Martinique	3	45	34	1.100,00	359,6	327	Fort-de-France	101.540
97-3 Guyane	2	19	21	91.000,00	114,7	1	Cayenne	41.659
97-4 Réunion	4	44	24	2.510,00	597,8	238	Saint-Denis	122.875
Ensemble départements d'outre-mer	**12**	**150**	**113**	**96.632,00**	**1459,1**	**15**		
France (métropole et départements d'outre-mer)	**339**	**3.978**	**36.664**	**640.597,40**	**58.074,2**	**91**		

TABLEAU A.01-6

Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales

Sources : Bureau des longitudes; INSEE

	Superficie en km²	Année de recen-sement	Population sans doubles comptes (milliers)	Densité au km²	Chef-lieu	Population du chef-lieu avec doubles comptes (milliers)
Territoire d'outre-mer :						
Nouvelle-Calédonie	19.058	1989	164,2	8,6	Nouméa	66,1
Polynésie française (1)	4.000	1988	188,8	47,2	Papeete	24,2
Wallis et Futuna	255	1990	13,7	53,7	Mata-Utu	1,2
Collectivité territoriale :						
Mayotte	374	1991	94,4	252,4	Dzaoudzi	8,3
Saint-Pierre-et-Miquelon	242	1990	6,3	26,0	Saint-Pierre	5,7

(1) Polynésie française, îles habitées 3.265 km², densité : 57,8.

TABLEAU A.01-7

Villes et agglomérations urbaines de plus de 50.000 habitants (métropole et DOM)

Délimitations et population de 1990

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Rang	Département (1)	Code de l'unité urbaine	Nomb. de communes	Nom de l'unité urbaine	Population en 1990 (sans doubles comptes)	Densité au km²
1	*	851	379	Paris	9.318.821	3.920
2	*	753	84	Lyon	1.262.223	1.544
3	13	701	31	Marseille - Aix-en-Provence	1.230.936	1.309
4	59	702	60	Lille (partie française)	959.234	2.456
5	33	701	44	Bordeaux	696.364	848
6	31	701	58	Toulouse	650.336	1.052
7	06	702	24	Nice	516.740	2.127
8	44	701	20	Nantes	496.078	1.080
9	83	701	18	Toulon	437.553	942
10	38	701	33	Grenoble	404.733	1.331
11	67	701	16	Strasbourg (partie française)	388.483	2.272
12	76	702	29	Rouen	380.161	1.539
13	59	701	58	Valenciennes (partie française)	338.392	755
14	06	701	23	Grasse - Cannes - Antibes	335.647	983
15	54	701	37	Nancy	329.447	1.230
16	62	701	36	Lens	323.174	1.205
17	42	701	15	Saint-Etienne	313.338	1.479
18	37	701	22	Tours	282.152	738
19	*	752	61	Béthune	261.535	681
20	63	701	17	Clermont-Ferrand	254.416	1.407
21	76	701	13	Le Havre	253.627	1.751
22	34	701	9	Montpellier	248.303	2.335
23	35	701	8	Rennes	245.065	1.430
24	45	701	19	Orléans	243.153	840
25	21	701	15	Dijon	230.451	1.549
26	68	701	17	Mulhouse	223.856	1.156
27	49	601	11	Angers	208.282	1.068
28	51	601	6	Reims	206.437	2.588
29	29	701	7	Brest	201.480	1.010
30	*	751	31	Douai	199.562	988
31	57	602	18	Metz	193.117	1.315
32	14	601	18	Caen	191.490	1.583
33	*	655	11	Dunkerque	190.879	1.042
34	72	601	10	Le Mans	189.107	1.011
35	*	654	13	Avignon	181.136	634
36	87	601	7	Limoges	170.065	853
37	*	653	17	Bayonne	164.378	778
38	66	601	11	Perpignan	157.873	1.185
39	80	601	10	Amiens	156.120	1.390
40	64	601	24	Pau	144.674	843
41	30	601	4	Nîmes	138.527	687
42	972	601	3	Fort-de-France	133.941	1233
43	57	601	12	Thionville	132.413	963
44	44	601	10	Saint-Nazaire	131.511	468
45	74	601	15	Annecy	126.729	901
46	971	601	4	Pointe-à-Pitre-Les-Abymes	124.358	710
47	10	601	14	Troyes	122.763	1.167
48	25	601	7	Besançon	122.623	1.263
49	974	601	1	Saint-Denis	121.999	854
50	25	602	21	Montbéliard	117.510	838
51	56	601	5	Lorient	115.488	1.293
52	*	652	23	Hagondange - Briey	112.061	645
53	*	651	6	Valence	107.965	978
54	77	502	10	Melun	107.705	1.794
55	86	601	8	Poitiers	107.625	720
56	73	501	16	Chambéry	103.283	767
57	16	601	16	Angoulême	102.908	629
58	59	601	15	Maubeuge (partie française)	102.772	872
59	62	601	7	Calais	101.768	746
60	17	601	7	La Rochelle	100.264	1.226
61	57	501	15	Forbach (partie française)	98.758	1.093
62	*	555	21	Genève (Suisse) - Annemasse (partie française)	98.758	842
63	60	503	17	Creil	97.119	1.018
64	18	501	5	Bourges	94.731	674
65	50	501	6	Cherbourg	92.045	1.343
66	62	503	8	Boulogne-sur-Mer	91.249	1.128
67	28	501	9	Chartres	85.933	1.306
68	22	501	6	Saint-Brieuc	83.861	712
69	68	501	6	Colmar	83.816	656
70	42	502	10	Saint-Chamond	81.795	609
71	65	501	12	Tarbes	80.680	1.015
72	62	502	12	Arras	79.607	985
73	*	556	17	Belfort	78.215	966
74	71	502	11	Chalon-sur-Saône	77.764	880
75	42	501	9	Roanne	77.160	628
76	30	501	14	Alès	76.856	385
77	34	502	3	Béziers	76.304	610
78	83	501	3	Fréjus	73.967	338
79	13	501	3	Martigues	72.375	632
80	974	502	1	Saint-Paul	71.669	297
81	02	501	7	Saint-Quentin	71.113	1.695
82	47	501	14	Agen	67.960	386
83	08	501	7	Charleville-Mézières	67.213	945
84	36	501	4	Châteauroux	67.090	389
85	60	502	11	Compiègne	67.057	549
86	06	501	9	Menton - Monaco (partie française)	66.269	899
87	29	501	2	Quimper	65.954	704
88	79	501	3	Niort	65.792	651
89	41	501	6	Blois	65.132	589
90	*	554	6	Brive-la-Gaillarde	64.379	524
91	81	501	8	Albi	64.359	650
92	34	501	4	Sète	63.833	972
93	24	501	9	Périgueux	63.322	465
94	03	502	6	Montluçon	63.018	534
95	77	501	7	Meaux	63.006	1.119
96	88	501	10	Epinal	62.140	528
97	03	501	9	Vichy	61.566	540
98	51	501	5	Châlons-sur-Marne	61.452	821
99	2A	501	1	Ajaccio	58.949	659
100	58	501	5	Nevers	58.915	556
101	974	501	1	Saint-Pierre	58.846	613
102	27	501	4	Evreux	57.968	989
103	59	501	7	Armentières (partie française)	57.738	621
104	60	501	4	Beauvais	57.704	823
105	53	501	2	Laval	56.855	857
106	01	501	5	Bourg-en-Bresse	55.784	545
107	*	551	10	Villefranche-sur-Saône	55.249	697
108	49	501	1	Cholet	55.132	630
109	74	402	11	Thonon-les-Bains	55.103	546
110	62	501	12	Saint-Omer	54.642	586
111	*	553	2	Arles	54.309	68
112	*	552	9	Elbeuf	53.886	869
113	82	501	2	Montauban	53.010	379
114	45	501	8	Montargis	52.804	466
115	973	501	2	Cayenne	52.768	757
116	2B	501	6	Bastia	52.446	1.019

(1) Un astérisque dans la colonne indique que l'unité urbaine s'étend sur plusieurs départements.

TABLEAU A.01-8

Structure urbaine de la métropole en 1990

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

	Nombre d'unités urbaines	Nombre de communes appartenant à des unités urbaines	Population correspondante (sans doubles comptes)	Pourcentage de population
Tranches de population des unités urbaines (1) :				
Agglomération de Paris	1	379	9.318.821	16,46
200.000 à moins de 2.000.000 habitants	28	791	11.921.596	21,06
100.000 à moins de 200.000 habitants	28	366	3.892.316	6,88
50.000 à moins de 100.000 habitants	53	403	3.658.878	6,46
20.000 à moins de 50.000 habitants	122	530	3.836.597	6,78
10.000 à moins de 20.000 habitants	201	591	2.765.032	4,88
5.000 à moins de 10.000 habitants	455	847	3.117.365	5,51
Moins de 5.000 habitants	1.003	1.393	3.387.154	5,98
Ensemble des unités urbaines	**1.891**	**5.300**	**41.897.759**	**74,00**
Communes rurales		31.251	14.717.396	26,00
Ensemble des communes		**36.551**	**56.615.155**	**100,00**

(1) Population totale sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-9

Communes de plus de 50.000 habitants (métropole et DOM)

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Rang	Département	Communes	Population totale (avec doubles comptes)	Densité au km² (1)	Rang	Département	Communes	Population totale (avec doubles comptes)	Densité au km² (1)
1	75	Paris	2.175.200	20.421	55	94	Saint-Maur-des-Fossés	77.492	7.183
2	13	Marseille	807.726	3.327	56	62	Calais	75.836	2.248
3	69	Lyon	422.444	8.680	57	17	Rochelle (La)	73.744	2.501
4	31	Toulouse	365.933	3.032	58	34	Béziers	72.362	744
5	06	Nice	345.674	4.761	59	92	Asnières-sur-Seine	72.250	14.907
6	67	Strasbourg	255.937	3.224	60	974	Saint-Paul	71.952	297
7	44	Nantes	252.029	3.746	61	59	Dunkerque	71.071	1.884
8	33	Bordeaux	213.274	4.261	62	06	Antibes	70.688	2.644
9	34	Montpellier	210.866	3.657	63	06	Cannes	69.363	3.500
10	35	Rennes	203.533	3.920	64	93	Aubervilliers	67.836	11.729
11	42	Saint-Etienne	201.569	2.495	65	92	Rueil-Malmaison	67.323	4.517
12	76	Havre (Le)	197.219	4.172	66	44	Saint-Nazaire	66.087	1.385
13	51	Reims	185.164	3.851	67	59	Villeneuve-d'Ascq	65.695	2.379
14	59	Lille	178.301	6.783	68	92	Courbevoie	65.649	15.681
15	83	Toulon	170.167	3.913	69	26	Valence	65.026	1.729
16	38	Grenoble	153.973	8.315	70	68	Colmar	64.889	954
17	29	Brest	153.099	2.988	71	971	Abymes (Les)	62.809	771
18	21	Dijon	151.636	3.630	72	29	Quimper	62.541	704
19	72	Mans (Le)	148.465	2.755	73	02	Saint-Quentin	62.085	2.688
20	49	Angers	146.163	3.312	74	92	Neuilly-sur-Seine	62.033	16.560
21	63	Clermont-Ferrand	140.167	3.192	75	56	Lorient	61.630	3.391
22	87	Limoges	136.407	1.723	76	93	Drancy	60.928	7.823
23	80	Amiens	136.234	2.655	77	10	Troyes	60.755	4.489
24	30	Nîmes	133.607	794	78	69	Vénissieux	60.744	3.943
25	37	Tours	133.403	3.769	79	83	Seyne-sur-Mer (La)	60.567	2.705
26	13	Aix-en-Provence	126.854	666	80	2A	Ajaccio	59.952	659
27	57	Metz	123.920	2.852	81	974	Saint-Pierre	59.645	613
28	974	Saint-Denis	122.875	854	82	08	Charleville-Mézières	59.439	1.813
29	69	Villeurbanne	119.848	8.049	83	33	Mérignac	58.684	1.189
30	25	Besançon	119.194	1.750	84	79	Niort	58.660	836
31	14	Caen	115.624	4.391	85	92	Antony	57.916	6.043
32	68	Mulhouse	109.905	4.885	86	95	Sarcelles	57.121	6.726
33	66	Perpignan	108.049	1.557	87	49	Cholet	56.540	630
34	45	Orléans	107.965	3.825	88	60	Beauvais	56.278	1.624
35	76	Rouen	105.470	4.805	89	71	Chalon-sur-Saône	56.259	3.586
36	54	Nancy	102.410	6.619	90	73	Chambéry	55.603	2.578
37	92	Boulogne-Billancourt	101.971	16.490	91	93	Noisy-le-Grand	54.112	4.172
38	972	Fort-de-France	101.540	2.264	92	94	Ivry-sur-Seine	54.106	8.790
39	59	Roubaix	98.179	7.388	93	94	Maisons-Alfort	54.065	9.921
40	93	Montreuil	95.038	10.623	94	53	Laval	53.479	1.475
41	59	Tourcoing	94.425	6.173	95	82	Montauban	53.278	379
42	95	Argenteuil	94.162	5.406	96	36	Châteauroux	52.949	1.996
43	78	Versailles	91.029	3.353	97	19	Brive-la-Gaillarde	52.677	1.024
44	93	Saint-Denis	90.806	7.281	98	13	Arles	52.593	69
45	84	Avignon	89.440	1.342	99	94	Fontenay-sous-Bois	52.105	9.295
46	92	Nanterre	86.627	6.937	100	90	Belfort	51.913	2.943
47	64	Pau	83.928	2.607	101	41	Blois	51.549	1.317
48	94	Vitry-sur-Seine	82.820	7.061	102	51	Châlons-sur-Marne	51.533	1.859
49	93	Aulnay-sous-Bois	82.537	5.081	103	27	Evreux	51.452	1.856
50	86	Poitiers	82.507	1.874	104	33	Pessac	51.424	1.315
51	94	Créteil	82.390	7.182	105	74	Annecy	51.143	3.637
52	94	Champigny-sur-Marne	79.778	7.034	106	78	Sartrouville	50.440	5.949
53	92	Colombes	79.058	10.053	107	65	Tarbes	50.228	3.103
54	18	Bourges	78.773	1.100	108	83	Hyères	50.122	363

(1) La densité a été calculée à partir de la population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-10

Les communes par tranche de population (métropole)

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Tranches de population (population totale sans doubles comptes)	Nombre de communes	Population correspondante (sans doubles comptes)		Taux de variation annuel entre 1982 et 1990 en %
		1982	1990	
200.000 habitants et plus	9	5.043.495	4.985.252	— 0,14
100.000 à moins de 200.000 habitants	26	3.646.772	3.615.886	— 0,11
50.000 à moins de 100.000 habitants	61	4.100.435	4.114.819	0,04
20.000 à moins de 50.000 habitants	293	8.916.973	9.103.113	0,26
10.000 à moins de 20.000 habitants	426	5.645.286	5.982.007	0,73
5.000 à moins de 10.000 habitants	881	5.686.557	6.078.368	0,84
2.000 à moins de 5.000 habitants	2.611	7.344.110	7.944.742	0,99
1.000 à moins de 2.000 habitants	3.936	5.038.329	5.446.423	0,98
500 à moins de 1.000 habitants	6.604	4.290.356	4.594.429	0,86
200 à moins de 500 habitants	10.825	3.350.408	3.490.732	0,51
100 à moins de 200 habitants	6.748	995.940	994.780	— 0,01
50 à moins de 100 habitants	3.020	234.411	226.489	— 0,43
Moins de 50 habitants (1)	1.111	41.799	38.115	— 1,15
Ensemble	**36.551**	**54.334.871**	**56.615.155**	**0,51**

(1) Dont 5 communes inhabitées.

TABLEAU A.01-11

Population des communes urbaines et rurales des régions (métropole et DOM)

Unités : Communes : Nombre
Population : Millier

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Région	Communes urbaines		Communes rurales		Ensemble des communes	
	Nombre	Population correspondante (1)	Nombre	Population correspondante (1)	Nombre	Population correspondante (1)
Alsace	223	1.202.613	676	421.759	899	1.624.372
Aquitaine	308	1.831.023	1.982	964.807	2.290	2.795.830
Auvergne	128	774.080	1.182	547.134	1.310	1.321.214
Bourgogne	145	923.803	1.899	685.850	2.044	1.609.653
Bretagne	188	1.602.636	1.081	1.193.002	1.269	2.795.638
Centre	252	1.536.010	1.590	835.026	1.842	2.371.036
Champagne - Ardenne	128	838.742	1.808	509.106	1.936	1.347.848
Corse	15	146.660	345	103.711	360	250.371
Franche-Comté	144	637.880	1.642	459.396	1.786	1.097.276
Île-de-France	590	10.258.351	691	402.203	1.281	10.660.554
Languedoc - Roussillon	219	1.546.011	1.326	568.974	1.545	2.114.985
Limousin	41	371.399	706	351.451	747	722.850
Lorraine	339	1.661.202	1.996	644.524	2.335	2.305.726
Midi - Pyrénées	231	1.480.822	2.788	949.841	3.019	2.430.663
Nord - Pas-de-Calais	525	3.416.033	1.024	549.025	1.549	3.965.058
Basse-Normandie	148	739.553	1.666	651.765	1.814	1.391.318
Haute-Normandie	189	1.195.032	1.232	542.215	1.421	1.737.247
Pays de la Loire	232	1.912.729	1.272	1.146.383	1.504	3.059.112
Picardie	260	1.102.916	2.033	707.771	2.293	1.810.687
Poitou - Charentes	128	810.482	1.337	784.627	1.465	1.595.109
Provence - Alpes - Côte d'Azur	249	3.821.573	714	436.334	963	4.257.907
Rhône - Alpes	618	4.088.209	2.261	1.262.492	2.879	5.350.701
Ensemble métropole	**5.300**	**41.897.759**	**31.251**	**14.717.396**	**36.551**	**56.615.155**
Guadeloupe	30	380.863	4	6.124	34	386.987
Guyane	6	93.840	15	20.838	21	114.678
Martinique	21	324.604	13	34.968	34	359.572
Réunion	22	586.814	2	11.009	24	597.823
Ensemble départements d'outre-mer	**79**	**1.386.121**	**34**	**72.939**	**113**	**1.459.060**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**5.379**	**43.283.880**	**31.285**	**14.790.335**	**36.664**	**58.074.215**

(1) Population sans doubles comptes

TABLEAU A.01-12

Zones de peuplement industriel ou urbain (ZPIU) de plus de 100.000 habitants (métropole)

Délimitations et population de 1990

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Rang	Zone de peuplement industriel ou urbain	Départements	Nombre de communes	Population en 1990 (sans doubles comptes)
1	Paris	Ville de Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Yvelines, Essonne, Val-d'Oise, Seine-et-Marne, Oise, Loiret, Eure	1.649	10.934.173
2	Lyon	Rhône, Isère, Ain, Loire	346	1.635.802
3	Marseille	Bouches-du-Rhône, Var	122	1.475.219
4	Lille (*)	Nord	145	1.192.196
5	Bordeaux	Gironde	322	1.009.271
6	Toulouse	Haute-Garonne	420	915.889
7	Strasbourg (*)	Bas-Rhin	474	890.810
8	Nantes	Loire-Atlantique, Maine-et-Loire	121	718.219
9	Rouen	Seine-Maritime, Eure	409	683.547
10	Nice	Alpes-de-Haute-Provence, Alpes-Maritimes	126	565.761
11	Grenoble	Isère, Savoie	196	540.819
12	Rennes	Ille-et-Vilaine	174	530.373
13	Toulon	Var	44	509.764
14	Saint-Etienne	Loire, Haute-Loire, Rhône	115	476.859
15	Nancy	Meurthe-et-Moselle, Moselle, Meuse	344	470.276
16	Bas- Escault (*)	Nord	147	447.142
17	Montpellier	Hérault, Gard	135	440.078
18	Mulhouse	Haut-Rhin	247	439.303
19	Tours	Indre-et-Loire	169	429.619
20	Clermont-Ferrand	Puy-de-Dôme	162	412.632
21	Angers	Maine-et-Loire	167	400.764
22	Caen	Calvados	312	389.783
23	Mans (le)	Sarthe	197	382.549
24	Orléans	Loiret	141	379.342
25	Dijon	Côte-d'Or	329	369.386
26	Thionville (*)	Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle	164	359.912
27	Grasse-Cannes-Antibes	Alpes-Maritimes, Var	47	356.739
28	Perpignan	Pyrénées-Orientales	154	346.332
29	Brest	Finistère	71	335.439
30	Lens	Pas-de-Calais	46	332.677
31	Amiens	Somme, Pas-de-Calais	349	323.234
32	Limoges	Haute-Vienne	144	313.110
33	Havre (le)	Seine-Maritime	79	303.757
34	Nîmes	Gard	114	298.378
35	Reims	Marne, Aisne	203	293.728
36	Bruay-la-buissière	Nord, Pas-de-Calais	103	291.581
37	Dunkerque	Nord, Pas-de-Calais	81	286.326
38	Forbach (*)	Moselle	218	278.086
39	Metz	Moselle	184	273.007
40	Avignon	Vaucluse, Gard, Bouches-du-Rhône	44	268.342
41	Scarpe	Nord, Pas-de-Calais	75	246.306
42	Besançon	Doubs, Haute-Saône, Jura	315	239.704
43	Poitiers	Vienne	122	234.829
44	Lorient	Morbihan	44	232.053
45	Bayonne-Côte basque (*)	Pyrénées-Atlantiques, Landes	53	228.336
46	Pau	Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées	144	218.735
47	Saint-Nazaire	Loire-Atlantique, Morbihan	44	213.580
48	Montbéliard-Héricourt	Doubs, Territoire de Belfort, Haute-Saône	215	209.221
49	Valence	Drôme, Ardèche	76	204.396
50	Béziers	Hérault	71	204.023
51	Creil	Oise	118	202.834
52	Angoulême-La Rochefoucauld	Charente	167	201.092
53	Troyes	Aube	195	198.876
54	Annecy	Haute-Savoie	97	188.760
55	Choletais	Maine-et-Loire, Vendée, Loire-Atlantique, Deux-Sèvres	72	186.297
56	Cherbourg	Manche	144	182.257
57	Rochelle (la)	Charente-Maritime	78	180.366
58	Genève (Suisse)-Annemasse (*)	Haute-Savoie, Ain	89	180.306
59	Bourges	Cher	117	177.405
60	Colmar	Haut-Rhin	98	175.179
61	Etang de Berre	Bouches-du Rhône	12	174.669
62	Saint-Brieuc	Côte-d'Armor	60	169.396

NB. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU A.01-12 (suite et fin)

Zones de peuplement industriel ou urbain (ZPIU) de plus de 100.000 habitants (métropole)

Délimitations et population de 1990

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Rang	Zone de peuplement industriel ou urbain	Départements	Nombre de communes	Population en 1990 (sans doubles comptes)
63	Vannes	Morbihan	60	160.277
64	Niort	Deux-Sèvres, Vendée	109	159.076
65	Périgueux	Corrèze, Dordogne	156	158.677
66	Boulogne-sur-Mer	Pas-de-Calais	72	157.562
67	Quimper	Finistère	42	157.378
68	Chalon-sur-Saône-Chagny	Saône-et-Loire, Côte-d'Or	146	155.750
69	Sambre (*)	Nord	84	155.032
70	Arras	Pas-de-Calais	185	151.731
71	Chambéry	Savoie	95	148.947
72	Nevers	Nièvre, Cher	119	147.360
73	Beauvais	Oise, Seine-Maritime	181	146.711
74	Compiègne	Oise, Aisne	116	142.782
75	Chartres	Eure-et-Loir	103	140.438
76	Alès	Gard, Lozère, Ardèche	111	137.420
77	La Roche-sur-Yon	Vendée	60	136.874
78	Blois	Loir-et-Cher	87	135.479
79	Saint-Omer	Nord, Pas-de-Calais	114	133.730
80	Charleville-Mézières	Ardennes	104	132.915
81	Tarbes	Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Atlantiques, Gers	141	131.895
82	Calais	Pas-de-Calais	35	124.277
83	Châteauroux	Indre	78	123.723
84	Evreux	Eure	133	123.322
85	Epinal	Meurthe-et-Moselle, Haute-Saône, Vosges	123	122.240
86	Roanne	Loire, Rhône	65	122.090
87	Saint-Quentin	Aisne	112	121.893
88	Bourg-en-Bresse	Ain, Jura	83	117.649
89	Montargis	Loiret, Yonne	115	117.369
90	Belfort	Territoire de Belfort, Haute-Saône, Haut-Rhin	82	117.053
91	Mâcon	Ain, Saône-et-Loire	87	110.908
92	Laval	Mayenne, Ille-et-Vilaine	45	109.838
93	Albi	Tarn	53	109.111
94	Auxerre	Yonne	106	105.997
95	Montauban	Tarn, Tarn-et-Garonne	48	105.906
96	Carcassonne	Aude	97	103.665
97	Cambresis	Nord, Aisne, Pas-de-Calais	79	103.565
98	Libourne	Charente-Maritime, Dordogne, Gironde	80	101.941

(*) Partie française.

Chapitre A.02

Environnement

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Principales caractéristiques météorologiques.
2. Superficie des espaces naturels protégés en 1990.
3. Nombre cumulé de sites inscrits et classés.
4. État des espèces de vertébrés.
5. Plans de chasse au grand gibier.
6. Pollution atmosphérique dans les principales villes de France.
7. Émissions de dioxyde de soufre par secteur d'activité.
8. Émissions d'oxyde d'azote par secteur d'activité.
9. Émissions de dioxyde de carbone par secteur d'activité.
10. État sanitaire des eaux continentales de baignade.
11. Prélèvement total d'eau soumis à redevance.
12. Pollution industrielle de l'eau.
13. Contribution des grands secteurs d'activité à la pollution industrielle des eaux.
14. Pollution et capacité de traitement installées dans les collectivités locales.
15. Qualité des eaux de baignade en mer.
16. Bilan de la pollution des communes du littoral pendant la saison estivale 1989.
17. Pollution nette du milieu marin en provenance des industries des communes littorales.
18. Installations de traitement des ordures ménagères.
19. Quelques données sur la récupération.
20. Évaluation des dépenses en faveur de l'environnement.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Environnement et du ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports, direction de la Météorologie nationale.

1. MÉTHODOLOGIE

Dans ce chapitre, la notion d'environnement est restreinte à l'environnement naturel, c'est-à-dire à l'ensemble des milieux physiques et des écosystèmes qui constituent la biosphère. En particulier sont exclus les aspects de l'environnement ayant trait au cadre et aux conditions de vie des Français, d'autant que certains d'entre eux sont traités dans d'autres chapitres de cet annuaire. Par contre une large place est accordée aux interactions entre les activités humaines et l'environnement. Ce sont en effet les prélèvements de ressources et les émissions de résidus, induits par les activités de production et de consommation, qui déterminent l'évolution des différents éléments de l'environnement naturel : biotopes et biocénoses, sol, air, eaux continentales et marines. Dans la mesure où elle touche à la fois l'ensemble des activités humaines et les conditions de vie des Français, l'appréciation de l'état de l'environnement apporte une dimension horizontale et qualitative à la compréhension de l'évolution économique et sociale du pays, même si l'appareil statistique sur lequel elle s'appuie reste encore dans certains domaines très rudimentaire. Les données de ce chapitre sont principalement extraites du *Rapport annuel sur l'état de l'environnement* publié par le ministère de l'Environnement.

Météorologie

- Température

La température indiquée est celle prise sous abri à 1,50 m au-dessus du sol.

- Gelée

Jour de gelée : toute journée au cours de laquelle la température minimum a été inférieure ou au plus égale à 0 °C sous abri.

- Durée d'insolation

La durée d'insolation (durée pendant laquelle l'éclat du soleil est suffisant pour porter des ombres au sol, soit 100 watts par mètre carré), exprimée en heures, est mesurée au moyen d'un héliographe Campbell.

- Jour de précipitations

Est considérée comme jour de précipitations toute journée où la quantité d'eau de précipitations recueillie dans le pluviomètre correspond à une hauteur d'au moins 0,1 mm. Ne sont pas considérés comme précipitations les brouillards et condensations entraînant un dépôt d'eau dans le pluviomètre.

- Précipitations

Les précipitations sont mesurées de 6 heures, temps universel (TU) le jour à 6 heures le lendemain, entre autres au moyen du pluviomètre plastique à lecture directe dont la surface de réception a 4 dm^2 et est placée à 1 m au-dessus du sol. Une hauteur d'eau de 1 mm équivaut pratiquement à 1 litre par mètre carré ou 10 m^3 à l'hectare.

Protection de l'espace

La protection de l'espace répond à des objectifs variés : gestion de l'occupation du sol, aménagement de l'espace, maîtrise de l'urbanisation, conservation des terrains agricoles et des milieux naturels. Les procédures mises en place afin de répondre à ces différents objectifs sont nombreuses et complémentaires. Leur vocation est soit générale (documents d'urbanisme), soit spécifique (réserves naturelles). Leur intérêt est soit national (parcs nationaux), soit local (zones naturelles des plans d'occupation des sols). Parmi les différents types d'instruments de protection de l'espace, on retiendra en particulier les suivants :

- Les documents d'urbanisme

Sans reprendre ici l'ensemble des documents et procédures d'urbanisme, il convient de citer :

— le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU);
— le plan d'occupation des sols (POS).

La loi du 7 janvier 1983 a mis fin à l'existence de la zone d'environnement protégé. Les communes qui étaient dotées d'un tel document avant l'entrée en vigueur de la loi disposaient, à compter du 1er octobre 1983, d'un délai de deux ans pour lui substituer un POS opposable aux tiers.

En l'absence de POS opposable aux tiers, s'applique la règle de constructibilité limitée aux parties actuellement urbanisées des communes. Cependant, dès lors que les communes ont, conjointement avec le Préfet, précisé les modalités d'application des règles générales d'urbanisme, la règle de constructibilité limitée est suspendue pendant une durée maximum de quatre ans.

- Les périmètres sensibles

- Les sites

Certains sites dont la conservation ou la préservation présente, d'un point de vue paysager un intérêt général, font l'objet d'une protection particulière organisée par la loi du 2 mai 1930 modifiée.

On distingue deux niveaux de protection :

— le classement;
— l'inscription sur l'inventaire des sites.

- Le conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres

- Les parcs nationaux

- Les réserves naturelles

La faune et la flore

On ne dispose pas d'appareil statistique permanent pour recenser les populations de 120.000 espèces animales et plus de 4.200 espèces végétales présentes en France. La prise de conscience récente des menaces qui pèsent sur bon nombre d'espèces animales et

végétales a toutefois conduit à entamer la réalisation d'inventaires de faune et de flore. Généralement, les inventaires sont dits qualitatifs, c'est-à-dire relatifs à l'existence d'espèces par source géographique; mais quelques-uns comportent également des quantifications approximatives. La centralisation des données est réalisée par le Secrétariat de la faune et de la flore (Muséum national d'histoire naturelle), où une banque de données informatisées a été créée.

La conservation de la faune et de la flore passe également par la protection des espèces menacées et des milieux naturels.

En ce qui concerne la protection des espèces, la plus grande partie des espèces animales sauvages rares ou menacées est aujourd'hui intégralement protégée par un certain nombre d'arrêtés. La réglementation de la chasse, de la pêche, de la cueillette et de la commercialisation concourent également à cet objectif.

En matière de protection des biotopes, outre les parcs nationaux et les réserves naturelles, il convient de citer les réserves de chasse, les réserves de pêche ainsi que les réserves maritimes, approuvées ou libres.

L'air

La pollution atmosphérique est un phénomène complexe qui peut se manifester par de fortes variations dans l'espace et dans le temps. En ce qui concerne les résultats de mesures, les différences de situations existant entre les diverses agglomérations sont difficiles à apprécier parfaitement en raison d'une certaine hétérogénéité inévitable des réseaux de mesures. La présentation de moyennes annuelles par ville, qui ne rend compte ni de ces disparités, ni des variations saisonnières ou géographiques, a toutefois l'intérêt de permettre des comparaisons entre des années successives, et donc de déterminer les tendances d'évolution pour chaque ville.

Une des pollutions les plus importantes est l'acidité forte, indicateur de la pollution par le SO_2, produit par les foyers domestiques ou industriels. Il convient toutefois de se rappeler qu'il existe d'autres formes de pollution dont il n'est pas rendu compte ici, notamment les fumées noires, le monoxyde de carbone produit par les moteurs à explosion, les poussières spécifiques et les polluants gazeux divers, produits par les procédés industriels.

Les moyennes annuelles de pollution atmosphérique sont établies à partir des relevés journaliers des appareils de mesure de la pollution atmosphérique qui sont centralisés dans une banque de données gérée par la sous-direction de la pollution de l'air du ministère de l'Environnement.

Par contre il convient de souligner que les résultats des émissions de polluants (dioxyde de soufre, oxyde d'azote et dioxyde de carbone) ne proviennent pas de mesures mais d'estimations, réalisées annuellement par le CITEPA (centre interprofessionnel technique d'étude de la pollution atmosphérique).

Les eaux continentales :

● Les eaux de baignade

La surveillance des eaux de baignade montre que l'origine de la mauvaise qualité des eaux est liée le plus souvent aux rejets, à proximité des zones de baignade, des effluents provenant des réseaux d'assainissement ou des apports des cours d'eau eux-mêmes.

Les résultats recueillis permettent ainsi de définir des priorités dans les programmes d'assainissement.

Les eaux douces de baignade sont soumises, conformément aux normes de la directive européenne du 8 décembre 1975, à une surveillance sanitaire qui s'est considérablement renforcée depuis quelques années : 1.154 points de surveillance en 1979, 1.829 en 1984 et 1.972 points en 1989 (1.620 communes, 10.580 prélèvements). En 1989, 42 % des points de mesure concernaient les rivières, 14,4 % les étangs, 15,2 % les lacs et 28,4 % les autres lieux de baignade (plans d'eau, retenues, carrières...). Sur les 1.723 points ayant fait l'objet d'au moins 4 prélèvements, 85,5 % présentaient une eau de qualité bonne ou moyenne, selon les normes impératives fixées par la directive européenne.

● La lutte contre la pollution

La politique de gestion et d'amélioration de la qualité des eaux se développe à partir de 3 principaux modes d'intervention : la surveillance des milieux, le contrôle des activités et l'incitation économique.

Cinq paramètres sont retenus pour apprécier les émissions de pollution dans l'eau :

1. Poids de matières en suspension (MES) en kilogrammes;
2. Poids d'oxygène nécessaire à la décomposition des matières oxydables (MO) contenues dans l'eau. Les quantités sont calculées en tenant compte de la demande chimique en oxygène (DCO) et de la demande biochimique en oxygène pendant cinq jours (DBO_5) en appliquant la formule suivante :

$$\text{pollution (kg)} = \frac{DCO + 2\ DBO_5}{3}$$

Pour la pollution domestique (pollution des collectivités locales), les quantités de pollution (MES et MO) sont souvent données en équivalents habitants;

3. Quantités de substances inhibitrices ou toxiques, mesurées par des tests de toxicité sur la daphnie ou puce d'eau. La toxicité est exprimée en kilo équitox par jour de matières inhibitrices. Une eau contient un équitox par mètre cube si, dans les conditions de l'essai, elle immobilise 50 % d'une population de daphnies.
4. Substances azotées (organiques et ammoniacales);
5. Substances phosphorées (organiques et minérales).

Le service de l'environnement industriel du ministère de l'Environnement établit chaque année les données sur la pollution nette rejetée par les industries, à partir des assiettes de redevances des Agences financières de bassin.

La mer :

La surveillance de la qualité du milieu marin se heurte à plusieurs difficultés inhérentes à la nature du domaine étudié :
— difficulté de réaliser des mesures dans un milieu aux caractéristiques biochimiques complexes;
— difficulté d'apprécier les flux de pollution en provenance de la terre (pollution tellurique);
— difficulté enfin de gérer un patrimoine commun à l'ensemble des nations.

● La salubrité des plages

La surveillance de la qualité des eaux de baignade s'effectue à partir du réseau de surveillance de la qualité bactériologique des plages du littoral français mis en place en 1972 par le ministère chargé de la Santé en liaison avec le ministère de l'Environnement.

Conformément à une directive du 8 décembre 1975 du Conseil des communautés européennes, le principe du contrôle sanitaire repose principalement sur la réalisation d'analyses d'eau comprenant la recherche de germes-test.

● Les sources de pollution

La pollution du milieu marin provient de sources multiples :
— les *déversements* volontaires ou accidentels de navires (en particulier hydrocarbures);
— les *pollutions transportées par les fleuves,* très importantes, mais difficilement quantifiables;
— les *pollutions en provenance du littoral :* pollution domestique des communes littorales et pollution industrielle en provenance des complexes industrialo-portuaires;
— les *retombées atmosphériques* contribuent également, pour une part non négligeable, à la pollution du milieu marin.

1. La pollution des communes littorales

Les chiffres indiqués proviennent de la Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques du ministère de l'Environnement.

2. La pollution industrielle

Les chiffres proviennent du dépouillement des redevances de la pollution pour les entreprises des communes littorales. Ils correspondent à la pollution nette, c'est-à-dire à la pollution effectivement rejetée dans le milieu (environ 70 % des rejets) et les rejets dans les réseaux d'assainissement collectifs.

Les déchets :

● Les déchets des ménages

17 millions de tonnes d'ordures ménagères doivent être éliminées en France chaque année (soit en moyenne 0,9 kg/habitant/jour).

Elles sont constituées par 50 % d'emballages environ (cartons, bouteilles, boîtes de conserves,...). À ce tonnage viennent s'ajouter environ 1.500.000 tonnes de déchets encombrants.

Pour le traitement des déchets des ménages, plusieurs procédés sont habituellement utilisés :
— la décharge contrôlée;
— le compostage;
— l'incinération sans récupération d'énergie;
— l'incinération avec récupération d'énergie;
— le traitement mixte.

● La récupération des déchets

Dans le contexte général de lutte contre le gaspillage des matières premières et de protection de l'environnement contre les pollutions, un des objectifs des pouvoirs publics est de développer l'utilisation de technologies propres et la récupération.

Les déchets solides constituent en fait un important gisement de matériaux, ils doivent donc être considérés comme une ressource qui peut trouver plusieurs types d'utilisation :
— le recyclage proprement dit;
— la réutilisation;
— le réemploi.

Bien qu'encore trop peu développée, la récupération est organisée pour certains produits et matériaux contenus dans les déchets en vue du recyclage ou de la réutilisation par l'industrie.

Les dépenses en faveur de l'environnement

Ce tableau, tiré des *Données économiques de l'environnement,* a été réalisé par la Mission des études économiques, des statistiques et du plan du ministère de l'Environnement. Il constitue un essai d'établissement d'un bilan des dépenses pour l'environnement réalisées par l'ensemble des agents en France, complétant par des estimations les postes n'ayant pas encore, à ce jour, fait l'objet d'un chiffrement précis. Ce bilan doit, par conséquent, être utilisé avec la plus grande précaution.

Les dépenses sont ventilées en dépenses d'investissement et de fonctionnement; certaines dépenses de renouvellement de matériels ont été comptabilisées en investissements.

Les dépenses en faveur de l'environnement sont présentées en distinguant les actions suivantes :

● Eau :

— mobilisation de la ressource : barrages, hydraulique agricole, alimentation en eau potable (stations de traitement des eaux potables, grands transferts d'eau, réservoirs, réseaux de distribution, installations d'alimentation en eau, forages, pompages, traitement de l'eau,...), défense contre les eaux et la mer...;
— lutte contre les pollution.

● Air :

— bruits, déchets : lutte contre les pollutions et nuisances provenant du système de production-consommation.

● Protection du patrimoine écologique :

— parcs nationaux, défense des forêts contre l'incendie, protection contre l'érosion, protection de la flore et de la faune, réserves naturelles, fixation des dunes.

● Amélioration du cadre de vie :

— parcs naturels régionaux, parcs et jardins périurbains, espaces verts, rues piétonnes, équipements piscicoles et cynégétiques, initiation à la nature, protection des sites naturels, aménagements de forêts.

2. DÉFINITIONS

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL), créé par la loi du 10 juillet 1975, est un établissement public chargé de mener une politique d'acquisitions foncières et de sauvegarder les espaces naturels dans les cantons du littoral et les communes bordant les grands lacs. Les terrains acquis par le Conservatoire sont voués à être maintenus dans leur état naturel.

Équivalent habitant

Un équivalent habitant correspond à 90 g/jour de matières en suspension et 57 g/jour de matières oxydables, soit en tout 147 g de ces matières.

Les Parcs nationaux

Créés par la loi du 22 juillet 1960, les Parcs nationaux sont de grandes étendues rurales et naturelles (en particulier de montagne) qui méritent une protection rigoureuse. Ils assurent, pour la vie et l'agrément des générations actuelles et futures, la préservation de certains éléments majeurs du patrimoine naturel de la Nation. Les mesures de protection peuvent concerner trois types de zones :

— la zone centrale dans laquelle est interdite « toute action susceptible de nuire au développement naturel de la faune, de la flore et plus généralement d'altérer le caractère naturel du parc »;

— les réserves intégrales : protection encore renforcée dans une zone particulière dans un but scientifique;

— la zone périphérique où le développement des activités (en particulier le tourisme) est possible dans le cadre d'un programme d'ensemble à caractère social, économique et culturel coordonné avec le programme État-Région.

Les périmètres sensibles

Les périmètres sensibles (procédure créée par le décret n° 59-768 du 26 juin 1959) sont délimités dans les départements nécessitant une protection spéciale en raison de l'intérêt de leurs sites et paysages (littoral, montagne, secteurs fragiles) et permettent :

— la perception d'une taxe départementale d'espaces verts;

— l'acquisition d'espaces naturels en vue de leur ouverture au public (notamment grâce à la délimitation de zones de préemption à l'intérieur des périmètres sensibles);

— la délimitation de zones de protection également incluses dans les périmètres sensibles où l'utilisation du sol est réglementée. Elle concerne les territoires non couverts par un document d'urbanisme.

Plan d'occupation des sols

Le Plan d'occupation des sols (POS), document d'urbanisme opposable aux tiers, qui fixe les règles d'utilisation des sols pour l'ensemble d'un territoire communal.

Le territoire couvert par le POS est divisé en zones traduisant les affectations dominantes du sol prévues par le plan. On distingue les zones U (urbaines) et les zones N (naturelles). En particulier, pour assurer la conservation d'un espace non aménagé, on peut utiliser la classification suivante :

— les zones NC où, en raison de la valeur agronomique ou économique (du sol ou du sous-sol), les constructions sont interdites, à l'exception de celles liées et nécessaires à l'activité agricole ou à la richesse exploitée;

— les zones ND, où les constructions sont interdites en raison de la qualité du site et en vue de sa préservation contre d'éventuels risques de nuisances.

Pollution des communes littorales

La pollution produite est calculée à partir de la population estimée des communes littorales pendant la saison estivale. Elle est exprimée en équivalent habitant.

La pollution éliminée est la pollution retirée par les stations d'épuration.

Le taux de dépollution est le rapport de la pollution éliminée sur la pollution produite.

Recyclage des déchets

Il existe différents types de recyclage des déchets :

— le recyclage proprement dit, par réincorporation dans le processus de fabrication permettant de générer le même produit;

— la réutilisation, par réincorporation dans un autre processus de fabrication afin d'obtenir un nouveau produit;

— le réemploi, qui consiste à prolonger la période d'utilisation du produit destiné à l'abandon par son détenteur.

Les réserves naturelles

Instituées par les lois du 2 mai 1930 (modifiée) et du 10 juillet 1976, les réserves naturelles ont pour but d'assurer la protection, la conservation et la gestion d'espaces naturels de haute valeur écologique et en particulier de milieux naturels devenus rares ou particulièrement menacés, présentant un intérêt spécifique sur le plan scientifique. Les mesures de protection très strictes sont adaptées à chaque cas particulier : elles

visent à permettre une gestion du milieu naturel en fonction d'un objectif de sauvegarde, mais sans pour autant éliminer les activités traditionnelles compatibles avec cette protection.

Le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU)

Il fixe les orientations fondamentales de l'aménagement pour des groupes de communes.

Sites classés

Le classement est une procédure de protection stricte, instituée par le ministre chargé des sites ou, en cas de désaccord de l'un des propriétaires, par décret en Conseil d'État. Le classement soumet toute modification sur le site à autorisation ministérielle préalable.

Sites inscrits

L'inscription sur l'inventaire des sites décidée par arrêté ministériel est un mode de protection plus léger que le classement. L'inscription a pour principal effet d'obliger les intéressés à ne pas procéder à des travaux autres qu'agricoles ou d'entretien des bâtiments sans en avoir obtenu l'avis de l'architecte des Bâtiments de France.

Temps universel (TU)

On donne le nom de temps universel (TU) au temps civil du méridien de Greenwich; ce temps civil est compté de 0 heure à 24 heures à partir de minuit.

Le temps légal en France métropolitaine est celui du temps universel + 1 heure (« heure d'hiver »); à la Réunion, + 4 heures; à la Guadeloupe, à la Martinique et à Saint-Pierre-et-Miquelon, — 4 heures; à la Guyane, — 3 heures; à Mayotte, + 3 heures; en Nouvelle-Calédonie, + 11 heures; en Polynésie, — 10 heures; à Wallis et Futuna, — 12 heures.

Traitement des déchets

Il existe différents types de traitement des déchets :
— la décharge contrôlée, dans laquelle les ordures sont mises en couches successives sur un terrain dont les caractéristiques évitent tout risque de pollution. Les déchets peuvent être compactés ou non, et éventuellement broyés au préalable;
— le compostage a pour but de transformer une partie des ordures en compost utilisable pour l'amendement des sols agricoles;
— l'incinération sans récupération d'énergie consiste à brûler les ordures dans des fours spéciaux adaptés à leurs caractéristiques;
— l'incinération avec récupération d'énergie permet, pour les usines de grande capacité et lorsqu'il existe des débouchés suffisants, de récupérer de la chaleur qui peut être vendue à une compagnie de chauffage urbain ou à des industries proches. Dans certains cas, on produit simultanément de l'électricité;
— le traitement mixte combine le procédé de compostage et celui de l'incinération des produits non compostables.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Ministère de l'Environnement :
— Direction de l'eau.
— Direction de la prévention des pollutions et des risques.
— Direction de la nature et des paysages.
— Institut français de l'environnement.

Conseil supérieur de la pêche.

Office national de la chasse.

Ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports :
— Service technique de l'Urbanisme.
— Direction de la météorologie nationale; service central d'exploitation de la météorologie.

Muséum national d'histoire naturelle :
— Secrétariat de la faune et de la flore.

Publications :

L'État de l'environnement, rapports annuels et *Données économiques de l'environnement,* ministère de l'Environnement de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs, service de la recherche, des études et du traitement de l'information sur l'environnement, mission des études économiques, des statistiques et du plan.

Dossier statistique de l'environnement 1982, ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs, direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques, mission des études, des statistiques et du plan.

Recueil d'informations statistiques sur l'urbanisme (RISU, publication annuelle), ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer, DAU.

Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin (Synthèse des travaux de surveillance 1975-1979 et résultats semestriels). État de l'assainissement des zones littorales, ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs, IFREMER.

Rapport d'activité du service des technologies propres et des déchets, ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs, direction de l'eau, de la prévention des pollutions et des risques.

Composantes industrielles de la pollution des eaux, ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs, direction de l'eau, de la prévention des pollutions et des risques.

État sanitaire des zones de baignade en mer et en eau douce (publication annuelle), ministère délégué auprès du ministre de la Solidarité et de la Protection sociale chargé de la Santé.

Teneurs en nitrate des eaux destinées à la consommation, ministère délégué auprès du ministre de la Solidarité et de la Protection sociale chargé de la santé.

Données OCDE sur l'environnement, Compendium 1991, OCDE, Paris, 1991.

- Division de climatologie du service central d'exploitation météorologique. Normales 1951-1980 :

— fascicule 1 : *Températures, tableaux et diagrammes donnant des valeurs statistiques de température ou de degrés-jours unifiés* (novembre 1983);
— fascicule 2 : tome 1, *Précipitations* (juillet 1986); tome 2 (novembre 1986);
— fascicule 3 : *Visibilité, insolation, nébulosité* (mars 1987).

- Prévisions météorologiques de Météo France :

Par minitel : 3615 code METEO.

Par téléphone :

— 36 65 00 00. Cinq jours de prévisions sur votre région.
— 36 65 01 01. Cinq jours de prévisions sur la France entière.
— 36 62 02 XX. La prévision sur votre département (XX = numéro du département).

*
* *

TABLEAU A.02-1

Principales caractéristiques météorologiques (métropole)

Source : Météo France (Service central d'exploitation de la météorologie)

	Température (en degrés C)			Pluie (en millimètres)			Insolation (en heures)			Gelée (en jours)		
	Normale (1)	1989	1990	Normale (1)	1989	1990	Normale (1)	1989	1990	Normale (1)	1989	1990
Bordeaux	12,5	14,4	14,5	935	665	904	2.067	2.462	2.348	40	32	27
Clermont-Ferrand	10,8	11,8	12,1	591	431	590	1.901	2.305	2.057	72	71	58
Dijon	10,6	10,9	11,2	719	691	702	1.899	2.125	1.979	66	80	59
Lille	9,7	11,1	11,2	637	671	725	1.555	1.850	2.017	58	43	24
Lyon	11,3	12,7	12,4	830	624	853	2.006	2.251	2.137	59	60	52
Montpellier	13,9	15,5	15,5	745	463	536	2.695	2.765	2.755	35	20	28
Nancy	9,5	10,4	10,6	728	667	801	1.627	1.922	1.827	83	76	58
Nantes	11,7	13,6	13,5	794	778	681	1.913	2.253	2.089	39	18	16
Paris Montsouris	11,5	12,9	13,1	641	565	501	1.827	2.005	2.031	32	29	13
Rennes	11,2	12,8	13,0	631	531	580	1.848	2.100	1.924	41	29	18
Rouen (2)	9,7	10,7	10,8	800	565	631	1.653	1.974	1.989	58	51	39
Tours	11,1	12,3	12,5	680	567	521	1.766	2.229	2.049	50	48	30

(1) Moyennes calculées d'après les observations de la période 1951-1980.
(2) Les normales de la station de Rouen couvrent la période 1968-1987.

TABLEAU A.02-2

Superficie des espaces naturels protégés en 1990 (1)

France métropolitaine et DOM

Sources : Ministère de l'Environnement
Ministère de l'Equipement, du Logement, des Transports et de la Mer

Unité : km^2

Type de protection forte	Superficie
Aquisitions du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL)	360
Forêts de protection	625
Parcs nationaux (zone centrale)	3.606
Réserves naturelles créées par décret	1.104
Réserves biologiques de forêts domaniales ou soumises	161
Réserves naturelles volontaires	41
Sites classés	e 2.000
Zones naturelles protégées des plans d'occupation des sols (2)	73.629
Total	**81.526**

(1) Non compris les parcs régionaux.
(2) Données 1989.

TABLEAU A.02-3

Nombre cumulé de sites inscrits et classés (1)

France métropolitaine et DOM TOM

Source : Ministère de l'Equipement, du Logement, des Transports et de la Mer (Direction de l'Urbanisme et des Paysages)

	1980	1986	1987	1988	1989
Nombre de sites inscrits	4.675	4.938	4.962	4.985	5.004
Nombre de sites classés	2.260	2.371	2.399	2.417	2.438

(1) Nombre cumulé depuis 1930.

TABLEAU A.02-4

Etat des espèces de vertébrés

Situation actuelle

Source : OCDE (Compendium 1991)

Espèces	Espèces connues	Espèces menacées		Espèces en régression	
		nombre	%	nombre	%
Mammifères	113	59	52,2	30	26,5
Oiseaux	342	136	39,8	77	22,5
Poissons (1)	70	13	18,6	...	...
Reptiles	36	14	38,9	8	22,2
Amphibiens	29	18	62,1	10	34,5

(1) Uniquement les poissons d'eau douce.

TABLEAU A.02-5

Plans de chasse au grand gibier (1)

Nombre d'animaux prélevés

Source : Ministère de l'environnement
(Direction de la protection de la nature)

	1981	1988	1989	1990
Chevreuils	71.837	133.900	143.000	163.000
Cerfs	9.884	10.800	11.371	12.513
Mouflons	362	690	775	532

(1) Saison de chasse de l'année n—1 à l'année n indiquée en tête de colonne.

TABLEAU A.02-6

Pollution atmosphérique dans les principales villes de France (moyenne annuelle)

Acidité forte (1)

Source : Ministère de l'Environnement
(Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques)

Unité : Microgramme de polluant par m^3 d'air

	1976	1980	1984	1988	1989
Caen	77	27	20	21	21
Dunkerque	45	32	22	20	22
Le Havre	65	76	44	33	38
Lille	69	57	32	31	28
Lyon	76	66	55	50	54
Marseille	105	72	38	28	24
Paris	116	89	57	38	32
Rouen	53	70	39	37	35
Strasbourg	65	58	61	42	42

(1) Principalement dioxyde de soufre SO_2 produit par les chauffages domestiques et industriels.

TABLEAU A.02-7

Emissions de dioxyde de soufre (SO_2) par secteur d'activité

Source : Ministère de l'Environnement
(Sous-direction de la Pollution de l'air d'après CITEPA)

Unité : Millier de tonnes

	1980	1987	1988	1989	1990	
					Quantité	%
Résidentiel et tertiaire (1)	423	240	212	186	164	13,6
Industrie et agriculture	1.053	330	316	279	243	20,1
Centrale électrique	1.224	303	257	374	346	28,7
Transformation d'énergie	210	107	113	113	127	10,5
Procédé industriel	302	186	184	184	181	15,0
Transport	127	120	131	135	146	12,1
Ensemble	**3.339**	**1.288**	**1.213**	**1.272**	**1.207**	**100,0**

(1) Y compris le chauffage urbain.

TABLEAU A.02-8

Emissions d'oxydes d'azote par secteur d'activité

Source : Ministère de l'Environnement
(Sous-direction de la Pollution de l'air d'après CITEPA)

Unité : Millier de tonnes

	1980	1987	1988	1989	1990	
					Quantité	%
Résidentiel et tertiaire (1)	95	83	79	77	73	4,2
Industrie et agriculture	221	101	99	97	70	4,0
Centrale électrique	321	112	95	121	117	6,7
Transformation d'énergie	27	16	17	*r* 18	14	0,8
Procédé industriel	138	106	106	106	113	6,5
Transport	1.033	1.188	1.260	*r* 1.341	1.355	77,8
Ensemble	**1.835**	**1.605**	**1.656**	**1.760**	**1.742**	**100,0**

(1) Y compris chauffage urbain.

TABLEAU A.02-9

Emissions de dioxyde de carbone (CO_2) par secteur d'activité (1)

Source : Ministère de l'Environnement
(Sous-direction de la Pollution de l'air d'après CITEPA)

Unité : Millier de tonnes

	1980	1986	1987	1988	1989	
					Quantité	%
Résidentiel et tertiaire (2)	38.226	35.452	34.084	33.747	33.672	29,4
Industrie et agriculture	16.854	10.813	10.648	10.384	10.054	8,8
Centrale électrique	30.187	11.260	10.115	8.590	11.661	10,2
Transformation d'énergie	5.194	3.441	3.392	3.626	3.626	3,2
Procédé industriel	25.367	29.543	30.576	31.840	33.139	28,9
Transport	28.965	21.060	21.310	22.425	22.409	19,6
Ensemble	**144.793**	**111.569**	**110.125**	**110.612**	**114.561**	**100,0**

(1) Les émissions de CO_2 sont exprimées en carbone.
(2) Y compris le chauffage urbain.

TABLEAU A.02-10

Etat sanitaire des eaux continentales de baignade

Saison balnéaire d'eau douce en 1989, répartition des points de prélèvement suivant la qualité (1)

Source : Ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale
(Direction générale de la santé)

	A	AB	B	C	CD	D	Total
Rivière :							
Nombre de points de prélèvement	30	479	46	25	154	5	739
Pourcentage	4,1	64,8	6,2	3,4	20,8	0,7	100,0
Lac :							
Nombre de points de prélèvement	23	193	48	9	8	—	281
Pourcentage	8,2	68,7	17,1	3,2	2,8	—	100,0
Retenue artificielle :							
Nombre de points de prélèvement	15	129	6	5	5	—	160
Pourcentage	9,4	80,6	3,8	3,1	3,1	—	100,0
Barrage réservoir :							
Nombre de points de prélèvement	10	160	11	2	3	—	186
Pourcentage	5,4	86,0	5,9	1,1	1,6	—	100,0
Carrière ballastière :							
Nombre de points de prélèvement	6	106	3	1	4	—	120
Pourcentage	5,0	88,3	2,5	0,8	3,3	—	100,0
Etang :							
Nombre de points de prélèvement	14	177	17	9	20	—	237
Pourcentage	5,9	74,7	7,2	3,8	8,4	—	100,0
Ensemble :							
Nombre de points de prélèvement	**98**	**1.244**	**131**	**51**	**194**	**5**	**1.723**
Pourcentage	**5,7**	**72,2**	**7,6**	**3,0**	**11,3**	**0,3**	**100,0**

(1) Ne sont pris en compte que les points ayant fait l'objet d'au moins quatre prélèvement. Les notes A, AB, B désignent des eaux de qualité bonne ou moyennes et les notes C, CD, D des eaux pouvant être momentanément polluées ou de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-11

Prélèvement total d'eau soumis à redevance

Source : Ministère de l'Environnement

Unité : Million de m^3

	1981	1987	1988
Collectivités locales	5.700	5.860	5.910
Industries	5.200	4.930	4.500
Centrales thermiques	17.000	21.290	22.480
Irrigation	2.160	2.290	2.520
Total	**30.060**	**34.370**	**35.410**

TABLEAU A.02-12

Pollution industrielle de l'eau

Source : Ministère de l'Environnement
(Direction de l'Eau et de la Prévention des pollutions et des risques)

	Unités	1980	1985	1986	1987	1988
Pollution nette (1) rejetée par les industries :						
— matières en suspension	Tonne/jour	2.397	1.890	1.854	1.689	1.601
— matières oxydables	»	2.774	2.288	2.250	2.158	2.168
— matières toxiques	10^3 équitox/jour	56.185	44.389	41.577	40.110	39.440
— azote	Tonne/jour	...	...	...	243	235

(1) Pollution après traitement.

TABLEAU A.02-13

Contribution des grands secteurs d'activité à la pollution industrielle des eaux

Source : Ministère de l'Environnement
(Direction de l'Eau et de la Prévention des pollutions et des risques)

Unité : %

Secteurs d'activité	Matières en suspension			Matières oxydables			Matières toxiques		
	1984	1987	1988	1984	1987	1988	1984	1987	1988
Industries agro-alimentaires	22,0	24,5	24,0	45,6	45,6	45,2	0,4	0,2	0,2
Chimie et parachimie	32,8	24,0	22,3	17,4	16,4	16,1	54,3	52,3	54,5
Industries des métaux	14,0	14,6	13,4	8,9	8,9	8,9	36,4	39,9	37,2
Bois, papiers, cartons	8,3	10,1	12,7	13,0	12,9	14,3	1,4	0,9	1,0
Industries extractives	4,3	4,0	4,1	0,7	0,4	0,4	0,6	0,5	0,8
Industries minérales	1,6	1,7	1,7	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2
Production d'énergie	0,8	0,9	1,0	0,7	0,9	0,7	0,3	0,2	0,2
Industries textiles	4,3	5,5	5,5	8,1	8,7	8,6	5,0	4,4	4,4
Cuirs et peaux	1,3	1,3	1,3	1,4	1,2	1,1	1,3	1,0	1,0
Commerces et services	6,2	7,9	8,1	3,5	4,1	4,0	—	—	—
Divers	4,4	5,6	5,9	0,4	0,6	0,5	—	0,5	0,5
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU A.02-14

Pollution et capacité de traitement installées dans les collectivités locales

Source : Ministère de l'Environnement
(Statistiques des agences financières de bassin)

Unité : Million d'équivalents/habitants (1)

	1980	1985	1986	1987	1988
Pollution brute	68,5	70,0	70,8	70,6	69,4
Pollution entrant dans les stations	30,5	35,5	36,0	35,9	39,0
Pollution éliminée	20,8	24,3	24,8	24,1	27,1
Pollution rejetée	47,7	45,7	45,8	46,5	42,3
Capacité de traitement	48,3	*r* 57,0	*r* 58,3	60,0	67,1
Taux de dépollution (en %)	30,4	34,7	35,0	34,1	39,0

(1) Equivalent/habitant correspond à 57 g de matières oxydables.

TABLEAU A.02-15

Qualité des eaux de baignade en mer (1)

Sources : Directions départementales de l'Action sanitaire et sociale et cellules de lutte contre les pollutions marines
Ministère de l'Environnement

	1980	1986	1987	1988	1989
Nombre de points de mesure	1.316	1.710	1.704	1.713	1.726
Catégories (2) :					
● A :					
Nombre de points de mesure	279	515	576	571	750
%	21,2	30,1	33,8	33,3	43,4
● AB :					
Nombre de points de mesure	334	451	388	444	393
%	25,4	26,4	22,8	25,9	22,8
● B :					
Nombre de points de mesure	295	499	455	441	398
%	22,4	21,2	26,7	25,7	23,1
● C :					
Nombre de points de mesure	298	200	250	229	175
%	22,6	11,7	14,6	13,4	10,1
● CD :					
Nombre de points de mesure	45	21	22	13	5
%	3,4	1,2	1,3	0,8	0,3
● D :					
Nombre de points de mesure	65	24	13	15	5
%	4,9	1,4	0,8	0,9	0,3

(1) Une comparaison globale de la qualité des eaux de baignade en mer n'est pas possible du fait que les points de surveillance et la fréquence des prélèvements ne sont pas les mêmes au cours des années.
(2) Au moins 10 mesures par point : A : eau de bonne qualité; B : eau de qualité moyenne; C : eau pouvant être momentanément polluée; D : eau de mauvaise qualité. Moins de 10 mesures par point : AB : eau de bonne ou moyenne qualité; CD : eau pouvant être momentanément polluée ou de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-16

Bilan de la pollution des communes du littoral (1) pendant la saison estivale 1989

Source : Ministère de l'Environnement
(Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques)

Communes du littoral par bassin	Pollution produite (2) équivalent/hab.	Pollution éliminée (2) équivalent/hab.	Taux de dépollution %
Matières oxydables :			
Bassin Artois-Picardie	829.734	423.164	51,0
Bassin Seine-Normandie	1.439.422	701.970	48,8
Bassin Loire-Bretagne	2.795.056	1.298.147	46,4
Bassin Adour-Garonne	761.111	411.000	54,0
Bassin Rhône-Méditerranée-Corse	4.236.623	1.440.350	34,0
Total	**10.061.946**	**4.274.631**	**42,5**
Matières en suspension :			
Bassin Artois-Picardie	825.841	322.028	39,0
Bassin Seine-Normandie	1.249.454	737.178	59,0
Bassin Loire-Bretagne	2.512.212	1.395.455	55,5
Bassin Adour-Garonne	755.340	452.000	58,8
Bassin Rhône-Méditerranée-Corse	4.219.637	1.814.844	43,0
Total	**9.562.484**	**4.721.505**	**49,4**

(1) Y compris les industries raccordées.
(2) Les pollutions sont estimées en équivalent/habitant soit 57 g matières oxydables par jour sur la base de données évaluées pour la plupart forfaitairement et dont les valeurs absolues sont sujettes à caution.

TABLEAU A.02-17

Pollution nette (1) du milieu marin en provenance des industries des communes littorales

Source : Ministère de l'Environnement
(Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques)

	Unités	1980	1985	1986	1987	1988
Matières en suspension	Tonne/jour	256,2	280,9	223,9	186,8	174,9
Matières oxydables	»	210,8	224,0	173,9	153,0	153,5
Matières toxiques	10^6 équitox/jour	7,5	12,4	8,3	8,5	8,8

(1) Il s'agit d'une estimation du maximum de pollution rejetée en un jour. Cette estimation permet d'établir l'assiette de la redevance. Les chiffres indiqués comprennent à la fois la pollution rejetée dans le milieu (environ 70 % des rejets) et les rejets dans les réseaux d'assainissement collectif.

TABLEAU A.02-18

Installations de traitement des ordures ménagères : nombre d'unités, capacité de traitement et population

Situation au 31 décembre de l'année de l'inventaire

Source : Ministère de l'Environnement
(Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques)

Unités : Population : millier d'habitants
Capacité : tonne/jour

Type de traitement	Nombre d'unités		Capacité de traitement		Population desservie		Part de la population desservie (%)	
	1985	*r* 1989	1985	1989	*r* 1985	1989	1985	1989
Incinération sans récupération d'énergie	223	229	*r* 7.545	9.318	7.586	7.458	14,0	13,0
Incinération avec récupération d'énergie	66	77	12.296	19.639	12.401	15.706	22,8	27,5
Compostage	90	75	4.053	4.996	4.353	4.143	8,0	7,3
Broyage	125	108	*r* 3.786	4.430	4.082	3.680	7,5	6,5
Décharges contrôlées	341	376	18.445	48.550	18.664	20.405	34,4	35,8
Divers	5	4	*r* 282	543	283	413	0,5	0,7
Total	**850**	**869**	**46.407**	**87.476**	**47.370**	**51.805**	**87,2**	**90,8**

TABLEAU A.02-19

Quelques données sur la récupération

Situation actuelle

Sources : Ministère de l'Environnement (Service des déchets)
Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED)

Secteur	Potentiel théorique (t/an)	Situation actuelle (t/an)
Métaux :		
Ferrailles	10 millions de tonnes théoriquement récupérables	8 millions de tonnes récupérées dont 5 millions de tonnes valorisées en France
Métaux non ferreux	1 million de tonnes théoriquement récupérables	750.000 tonnes récupérées dont 600.000 tonnes valorisées en France
Déchets de bois	10 millions de tonnes de déchets	3 millions de tonnes valorisées sous forme de matière première (papeterie ameublement)
Papiers et cartons	8 millions de tonnes de vieux papiers, dont 5 millions de tonnes théoriquement récupérables	*r* 3,85 millions de tonnes réutilisées par l'industrie papetière dont 2,875 millions de tonnes effectivement récupérées. La France est importatrice de vieux papiers
Verre	2,5 millions de tonnes de déchets (bouteilles)	115 millions de cols (bouteilles) réemployés (représentant 30.000 tonnes de verre) 680.000 tonnes recyclées sous forme de calcin (verre broyé), dont 540.000 tonnes d'origine ménagère
Déchets de caoutchouc	500.000 tonnes de déchets dont 450.000 tonnes de pneumatiques usagés	100.000 tonnes valorisées (sans compter les utilisations agricoles : ensilage, etc.) dont 70.000 tonnes en rechapage et 30.000 tonnes en poudrette et caoutchouc régénéré

TABLEAU A.02-20

Evaluation des dépenses en faveur de l'environnement

Année 1989

Source : Ministère de l'Environnement
(Données économiques de l'environnement 1990)

Unité : Million de francs aux prix de 1989

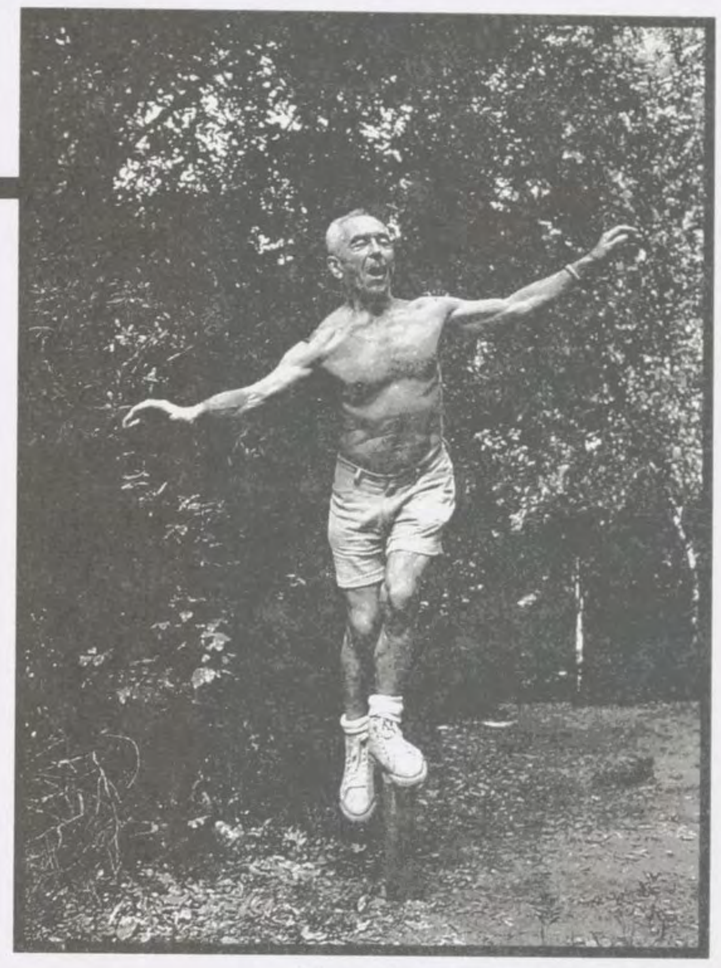
Programmes	Administrations publiques	Industries	Ménages	Total
Par domaine :				
Eau (assainissement et épuration)	20.444	7.152	3.855	31.451
Air	(1) ε	6.032	582	6.614
Bruit	569	760	1.136	2.465
Déchets	14.946	6.376	1.344	22.666
Patrimoine écologique	609	—	—	609
Cadre de vie (2)	8.783	—	7.910	16.693
Par nature :				
Investissement	14.349	5.198	4.334	23.881
Fonctionnement	31.002	15.122	10.493	56.617
Total	**45.351**	**20.320**	**14.827**	**80.498**

(1) Dépenses qui comprennent notamment les interventions de l'AQA (non compris le produit de la taxe parafiscale), redistribuées au titre de la recherche et de l'investissement des collectivités locales.
(2) Les dépenses des industries dans le domaine du Cadre de Vie (espaces verts, écrans végétaux. . .), difficilement chiffrables, ne sont pas comptabilisées ici.

B

Démographie

LES PERSONNES AGÉES



Série Contours et Caractères
165 pages, format 16 x 24

72 F

▲ **P**rès de 11 millions de personnes, soit environ un Français sur cinq, ont atteint et dépassé l'âge de 60 ans.

▲ **C**et important groupe social retient de plus en plus l'attention des pouvoirs publics et des politiques, mais aussi des sociétés commerciales qui voient là un marché grandissant.

▲ **L**'INSEE propose ici un portrait de la population des personnes âgées sous la forme de 63 fiches.

▲ **C**hacune est composée d'une double page mêlant analyse et tableaux statistiques.

▲ **L**a santé, l'activité productive domestique, le logement, l'épargne, les patrimoines, sont autant de thèmes abordés dans l'ouvrage.

EGALEMENT VENDU EN LIBRAIRIE

■ *D'autres ouvrages déjà parus dans la série "Contours et caractères" :*
- *les étrangers en France,*
- *villes et campagnes,*
- *les familles nombreuses,*
- *les jeunes de 15 à 24 ans.*

BON DE COMMANDE

A RETOURNER A INSEE CNGP - AMIENS BP 2718 - 80040 AMIENS CEDEX



❑ Je souhaite recevoir ___ exemplaire(s) de l'ouvrage **"LES PERSONNES AGEES"** au prix unitaire de **72 F** + participation aux frais de mise à disposition : **10 F** par envoi France - **20 F** par ouvrage Etranger

Nom ou Raison sociale : _____
Adresse : _____
Code postal ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋
Commune : _____ Pays : _____

Ci-joint mon règlement à l'ordre de l'INSEE
Date : _____ Signature :

insee
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Chapitre B.01

Structure de la population

1. Commentaire.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Structure de la population active par grand groupe socioprofessionnel aux recensements de 1982 et 1990.

1. Population totale par sexe et âge.
2. population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1991.
3. Population totale par sexe et âge au 1er janvier 1992.
4. Population des États de la Communauté européenne.
5. Population totale par sexe et âge aux recensements 1975, 1982 et 1990 (métropole).
6. Population totale par sexe et âge aux recensements 1974, 1982 et 1990 (DOM).
7. Population totale des TOM par groupe d'âges aux différents recensements.
8. Population active par sexe, type d'activité et statut aux recensements de 1975, 1982 et 1990.
9. Population active ayant un emploi par sexe, âge et statut au recensement de 1990.
10. Population totale par sexe et catégorie socioprofessionnelle détaillée aux recensements de 1982 et 1990.
11. Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990.
12. Population active ayant un emploi par catégorie socioprofessionnelle et activité économique au recensement de 1990.
13. Population des départements d'outre-mer par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990.
14. Population totale dans les DOM selon le type d'activité aux différents recensements.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Répertoire et mouvement de la population » et la division « Recensements de la population » de l'INSEE.

1. COMMENTAIRE

La France vieillit, la part des moins de 20 ans recule, celle des personnes âgées de plus de 60 ans augmente et frôle aujourd'hui les 20 %. En mars 1990, quatre millions d'habitants ont atteint ou dépassé 75 ans; les deux tiers sont des femmes.

La progression rapide et persistante de l'activité féminine porte le nombre d'actifs à son plus haut niveau : 25,3 millions en 1990 contre 23,8 millions en 1982. La *population active* présente par ailleurs des signes de vieillissement : les 40-54 ans en constituent le tiers en 1990, contre 28 % en 1982. Le salariat continue de progresser pour atteindre 85,6 % des emplois contre 83 % en 1982. Enfin, la tendance à la baisse de l'activité des jeunes s'accentue.

2. MÉTHODOLOGIE

Nous nous contentons de donner ici quelques éléments sur l'exploitation et la diffusion des résultats du recensement de la population de 1990. Pour plus de précisions, nous invitons les lecteurs à se reporter aux nombreuses publications indiquées à la fin de ce chapitre. Celles-ci comportent des notices méthodologiques en complément des tableaux.

Dans ce chapitre consacré aux « structures de la population », la plupart des tableaux sont issus du recensement de 1990, comparé dans la mesure du possible aux recensements de 1982 et de 1975. On trouvera également des résultats du recensement de 1990 dans les chapitres A.01 : « Territoire et population », B.03 : « Étrangers », B.04 : « Ménages » et D.02 : « Logement ».

Par contre, les quatre premiers tableaux ne sont pas issus du recensement. Trois sont des estimations annuelles de population établies par le service de la démographie de l'INSEE. Les calculs sont basés sur le recensement de 1990.

Exploitation du recensement

Le recensement général de la population et des habitations a été effectué en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer en mars 1990, conformément aux dispositions du décret n° 89-274 du 26 avril 1989 et selon des modalités voisines de celles des recensements de 1975 et 1982.

La date de référence est le 5 mars 1990 (le 15 mars 1990 pour les DOM).

Dans un premier temps, on effectue un décompte des questionnaires permettant d'obtenir différentes données concernant entre autres la population légale de la France et des différentes circonscriptions administratives (voir chapitre A.01).

L'ensemble des questionnaires donne également lieu à une exploitation statistique permettant d'obtenir des résultats détaillés : répartition de la population par sexe, *âge, catégorie socioprofessionnelle,* confort des logements, etc.

Le dépouillement statistique est effectué pour la population dite « sans doubles comptes » (voir la définition dans le chapitre A.01), c'est-à-dire en privilégiant la commune de résidence personnelle. Elle comprend deux grandes catégories : la population des ménages et la population hors ménage (voir définition dans le chapitre B.04).

Le plan d'exploitation des questionnaires du recensement de 1990 a été modifié par rapport à celui de 1982. Considérée lors des précédents recensements comme une exploitation complémentaire de celle des échantillons au 1/20 et au 1/4, l'exploitation exhaustive légère a été réalisée en premier, avant les exploitations des échantillons au 1/20 et au 1/4. Elle a consisté en une opération à part entière qui a permis de fournir les informations principales sur la structure de la population totale et de la *population active,* ainsi que sur les déplacements domicile-travail et les caractéristiques des logements, à des niveaux géographiques fins.

Lors des phases d'exploitation suivantes, l'ensemble des informations collectées au niveau de la feuille de logement et du bulletin individuel n'a été saisi que pour une partie seulement des questionnaires, dans un premier temps sur un échantillon au 1/20 et dans un second sur un échantillon plus large au 1/4. Ces deux exploitations dites « lourdes » donnent lieu à des publications qui complètent celles issues de l'exploitation de l'exhaustif léger.

Dans le présent chapitre, les résultats du recensement de 1990 sont issus de l'exploitation au 1/20, ceux du recensement de population de 1982 de l'exploitation au 1/4 et ceux de 1975 de l'exploitation au 1/5.

Plan de diffusion des résultats du recensement

Les résultats du recensement de 1990 font l'objet d'une diffusion très large et sous des formes variées : tableaux à la demande, publications, microfiches, fichiers sur bandes magnétiques et disquettes. De nombreux articles dans *Économie et statistique, INSEE-Première* et dans les revues régionales de l'INSEE sont consacrés à la présentation et à l'analyse des résultats du recensement. À côté de ces publications, le recensement de 1990 donne lieu comme les précédents à la production d'un certain nombre de publications spécifiques; on donne ci-après la liste de ces publications traditionnelles [Séries « bleue », « orange », « blanche », « jaune », « verte » et volumes thématiques (anciennement Série « bordeaux »)] qui, depuis 1962, diffusent les résultats correspondant aux diverses étapes de l'exploitation de cette vaste opération.

D'autres publications et, plus généralement, d'autres résultats du recensement peuvent être obtenus en s'adressant aux services régionaux de l'INSEE.

On peut distinguer les résultats du dénombrement de la population (population légale et statistiques communales complémentaires), ceux de l'exploitation exhaustive et ceux de l'exploitation statistique des échantillons au 1/20 et au 1/4.

Dénombrement. Population légale

Les résultats du dénombrement de la population, obtenus à partir des bordereaux de district et des feuilles récapitulatives communales établis par les agents recenseurs et les mairies ont fait l'objet d'une synthèse dans plusieurs *INSEE-Première* ainsi que sous forme de publications dans trois Séries (« bleue », « orange », « blanche »).

● Série « bleue » « Population légale » (population totale, municipale, comptée à part et sans doubles comptes) :

— fascicules départementaux (100) + un pour Saint-Pierre-et-Miquelon (collectivité territoriale), arrondissements, cantons, communes;
— volume bleu : reliure des fascicules départementaux;
— fascicule : France, régions, départements et communes de plus de 2.000 habitants.

● Série « orange » : « Évolutions démographiques 1975-1982-1990 » (population sans doubles comptes, mouvement naturel et migratoire, nombre de logements) :

— fascicules départementaux (100) : (résultats provisoires) départements, arrondissements, cantons, communes, unités urbaines, zones d'emploi;
— fascicules régionaux (23) : (résultats définitifs) régions, départements, communes (les 4 DOM sont regroupés dans un seul fascicule);
— fascicule : France, départements, unités urbaines;
— fascicule : ZPIU (zones de peuplement industriel ou urbain).

Ces résultats font également l'objet d'une présentation sous forme de tableaux normalisés, de cartes et de fichiers :

● Tableaux :

— tableaux prédéfinis :
  — tableaux-lignes des fascicules bleus,
  — tableaux-lignes des fascicules orange,
  — fiche historique

(ces tableaux sont agrégeables sur tout ensemble de communes entières et disponibles sur listing, disquette, bande...).

● Cartes :

— cartes sur mesure.

● Fichiers (hors fichiers de tableaux) :

— BDCOM : base de données communales;
— fichier « dénombrement » des districts.

Les données géographiques sont publiées sous forme de :

● Code officiel géographique :

— édition au 1-3-1990 (volume et fascicules).

● Série « blanche » :

— composition communale des unités urbaines;
— composition des ZPIU (zones de peuplement industriel ou urbain).

Résultats de l'exhaustif

En sus de la publication des premiers résultats sous forme *d'INSEE-Première,* l'exploitation de l'exhaustif a donné lieu à la publication d'une série jaune, de tableaux normalisés, de cartes et de fichiers.

● Série « jaune » « Logements-population-emploi », évolutions 1975-1982-1990 :

— fascicules départementaux (100) : tableaux normalisés détaillés de l'exhaustif pour le département et ses principales communes, lignes d'indicateurs 75-82-90 pour d'autres échelons (la rétrospective 75-82 n'existe pas pour les DOM);

— fascicules nationaux : tableaux normalisés France et régions, lignes d'indicateurs régions et départements; communes de plus de 10.000 habitants; unités urbaines de plus de 20.000 habitants.

● Tableaux (1) :

— tableaux normalisés de l'exhaustif (trois séries) : détaillés (11 pages), standards (6 pages), résumés (2 pages);
— tableaux-lignes des fascicules jaunes;
— tableaux de comptage des déplacements domicile/travail entre communes;
— tableaux sur mesure : prédéfinis agrégés sur une zone géographique, prédéfinis sur une sous-population, tableaux entièrement spéficiques.

Supports de diffusion :

— listings, impressions laser, disquettes, microfiches...

● Cartes :

— cartes sur mesure.

● Fichiers (hors fichiers de tableaux) :

— fichiers « détail » de l'exhaustif;
— fichiers « détail » au lieu de travail;
— fichiers des navettes domicile/travail entre communes.

Résultats du sondage au 1/20

Comme dans le cas des autres exploitations, des *INSEE-Première* et un *INSEE-Cadrage* permettent de présenter les résultats essentiels. De plus, un volume de tableaux normalisés standards France et régions est paru dans *INSEE-Résultats.*

Un volume thématique (anciennement Série « bordeaux ») sur les « Nationalités » paraît également sous forme *d'INSEE-Résultats* à partir de l'exploitation au 1/20.

Résultats du sondage au 1/4

Ils donnent lieu à la publication de la Série « verte » (2) : « Population-activité-ménages », des volumes thématiques (anciennement Série « bordeaux »), de tableaux, cartes et fichiers.

● Série « verte » : « Population-activité-ménages » :

— fascicules départementaux (100) : tableaux normalisés standards pour le département, partie urbaine/rurale, les principales communes et agglomérations; lignes d'indicateurs pour les communes de 2.000 habitants ou plus;

---

1. De façon générale, un nouvel outil informatique a été mis au point pour permettre l'interrogation des bases du recensement de 1990; il s'agit de CIRCE (cheminement informatique sur le recensement pour le calcul et l'édition).
2. Pour les DOM, les résultats de cette série sont élaborés à partir de l'ensemble des bulletins et non d'un échantillon.

— fascicules régionaux : tableaux normalisés détaillés pour la région et ses départements;
— fascicule national.

● Volumes thématiques publiés dans la collection *INSEE-Résultats* (anciennement Série « Bordeaux ») :
— 7 volumes France métropolitaine :
  — population totale,
  — population active,
  — formation,
  — ménages et familles,
  — nationalités-étrangers,
  — logements et immeubles,
  — population originaire des DOM-TOM en France métropolitaine.

● Tableaux :

— tableaux normalisés (trois séries) détaillés (25 pages), standards (12 pages), résumés (3 pages), au lieu de résidence et au lieu de travail;
— tableaux-lignes d'indicateurs;
— tableaux d'étude pour partie, repris des volumes bordeaux;
— tableaux de structures des déplacements domicile/travail;
— tableaux de structures des migrations intercensitaires (1982-1990).

Supports de diffusion :

— listings, impressions laser, disquettes, bandes, microfiches pour les tableaux normalisés aux principaux échelons géographiques.

● Cartes :

— cartes sur mesure.

● Fichiers (hors fichiers de tableaux) :
— fichiers « détail » de l'exploitation au 1/4;
— fichier lieu de travail;
— fichier lieu de résidence antérieure.

Cas particulier de Saint-Pierre-et-Miquelon : la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon a été recensée le 5 mars 1990 comme la métropole. Trois fascicules (bleu, jaune et vert) présentent les résultats de ce recensement. Dans tous les cas, l'ensemble des bulletins a été exploité.

3. DÉFINITIONS

Activité économique

La notion d'activité économique se distingue de la notion de profession. Cette dernière correspond au métier individuel (par exemple : sténodactylo); la première se rapporte à l'unité économique où la profession est exercée (par exemple : construction automobile). Dans le recensement de 1990 (ainsi que dans les recensements de 1954, 1962, 1968, 1975 et 1982), on a attribué à chaque actif ayant un emploi l'activité économique de l'établissement qu'il dirige ou qui l'emploie. Cette notion mérite deux précisions pour lever les ambiguïtés d'interprétation :

— il s'agit de l'établissement et non de l'entreprise qui peut comprendre plusieurs établissements d'activités différentes. Un établissement est une cellule économique (usine, bureau, magasin de vente, dépôt, mine, etc.) située dans un lieu déterminé, dans laquelle travaillent une ou plusieurs personnes pour le compte d'une même autorité directrice. Comme lors des recensements antérieurs, les actifs sont classés selon l'activité principale de l'établissement qui les emploie et non d'après l'activité de la section d'établissement où ils travaillent et qui peut être différente. Les tableaux ne fournissent donc pas une classification par branche mais une classification par secteur d'établissement (voir définition de la branche et du secteur au chapitre K.01);
— les actifs employés par un établissement de prestation de services ou de main-d'œuvre (entreprise de nettoyage, service de maintenance de matériel, agence de travail temporaire, etc.) relèvent de l'activité économique de l'établissement de prestation de services ou de main-d'œuvre qui les emploie et non de l'activité économique de l'établissement où ils travaillent.

Âge

La population est classée par année de naissance, c'est-à-dire par génération. L'âge indiqué est l'âge atteint par chaque génération au cours de l'année du recensement; c'est également l'âge en années révolues au 31 décembre de l'année du recensement. La classe « 0 » ne comprend pour le recensement de 1990 que les enfants nés du 1er janvier 1990 au 4 mars 1990; pour le recensement de 1982, ceux nés du 1er janvier 1982 au 3 mars 1982 et pour le recensement de 1975 ceux nés du 1er janvier 1975 au 19 février 1975. Pour les DOM, la classe « 0 » comprend pour le recensement de 1990 les enfants nés du 1er janvier 1990 au 14 mars 1990, pour le recensement de 1982 ceux nés du 1er janvier 1982 au 8 mars 1982 et pour le recensement de 1974, ceux nés du 1er janvier 1974 au 15 octobre 1974.

Catégorie socioprofessionnelle

Au recensement de 1982, a été utilisée pour la première fois la nomenclature des « Professions et catégories socioprofessionnelles » qui venait d'être élaborée.

Cette nomenclature comprenant 455 postes est le résultat de la refonte complète du système de nomenclatures d'emplois (et en particulier, de la nomenclature des « catégories socioprofessionnelles » utilisée depuis 30 ans).

La catégorie socioprofessionnelle est obtenue par regroupement de rubriques de la nomenclature « professions et catégories socioprofessionnelles — PCS ».

Trois niveaux de regroupements sont proposés :

— le « niveau 42 » (dont 32 pour les actifs) est suffisamment détaillé pour permettre aux utilisateurs d'autres regroupements selon leurs besoins;
— le « niveau 24 » (dont 19 pour les actifs) s'en tient à des catégories assez fournies en effectifs mais maintient néanmoins dans leurs grandes lignes les principales distinctions de la nomenclature PCS : salariés - non-salariés, niveau de classification, public - privé;
— le « niveau 8 » (dont 6 pour les actifs) représente les « groupes socioprofessionnels » : 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle et 2 groupes sans activité professionnelle. Les chômeurs ayant déjà occupé un emploi sont classés, selon leur dernier emploi, dans l'un des 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle; les chômeurs n'ayant jamais travaillé et les militaires du contingent sont classés dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle ». La distinction entre per-

sonnes ayant une activité professionnelle et personnes sans activité professionnelle qui figure dans certains tableaux ne coïncide donc pas tout à fait avec la distinction actifs-inactifs au sens du type d'activité.

Population active au recensement de 1990

Les résultats concernant la population active — et particulièrement le nombre même de personnes actives — dépendent assez fortement des méthodes utilisées pour les obtenir. Par exemple, dans un recensement, on est contraint à se borner à quelques questions générales, auxquelles la plupart des habitants répondent eux-mêmes; au contraire, dans une enquête par sondage centrée sur les problèmes de main-d'œuvre, des questions plus nombreuses et plus précises sont posées par des enquêteurs formés à cet effet. Nous signalons au lecteur que ceci entraîne des évaluations différentes de la population active entre les résultats de ce chapitre et ceux du chapitre C.01 « Population active, emploi ».

La population active comprend la « population active avant un emploi », les chômeurs et les militaires du contingent (1).

Le type d'activité (voir définition ci-dessous) joue un rôle de filtre pour orienter les chiffrements ultérieurs :

— profession et catégorie socioprofessionnelle;
— statut;
— activité économique;
— lieu de travail.

État matrimonial

Les personnes recensées doivent indiquer leur « état matrimonial légal » : célibataire, marié(e) ou remarié(e), veuf(ve) ou divorcé(e). Les réponses peuvent présenter dans certaines situations des différences avec la situation légale de la personne, par exemple :

— une personne vivant séparée de son conjoint mais non encore divorcée et donc légalement mariée aura pu hésiter entre les réponses « célibataire », « marié(e) » ou « divorcé(e) »;
— des personnes vivant en union libre auront pu hésiter devant la réponse « marié(e) »; mais certaines d'entre elles, légalement divorcées ou séparées, pourront préférer se déclarer célibataires...

Si, dans la plupart des cas, l'état matrimonial déclaré reste un bon indicateur de l'état matrimonial légal de la personne recensée, il faut avoir à l'esprit ces remarques lorsqu'on étudie certaines sous-populations particulières.

Statut et condition d'emploi dans la profession

● STATUT

La notion de statut ne s'applique qu'à la population active ayant un emploi; elle permet, pour l'ensemble des actifs ayant un emploi, de distinguer de manière systématique les personnes à leur compte des salariés et au sein de ceux-ci, ceux qui travaillent respectivement dans les secteurs privé, public ou semi-public :

Salariés :
— salariés du secteur privé;
— salariés de l'État;
— salariés des collectivités locales, hôpitaux publics, HLM;
— salariés de la Sécurité sociale;
— salariés des entreprises publiques ou nationales.

Non-salariés :
— indépendants sans salariés;
— employeurs;
— aides familiaux.

● SALARIÉS

Sont classées dans ces postes toutes les personnes qui ont répondu affirmativement à la question « Êtes-vous salarié ? » et qui, n'étant pas chefs d'entreprise, n'ont pas été affectées aux postes « indépendants sans salariés » ou « employeurs ».

La répartition entre les cinq catégories de salariés décrites ci-dessous dépend de la nature de l'employeur.

1. Salariés du secteur privé

Sont classés dans ce poste les salariés rattachés à une entreprise qui apparaît en secteur privé dans le fichier SIRENE ou, qui n'appartiennent pas à l'une des quatre autres catégories de salariés déterminées comme suit.

2. Salariés de l'État

Salariés, titulaires ou non (auxiliaires, contractuels, vacataires, etc.), des services de l'État et établissements ou organismes assimilés :

— services dépendant du budget général.

Tous les ministères et leurs services.

Tous les budgets annexes :

— P et T, Imprimerie nationale, Monnaie et Médailles, etc.

Comptes spéciaux du Trésor :

— fabrication d'armement terrestre (DTAT), aéronautique (DTCA), navals (DTCN).

Organismes divers :

— enseignement public supérieur (universités, IUT);
— CROUS;
— les centres de formation professionnelle pour adultes (FPA);
— bibliothèques, musées, théâtres nationaux;
— agence nationale pour l'emploi (ANPE);
— centre national de la recherche scientifique (CNRS);
— organismes d'intervention agricole (ONIC, ONILAIT, OFIVAL, etc.).

3. Salariés des collectivités locales, hôpitaux publics, HLM, etc.

Salariés, titulaires ou non des régions, départements, communes et des services ou organismes rattachés ou en émanant (syndicats de communes, régies, etc.) et des « organismes divers d'administration locale » de formes juridiques variées mais dont les ressources principales sont des transferts des collectivités territoriales.

Ce sont principalement :

— régions, départements, communes, communautés urbaines;
— régies industrielles et commerciales (sauf RATP);
— syndicats et districts urbains;
— services communaux, départementaux;
— lycées, collèges;

---

1. En 1975 et 1982, les militaires du contingent n'étaient pas comptés dans la population active.

— chambres d'agriculture, de commerce, de métiers et les services et écoles qui en dépendent (y compris centres de formation d'apprentis);
— caisse des écoles (dont gestion de cantines, de colonies de vacances), et bureaux d'aide sociale;
— maisons de jeunes;
— syndicats d'initiative;
— hôpitaux publics, centres hospitaliers, assistance publique;
— offices d'HLM (qui sont toutefois des organismes de droit privé).

4. Salariés de la Sécurité sociale

Ce poste rassemble les salariés dont l'employeur est un régime de sécurité sociale :
— régime général : Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) [y compris les URSSAF], caisses d'assurance vieillesse, maladie, d'allocations familiales;
— régimes spéciaux ou statutaires;
— régimes complémentaires : caisses de retraites complémentaires (AGIRC, ARRCO, UNIRS, RESURCA, ASSEDIC, UNEDIC).

Remarque :

Les salariés des assurances mutuelles ne sont pas classés avec ceux de la Sécurité sociale, mais avec les salariés du secteur privé.

5. Salariés des entreprises publiques ou nationales

Salariés dont l'employeur est un des principaux établissements publics à caractère industriel ou commercial, une des principales sociétés nationales d'État, d'économie mixte ou leurs sociétés filiales.

● NON-SALARIÉS (indépendants sans salariés, employeurs)

La notion d'employeur ou d'indépendant est plus large que celle qui ressort de la réponse affirmative à la question : « Êtes-vous à votre compte ? » (exploitant agricole, artisan, commerçant, industriel, profession libérale, aide familial non salarié, etc.). Elle recouvre toutes les personnes établies à leur compte ou qui dirigent de droit — sans avoir besoin d'une délégation quelconque — une entreprise ou une société. Un gérant de société peut se déclarer salarié au recensement parce qu'il cumule un emploi salarié avec un mandat social ou parce que le Code des impôts lui permet de se déclarer tel. Néanmoins, il est considéré comme employeur ou indépendant dans le code « statut ».

On considère donc comme non salariées les personnes déclarant les professions suivantes :
— gérant (majoritaire ou non) de SARL (société à responsabilité limitée);
— président-directeur général;
— président de société anonyme;
— directeur général de société anonyme;
— associé de société en nom;
— associé de société de fait;
— commanditaire de société en commandite;
— chef d'entreprise;
— administrateur de société;
— agent d'assurance dirigeant un cabinet;
— associé d'un cabinet de groupe (professions libérales);
— administrateur général d'entreprise publique;
— président d'entreprise nationalisée;
— associé de GAEC (agriculture);
— autres :
  — les médecins ayant à la fois une activité libérale et salariée sont considérés comme non salariés;
  — les avocats sont toujours considérés comme non salariés;
  — les gérants libres du commerce sont non salariés mais les gérants salariés du commerce restent classés comme salariés.

La distinction entre indépendants sans salariés et employeurs résulte selon les cas de la réponse à la question : « Si vous êtes à votre compte, combien de salariés employez-vous ? » ou de l'examen du nombre de salariés dans l'entreprise dans le fichier des entreprises (SIRENE). En l'absence de réponse et lorsque l'entreprise apparaît comme employant « moins de 10 salariés » dans le fichier SIRENE, le statut a été classé « indépendants sans salariés ». C'est le plus vraisemblable; cependant cette interprétation fait glisser un certain nombre d'employeurs négligents du statut d'employeurs à celui d'indépendants sans salariés.

Type d'activité

Pour toute personne née en 1975 ou avant, le type d'activité correspond à l'une des rubriques suivantes :

1. Actifs :
— actifs ayant un emploi;
— chômeurs;
— militaires du contingent.

2. Inactifs :
— anciens actifs;
— étudiants, élèves ou stagiaires non rémunérés (sauf ceux qui exercent simultanément une activité professionnelle);
— autres inactifs.

3. Actifs ayant un emploi

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1975 ou avant, qui ont déclaré : soit avoir un statut (salarié ou à son compte), soit un lieu de travail, soit être aide familial, soit avoir une situation particulière, soit enfin avoir une position professionnelle.

Remarque :

— les membres du clargé en activité font également partie des actifs ayant un emploi.

4. Chômeurs

On considère comme chômeurs les personnes nées de 1915 à 1975 qui :
— soit se déclarent chômeurs sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle, ni avoir répondu qu'ils ne recherchaient pas d'emploi;
— soit se déclarent « retraités, retirés des affaires, femmes au foyer, autres inactifs », tout en annonçant rechercher un emploi sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

5. Militaires du contingent

À partir du recensement de 1990, les militaires du contingent font partie des actifs tout en restant dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle » dans la nomenclature des catégories socio-professionnelles. Sont exclus de cette rubrique les militaires de carrière classés parmi les actifs ayant un emploi.

6. Anciens actifs

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1960 ou avant qui déclarent être retraitées ou retirées des affaires, n'avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle ni rechercher un emploi.

7. Étudiants, élèves, stagiaires non rémunérés

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1975 ou avant qui ont répondu au bulletin individuel particulier pour la catégorie des élèves, internes, ou qui ont répondu « élève, étudiant, stagiaire non rémunéré » sans être âgées de plus de 35 ans ni avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

8. Autres inactifs

Sont classés dans cette rubrique les jeunes nés après 1975 et les détenus.

Sont également classées dans cette rubrique les personnes nées en 1975 ou avant qui déclarent être soit :

— femme au foyer ou autre inactif, sans avoir répondu à aucune des questions ni rechercher un emploi;
— chômeur, sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle mais ayant répondu ne pas rechercher d'emploi;
— étudiant, sans avoir répondu aux questions concernant l'activité professionnelle et ayant plus de 35 ans.

Remarque :

— les stagiaires rémunérés en stage de formation (dans un centre FPA, etc.), classés en autres inactifs au recensement de 1982 sont désormais classés parmi les actifs ayant un emploi;
— les personnes en disponibilité sont considérées comme inactives.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE.

Publications :

Généralités et méthodologie sur le recensement :

Guide d'utilisation (à paraître).

Publications relatives au recensement de la population de 1990 (métropole) :

Série « orange » : « Évolutions démographiques 1975, 1982, 1990 ». Fascicules départementaux et régionaux;
— « France, régions, départements, unités urbaines » (un volume).

Série « verte » : « Population - activité - ménages ».
— Résultats du sondage au 1/4.
Fascicules départementaux, régionaux, France métropolitaine par catégorie de commune (à paraître).

Série « bordeaux » :
— Sondage au 1/20.
« Nationalité ».
— Sondage au 1/4.
« Logements-Immeubles »;
« Structure de la population totale »;
« Ménages, Familles »;
« Population active » (voir aussi chapitre C. 01 : « Population active, emploi »);
« Formation ».
— La population des DOM-TOM résidant en France métropolitaine;
« Nationalité ».

Série « jaune » : « Logement, population, emploi-évolution 1975-1982-1990 » :
— Exploitation exhaustive;
— « France métropolitaine ».

INSEE-Première :

— « Moins d'enfants dans une France qui vieillit », n° 146. Recensement de la population de 1990;
— « Moins de logements neufs, plus de rénovation », n° 147. Recensement de la population de 1990;
— « Une population jeune dans les DOM », n° 148. Recensement de la population de 1990;
— « 25 millions d'actifs en mars 1990 », n° 149. Recensement de la population de 1990;
— « Sommes-nous tous logés à la même enseigne ? », n° 157. Recensement de la population de 1990;
— « La localisation des étrangers en France », n° 177. Recensement de la population de 1990.

INSEE-Résultats :

Recensement de la population de 1990 :
— N^os^ 179-180 et 181. France métropolitaine et régions. — Résultats du sondage au 1/20;
— N^os^ 13-14 et 15. Démographie et sociétés (mars 1992).

Économie et statistique :

— « La population des DOM en 1990 ». N° 248, novembre 1991;
— « Les migrations alternantes : un volant d'ajustement du marché du travail ». N° 249, décembre 1991.

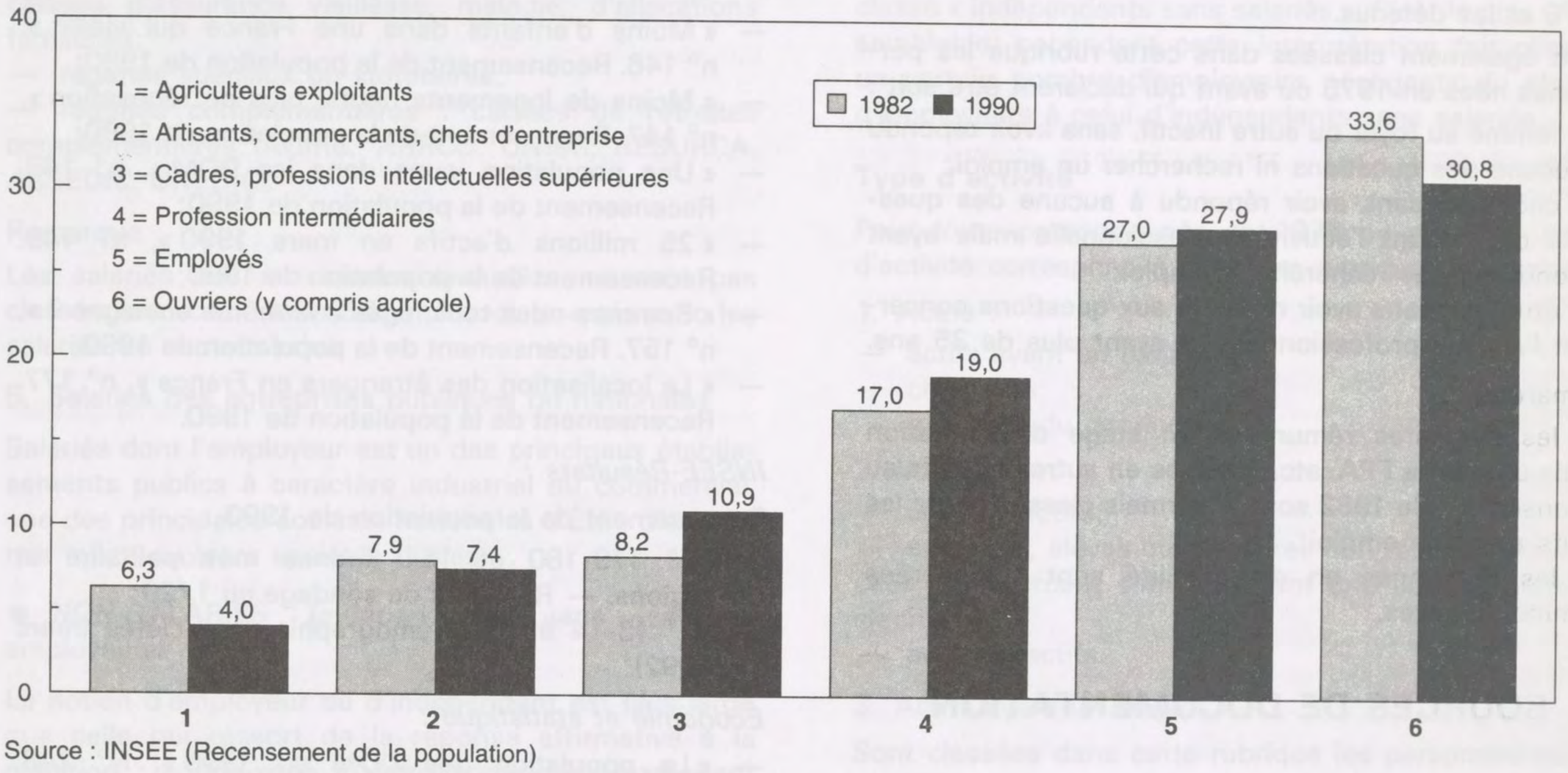
Territoires d'outre-mer et collectivités territoriales :

— « Résultats des recensements de la population de Mayotte (1985) et des TOM (1983) »;
— « 164.173 habitants en Nouvelle-Calédonie au 4 avril 1989 ». *INSEE-Première,* n° 40, septembre 1989;
— « Nouvelle-Calédonie : Principales caractéristiques de la population ». *INSEE-Première,* n° 41, septembre 1989;
— « Image de la population de Nouvelle-Calédonie », *INSEE-Résultats,* n° 24, décembre 1989;
— « La population de Wallis et Futuna », *INSEE-Première,* n° 142, juin 1991;
— Recensement de la population de mars 1990 à Saint-Pierre-et-Miquelon. Fascicules bleu, jaune, vert (à paraître).

*
* *

GRAPHIQUE B.01

Structure de la population active par grand groupe socioprofessionnel aux recensements de 1982 et 1990



Source : INSEE (Recensement de la population)

TABLEAU B.01-1

Population totale par sexe et âge

Situation au 1er janvier

Source : INSEE

Année	Population au 1er janvier (millier)	Âge moyen	Âge médian (1)	Nombre de femmes pour 100 hommes	Répartition par groupe d'âge pour 100 personnes de			
					0 à 19 ans	20 à 59 ans	60 ans ou plus	75 ans ou plus
1970	50.528,2	34,84	32,52	104,94	33,15	48,82	18,03	4,66
1975	52.600,0	35,02	31,56	104,13	32,11	49,50	18,39	5,05
1980	53.731,4	35,67	32,21	104,74	30,56	52,40	17,04	5,73
1981	54.028,6	35,77	32,46	104,80	30,32	52,38	17,30	5,85
1982	54.335,0	35,86	32,71	104,80	30,05	52,43	17,52	5,95
1983 r	54.650,0	35,95	32,94	104,90	29,83	52,46	17,71	6,05
1984 r	54.894,9	36,07	33,21	105,00	29,51	52,61	17,89	6,16
1985 r	55.157,3	36,20	33,45	105,12	29,17	52,76	18,07	6,27
1986 r	55.411,2	36,32	33,69	105,20	28,87	52,87	18,26	6,37
1987 r	55.681,8	36,44	33,93	105,27	28,59	52,97	18,44	6,44
1988 r	55.966,1	36,59	34,17	105,33	28,33	53,04	18,63	6,57
1989 r	56.269,8	36,73	34,42	105,37	28,07	53,09	18,84	6,69
1990 r	56.577,0	36,88	34,67	105,40	27,78	53,19	19,02	6,78
1991 r	56.893,2	37,03	34,92	105,37	27,48	53,27	19,25	6,65
1992 p	57.206,2	37,19	35,17	105,34	27,13	53,42	19,45	6,43

(1) L'âge médian : 50 % de la population est plus jeune, 50 % plus âgée.

TABLEAU B.01-2

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1991

Evaluation basée sur les résultats du recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	**Les deux sexes**	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1990	0	**749.986**	**384.985**	384.985	—	—	—	**365.001**	365.001	—	—	—
1989	1	**746.979**	**381.247**	381.247	—	—	—	**365.732**	365.732	—	—	—
1988	2	**757.314**	**387.527**	387.527	—	—	—	**369.787**	369.787	—	—	—
1987	3	**757.140**	**386.729**	386.729	—	—	—	**370.411**	370.411	—	—	—
1986	4	**769.509**	**393.838**	393.838	—	—	—	**375.671**	375.671	—	—	—
1990-1986	0-4	**3.780.928**	**1.934.326**	1.934.326	—	—	—	**1.846.602**	1.846.602	—	—	—
1985	5	**761.757**	**389.869**	389.869	—	—	—	**371.888**	371.888	—	—	—
1984	6	**751.223**	**384.022**	384.022	—	—	—	**367.201**	367.201	—	—	—
1983	7	**739.916**	**378.401**	378.401	—	—	—	**361.515**	361.515	—	—	—
1982	8	**793.124**	**406.166**	406.166	—	—	—	**386.958**	386.958	—	—	—
1981	9	**800.960**	**410.124**	410.124	—	—	—	**390.836**	390.836	—	—	—
1985-1981	5-9	**3.846.980**	**1.968.582**	1.968.582	—	—	—	**1.878.398**	1.878.398	—	—	—
1980	10	**803.689**	**411.259**	411.259	—	—	—	**392.430**	392.430	—	—	—
1979	11	**759.499**	**388.872**	388.872	—	—	—	**370.627**	370.627	—	—	—
1978	12	**742.635**	**380.133**	380.133	—	—	—	**362.502**	362.502	—	—	—
1977	13	**749.211**	**383.613**	383.613	—	—	—	**365.598**	365.598	—	—	—
1976	14	**729.039**	**372.989**	372.989	—	—	—	**356.050**	356.049	1	—	—
1980-1976	10-14	**3.784.073**	**1.936.866**	1.936.866	—	—	—	**1.847.207**	1.847.206	1	—	—
1975	15	**757.432**	**387.379**	387.379	—	—	—	**370.053**	369.997	45	11	—
1974	16	**811.919**	**415.741**	415.741	—	—	—	**396.178**	395.752	415	10	1
1973	17	**867.307**	**444.120**	444.106	14	—	—	**423.187**	421.718	1.434	26	9
1972	18	**890.690**	**455.652**	455.394	246	12	—	**435.038**	430.601	4.351	64	22
1971	19	**892.996**	**454.354**	453.114	1.228	11	1	**438.642**	428.269	10.230	57	86
1975-1971	15-19	**4.220.344**	**2.157.246**	2.155.734	1.488	23	1	**2.063.098**	2.046.337	16.475	168	118
1970	20	**872.431**	**443.311**	438.723	4.543	17	28	**429.120**	403.948	24.795	105	272
1969	21	**859.792**	**435.295**	422.888	12.280	27	100	**424.497**	377.899	45.775	137	686
1968	22	**844.017**	**425.713**	400.537	24.864	40	272	**418.304**	341.371	75.222	177	1.534
1967	23	**838.559**	**422.745**	376.019	45.929	57	740	**415.814**	303.213	109.201	274	3.126
1966	24	**857.584**	**430.414**	353.217	75.666	70	1.461	**427.170**	274.604	146.903	650	5.013
1970-1966	20-24	**4.272.383**	**2.157.478**	1.991.384	163.282	211	2.601	**2.114.905**	1.701.035	401.896	1.343	10.631
1965	25	**862.742**	**432.764**	320.729	109.142	129	2.764	**429.978**	239.854	181.622	792	7.710
1964	26	**876.221**	**438.036**	289.488	143.741	209	4.588	**438.195**	211.570	214.882	1.012	10.731
1963	27	**871.064**	**434.698**	254.024	173.818	275	6.581	**436.366**	183.314	237.612	1.328	14.112
1962	28	**848.618**	**423.242**	217.605	196.720	305	8.612	**425.376**	156.437	250.779	1.547	16.613
1961	29	**861.108**	**429.295**	196.136	221.184	352	11.623	**431.813**	140.190	269.781	1.897	19.945
1965-1961	25-29	**4.319.753**	**2.158.025**	1.277.982	844.605	1.270	34.168	**2.161.728**	931.365	1.154.676	6.576	69.111
1960	30	**863.103**	**430.838**	172.962	243.208	465	14.203	**432.265**	122.270	283.788	2.303	23.904
1959	31	**866.801**	**432.209**	153.452	261.252	559	16.946	**434.592**	108.841	295.994	2.587	27.170
1958	32	**851.394**	**423.934**	134.892	269.006	658	19.378	**427.460**	95.250	299.514	3.172	29.524
1957	33	**855.878**	**426.036**	121.125	282.184	768	21.959	**429.842**	85.610	307.785	3.566	32.881
1956	34	**853.343**	**424.535**	108.704	290.485	928	24.418	**428.808**	76.684	312.504	4.075	35.545
1960-1956	30-34	**4.290.519**	**2.137.552**	691.135	1.346.135	3.378	96.904	**2.152.967**	488.655	1.499.585	15.703	149.024
1955	35	**853.589**	**424.731**	96.396	300.846	1.021	26.468	**428.858**	69.596	317.170	4.540	37.552
1954	36	**855.405**	**426.981**	87.535	309.674	1.164	28.608	**428.424**	63.589	320.118	5.029	39.688
1953	37	**844.196**	**422.146**	79.254	311.230	1.331	30.331	**422.050**	57.872	317.611	5.573	40.994
1952	38	**863.728**	**433.037**	74.384	324.975	1.442	32.236	**430.691**	54.705	326.532	6.248	43.206
1951	39	**850.458**	**427.055**	67.294	324.638	1.696	33.427	**423.403**	50.149	322.624	6.946	43.684
1955-1951	35-39	**4.267.376**	**2.133.950**	404.863	1.571.363	6.654	151.070	**2.133.426**	295.911	1.604.055	28.336	205.124
1950	40	**889.825**	**448.515**	64.238	346.237	2.084	35.956	**441.310**	47.957	338.178	8.039	47.136
1949	41	**881.075**	**444.548**	57.916	347.893	2.354	36.385	**436.527**	44.169	335.904	9.107	47.347
1948	42	**883.638**	**447.945**	54.250	354.520	2.612	36.563	**435.693**	41.517	337.099	10.171	46.906
1947	43	**870.014**	**441.410**	49.498	352.291	2.829	36.792	**428.604**	38.498	332.668	11.200	46.238
1946	44	**829.187**	**420.035**	45.231	336.615	2.943	35.246	**409.152**	34.626	318.782	12.067	43.677
1950-1946	40-44	**4.353.739**	**2.202.453**	271.133	1.737.556	12.822	180.942	**2.151.286**	206.767	1.662.631	50.584	231.304
1945	45	**632.268**	**320.416**	32.777	258.250	2.573	26.816	**311.852**	25.409	242.434	10.510	33.499
1944	46	**623.002**	**315.117**	30.645	255.623	2.936	25.913	**307.885**	24.204	240.301	11.712	31.668
1943	47	**610.036**	**309.036**	28.999	252.150	2.925	24.962	**301.000**	22.523	235.378	12.670	30.429
1942	48	**571.131**	**289.977**	27.234	237.274	2.996	22.473	**281.154**	20.912	219.399	13.059	27.784
1941	49	**513.530**	**259.953**	24.592	212.602	3.043	19.716	**253.577**	18.353	198.307	13.317	23.600
1945-1941	45-49	**2.949.967**	**1.494.499**	144.247	1.215.899	14.473	119.880	**1.455.468**	111.401	1.135.819	61.268	146.980
1940	50	**543.886**	**274.044**	26.060	224.716	3.682	19.586	**269.842**	19.176	210.603	16.362	23.701
1939	51	**579.990**	**289.404**	28.097	237.700	4.280	19.327	**290.586**	20.088	227.299	19.427	23.772
1938	52	**575.879**	**286.983**	27.665	236.086	4.728	18.504	**288.896**	19.828	224.418	21.680	22.970
1937	53	**575.275**	**285.177**	27.693	234.823	5.158	17.503	**290.098**	19.409	225.394	23.932	21.363
1936	54	**585.212**	**289.389**	28.379	238.762	5.672	16.576	**295.823**	20.032	227.922	27.244	20.625
1940-1936	50-54	**2.860.242**	**1.424.997**	137.894	1.172.087	23.520	91.496	**1.435.245**	98.533	1.115.636	108.645	112.431

TABLEAU B.01-2 (suite et fin)

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1991

Evaluation basée sur les résultats du recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1935	55	**582.332**	**286.067**	28.230	235.791	6.276	15.770	**296.265**	19.968	225.942	30.693	19.662
1934	56	**600.018**	**293.600**	28.592	242.467	7.129	15.412	**306.418**	20.869	231.056	34.961	19.532
1933	57	**590.411**	**287.182**	28.236	236.545	7.814	14.587	**303.229**	21.025	225.064	38.490	18.650
1932	58	**614.219**	**297.278**	28.867	245.535	8.712	14.164	**316.941**	22.307	232.596	43.635	18.403
1931	59	**607.169**	**291.797**	28.097	240.723	9.420	13.557	**315.372**	22.666	227.103	47.993	17.610
1935-1931	55 - 59	**2.994.149**	**1.455.924**	142.022	1.201.061	39.351	73.490	**1.538.225**	106.835	1.141.761	195.772	93.857
1930	60	**617.074**	**294.922**	28.840	242.282	10.822	12.978	**322.152**	23.667	226.744	54.708	17.033
1929	61	**584.843**	**277.937**	26.750	228.395	11.142	11.650	**306.906**	23.017	211.015	57.277	15.597
1928	62	**583.042**	**274.736**	25.965	225.979	11.843	10.949	**308.306**	23.079	206.851	63.163	15.213
1927	63	**566.697**	**264.709**	23.894	218.121	12.587	10.107	**301.988**	22.994	197.930	66.724	14.340
1926	64	**565.217**	**261.187**	23.270	214.745	13.613	9.559	**304.030**	23.589	194.235	72.274	13.932
1930-1926	60 - 64	**2.916.873**	**1.373.491**	128.719	1.129.522	60.007	55.243	**1.543.382**	116.346	1.036.775	314.146	76.115
1925	65	**558.214**	**254.976**	23.667	207.841	14.494	8.974	**303.238**	24.243	187.230	77.933	13.832
1924	66	**537.799**	**242.608**	21.847	197.808	14.866	8.087	**295.191**	23.617	176.938	81.622	13.014
1923	67	**532.306**	**238.625**	20.167	194.985	15.771	7.702	**293.681**	23.761	170.065	87.367	12.488
1922	68	**526.061**	**233.013**	19.156	189.704	17.135	7.018	**293.048**	23.316	163.677	93.852	12.203
1921	69	**533.270**	**234.411**	18.560	190.553	18.245	7.053	**298.859**	23.353	160.125	103.059	12.322
1925-1921	65 - 69	**2.687.650**	**1.203.633**	103.397	980.891	80.511	38.834	**1.484.017**	118.290	858.035	443.833	63.859
1920	70	**533.518**	**233.687**	16.863	189.474	20.667	6.683	**299.831**	22.550	151.393	113.888	12.000
1919	71	**315.314**	**136.198**	10.084	109.188	12.923	4.003	**179.116**	13.858	84.534	73.326	7.398
1918	72	**270.053**	**114.401**	8.170	91.263	11.884	3.084	**155.652**	12.039	69.304	68.097	6.212
1917	73	**232.709**	**97.003**	7.165	76.573	10.655	2.610	**135.706**	10.590	56.787	62.876	5.453
1916	74	**212.177**	**86.966**	6.312	67.975	10.494	2.185	**125.211**	9.765	49.181	61.427	4.838
1920-1916	70 - 74	**1.563.771**	**668.255**	48.594	534.473	66.623	18.565	**895.516**	68.802	411.199	379.614	35.901
1915	75	**257.126**	**103.859**	7.724	80.020	13.688	2.427	**153.267**	12.300	56.554	78.729	5.684
1914	76	**370.075**	**145.189**	10.715	110.145	21.132	3.197	**224.886**	17.787	78.986	120.233	7.880
1913	77	**357.951**	**139.350**	10,106	103.441	22.802	3.001	**218.601**	17.360	71.478	122.271	7.492
1912	78	**344.477**	**130.865**	9.668	94.791	23.710	2.696	**213.612**	17.382	63.866	125.190	7.174
1911	79	**304.320**	**112.698**	8.271	79.362	22.714	2.351	**191.622**	15.670	52.583	116.977	6.392
1915-1911	75 - 79	**1.633.949**	**631.961**	46.484	467.759	104.046	13.672	**1.001.988**	80.499	323.467	563.400	34.622
1910	80	**297.549**	**107.352**	7.769	73.128	24.339	2.116	**190.197**	15.821	45.973	122.451	5.952
1909	81	**271.716**	**94.719**	6.683	62.864	23.408	1.764	**176.997**	14.984	38.502	118.140	5.371
1908	82	**251.151**	**85.340**	6.318	54.516	22.993	1.513	**165.811**	14.476	31.668	114.832	4.835
1907	83	**219.944**	**72.041**	5.053	44.215	21.599	1.174	**147.903**	13.041	25.145	105.499	4.218
1906	84	**198.498**	**62.843**	4.193	37.271	20.383	996	**135.655**	12.355	20.235	99.333	3.732
1910-1906	80 - 84	**1.238.858**	**422.295**	30.016	271.994	112.722	7.563	**816.563**	70.677	161.523	560.255	24.108
1905	85	**173.978**	**53.458**	3.541	30.015	19.096	806	**120.520**	11.214	15.514	90.697	3.095
1904	86	**150.624**	**43.903**	2.925	23.478	16.931	569	**106.721**	10.183	11.960	81.957	2.621
1903	87	**128.752**	**36.208**	2.238	18.227	15.267	476	**92.544**	9.008	8.944	72.336	2.256
1902	88	**110.791**	**30.021**	1.945	13.920	13.773	383	**80.770**	7.892	6.720	64.288	1.870
1901	89	**91.216**	**23.221**	1.519	10.251	11.187	264	**67.995**	6.973	4.990	54.504	1.528
1905-1901	85 - 89	**655.361**	**186.811**	12.168	95.891	76.254	2.498	**468.550**	45.270	48.128	363.782	11.370
1900	90	**68.620**	**16.708**	1.009	6.521	9.013	165	**51.912**	5.371	2.842	42.599	1.100
1899	91	**52.824**	**12.279**	731	4.494	6.945	109	**40.545**	4.186	1.934	33.623	802
1898	92	**39.447**	**8.583**	486	2.916	5.101	80	**30.864**	3.291	1.259	25.683	631
1897	93	**29.827**	**6.032**	319	1.872	3.801	40	**23.795**	2.684	840	19.814	457
1896	94	**21.978**	**4.114**	247	1.113	2.737	17	**17.864**	2.044	596	14.925	299
1900-1896	90 -94	**212.696**	**47.716**	2.792	16.916	27.597	411	**164.980**	17.576	7.471	136.644	3.289
1896 et avant	95 ou plus	**83.362**	**12.721**	723	2.790	9.106	102	**70.641**	8.308	1.927	59.172	1.234
Population totale		**56.893.206**	**27.702.648**	**13.428.715**	**12.752.347**	**634.195**	**887.391**	**29.190.558**	**12.080.874**	**12.580.165**	**3.261.030**	**1.268.489**
Moins de 20 ans ...		**15.632.325**	**7.997.020**	7.995.508	1.488	23	1	**7.635.305**	7.618.543	16.476	168	118
20 ans à 64 ans ...		**33.225.001**	**16.538.369**	5.189.379	10.381.510	161.686	805.794	**16.686.632**	4.056.848	10.752.834	782.373	1.094.577
65 ans ou plus		**8.035.880**	**3.167.259**	243.828	2.369.349	472.486	81.596	**4.868.621**	405.483	1.810.855	2.478.489	173.794

TABLEAU B.01-3

Population totale par sexe et âge au 1er janvier 1992

Evaluation provisoire basée sur les résultats du recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	Année de naissance	Âge en années révolues	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
1991	0	**746.336**	382.555	363.781	1941	50	**511.731**	258.634	253.097
1990	1	**745.306**	382.100	363.206	1940	51	**541.764**	272.568	269.196
1989	2	**751.817**	384.075	367.742	1939	52	**577.588**	287.716	289.872
1988	3	**759.013**	388.229	370.784	1938	53	**572.738**	284.778	287.960
1987	4	**760.455**	388.788	371.667	1937	54	**572.234**	282.921	289.313
1991-1987	0-4	**3.762.927**	1.925.747	1.837.180	1941-1937	50-54	**2.776.055**	1.386.617	1.389.438
1986	5	**772.761**	395.591	377.170	1936	55	**582.166**	287.083	295.083
1985	6	**763.926**	391.006	372.920	1935	56	**578.809**	283.422	295.387
1984	7	**752.610**	384.688	367.922	1934	57	**596.091**	290.690	305.401
1983	8	**742.618**	379.830	362.788	1933	58	**586.129**	284.059	302.070
1982	9	**795.348**	407.330	388.018	1932	59	**609.073**	293.615	315.458
1986-1982	5-9	**3.827.263**	1.958.445	1.868.818	1936-1932	55 - 59	**2.952.268**	1.438.869	1.513.399
1981	10	**802.101**	410.700	391.401	1931	60	**601.789**	287.862	313.927
1980	11	**805.260**	412.071	393.189	1930	61	**611.054**	290.546	320.508
1979	12	**761.849**	390.149	371.700	1929	62	**578.637**	273.485	305.152
1978	13	**744.478**	381.246	363.232	1928	63	**576.051**	269.771	306.280
1977	14	**751.272**	384.690	366.582	1927	64	**559.443**	259.579	299.864
1981-1977	10-14	**3.864.960**	1.978.856	1.886.104	1931-1927	60 - 64	**2.926.974**	1.381.243	1.545.731
1976	15	**732.185**	374.460	357.725	1926	65	**557.749**	255.957	301.792
1975	16	**760.985**	389.142	371.843	1925	66	**550.428**	249.608	300.820
1974	17	**814.528**	416.967	397.561	1924	67	**529.377**	236.956	292.421
1973	18	**868.583**	444.258	424.325	1923	68	**523.286**	232.605	290.681
1972	19	**889.526**	454.085	435.441	1922	69	**516.448**	226.724	289.724
1976-1972	15-19	**4.065.807**	2.078.912	1.986.895	1926-1922	65 - 69	**2.677.288**	1.201.850	1.475.438
1971	20	**891.190**	452.205	438.985	1921	70	**522.895**	227.742	295.153
1970	21	**869.871**	440.652	429.219	1920	71	**521.651**	226.183	295.468
1969	22	**856.787**	432.735	424.052	1919	72	**307.748**	131.472	176.276
1968	23	**841.667**	423.890	417.777	1918	73	**262.726**	109.938	152.788
1967	24	**837.599**	421.746	415.853	1917	74	**225.816**	92.969	132.847
1971-1967	20-24	**4.297.114**	2.171.228	2.125.886	1921-1917	70 - 74	**1.840.836**	788.304	1.052.532
1966	25	**858.117**	430.077	428.040	1916	75	**205.384**	83.062	122.322
1965	26	**865.507**	434.166	431.341	1915	76	**247.968**	98.698	149.270
1964	27	**879.279**	439.748	439.531	1914	77	**355.210**	137.041	218.169
1963	28	**874.217**	436.343	437.874	1913	78	**342.432**	130.856	211.576
1962	29	**852.392**	425.209	427.183	1912	79	**327.398**	121.939	205.459
1966-1962	25-29	**4.329.512**	2.165.543	2.163.969	1916-1912	75 - 79	**1.478.392**	571.596	906.796
1961	30	**864.983**	431.416	433.567	1911	80	**287.555**	104.241	183.314
1960	31	**866.299**	432.471	433.828	1910	81	**279.262**	98.382	180.880
1959	32	**869.057**	433.238	435.819	1909	82	**252.573**	85.794	166.779
1958	33	**852.533**	424.324	428.209	1908	83	**231.370**	76.570	154.800
1957	34	**856.865**	426.330	430.535	1907	84	**200.712**	63.769	136.943
1961-1957	30-34	**4.309.737**	2.147.779	2.161.958	1911-1907	80 - 84	**1.251.472**	428.756	822.716
1956	35	**854.151**	424.739	429.412	1906	85	**179.385**	55.160	124.225
1955	36	**854.414**	424.862	429.552	1905	86	**155.227**	46.199	109.028
1954	37	**855.098**	426.520	428.578	1904	87	**132.883**	37.419	95.464
1953	38	**843.884**	421.678	422.206	1903	88	**111.766**	30.243	81.523
1952	39	**863.585**	432.652	430.933	1902	89	**94.287**	24.490	69.797
1956-1952	35-39	**4.271.132**	2.130.451	2.140.681	1906-1902	85 - 89	**673.548**	193.511	480.037
1951	40	**850.058**	426.486	423.572	1901	90	**76.270**	18.539	57.731
1950	41	**888.487**	447.418	441.069	1900	91	**56.177**	13.079	43.098
1949	42	**879.798**	443.519	436.279	1899	92	**42.413**	9.432	32.981
1948	43	**881.749**	446.629	435.120	1898	93	**31.261**	6.544	24.717
1947	44	**867.772**	439.835	427.937	1897	94	**22.756**	4.407	18.349
1951-1947	40-44	**4.367.864**	2.203.887	2.163.977	1901-1897	90 -94	**228.877**	52.001	176.876
1946	45	**827.093**	418.407	408.686	1897 et avant	95 ou plus	**48.193**	7.471	40.722
1945	46	**630.635**	319.203	311.432					
1944	47	**620.995**	313.752	307.243	**Population totale**		**57.206.206**	**27.858.593**	**29.347.613**
1943	48	**608.288**	307.762	300.526	Moins de 20 ans		**15.520.957**	7.941.960	7.578.997
1942	49	**568.976**	288.403	280.573	20 ans à 64 ans		**33.486.643**	16.673.144	16.813.499
1946-1942	45-49	**3.255.987**	1.647.527	1.608.460	65 ans ou plus		**8.198.606**	3.243.489	4.955.117

TABLEAU B.01-4

Population des Etats de la Communauté économique européenne

Au 1er Janvier 1990

Source : EUROSTAT

Unité : Millier

Pays	Population	Sexe masculin				Sexe féminin			
		Tous âges	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +	Tous âges	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +
Allemagne (ex-RFA)	62.679,0	30.236,4	6.707,9	20.255,7	3.272,8	32.442,6	6.363,2	19.738,2	6.341,2
Belgique	9.947,8	4.860,1	1.265,3	3.014,1	580,7	5.087,7	1.205,9	2.988,6	893,2
Danemark	5.135,4	2.530,6	637,9	1.562,0	330,7	2.604,8	609,3	1.525,8	469,7
Espagne	38.924,5	19.103,9	5.714,4	11.275,8	2.213,7	19.820,6	5.372,2	11.401,0	3.047,4
France	*r* **56.577,0**	*r* **27.544,0**	*r* **8.039,7**	*r* **16.413,8**	*r* **3.090,6**	*r* **29.033,0**	*r* **7.680,0**	*r* **16.572,1**	*r* **4.780,9**
Grèce (1)	*r* 10.019,0	4.929,6	1.386,7	2.943,2	599,7	5.089,4	1.296,8	3.018,7	773,9
Irlande	3.506,5	1.751,2	664,8	914,8	171,6	1.755,4	631,2	898,7	225,5
Italie	57.576,4	27.968,5	7.216,8	17.402,7	3.349,0	29.607,9	6.849,8	17.771,5	4.986,6
Luxembourg	378,4	184,6	45,0	121,0	18,6	193,8	42,6	119,1	32,1
Pays-Bas	14.892,6	7.358,5	1.952,4	4.646,3	759,8	7.534,1	1.869,8	4.518,6	1.145,7
Portugal *p*	10.336,9	4.994,1	1.551,8	2.887,2	555,1	5.342,8	1.474,4	3.064,7	803,7
Royaume-Uni	57.309,0	27.953,0	7.626,0	16.745,5	3.581,5	29.356,0	7.241,5	16.728,5	5.386,0

(1) au 1er janvier 1989.

TABLEAU B.01-5

Population totale par sexe et âge aux recensements de 1975, 1982 et 1990

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de population»)

Âge en années révolues	1975			1982			(1) 1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Total	**52.599.430**	**25.744.475**	**26.854.955**	**54.295.612**	**26.487.656**	**27.807.956**	**56.634.299**	**27.553.788**	**29.080.511**
Moins de 20 ans	**16.151.675**	8.250.070	7.901.605	**15.594.780**	7.980.256	7.614.524	**15.010.512**	7.681.707	7.328.805
20 à 59 ans	**26.482.160**	13.400.630	13.081.530	**28.664.076**	14.403.584	14.260.492	**30.336.630**	15.180.954	15.155.676
60 à 74 ans	**7.005.255**	3.123.880	3.881.375	**6.478.304**	2.888.248	3.590.056	**7.249.980**	3.293.683	3.956.297
75 ans ou plus	**2.960.340**	969.895	1.990.445	**3.558.452**	1.215.568	2.342.84	**4.037.177**	1.397.444	2.639.733
0 à 4 ans	**3.424.210**	1.752.654	1.671.565	**3.137.284**	1.605.824	1.531.460	**3.143.354**	1.616.042	1.527.312
5 à 9 ans	**4.185.945**	2.138.455	2.047.490	**3.815.176**	1.952.904	1.862.272	**3.861.326**	1.970.141	1.891.185
10 à 14 ans	**4.299.265**	2.196.590	2.102.675	**4.284.568**	2.196.596	2.087.972	**3.785.401**	1.941.515	1.843.886
15 à 19 ans	**4.242.255**	2.162.380	2.079.875	**4.357.752**	2.224.932	2.132.820	**4.220.431**	2.154.009	2.066.422
20 à 24 ans	**4.211.185**	2.127.530	2.083.655	**4.257.252**	2.141.600	2.115.652	**4.269.532**	2.165.570	2.103.962
25 à 29 ans	**4.390.285**	2.264.060	2.126.225	**4.191.764**	2.103.168	2.088.596	**4.299.559**	2.142.719	2.156.840
30 à 34 ans	**3.060.575**	1.594.795	1.465.780	**4.372.288**	2.219.016	2.153.272	**4.276.731**	2.124.055	2.152.676
35 à 39 ans	**3.022.335**	1.553.940	1.468.395	**3.624.168**	1.856.868	1.767.300	**4.282.568**	2.137.174	2.145.394
40 à 44 ans	**3.270.555**	1.657.915	1.612.640	**2.877.544**	1.470.516	1.407.028	**4.359.403**	2.210.684	2.148.719
45 à 49 ans	**3.312.455**	1.663.095	1.649.360	**3.073.684**	1.547.672	1.526.012	**2.960.727**	1.497.567	1.463.160
50 à 54 ans	**3.203.030**	1.567.415	1.635.615	**3.218.468**	1.595.684	1.622.784	**2.875.004**	1.434.250	1.440.754
55 à 59 ans	**2.011.740**	971.880	1.039.860	**3.048.908**	1.469.060	1.579.848	**3.013.106**	1.468.935	1.544.171
60 à 64 ans	**2.466.590**	1.148.250	1.318.340	**2.508.048**	1.174.148	1.333.900	**2.939.288**	1.387.925	1.551.363
65 à 69 ans	**2.442.120**	1.093.285	1.348.835	**1.816.164**	807.664	1.008.500	**2.718.210**	1.222.263	1.495.947
70 à 74 ans	**2.096.545**	882.345	1.214.200	**2.154.092**	906.436	1.247.656	**1.592.482**	683.495	908.987
75 à 79 ans	**1.492.945**	555.610	937.335	**1.699.836**	655.224	1.044.612	**1.686.603**	661.281	1.025.322
80 à 84 ans	**874.855**	260.740	614.115	**1.118.192**	377.024	741.168	**1.316.294**	457.941	858.353
85 ou plus	**592.540**	153.545	438.995	**740.424**	183.320	557.104	**1.034.280**	278.222	756.058

(1) Il s'agit de l'âge au 31 décembre 1990.

TABLEAU B.01-6

Population totale des départements d'outre-mer par sexe et âge aux recensements de population de 1974, 1982 et 1990

Source : INSEE (Division « Recensements de population »)

Âge	1974			1982			1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Guadeloupe	**323.786**	**158.377**	**165.409**	**327.002**	**160.112**	**166.890**	**387.031**	**189.184**	**197.847**
Moins de 20 ans	**170.217**	85.787	84.430	**144.094**	72.772	71.322	**138.808**	70.309	68.499
20 à 39 ans	**73.729**	35.415	38.314	**93.157**	45.826	47.331	**130.773**	64.306	66.467
40 à 59 ans	**51.434**	24.768	26.666	**54.974**	26.130	28.844	**72.036**	34.697	37.339
60 ans ou plus	**28.406**	12.407	15.999	**34.777**	15.384	19.393	**45.414**	19.872	25.542
Guyane	**57.348**	**29.621**	**27.727**	**73.012**	**38.448**	**34.564**	**114.808**	**59.799**	**55.009**
Moins de 20 ans	**27.865**	14.016	13.849	**30.948**	15.678	15.270	**48.973**	24.836	24.137
20 à 39 ans	**16.640**	9.015	7.625	**25.759**	14.214	11.545	**40.196**	21.291	18.905
40 à 59 ans	**8.851**	4.728	4.123	**11.219**	6.118	5.101	**18.868**	10.348	8.520
60 ans ou plus	**3.992**	1.862	2.130	**5.086**	2.438	2.648	**6.771**	3.324	3.447
Martinique	**323.790**	**156.821**	**166.969**	**326.717**	**158.415**	**168.302**	**359.581**	**173.878**	**185.703**
Moins de 20 ans	**167.555**	84.074	83.481	**136.225**	68.712	67.513	**118.538**	60.258	58.280
20 à 39 ans	**71.845**	33.918	37.927	**93.158**	45.566	47.592	**121.225**	59.085	62.140
40 à 59 ans	**53.350**	25.478	27.872	**58.631**	27.460	31.171	**69.509**	32.703	36.806
60 ans ou plus	**31.040**	13.351	17.689	**38.703**	16.677	22.026	**50.309**	21.832	28.477
Réunion	**380.152**	**233.227**	**246.925**	**515.798**	**252.997**	**262.801**	**597.198**	**294.256**	**302.942**
Moins de 20 ans	**257.344**	128.084	129.260	**243.277**	122.651	120.626	**238.700**	120.608	118.092
20 à 39 ans	**23.004**	59.106	63.898	**150.551**	73.556	76.995	**204.729**	100.874	103.855
40 à 59 ans	**70.511**	34.238	36.273	**84.066**	41.134	42.932	**102.373**	51.076	51.297
60 ans ou plus	**29.293**	11.799	17.494	**37.904**	15.656	22.248	**51.396**	21.698	29.698

TABLEAU B.01-7

Population totale des territoires d'outre-mer par groupe d'âges aux différents recensements

Source : INSEE (Division « Recensements de population »)

Territoire	Année de recensement	**Total**	Moins de 20 ans	20 à 39 ans	40 à 59 ans
Mayotte (collectivité territoriale)	1985	**67.205**	*r* 40.573	16.350	3.233
Nouvelle-Calédonie	1989	**164.173**	72.006	51.159	11.392
Polynésie française	1988	**188.814**	88.367	61.572	9.580
Wallis et Futuna	1990	**13.705**	7.451	3.306	981
Saint -Pierre et Miquelon	1990	**6.277**	1.885	2.156	830

TABLEAU B.01-8

Décomposition de la population active par sexe, type d'activité et statut aux recensements de 1975, 1982 et 1990

Souce : INSEE (Division «Recensements de population»)

	1975			1982			1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Population active totale	**21.774.860**	**13.642.675**	**8.132.185**	**23.551.176**	**13.933.244**	**9.617.932**	**25.262.679**	**14.211.903**	**11.050.776**
Type d'activité :									
actifs ayant un emploi	**20.943.900**	13.268.145	7.675.755	**21.471.784**	12.998.384	8.473.400	**22.232.974**	12.808.209	9.424.765
chômeurs	**830.960**	374.530	456.430	**2.079.392**	934.860	1.144.532	**2.799.534**	1.174.895	1.624.639
Statut (1) :									
Salariés	**17.182.400**	10.729.840	6.452.560	**17.838.544**	10.633.088	720.456	**19.041.999**	10.704.286	8.337.713
secteur privé	**12.639.605**	8.211.470	4.428.135	**12.105.352**	7.718.360	4.386.992	**12.575.164**	7.531.909	5.043.255
Etat et collectivités locales	**3.487.580**	1.791.510	1.696.070	**4.470.432**	2.055.736	2.414.696	**5.217.963**	2.221.853	2.996.110
services publics (2)	**1.055.215**	726.860	328.355	**1.262.760**	858.992	403.768	**1.248.872**	950.524	298.348
Non-salariés	**3.761.500**	2.538.305	1.223.195	**3.633.240**	2.365.296	1.267.944	**3.190.975**	2.103.923	1.087.052

(1) Population active ayant un emploi.
(2) Salariés des entreprises pupliques ou nationales.

TABLEAU B.01-9

Population active par sexe et âge, population active ayant un emploi par sexe, âge et statut au recensement de 1990

Sources : INSEE (Division «Recensements de population»)

Âge au 31 décembre 1990	Total des actifs	Total des actifs ayant un emploi	Salariés					Non-salariés
			Total	Secteur privé	Etat	Collectivités locales	Services publics (1)	
Les deux sexes	**25.262.679**	**22.232.974**	**19.041.999**	**12.575.164**	**3.052.870**	**2.165.093**	**1.248.872**	**3.190.975**
15-19	496.969	365.234	358.840	311.644	15.528	29.352	2.316	6.394
20-24	2.718.882	1.967.750	1.896.791	1.527.240	160.487	159.152	49.912	70.959
25-29	3.729.754	3.218.797	2.991.358	2.183.973	364.815	293.278	149.292	227.439
30-39	7.393.848	6.679.105	5.869.735	3.716.675	1.001.364	714.728	436.968	809.370
40-49	6.255.600	5.779.810	4.816.837	2.889.090	966.612	563.107	398.028	962.973
50-59	3.942.071	3.554.043	2.742.172	1.708.172	480.460	350.596	202.944	811.871
60 et plus	725.555	668.235	366.266	238.370	63.604	54.880	9.412	301.969
Sexe masculin	**14.211.903**	**12.808.209**	**10.704.286**	**7.531.909**	**1.481.110**	**740.743**	**950.524**	**2.103.923**
15-19	311.106	234.987	230.710	209.378	6.856	12.792	1.684	4.277
20-24	1.460.973	1.038.275	989.211	840.338	73.469	42.984	32.420	49.064
25-29	2.004.135	1.802.638	1.650.380	1.278.182	170.669	95.533	105.996	152.258
30-39	4.134.688	3.859.548	3.305.520	2.237.474	494.641	243.029	330.376	554.028
40-49	3.584.357	3.379.292	2.736.419	1.771.003	462.663	194.373	308.380	642.873
50-59	2.324.402	2.126.455	1.611.520	1.072.500	241.428	132.776	164.816	514.935
60 et plus	392.242	367.014	180.526	123.034	31.384	19.256	6.852	186.488
Sexe féminin	**11.050.776**	**9.424.765**	**8.337.713**	**5.043.255**	**1.571.760**	**1.424.350**	**298.348**	**1.087.052**
15-19	185.863	130247	128.130	102.266	8.672	16.560	632	2.117
20-24	1.257.909	929.475	907.580	686.902	87.018	116.168	17.492	21.895
25-29	1.725.619	1.416.159	1.340.978	905.791	194.146	197.745	43.296	75.181
30-39	3.259.160	2.819.557	2.564.215	1.479.201	506.723	471.699	106.592	255.342
40-49	2.671.243	2.400.518	2.080.418	1.118.087	503.949	368.734	89.648	320.100
50-59	1.617.669	1.427.588	1.130.652	635.672	239.032	217.820	38.128	296.936
60 et plus	333.313	301.221	185.740	115.336	32.220	35.624	2.560	115.481

(1) Salariés des entreprises publiques ou nationales.

TABLEAU B.01-10

Population totale par sexe et catégorie socioprofessionnelle aux recensements de 1982 et 1990

Source : INSEE (Division « Recensements de population »)

Catégorie socioprofessionnelle	1982			1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Niveau 8						
1 Agriculteurs exploitants	**1.470.904**	923.868	547.036	**998.817**	630.165	368.652
2 Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1.829.788**	1.216.012	613.776	**1.824.988**	1.235.434	589.554
3 Cadres, professions intellectuelles supérieures	**1.897.872**	1.429.736	468.136	**2.693.958**	1.858.947	835.011
4 Professions intermédiaires	**3.938.696**	2.357.040	1.581.656	**4.706.852**	2.611.234	2.095.618
5 Employés	**6.252.048**	1.706.188	4.545.860	**6.910.280**	1.531.279	5.379.001
6 Ouvriers (y compris agricoles)	**7.798.260**	6.170.148	1.629.112	**7.613.507**	6.016.040	1.597.467
7 Retraités	**7.402.180**	3.614.292	3.787.888	**9.193.904**	4.623.535	4.570.369
8 Autres sans activité professionnelle	**23.705.864**	9.070.372	14.635.492	**22.691.993**	9.047.154	13.644.839
Niveau 42						
11 Agriculteurs sur petite exploitation	**690.280**	419.004	271.276	**334.809**	194.041	140.768
12 Agriculteurs sur moyenne exploitation	**451.068**	289.292	161.776	**304.904**	198.940	105.964
13 Agriculteurs sur grande exploitation	**329.556**	215.572	113.984	**359.104**	237.184	121.920
21 Artisans	**898.408**	680.580	217.828	**853.272**	651.334	201.938
22 Commerçants et assimilés	**797.008**	423.988	373.020	**799.242**	436.684	362.558
23 Chefs d'entreprise 10 salariés ou plus	**134.372**	111.444	22.928	**172.474**	147.416	25.058
31 Professions libérales	**238.196**	171.476	66.720	**315.202**	212.594	102.608
33 Cadres de la fonction publique	**241.012**	186.240	54.772	**286.014**	205.250	80.764
34 Professeurs, professions scientifiques	**355.400**	193.712	161.688	**567.527**	281.403	286.124
35 Professions information, arts et spectacles	**113.592**	67.376	46.216	**168.312**	99.216	69.096
37 Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	**569.244**	454.224	115.020	**744.516**	519.151	225.365
38 Ingénieurs, cadres techniques d'entreprise	**380.428**	356.708	23.720	**612.387**	541.333	71.054
42 Instituteurs et assimilés	**778.360**	283.096	495.264	**760.568**	264.980	495.588
43 Professions intermédiaires santé et travail social	**613.996**	156.640	457.356	**791.247**	187.586	603.661
44 Clergé, religieux	**59.676**	33.176	26.500	**49.376**	28.964	20.412
45 Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	**278.300**	148.660	129.640	**391.152**	195.504	195.648
46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	**968.464**	592.780	375.684	**1.384.897**	742.725	642.172
47 Techniciens	**675.216**	611.696	63.520	**755.386**	659.525	95.861
48 Contremaîtres, agents de maîtrise	**564.684**	530.992	33.692	**574.226**	531.950	42.276
52 Employés civils, agents service fonction publique	**1.688.196**	401.216	1.286.980	**2.011.976**	415.648	1.596.328
53 Policiers et militaires	**385.628**	363.000	22.628	**406.542**	379.878	26.664
54 Employés administratifs d'entreprise	**2.555.564**	639.680	1.915.884	**2.334.400**	356.425	1.977.975
55 Employés de commerce	**737.488**	152.976	584.512	**966.217**	182.360	783.857
56 Personnel services directs aux particuliers	**885.172**	149.316	735.856	**1.191.145**	196.968	994.177
62 Ouvriers qualifiés de type industriel	**1.595.256**	1.424.676	170.580	**1.637.793**	1.413.979	223.814
63 Ouvriers qualifiés de type artisanal	**1.487.484**	1.349.656	137.828	**1.599.205**	1.464.241	134.964
64 Chauffeurs	**566.208**	555.776	10.432	**616.912**	599.060	17.852
65 Ouvriers qualifiés manutention, magasinage, transport	**389.816**	360.868	28.948	**411.348**	377.458	33.890
67 Ouvriers non qualifiés de type industriel	**2.399.084**	1.473.912	925.172	**2.137.170**	1.297.722	839.448
68 Ouvriers non qualifiés de type artisanal	**1.095.792**	757.316	308.476	**928.895**	645.720	283.175
69 Ouvriers agricoles	**294.620**	247.944	46.676	**282.184**	217.860	64.324
71 Anciens agriculteurs exploitants	**1.332.204**	576.792	755.412	**1.256.932**	578.132	678.800
72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**740.728**	323.960	416.768	**773.500**	381.672	391.828
74 Anciens cadres	**340.044**	247.368	92.676	**570.212**	440.908	129.304
75 Anciennes professions intermédiaires	**728.188**	381.512	346.676	**1.046.344**	566.784	479.560
77 Anciens employés	**1.886.440**	678.080	1.208.360	**2.668.121**	799.396	1.868.725
78 Anciens ouvriers (y compris agricoles)	**2.374.576**	1.406.580	967.996	**2.878.795**	1.856.643	1.022.152
81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé	**363.608**	130.252	233.356	**284.106**	100.005	184.101
83 Militaires du contingent	**253.460**	253.460	—	**230.171**	228.799	1.372
84 Elèves et étudiants de 15 ans ou plus	**4.274.204**	2.100.812	2.173.392	**5.260.236**	2.605.102	2.655.134
85 Autres inactifs de moins de 60 ans	**16.802.688**	6.450.452	10.352.236	**14.926.197**	6.038.331	8.887.866
86 Autres inactifs de 60 ans ou plus	**2.011.904**	135.396	1.876.508	**1.991.283**	74.917	1.916.366

TABLEAU B.01-11

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990

France métropolitaine

Source : INSEE (Division « Recensements de population »)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle
Les deux sexes	**998.817**	**1.824.988**	**2.693.958**	**4.706.852**	**6.910.280**	**7.613.507**	**9.193.904**	**22.691.993**
0-19	2.868	4.178	1.252	8.920	162.891	244.153	—	14.586.250
20-24	33.116	39.891	47.032	297.445	984.371	1.002.820	—	1.864.857
25-29	76.117	122.702	303.800	733.337	1.187.495	1.243.364	—	632.744
30-39	198.984	470.594	846.439	1.552.871	2.045.265	2.240.565	12.492	1.192.089
40-49	227.196	613.903	914.245	1.339.840	1.486.446	1.656.885	40.639	1.040.976
50-59	340.412	428.227	474.798	681.731	892.908	1.116.971	570.454	1.382.609
60 et plus	120.124	145.493	106.392	92.708	150.904	108.749	8.570.319	1.992.468
Sexe masculin	**630.165**	**1.235.434**	**1.858.947**	**2.611.234**	**1.531.279**	**6.016.040**	**4.623.535**	**9.047.154**
0-19	2.400	2.341	692	4.796	39.668	215.133	—	7.416.677
20-24	27.432	24.360	22.656	145.948	192.381	805.882	—	946.911
25-29	59.257	81.769	179.928	380.597	275.240	1.000.223	—	165.705
30-39	140.848	328.078	563.835	848.123	488.689	1.755.611	4.724	131.321
40-49	139.280	418.455	648.832	758.801	323.417	1.293.152	17.354	108.960
50-59	190.780	292.407	361.228	420.901	186.868	871.238	377.489	202.274
60 et plus	70.168	88.024	81.776	52.068	25.016	74.801	4.223.968	75.306
Sexe féminin	**368.652**	**589.554**	**835.011**	**2.095.618**	**5.379.001**	**1.597.467**	**4.570.369**	**13.644.839**
0-19	468	1.837	560	4.124	123.223	29.020	—	7.169.573
20-24	5.684	15.531	24.376	151.497	791.990	196.938	—	917.946
25-29	16.860	40.933	123.872	352.740	912.255	243.141	—	467.039
30-39	58.136	142.516	282.604	704.748	1.556.576	484.954	7.768	1.060.768
40-49	87.916	195.448	265.413	581.039	1.163.029	363.733	23.285	932.016
50-59	149.632	135.820	113.570	260.830	706.040	245.733	192.965	1.180.335
60 et plus	49.956	57.469	24.616	40.640	125.888	33.948	4.346.351	1.917.162

TABLEAU B.01-12

Population active ayant un emploi par catégorie socioprofessionnelle et activité économique au recensement de 1990

Source : INSEE (Division « Recensements de population »)

Activité économique (Niveau 15)	**Total**	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers
U01 Agriculture, sylviculture, pêche	**1.250.994**	981.585	4.520	5.480	17.721	15.440	226.248
U02 à U06 Industrie	**5.053.753**	1.380	254.650	484.266	955.085	476.240	2.882.132
U07 Bâtiment, génie civil et agricole	**1.638.468**	3.024	340.852	59.044	160.471	76.464	998.613
U08 à U13 Services marchands	**10.006.813**	4.408	1.153.394	1.310.986	2.065.311	3.476.710	1.996.004
U14 Services non marchands	**4.282.946**	444	2.572	744.226	1.253.568	1.853.236	428.900
U01 Agriculture, sylviculture, pêche	**1.250.994**	981.585	4.520	5.480	17.721	15.440	226.248
U02 Industries agricoles et alimentaires	**631.339**	360	83.140	30.796	63.584	93.320	360.139
U03 Production et distribution d'énergie	**264.704**	40	880	38.304	106.292	38.388	80.800
U04 Industries des biens intermédiaires	**1.301.855**	200	41.594	89.314	222.280	97.852	850.615
U05 Industrie des biens d'équipement	**1.608.776**	60	36.714	204.560	379.128	137.308	851.006
U06 Industrie des biens de consommation	**1.247.079**	720	92.322	121.292	183.801	109.372	739.572
U07 Bâtiment génie civil et agricole	**1.638.468**	3.024	340.852	59.044	160.471	76.464	998.613
U08 Commerce	**2.673.088**	3.280	506.255	241.588	460.684	898.361	562.920
U09 Transports et communications	**1.419.359**	340	77.148	110.549	290.709	407.725	532.888
U10 Services marchands	**5.209.965**	768	562.231	813.313	1.160.398	1.806.167	867.088
U11 Location et crédit-bail immobilier	**78.056**	—	3.420	6.848	10.300	40.428	17.060
U12 Assurance	**162.049**	20	3.100	30.688	51.216	72.829	4.196
U13 Organismes financiers	**464.296**	—	1.240	108.000	92.004	251.200	11.852
U14 Services non marchands	**4.282.946**	444	2.572	744.226	1.253.568	1.853.236	428.900
Total	**22.232.974**	**990.841**	**1.755.988**	**2.604.002**	**4.452.156**	**5.898.090**	**6.531.897**

TABLEAU B.01-13

Population totale des départements d'outre-mer par sexe et catégorie socioprofessionnelle au recensement de population de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de population»)

	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Total**
Guadeloupe									
Les deux sexes	**5.916**	**16.742**	**7.935**	**17.948**	**55.773**	**43.583**	**36.278**	**202.859**	**387.034**
Sexe masculin	4.938	12.678	5.257	8.756	13.008	37.623	17.043	89.884	**189.187**
Sexe féminin	978	4.064	2.678	9.192	42.765	5.960	19.235	112.975	**197.847**
Guyane									
Les deux sexes	**2.803**	**3.448**	**2.968**	**6.877**	**12.633**	**14.837**	**4.971**	**66.271**	**114.808**
Sexe masculin	1.368	2.656	2.169	4.135	3.648	13.573	2.450	29.800	**59.799**
Sexe féminin	1.435	792	799	2.742	8.985	1.264	2.521	36.471	**55.009**
Martinique									
Les deux sexes	**3.450**	**11.542**	**8.807**	**19.746**	**53.378**	**43.301**	**40.212**	**179.143**	**359.579**
Sexe masculin	2.879	8.670	5.680	9.374	11.667	35.726	18.993	80.889	**173.878**
Sexe féminin	571	2.872	3.127	10.372	41.711	7.575	21.219	98.254	**185.701**
Réunion									
Les deux sexes	**8.630**	**11.999**	**10.946**	**25.158**	**68.050**	**70.680**	**36.743**	**365.622**	**597.828**
Sexe masculin	7.711	9.216	7.568	12.567	19.144	64.168	19.328	154.554	**294.256**
Sexe féminin	919	2.783	3.378	12.591	48.906	6.512	17.415	211.068	**303.572**

TABLEAU B.01-14

Population totale dans les départements d'outre-mer selon le type d'activité aux recensements de 1982 et 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de population»)

Type d'activité	Guadeloupe		Guyane		Martinique		Réunion	
	1982	1990	1982	1990	1982	1990	1982	1990
Actifs	**125.816**	**172.442**	**32.685**	**48.803**	**132.131**	**164.877**	**176.142**	**233.622**
Actifs ayant un emploi	93.561	117.516	26.672	36.584	93.272	110.117	118.853	146.253
Chômeurs	30.124	53.553	4.808	11.812	36.384	52.967	54.516	86.108
Militaires du contingent	2.131	1.373	1.205	407	2.475	1.793	2.773	1.261
Inactifs	**201.175**	**214.592**	**40.327**	**66.005**	**194.586**	**194.702**	**339.656**	**364.206**
Elèves ou étudiants	29.096	43.220	4.550	8.954	29.943	39.338	37.825	58.350
Retraités	25.166	36.278	3.103	4.971	26.573	40.212	25.924	36.743
Autres inactifs	146.913	135.094	32.674	52.080	138.070	115.152	275.907	269.113

Chapitre B.02

Mouvement de la population

1. Commentaire.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Mouvement naturel de la population : aperçu d'ensemble.
2. Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité.
3. Indicateurs synthétiques de la situation démographique.
4. Nés vivants et mort-nés par sexe et légitimité.
5. Nés vivants par âge de la mère et légitimité.
6. Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance.
7. Nés vivants suivant la nationalité des parents.
8. Somme des naissances réduites et âge des mères.
9. Mariages par âge et état matrimonial antérieur.
10. Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux, âge moyen au premier mariage.
11. Somme des premiers mariages réduits.
12. Décédés par sexe, âge et état matrimonial.
13. Évolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes.
14. Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges.
15. Tables de mortalité annuelles abrégées.
16. Table de mortalité : année 1988-1990.
17. Principaux indicateurs démographiques de divers pays.
18. Étrangers et travailleurs salariés de la Communauté économique européenne introduits par l'OMI, par nationalité.
19. Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial.
20. Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité.
21. DOM : mouvement naturel de la population.
22. Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population.
23. Polynésie française : mouvement naturel de la population.
24. Saint-Pierre-et-Miquelon : mouvement naturel de la population.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « répertoires et mouvements de la population » de l'INSEE.

1. COMMENTAIRE

759 000 naissances et 526 000 décès ont été comptabilisés en France métropolitaine au cours de l'année 1991, selon des estimations établies à partir des données provisoires de l'état civil.

Du seul fait de son mouvement naturel, la population s'est donc accrue de 233 000 personnes en un an, chiffre correspondant à l'excédent naturel moyen observé pendant la décennie quatre-vingt. Avec un excédent migratoire provisoirement estimé à 80 000 personnes, cette population a atteint 57,2 millions d'habitants au 1er janvier 1992.

Mariages

La tendance à la reprise des mariages, amorcée depuis 1988, s'est enrayée en 1991 : 281 000 unions ont été conclues au cours de l'année, soit une baisse de plus de 2 % par rapport à 1990.

L'indicateur de primo-nuptialité retrouve un niveau voisin de celui de 1989. Pour le sexe féminin, l'adoption d'une nuptialité identique à celle manifestée en 1991 conduirait, comme en 1989, à un taux de célibat définitif de 45 % contre 44 % en 1990.

Naissances

759 000 enfants sont nés en 1991. Le nombre de naissances poursuit un lent mouvement de repli entamé en 1987 et brièvement interrompu en 1988. En 1991, l'effectif des naissances diminue de 3 000 par rapport à la génération précédente; il s'était déjà réduit de 3 000 en 1990 et de 5 800 en 1989.

Les réévaluations de population ont entraîné une révision à la baisse de l'indicateur conjoncturel de fécondité. Pour 1991, il est estimé à 1,77 enfant par femme, en légère diminution par rapport à celui de 1990 (1,78). C'est la valeur annuelle la plus basse observée en France en dehors des périodes de guerre. Elle n'est toutefois que légèrement inférieure à celle de l'année 1983 (1,78).

Les taux de fécondité par groupe d'âges poursuivent les deux évolutions contraires constatées déjà depuis de nombreuses années : diminution de la fécondité jusqu'à 28 ans, hausse des taux au-delà de cet âge. Dans ces conditions, l'âge moyen des mères à la naissance de leur enfant augmente régulièrement : 28,3 ans en 1990 contre 27 ans, dix ans auparavant.

Décès

Le nombre de décès enregistré en 1991 est identique à celui de l'année précédente, soit 526 000. Or l'accroissement et le vieillissement de la population auraient dû entraîner, à mortalité par âge identique, une augmentation de près de 10 000 décès d'une année sur l'autre. Cela correspond à un gain annuel moyen d'espérance de vie de l'ordre de 0,3 année.

En 1991, l'espérance de vie à la naissance est estimée à 81,1 années pour les femmes et 73 années pour les hommes.

Le taux de mortalité infantile semble se stabiliser en 1991 au niveau de 7,3 décès pour 1 000 naissances vivantes.

Structure de la population

Sur les 57 206 000 habitants au 1er janvier 1992, 27,1 % ont moins de 20 ans, 58,6 % de 20 à 64 ans et 14,3 % 65 ans et plus. Les moins de 15 ans et les plus de 60 ans ont désormais un poids équivalent dans la population, de l'ordre de 20 %.

2. MÉTHODOLOGIE

Statistiques de l'état civil

Les statistiques du mouvement naturel de la population (mariage, naissance, décès) sont dressées à partir des bulletins statistiques de l'état civil, établis par les maires au moment et dans la commune où ont lieu les mariages, les naissances et les décès.

Le dépouillement des bulletins, effectué par l'INSEE, donne lieu à deux séries de publications :

— résultats trimestriels provisoires par département et région (du lieu d'enregistrement), dans le bulletin mensuel de statistique (numéros de juin, septembre et décembre pour les trois premiers trimestres de l'année, numéro de mars de l'année suivante pour le quatrième trimestre et la récapitulation annuelle); ces statistiques sont arrêtées lorsque la population des communes manquantes ne représente plus qu'une faible proportion de la population totale de chaque département (0,5 % en moyenne);

— ensemble des résultats annuels, accompagnés d'une description détaillée des méthodes de collecte et d'élaboration des données, dans le volume « La situation démographique en 19.. — Mouvement de la population ». Le dernier ouvrage paru se rapporte à l'année 1990.

D'autres statistiques relatives au mouvement naturel de la population sont établies par divers ministères et organismes : le ministère de la Justice pour les divorces, celui de la Santé pour les interruptions volontaires de grossesse, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale pour la statistique des causes médicales de décès.

Évaluation de la population au 1er janvier 1990

Les chiffres de population ont été réévalués sur la base des résultats de l'exploitation exhaustive du recensement de la population du 5 mars 1990 : à cette date, 56 625 026 habitants étaient dénombrés sur l'ensemble du territoire de la France métropolitaine.

La population totale au 1er janvier 1990 se déduit du chiffre ci-dessus par retrait de l'excédent des naissances sur les décès enregistré entre le 1er janvier et le 5 mars et le solde estimé des migrations extérieures. Elle s'établit à 56 577 000 habitants.

Les populations au 1er janvier des années 1983 à 1989 ont été réévaluées. Comme le mouvement naturel n'a pas lieu d'être révisé, c'est donc seulement le solde des migrations extérieures qui est affecté par la révision.

Migrations extérieures

De 1982 à 1989, les bilans migratoires révisés résultent de la confrontation des populations des deux recensements de 1982 et de 1990, après déduction du mouvement naturel sur la période intercensitaire. Ces nouvelles évaluations appellent les commentaires suivants :

— le solde migratoire apparent entre la France métropolitaine et le reste du monde, ainsi dégagé, peut être biaisé par d'éventuelles différences entre les taux de couverture des deux recensements;

— ce solde ne correspond pas seulement aux mouvements d'étrangers mais inclut bien sûr les mouvements migratoires de Français (tels que, par exemple, les échanges de population entre la France métropolitaine et les DOM).

À partir de 1990, les bilans migratoires tiennent compte des flux d'entrées observés et des informations fournies par la comparaison des recensements. Les statistiques relatives aux entrées sont établies par l'Office des Migrations Internationales (OMI).

3. DÉFINITIONS

31. Événement

Les statistiques portent sur les événements survenus en France métropolitaine, ceux (peu nombreux) concernant des personnes domiciliées hors métropole y sont compris. À l'inverse, les événements enregistrés hors métropole concernant des personnes domiciliées en métropole ne sont pas pris en compte.

Événement enregistré, événement domicilié

Le lieu d'enregistrement est le lieu où s'est produit l'événement : lieu de mariage, de la naissance ou du décès.

Le lieu du domicile est celui du domicile conjugal pour les mariages, du domicile de la mère pour les naissances et du domicile du défunt pour les décès.

Date d'enregistrement, date de l'événement

Du fait du délai de trois jours pour déclarer une naissance à l'état civil, il y a une légère imprécision des statistiques provisoires. Dans l'exploitation définitive, la date retenue est bien entendu celle de l'événement lui-même.

32. Âge

Âge moyen

L'âge moyen pondéré est calculé à partir des effectifs classés par année de naissance. Il faut tenir compte de l'inégalité des effectifs des générations dans l'interprétation de ces âges moyens.

L'âge moyen non pondéré est calculé à partir des taux, sans tenir compte de la structure par âge de la population considérée.

Classement par âge

Le classement par âge utilisé dans ce chapitre est le classement par génération.

Pour la génération *g*, l'âge *x* atteint dans l'année *a* est $x = a - g$; il correspond à la différence entre l'année de l'événement et l'année de naissance de l'individu.

À la date de l'événement, dans une même génération, l'âge exact ou âge en années révolues n'est pas le même pour toutes les personnes. Ainsi, si l'événement a eu lieu à la date *d* :

— l'individu ayant son anniversaire après la date *d* aura comme âge en années révolues $(x - 1)$;

— l'individu ayant son anniversaire à la date *d* ou avant aura comme âge en années révolues (x).

Au 1er janvier de l'année, âge en années révolues et âge calculé par différence de millésimes coïncident.

Classement par groupe d'âges

Le classement par groupe quinquennal d'âges utilisé dans ce chapitre est particulier. Il regroupe les événements de façon cohérente avec le calcul de la population moyenne :

— jusqu'à 5 ans, il s'agit d'une moyenne arithmétique entre âges exacts;

— à partir du groupe 10 à 14 ans, il s'agit de moyennes arithmétiques des effectifs de groupes de générations à chaque premier janvier (les groupes de générations n'ont donc pas le même âge en années révolues aux deux premier janvier);

— pour le groupe 5-9 ans, on procède à un calcul mixte permettant de passer d'une définition à l'autre (moyenne arithmétique des effectifs de quatre générations âgées exactement de 5 à 8 ans au 1er janvier et de cinq générations âgées exactement de 5 à 9 ans au 31 décembre).

33. Naissances

Naissances vivantes, enfants déclarés vivants, enfants déclarés sans vie, mort-nés, faux mort-nés.

Les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de leur naissance à l'état civil sont légalement enregistrés comme enfants sans vie.

La question « L'enfant a-t-il respiré ou présenté un autre signe de vie ? » portée sur les bulletins statistiques des mort-nés permet de classer ceux-ci en trois catégories :

— « mort-né ayant respiré » ou « faux mort-né » : enfant né vivant mais décédé avant la déclaration de la naissance;

— « mort-né n'ayant pas respiré » ou « vrai mort-né » : enfant mort à la naissance;

— « respiration non déclarée » : aucune réponse n'a été donnée à la question précitée.

Avant 1975 :

— la statistique des naissances portait seulement sur les enfants déclarés vivants;

— la statistique des mort-nés comprenait l'ensemble des enfants déclarés sans vie, y compris ceux ayant respiré.

À partir de 1975 :

— la statistique des naissances comprend l'ensemble des enfants nés vivants : enfants déclarés vivants et mort-nés ayant respiré.

La statistique des mort-nés comprend seulement les mort-nés n'ayant pas respiré et ceux dont la respiration n'est pas déclarée.

Dans ce chapitre, tous les chiffres concernant les naissances d'avant 1975, chiffres bruts ou taux calculés, suivent l'ancienne définition.

Naissances légitimes, naturelles

Les naissances sont définies légitimes ou naturelles suivant les types d'actes de naissance établis par l'officier de l'état civil.

Les enfants légitimes sont ceux dont les parents sont mariés.

Rang de naissance

Les tableaux par rang de naissance concernent uniquement les enfants légitimes.

Jusqu'en 1965, le rang de naissance est déterminé de deux manières : d'une part en tenant compte de tous les enfants nés vivants de la mère, d'autre part en prenant en compte les seuls enfants nés du mariage actuel. À partir de 1966, seule cette seconde classification est adoptée.

Les mort-nés vrais ou faux ne sont pas retenus pour la détermination du rang de naissance.

34. Décès d'enfants de moins d'un an (mortalité infantile)

Jusqu'en 1974, les « faux mort-nés » (ne figurant pas dans les statistiques des nés vivants) étaient exclus des statistiques de décès.

Pour corriger la sous-estimation importante de la mortalité infantile introduite par cette pratique, on calculait, outre le taux de mortalité infantile, un taux de mortalité infantile rectifié en ajoutant les faux mort-nés aux naissances et aux décès.

À partir de l'année 1975, il n'existe plus qu'un seul taux de mortalité infantile, les faux mort-nés étant inclus dans les statistiques de décès.

35. Mouvement naturel

Différence entre les naissances et les décès durant une période donnée.

36. Divorces

Les divorces prononcés sont la somme des divorces directs et des conversions de séparation de corps.

37. Indicateurs. Méthode de calcul

Taux bruts

Les taux bruts rapportent le nombre d'événements de l'année (naissance, décès, mariages...) à la population moyenne totale de l'année.

Taux par âge

Les taux par âge rapportent les événements, survenus dans une génération au cours de l'année, à l'effectif moyen de cette génération.

Les taux par groupe d'âges rapportent les événements classés par groupe d'âges à la population moyenne correspondante.

Taux synthétiques

Pour résumer les séries de taux par âge, on en fait la somme (somme des naissances réduites, somme des premiers mariages réduits, somme des divorces réduits). Ceci revient à appliquer en l'absence de mortalité, les taux par âge observés dans l'année à une génération fictive, et à faire la somme des événements que cette génération subirait à chaque âge.

● Indicateur de primo-nuptialité

L'indicateur de primo-nuptialité, ou somme des premiers mariages réduits, est la somme des premiers mariages conclus à chaque âge, l'année considérée, sur la base de 100 hommes ou femmes par génération. Il mesure la proportion d'hommes ou de femmes non célibataires à 50 ans dans une génération fictive dont les mariages seraient à chaque âge égaux à ceux observés l'année considérée.

● Indicateurs de mortalité infantile

(Voir ci-dessus les mots clés « décès de moins d'un an » et « naissances »).

Le taux de mortalité infantile est le rapport du nombre d'enfants décédés avant un an à l'ensemble des nés vivants (y compris les « faux mort-nés »).

Parmi les enfants décédés avant l'âge d'un an au cours d'une année donnée, les uns sont nés au cours de la même année, les autres au cours de l'année précédente. Le taux de mortalité infantile est la somme des taux partiels relatifs à chacune des deux générations d'enfants.

Suivant la période de la mort de l'enfant, on distingue plusieurs taux :

— le taux de mortalité néo-natale précoce est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants (y compris « faux mort-nés »);

— le taux de mortalité néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 28 jours à l'ensemble des nés vivants (y compris « faux mort-nés »);

— le taux de mortalité post néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins d'un an et plus de 28 jours à l'ensemble des nés vivants (y compris « faux mort-nés »);

— le taux de mortalité périnatale est le rapport du nombre de mort-nés et d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants et mort-nés;

— le taux de mortalité fœto-infantile est le rapport du nombre de mort-nés et d'enfants décédés à moins d'un an à l'ensemble des nés vivants et mort-nés;

— le taux de mortinatalité est le rapport du nombre de (vrais) mort-nés (mort-nés n'ayant pas respiré et respiration non déclarée) à l'ensemble des nés vivants et mort-nés.

• Indicateur conjoncturel de divortialité

L'indicateur conjoncturel de divortialité ou somme des divorces réduits est, pour une année donnée, la somme des divorces prononcés à chaque durée de mariage sur la base de 100 mariages dont ils sont issus. Il indique le nombre de désunions dans une promotion fictive de 100 mariages dont les divorces seraient à chaque durée de mariage égaux à ceux observés l'année considérée.

• Indicateur conjoncturel de fécondité

Fondé sur le même principe, l'indicateur conjoncturel de fécondité, ou somme des naissances réduites de l'année sur la base de 100 femmes par génération, mesure le nombre total d'enfants d'une génération fictive dont les naissances seraient à chaque âge égales à celles observées l'année considérée.

• Taux brut de reproduction

Le nombre moyen de filles mises au monde par une femme déduit de l'indicateur conjoncturel de fécondité multiplié par la proportion de fille à la naissance constitue le taux brut de reproduction. Pondéré par les coefficients de survie déduits de la table de mortalité de l'année, cet indice se transforme en taux net de reproduction.

Cet indice indique dans quelle mesure une génération serait remplacée par la suivante dans les conditions de mortalité et de fécondité de l'année considérée : si le taux est supérieur à 100, la génération est remplacée par une génération plus nombreuse, la population a tendance à augmenter; s'il est inférieur à 100, la génération est remplacée par une génération moins nombreuse, la population a tendance à diminuer.

Il ne faut pas perdre de vue que les taux utilisés dans le calcul sont ceux qui ont été observés au cours d'une année donnée dans l'ensemble de la population féminine (composée de plusieurs générations) et ne représentent donc pas les taux d'une génération réelle de femmes; il est probable qu'aucune génération réelle n'aura à chaque âge les taux observés; les taux de reproduction servent donc uniquement à caractériser d'une façon synthétique la situation démographique au cours d'une année donnée, sans qu'on puisse en tirer des conclusions certaines sur l'avenir de la population.

• Espérance de vie (voir table de mortalité)

L'espérance de vie à chaque âge est la moyenne des durées restant à vivre pour les survivants à cet âge.

L'espérance de vie à la naissance (âge 0), ou durée moyenne de vie, est la moyenne des âges au décès d'une génération fictive soumise aux conditions actuelles de mortalité.

• Tables de mortalité

Une table de mortalité annuelle suit le cheminement d'une génération fictive de 100 000 nouveau-nés à qui l'on fait subir aux divers âges les conditions de mortalité observées sur les diverses générations réelles, durant l'année étudiée.

Cette table se construit à l'aide des quotients de mortalité observés l'année *n,* définis de la façon suivante :

— On rapporte les décès de la génération *g* atteignant l'âge $x = n - g$ au cours de l'année *n* à l'effectif de cette génération au 1er janvier, corrigé pour tenir compte des immigrations et émigrations.

À partir de ces quotients on construit une table de survivants au 31 décembre, dont on déduit le calcul des survivants à chaque anniversaire.

Pour éviter les aléas des tables annuelles et pour disposer d'une table détaillée par âge aussi précise que possible, on calcule une table de mortalité couvrant une période de plusieurs années.

Le calcul de cette table est identique à celui décrit précédemment pour la table annuelle, le quotien *t(x)* étant la moyenne arithmétique des quotients à l'âge *x* relatifs à chacune des années de la période.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Institut national de la Statistique et des Études économiques (INSEE);
— Institut national d'études démographiques (INED);
— Office des migrations internationales (OMI).

Publications INSEE :

Les collections de l'INSEE, série D.

« Données de démographie générale. Population. Mortalité. 1931-1971 », n° 31.

« Données de démographie générale. Nuptialité. 1931-1973 », n° 41.

« Données de démographie régionale en 1975 », n° 82.

« Le divorce en France : 1981 », nos 85-86.

« Données de démographie régionale en 1982 », n° 115.

« La situation démographique » (annuel), *INSEE-Résultats,* série Démographie-société.

Bulletin mensuel de statistique (numéro de janvier) : « Bilan démographique de 19.. », numéros de mars, juin, septembre et décembre « Statistiques trimestrielles de l'état civil ».

« La nuptialité des femmes », *INSEE-Résultats,* série Démographie-société, n° 1 de septembre 1989.

Données sociales, édition 1990, INSEE.

Autres publications :

Population et société (mensuel), Institut national d'études démographiques.

Population (bimestriel), Institut national et études démographiques.

Statistiques démographiques 19.. (annuel), Organisation des Nations Unies.

*
* *

TABLEAU B.02-1

Mouvement naturel de la population : aperçu d'ensemble

Sources : INSEE et Ministère de la Justice — *Unité :* millier

Année	Population au 1er janvier	Mariages	Divorces prononcés (1)	Mouvement naturel						Excédent naturel	Solde des mouvements migratoires	Variation totale
				Naissances		(2) Décès		(2) Mort-nés				
				Total	dont légitimes	Total	dont moins d'un an	Total	dont ayant respiré			
1970	50.528,2	393,7	38,9	847,8	789,9	539,7	12,8	14,1	2,60	308,1	179,9	488,0
1975	52.600,0	387,4	55,6	745,1	681,6	560,4	10,3	8,2	1,80	184,7	13,6	198,3
1980	53.731,4	334,4	81,1	800,4	709,3	547,1	8,0	6,9	1,23	253,3	44,0	297,2
1981	54.028,6	315,1	87,6	805,5	703,3	554,8	7,8	6,6	1,21	250,7	55,7	306,4
1982	54.335,0	312,4	93,9	797,2	683,8	543,1	7,5	6,3	1,18	254,1	60,9	315,0
1983	54.650,0	300,5	98,7	748,5	629,7	559,7	6,8	5,7	1,02	188,9	56,0	244,9
1984	54.894,9	281,4	104,0	759,9	627,7	542,5	6,3	5,8	0,97	217,5	45,0	262,5
1985	55.157,3	269,4	107,5	768,4	617,9	552,5	6,4	5,7	0,90	215,9	38,0	253,9
1986	55.411,2	265,7	108,4	778,5	607,8	546,9	6,3	5,6	0,83	231,5	39,0	270,5
1987	55.681,8	265,2	106,5	767,8	582,9	527,5	6,0	5,3	0,75	240,4	44,0	284,4
1988	55.966,1	271,1	106,1	771,3	568,2	524,6	6,0	4,8	0,76	246,7	57,0	303,7
1989	56.269,8	279,9	105,3	765,5	549,4	529,3	5,8	4,7	0,65	236,2	71,0	307,2
1990	56.577,0	287,1	105,8	762,4	533,3	526,2	5,6	4,5	0,57	236,2	80,0	316,2
1991 p	56.893,2	281,0	...	759,0	...	526,0	...	...	...	233,0	80,0	313,0

(1) Divorces directs prononcés plus divorces prononcés par conversion de séparation de corps.
(2) Jusqu'en 1974, les enfants nés vivants et décédés avant leur déclaration de naissance sont comptés comme « faux mort-nés » dans la statistique des mort-nés. A partir de 1975, ils sont reclassés dans la statistique des naissances d'une part, des décès d'autre part. En conséquence, la catégorie «mort-nés» ne comprend plus que les «vrais mort-nés».

TABLEAU B.02-2

Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité

Source : INSEE

Année	Population moyenne	Taux pour 1000 habitants				Mortalité infantile (1)		
		Nuptialité	Natalité	Mortalité	Accroissement naturel	Totale	Mortalité néonatale (2)	Mortalité post-néonatale (3)
1970	**50.772.227**	7,8	16,7	10,6	+ 6,1	**18,2**	12,6	5,5
1975	**52.699.169**	7,4	14,1	10,6	+ 3,5	**13,8**	9,1	4,6
1980	**53.880.009**	6,2	14,9	10,2	+ 4,7	*r* **10,0**	5,8	4,3
1981	**54.181.815**	5,8	14,9	*r* 10,2	r + 4,7	**9,7**	5,5	4,2
1982	*r* **54.492.492**	5,7	14,6	10,0	+ 4,6	**9,5**	5,3	4,2
1983	*r* **54.772.419**	5,5	13,7	10,2	+ 3,5	**9,1**	5,0	4,1
1984	*r* **55.026.079**	5,1	13,8	9,9	+ 3,9	**8,3**	4,7	3,6
1985	*r* **55.284.271**	4,9	13,9	10,0	+ 3,9	**8,3**	4,6	3,7
1986	*r* **55.546.509**	4,8	14,0	*r* 9,8	+ 4,2	**8,0**	4,3	3,7
1987	*r* **55.823.961**	4,8	13,8	*r* 9,4	+ 4,4	**7,8**	4,1	3,8
1988	*r* **56.117.976**	*r* 4,8	*r* 13,7	*r* 9,3	+ 4,4	**7,8**	4,1	3,8
1989	*r* **56.423.405**	5,0	13,6	9,4	+ 4,2	*r* **7,5**	3,8	3,7
1990	*r* **56.735.103**	5,1	*r* 13,4	*r* 9,3	+ 4,1	*r* **7,3**	3,6	3,8
1991 p	**57.049.706**	4,9	13,3	9,2	+ 4,1	**7,3**	...	...

(1) Taux rectifié, c'est-à-dire y compris les enfants nés vivants, mais morts avant leur déclaration à l'état civil.
(2) De 0 à 28 jours.
(3) De 29 à 365 jours.

TABLEAU B.02-3

Indicateurs synthétiques de la situation démographique

Source : INSEE

Année	Indice synthétique de primo-nuptialité		Indice synthétique		Taux de reproduction		Espérance de vie à la naissance	
	Masculine (1)	Féminine (2)	Divortialité (3)	Fécondité (4)	Brut (5)	Net (6)	Hommes (7)	Femmes (7)
1970	91,5	92,0	11,8	247,2	120,3	117,0	68,4	75,9
1975	82,2	85,8	15,7	192,7	93,9	91,8	69,0	76,9
1980	68,9	*r* 70,6	22,3	194,5	94,7	92,9	70,2	78,4
1981	*r* 64,3	65,8	*r* 24,3	194,5	94,7	92,9	70,4	78,5
1982	63,4	64,8	*r* 26,1	191,2	93,0	91,3	70,7	78,9
1983 r	60,5	61,5	*r* 27,6	178,4	86,9	85,3	70,7	78,8
1984 r	56,0	56,9	*r* 29,3	180,1	87,8	86,3	71,2	79,3
1985 r	52,9	53,7	30,5	181,4	88,3	86,9	71,3	79,4
1986 r	51,8	52,6	31,1	183,1	89,2	87,7	71,5	79,7
1987 r	51,0	52,0	31,0	180,1	87,9	86,5	72,0	80,3
1988 r	52,2	53,2	31,3	180,4	87,9	86,6	72,3	80,5
1989 r	53,8	54,9	31,6	178,7	87,3	85,9	72,5	80,6
1990	55,2	*r* 56,3	32,1	177,7	86,5	85,2	72,7	80,9
1991 p	...	54,7	...	176,7	...	...	73,0	81,1

(1), (2) Somme des premiers mariages réduits, pour 100 (hommes ou femmes).
(3) Somme des divorces réduits, pour 100 mariages.
(4) Somme des naissances réduites, pour 100 femmes.
(5), (6) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, (5) en l'absence de mortalité, (6) compte tenu de la mortalité.
(7) En années et dixièmes d'année.

TABLEAU B.02-4

Nés vivants et mort-nés par sexe et légitimité

Source : INSEE

Année	Nés vivants				Mort-nés			
	Les deux sexes	sexe masculin	sexe féminin	nés vivants naturels	**Les deux sexes**	sexe masculin	sexe féminin	morts nés naturels
1970	**847.783**	435.113	412.670	57.866	**14.067**	7.675	6.392	1.403
1975	**745.065**	381.804	363.261	63.429	**8.225**	4.406	3.819	1.008
1980	**800.376**	410.547	389.829	91.115	**6.942**	3.645	3.297	1.036
1984	**759.939**	389.310	370.629	135.265	**5.835**	3.049	2.786	1.325
1985	**768.431**	394.112	374.319	150.492	**5.658**	2.945	2.713	1.386
1986	**778.468**	399.199	379.269	170.682	**5.615**	2.881	2.734	1.538
1987	**767.828**	393.231	374.597	184.926	**5.304**	2.732	2.572	1.546
1988	**771.268**	395.439	375.829	203.066	**4.808**	2.494	2.314	1.454
1989	**765.473**	*r* 391.649	373.824	216.063	**4.701**	2.454	2.247	1.589
1990	**762.407**	391.312	371.095	229.107	**4.488**	2.332	2.156	1.588

TABLEAU B.02-5

Nés vivants par âge de la mère et légitimité

Source : INSEE

Âge de la mère (1)	1987		1988		1989		1990	
	Les deux sexes	dont naturels	**Les deux sexes**	dont naturels	**Les deux sexes**	dont naturels	**Les deux sexes**	dont naturels
Moins de 20 ans	**21.064**	14.780	**20.011**	14.495	**19.300**	14.354	**19.008**	14.320
20 à 24 ans	**184.197**	60.952	**175.137**	65.420	**165.580**	67.532	**157.498**	68.971
25 à 29 ans	**301.937**	57.860	**303.383**	65.269	**299.956**	70.589	**298.027**	75.567
30 à 34 ans	**180.307**	33.914	**187.640**	38.240	**191.230**	41.774	**195.196**	46.100
35 à 39 ans	**67.877**	14.357	**71.434**	16.094	**74.236**	17.694	**76.298**	19.502
40 à 44 ans	**11.824**	2.941	**13.064**	3.438	**14.485**	3.976	**15.661**	4.497
45 ans ou plus	**622**	122	**599**	110	**686**	144	**719**	150
Total	**767.828**	**184.926**	**771.268**	**203.066**	**765.473**	**216.063**	**762.407**	**229.107**

(1) L'âge indiqué n'est pas l'âge en années révolues mais celui atteint dans l'année de la naissance (différence entre le millésime de l'année 1987, 1988, 1989 ou 1990 et celui de l'année de naissance de la mère).

TABLEAU B.02-6

Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance (1)

Source : INSEE

Année	**Total**	Rang de la naissance			
		1	2	3	4 et plus
1981	**703.337**	300.579	240.178	110.241	52.339
1982	**683.825**	293.135	236.800	100.764	53.126
1983	**629.674**	275.814	222.153	83.106	48.601
1984	**624.674**	269.924	219.292	87.032	48.426
1985	**617.939**	260.490	215.546	91.860	50.043
1986	**607.786**	250.558	212.250	94.493	50.485
1987	**582.902**	236.427	203.385	94.333	48.757
1988	**568.202**	231.535	195.014	92.387	49.266
1989	**549.410**	227.823	184.861	88.781	47.945
1990	**533.300**	228.868	176.791	82.110	45.531

(1) Le rang est déterminé en tenant compte uniquement des enfants nés vivants au cours du mariage actuel.

TABLEAU B.02-7

Nés vivants suivant la nationalité des parents

Source : INSEE

Année	Total	Enfants légitimes nés vivants				Enfants naturels de mère étrangère	Pour 100 enfants légitimes		
		Deux parents français	Père français mère étrangère	Père étranger mère française	Deux parents étrangers		Deux parents français	Couples mixtes	Deux parents étrangers
1981	**703.337**	609.853	5.113	15.475	72.896	6.890	86,7	2,9	10,4
1982	**683.825**	589.503	5.423	15.412	73.487	7.653	86,2	*r* 3,0	10,7
1983	**629.674**	538.542	5.725	14.066	71.341	8.170	85,5	*r* 3,1	11,3
1984	**624.674**	534.578	6.077	14.197	69.822	8.949	85,6	3,2	11,2
1985	**617.939**	530.442	6.294	14.166	67.037	9.470	85,8	3,3	10,8
1986	**607.786**	523.016	6.792	14.138	63.840	10.242	86,1	3,4	10,5
1987	**582.902**	503.299	6.736	14.071	58.796	10.273	86,3	3,6	10,1
1988	**568.202**	485.708	8.525	13.578	60.391	11.610	85,5	3,9	10,6
1989	**549.410**	468.322	8.676	13.532	58.880	12.225	85,2	4,0	10,7
1990	**533.300**	451.521	*r* 9.026	13.801	58.952	13.386	84,7	4,3	11,1

TABLEAU B.02-8

Somme des naissances réduites et âges moyens des mères

Source : INSEE

Année	Total	dont part du groupe						Age moyen des mères
		15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 ans et plus	(1)
1980	**134,46**	8,94	60,79	72,03	37,02	12,71	2,97	26,8
1981	**194,50**	9,22	58,74	72,58	38,52	13,36	3,08	27,0
1982	**191,18**	7,65	56,82	71,89	38,44	13,27	3,11	27,1
1983	**178,37**	6,77	52,32	67,69	36,18	12,52	2,89	27,1
1984	**180,13**	6,38	50,93	69,35	37,50	12,96	3,01	27,2
1985	**181,36**	5,70	48,41	70,76	39,44	13,91	3,14	27,5
1986	**183,08**	5,40	46,29	71,88	41,47	14,84	3,20	27,6
1987	**180,11**	5,00	42,73	71,01	42,37	15,72	3,28	27,9
1988	**180,44**	4,67	40,90	70,84	43,99	16,67	3,37	28,0
1989	**178,73**	4,48	39,03	69,67	44,61	17,35	3,59	28,2
1990	**177,69**	4,38	37,26	69,01	45,35	17,86	3,83	28,3
1991 p	**176,69**	...	...	...	...	...	...	...

(1) Age moyen non pondéré.

TABLEAU B.02-9

Mariages par âge et état matrimonial antérieur

Année 1990

Source : INSEE

Âge (1)	Epoux				Epouses			
	Total	Célibataires	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Veuves	Divorcées
Moins de 20 ans	**1.200**	1.199	—	1	**9.553**	9.543	—	10
20-24 ans	**63.643**	63.503	5	135	**108.065**	107.177	28	860
25-29 ans	**113.564**	110.782	62	2.720	**91.533**	85.590	273	5.670
30-34 ans	**49.494**	41.627	185	7.682	**35.728**	25.386	520	9.822
35-39 ans	**23.393**	13.172	310	9.911	**18.018**	8.186	555	9.277
40-44 ans	**15.007**	4.717	491	9.799	**11.327**	3.174	674	7.479
45-49 ans	**7.650**	1.566	426	5.658	**5.406**	1.031	518	3.857
50-54 ans	**4.959**	965	573	3.421	**3.405**	590	552	2.263
55-59 ans	**3.374**	635	637	2.102	**1.865**	373	366	1.126
60 ans et plus	**4.815**	744	1.913	2.158	**2.199**	471	834	894
Total	**287.099**	**238.910**	**4.602**	**43.587**	**287.099**	**241.521**	**4.320**	**41.258**

(1) Âge atteint dans l'année du mariage (différence entre le millésime de l'année de mariage et celui de l'année de naissance des époux).

TABLEAU B.02-10

Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage

Source : INSEE

Année de mariage	Etat matrimonial antérieur des époux					Nationalité des époux			(1) Âge moyen au premier mariage	
	Total des mariages	Epoux célibataire	Epoux veuf ou divorcé	Epouse célibataire	Epouse veuve ou divorcée	Deux époux français	Deux époux étrangers	Couples mixtes		Hommes	Femmes
								Epoux français	Epoux étrangers		
1981	315.117	273.620	41.497	277.031	38.086	289.091	5.708	8.257	12.061	25,3	23,2
1982	312.405	270.331	42.074	274.037	38.368	284.386	7.124	8.740	12.155	25,5	23,4
1983	300.513	258.558	41.955	261.352	39.161	272.043	7.390	8.652	12.428	25,8	23,6
1984	281.402	239.989	41.413	242.841	38.561	252.993	6.944	8.866	12.599	26,0	23,9
1985	269.419	227.133	42.286	229.787	39.632	241.497	6.505	8.773	12.644	26,4	24,3
1986	265.678	222.912	42.766	225.362	40.316	235.872	6.554	9.244	14.008	26,6	24,6
1987	265.177	219.797	45.380	222.705	42.472	237.642	6.215	8.710	12.610	27,0	24,9
1988	271.124	225.243	45.881	228.137	42.987	242.214	6.696	9.468	12.746	27,2	25,2
1989	279.900	232.302	47.879	235.082	44.818	245.732	7.959	10.789	15.420	27,5	25,5
1990	287.099	238.910	48.189	241.521	45.578	247.853	8.703	12.606	17.937	27,8	25,7

(1) Age moyen pondéré.

TABLEAU B.02-11

Somme des premiers mariages réduits

Nuptialité féminine pour 100 femmes

Source : INSEE

Année	Total	dont part du groupe					
		15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 50 ans
1980	**70,68**	12,36	40,32	12,53	3,38	1,21	0,53	0,35
1981	**65,81**	10,49	37,67	12,35	3,31	1,13	0,50	0,36
1982	**64,81**	9,20	37,13	12,95	3,52	1,17	0,50	0,34
1983	**61,50**	7,52	35,19	13,21	3,58	1,17	0,51	0,32
1984	**56,91**	6,20	32,20	13,29	3,59	1,19	0,49	0,31
1985	**53,70**	4,67	29,46	13,72	3,80	1,23	0,50	0,32
1986	**52,63**	3,86	28,30	14,31	3,99	1,29	0,55	0,33
1987	**51,97**	3,15	26,80	15,33	4,37	1,43	0,57	0,32
1988	**53,24**	2,68	26,55	16,72	4,74	1,57	0,61	0,37
1989	**54,89**	2,41	26,40	18,30	5,32	1,75	0,66	0,41
1990	**56,30**	2,19	25,38	19,80	5,89	1,91	0,73	0,40
1991 p	**54,57**	...	...	...	...	...	...	...

TABLEAU B.02-12

Décédés par sexe, groupe d'âges (1) et état matrimonial

Année 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge atteint dans l'année du décès	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1990-1989	moins d'un an	**5.599**	**3.284**	3.284	—	—	—	**2.315**	2.315	—	—	—
1989-1985	1 à 4	**1.159**	**696**	696	—	—	—	**463**	463	—	—	—
1985-1981	5 à 9	**639**	**363**	363	—	—	—	**276**	276	—	—	—
1980-1976	10 à 14	**718**	**426**	426	—	—	—	**292**	292	—	—	—
1975-1971	15 à 19	**2.378**	**1.700**	1.700	—	—	—	**678**	670	7	1	—
1970-1966	20 à 24	**4.167**	**3.264**	3.133	128	—	3	**903**	812	86	3	2
1965-1961	25 à 29	**4.672**	**3.504**	2.829	612	10	53	**1.168**	716	407	7	38
1960-1956	30 à 34	**5.368**	**3.947**	2.227	1.414	22	284	**1.421**	568	704	27	122
1955-1951	35 à 39	**7.206**	**5.114**	1.994	2.386	46	688	**2.092**	497	1.260	52	283
1950-1946	40 à 44	**10.121**	**7.225**	1.954	3.944	124	1.203	**2.896**	463	1.896	118	419
1945-1941	45 à 49	**10.318**	**7.299**	1.611	4.355	167	1.166	**3.019**	366	2.032	212	409
1940-1936	50 à 54	**15.031**	**10.677**	2.082	6.956	398	1.241	**4.354**	483	2.994	445	432
1935-1931	55 à 59	**23.646**	**16.863**	2.953	11.489	849	1.572	**6.783**	704	4.409	1.151	519
1930-1926	60 à 64	**33.685**	**23.842**	3.528	17.091	1.648	1.575	**9.843**	1.041	5.857	2.361	584
1925-1921	65 à 69	**43.692**	**29.513**	3.651	21.676	2.754	1.432	**14.179**	1.478	7.147	4.831	723
1920-1916	70 à 74	**38.434**	**24.049**	2.352	17.723	3.153	821	**14.385**	1.338	6.036	6.378	633
1915-1911	75 à 79	**69.947**	**38.393**	3.441	26.427	7.500	1.025	**31.554**	2.912	9.404	17.971	1.267
1910-1906	80 à 84	**93.594**	**43.216**	3.474	26.182	12.609	951	**50.378**	4.682	9.517	34.549	1.630
1905-1901	85 à 89	**88.071**	**32.394**	2.189	15.766	13.941	498	**55.677**	5.389	5.617	43.179	1.492
1900-1896	90 à 94	**50.209**	**13.778**	744	4.680	8.205	149	**36.431**	3.867	1.627	30.130	807
1895 et avant	95 et plus	**17.547**	**3.117**	144	736	2.199	38	**14.430**	1.670	319	12.161	280
Total		**526.201**	**272.664**	**44.775**	**161.565**	**53.625**	**12.699**	**253.537**	**31.002**	**59.319**	**153.576**	**9.640**

(1) Pour la définition des groupes d'âge, se reporter à la méthodologie.

TABLEAU B.02-13

Evolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes

Source : INSEE

Année	Taux de mortalité						Taux de morti-natalité (2)
	Néo-natale précoce (1)	Néo-natale (1)	Post néo-natale (1)	Infantile (1)	Péri-natale (2)	Foeto-infantile (2)	
1982	4,0	5,3	4,2	9,5	11,9	17,3	7,9
1983	3,8	5,0	4,1	r 9,1	11,4	16,6	7,6
1984	3,6	4,7	3,6	8,3	11,2	15,8	7,6
1985	3,4	4,6	3,7	8,3	10,7	15,6	7,3
1986	3,2	4,3	3,7	8,0	10,4	15,1	7,2
1987	3,0	4,1	3,8	7,8	9,9	14,6	6,9
1988	3,0	4,1	3,8	7,8	9,2	14,0	6,2
1989	2,8	3,8	3,7	7,5	8,9	13,6	6,1
1990	2,5	3,6	3,8	7,3	8,3	13,2	5,9

(1) Pour 1.000 nés vivants.
(2) Pour 1.000 enfants nés vivants ou mort-nés.

TABLEAU B.02-14

Taux de mortalité par âge et sexe

Nombre annuel de décédés pour 1.000 personnes de chaque groupe d'âges

Source : INSEE

Année	Tous âges	Moins d'un an	1 à 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans
Les deux sexes									
1981	10,2	9,7	0,58	0,31	0,28	0,78	1,16	1,06	1,21
1982	10,0	9,5	0,52	0,29	0,27	0,76	1,16	1,09	1,19
1983	10,2	9,1	0,55	0,29	0,26	0,70	1,17	r 1,11	r 1,23
1984	9,9	8,3	0,48	0,26	0,25	0,67	1,14	1,09	r 1,24
1985	10,0	8,3	0,45	0,25	0,24	r 0,64	1,05	r 1,06	r 1,20
1986	r 9,8	8,0	0,45	0,25	0,23	r 0,62	r 1,04	r 1,03	r 1,21
1987 r	9,4	7,8	0,41	0,24	0,22	0,55	0,97	1,01	1,18
1988 r	9,3	7,8	0,42	0,21	0,21	0,57	0,99	1,02	1,20
1989 r	9,4	7,5	0,40	0,21	0,22	0,57	1,01	1,06	1,24
1990	9,3	7,3	0,38	0,18	0,19	0,56	0,97	1,08	1,25
Sexe masculin									
1981	10,9	11,2	0,65	0,35	0,34	1,05	1,76	1,52	1,65
1982	10,6	10,7	0,57	0,33	0,32	1,07	1,76	1,57	r 1,62
1983	10,8	10,3	0,60	0,35	0,31	0,97	1,77	r 1,59	r 1,70
1984	10,5	9,2	0,55	0,30	0,30	0,91	r 1,73	r 1,58	r 1,71
1985 r	10,6	9,5	0,49	0,28	0,30	0,89	1,56	1,56	1,67
1986 r	10,5	9,0	0,49	0,29	0,27	0,85	1,58	1,51	1,73
1987 r	10,1	9,1	0,46	0,27	0,27	0,77	1,47	1,50	1,68
1988 r	10,0	8,9	0,47	0,25	0,24	0,80	1,50	1,49	1,75
1989 r	10,0	8,6	0,45	0,24	0,24	0,80	1,53	1,59	1,80
1990	9,9	8,4	0,45	0,20	0,22	0,79	1,51	1,63	1,85
Sexe féminin									
1981	9,6	8,2	0,52	0,26	0,22	0,49	0,55	0,58	0,74
1982	9,3	8,1	0,46	0,25	0,21	0,45	0,56	0,60	0,74
1983	9,7	7,9	0,50	0,24	0,21	0,43	0,57	0,63	0,75
1984	9,2	7,3	0,41	0,21	0,20	0,42	0,54	0,59	0,76
1985	9,4	7,1	0,41	0,21	r 0,18	0,39	0,53	r 0,57	0,73
1986	r 9,2	7,0	0,40	0,20	0,18	r 0,39	r 0,50	0,56	0,69
1987	8,8	6,5	r 0,36	0,21	0,17	r 0,33	0,47	0,52	0,69
1988	8,8	6,7	0,37	0,17	0,17	0,34	0,46	0,55	0,66
1989 r	8,8	6,4	0,36	0,18	0,19	0,32	0,48	0,53	0,69
1990	8,7	6,2	0,31	0,16	0,16	0,33	0,43	0,54	0,66

TABLEAU B.02-14 (suite et fin)

Taux de mortalité par âge et sexe

Nombre annuel de décédés pour 1.000 personnes de chaque groupe d'âges

Source : INSEE

Année	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans ou plus
Les deux sexes									
1981	1,66	2,60	4,26	6,67	9,3	13,3	20,5	41,8	128
1982	1,67	2,57	4,17	6,53	9,3	13,0	20,0	40,1	121
1983	1,67	2,51	*r* 4,09	6,52	9,3	13,1	19,9	40,4	126
1984	1,62	2,48	*r* 3,96	*r* 6,26	9,2	12,9	18,8	38,5	119
1985	1,64	*r* 2,41	*r* 3,89	*r* 6,20	9,1	12,8	18,2	38,9	122
1986	1,61	2,44	*r* 3,8	*r* 6,06	8,9	12,7	17,7	*r* 38,6	119
1987 r	1,61	2,36	3,64	5,78	8,6	12,1	17,3	37,1	113
1988 r	1,62	2,35	3,58	5,59	8,4	11,9	16,9	36,2	111
1989 r	1,63	2,36	3,51	5,50	8,2	11,8	16,9	35,4	111
1990	1,69	2,32	3,49	5,24	7,9	11,5	16,1	33,3	110
Sexe masculin									
1981	2,20	3,53	6,02	9,71	13,7	19,6	30,3	58,7	151
1982	2,23	*r* 3,52	*r* 5,92	9,46	13,8	19,3	29,5	56,3	144
1983	2,25	*r* 3,43	*r* 5,76	*r* 9,40	13,7	19,3	29,6	56,7	148
1984	2,20	*r* 3,38	*r* 5,56	*r* 9,10	13,7	19,4	27,8	*r* 54,4	141
1985 r	2,21	3,35	5,52	8,95	13,6	19,2	27,0	54,9	146
1986 r	2,22	3,37	5,33	8,77	13,2	19,0	26,3	54,6	142
1987 r	2,22	3,26	5,08	8,32	12,6	18,3	25,7	52,6	135
1988 r	2,24	3,24	4,92	7,96	12,5	17,8	25,0	51,1	132
1989 r	2,28	3,25	4,88	7,89	12,1	17,7	25,2	50,1	131
1990	2,40	3,28	4,87	7,47	11,5	17,2	24,2	46,9	130
Sexe féminin									
1981	1,10	1,63	2,48	3,68	5,3	7,8	12,7	30,4	118
1982	1,08	1,58	2,41	3,64	5,2	7,5	12,4	29,2	112
1983	1,06	1,56	2,39	3,69	5,2	7,6	12,1	29,4	*r* 117
1984	1,01	1,55	2,34	3,47	5,0	7,3	11,5	*r* 27,8	110
1985	1,04	*r* 1,44	2,24	3,49	4,9	7,2	11,0	28,1	*r* 112
1986	0,98	1,48	*r* 2,24	3,40	4,8	7,1	*r* 10,6	*r* 27,8	109
1987	0,98	1,44	*r* 2,18	3,28	4,7	6,8	*r* 10,3	*r* 26,6	*r* 103
1988	0,99	1,43	*r* 2,20	3,24	4,6	6,6	10,2	*r* 26,2	*r* 101
1989 r	0,98	1,45	2,10	3,13	4,5	6,6	10,1	25,3	102
1990	0,98	1,35	2,07	3,03	4,4	6,4	9,5	23,9	100

TABLEAU B.02-15

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	0	1	2	3	4	5	10	15	20	25	30
Survivants aux âges indiqués pour 10.000 nés vivants											
Sexe masculin											
1981	10.000	*r* 9.886	*r* 9.878	9.872	9.866	9.861	9.844	9.827	9.769	9.684	9.611
1982	10.000	9.892	9.884	9.878	9.873	9.869	9.854	9.837	9.779	9.694	9.618
1983 r	10.000	9.897	9.888	9.882	9.878	9.874	9.857	9.841	9.788	9.702	9.624
1984 r	10.000	9.906	*r* 9.899	9.893	9.888	9.885	9.870	9.854	9.805	9.720	9.643
1985 r	10.000	9.904	9.897	9.892	9.888	9.884	9.871	9.855	9.807	9.730	9.655
1986 r	10.000	9.909	9.902	*r* 9.897	9.893	9.889	9.875	9.861	9.814	9.737	9.663
1987 r	10.000	9.909	9.902	9.897	9.894	9.890	9.877	9.864	9.821	9.749	9.675
1988 r	10.000	9.910	9.902	*r* 9.898	9.894	9.891	9.879	9.867	9.822	9.748	9.675
1989 r	10.000	9.913	9.906	9.902	9.899	9.896	9.884	9.871	9.827	9.751	9.674
1990	10.000	9.916	9.909	9.904	*r* 9.901	9.898	9.888	9.876	9.833	9.758	9.679
Sexe féminin											
1981	10.000	*r* 9.917	9.909	9.904	9.900	9.897	9.884	9.873	9.847	9.820	9.791
1982 r	10.000	9.918	9.911	9.906	9.903	9.900	9.888	9.877	9.854	9.826	*r* 9.769
1983 r	10.000	9.921	9.913	9.909	9.905	9.902	9.890	9.879	9.857	9.829	9.798
1984 r	10.000	9.926	9.920	9.916	9.913	9.910	9.900	9.889	9.868	9.841	9.812
1985 r	10.000	9.928	9.922	9.918	9.915	9.912	9.902	9.892	9.872	9.846	9.817
1986 r	10.000	9.930	9.924	9.920	9.916	9.914	9.904	*r* 9.895	9.874	9.849	9.821
1987 r	10.000	9.935	9.929	9.925	*r* 9.922	9.920	9.910	9 901	9.884	9.860	9.834
1988 r	10.000	9.932	9.926	9.923	9.920	9.918	9.909	9.901	9.883	9.860	9.833
1989 r	10.000	9.936	9.930	9.926	9.924	9.921	9.912	9.903	9.886	9.862	9.835
1990	10.000	9.938	9.932	9.929	9.927	9.925	9.917	9.909	9.892	9.870	9.843
Espérance de vie aux âges indiqués (2)											
Sexe masculin											
1981	70,4	70,2	69,3	68,3	67,3	66,4	61,5	56,6	51,9	47,3	42,7
1982	70,7	70,5	69,5	68,6	67,6	66,6	61,7	56,8	52,2	47,6	43,0
1983	70,7	70,5	69,5	68,6	67,6	66,6	61,7	56,8	52,1	47,6	42,9
1984	71,2	70,8	69,9	68,9	68,0	67,0	62,1	57,2	52,5	47,9	43,3
1985	71,3	70,9	70,0	69,0	68,1	67,1	62,2	57,3	52,5	47,9	43,3
1986	71,5	71,2	70,2	69,3	68,3	67,3	62,4	57,5	52,8	48,2	43,5
1987	*r* 72,1	71,7	70,8	69,8	68,8	67,8	62,9	58,0	53,2	48,6	44,0
1988	72,3	72,0	71,0	70,1	69,1	68,1	63,2	58,3	53,5	48,9	44,3
1989	72,5	72,1	71,1	70,2	69,2	68,2	63,3	58,4	53,6	49,0	44,4
1990	72,8	72,4	71,4	70,5	69,5	68,5	63,6	58,6	53,9	49,3	44,7
Sexe féminin											
1981	78,5	78,1	77,2	76,2	75,3	74,3	69,4	64,5	59,6	54,8	49,9
1982	78,9	78,5	77,6	76,6	75,6	*r* 74,7	69,7	64,8	60,0	55,1	50,3
1983	78,8	78,4	77,5	76,5	75,5	74,6	*r* 69,7	64,7	59,9	55,0	50,2
1984	79,3	78,9	78,0	77,0	76,0	75,1	70,1	65,2	60,3	55,5	50,7
1985	79,4	79,0	78,1	77,1	76,1	75,1	70,2	65,3	60,4	55,6	50,7
1986	79,7	79,3	78,3	77,3	76,4	75,4	70,5	65,5	60,7	55,8	51,0
1987	80,3	79,8	78,8	77,9	76,9	75,9	71,0	*r* 66,0	61,2	56,3	51,4
1988	80,5	80,0	79,1	78,1	77,1	76,1	71,2	*r* 66,2	61,4	56,5	*r* 51,6
1989	80,6	80,2	79,2	78,2	77,3	76,3	*r* 71,3	66,4	61,5	56,7	51,8
1990	80,9	80,4	79,5	78,5	77,5	76,6	71,6	66,7	61,8	56,9	52,1

N.B.— Voir note en fin de tableau.

TABLEAU B.02-15 (suite et fin)

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	35	40	45	50	55	60	65	70	75	80	85
Survivants aux âges indiqués pour 10.000 nés vivants											
Sexe masculin											
1981	9.531	9.421	9.249	8.960	8.518	7.933	7.140	6.116	4.768	3.197	1.660
1982	9.539	9.427	9.255	8.971	8.539	7.951	7.177	6.174	4.873	3.315	1.780
1983 r	9.542	9.429	9.260	8.985	8.555	*r* 7.968	7.194	6.184	4.881	*r* 3.304	1.741
1984 r	9.560	9.449	9.283	9.015	8.598	*r* 8.007	7.242	6.257	4.987	3.432	1.877
1985 r	9.574	9.464	9.298	9.033	8.620	8.033	7.270	6.282	5.018	3.455	1.867
1986 r	9.579	9.469	9.301	9.048	8.641	8.068	7.311	6.337	5.092	3.541	1.950
1987 r	9.592	9.484	9.320	9.076	8.691	*r* 8.138	7.397	6.450	5.222	3.715	2.112
1988 r	*r* 9.590	9.479	9.317	9.080	8.710	8.164	7.442	6.522	5.324	3.831	2.216
1989 r	9.586	9.474	9.313	9.077	8.710	8.180	7.459	6.545	5.365	3.883	2.264
1990	9.588	9.471	9.310	9.076	8.730	8.222	7.516	6.629	5.457	4.000	2.356
Sexe féminin											
1981	9.754	9.698	9.616	9.493	9.313	9.059	8.689	8.142	7.253	5.811	3.783
1982 r	9.760	9.704	9.625	9.505	9.326	9.078	8.718	8.186	7.324	5.919	3.950
1983 r	9.760	9.705	9.627	9.508	9.328	9.080	8.725	8.195	7.334	5.914	3.902
1984 r	9.774	9.721	9.643	9.526	9.357	9.118	8.775	8.260	7.436	6.075	4.120
1985 r	9.781	9.728	9.655	*r* 9.543	9.373	9.135	8.796	8.286	7.465	6.104	4.134
1986 r	9.787	9.737	9.661	9.550	9.384	*r* 9.151	8.817	8.318	7.524	6.198	4.243
1987 r	9.800	9.751	9.676	*r* 9.568	9.405	9.180	8.861	8.379	7.620	6.355	4.463
1988 r	9.799	9.750	9.675	9.566	9.408	9.188	8.876	8.405	7.654	6.420	4.556
1989 r	9.801	9.751	9.677	9.572	9.418	9.202	8.891	8.437	7.710	6.507	4.638
1990	9.809	9.760	9.691	9.588	9.439	9.226	8.927	8.490	7.768	6.587	4.744
Espérance de vie aux âges indiqués (2)											
Sexe masculin											
1981	38,0	33,4	29,0	24,8	21,0	17,3	14,0	10,9	8,2	6,0	4,4
1982	38,3	33,7	29,3	25,1	21,3	*r* 17,7	14,3	11,2	8,5	6,2	4,5
1983	38,3	33,7	29,3	25,1	21,2	17,6	14,2	11,1	8,3	6,1	4,4
1984	38,6	34,0	29,6	25,4	21,5	17,9	14,5	11,4	8,6	6,3	4,5
1985	38,6	34,0	29,6	25,4	21,5	17,9	*r* 14,5	11,3	8,5	6,2	4,4
1986	38,9	34,3	29,9	25,6	21,7	*r* 18,1	*r* 14,7	11,5	8,7	6,4	*r* 4,5
1987	39,3	34,8	30,3	26,1	22,1	18,4	15,0	11,8	9,0	6,6	*r* 4,7
1988	*r* 39,6	35,1	30,6	26,4	22,4	18,7	*r* 17,5	12,0	9,2	*r* 6,7	*r* 4,8
1989	39,8	35,2	30,8	26,5	22,5	18,8	15,4	*r* 12,2	9,2	6,8	4,9
1990	40,1	35,5	31,1	26,8	22,8	19,0	15,6	12,3	9,4	6,9	4,9
Sexe féminin											
1981	45,1	40,4	35,7	31,1	26,7	22,3	18,2	14,2	10,6	7,6	5,3
1982	45,5	40,7	36,0	31,4	27,0	22,7	18,5	14,5	10,9	7,9	5,5
1983	45,4	40,6	35,9	31,3	26,9	22,6	18,4	14,4	10,8	7,7	5,3
1984	45,8	41,1	36,4	31,8	27,3	23,0	18,8	14,8	11,1	8,0	5,6
1985	45,9	41,1	36,4	31,8	27,3	23,0	18,8	14,8	11,1	8,0	5,5
1986	46,1	41,4	36,7	32,1	27,6	23,2	19,0	15,0	11,3	8,1	5,6
1987	46,6	41,8	37,1	32,5	*r* 28,0	23,7	19,4	15,4	*r* 11,6	8,4	5,9
1988	46,8	*r* 42,0	*r* 37,3	*r* 32,7	*r* 28,2	23,9	19,6	*r* 15,5	11,8	8,6	6,0
1989	47,0	42,2	37,5	32,9	28,4	24,0	*r* 19,7	*r* 15,6	11,9	8,6	*r* 6,0
1990	47,2	42,5	37,7	33,1	28,6	24,2	19,9	15,8	12,0	8,7	6,0

(1) Ages en années.
(2) Nombre moyen restant à vivre aux personnes qui atteignent l'âge indiqué.

TABLEAU B.02-16

Table de mortalité : années 1988-1990

Mortalité générale (Faux mort-nés inclus)

Source : INSEE

Âge	Sexe masculin			Sexe féminin			Les deux sexes		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)
0	100.000	871	72,51	100.000	648	80,67	100.000	763	76,49
1	99.129	73	72,15	99.352	58	80,19	99.237	64	76,08
2	99.057	47	71,20	99.294	33	79,24	99.173	40	75,13
3	99.010	33	70,23	99.261	25	78,26	99.133	30	74,16
4	98.977	29	69,25	99.236	22	77,28	99.103	25	73,18
5	98.948	27	68,27	99.214	20	76,30	99.078	24	72,20
6	98.921	24	67,29	99.194	17	75,32	99.054	20	71,21
7	98.897	21	66,31	99.177	16	74,33	99.034	19	70,23
8	98.876	21	65,32	99.161	16	73,34	99.015	18	69,24
9	98.855	20	64,34	99.145	16	72,35	98.997	19	68,25
10	98.835	21	63,35	99.129	17	71,36	98.978	19	67,27
11	98.814	21	62,36	99.112	16	70,38	98.959	18	66,28
12	98.793	22	61,38	99.096	15	69,39	98.941	19	65,29
13	98.771	26	60,39	99.081	19	68,40	98.922	22	64,30
14	98.745	33	59,41	99.062	21	67,41	98.900	27	63,32
15	98.712	46	58,43	99.041	23	66,42	98.873	35	62,34
16	98.667	62	57,45	99.018	29	65,44	98.838	46	61,36
17	98.606	87	56,49	98.989	34	64,46	98.793	62	60,39
18	98.520	116	55,54	98.955	42	63,48	98.732	80	59,42
19	98.406	131	54,60	98.913	44	62,51	98.653	88	58,47
20	98.277	142	53,67	98.869	47	61,54	98.566	95	57,52
21	98.137	153	52,75	98.823	46	60,56	98.472	101	56,57
22	97.987	160	51,83	98.778	45	59,59	98.373	104	55,63
23	97.830	156	50,91	98.734	46	58,62	98.271	102	54,69
24	97.677	157	49,99	98.689	50	57,64	98.171	104	53,74
25	97.524	155	49,07	98.640	51	56,67	98.069	104	52,80
26	97373	155	48,14	98.590	54	55,70	97.967	105	51,85
27	97.222	156	47,21	98.537	56	54,73	97.864	107	50,91
28	97.070	159	46,29	98.482	55	53,76	97.759	107	49,96
29	96.916	162	45,36	98.428	58	52,79	97.654	111	49,01
30	96.759	167	44,43	98.371	62	51,82	97.546	116	48,07
31	96.597	174	43,61	98.310	64	50,85	97.433	120	47,12
32	96.429	180	42,58	98.247	66	49,88	97.316	123	46,18
33	96.255	191	41,66	98.182	72	48,92	97.196	134	45,24
34	96.071	201	40,74	98.111	82	47,95	97.066	141	44,30
35	95.878	211	39,82	98.031	91	46,99	96.929	152	43,36
36	95.676	223	38,90	97.942	93	46,03	96.782	159	42,42
37	95.463	237	37,99	97.851	100	45,08	96.628	169	41,49
38	95.237	252	37,08	97.753	107	44,12	96.465	180	40,56
39	94.997	264	36,17	97.648	117	43,17	96.291	191	39,63
40	94.746	285	35,26	97.534	124	42,22	96.107	206	38,71
41	94.476	311	34,36	97.413	134	41,27	95.909	223	37,79
42	94.182	333	33,47	97.282	148	40,32	95.695	242	36,87
43	93.868	376	32,58	97.138	162	39,38	95.463	268	35,96
44	93.515	408	31,70	96.981	176	38,45	95.207	294	35,05
45	93.133	436	30,83	96.810	194	37,51	94.927	315	34,15
46	92.727	466	29,96	96.622	205	36,59	94.628	336	33,26
47	92.295	501	29,10	96.424	214	35,66	94.310	357	32,37
48	91.833	546	28,24	96.218	232	34,73	93.973	389	31,49
49	91.332	607	27,39	95.995	253	33,81	93.607	429	30,61

NB. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-16 (suite et fin)

Table de mortalité : années 1988-1990

Mortalité générale (Faux mort-nés inclus)

Source : INSEE

Âge	Sexe masculin			Sexe féminin			Les deux sexes		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)
50	90.778	669	26,56	95.752	276	32,90	93.205	471	29,74
51	90.171	732	25,73	95.488	300	31,99	92.766	515	28,87
52	89.511	804	24,92	95.202	326	31,08	92.288	563	28,02
53	88.791	878	24,12	94.892	350	30,18	91.768	611	27,18
54	88.011	961	23,33	94.560	365	29,29	91.207	660	26,34
55	87.165	1.060	22,55	94.215	390	28,39	90.605	720	25,51
56	86.241	1.142	21,78	93.848	427	27,50	89.953	778	24,69
57	85.256	1.226	21,03	93.447	463	26,62	89.253	836	23,88
58	84.211	1.339	20,28	93.014	504	25,74	88.507	911	23,08
59	83.083	1.443	19,55	92.545	535	24,87	87.701	976	22,29
60	81.884	1.566	18,83	92.050	573	24,00	86.845	1.051	21,50
61	80.602	1.686	18,12	91.523	622	23,13	85.932	1.133	20,73
62	79.243	1.812	17,43	90.954	672	22,27	84.958	1.216	19,96
63	77.807	1.943	16,74	90.343	726	21,42	83.925	1.305	19,20
64	76.295	2.064	16,06	89.687	791	20,57	82.830	1.391	18,45
65	74.720	2.202	15,39	88.978	845	19,73	81.678	1.481	17,70
66	73.075	2.339	14,72	88.226	926	18,90	80.468	1.582	16,96
67	71.366	2.532	14,06	87.409	1.025	18,07	79.795	1.721	16,22
68	69.559	2.737	13,42	86.513	1.145	17,25	77.832	1.873	15,50
69	67.655	2.965	12,78	85.522	1.265	16,45	76.374	2.036	14,78
70	65.649	3.208	12,16	84.440	1.408	15,65	74.819	2.216	14,08
71	63.543	3.553	11,54	83.251	1.580	14,87	73.161	2.458	13,39
72	61.285	3.874	10,95	81.936	1.772	14,10	71.363	2.696	12,71
73	58.911	4.235	10,37	80.484	1.993	13,34	69.439	2.967	12,05
74	56.416	4.605	9,81	78.880	2.252	12,60	67.379	3.262	11,40
75	53.818	5.076	9,25	77.104	2.552	11,88	65.181	3.619	10,77
76	51.086	5.549	8,72	75.136	2.868	11,18	62.822	3.984	10,16
77	48.251	6.149	8,21	72.981	3.267	10,50	60.319	4.446	9,56
78	45.284	6.804	7,71	70.597	3.732	9,83	57.637	4.969	8,98
79	42.203	7.492	7,24	67.962	4.295	9,20	54.773	5.556	8,42
80	39.041	8.240	6,78	65.043	4.906	8,59	51.730	6.194	7,89
81	35.824	9.228	6,35	61.852	5.615	8,00	48.526	6.982	7,38
82	32.518	10.142	5,94	58.379	6.449	7,45	45.138	7.812	6,89
83	29.220	11.150	5,56	54.614	7.304	6,93	41.612	8.685	6,44
84	25.962	12.256	5,19	50.625	8.237	6,44	37.998	9.645	6,00
85	22.780	13.411	4,85	46.455	9.310	5,97	34.333	10.701	5,59
86	19.725	14.611	4,52	42.130	10.425	5,53	30.659	11.804	5,20
87	16.843	16.090	4,21	37.738	11.654	5,12	27.040	13.070	4,83
88	14.133	17.746	3,92	33.340	13.077	4,72	23.506	14.515	4,48
89	11.625	19.234	3,65	28.980	14.634	4,36	20.094	16.000	4,15
90	9.389	20.780	3,41	24.739	16.310	4,02	16.879	17.578	3,85
91	7.438	22.519	3,17	20.704	18.088	3,71	13.912	19.300	3,56
92	5.763	24.518	2,94	16.959	19.925	3,42	11.227	21.137	3,29
93	4.350	26.184	2,74	13.580	21.679	3,14	8.854	22.803	3,04
94	3.211	27.904	2,53	10.636	23.674	2,87	6.835	24.696	2,79
95	2.315	29.374	2,32	8.118	25.388	2,61	5.147	26.307	2,54
96	1.635	31.804	2,08	6.057	27.720	2,33	3.793	28.632	2,27
97	1.115	33.632	1,81	4.378	29.283	2,03	2.707	30.181	1,98
98	740	38.784	1,47	3.096	29.457	1,67	1.890	31.323	1,63
99	453	41.060	1,09	2.184	34.661	1,15	1.298	35.824	1,14

(1) A l'âge indiqué.
(2) Pour 100.000 survivants.

TABLEAU B.02-17

Principaux indicateurs démographiques de divers pays

Année 1989 (sauf indication contraire*)

Sources : EUROSTAT et annuaire ONU

Pays	Taux pour 1.000 habitants					Reproduction (pour 1 femme)		Mortalité infantile (pour 1.000	Espérance de vie à la naissance	
	Accroissement total	Natalité	Mortalité	Nuptialité	Divorces	Brute	Nette	naissances)	Hommes	Femmes
Allemagne (ex-RFA)	15,5	11,0	11,2	6,4	(1) 2,1	(1) 0,69	(1) 0,68	7,4	(2) 72,6	(2) 79,0
Belgique	2,4	12,1	10,8	6,4	2,0	(3) 0,75	(3) 0,73	*p* 8,7	72,4	79,0
Danemark	1,1	12,0	11,6	6,0	3,0	0,79	(1) 0,74	8,0	72,0	77,7
Espagne	1,9	*p* 10,4	*p* 8,3	*p* 5,5	0,6	(2) 0,79	(2) 0,77	8,4	73,2	79,8
France (6)	**4,2**	**13,4**	**9,3**	**5,1**	**1,9**	**0,87**	**0,85**	**7,3**	**72,7**	**80,9**
Grèce	2,7	10,1	9,2	6,2	0,6	(1) 0,74	(1) 0,73	9,7	(4) 72,6	(4) 77,6
Irlande	-4,2	14,7	8,8	5,1	—	*p* 1,02	*p* 1	7,5	71,0	77,0
Italie	1,2	9,9	9,2	*p* 5,4	0,5	(1) 0,65	0,64	*p* 8,3	(1) 73,2	(1) 79,7
Luxembourg	9,3	12,4	10,6	5,8	2,1	0,74	0,73	9,9	(3) 70,6	(3) 77,9
Pays-Bas	6,7	12,7	8,7	6,1	1,9	0,75	0,75	6,8	73,7	79,9
Portugal	3,1	11,5	9,3	7,1	0,9	0,72	0,70	12,2	70,9	77,9
Royaume-Uni	1,6	13,6	11,3	6,8	2,9	(2) 0,88	(2) 0,87	8,4	(1) 72,2	(1) 77,9
Europe des Douze	**5,1**	**11,8**	**10,0**	**5,9**	**1,6**	**0,77**	**0,75**	**8,10**	**72,8**	**79,2**
Etats-Unis	(5) 1,0	15,9	8,8	9,7	2,5	2,00	1,98	10,0	71,9	79,0
Japon	(5) 0,5	10,1	6,4	5,8	1,3	1,60	1,50	4,4	75,4	81,1
URSS (ex)	(5) 0,7	19,0	10,2	9,4	3,4	2,30	2,10	24,0	65,0	74,2

* Les notes appelées concernent les deux sexes : il s'agit de la dernière année disponible.
(1) 1988.
(2) 1985.
(3) 1985-87.
(4) 1987.
(5) 1985-89.
(6) 1990.

TABLEAU B.02-18

Etrangers et travailleurs salariés de la Communauté Economique Européenne introduits par l'OMI, par nationalité

Année 1990

Source : OMI

Nationalité	(1) Travailleurs permanents et membres de leurs familles						Travailleurs saisonniers
	Nombre de familles	Nombre total de personnes	Travailleurs	Membres des familles			
				(2) Total	dont		
					Conjoints	Enfants	
Allemande	4	1.405	1.408	6	2	4	—
Belge	—	896	896	—	—	—	—
Espagnole	2	506	503	3	2	1	33.960
Italienne	1	1.657	1.656	1	—	—	—
Marocaine	6.797	14.558	891	13.667	5.427	8.051	4.177
Portugaise	69	1.149	1.052	97	39	42	16.592
Tunisienne	1.898	3.163	383	2.780	1.519	1.237	689
Turque	2.884	4.833	120	4.713	2.654	1.900	1
Yougoslave	479	887	236	651	295	343	162
Autres	9.248	34.095	19.055	15.031	6.801	7.965	2.668
Total	**21.382**	**63.149**	**(3) 26200**	**36.949**	**16.739**	**19.543**	**58.249**

(1) Sauf exception ou erreur, les familles des travailleurs de la CEE ne figurent pas dans la statistique.
(2) Y compris les ascendants et collatéraux.
(3) Y compris 3.807 autorisations provisoires de travail (détachés, stagiaires, chercheurs, etc.) et 193 travailleurs introduits dans les DOM.

TABLEAU B.02-19

Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial

Année 1990

Source : OMI

Âge	Total des travailleurs	Hommes		Femmes	
		Total	dont mariés	Total	dont mariées
Moins de 20 ans	**376**	254	3	122	3
20 à 24 ans	**4.198**	2.301	130	1.897	118
25 à 29 ans	**6.907**	4.451	909	2.456	397
30 à 34 ans	**4.839**	3.501	1.624	1.338	421
35 à 39 ans	**2.618**	1.974	1.300	644	265
40 à 44 ans	**1.645**	1.299	1.000	346	156
45 ans et plus	**1.810**	1.488	1.220	322	145
Total	(1) **22.393**	**15.268**	**6.186**	**7.125**	**1.505**

(1) Y compris 3.807 autorisations provisoires de travail (détachés, stagiaires,chercheurs, etc.) et 193 travailleurs introduits dans les DOM.

TABLEAU B.02-20

Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité

Source : OMI

	Allemands	Espagnols	Italiens	Marocains	Portugais	Tunisiens	Turcs	Yougoslaves	Autres	1990 **Total**	1989
Activité économique (1)											
Forêts	1	3	—	2	7	—	6	—	15	**34**	22
Agriculture, pêche	11	23	14	9	49	2	5	1	658	**772**	588
Combustibles minéraux solides	—	—	—	—	—	1	—	—	2	**3**	6
Autres industries extractives	—	2	2	1	1	—	—	—	9	**15**	10
Production et transformation des métaux (2)	127	98	92	47	39	17	12	41	1.285	**1.758**	1.294
Verre et matériaux de construction	3	2	4	20	14	1	1	1	51	**97**	67
Bâtiment et travaux publics	22	11	361	47	624	59	22	63	1.483	**2.692**	1.651
Autres industries	131	155	104	56	74	53	21	9	2.230	**2.833**	1.970
Commerce	372	42	516	213	77	82	14	39	5.003	**6.358**	4.224
Services	28	5	48	64	96	20	1	5	1.025	**1.292**	859
Autres activités (3)	704	162	515	432	71	148	38	77	8.199	**10.346**	7.955
Total	**1.399**	**503**	**1.656**	**891**	**1.052**	**383**	**120**	**236**	**19.960**	**26.200**	**18.646**
Profession											
Manoeuvres	26	6	82	36	61	16	4	3	759	**993**	661
Ouvriers spécialisés	272	18	553	180	325	57	40	24	5.079	**6.548**	4.554
Ouvriers professionnels	580	30	622	273	390	77	26	38	5.824	**7.860**	6.802
Cadres et techniciens	521	449	399	402	276	233	50	171	8.298	**10.799**	6.629
Total	**1.399**	**503**	**1.656**	**891**	**1.052**	**383**	**120**	**236**	**19.960**	**26.200**	**18.646**

(1) D'après la nomenclature utilisée par l'OMI.
(2) Y compris : sidérurgie, fonderie et travail des métaux, construction mécanique, automobile, électrique, navale, aéronautique et armement.
(3) Transports, banques, assurances, professions libérales, administrations, santé, enseignement et recherche.

TABLEAU B.02-21A

Départements d'outre-mer : mouvement naturel de la population (en valeur absolue)

Source : INSEE

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Mariages	Divorces transcrits	Nés vivants (2)	Mort-nés	Décédés (2)	Décédés de moins d'un an (2)	Excédent des naissances sur les décès
GUADELOUPE								
1980	326,9	1.603	450	6.425	123	2.143	118	4.282
1986	356,0	1.709	511	6.380	93	2.239	99	4.141
1987	363,7	1.880	404	6.855	107	2.244	122	4.611
1988	372,0	1.868	387	7.126	107	2.228	92	4.898
1989	380,9	1.854	472	7.644	100	2.314	76	5.330
1990	390,7	2.021	...	7.570	110	2.331	75	5.239
GUYANE								
1980	68,2	205	27	1.933	56	468	64	1.465
1986	95,0	332	34	2.392	61	491	53	1.901
1987	100,1	365	30	2.700	74	562	65	2.138
1988	105,5	325	42	2.887	55	526	71	2.362
1989	111,1	392	48	3.197	55	546	60	2.649
1990	117,0	461	...	3.607	73	596	63	3.011
MARTINIQUE								
1980	326,1	1.190	396	5.363	93	2.164	107	3.199
1986	340,6	1.346	360	5.971	67	2.110	68	3.861
1987	345,1	1.537	357	6.338	84	2.146	67	4.192
1988	350,3	1.556	374	6.386	56	2.092	58	4.358
1989	355,9	1.571	288	6.571	67	2.157	62	4.408
1990	361,9	1.572	...	6.437	54	2.220	46	4.217
REUNION								
1980	507,8	3.057	369	12.302	272	3.258	193	9.036
1986	565,5	3.165	785	12.797	189	3.065	135	9.734
1987	575,5	3.001	694	12.599	172	3.090	123	9.509
1988	580,1	3.354	623	13.561	166	3.163	89	10.398
1989	590,5	3.553	628	13.898	159	3.307	116	10.591
1990	597,8	3.716	763	13.877	148	3.151	94	10.726

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1982 et de 1990.
(2) Y compris les enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-21B

Départements d'outre-mer : mouvement naturel de la population. — Taux pour 1.000 habitants

Source : INSEE

Année	Nuptialité (nouveaux mariés)	Natalité (nés vivants)	Mortalité (décédés)	Excédent naturel	Mortalité infantile (décédés de moins d'un an pour 1.000 nés vivants) (1)
GUADELOUPE					
1980	4,9	19,7	6,6	13,1	18
1986	4,8	17,9	6,3	11,6	16
1987	5,2	18,8	6,2	12,7	18
1988	5,0	19,2	6,0	13,4	13
1989	4,9	20,1	6,1	14,0	10
1990	5,2	19,4	6,0	13,4	10
GUYANE					
1980	3,0	28,1	6,8	21,3	33
1986	3,5	25,2	5,2	20,0	22
1987	3,6	27,0	5,6	21,4	24
1988	3,1	27,4	5,0	22,4	25
1989	3,5	28,8	4,9	23,8	19
1990	3,9	30,8	5,1	25,7	17
MARTINIQUE					
1980	3,7	16,4	6,6	9,8	20
1986	4,0	17,5	6,2	11,3	11
1987	4,5	18,4	6,2	12,1	11
1988	4,4	18,2	6,0	12,4	9
1989	4,4	18,5	6,1	12,4	9
1990	4,3	17,8	6,1	11,7	7
REUNION					
1980	6,0	24,2	6,4	17,8	16
1986	5,6	22,6	5,4	17,2	11
1987	5,2	21,9	5,4	16,5	10
1988	5,8	23,4	5,5	17,9	7
1989	6,0	23,5	5,6	17,9	8
1990	6,2	23,2	5,3	17,9	7

(1) Le taux inclut les enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-22

Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population

Sources : INSEE et Institut territorial de la Statistique et des Etudes économiques

Année	Population moyenne (en milliers)	Nombre			Taux pour 1.000			
		Nés vivants	Décédés	Excédent des naissances sur les déces	Natalité (1)	Mortalité (1)	Excédent naturel (1)	Mortalité infantile (2)
1980	140,5	3.668	1.008	2.660	26,2	7,2	18,9	27
1986	157,4	3.921	904	3.017	24,9	5,7	19,2	13
1987	160,5	4.122	913	3.209	25,7	5,7	20,0	14
1988	163,7	4.035	962	3.073	24,6	5,9	18,8	9
1989	166,7	3.945	990	2.955	23,7	5,9	17,7	11
1990	169,9	4.366	930	3.436	25,7	5,5	20,2	10

(1) Taux par apport à la population moyenne.
(2) Taux pour 1000 naissances vivantes.

TABLEAU B.02-23

Polynésie française : mouvement naturel de la population

Source : INSEE et Institut territorial de la Statistique

Année	Population moyenne (en milliers)	Nombre			Taux pour 1.000			
		Nés vivants	Décédés au total	Excédent des naissances sur les décès	Natalité (1)	Mortalité (1)	Excédent naturel (1)	Mortalité infantile (2)
1980	150,9	4.544	1.005	3.539	30,1	6,7	23,5	41
1986	178,5	5.399	967	4.432	30,2	5,4	24,8	18
1987	182,9	5.401	1.053	4.348	29,5	5,8	23,8	20
1988	187,7	5.710	957	4.753	30,4	5,1	25,3	16
1989	192,1	5.387	1.030	4.357	28,0	5,4	22,7	16
1990 p	196,9	5.406	923	4.483	27,5	4,7	22,8	11

(1) Taux par rapport à la population moyenne.
(2) Taux pour 1 000 naissances vivantes.

TABLEAU B.02-24

Saint-Pierre-et-Miquelon : mouvement naturel de la population

Sources : INSEE et préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon

Année	Population en milieu de période (en milliers)	Nombre			(1) Taux pour 1.000		
		Nés vivants	Décédés au total	Excédent des naissances sur les décès	Natalité	Mortalité	Excédent naturel
1980	6,0	90	39	51	15,0	6,5	8,5
1985	6,3	95	50	45	15,1	7,9	7,1
1986	6,3	89	49	40	14,1	7,8	6,3
1987	6,3	82	50	32	13,0	7,9	5,1
1988	6,4	80	45	35	12,5	7,0	5,5

(1) A Saint-Pierre-et-Miquelon, le faible nombre de décès de moins d'un an enlèverait toute signification au calcul d'un taux de mortalité infantile.

Chapitre B.03

Étrangers

1. Commentaire.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Étrangers selon certaines nationalités sélectionnées aux différents recensements.
2. Structure par âge et sexe de la population étrangère en France au recensement de 1990.
3. Population active totale par nationalité et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990.
4. Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée et le sexe.
5. Familles par nombre d'enfants de 0 à 16 ans selon la nationalité de la personne de référence au recensement de 1990.
6. Évolution du nombre d'acquisitions de la nationalité française.
7. Acquisitions, par décrets, de la nationalité française selon la nationalité antérieure.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la cellule statistique et études sur les populations étrangères, de l'INSEE, la Direction de la population et des migrations du ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, ainsi que du service des études et de la statistique du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

1. COMMENTAIRE

En mars 1990, 3.607.000 étrangers ont été recensés en France métropolitaine. Leur part dans la population totale atteint désormais 6,4 % contre 6,8 % en 1982 et 6,5 % en 1975. Les chiffres par nationalité des trois derniers recensements indiquent une nette diminution du nombre d'étrangers originaires de la CEE à douze. Cette baisse concerne tout particulièrement les nationalités les plus nombreuses en 1975 (Espagnols, Italiens, Portugais). Le nombre de personnes qui se sont déclarées maghrébines a légèrement augmenté.

La population étrangère résidant en France est relativement jeune, en partie à cause des acquisitions de la nationalité française qui en ont soustrait non seulement les enfants étrangers nés en France, mais aussi une forte proportion des immigrés les plus anciens. Ainsi, 21,1 % des étrangers ont moins de 15 ans (19 % de la population totale) et près de 8 % d'entre eux ont 65 ans et plus (14,7 % de la population totale).

Les « familles étrangères » sont au nombre de 1.003.700, ce qui représente 6,5 % du total des familles. Elles s'avèrent être assez nombreuses puisque près de 11 % d'entre elles comprennent 4 enfants ou plus (2 % du nombre total de famille). Cette différence, quoique plus nuancée, apparaît également pour les familles de 3 enfants.

2. MÉTHODOLOGIE

En ce qui concerne la partie recensement de ce chapitre, voir la méthodologie au chapitre B.01 : « Structure de la population ».

En ce qui concerne les *naturalisations,* les statistiques sont obtenues par comptage à partir des actes juridiques centralisés à la direction de la Population et des Migrations — sous-direction des Naturalisations — ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale à Rezé (Loire-Atlantique).

Les actes juridiques relatifs à la nationalité française faisant l'objet des présentes statistiques concernent uniquement les *acquisitions* et *pertes* contrôlées par le ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (direction de la Population et des migrations).

La législation sur la nationalité a fait l'objet, ces dernières années, de modifications importantes.

La loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 qui a complété et modifié le Code de la nationalité française tel qu'il résultait de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, la loi n° 74-631 du 5 juillet 1974 fixant à 18 ans l'âge de la majorité et la loi n° 84-341 du 7 mai 1984 modifiant l'article 37-1 du code prévoyant l'acquisition à raison du mariage, règlent actuellement les questions d'acquisition et de perte de la nationalité française.

3. DÉFINITIONS

Acquisitions de la nationalité française

Les acquisitions volontaires de la nationalité française comprennent les acquisitions obtenues par décret et les déclarations de nationalité, à l'exclusion donc des acquisitions accordées de plein droit dans certaines circonstances (atteinte de la majorité, incorporation dans l'armée).

« En particulier ne sont incluses dans les acquisitions volontaires, ni les attributions de la nationalité française (de plein droit à la naissance) pour certains enfants (enfants nés de parents dont au moins un est français ou enfants nés en France de parents étrangers dont l'un au moins est lui-même né en France — ce cas concerne notamment les enfants nés en France depuis le 1er janvier 1963 de parents nés en Algérie avant l'indépendance — ou encore enfants ayant fait l'objet d'une adoption plénière de la part d'un Français), ni les acquisitions à la majorité (s'il s'agit d'enfants nés en France de parents étrangers et y ayant résidé de façon continue durant les cinq années précédant leur majorité). »

- Les acquisitions obtenues par décret

Elles concernent des étrangers qui en font la demande et remplissent certaines conditions, mais le Gouvernement est toujours libre d'accorder ou de refuser ces acquisitions.

Elles se divisent en trois catégories :

— les naturalisations proprement dites;
— les réintégrations de certains Français ayant perdu la nationalité française;
— les enfants mineurs bénéficiant des décrets de naturalisation ou de réintégration de leurs parents.

- Les déclarations de nationalité

Elles sont souscrites par des étrangers remplissant certaines conditions; c'est un droit accordé à ces personnes et le Gouvernement ne peut s'y opposer par décret que pour des motifs explicitement prévus par la loi. On distingue :

— les déclarations en vue d'acquérir la nationalité française : enfant né en France de parents étrangers et résidant depuis cinq ans en France; enfant adopté (adoption simple) ou recueilli et élevé en France; conjoint d'un Français : personne ayant joui de la nationalité française pendant les dix dernières années;
— les déclarations de réintégration réservées à certains Français d'origine ayant perdu la nationalité française et qui ont conservé ou acquis avec la France des liens manifestes;
— les déclarations de réintégration visant les originaires des territoires d'outre-mer ayant accédé à l'indépendance;
— les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française (certains enfants d'étrangers naissent français mais ont le droit de répudier cette qualité dans les six mois qui précèdent leur majorité; cependant ils peuvent renoncer par avance à user de ce droit), et celles de reconnaissance (souscrites par les personnes qui souhaitent conserver la nationalité française que sans cette formalité elles perdraient en raison de l'accession à l'indépendance de leur territoire d'origine) font l'objet ici d'une inscription particulière.

Nationalité au RP 1990

La population est répartie en trois grands groupes :

— Français de naissance (y compris par réintégration);

— Français par acquisition (personnes devenues françaises par naturalisation, mariage, déclaration ou à leur majorité);
— étrangers, qui sont classés suivant leur nationalité.

Parmi les étrangers se trouvant en France au moment du recensement, seuls ont été recensés ceux qui ont leur résidence permanente en France et ceux qui y travaillent ou y étudient (travailleurs permanents, stagiaires, étudiants, ainsi que leur famille le cas échéant), à l'exception des travailleurs saisonniers et des travailleurs frontaliers. En outre, n'ont pas été recensés les étrangers membres du corps diplomatique, mais le personnel étranger (administratif, technique ou de service) des ambassades résidant de façon permanente en France l'a été. Ne sont recensés ni les touristes ni toute personne faisant en France un séjour de courte durée.

Les étrangers sont regroupés par nationalités selon plusieurs nomenclatures.

La nomenclature en 80 postes est la plus détaillée. On trouvera la liste des nationalités en annexe du volume « Nationalités » (1) avec le détail des postes « autres ». C'est à partir de ce découpage qu'on été sélectionnées les nationalités. La nomenclature en 10 postes sélectionne les nationalités ou groupes de nationalités les plus représentées en France métropolitaine.

On appelle Afrique noire francophone le regroupement des pays de l'Afrique subsaharienne anciennement sous administration française : Territoires des Afars et Issas, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, Côte-d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Gambie, Tchad, Togo.

Dans le cas des DOM, on appelle « Autres îles de l'Ouest de l'Océan Indien » l'île Maurice, Madagascar, les Comores (hors Mayotte), les Seychelles. Les étrangers dénommés « autres Américains » sont des ressortissants des pays d'Amérique du Nord, d'Amérique Centrale hors Haïti, Saint-Domingue, Sainte-Lucie, d'Amérique du Sud hors Guyana, Surinam et Brésil.

Les pays de la Communauté Économique Européenne (CEE) en mars 1990 sont : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni. Les résultats relatifs aux ressortissants de la CEE n'ont donc pas le même champ qu'au RP 82 (l'Espagne et le Portugal ont rejoint la CEE depuis).

Naturalisation

Naturaliser Français un étranger, c'est lui accorder la condition de citoyen français à part entière.

Les acquisitions de la nationalité française résultent de 3 procédures : la naturalisation et la réintégration par décret, la déclaration de nationalité et enfin l'acquisition sans formalité de la nationalité française.

(1) Volume de la Série « Bordeaux » en 1982. Pour le recensement de 1990, volume à paraître dans la collection *INSEE-Résultat.*

Perte de la nationalité française

Les pertes de la nationalité française contrôlées se divisent en deux catégories :

— les pertes de la nationalité française résultant d'une demande des intéressés : déclarations de perte souscrites par des Français qui vont acquérir ou ont acquis une nationalité étrangère, déclarations de répudiation (enfants français dans certaines conditions; conjoint français d'un étranger), décrets de perte de la nationalité française (libération de l'allégeance française);
— les pertes de la nationalité française décidées par le Gouvernement : retraits d'office, déchéances.

Il faut noter que depuis la mise en vigueur de la loi du 9 janvier 1973, il n'y a plus de perte automatique de la nationalité française par acquisition d'une nationalité étrangère, sauf exception prévue par la Convention franco-tunisienne du 3 juin 1955 et par la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.
— Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, direction de la Population et des Migrations.
— Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, service des études et de la statistique.

Publications :

— « Les étrangers au recensement de 1975 », *Migrations et sociétés,* ministère du Travail, La Documentation française, 1977.

— « Recensement général de la population de 1975. Nationalité (sondage au 1/5) », n° 393, *Collections de l'INSEE,* série D, n° 83, INSEE 1981.

— « Recensement général de la population de 1982. Les étrangers (sondage au 1/20) », *Migrations et sociétés,* n° 6, 111 pages. Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, série « boulier » RP 82/5, 111 pages, INSEE, La Documentation française, 1984.

— « Les étrangers en France », *Contours et caractères,* 64 pages, INSEE, La Documentation française, 1983.

— « Recensement général de la population de 1982. Nationalité (sondage au 1/4) », volume bordeaux, 154 pages, INSEE.

— *Regard sur l'immigration et la présence étrangère en France 1989-1990,* Lebon (A.), Paris, La Documentation française, collection « Documents affaires sociales », novembre 1990, 119 pages.

— « La main-d'œuvre étrangère au 31 décembre 1988 », Chambet-Rosset (M. C.), *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi,* n° 65, décembre 1990, 35 pages.

— « La présence étrangère en France métropolitaine », Labat (J. C.), *Économie et statistique,* n° 242, avril 1991, p. 7-15, INSEE.

— « La population étrangère. Recensement de la population de 1990 », Labat (J. C.), *INSEE-Première,* n° 150, juin 1991, 4 pages, INSEE.

— *Immigration et présence étrangère en France 1990-1991. Les données, les faits,* Lebon (A.), Paris, La Documentation française, collection « Documents affaires sociales », décembre 1991, 117 pages.

— *OMISTATS (Annuaire des migrations*), Office des migrations internationales. Régulièrement publié sous ce titre depuis 1985; dernier paru, *OMISTATS 1990,* 240 pages.

— « La localisation de la population étrangère. Recensement de la population de 1990 », Harnois (J.), *INSEE-Première,* n° 177, janvier 1992, 4 pages.

— « La réforme du droit de la nationalité, loi du 9 janvier 1973 ». *Notes et études documentaires,* n° 4115, du 30 novembre 1974, édité par La Documentation française, ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, direction de la Population et des Migrations, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, service des études et de la statistique.

— « La nationalité française ». Textes et documents, ministère de la Justice, Paris, La Documentation française, 1985, ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, direction de la Population et des Migrations, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, service des études et de la statistique.

* * *

TABLEAU B.03-1

Etrangers selon certaines nationalités sélectionnées aux différents recensements

Sources : INSEE (Division « Recensements de population »)

Nationalité	(1) 1946		(2) 1975		1982		1990	
	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%
Population totale	**39.848.182**	///	**52.599.430**	///	**54.295.612**	///	**56.634.299**	///
Total étrangers	**1.743.619**	**100,0**	**3.442.415**	**100,0**	**3.714.200**	**100,0**	**3.607.590**	**100,0**
Total nationalités d'Europe	1.547.286	88,7	2.090.235	60,7	1.768.176	47,6	1.453.369	40,3
dont : CEE	///	///	1.963.590	57,0	1.659.580	44,7	1.308.888	36,3
dont : Allemands	24.947	1,4	42.955	1,3	44.000	1,2	51.483	1,4
Belges	153.299	8,8	55.945	1,6	52.636	1,4	59.705	1,7
Espagnols	302.201	17,3	497.480	14,5	327.156	8,8	216.015	6,0
Italiens	450.764	25,9	462.940	13,4	340.308	9,2	253.679	7,0
Polonais	423.470	24,3	93.665	2,7	64.804	1,7	46.283	1,3
Portugais	22.261	1,3	758.925	22,0	767.304	20,7	645.578	17,9
Yougoslaves	20.858	1,2	70.280	2,1	62.472	1,7	51.697	1,4
Autres nationalités d'Europe (sauf URSS)	149.486	8,6	108.055	3,1	109.496	2,9	128.929	3,6
Soviétiques, russes	50.934	2,9	12.450	0,4	7.452	0,2	4.309	0,1
Total nationalités d'Afrique	54.005	3,1	1.192.300	34,6	1.594.772	43,0	1.652.870	45,8
dont : Algériens	22.114	1,3	710.690	20,6	805.116	21,7	619.923	17,2
Marocains	16.458	0,9	260.025	7,6	441.308	11,9	584.708	16,2
Tunisiens	1.916	0,1	139.735	4,1	190.800	5,2	207.496	5,8
Autres nationalités d'Afrique	13.517	0,8	11.530	0,3	30.216	0,8	62.610	1,7
Total nationalités d'Amérique	8.267	0,5	41.560	1,2	52.840	1,4	77.554	2,1
Total nationalités d'Asie	69.741	4,0	104.465	3,0	289.560	7,8	417.020	11,6
dont : Turcs	7.770	0,4	50.860	1,5	122.260	3,3	201.480	5,6
Autres nationalités	61.971	3,6	32.230	0,9	51.796	1,4	89.532	2,5
Nationalités d'Océanie, nationalités non précisées	13.386	0,8	1.405	0,1	1.400	ε	2.468	0,1

(1) Pour 1946 : population présente au moment du recensement. Depuis, population résidant en France au moment du recensement.
(2) Les étrangers de nationalités Grecque ont été inclus dans les résultats de la CEE en 1975, bien que n'en faisant pas encore partie.

TABLEAU B.03-2

Structure par âge et sexe de la population étrangère en France au recensement de 1990

Source : INSEE (Division « Recensements de population »)

Age atteint en 1990	Total	*Dont* CEE	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Afrique noire francophone	Cambodgiens Laotiens Vietnamiens	Turcs	Autres
Les deux sexes . . .	**3.607.590**	**1.308.888**	**216.015**	**253.679**	**645.578**	**619.923**	**584.708**	**207.496**	**178.133**	**106.843**	**201.480**	**593.735**
0 à 14 ans	**762.844**	152.963	14.338	13.457	105.389	124.075	212.009	69.519	43.486	29.951	68.677	81.943
15 à 24 ans	**517.494**	172.597	17.429	14.589	117.649	74.021	95.963	26.811	30.476	19.622	46.841	74.093
25 à 34 ans	**633.160**	213.167	27.676	24.712	121.347	97.266	83.744	34.109	50.595	22.746	30.780	140.185
35 à 54 ans	**1.107.933**	426.315	59.044	73.817	235.317	224.589	162.496	63.177	49.707	22.536	50.106	167.144
55 à 64 ans	**304.159**	163.523	41.756	52.248	49.660	72.100	24.120	9.764	3.268	5.512	3.444	42.287
65 ans ou plus . .	**282.000**	180.323	55.772	74.856	16.216	27.872	6.376	4.116	601	6.476	1.632	88.083
Sexe masculin . . .	**1.988.264**	**699.361**	**112.307**	**144.667**	**345.150**	**363.701**	**326.859**	**120.428**	**104.251**	**57.166**	**111.854**	**301.881**
0 à 14 ans	**389.514**	79.747	7.078	7.037	55.100	63.430	107.806	35.129	21.372	15.585	34.685	42.292
15 à 24 ans	**267.938**	89.759	9.133	8.109	63.842	38.313	50.493	13.489	14.762	10.950	25.115	33.732
25 à 34 ans	**327.730**	114.325	16.308	16.220	65.011	47.829	36.796	17.733	26.846	13.128	18.728	69.131
35 à 54 ans	**666.763**	234.311	30.788	47.829	125.137	138.717	108.268	43.929	38.199	12.487	30.322	91.087
55 à 64 ans	**196.842**	94.002	22.240	31.448	28.384	55.048	19.352	8.140	2.716	2.632	2.300	24.582
65 ans ou plus . .	**139.477**	87.217	26.760	34.024	7.676	20.364	4.144	2.008	356	2.384	704	41.057
Sexe féminin	**1.619.326**	**609.527**	**103.708**	**109.012**	**300.428**	**256.222**	**257.849**	**87.068**	**73.882**	**49.677**	**89.626**	**291.854**
0 à 14 ans	**373.330**	73.216	7.260	6.420	50.289	60.645	104.203	34.390	22.114	14.366	33.992	39.651
15 à 24 ans	**249.556**	82.838	8.296	6.480	53.807	35.708	45.470	13.322	15.714	8.672	21.726	40.361
25 à 34 ans	**305.430**	98.842	11.368	8.492	56.336	49.437	46.948	16.376	23.749	9.618	12.052	71.054
35 à 54 ans	**441.170**	192.004	28.256	25.988	110.180	85.872	54.228	19.248	11.508	10.049	19.784	76.057
55 à 64 ans	**107.317**	69.521	19.516	20.800	21.276	17.052	4.768	1.624	552	2.880	1.144	17.705
65 ans ou plus . .	**142.523**	93.106	29.012	40.832	8.540	7.508	2.232	2.108	245	4.092	928	47.026

TABLEAU B.03-3

Population active totale par nationalité et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990

Source : INSEE (Division « Recensements de population »)

Catégorie socioprofessionnelle (niveau intermédiaire)	Total	Français de naissance	Français par acquisition	Etrangers	
				Total	Dont CEE
Agriculteurs exploitants	**998.817**	978.693	10.664	9.460	6.592
Artisans	**853.272**	765.946	36.004	51.322	30.806
Commerçants	**799.242**	722.830	34.176	42.236	13.908
Chefs d'entreprises de 10 salariés ou plus	**172.474**	159.174	6.684	6.616	3.864
Professions libérales	**315.202**	295.230	13.204	6.768	2.772
Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques	**1.021.853**	949.544	33.009	39.300	12.344
Cadres d'entreprises	**1.356.903**	1.267.987	43.116	45.800	23.272
Professions intermédiaires de l'enseignements, de la santé, de la fonction publique	**1.992.343**	1.908.920	45.109	38.314	13.469
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	**1.384.897**	1.297.605	42.884	44.408	20.444
Techniciens	**755.386**	712.913	21.888	20.585	8.977
Contremaîtres, agents de maîtrise	**574.226**	529.570	20.676	23.980	16.572
Employés de la fonction publique	**2.418.518**	2.301.946	68.356	48.216	17.736
Employés administratifs d'entreprises	**2.334.400**	2.192.471	74.720	67.209	27.696
Employés de commerce	**966.217**	886.733	36.144	43.340	18.468
Personnel des services directs aux pareticuliers	**1.191.145**	994.380	53.524	143.241	77.953
Ouvriers qualifiés	**4.265.258**	3.696.082	151.134	418.042	186.079
Ouvriers non qualifiés	**3.066.065**	2.483.175	110.447	472.443	171.828
Ouvriers agricoles	**282.184**	231.244	7.368	43.572	15.172
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	**284.106**	217.421	12.369	54.316	7.168
Inactifs divers	**230.171**	225.024	4.730	417	155
Total	**25.262.679**	**22.816.888**	**826.206**	**1.619.585**	**675.275**

TABLEAU B.03-4

Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée (14 postes) et le sexe

Année 1989

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de mars 1989)

Activité économique regroupée (14 postes)	Les deux sexes		Sexe masculin		Sexe féminin	
	Effectif	**(1) %**	Effectif	(1) %	Effectif	(1) %
Activité indéterminée	**9.918**	**12,2**	6.457	13,6	3.461	10,3
01. Agriculture	**26.779**	**9,9**	21.668	10,7	5.111	7,7
02. Industries agricoles et alimentaires	**31.334**	**6,0**	22.689	6,8	8.645	4,6
03. Energie	**9.388**	**3,6**	7.842	3,7	1.546	3,0
04. Industrie des biens intermédiaires	**107.442**	**8,8**	91.587	9,4	15.855	6,6
05. Industrie des biens d'équipement	**99.937**	**6,5**	86.676	7,4	13.261	3,7
06. Industrie des biens de consommation	**98.885**	**8,8**	63.832	11,1	35.053	6,4
02 à 06. Industrie	**346.986**	**7,4**	**272.626**	**8,3**	**74.360**	**5,4**
07. Bâtiment, génie civil et agricole	**241.751**	**18,6**	237.477	19,8	4.274	4,1
08. Commerce	**98.758**	**4,9**	60.998	6,0	37.760	3,8
09. Transports et télécommunications	**43.014**	**3,4**	38.956	4,2	4.058	1,2
10. Services marchands	**277.384**	**7,3**	147.174	9,4	130.210	5,9
11 à 13. Institutions financières	**11.327**	**1,6**	**4.749**	**1,4**	**6.578**	**1,7**
14. Services non marchands	**142.420**	**3,3**	**45.539**	**2,5**	**96.881**	**3,9**
08 à 14. Tertiaire	**572.903**	**4,7**	**297.416**	**5,3**	**275.487**	**4,3**
Total	**1.198.337**	**6,5**	**835.644**	**8,0**	**362.693**	**4,5**

(1) Pourcentage calculé par rapport à l'effectif salarié (Français + étrangers) de l'activité.

TABLEAU B.03-5

Familles par nombre d'enfants de 0 à 16 ans selon la nationalité (10 postes) de la personne de référence au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de population»)

Famille	**Total**	Total	*Dont*							AfriqueCambodgiens		
		étrangers	CEE	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	noire francophone	Laotiens Vietnamiens	Turcs
Nombre total de familles	**15.386.940**	**1.003.700**	**471.200**	**81.340**	**113.340**	**215.220**	**169.140**	**112.680**	**47.720**	**34.020**	**24.100**	**41.420**
Familles comprenant des enfants de 0 à 16 ans :												
0 enfant	**8.619.000**	406.120	250.460	53.500	76.840	82.160	50.500	21.940	9.780	6.920	7.740	7.700
1 enfant	**3.100.460**	207.140	103.940	14.300	17.320	61.700	33.240	16.580	8.980	7.080	4.600	8.620
2 enfants	**2.451.140**	171.080	81.440	9.540	12.920	50.280	28.340	15.920	8.520	6.220	4.180	8.960
3 enfants	**904.940**	108.300	28.200	3.360	4.840	17.020	24.940	20.620	9.920	5.280	3.920	8.180
4 enfants ou plus	**311.400**	111.060	7.160	640	1.420	4.060	32.120	37.620	10.520	8.520	3.660	7.960
Nombre total d'enfants de 0 à 16 ans	**12.114.560**	**1.403.120**	**382.280**	**46.380**	**63.820**	**230.560**	**319.340**	**289.960**	**104.800**	**80.580**	**42.000**	**87.600**

TABLEAU B.03-6

Evolution du nombre d'acquisitions de la nationalité française

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale

	1980		1985		1987		1988		1989	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Acquisition par décret	31.504	60,5	41.588	68,5	25.702	61,6	26.961	49,7	33.040	55,5
Evolution en % (1)	///	///	107,4	///	— 23,1	///	4,9	///	22,5	///
Acquisition par déclaration	20.599	39,5	19.089	31,5	16.052	38,4	27.338	50,3	26.468	44,5
Evolution en % (1)	///	///	23,0	///	— 28,9	///	70,3	///	— 3,2	///
Total acquisitions	**52.103**	**100,0**	**60.677**	**100,0**	**41.754**	**100,0**	**54.299**	**100,0**	**59.508**	**100,0**
Evolution en % (1)	///	///	**70,6**	///	**— 25,4**	///	**30,0**	///	**9,6**	///

(1) Evolution par rapport à l'année précédente.

TABLEAU B.03-7

Acquisitions, par décret, de la nationalité française selon la nationalité antérieure

Ensemble des lieux de résidence (1) (2)

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale

Nationalité antérieure	1985	1986	1987	1988	1989
Nationalités d'Europe (sauf URSS)	**14.445**	**10.778**	**7.472**	**7.130**	**7.083**
CEE des Douze	12.044	9.091	6.154	5.740	4.928
dont : Belges	284	217	153	148	155
Britanniques	190	136	90	83	141
Espagnols	3.840	2.323	1.453	1.300	977
Italiens	2.529	1.623	1.084	989	850
Portugais	4.891	4.622	3.248	3.119	2.671
Hors CEE	2.401	1.687	1.318	1.390	2.155
dont : Polonais	828	579	501	673	1.052
Roumains	206	150	137	164	282
Yougoslaves	959	730	491	388	598
Nationalités d'Afrique. Total	**6.809**	**5.408**	**4.584**	**5.599**	**7.112**
dont : Algériens	1.933	1.492	1.328	2.038	2.619
Marocains	1.997	1.693	1.402	1.634	2.230
Mauriciens	1.031	778	561	542	445
Togolais	270	176	160	163	139
Tunisiens	1.081	726	657	715	950
Nationalités d'Amérique. Total	**1.013**	**822**	**620**	**519**	**801**
dont : Chiliens	205	209	158	114	176
Haïtiens	352	251	180	161	276
Nationalités d'Asie/Océanie. Total	**7.135**	**5.908**	**5.056**	**5.697**	**7.749**
dont : Cambodgiens	1.434	1.200	1.044	1.224	1.485
Chinois	262	175	108	130	170
Iraniens	138	160	176	163	310
Laotiens	1.377	1.130	996	1.123	1.152
Libanais	621	552	520	563	874
Syriens	147	145	133	111	191
Turcs (3)	462	446	389	407	687
Vietnamiens	2.241	1.805	1.423	1.632	2.151
Soviétiques	**106**	**76**	**72**	**40**	**85**
Diverses ou non précisées	**102**	**66**	**50**	**28**	**32**
Total	**29.610**	**23.058**	**17.584**	**19.013**	**22.862**

(1) France métropolitaine et autres pays de résidence.
(2) Pour les années 1985, 1986, 1987, 1988 et 1989, les enfants mineurs, dont le total s'élève à 11.978 pour 1985, à 10.344 pour 1986, à 7.848 pour 1987, à 7.948 pour 1988 et à 10.178 en 1989 ne sont pas compris, la ventilation par nationalité n'ayant pu être effectuée.
(3) Y compris les Arméniens.

Chapitre B.04

Ménages

1. Commentaire.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Évolution de la structure des ménages aux recensements de 1975, 1982 et 1990.

1. Nombre de ménages.
2. Ménages selon le nombre de personnes aux différents recensements.
3. Catégories de population par sexe aux différents recensements.
4. Type de ménage par âge de la personne de référence au recensement de 1990.
5. Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans au recensement de 1990.
6. Ménages ordinaires des DOM selon le nombre de personnes aux différents recensements.
7. Structure des ménages des DOM au recensement de 1990.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Recensements de la population » de l'INSEE.

1. COMMENTAIRE

La taille des *ménages* continue de diminuer : si un logement comptait en moyenne 3,8 occupants en 1861, il n'en comptait plus que 3,1 en 1968 et 2,6 en 1990. Près de 6 millions de personnes vivent seules, soit un habitant sur dix. L'accroissement est surtout notable entre 20 et 55 ans, en raison des ruptures d'unions plus fréquentes. Le nombre de *familles* à un seul parent est également en progression, et le divorce et les séparations ont remplacé le veuvage en tant que principale cause de création de familles monoparentales. Un jeune de moins de vingt ans sur dix vit aujourd'hui avec un seul de ses parents. Si la vie en couple constitue encore le comportement majoritaire, la montée des couples non mariés est forte. Les couples de deux célibataires font une percée particulièrement sensible chez les moins de 35 ans.

2. MÉTHODOLOGIE

La méthodologie du recensement de la population de 1990 est expliquée au chapitre B.01 : « Structure de la population ».

3. DÉFINITIONS

Ménages, familles

Le ménage comprend toutes les personnes qui partagent une même résidence principale (voir la définition dans le chapitre D.02 : « logement »). La famille s'entend comme un cadre susceptible d'accueillir un ou des enfants : elle peut donc être constituée soit par un couple (marié ou non) et, le cas échéant, de ses enfants, soit d'une personne sans conjoint et de ses enfants (famille monoparentale).

L'enfant de la famille est compté comme tel quel que soit son âge, s'il n'a pas de conjoint ou d'enfants vivant dans le ménage. Il peut être l'enfant des deux parents, de l'un ou de l'autre, enfant adopté, enfant en tutelle de l'un ou l'autre parent.

Au recensement de 1990, il n'y a pas de limite d'âge pour être « enfant de famille », alors qu'aux recensements précédents tout enfant de 25 ans ou plus, célibataire sans enfant, était un « isolé » du ménage. Les couples sont des couples de fait : les conjoints peuvent être mariés ou non.

Un ménage peut comporter zéro, une ou, plus rarement, deux familles. Le cas où un ménage comporte trois familles étant extrêmement rare, on n'en a retenu que deux (les membres de la troisième famille sont assimilés à des isolés). Les membres du ménage qui ne font partie d'aucune famille sont les isolés du ménage. Lorsqu'il n'y a aucune famille dans le ménage, celui-ci est donc entièrement constitué d'isolés.

Si le ménage comporte au moins une famille, la personne de référence du ménage appartient nécessairement à une famille et on appelle famille principale la famille de la personne de référence du ménage. Si le ménage comporte deux familles, la deuxième famille est appelée famille secondaire.

Personne de référence du ménage

Depuis le recensement de 1982 en métropole, la notion de chef de ménage a été remplacée par la notion de personne de référence du ménage. Cette notion est utilisée pour la première fois en 1990 dans les DOM.

Depuis le recensement de 1982 en métropole et de 1990 dans les DOM, on indique la liste des personnes du ménage avec le « lien de parenté ou relation avec la personne inscrite sur la première ligne », qui doit être l'un des conjoints d'un couple ou à défaut, l'un des adultes habitant dans le logement.

On définit la personne de référence du ménage selon une règle basée sur la prédominance donnée aux familles, aux pères, à l'activité et à l'âge; cette personne n'est pas toujours celle inscrite en première ligne de la liste.

La règle précise est la suivante :

— si le ménage comprend au moins un couple, la personne de référence est l'homme du couple, s'il y a plusieurs couples on choisit le plus âgé des actifs ou à défaut d'actif le plus âgé;

— sinon, si le ménage comprend au moins une famille monoparentale (adulte élevant seul un ou plusieurs de ses enfants), alors la personne de référence est, parmi les parents de ces familles monoparentales, le plus âgé des actifs ou à défaut le plus âgé;

— si le ménage ne comprend aucune famille, la personne de référence est, parmi les personnes du ménage à l'exception des pensionnaires ou salariés logés, le plus âgé des actifs ou, à défaut, le plus âgé.

Population réintégrée

Ce sont les élèves internes des établissements d'enseignement et les militaires du contingent qui sont « réintégrés » dans la population des ménages de la commune où ils ont leur résidence personnelle.

Pour plus de précision voir le chapitre A.01 : « Territoire et population ».

Type de famille

Ce code caractérise chaque famille (famille monoparentale ou couple).

Familles monoparentales :

Elles sont composées d'un père ou d'une mère de famille sans conjoint avec un ou plusieurs enfants.

Ces familles sont distinguées selon le sexe du parent et son type d'activité (actif-inactif).

Couples :

Les couples sont des couples de fait : les conjoints peuvent donc être mariés ou non.

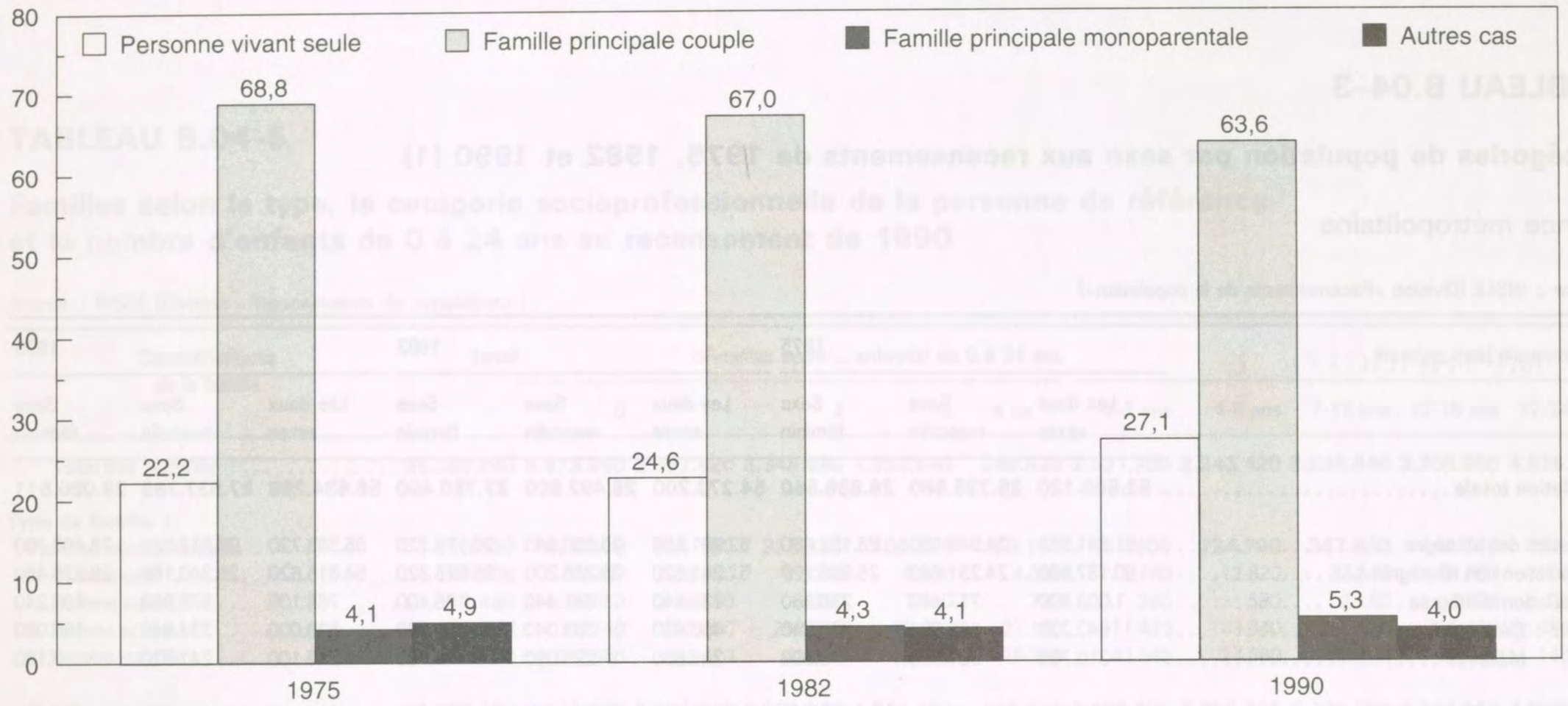
4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Voir le chapitre B.01 : « Structure de la population ».

*
* *

GRAPHIQUE B.04

Évolution de la structure des ménages aux recencements de 1975, 1982 et 1990



Source : INSEE (Recensement de la population)

TABLEAU B.04-1

Nombre de ménages au 1er janvier (1)

Source : INSEE — *Unité :* millier

	(2) 1975	(2) 1982	1987	1988	1989	(2) 1990	1991	*p* 1992
Nombre de ménages	17.720	19.605	20.899	21.134	21.374	21.618	21.850	22.081

(1) Il s'agit d'estimations calculées à partir du recensement de 1982.
(2) Année de recensement.

TABLEAU B.04-2

Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1975, 1982 et 1990

Source : INSEE(Division «Recensements de population»)

Caractéristique du ménage	1975	1982	1990
Total des ménages	**17.744.985**	**19.588.924**	**21.520.700**
Nombre de personnes :			
1	3.935.260	4.811.476	5.825.720
2	5.591.208	4.937.025	6.365.120
3	3.401.060	3.679.188	3.818.080
4	2.729.820	3.172.216	3.371.060
5	1.452.770	1.440.324	1.443.260
6 ou plus	1.289.050	894.512	697.460
Nombre total de personnes	51.151.300	52.987.260	55.383.720
Nombre moyen de personnes par ménage	2,88	2,70	2,57

TABLEAU B.04-3

Catégories de population par sexe aux recensements de 1975, 1982 et 1990 (1)

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

	1975			1982			1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Population totale	**52.589.120**	**25.725.560**	**26.836.560**	**54.273.200**	**26.492.800**	**27.780.400**	**56.634.299**	**27.537.788**	**29.080.511**
Population des ménages	51.141.660	24.949.180	26.192.480	52.981.360	25.807.640	26.173.720	55.383.720	26.917.020	28.466.700
Population non réintégrée	50.137.860	24.231.740	25.906.120	52.241.520	25.266.200	26.975.320	54.615.620	26.340.160	28.275.460
Population réintégrée	1.003.800	717.440	286.360	739.840	541.440	198.400	768.100	576.860	191.240
dont : Elèves internes	642.220	383.980	258.240	490.420	303.040	187.380	523.000	334.940	188.060
Militaires	310.760	301.960	8.800	226.860	225.080	1.780	245.100	241.920	3.180
Population des collectivités	1.156.700	603.240	553.460	1.040.500	514.400	526.100	1.005.092	469.120	535.972
Foyers de travailleurs	264.800	237.500	27.300	203.920	180.120	23.800	176.232	151.772	24.460
Foyers d'étudiants, cités universitaires	127.600	69.580	58.020	128.360	69.920	58.440	137.664	69.872	67.792
Maisons de retraite, hospices	357.200	121.580	235.620	329.880	103.680	226.200	357.268	99.212	258.056
Hospitalisation longue durée	176.120	89.820	86.300	192.860	88.980	103.880	140.784	60.952	79.832
Communautés religieuses	103.680	19.280	84.400	86.440	16.860	69.580	70.280	14.956	55.324
Autres collectivités	127.300	65.480	61.820	99.040	54.840	44.200	122.864	72.356	50.508
Population des habitations mobiles (y c. mariniers)	141.320	76.020	65.300	124.400	66.600	57.800	146.581	79.21	67.460
Population non réintégrée des établissements	149.440	124.120	25.320	126.940	104.160	22.780	98.906	88.527	10.379

(1) Les personnes en traitement dans les sanatoriums, préventoriums, aériums, de même que les personnes en traitement dans les hôpitaux psychiatriques ont été intégrées à la population en hospitalisation de longue durée pour les recensements de 1975 et 1982 afin d'assurer la comparaison avec celui de 1990.

TABLEAU B.04-4

Type de ménage par âge de la personne de référence au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de population»)

Caractéristiques du ménage	**Total**	15 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus
Total des ménages	**21.520.700**	**872.180**	**1.801.140**	**4.406.840**	**4.053.700**	**3.299.020**	**4.404.100**	**2.683.720**
Structure du ménage :								
Ménage d'une personne : homme	**2.158.500**	217.440	298.420	422.600	303.060	262.480	376.120	278.380
femme	**3.667.220**	249.240	240.760	286.160	221.040	335.300	1.075.440	1.259.280
Autre ménage sans famille	**446.720**	69.220	46.720	61.980	55.480	63.640	64.680	85.000
Famille principale monoparentale :	**1.558.040**	34.740	90.700	367.580	426.740	262.420	222.400	153.460
Homme + enfant(s)	**223.500**	460	3.320	31.040	72.660	52.620	38.860	24.540
Femme + enfant(s)	**1.334.540**	34.280	87.380	336.540	354.080	209.800	183.540	128.920
Famille principale comprenant un couple :	**13.690.220**	301.540	1.124.540	3.268.520	3.047.380	2.375.180	2.665.460	907.600
Homme et femme actifs	**6.922.220**	229.780	895.620	2.392.360	2.121.300	1.146.500	132.760	3.900
Homme actif et femme inactive	**2.924.440**	46.260	206.280	839.900	871.300	792.860	161.240	6.600
Homme inactif et femme active	**590.400**	11.360	14.160	22.280	29.660	157.740	342.500	12.700
Homme et femme inactifs	**3.253.160**	14.140	8.480	13.980	25.120	278.080	2.028.960	884.400

TABLEAU B.04-5

Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans au recensement de 1990

Source : INSEE (Division « Recensements de population »)

Caractéristiques de la famille	Total	Familles ayant ... enfant(s) de 0 à 24 ans					Nombre total d'enfants de				
		0	1	2	3	4 ou +	0-3 ans	4-6 ans	7-11 ans	12-16 ans	17-24 ans
Total des familles	**15.386.940**	**6.473.980**	**3.667.420**	**3.345.680**	**1.350.940**	**548.920**	**2.331.700**	**2.243.420**	**3.838.540**	**3.700.900**	**4.826.220**
Type de famille :											
Familles monoparentales :	**1.610.120**	**428.500**	**686.180**	**338.760**	**106.520**	**50.160**	**161.600**	**184.700**	**367.640**	**440.540**	**757.600**
Homme actif	**158.900**	19.200	88.820	37.080	9.800	4.000	6.760	12.820	33.840	51.900	104.960
Homme inactif	**71.480**	50.480	15.260	3.960	1.060	720	380	580	2.180	4.360	22.220
Femme active	**913.620**	66.240	490.680	256.400	73.120	27.180	111.420	143.640	282.520	325.100	481.500
Femme inactive	**466.120**	292.580	91.420	41.320	22.540	18.260	43.040	27.660	49.100	59.180	148.920
Familles comprenant un couple :	**13.776.820**	**6.045.480**	**2.981.240**	**3.006.920**	**1.244.420**	**498.760**	**2.170.100**	**2.058.720**	**3.470.900**	**3.260.360**	**4.068.620**
Homme et femme actifs	**6.943.260**	1.934.940	2.081.420	2.146.580	630.980	149.340	1.357.000	1.266.320	2.093.300	1.983.340	2.220.200
Homme actif et femme inactive	**2.934.160**	677.420	602.840	762.460	573.860	317.580	778.540	760.340	1.304.060	1.151.440	1.344.820
Homme inactif et femme active	**597.840**	423.460	109.400	43.700	14.040	7.240	16.900	14.120	32.080	48.220	160.920
Homme et femme inactifs	**3.301.560**	3.009.660	187.580	54.180	25.540	24.600	17.660	17.940	41.460	77.360	342.680
CS de la personne de référence :											
1. Agriculteurs exploitants	**477.340**	149.300	118.920	129.240	59.860	20.020	69.740	69.640	132.960	146.160	225.260
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1.097.220**	309.560	317.680	324.460	112.160	33.360	154.480	165.140	320.880	349.080	463.160
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	**1.607.420**	410.940	448.920	514.340	187.340	45.880	301.200	292.080	522.920	522.260	596.780
4. Professions intermédiaires	**2.200.220**	553.900	687.780	693.600	219.180	45.760	406.060	396.380	688.520	664.660	774.940
5. Employés	**1.477.480**	303.380	548.260	423.860	153.660	48.320	298.680	292.540	478.480	445.180	557.460
6. Ouvriers	**4.052.580**	960.260	1.129.900	1.109.760	551.720	300.940	1.010.240	957.620	1.557.320	1.373.780	1.522.880
7. Retraités	**3.882.760**	3.505.520	273.120	67.140	21.900	15.080	7.380	8.160	28.100	71.800	432.600
8. Autres sans activité professionnelle	**591.920**	281.120	142.840	83.280	45.120	39.560	83.920	61.860	109.360	127.980	253.140

TABLEAU B.04-6

Ménages ordinaires des départements d'outre-mer selon le nombre de personnes aux recensements de 1974, 1982 et 1990

Source : INSEE (Division « Recensements de population »)

Caractéristique du ménage	Guadeloupe			Guyane			Martinique			Réunion		
	1974	1982	1990	1974	1982	1990	1974	1982	1990	1974	1982	1990
Total des ménages	**76.752**	**85.629**	**112.478**	**15.647**	**21.063**	**33.285**	**76.135**	**82.265**	**106.536**	**103.962**	**120.861**	**157.853**
Nombre de personnes :												
1	16.202	17.746	22.265	4.186	5.138	7.300	16.230	16.982	22.790	14.325	13.874	20.481
2	12.315	14.775	22.077	2.829	4.399	6.701	11.342	14.932	21.293	15.420	17.954	26.477
3	9.561	12.511	19.987	2.233	3.431	5.731	9.618	12.635	18.572	14.776	20.037	30.229
4	9.264	12.374	19.238	2.043	2.902	5.153	8.999	12.868	18.070	14.561	21.979	32.171
5	7.562	9.502	12.807	1.449	1.914	3.422	7.611	9.673	11.423	11.916	16.611	21.817
6 ou plus	21.848	18.721	16.104	2.907	3.279	4.978	22.355	18.175	14.388	32.964	30.406	26.678
Nombre total de personnes	320.678	323.400	383.627	54.425	70.241	112.953	321.323	321.811	355.498	475.532	509.232	593.684
Nombre moyen de personnes par ménage	4,2	3,7	3,4	3,5	3,3	3,4	4,2	3,7	3,3	4,6	4,2	3,8

TABLEAU B.04-7

Structure des ménages des départements d'outre-mer au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de population»)

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion
Total des ménages	**112.478**	**22.265**	**7.300**	**22.790**
Structure du ménage :				
Ménage d'une personne :	22.265	7.300	22.790	20.481
Homme	12.165	4.888	12.375	11.044
Femme	10.100	2.412	10.415	9.437
Autre ménage sans famille :	6.569	2.664	5.311	5.648
Famille principale monoparentale :	24.033	6.094	23.608	26.859
Homme + enfant(s)	3.589	1.274	3.185	4.192
Femme + enfant(s)	20.444	4.820	20.423	22.667
Famille principale comprenant un couple :	59.611	17.227	54.827	104.865
Homme et femme actifs	31.707	9.106	30.381	45.335
Homme actif et femme inactive	15.342	5.944	11.048	39.259
Homme inactif et femme active	2.660	461	2.899	4.070
Homme et femme inactifs	9.902	1.716	10.499	16.201

C

Emploi, revenus et salaires

DEUX SIÈCLES DE TRAVAIL EN FRANCE

DE 1800 A NOS JOURS, LES METAMORPHOSES DU TRAVAIL



Série INSEE-ETUDES
204 pages, format 16 x 24, 140 F

DE L'EXODE AGRICOLE A LA TERTIARISATION DE L'EMPLOI, LES ÉTAPES DE LA MUTATION

- UNE ANALYSE ORIGINALE ET RIGOUREUSE SUR LONGUE PÉRIODE
- UNE ANALYSE HISTORIQUE DE L'EMPLOI
- DES RÉSULTATS QUI BOULEVERSENT CERTAINES IDÉES REÇUES.

EGALEMENT VENDU EN LIBRAIRIE

BON DE COMMANDE

A RETOURNER à L'OBSERVATOIRE ECONOMIQUE DE VOTRE RÉGION

❑ Je souhaite recevoir ____ exemplaire(s) de l'ouvrage **"DEUX SIÈCLES DE TRAVAIL EN FRANCE"** au prix unitaire de **140 F +** participation aux frais de mise à disposition : **10 F** par envoi France - **20 F** par ouvrage Etranger

Nom, Prénom _____
Société _____
Adresse complète _____
_____
Ci-joint un chèque de _____ FF à l'ordre de l'INSEE
Date : Signature :

insee
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Chapitre C.01

Population active, Emploi

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent. Moyennes annuelles.
2. Taux d'activité au sens du recensement, par sexe et groupe d'âge quinquennal.
3. Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé.
4. Taux de chômage standardisés dans des pays de l'OCDE. Moyennes annuelles.
5. Population résidente occupée au 31 décembre.
6. Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement.
7. Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux, et effectifs payés par l'État des établissements d'enseignement privés sous contrat, par statut.
8. Travail à temps partiel de la population active.
9. Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut.
10. Effectifs des agents de l'État par catégorie statutaire et sexe.
11. Les effectifs féminins de l'État : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire et ministère.
12. Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés.
13. Caractéristiques des salariés intérimaires et sous contrat à durée déterminée.
14. Importance du recours au travail intérimaire.
15. Autres indicateurs du marché du travail.
16. Indicateurs trimestriels de flux de demandes d'emploi.
17. Demandes d'emploi en fin de mois par métiers regroupés et par qualification professionnelle.
18. Population totale et population active des départements d'outre-mer.
19. Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer.
20. Dépenses pour l'emploi.
21. Effectifs de la fonction publique territoriale.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle et les divisions « Exploitations des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus » et « Emploi » de l'INSEE.

1. MÉTHODOLOGIE

Population employée

Ce chapitre fournit les dernières estimations disponibles concernant la population employée, par groupe d'activités économiques (secteur d'établissement).

Les séries publiées à partir de la base au 31 décembre 1981 sont obtenues par application des indicateurs d'évolution issus essentiellement des statistiques de l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce).

L'UNEDIC produit depuis 1961, au 31 décembre de chaque année, des statistiques d'effectifs de salariés relevant du régime des ASSEDIC (Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce), classés par activité économique et par sexe. Le champ d'application de ce régime est assez vaste pour que les indications statistiques ainsi fournies soient utilisables pour l'estimation de l'emploi. Aussi les principales données concernant l'emploi se répartissent-elles de la façon suivante :

— statistiques des ASSEDIC permettant d'obtenir des estimations de l'emploi à la fin de chaque année;
— statistiques fournies par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, en particulier par son enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre. Cette enquête de conjoncture permet, d'une part de compléter le champ des activités relevant du régime ASSEDIC, d'autre part de calculer les évaluations, en moyenne annuelle, qui sont utilisées par la Comptabilité nationale;
— données complémentaires et statistiques de source INSEE provenant principalement des recensements de la population et des enquêtes annuelles sur l'emploi.

Les recensements de la population fournissent, notamment, une répartition de la population employée (par conséquent, chômeurs et militaires du contingent exclus) suivant le sexe et l'activité économique principale des établissements employeurs, dont le regroupement constitue les secteurs d'établissement.

La Comptabilité nationale utilise pour ses travaux, en particulier dans le *Rapport sur les comptes de la Nation,* un cadre légèrement différent : celui des branches, alors que le secteur d'établissement regroupe les établissements ayant la même activité principale. La branche est l'activité qui élabore un produit et un seul parmi une nomenclature de biens et services. De plus, c'est l'emploi intérieur et non la population résidente occupée qui est ventilé par branche : c'est-à-dire que le concept retenu dans les comptes de la Nation inclut les non-résidents ayant un emploi dans l'économie nationale et exclut les résidents ayant un emploi dans le reste du monde. Enfin, la Comptabilité nationale utilise les moyennes annuelles, alors que les estimations présentées ici sont faites au 31 décembre.

La nomenclature par secteur d'établissement constitue, sur le plan statistique, le point de passage obligé pour toute estimation dans le cadre des branches, La répartition de la population employée par branche résultant d'un passage secteur-branche à travers une matrice établie en majeure partie à l'aide des résultats des enquêtes annuelles d'entreprises, les résultats sont moins précis que ceux établis dans le cadre des secteurs. La répartition de la population employée par secteur résulte d'une ventilation de la population selon le numéro d'activité économique de l'établissement dans lequel chaque travailleur est occupé.

La méthode utilisée pour établir l'estimation de la population salariée suivant le sexe et le secteur d'établissement au 31 décembre de chaque année repose essentiellement sur :

— les évolutions annuelles fournies par l'UNEDIC;
— les enquêtes sur l'emploi et certaines statistiques de caisses de prévoyance et assurances sociales, d'entreprises publiques, pour estimer les salariés non couverts par l'UNEDIC : secteur public, agriculture, services non marchands.

Par ailleurs, le nombre de non-salariés est estimé à partir des indications fournies par des caisses de retraite, des statistiques des caisses d'assurances sociales agricoles et de l'enquête emploi.

On peut enfin signaler que les statistiques UNEDIC sont disponibles selon la taille de l'établissement.

Le niveau de chômage

Jusqu'en 1975, la mesure du chômage retenue était la population disponible à la recherche d'un emploi, ensemble des individus qui déclaraient, à l'enquête sur l'emploi ou au recensement, être sans emploi et en rechercher un.

La réalisation régulière de l'enquête sur l'emploi et les progrès réalisés quant à la fiabilité de ses résultats permettent maintenant de retenir la définition du chômage, recommandée par le Bureau international du travail (BIT). Pour être classé comme chômeur, quatre conditions sont requises :

— être dépourvu d'emploi;
— être à même de travailler;
— chercher un travail rémunéré;
— être en quête activement de ce travail.

L'enquête sur l'emploi dénombre les chômeurs répondant à ces critères, traduits en pratique dans le questionnaire de la façon suivante : ne pas avoir travaillé pendant la semaine de référence, être disponible pour travailler immédiatement, chercher un travail salarié ou non salarié, avoir fait un acte de recherche pendant le mois précédant l'enquête.

Outre l'intérêt de permettre les comparaisons internationales, la mesure du chômage au sens de la définition du Bureau international du travail présente l'avantage d'être fondée sur des critères factuels, de ne pas faire appel à l'appréciation personnelle des individus sur leur situation et de ne pas dépendre directement de la réglementation et des institutions en matière sociale. Il n'en est pas de même de la série des demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et de celle des bénéficiaires d'indemnités de chômage, qui dépendent en effet du comportement des personnes au chômage et de la législation sociale. Ces dernières ont cependant le mérite d'apporter des informations plus fines, notamment au niveau régional et local, et de permettre le suivi conjoncturel grâce à leur périodicité mensuelle.

Les agents de l'État

Jusqu'en 1969, les recensements des agents de l'État et des collectivités locales ont été effectués par voie de questionnaire. À partir de 1976, et après une première expérience réalisée en 1975, un système d'information statistique utilisant les fichiers automatisés de paie a été mis en place pour les personnels de l'État, des établissements publics nationaux et des établissements d'enseignement privé sous contrat.

La collecte des données a eu lieu tous les deux ans de 1976 à 1982; elle est annuelle depuis 1983. Les recensements sont exhaustifs, en métropole, dans les DOM-TOM et à l'étranger et concernent à la fois l'emploi et les salaires. Les données sont individuelles.

Les personnes ou les rémunérations (indemnités, avantages en nature) manquantes dans les fichiers sont recensées au moyen d'une enquête complémentaire par questionnaire. Toutefois, le volet « Rémunérations » de l'enquête complémentaire n'est présent que les années paires. Le ministère de la Défense est inclus dans le champ des recensements, mais selon des modalités particulières qui se répercutent au niveau de la diffusion des résultats. Outre les renseignements sur les rémunérations (indices hiérarchiques, traitements, indemnités, cotisations, prestations...), les principales informations étudiées sont : l'affectation (ministère, service ou établissement), le lieu de travail, le sexe, l'âge et le lieu de naissance, le statut (titulaire, contractuel, auxiliaire, ouvrier, militaire), la catégorie statutaire (A, B, C, D), le corps et le grade, la catégorie socioprofessionnelle et la profession.

Les années impaires, l'exploitation des résultats est simplifiée et la diffusion est limitée aux caractéristiques fondamentales. Le champ des recensements individuels est prolongé par des enquêtes récapitulatives sur les personnels, des organismes consulaires et des entreprises publiques à statut d'établissement public.

Intérim et contrats de travail à durée déterminée

Les relevés de contrats fournis chaque mois par les agences d'intérim au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle permettent de dresser une statistique exhaustive mensuelle du nombre de contrats conclus.

Grâce à une exploitation approfondie d'un échantillon de contrats, une statistique plus complète est produite trimestriellement. Elle apporte notamment des précisions sur la durée des contrats et sur la répartition du nombre de contrats et du volume de travail correspondant par secteur d'activité et par catégorie socioprofessionnelle.

L'enquête annuelle d'entreprise dans les services réalisée par l'INSEE renseigne sur l'activité des entreprises de travail temporaire (chiffre d'affaire, nombre de salariés, marges...).

Deux enquêtes concernent à la fois les contrats d'intérim et les contrats à durée déterminée :

— l'enquête sur l'emploi de l'INSEE permet de connaître le stock d'intérimaires et de salariés sous contrats à durée déterminée en mars de chaque année, ainsi que leur répartition par secteur d'activité, âge, sexe...;

— les enquêtes sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (enquêtes ACEMO) du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle fournissent chaque trimestre le taux d'intérim et le taux de salariés sous contrats à durée déterminée dans les établissements de 10 salariés et plus;

— une enquête ACEMO spécifique aux emplois temporaires est réalisée tous les trois ans (la plus récente datant de 1990) : elle fournit des informations sur le stock et sur la répartition des intérimaires et des salariés sous contrats à durée déterminée selon la durée des contrats et les motifs d'utilisation.

La législation en vigueur depuis le 12 juillet 1990 vise à limiter les abus dans le recours aux contrats à durée déterminée et à l'intérim et à rapprocher les deux formes d'emploi. Ses grands principes sont :

- Le retour à une liste limitative des cas de recours. Trois grands cas sont prévus :

— le remplacement d'un salarié;

— les variations temporaires ou exceptionnelles d'activité;

— les variations inhérentes à la nature des activités de l'entreprise (emplois saisonniers et emplois pour lesquels il est d'usage constant de ne pas recourir aux CDI).

- Limitation (sauf cas particulier) à 18 mois (contre 24 dans le régime précédent) de la durée maximale des contrats à terme précis.

- Limitation à un seul renouvellement.

Marché du travail

En dehors du chômage au sens du BIT et du nombre de bénéficiaires des allocations de chômage établi par l'UNEDIC, les autres données ayant servi à établir ces tableaux sont recueillies auprès des directions départementales du Travail et de l'Emploi ou de l'ANPE; ces renseignements sont centralisés et exploités sur le plan national par le Service des études et de la statistique du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

Les autres indicateurs du marché du travail donnent des informations concernant le chômage partiel. Ces renseignements sont établis à l'aide d'états dressés par les directions départementales du Travail et de l'Emploi lors de l'octroi aux établissements d'indemnités de chômage partiel.

Dépenses pour l'emploi

Le champ retenu inclut non seulement toutes les actions de politique de l'emploi mises en œuvre par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, mais également celles gérées par les autres administrations (ministères de l'Agriculture et de la Forêt, de l'Économie et des Finances, du Budget, de l'Industrie et du Commerce extérieur, ministère chargé du Commerce et de l'Artisanat). Il comprend aussi les dépenses effectuées par les entreprises dans le cadre de l'indemnisation du chômage ou de l'incitation au retrait d'activité à travers le système de l'UNEDIC, ainsi que celles réalisées pour la formation professionnelle continue. En matière d'aides aux entreprises, ne sont retenues que les mesures qui présentent un critère explicite de création ou de maintien de l'emploi.

2. DÉFINITIONS

Chômage au sens du BIT

Parmi les inscrits à l'ANPE répertoriés par le ministère du Travail, l'INSEE ne prend pas en compte ceux ne satisfaisant pas aux critères suivants :

— Être sans travail (est exclue toute personne ayant déclaré avoir exercé une activité, même de très courte durée, au cours de la semaine de référence).

— Être disponible dans un délai de 15 jours (un mois en cas de maladie bénigne).

— Chercher activement un emploi (au moins une démarche durant le mois précédant l'enquête).

En revanche, sont prises en compte dans le chômage BIT les personnes non inscrites à l'ANPE mais recherchant activement un travail.

Outre les différences de critère il existe une différence sensible entre le nombre d'inscrits à l'ANPE répertorié par le ministère du Travail et celui calculé à partir de l'enquête emploi à une période voisine. Incluant les chômeurs hors champ de l'enquête emploi, cet écart « résiduel » serait en outre dû en partie aux aléas de l'enquête (réponses erronées ou imprécises) mais aussi aux difficultés de mise à jour des fichiers ANPE.

Contrat de travail à durée déterminée

Un contrat à durée déterminée est un contrat de travail nécessairement conclu par écrit. C'est un moyen subsidiaire pour faire exécuter provisoirement un travail précis, dans un certain nombre de cas prévus par le législateur.

Demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)

Elles concernent les travailleurs sans emploi recensés dans les agences locales pour l'emploi à la fin de chaque mois. Plus précisément, il s'agit des personnes inscrites à l'ANPE, sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi à durée indéterminée, à temps plein. Les demandeurs d'emploi à temps partiel (DEPFM), ou saisonnier ou temporaire (DETFM), sont également comptabilisés dans des catégories séparées, depuis le mois de mars 1983.

Des statistiques de flux sont également établies, notamment sur les demandes d'emploi enregistrées ou satisfaites (par placement ou annulation) chaque mois ou chaque trimestre.

Dépenses pour l'emploi

Elles sont présentées sous forme d'un bilan du coût des politiques d'emploi.

Sept rubriques composent la typologie des « Comptes de l'emploi » :

— l'indemnisation du chômage total comprend les prestations de chômage;

— l'incitation au retrait d'activité englobe les prestations versées dans le cadre des garanties de ressources, des allocations spéciales du Fonds national de l'emploi, les contrats de solidarité, le plan social de la sidérurgie, les aides au départ d'agriculteurs âgés et l'aide à la réinsertion des travailleurs étrangers;

— le maintien de l'emploi recouvre l'indemnisation de chômage partiel, les subventions du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) et le plan textile;

— la promotion de l'emploi et création d'emploi comprend les aides à l'aménagement du territoire, les aides en faveur de l'artisanat, les exonérations fiscales ou sociales liées à la création d'emploi, l'aide à la création d'entreprises par les salariés privés d'emploi, les emplois d'initiative locale et les travaux d'utilité collective;

— l'incitation à l'activité regroupe les aides à la mobilité géographique, celles visant à faciliter l'installation des jeunes agriculteurs et la garantie de ressources des travailleurs handicapés;

— la formation professionnelle reprend les opérations de formation professionnelle et d'insertion professionnelle des jeunes réalisées au profit, soit des actifs occupés, soit des demandeurs d'emploi, par l'État, les régions, les entreprises et leurs organismes de mutualisation, ainsi que l'UNEDIC;

— le perfectionnement du fonctionnement du marché du travail, comptabilise principalement les dépenses de l'Agence nationale pour l'emploi.

Fonction publique

La Fonction publique comprend la fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères), la fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics).

— *Effectifs budgétaires.* Lors de son vote annuel du budget, le Parlement « autorise » des emplois dont le nombre diffère des effectifs réellement en fonction en raison de l'existence d'emplois vacants.

— *Titulaires.* Les personnels titulaires appartiennent à ces corps regroupés en catégories d'après leur niveau de concours de recrutement :

— catégorie A, assure des fonctions d'études générales, de conception et de direction;

— catégorie B, chargée des fonctions d'application;

— catégories C et D, assurent les tâches d'exécution.

— *Non-titulaires.* Ce sont les ouvriers d'État, contractuels (dont certains, régis par des textes statutaires, ont un déroulement de carrière organisé et une quasi-stabilité d'emploi), auxiliaires, vacataires, collaborateurs extérieurs.

Intérim

L'opération de « travail intérimaire » (ou « intérim » ou « travail temporaire ») consiste à mettre à disposition provisoire d'entreprises clientes des salariés que, en fonction d'une qualification convenue, l'entreprise de travail intérimaire embauche et rémunère à cet effet. Elle se caractérise donc par une relation triangulaire entre l'entreprise de travail temporaire, l'entreprise cliente et le salarié, et implique la conclusion de deux contrats, un contrat de mise à disposition (entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise cliente) et un contrat de mission (entre l'entreprise de travail temporaire et le salarié).

Offres d'emploi en fin de mois (OEFM)

Les offres d'emploi en fin de mois (OEFM) sont les offres d'emploi à temps plein à durée indéterminée déposées par les employeurs dans les agences locales pour l'emploi et qui, au dernier jour du mois, n'ont pas encore été satisfaites.

Les offres d'emploi à temps partiel (OEPFM) et à durée déterminée (OETFM) sont également décomptées dans des catégories séparées depuis le mois de novembre 1982.

Population active

Elle regroupe la population active occupée et les chômeurs « au sens du BIT ». La somme de ces deux populations donne la population active dite « au sens du BIT ». Sa définition s'appuie sur une résolution adoptée en octobre 1982 par le Bureau international du travail (BIT). C'est cette définition de la population active qui sert de référence dans l'enquête sur l'emploi.

Population active occupée

Elle est mesurée chaque année par l'enquête emploi. Elle comprend toutes les personnes au travail au cours de la semaine de référence de l'enquête, qu'elles soient salariées, qu'elles soient à leur compte ou qu'elles aident un membre de leur famille dans son travail. Elle comprend également les personnes pourvues d'un emploi mais temporairement absentes la semaine de référence pour un motif tel que maladie (moins d'un an), congé payé, conflit du travail, formation, etc.

Taux d'activité

Rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs à la recherche d'un emploi) et la population totale correspondante.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

— Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC).

— Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

Publications :

INSEE :

Articles d'*Économie et Statistique :*

N° 209, avril 1988 : Dossier « L'emploi non salarié » et « Avec le développement des stages, la France ne perd plus d'emplois depuis 1985 »;

N° 215, novembre 1988 : Dossier « L'évolution récente de l'emploi et du chômage »;

N° 220, avril 1989 : « L'emploi industriel cesse de décliner en 1988 » (B. Belloc et T. Lacroix);

N° 226, novembre 1989 : « La croissance économique fait reculer le chômage » (T. Lacroix).

N° 331, avril 1990 : « Créations d'emplois stables et nouveau recul du chômage en 1989 » (B. Belloc et T. Lacroix).

INSEE Première :

N° 8 : « L'emploi régional et sectoriel au 31 décembre 1987 »;

N° 10 : « Où frappe le chômage ? »;

N° 31 : « 2 213 000 agents dans les services civils de l'État au 31 décembre 1988 »;

N° 34 : « Amélioration du marché du travail entre mars 1988 et mars 1989 ».

INSEE-Résultats :

N° 8 : « Structure des emplois en 1987 »;

N° 28-29 : « Enquête sur l'emploi de 1989 » (résultats détaillés);

N° 56 : « L'emploi régional et sectoriel au 31 décembre 1988 »;

N° 118 : « L'activité féminine » (février 1991);

N° 126 : « L'emploi régional et sectoriel au 31 décembre 1989 »;

N° 127 : « Bilan formation emploi 1988 »;

N° 143 : « Les entreprises de travail temporaire en 1989 »;

N° 158-160 : « Les mouvements de main-d'œuvre dans les établissements de 50 salariés ou plus. Années 1984 à 1990 »;

N° 161 : « Structure des emplois au 31 décembre 1989. Résultats détaillés »;

N° 189-190 : « Les agents de l'État au 31 décembre 1988 ».

Données sociales, INSEE, édition 1990;

Recensement général de la population de 1990. Principaux résultats; sondage au 1/20. INSEE.

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle :

Bulletin mensuel de statistiques du travail, et ses suppléments;

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi (8 à 10 numéros par an);

Revue française des affaires sociales, publication trimestrielle;

Premières informations, n° 242, août 1991 : « Comptes de l'emploi et de la formation professionnelle 1990 »;

Premières synthèses, n° 5, avril 1990 : « Quinze ans de politique de l'emploi »;

● *Travail intérimaire et travail sous contrat à durée déterminée :*

Suppléments au *Bulletin mensuel de statistique du travail,* n^os 44, 82, 95 et 104 (travail temporaire), 76 et 96 (travail temporaire et travail sous contrat à durée déterminée);

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi, n^os 2, 3, 4, 19, 33 et 49 (travail temporaire), n° 11 (travail temporaire et travail sous contrat à durée déterminée);

Premières synthèses, n° 2, octobre 1989 : « Le développement des emplois temporaires ».

*
* *

● *Main-d'œuvre étrangère :*

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi, n° 29, 1987 : « L'immigration en France ».

Travail et emploi n° 12 : « La montée de l'activité des femmes étrangères en France : une tendance qui va en s'accentuant ».

Autres publications :

Rapport de la commission : « Relations sociales et Emploi »;

Préparation au X^e plan;

Bulletin de liaison de l'UNEDIC, n° 110, septembre-octobre 1988.

TABLEAU C.01-1

Population active : actifs occupés et chômeurs et militaires du contingent . Moyennes annuelles

Source : INSEE — *Unité :* Millier

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	*r* 1989	1990	1991
Salariés :										
Sexe masculin	10.755,2	10.637,2	10.446,7	10.346,1	10.314,3	10.311,2	10.376,8	10.537,3	10.645,6	10.704,2
Sexe féminin	7.311,2	7.412,7	7.463,8	7.542,9	7.638,6	7.731,5	7.843,7	8.014,7	8.194,0	8.284,1
Les deux sexes	**18.066,4**	**18.049,9**	**17.910,5**	**17.889,0**	**17.952,9**	**18.042,7**	**18.220,5**	**18.552,0**	**18.839,6**	**18.988,3**
Non salariés :										
Sexe masculin	2.255,0	2.226,2	2.198,8	2.181,2	2.178,2	2.174,5	2.163,0	2.129,1	2.091,6	2.055,8
Sexe féminin	1.232,8	1.204,5	1.177,6	1.154,9	1.128,3	1.108,7	1.096,6	1.076,9	1.052,8	1.035,7
Les deux sexes	**3.487,8**	**3.430,7**	**3.376,4**	**3.336,1**	**3.306,5**	**3.283,2**	**3.259,6**	**3.206,0**	**3.144,4**	**3.091,5**
Chômeurs :										
Sexe masculin	844,4	888,8	1.082,5	1.154,7	1.168,9	1.145,6	1.063,4	972,3	929,7	1.002,8
Sexe féminin	1078,4	1.085,0	1.240,6	1.287,5	1.320,6	1.386,1	1.346,8	1.312,6	1.251,0	1.294,3
Les deux sexes	**1922,8**	**1.973,8**	**2.323,1**	**2.442,2**	**2.489,5**	**2.531,7**	**2.410,2**	**2.284,9**	**2.180,7**	**2.297,1**
Militaires du contingent	**265,7**	**259,4**	**256,2**	**256,0**	**250,3**	**251,1**	**260,9**	**254,1**	**251,5**	**250,0**
Population active totale :										
Sexe masculin	14.120,3	14.011,5	13.984,2	13.938,1	13.911,7	13.889,2	13.874,1	13.892,7	13.918,4	14.012,7
Sexe féminin	9.622,4	9.702,2	9.882,0	9.985,3	10.087,5	10.237,2	10.294,6	10.404,2	10.497,8	10.614,1
Les deux sexes	**23.742,7**	**23.713,7**	**23.866,2**	**23.923,4**	**23.999,2**	**24.126,4**	**24.168,7**	**24.296,9**	**24.416,2**	**24.626,8**

TABLEAU C.01-2

Taux d'activité au sens du recensement, par sexe et groupe d'âge quinquennal

Situation à la date de l'enquête-emploi (mars ou avril-mai)

Source : INSEE

Âge (en années révolues)	Recensements						Enquête emploi					
	1975		1982		1990		1989		1990		1991	
	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin
De 15 à 19 ans	29,1	21,7	23,8	16,7	14,4	9,0	14,9	9,4	14,7	8,1	12,3	6,8
De 20 à 24 ans	81,5	66,3	79,1	67,1	67,5	59,8	69,4	59,7	65,1	57,4	62,3	53,7
De 25 à 29 ans	94,8	63,2	93,3	71,1	93,5	80,0	97,2	76,2	94,0	77,6	94,0	77,8
De 30 à 34 ans	97,2	55,3	96,4	67,1	96,8	76,2	97,3	73,3	96,9	74,3	96,9	74,2
De 35 à 39 ans	97,2	51,7	96,8	65,4	97,3	75,5	97,3	73,3	97,0	72,7	97,2	74,4
De 40 à 44 ans	96,8	50,7	96,2	62,4	97,1	75,6	97,2	74,0	97,0	75,2	96,8	76,0
De 45 à 49 ans	95,3	51,2	94,9	58,7	95,9	71,6	95,6	69,0	96,1	69,0	95,6	71,4
De 50 à 54 ans	92,1	49,3	90,8	54,0	90,9	62,9	90,1	62,2	90,0	62,7	89,5	64,6
De 55 à 59 ans	81,6	42,7	76,8	44,9	69,5	46,1	68,1	44,7	67,7	45,5	68,5	45,6
De 60 à 64 ans	54,2	28,2	39,1	22,5	21,3	16,8	24,0	17,7	22,7	17,1	19,7	16,0
De 65 à 69 ans	18,9	10,0	9,5	5,0	5,2	3,3	7,4	4,2	6,5	3,5	6,4	3,3
De 70 à 74 ans	7,6	4,0	4,6	2,1	(1) 1,6	(1) 0,7	3,2	1,5	2,7	1,3	2,7	1,1
De 75 ans et plus	3,7	1,9	2,3	1,0	///	///	2,1	0,6	1,7	0,4	1,3	0,5
Ensemble	**71,0**	**39,2**	**68,5**	**43,1**	**64,5**	**46,4**	**65,5**	**45,8**	**64,8**	**45,8**	**64,2**	**45,9**

(1) Ce chiffre concerne les 70 ans et plus depuis le recensement de 1990.

TABLEAU C.01-3 A

Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé

En moyenne annuelle

Source : INSEE (enquête emploi) *Unité :* Millier

	1987	1988	1989	1990	1991
Sexe masculin :					
15 à 24 ans	350,2	308,3	262,7	248,8	266,9
25 à 49 ans	609,7	579,3	552,0	542,4	593,0
50 ans et plus	185,7	175,8	157,6	138,5	142,9
Total	**1.145,6**	**1.063,4**	**972,3**	**929,7**	**1.002,8**
Sexe féminin :					
15 à 24 ans	476,1	421,5	370,8	336,4	337,9
25 à 49 ans	755,0	773,1	794,1	771,4	809,6
50 ans et plus	155,0	152,2	147,7	143,1	146,8
Total	**1.386,1**	**1.346,8**	**1.312,6**	**1.251,0**	**1.294,3**
Les deux sexes :					
15 à 24 ans	826,3	729,9	633,6	585,1	604,8
25 à 49 ans	1364,7	1.352,3	1.346,0	1.314,0	1.402,6
50 ans et plus	340,7	328,0	305,3	281,6	289,7
Total	**2.531,7**	**2.410,2**	**2.284,9**	**2.180,7**	**2.297,1**

TABLEAU C.01-3 B

Taux de chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé

En moyenne annuelle

Source : INSEE (enquête emploi)

Unité : %

	1987	1988	1989	1990	1991
Sexe masculin :					
15 à 24 ans	17,2	15,8	13,9	13,4	14,8
25 à 49 ans	6,6	6,2	5,9	5,7	6,1
50 ans et plus	7,0	6,7	6,1	5,4	5,8
Total	**8,3**	**7,7**	**7,0**	**6,7**	**7,2**
Sexe féminin :					
15 à 24 ans	27,8	25,9	23,9	22,6	23,4
25 à 49 ans	11,2	11,3	11,3	10,7	11,0
50 ans et plus	8,6	8,5	8,3	8,1	8,5
Total	**13,6**	**13,1**	**12,6**	**11,9**	**12,2**
Les deux sexes :					
15 à 24 ans	22,0	20,4	18,4	17,5	18,6
25 à 49 ans	8,6	8,4	8,2	7,8	8,2
50 ans et plus	7,7	7,5	7,0	6,5	6,8
Total	**10,5**	**10,0**	**9,4**	**8,9**	**9,3**

TABLEAU C.01-4

Taux de chômage standardisés dans des pays de l'OCDE. Moyennes annuelles

En pourcentage de la population active totale

Source : OCDE

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	*r* 1988	1989
Allemagne [ex.RFA] (1)	3,0	4,4	6,1	8,0	■ r 7,1	7,2	6,4	6,2	6,1	5,5
France (1)	**6,3**	**7,4**	**8,1**	**8,3**	**9,7**	**10,2**	**10,4**	**10,5**	**10,0**	**9,6**
Italie	7,5	*r* 7,8	*r* 8,4	■ r 8,8	*r* 9,3	*r* 9,6	*r* 10,5	*r* 10,9	11,0	10,9
Royaume-Uni (1)	6,4	9,8	11,3	*r* 12,4	■ 11,7	11,2	11,2	*r* 10,2	8,3	6,4
Canada	7,4	7,5	10,9	11,8	11,2	10,4	9,5	8,8	7,7	7,5
Etats-Unis d'Amérique	7,0	7,5	9,5	9,5	7,4	7,1	6,9	6,1	5,4	5,2
Japon	2,0	2,2	2,4	2,6	2,7	2,6	2,8	2,8	2,5	2,3
CEE (1)	**6,4**	***r* 8,2**	***r* 9,5**	**■ r 10,4**	**10,7**	***r* 10,8**	**10,8**	***r* 10,5**	**9,8**	**8,9**
OCDE (1)	**5,8**	**6,7**	**8,1**	**8,6**	**■ r 7,9**	**7,8**	**7,7**	***r* 7,3**	**6,7**	**6,1**

(1) Estimations du secrétariat de l'OCDE.

TABLEAU C.01-5

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Intitulé du secteur	Numéro du secteur	1986		1987		1988		1989		1990	
		Emploi Total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié
Agriculture, sylviculture, pêche	T 01	1.507,3	271,1	1.451,1	267,3	1.399,0	266,4	1.348,9	263,6	1.282,2	259,0
Industries de la viande et du lait	T 02	186,4	182,2	184,9	180,7	183,8	179,6	183,3	179,3	184,5	180,6
Autres industries agricoles et alimentaires	T 03	436,9	351,6	433,3	348,9	431,1	348,6	428,6	348,0	423,1	344,1
Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	T 04	41,0	41,0	36,0	36,0	30,3	30,3	26,3	26,3	23,2	23,1
Production de pétrole et de gaz naturel	T 05	34,2	34,1	32,4	32,4	31,2	31,1	30,6	30,5	27,9	27,9
Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	T 06	211,2	210,9	211,5	211,2	211,3	211,0	209,8	209,5	206,2	205,9
Production de minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier	T 07	127,4	127,2	115,3	115,1	106,9	106,7	103,1	102,9	96,6	96,4
Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T 08	61,9	61,7	60,6	60,4	58,1	57,9	57,4	57,2	56,6	56,5
Production de matériaux de construction et minéraux divers	T 09	148,2	140,5	146,4	138,3	148,2	140,0	148,8	140,6	147,6	139,5
Industrie du verre	T 10	56,6	55,3	55,7	54,4	56,3	55,0	57,1	55,9	57,8	56,5
Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	138,0	137,5	134,6	134,1	129,4	129,0	128,4	127,9	130,3	129,9
Parachimie et industrie pharmaceutique	T 12	176,9	175,8	174,7	173,6	179,8	178,6	183,8	182,6	183,0	181,9
Fonderie et travail des métaux	T 13	413,7	394,7	412,5	393,7	424,3	405,5	444,3	425,5	455,9	437,7
Construction mécanique	T 14	448,2	424,9	436,0	413,1	440,0	417,5	453,5	431,1	459,2	437,7
Construction de matériels électriques et électroniques professionnels	T 15 A	472,1	467,2	460,2	455,3	457,5	452,7	466,7	461,9	471,6	466,9
Production de biens d'équipement ménager	T 15 B	69,5	68,9	68,1	67,6	66,3	65,8	65,3	64,8	65,2	64,7
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T 16	379,3	377,5	364,4	362,6	360,0	358,3	361,7	360,0	362,0	360,4
Construction navale et aéronautique, armement	T 17	206,5	205,7	194,4	193,6	186,2	185,5	184,9	184,2	183,8	183,1
Industries textiles et habillement	T 18	431,1	408,5	407,0	384,6	385,2	363,9	372,3	352,1	358,0	338,2
Industries du cuir et de la chaussure	T 19	90,0	85,8	82,4	78,3	78,1	74,0	77,0	73,0	75,3	71,4
Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	T 20	325,3	279,0	320,9	274,8	326,6	281,3	332,2	287,9	331,2	288,1
Industries du papier et du carton	T 21	104,9	104,1	104,0	103,2	104,0	103,3	105,1	104,3	107,3	106,5
Imprimerie, presse, édition	T 22	232,1	213,5	237,0	218,4	243,9	225,3	249,0	230,6	249,3	231,4
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T 23	203,9	201,1	205,3	202,6	212,1	209,4	220,4	217,7	222,1	219,4
Bâtiment, génie civil et agricole	T 24	1.508,7	1.187,2	1.523,8	1.201,1	1.557,5	1.234,8	1.576,2	1.255,3	1.583.3	1.265,3
Commerce de gros alimentaire	T 25	279,1	247,6	279,1	247,7	274,5	243,4	273,3	242,8	269,8	240,2
Commerce de gros non alimentaire	T 26	664,4	620,1	682,0	637,1	700,9	656,0	718,3	673,9	732,7	688,6
Commerce de détail alimentaire	T 27	674,2	511,0	678,0	514,8	685,3	524,2	686,5	529,2	690,7	537,5
Commerce de détail non alimentaire	T 28	938,7	626,9	957,1	640,4	964,8	649,0	974,1	662,5	974,6	666,5
Répartition et commerce de l'automobile	T 29	388,4	320,0	396,1	327,7	401,4	330,9	405,7	334,7	404,3	332,4
Hôtels, cafés, restaurants	T 30	684,9	451,8	709,1	469,0	738,3	491,0	772,6	519,2	792,6	536,9
Transports	T 31	890,4	824,7	903,6	836,1	914,4	845,0	933,6	863,1	943,7	872,4
Télécommunications et poste	T 32	481,1	480,8	477,8	477,5	474,5	474,2	472,8	472,5	471,4	471,2
Services marchands rendus principalement aux entreprises	T 33	1.172,0	987,9	1.274,9	1.083,5	1.407,0	1.208,9	1.524,4	1.321,9	1.601,8	1.397,6
Services marchands rendus principalement aux particuliers	T 34	2.159,7	1.785,9	2.210,7	1.827,6	2.268,2	1.876,5	2.317,2	1.922,1	2.386,1	1.986,7
Location et crédit-bail immobiliers	T 37	72,0	68,7	71,6	68,3	74,6	71,3	73,9	70,6	76,8	73,5
Assurances	T 36	161,5	157,3	162,2	158,0	163,2	159,0	161,9	157,7	161,9	157,5
Organismes financiers	T 37	445,7	445,3	447,1	446,7	440,4	440,0	438,8	438,5	437,4	437,0
Services non marchands	T 38	4.209,5	4.203,7	4.226,5	4.220,6	4.242,2	4.236,2	4.255,9	4.249,9	4.300,9	4.294,9
Total	**T 01 à T 38**	**21.233,1**	**17.938,8**	**21.328,5**	**18.056,4**	**21.556,9**	**18.317,2**	**21.823,5**	**18.631,3**	**21.988,0**	**18.865,5**
Industries agricoles et alimentaires	T 02, T 03	623,3	533,8	618,2	529,6	614,9	528,2	611,9	527,2	607,6	524,7
Energie	T 04 à T 06	286,5	286,0	279,9	279,6	272,7	272,4	266,7	266,3	257,3	256,9
Industrie des biens intermédiaires	T 07 à T 11, T 13, T 21, T 23	1.254,8	1.222,1	1.234,2	1.201,7	1.239,4	1.206,8	1.264,6	1.232,0	1.274,3	1.242,5
Industrie des biens d'équipement	T 14 à T 17	1.575,5	1.544,2	1.523,1	1.492,3	1.510,1	1.479,8	1.532,1	1.502,1	1.541,7	1.512,8
Industrie des biens de consommation	T 12, T 22 T 18 à T 20,	1.255,4	1.162,6	1.222,1	1.129,7	1.213,5	1.123,1	1.214,3	1.126,2	1.196,8	1.111,0
Industrie, non compris le bâtiment	T 02 à T 23	4.995,6	4.748,7	4.877,7	4.632,9	4.850,5	4.610,3	4.889,6	4.653,8	4.877,7	4.647,8
Industrie, y compris le bâtiment	T 02 à T 24	6.504,3	5.935,9	6.401,6	5.834,0	6.408,3	5.845,1	6.465,7	5.909,2	6.461,1	5.913,1
Commerces	T 25 à T 28	2.556,3	2.005,6	2.596,2	2.039,9	2.625,5	2.072,7	2.652,1	2.108,3	2.667,8	2.132,9
Transports et télécommunications	T 31, T 32	1.371,5	1.305,5	1.381,4	1.313,7	1.388,9	1.319,2	1.406,3	1.335,6	1.415,2	1.343,6
Services marchands	T 29, T 30, T 33, T 34	4.405,1	3.545,6	4.590,9	3.707,8	4.814,8	3.907,3	5.019,9	4.097,9	5.184,7	4.253,6
Transports, services, commerces	T 25 à T 37	9.012,0	7.528,0	9.249,3	7.734,4	9.507,5	7.969,6	9.752,9	8.208,6	9.943,9	8.398,4
Tertiaire	T 25 à T 38	13.221,5	11.731,8	13.475,8	11.955,0	13.749,7	12.205,8	14.008,8	12.458,5	14.244,7	12.693,3
Secteurs marchands non agricoles	T 02 à T 37	15.516,3	13.463,9	15.650,9	13.568,5	15.915,8	13.814,6	16.218,6	14.117,7	16.404,9	14.311,6

TABLEAU C.01-6

Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement

Ensemble, industrie, bâtiment, génie civil et agricole, tertiaire
Situation au 31 décembre

Source : UNEDIC — *Unité :* %

Taille de l'établissement	*r* 1986	*r* 1987	*r* 1988	*r* 1989	*r* 1990
Ensemble					
1 à 9 salariés	23,2	23,8	24,1	24,2	24,1
10 à 49 salariés	27,3	27,8	28,2	28,3	28,5
50 à 199 salariés	21,9	22,0	22,3	22,7	22,7
200 à 499 salariés	12,1	11,9	11,6	11,7	11,8
500 salariés et plus	15,4	14,5	13,8	13,1	12,9
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**12.701**	**12.704**	**12.840**	**13.139**	**13.569**
dont :					
Industrie (1)					
1 à 9 salariés	9,2	9,6	7,8	7,9	8,3
10 à 49 salariés	20,0	20,7	18,3	18,5	18,9
50 à 199 salariés	23,6	24,0	23,0	23,2	23,4
200 à 499 salariés	18,2	17,9	18,7	18,5	18,2
500 salariés et plus	29,0	27,8	32,2	31,9	31,2
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**4.580**	**4.460**	**5.065**	**5.016**	**4.871**
Bâtiment, génie civil et agricole					
1 à 9 salariés	31,5	31,6	28,1	28,8	30,4
10 à 49 salariés	35,0	35,4	33,5	33,7	34,5
50 à 199 salariés	20,9	21,0	22,8	22,9	22,0
200 à 499 salariés	7,5	7,2	9,7	9,0	8,6
500 salariés et plus	5,1	4,8	5,9	5,6	4,5
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**1.226**	**1.230**	**1.498**	**1.438**	**1.343**
Tertiaire					
1 à 9 salariés	31,1	31,4	30,0	30,0	30,7
10 à 49 salariés	30,9	31,1	30,9	31,0	31,2
50 à 199 salariés	20,9	20,8	21,2	20,9	20,7
200 à 499 salariés	9,0	8,8	9,3	9,4	9,2
500 salariés et plus	8,1	7,9	8,6	8,7	8,2
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**6.878**	**7.002**	**6.592**	**6.700**	**6.766**

(1) Non compris le bâtiment, génie civil et agricole.

TABLEAU C.01-7

Effectifs des agents de l'Etat, des établissements publics nationaux et effectifs payés par l'Etat des établissements d'enseignement privés sous contrat, par statut.

Source : INSEE (Recensement des agents de l'Etat)

Organisme et zone de fonction	Titulaires civils et militaires de carrière		Autres personnels			Ensemble		
		dont militaires		dont ouvriers d'Etat	dont militaires (1)		dont temps partiel Mi-temps ou plus	dont temps partiel Moins de mi-temps
1. Etat :								
11. Ministères civils :								
Métropole	1.878.407	637	255.251	14.787	17	2.133.658	201.868	61.434
dont : PTT (2)	433.327	8	60.507	396	—	493.834	41.950	30.704
DOM-TOM	53.678	739	7.417	206	229	61.095	2.023	1.006
Etranger	15.892	1.488	11.734	1	2.547	27.626	260	670
Total	**1.947.977**	**2.864**	**274.402**	**14.994**	**2.793**	**2.222.379**	**204.151**	**63.110**
12. Ministère de la Défense (Métropole, DOM-TOM, étranger)	307.810	271.172	130.821	85.074	30.292	438.631	7.184	134
Total Etat :								
Métropole	2.156.654	243.468	374.670	99.041	26.789	2.531.324	208.985	61.566
DOM-TOM	61.814	8.441	10.770	971	1.455	72.584	2.031	1.006
Etranger	37.319	22.127	19.783	56	4.841	57.102	319	672
Total	**2.255.787**	**274.036**	**405.223**	**100.068**	**33.085**	**2.661.010**	**211.335**	**63.244**
2. Etablissements publics nationaux (3) :								
Métropole	68.169	77	108.116	2.239	14	176.285	16.348	14.574
Métropole, DOM-TOM, étranger	70.287	96	113.461	2.245	233	183.748	16.605	14.685
3. Enseignement privé sous contrat (personnels payés par l'Etat) :								
Métropole	968	///	120.292	///	—	121.260	23.668	3.987
DOM-TOM et étranger	12	///	3.855	///	3	3.867	311	33
Total	**980**	///	**124.147**	///	**3**	**125.127**	**23.979**	**4.020**
4. Entreprises publiques nationales, à statut d'établissement public (4)	...	...	...	...	...	459.000	...	...

(1) Engagés pendant et au-delà de la durée légale (PDL, ADL) et personnels non fonctionnaires effectuant leur service national comme coopérants ou assistants techniques.
(2) Classé avec les grandes entreprises nationales en comptabilité nationale.
(3) Non compris les établissements classés dans la rubrique 3.
(4) SNCF, EDF-GDF, Charbonnages de France et Houillères de Bassin, RATP, Aéroports de Paris et de Mulhouse, ports autonomes,Ina et huit établissements divers; les autres établissements publics nationaux industriels et commerciaux rubrique 2.

TABLEAU C.01-8 A

Actifs à temps partiel

Effectifs et taux de temps partiel par sexe et activité économique regroupée (NAP 15)

Source : INSEE (Enquête emploi) — *Unité :* Millier

	Sexe masculin				Sexe féminin				Les deux sexes			
	1990		1991		1990		1991		1990		1991	
	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel
U 01. Agriculture, sylviculture, pêche	57,2	6,2	57,5	6,7	149,2	31,0	133,9	28,6	206,4	14,8	191,4	14,4
U 02. Industries agricoles et alimentaires	7,6	1,9	8,9	2,3	33,8	14,5	34,5	14,6	41,4	6,6	43,4	7,0
U 03. Energie	1,6	0,8	1,6	0,8	4,8	9,3	4,9	10,4	6,4	2,6	6,5	2,7
U 04. Industrie des biens intermédiaires	4,7	0,5	7,7	0,8	21,6	9,1	25,6	10,7	26,3	2,2	33,3	2,7
U 05. Industrie des biens d'équipement	10,0	0,9	8,7	0,8	36,7	10,3	34,1	9,7	46,7	3,1	42,8	2,9
U 06. Industrie des biens de consommation	15,7	2,4	11,8	1,8	69,5	11,8	52,7	9,3	85,2	6,8	64,5	5,3
U 02 à U 06. Industrie (non compris BGCA)	39,6	1,2	38,7	1,2	166,4	11,3	151,8	10,5	206,0	4,3	190,5	4,0
U 07. Bâtiment et génie civil et agricole	13,8	0,9	15,3	1,0	51,4	35,7	44,1	32,2	65,2	4,0	59,4	3,6
U 08. Commerce	43,5	3,3	34,4	2,7	306,2	23,8	312,9	24,4	349,7	13,4	347,3	13,5
U 09. Transports et télécommunications	25,3	2,5	26,0	2,7	84,1	24,1	81,5	23,3	109,4	8,1	107,5	8,1
U 10. Services marchands	127,8	5,6	126,7	5,3	615,7	22,8	636,2	22,9	743,5	14,9	762,9	14,7
U 11 à U 13. Institutions financières	4,8	1,4	5,3	1,6	53,6	14,7	63,2	16,9	58,4	8,4	68,5	9,6
U 14. Services non marchands	106,9	5,2	116,6	5,8	762,0	30,9	775,7	30,5	868,9	19,3	892,3	19,6
U 08 à U 14. Tertiaire	308,3	4,4	309,0	4,4	1.821,6	25,4	1.869,5	25,5	2.129,9	15,0	2.178,5	15,2
Activité indéterminée	2,9	5,4	1,4	3,5	9,7	26,5	7,8	30,7	12,6	13,8	9,2	14,2
Total	**421,8**	**3,3**	**421,9**	**3,3**	**2.198,3**	**23,6**	**2.207,1**	**23,5**	**2.620,1**	**11,8**	**2.629,0**	**11,9**

TABLEAU C.01-8 B

Actifs à temps partiel

Effectifs et taux de temps partiel par sexe et statut

Source : INSEE (enquête emploi) — *Unité :* Millier

	Sexe masculin				Sexe féminin				Les deux sexes			
	1990		1991		1990		1991		1990		1991	
	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel
Indépendants, employeurs	70,8	3,3	57,2	2,8	102,1	15,3	111,5	15,8	172,9	6,1	168,7	6,1
Aides familiaux	27,5	24,8	35,6	31,8	179,8	35,1	154,9	33,4	207,3	33,3	190,5	33,1
Salariés des services domestiques	5,2	45,3	4,6	39,0	192,5	68,0	169,8	63,7	197,7	67,1	174,4	62,7
Autres salariés du secteur privé	198,1	2,4	199,5	2,4	1.051,7	20,9	1.077,7	21,0	1.249,8	9,5	1.277,2	9,6
Salariés de l'Etat	34,0	2,5	28,3	2,5	243,4	21,4	205,1	22,0	277,4	11,2	233,4	11,3
Salariés des collectivités locales	44,5	5,4	56,5	6,2	331,6	21,9	381,4	22,2	376,1	16,1	437,9	16,6
Salariés des services publics	41,7	39,9	40,2	42,9	97,2	58,9	106,7	60,1	138,9	51,5	146,9	54,1
Total	**421,8**	**3,3**	**421,9**	**3,3**	**2.198,3**	**23,6**	**2.207,1**	**23,5**	**2.620,1**	**11,8**	**2.629,0**	**11,9**

TABLEAU C.01-9

Répartition des agents de l'Etat par ministère, grand service et statut

Situation au 31 décembre

Métropole, DOM-TOM et étranger
Non compris agents employés à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'Etat)

Ministères	Titulaires et militaires de carrière					Ensemble				
	1984	1986	*r* 1988	*p* 1989	*p* 1990	1984	1986	*r* 1988	*p* 1989	*p* 1990
Education nationale	851.076	871.096	867.633	867.528	874.480	943.294	950.953	955.803	964.428	977.388
Universités	64.522	74.704	81.545	83.754	84.779	90.310	91.586	90.938	93.908	95.771
Jeunesse, Sports et Loisirs	4.477	5.482	6.327	6.400	6.485	7.073	7.879	7.916	7.861	7.890
Total	**920.075**	**951.282**	**955.505**	**957.682**	**965.744**	**1.040.677**	**1.050.418**	**1.054.657**	**1.066.197**	**1.081.049**
dont : Enseignements 1er degré	315.862	318.080	312.352	311.476	315.675	317.160	318.719	312.875	312.035	316.697
Enseignements 2e degré	435.661	480.151	484.300	487.740	479.366	515.446	550.867	563.083	575.732	570.859
Enseignements supérieurs	60.423	70.286	78.152	79.131	80.541	85.598	86.761	86.238	89.021	91.238
Postes et Télécommunications	447.858	450.977	439.572	437.395	436.527	486.844	479.047	469.906	465.602	466.053
dont : Postes	279.344	283.865	275.424	276.100	275.736	311.080	306.327	300.254	298.989	299.034
Télécommunications	163.089	162.096	155.769	150.074	149.032	169.851	167.075	159.554	152.032	151.981
Economie, Finances et Budget	190.670	190.151	185.226	184.129	183.826	203.035	202.416	197.005	195.968	195.721
dont : Services extérieurs Trésor	60907	60959	59.490	59.293	59.350	61.916	62.303	60.842	60.837	60.959
Services extérieurs Impôts	88135	87176	84.466	84.295	84.296	93.155	91.895	89.612	89.344	89.749
Services extérieurs Douanes	21.406	21.144	20.526	19.991	19.564	21.551	21.291	20.652	20.146	19.718
INSEE	7.148	7.177	7.042	6.964	7.017	7.740	7.772	7.603	7.528	7.568
Intérieur et DOM-TOM	145.897	146 702	149.690	151.740	153.118	150.044	151.852	155.616	158.094	159.370
dont : Services des péfectures	19028	19253	21.160	22.788	23.772	16.290	20.872	23.203	24.808	25.702
Police nationale	119942	120575	120.721	121.026	121.349	122.262	122.699	123.181	123.949	124.278
DOM-TOM	1.692	1.648	2.015	2.037	2.099	2.299	2.269	2.745	2.757	2.809
Equipement Transports	85.710	87.151	87.517	89.895	96.547	112.258	111.633	122.108	120.822	120.173
Equipement	72.760	74.097	75.760	77.632	84.209	96.111	94.938	107.133	105.343	104.656
Transports, Mer	12.950	13.054	11.757	12.263	12.338	16.147	16.695	14.975	15.479	15.517
Justice	45.117	46.605	47.770	48.874	51.404	46.676	47.736	49.083	50.361	53.159
dont : Services judiciaires	21.896	22.362	22.362	22.240	22.849	22.396	22.665	22.819	22.828	23.762
Services pénitentiaires	15.198	15.969	17.393	18.620	20.032	15.530	16.255	17.711	18.997	20.385
Education surveillée	5.315	5.442	5.198	5.160	5.206	5.635	5.620	5.358	5.322	5.322
Agriculture	19.784	23.472	24.527	24.332	24.390	31.274	31.126	31.904	31.429	31.326
dont : Services extérieurs	10.308	11.313	12.106	11.916	11.893	17.020	16.050	16.816	16.322	16.125
Enseignement agricole	8.250	10.757	11.036	11.041	11.062	12.323	13.185	13.256	13.309	13.342
Santé et Travail	24.882	22.458	21.903	21.251	21.385	28.426	25.225	25.154	24.818	25.373
dont : Services extérieurs Santé	14.463	11.626	11.005	10.789	10.994	16.555	13.285	12.866	13.196	13.816
Services extérieurs Travail	7.804	8.240	8.370	8.012	7.966	8.744	8.932	9.294	8.656	8.601
Relations extérieures	17.501	16.438	16.437	16.078	15.975	31.811	29.075	26.470	25.837	25.131
Affaires étrangères	12.303	11.562	10.542	10.084	10.410	21.740	19.882	17.123	16.538	16.402
Coopération	5.198	4.876	5.895	5.994	5.565	10.071	9.193	9.347	9.299	8.729
Culture	8.814	9.548	9.657	9.598	9.708	11.275	11.956	12.091	12.395	12.934
Industrie, Commerce	4.417	4.977	5.038	5.238	5.146	7.908	7.980	8.156	10.710	10.446
Anciens combattants	4.432	4.170	3.848	3.662	3.477	4.953	4.679	4.303	4.093	3.913
Services du Premier ministre	890	1.425	1.287	1.306	1.283	3.594	3.636	2.816	2.957	2.968
Total ministères civils	**1.916.047**	**1.955.356**	**1.947.977**	**1.951.180**	**1.968.530**	**2.158.775**	**2.156.779**	**2.159.269**	**2.169.283**	**2.187.616**
Défense	309.007	309.217	307.810	...	...	452.359	445.716	438.497	...	...
Tous ministères	**2.225.054**	**2.264.573**	**2.255.787**	...	...	**2.611.134**	**2.602.495**	**2.597.766**	...	...

TABLEAU C.01-10

Effectifs des agents de l'Etat par catégorie statutaire (A, B, C, D) et sexe (1)

Non compris agents effectuant un service à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'Etat)

Unité : Agent

	Les deux sexes			Sexe masculin			Sexe féminin		
	1984	1986	1988	1984	1986	1988	1984	1986	1988
Tous agents	**2.611.134**	**2.602.495**	**2.597.766**	**1.457.557**	**1.445.779**	**1.431.651**	**1.153.577**	**1.156.716**	**1.166.115**
A	637.180	655.370	671.771	378.481	385.452	390.676	258.699	269.918	281.095
B	919.839	914.602	904.249	488.885	482.602	474.669	430.954	432.000	429.580
C et D	1.045.824	1.027.360	1.013.896	584.330	575.877	561.845	461.494	451.483	452.051
***dont :* personnels enseignants (2)**	**852.099**	**854.965**	**865.761**	**350.774**	**350.011**	**353.463**	**501.325**	**504.954**	**512.298**
A	437.317	451.857	469.657	220.794	227.453	236.429	216.523	224.404	233.228
B	414.774	403.104	396.058	129.974	122.554	117.031	284.800	280.550	279.027
C et D	8	4	46	6	4	3	2	—	43
***dont :* personnels non enseignants**	**1.759.035**	**1.747.530**	**1.732.005**	**1.106.783**	**1.095.768**	**1.078.188**	**652.252**	**651.762**	**653.817**
A	199.863	203.513	202.114	157.687	157.999	154.247	42.176	45.514	47.867
B	505.065	511.498	508.191	358.911	360.048	357.638	146.154	151.450	150.553
C et D	1.045.816	1.027.356	1.013.850	584.324	575.873	561.842	461.492	451.483	452.008
***dont :* titulaires civils**	**1.947.131**	**1.988.658**	**1.981.751**	**963.752**	**973.079**	**966.908**	**983.379**	**1.015.579**	**1.014.843**
A	536.536	564.449	576.907	301.933	312.734	318.133	234.603	251.715	258.774
B	625.989	628.768	621.015	247.372	248.067	242.696	378.617	380.701	378.319
C et D	784.576	795.441	783.829	414.429	412.278	406.079	370.147	383.163	377.750
***dont :* militaires**	**312.829**	**310.097**	**307.121**	**295.611**	**291.769**	**288.018**	**17.218**	**18.328**	**19.103**
officiers	45.361	44.661	44.168	44.363	43.405	42.840	998	1.256	1.328
sous-officiers	208.152	206.906	205.911	195.580	193.396	191.817	12.572	13.510	14.094
hommes du rang	59.316	58.530	57.042	55.668	54.968	53.361	3.648	3.562	3.681

(1) Les catégories statutaires de la fonction publique ne concernent en droit que les titulaires civils non classés en catégorie spéciale; ces catégories ont été étendues aux autres personnels par assimilation : ainsi, les officiers ont été classés avec les agents de catégorie A, les sous-officiers avec ceux de la catégorie B et les hommes du rang avec ceux de la catégorie C. Quelques agents n'ont pas pu être classés, ce qui explique que la somme des rubriques A, B, C, D soit parfois inférieure aux effectifs totaux.
(2) Enseignants, chercheurs et assimilés (directeurs d'établissements, surveillants...)

TABLEAU C.01-11

Les effectifs féminins de l'Etat : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire et ministère

Non compris agents employés à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'Etat)

Unité : %

	% de femmes parmi les effectifs totaux			% de femmes à temps partiel parmi les effectifs féminins			% de femmes à temps partiel parmi les effectifs totaux à temps partiel		
	1984	1986	1988	1984	1986	1988	1984	1986	1988
Statuts :									
Titulaires civils	50,5	51,1	51,2	11,9	13,8	14,5	93,5	92,9	92,6
Non-titulaires civils (1)	43,6	40,4	42,8	23,5	25,6	27,9	71,2	68,6	69,9
Tous personnels civils	**49,4**	**49,7**	**50,1**	**13,5**	**15,1**	**16,0**	**87,1**	**87,2**	**86,9**
Militaires	5,5	5,9	6,2	—	—	—	—	—	—
Tous personnels	**44,2**	**44,4**	**44,9**	**13,3**	**14,8**	**15,7**	**87,1**	**87,2**	**86,9**
Catégories statutaires (civils) :									
A	43,5	44,0	44,6	13,3	13,7	13,6	83,5	83,8	82,3
B	58,8	59,1	59,5	10,6	12,3	12,7	83,4	83,3	83,4
C et D	46,4	46,2	46,7	16,1	18,3	20,4	91,5	91,8	91,4
Ministères (regroupés) :									
Education, universités, jeunesse et sports	61,3	61,5	61,7	10,8	11,7	12,0	84,4	84,6	83,7
PTT	40,1	40,0	40,5	17,1	18,8	19,5	89,2	88,5	87,8
Economie, Finances et Budget	60,1	60,6	61,1	23,0	26,2	28,5	94,5	95,4	95,4
Intérieur	18,2	19,4	21,3	11,4	14,5	16,8	91,2	85,1	95,1
Equipement, logement et transports	22,7	22,8	25,0	20,2	22,9	24,4	80,3	82,4	86,0
Justice	51,7	50,1	49,6	11,3	15,0	18,0	93,3	95,9	95,6
Agriculture	42,0	43,2	44,6	16,8	19,1	22,2	70,7	75,3	75,0
Santé et travail	76,8	74,8	75,2	19,3	22,7	26,8	95,3	95,3	95,1
Culture	51,0	51,0	51,4	14,9	16,5	16,5	79,3	80,1	80,3
Ensemble des ministères civils	**50,5**	**50,7**	**51,2**	**13,8**	**15,3**	**16,1**	**87,1**	**87,4**	87,2
Défense	13,9	13,8	13,9	5,2	7,3	9,2	87,2	80,4	78,3

(1) Y compris ouvriers d'Etat.

TABLEAU C.01-12

Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés

Situation au 31 décembre

Source : Fichier des établissements de l'UNEDIC

	1986	1987	1988
Nombre d'établissements	2.990	3.269	3.621
Effectifs salariés (1) en milliers :			
Sexe masculin	89,4	127,8	183,9
Sexe Feminin	41,2	52,2	67,0
Les deux sexes	**130,6**	**180,0**	**250,9**

(1) Y compris le personnel des agences de travail intérimaire (environ 6 %).

TABLEAU C.01-13

Caractéristiques des salariés intérimaires et sous contrats à durée déterminée

Source : INSEE (Enquête emploi)

	Mars 1987			Mars 1988			Mars 1989		
	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés
Intérim et contrats à durée déterminée par grand secteur d'activité économique :									
Industrie	50.812	139.220	4.689.271	72.820	160.091	4.567.220	123.755	194.507	4.658.495
Bâtiment, génie civil et agricole	14.336	44.055	1.240.239	22.175	48.047	1.253.160	31.089	46.445	1.301.688
Tertiaire	56.433	273.681	11.676.925	66.834	311.214	11.885.074	77.655	343.571	11.991.297
Total (1)	**122.481**	**478 .041**	**17.918.059**	**164.005**	**537.888**	**18.038.230**	**233.719**	**611.137**	**18.398.721**
Intérim et contrats à durée déterminée par catégorie socioprofessionnelle selon le sexe :									
Sexe masculin									
Cadres et professions intellectuelles supérieures	9.167	50.058	3.787.384	12.658	69.716	3.848.195	14.508	65.967	3.885.145
Employés	6.372	34.155	1.425.228	6.453	33.287	1.433.983	5.878	37.136	1.494.419
Ouvriers	69.857	174.969	4.970.380	94.881	183.873	4.891.040	143.174	203.950	5.003.610
Total	**85.396**	**259.182**	**10.182.992**	**113.992**	**286.876**	**10.173.218**	**163.560**	**307.053**	**10.383.174**
Sexe féminin									
Cadres et professions intellectuelles supérieures	5.326	38.655	2.253.829	4.959	52.680	2.326.527	5.251	47.672	2.365.434
Employés	22.763	120.692	4.283.983	24.385	131.942	4.380.925	34.933	164.261	4.474.012
Ouvriers	8.996	59.512	1.197.255	20.669	66.390	1.157.560	29.975	92.151	1.176.101
Total	**37.085**	**218.859**	**7.735.067**	**50.013**	**251.012**	**7.865.012**	**70.159**	**304.084**	**8.015.547**
Les deux sexes									
Cadres et professions intellectuelles supérieures	14.493	88.713	6.041.213	17.617	122.396	6.174.722	19.759	113.639	6.250.579
Employés	29.135	154.847	5.709.211	30.838	165.229	5.814.908	40.811	201.397	5.968.431
Ouvriers	78.853	234.481	6.167.635	115.550	250.263	6.048.600	173.149	296.101	6.179.711
Total	**122.481**	**478.041**	**17.918.059**	**164.005**	**537.888**	**18.038.230**	**233.719**	**611.137**	**18.398.721**
Intérim et contrats à durée déterminée par sexe et âge :									
Sexe masculin									
Moins de 25 ans	27.353	133.374	1.235.020	39.798	129.742	1.137.822	59.574	133.560	1.160.968
25 à 39 ans	40.120	96.544	4.823.965	52.562	118.728	4.818.557	74.363	131.682	4.877.821
40 ans et plus	17.923	29.264	4.124.007	21.632	38.406	4.218.839	29.623	41.811	4.344.385
Total	**85.396**	**259.182**	**10.182.992**	**113.992**	**288.878**	**10.173.218**	**163.560**	**307.053**	**10.383.174**
Sexe féminin									
Moins de 25 ans	11.617	108.612	1.102.766	18.085	108.157	1.045.305	26.068	130.212	1.046.575
25 à 39 ans	16.988	78.701	3.655.047	26.795	105.344	3.735.802	35.274	124.383	3.746.502
40 ans et plus	8.480	31.546	2.977.254	5.133	37.511	3.083.905	8.819	49.489	3.222.470
Total	**37.085**	**218.859**	**7.735.067**	**50.013**	**251.012**	**7.865.012**	**70.159**	**304.084**	**8.015.547**
Les deux sexes									
Moins de 25 ans	38.970	241.986	2.337.786	57.883	237.899	2.183.127	85.640	263.772	2.207.543
25 à 39 ans	57.108	175.245	8.479.012	79.357	224.072	8.554.359	109.637	256.065	8.624.323
40 ans et plus	26.403	60.810	7.101.261	26.765	75.917	7.300.744	38.442	91.300	7.566.855
Total	**122.481**	**478.041**	**17.918.059**	**164.005**	**537.888**	**18.038.230**	**233.719**	**611.137**	**18.398.721**

(1) Y compris agriculture et activité indéterminée.

TABLEAU C.01-14

Importance du recours au travail intérimaire

Sources : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (SES); Enquête sur l'emploi de l'INSEE

	1988			1989			1990	
	Nombre de contrats conclus (en milliers)	Nombre de semaines-travail correspondantes (en milliers)	Taux (en ‰) d'utilisation de l'intérim	Nombre de contrats conclus (en milliers)	Nombre de semaines-travail correspondantes (en milliers)	Taux (en ‰) d'utilisation de l'intérim	Nombre de contrats conclus (en milliers)	Nombre de semaines-travail correspondantes (en milliers)
Total	**5.464,3**	**10.775,5**	**18,3**	**6.687,3**	**13.916,0**	**23,1**	**7.518,4**	**15.203,6**
Secteur d'activité économique de l'établissement utilisateur :								
Pêche, forêts, agriculture	12,9	19,5	1,6	17,5	27,7	2,3	22,5	27,1
Industrie	2.428,4	5.476,7	27,0	2.953,8	7.209,0	34,8	3.351,7	7.904,0
dont : Energie, industries extractives	71,6	253,5	20,9	81,7	293,6	24,5	109,2	821,1
Industries de transformation (non compris le bâtiment)	2.356,8	5.223,2	27,4	2.872,1	6.915,4	35,5	2.697,4	6.572,0
Bâtiment et travaux publics	1.192,2	2.431,9	43,0	1.344,9	2.801,9	47,7	1.586,5	3.284,1
Transports, commerces, services	1.473,9	2.101,4	6,7	1.985,3	2.976,2	9,3	2.381,8	3.388,3
dont : Transports et télécommunications	376,3	449,8	12,9	409,7	501,2	14,1	487,3	605,2
Commerces, banques, services	1.097,6	1.651,6	5,9	1.575,6	2.475,0	8,7	521,7	748,2
Type d'emploi (1) du travailleur intérimaire :								
Cadres et professions intellectuelles supérieures (ingénieurs et cadres)	20,4	41,1	0,7	28,8	84,3	1,5	42,3	96,1
Professions intermédiaires (techniciens, dessinateurs, personnel d'encadrement)	256,8	552,1	4,8	356,8	747,2	6,4	395,0	744,1
Employés	857,8	1.828,7	11,2	1.168,7	2.483,8	14,7	1.244,6	2.828,4
Ouvriers	4.297,0	8.285,2	33,0	5.100,0	10.532,9	41,0	5.787,9	443,7
dont : Ouvriers qualifiés	1.738,7	4.048,0	27,7	1.998,6	5.086,1	34,1	2.151,3	5.498,1
Ouvriers non qualifiés	2.558,3	4.237,2	40,3	3.101,4	5.446,8	50,5	3.636,6	5.938,6
Sexe du travailleur intérimaire :								
Sexe masculin	4.052,0	7.930,9	22,0	4.813,2	10.156,7	27,7	5.405.1	11.126,8
Sexe féminin	1.411,7	2.844,5	12,5	1.873,4	3.759,3	16,1	2.117,9	4.076,8
Tranche d'âges du travailleur intérimaire :								
Moins de 18 ans	21,2	36,0	10,2	28,0	56,0	16,3	25,6	42,5
18 à 21 ans	1.108,2	1.989,3	70,4	1.398,4	2.654,2	91,8	1.508,9	2.750,7
22 à 24 ans	1.121,0	2.307,7	46,8	1.353,3	2.916,9	57,9	1.487,6	3.028,7
25 à 39 ans	2.339,4	4.533,9	16,2	2.807,6	5.881,4	20,6	3.189,3	6.603,9
40 à 49 ans	613,2	1.312,6	9,9	740,8	1.670,4	12,1	860,0	1.882,3
50 à 59 ans	219,2	504,2	6,0	257,2	596,9	7,1	303,6	639,3
60 ans et plus	20,7	47,6	4,1	45,5	86,8	7,5	54,4	88,1
Nationalité du travailleur intérimaire :								
Française	4.589,6	9.046,4	16,8	5.703,7	11.888,0	21,6	6.403,6	13.060,0
Etrangère de la CEE	120,6	281,9	11,7	140,3	354,3	14,4	146,5	346,5
dont : Italienne	21,2	56,1	17,9	23,6	61,7	19,3	28,2	71,0
Espagnole	16,8	39,5	11,0	15,4	44,3	14,3	19,0	40,5
Portugaise	73,2	162,6	10,9	91,2	226,9	14,5	88,1	202,0
Autres étrangères de la CEE	9,4	23,7	9,6	10,1	21,4	7,9	11,2	33,0
Maghrébine	380,7	737,9	48,9	443,4	924,7	60,0	512,2	1.007,8
dont : Algérienne	209,3	408,2	55,2	240,1	505,1	67,9	259,8	498,1
Marocaine	96,1	175,7	33,5	115,6	239,6	40,7	145,6	293,2
Tunisienne	75,3	154,0	63,3	87,7	180,0	85,6	106,8	216,5
Turque	33,5	70,5	38,9	46,3	101,0	50,8	61,1	124,1
Yougoslave	10,9	32,6	29,7	13,1	35,7	32,4	13,7	35,7
Ressortissante d'Afrique noire	127,9	178,0	150,5	179,4	277,9	162,3	244,1	362,9
Autres nationalités	76,4	185,0	34,7	45,1	102,0	17,5	57,8	116,7

NB. Le cumul des résultats est inférieur au total car il subsiste une valeur indéterminée de chaque critère.
(1) La nomenclature de base est devenue, à compter de l'année 1986, la nomenclature PCS (professions et catégories socioprofessionnelles) en 347 postes.

TABLEAU C.01-15

Autres indicateurs du marché du travail

Moyennes annuelles

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* Millier

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	*p* 1989
Bénéficiaires de la garantie de ressources	186,1	267,9	358,8	428,5	419,7	375,2	314,5	253,1	199,1	155,6
Bénéficiaires de l'allocation conventionnelle du FNE	///	11,6	38,4	72,6	99,3	137,1	164,4	177,0	187,2	188,6
Bénéficiaires de l'allocation conventionnelle de solidarité	///	///	(1) 20,0	148,1	165,0	124,9	82,0	39,9	7,6	ε
Demandes d'emploi enregistrées à l'ANPE à la suite d'un licenciement économique	414,0	533,3	469,3	491,3	549,7	564,3	584,1	602,0	547,6	485,6
Chômage partiel indemnisé :										
Effectifs concernés	179,4	320,3	200,8	237,5	273,6	196,9	128,3	90,2	45,2	22,2
Journées indemnisables	845,1	1.451,0	1.019,8	1.214,0	1.262,8	988,1	741,1	523,7	268,8	150,0
Offres d'emploi en fin de mois	89,0	69,2	83,8	79,9	46,3	46,0	49,4	54,3	63,1	76,2

(1) Sur neuf mois.

TABLEAU C.01-16

Indicateurs trimestriels de flux de demandes d'emploi

Données brutes

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unités :* demandes en milliers, taux en %

	1985	1986	1987	1988	1989
Demandes d'emploi enregistrées :					
1er trimestre	812,0	852,3	920,1	960,1	966,0
2e trimestre	790,4	886,6	835,4	940,3	902,9
3e trimestre	1.167,0	1.253,8	1.208,8	1.242,8	1.209,3
4e trimestre	1.018,2	1.084,7	1.125,9	1.112,5	1.086,1
Demandes satisfaites :					
1er trimestre	941,6	941,8	931,5	1.084,6	1.056,8
2e trimestre	962,5	1.026,2	1.044,4	1.063,2	1.060,2
3e trimestre	931,2	982,5	983,0	995,8	984,2
4e trimestre	1.024,3	1.021,6	1.115,8	1.081,2	1.075,6
dont : placements :					
1er trimestre	82,1	86,5	99,1	99,1	98,4
2e trimestre	98,3	113,7	107,8	117,5	115,7
3e trimestre	104,4	122,8	113,7	113,0	108,0
4e trimestre	89,8	104,2	106,1	104,4	102,9
annulations :					
1er trimestre	859,5	855,3	832,4	985,5	958,4
2e trimestre	864,2	912,5	936,6	945,7	944,5
3e trimestre	826,8	859,7	869,3	882,8	876,2
4e trimestre	934,5	917,4	1.009,7	976,8	972,7
Taux de sortie des demandeurs entrés au cours des trois derniers mois :					
1er trimestre	23,6	26,3	26,6	29,0	29,0
2e trimestre	25,3	29,3	29,8	30,1	30,6
3e trimestre	23,9	26,0	27,2	28,4	28,3
4e trimestre	24,9	24,9	26,3	27,3	27,0

TABLEAU C.01-17

Demandes d'emploi en fin de mois par métiers regroupés et par qualification professionnelle

Moyennes annuelles

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* Millier

	1987	1988	1989	1990	1991
Métiers regroupés :					
Métiers primaires	52,7	51,8	51,5	50,0	53,6
Métiers de l'industrie	718,6	662,3	614,7	583,1	617,4
Métiers du bâtiment et des travaux publics	277,0	249,7	239,2	228,1	245,4
Métiers tertiaires	1.573,4	1.599,1	1.626,6	1.643,5	1.791,7
Total	**2.621,7**	**2.562,9**	**2.532,0**	**2.504,7**	**2.709,1**
Qualification professionnelle :					
Manoeuvre ordinaire	196,4	183,3	181,8	180,4	169,6
Personnel spécialisé	834,0	814,8	812,4	806,0	859,4
Personnel qualifié	1.413,4	1.384,8	1.358,0	1.328,1	1.444,4
Agent de maîtrise, technicien, ingénieur et cadre	177,9	180,0	179,8	190,2	235,7
Total	**2.621,7**	**2.562,9**	**2.532,0**	**2.504,7**	**2.709,1**

TABLEAU C.01-18

Population totale et population active (1) des départements d'outre-mer

Source : INSEE (RP 1990)

	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
GUADELOUPE								
Les deux sexes :								
Population totale	**387.034**	96.353	42.455	71.582	59.194	42.037	29.999	45.414
dont : Actifs	**172.442**	///	6.583	56.776	50.346	34.247	19.619	4.871
Sexe masculin :								
Population totale	**189.187**	48.709	21.600	35.392	28.917	20.331	14.366	19.872
dont : Actifs	**93.949**	///	3.954	29.789	27.093	18.810	11.376	3.027
Sexe féminin :								
Population totale	**197.847**	47.644	20.855	36.190	30.277	21.706	15.633	25.542
dont : Actifs	**78.493**	///	2.629	26.987	23.253	15.437	8.243	1.944
GUYANE								
Les deux sexes :								
Population totale	**114.808**	38.311	10.662	20.676	19.520	12.291	6.577	6.771
dont : Actifs	**48.803**	///	1.786	15.397	15.811	9.915	4.593	1.301
Sexe masculin :								
Population totale	**59.799**	19.473	5.363	10.975	10.316	6.776	3.572	3.324
dont : Actifs	**30.169**	///	1.030	9.279	9.652	6.355	2.990	863
Sexe féminin :								
Population totale	**55.009**	18.838	5.299	9.701	9.204	5.515	3.005	3.447
dont : Actifs	**18.634**	///	756	6.118	6.159	3.560	1.603	438
MARTINIQUE								
Les deux sexes :								
Population totale	**359.569**	82.989	35.549	68.421	52.804	38.134	31.375	50.307
dont : Actifs	**164.877**	///	4.579	54.834	46.511	32.474	21.311	5.168
Sexe masculin :								
Population totale	**173.878**	42.113	18.145	33.859	25.226	17.952	14.751	21.832
dont : Actifs	**86.553**	///	2.928	28.665	23.610	16.692	11.659	2.999
Sexe féminin :								
Population totale	**185.691**	40.876	17.404	34.562	27.578	20.182	16.624	28.475
dont : Actifs	**78.324**	///	1.651	26.169	22.901	15.792	99.652	2.169

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.01-18 (suite et fin)

Population totale et population active (1) des départements d'outre-mer

Source : INSEE (RP 1990)

	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
REUNION								
Les deux sexes :								
Population totale	**597.828**	176.608	62.092	116.227	88.502	59.391	43.612	51.396
dont : Actifs	**233.622**	///	10.622	87.503	67.830	42.300	22.600	2.867
Sexe masculin :								
Population totale	**294.256**	89.177	31.431	57.245	43.629	29.826	21.250	21.698
dont : Actifs	**137.658**	///	6.151	48.585	40.124	26.238	14.723	1.937
Sexe féminin :								
Population totale	**303.572**	87.431	30.661	58.982	44.873	29.565	22.362	29.698
dont : Actifs	**95.964**	///	4.471	38.918	27.706	16.162	7.777	930

(1) La population active comprend : les actifs ayant un emploi, les chômeurs, et désormais les militaires du contingent.

TABLEAU C.01-19

Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer

Pour la population en âge d'activité

Source : INSEE (RP 1990)

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion
Taux d'activité (en pourcentage) :				
Sexe masculin	67	75	66	67
Sexe féminin	52	52	54	44
Les deux sexes	59	64	60	56
Taux de chômage (en pourcentage) :				
Sexe masculin	26	21	29	33
Sexe féminin	37	29	36	42
Les deux sexes	31	24	32	37

TABLEAU C.01-20

Dépenses pour l'emploi

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Unité : Million de francs

	1986	1987	1988	1989	1990
Indemnisation du chômage total	63.297,3	71.276,7	76.779,0	79.516,0	86.973,4
Incitation au retrait d'activité	54.432,5	49.337,6	45,135,5	41.267,9	37.951,6
Maintien de l'emploi	3.641,6	2.831,2	2.844,7	2.694,8	2.974,2
Promotion de l'emploi et création d'emplois	12.343,3	14.697,5	12.442,0	11.298,4	14.576,2
Incitation à l'activité	3.565,8	3.754,3	3.758,5	4.153,7	4.504,5
Formation professionnelle	43.343,2	47.626,6	56.567,1	59.343,4	66.284,9
Fonctionnement du marché du travail	2.660,9	2.727,6	2.903,0	3.081,4	3.799,2
Total	**183.284,6**	**192.251,5**	**200.429,8**	**201.355,6**	**217.064,0**
Variation annuelle (en %)	7,7	4,9	4,3	0,5	7,6

TABLEAU C.01-21

Effectifs de la fonction publique territoriale (1)

France entière

Source : ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique

	1986	1987	1988	1989	1990
Effectifs par type de collectivités :					
Organismes régionaux et départementaux	190.925	191.224	176.408	173.485	174.907
dont : métropole	182.547	182.608	167.617	164.489	165.153
Régions	2.862	3.308	3.771	4.209	4.490
Départements	163.726	162.249	146.275	142.195	142.264
Services de l'état	72.620	62.202	28.524	24.698	21.072
Services du département	47.428	57.323	77.054	77.422	82.332
Assistantes maternelles	43.675	42.722	40.075	40.075	38.860
Autres établissements	24.337	25.667	27.079	27.079	28.149
Organismes communaux et inter-communaux	799.894	803.888	810.247	821.502	839.961
dont : métropole	769.150	772.986	778.973	789.422	807.055
Organismes communaux	733.598	737.619	748.141	758.448	776.752
dont : communes	679.166	683.250	691.294	700.246	715.347
Organismes inter-communaux	66.296	66.269	62.102	63.051	63.207
Organismes divers d'action locale	18.208	18.124	19.131	21.856	24.114
Ensemble des administrations locales	1.009.027	1.013.236	1.005.786	1.016.844	1.038.983
dont : métropole	968.472	972.270	964.242	974.403	994.514
Autres organismes (2)	...	...	48.445	48.904	49.300
Ensemble	...	...	**1.054.231**	**1.065.748**	**1.088.283**
Travaux d'utilité publique	**95.643**	**99.360**	**97.655**	**89.570**	**71.771**
Effectifs par sexe, statut et condition d'emploi :					
Titulaires	773.913	794.050	808.524	813.136	826.254
dont : femmes(%)	50,3	50,9	51,5	51,6	52,1
Non-titulaires	340.017	326.182	311.421	325.546	337.057
dont : femmes(%)	64,5	65,0	66,7	66,8	67,4
Assistantes maternelles à domicile	59.249	58.093	58.253	57.316	56.895
Total des administrations locales	**1.173.179**	**1.178.325**	**1.178.198**	**1.195.998**	**1.220.206**
Homme	505.851	504.659	496.459	503.070	506.216
Femmes	667.328	673.666	681.739	692.628	713.990
Temps complet	865.716	866.906	853.042	857.689	873.875
Temps partiel	307.463	311.419	325.156	338.009	346.331
dont : Femmes(%)	76,9	77,5	77,7	77,9	78,8
Titulaires(%)	33,0	35,4	36,9	36,7	36,3

(1) Tous les emplois sont convertis en « équivalent temps complet » au 1er janvier.
(2) OPHLM, CCM, EPIC, associations syndicales autorisées.

Chapitre C.02

Conditions de travail

1. Commentaire.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Conditions de travail et relations professionnelles.
2. Durée annuelle effective et offerte du travail de l'ensemble des salariés par branche.
3. Nombre de maladies professionnelles indemnisées.
4. Nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de morts.
5. Taux de fréquence des accidents de travail dans les secteurs les plus exposés du régime général.
6. Taux de gravité des accidents de travail dans les secteurs les plus exposés du régime général.
7. Conflits du travail.
8. Absentéisme selon la qualification.
9. Résultats des élections aux comités d'entreprise.
10. Établissements ayant au moins un délégué syndical et effectifs correspondants, suivant la taille des établissements.
11. Appartenance syndicale des délégués syndicaux.
12. Établissements ayant au moins un CHSCT et effectifs correspondants suivant la taille des établissements.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle et de la division « Emploi » de l'INSEE.

1. COMMENTAIRE

Le nombre de l'ensemble des maladies indemnisées a peu évolué ces dix dernières années. Ce chiffre global a cependant une signification très relative, puisqu'il reflète le niveau de reconnaissance des maladies dues au travail, lié à la réglementation et à son application. Certaines maladies ont un poids de plus en plus réduit, principalement du fait de la disparition d'activités économiques liées à cette maladie (silicose), plus rarement du fait de préventions mises en œuvre (hépatite virale). D'autres ont un poids croissant, comme celles liées au bruit ou les affections périarticulaires. L'amélioration de l'indemnisation, avec notamment l'élargissement des conditions requises, en est la principale raison.

De 1979 à 1986, le nombre d'accidents avec arrêt et le nombre de morts diminuent régulièrement. Un retournement de cette tendance, commune à des secteurs différemment exposés, se confirme sur les trois dernières années 1987 à 1989. Cette évolution est également sensible sur le taux de gravité de ces accidents.

Au cours de ces dix dernières années l'importance des conflits évaluée en nombre de jours de grève n'a pratiquement pas cessé de décroître. Mais si les salariés font moins grève, ils la font surtout autrement : le recours croissant aux débrayages réduit le volume des arrêts de travail, sinon leur nombre, tout en maintenant une pression qui rend le climat social toujours pesant. La baisse massive des jours de grève ne s'accompagne donc pas d'un ralentissement équivalent de la fréquence des conflits.

Trois caractéristiques principales se dégagent de l'étude des résultats des élections aux comités d'entreprise entre 1980 et 1990 : la forte baisse de la participation d'une part; la perte d'influence des organisations syndicales et principalement de la CGT d'autre part; enfin la progression concomitante et rapide des scores réalisés par les candidats non syndiqués.

La baisse de la participation s'accélère depuis 1982-1983 : en cinq élections, le pourcentage d'électeurs inscrits ayant participé au scrutin est passé de 71 % en 1982 à 65 % en 1990.

Le recul continu de la CGT depuis 1966 se poursuit, à un rythme toutefois moins rapide depuis 1986 que durant la décennie précédente.

Il s'accompagne d'un progrès constant des scores réalisés par les listes non syndicales depuis la fin des années 70.

Depuis le milieu des années 80, on observe pour les quatre autres grandes confédérations syndicales un recul certes moins important que celui de la CGT mais néanmoins sensible. Le corollaire en est l'accélération de la progression des non-syndiqués. En 1989 et 1990 ceux-ci ont obtenu davantage de suffrages que la CGT.

Le recul de l'implantation syndicale se poursuit — de 1987 à 1989 le nombre d'établissements de 50 salariés et plus ayant au moins un délégué syndical est passé de 18.600 à 17.600. En parallèle, le nombre des délégués syndicaux est, lui aussi, en baisse sensible, de 43.400 à 41.500; ce recul affecte toutes les grandes centrales syndicales : le nombre des délégués diminue de 8 % pour la CFE-CGC, de 6 % pour la CGT, de 4 % pour la CFDT et la CGT-FO, de 2 % pour la CFTC; il est en hausse de 5 % pour les « autres syndicats ».

De 1987 à 1989, le pourcentage d'établissements de 50 salariés et plus ayant au moins un Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT) est passé de 67 à 65 %, et le pourcentage des salariés couverts par l'institution, de 82 à 80 %.

2. MÉTHODOLOGIE

Maladies professionnelles indemnisées

Ces statistiques comptabilisent les prestations versées pour la première fois aux salariés au titre de l'assurance sociale, après que le caractère professionnel a été dûment constaté. Ces prestations sont soit une indemnité journalière, soit une rente d'incapacité permanente. Dans le régime des salariés agricoles, si les deux sont versées successivement à un même salarié, celui-ci est comptabilisé deux fois.

Les sources sont d'une part (ligne « a ») le régime général des salariés (CNAM-TS), le régime des mines et celui des chemins de fer (SNCF), d'autre part (ligne « b ») le régime des salariés agricoles (MSA). Les autres organismes d'assurance particuliers à certains secteurs (EDF, GDF, RATP, administrations nationales et locales) ne sont pas inclus dans cet ensemble.

Le numéro de chaque maladie, noté T... dans le tableau, renvoie au texte de la réglementation propre aux régimes d'assurance considérés. Par exemple, pour les affections provoquées par le bruit, le T 42 réglemente l'assurance des trois organismes « a » (CNAM-TS, Mines et SNCF), le T 46 réglemente celle des salariés agricoles.

Accidents du travail

Les chiffres présentés dans les trois tableaux comptabilisent les victimes d'accidents du travail dont le caractère professionnel a été reconnu. L'année correspond d'ailleurs à la date de reconnaissance. Elle diffère pour une proportion non négligeable de ces accidents de l'année de survenance.

Les accidents avec arrêt sont ceux ayant entraîné un arrêt d'au moins 24 heures en plus du jour de l'accident.

Des accidents du travail sont exclus de ce décompte :

— les accidents de trajet, entre le domicile et le lieu de travail;
— les accidents de salariés des DOM-TOM;
— les accidents couverts par les régimes forfaitaires gérés par le régime général;
— les accidents de titulaires de l'État;
— les accidents de titulaires des administrations ou collectivités régionales départementales ou locales.

Conflits du travail, conflits localisés et conflits généralisés

La statistique des conflits porte sur l'ensemble des activités en métropole, à l'exclusion de l'agriculture, de la Fonction publique et des agents des collectivités territoriales.

Les données statistiques sur les conflits du travail sont tirées, par agrégations successives, des relevés mensuels eux-mêmes établis par les services extérieurs à

partir des fiches rédigées par les inspecteurs du travail à l'occasion de chaque conflit. Elles font l'objet d'une publication dans le *Bulletin mensuel de statistiques du travail* du ministère.

Élections aux comités d'entreprise

Le système de collecte et de traitement informatique des résultats des élections aux comités d'entreprise mis en place en 1974 repose sur l'envoi, par les entreprises concernées, à la section d'inspection dont elles dépendent, des procès-verbaux des élections intervenues.

Ces procès-verbaux (environ 12 000 par an) sont par la suite codifiés et saisis par les cellules statistiques des directions régionales du Travail et de l'Emploi puis traités à l'Administration centrale. Le système prend en compte les données relatives aux entreprises ou établissements relevant du contrôle de l'inspection du Travail ainsi que celles relevant du contrôle des services d'inspection du travail de l'Agriculture et des Transports. Les comités d'entreprise étant élus tous les deux ans, les entreprises concernées ne sont pas les mêmes selon que l'année d'élection est paire ou impaire; ceci explique les différences (qui tendent à s'atténuer) de certains résultats entre années paires et impaires. Le résultat de chaque année doit donc être comparé à ceux des années de même parité.

Les résultats des élections sont publiés chaque année dans un numéro des *Dossiers statistiques du Travail et de l'Emploi.*

Délégués syndicaux

Cette statistique, réalisée pour la première fois en 1986, remplace celle, jugée peu fiable, sur les sections syndicales.

Il s'agit d'un décompte des délégués syndicaux d'établissement appartenant à des établissements de 50 salariés et plus relevant de la compétence du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, du ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports et du ministère de l'Agriculture et de la Forêt. Cette statistique est prévue tous les deux ans; elle est réalisée à partir des documents établis par les sections d'inspection (Travail, Transports et Agriculture).

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT).

Cette statistique est couplée depuis 1987 avec celle des délégués syndicaux. Elle concerne les établissements, de 50 salariés et plus, assujettis et relevant de la compétence du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, du ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports et du ministère de l'Agriculture et de la Forêt.

3. DÉFINITIONS

Conflits localisés et conflits généralisés

La distinction entre conflits localisés et conflits généralisés est fonction de l'origine du mot d'ordre de grève : si ce mot d'ordre est interne à l'établissement où il y a cessation de travail, il s'agit d'un conflit localisé; si ce mot d'ordre est commun à plusieurs établissements d'entreprises différentes ou à un ensemble d'entreprises, il s'agit d'un conflit généralisé, ce type de conflit peut donc aussi bien désigner une simple grève sur un petit site industriel local qu'une grande journée nationale d'action.

Comités d'entreprise

Par comités d'entreprise on entend aussi bien le comité d'entreprise que le comité d'établissement, et par élection, soit élection pour la création du comité, soit élection pour son renouvellement.

Les élections aux comités d'entreprise sont organisées par collèges catégoriels distincts dont le nombre et la composition, fixés par la loi, peuvent être modifiés par voie d'accord. Les collèges « légaux » sont au nombre de deux : ouvriers et employés d'une part, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres d'autre part, lorsque l'effectif des cadres salariés dans l'entreprise considérée ne dépasse pas 25. Si cet effectif est supérieur à 25, le deuxième collège « légal » éclate en deux collèges distincts : un deuxième collège pour les agents de maîtrise et techniciens et un troisième collège pour les cadres.

Mais l'ensemble du personnel peut aussi être regroupé en un collège unique (le cas est assez fréquent).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle; service des Études et de la Statistique;
- INSEE;
- Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM-TS).

Publications :

Bulletin mensuel des statistiques du Travail;

Dossiers statistiques du Travail et de l'Emploi;

Revue française des Affaires sociales;

« Contraintes et rythme du travail des salariés à temps partiel », ministère du Travail;

Données sociales, 1990;

« Enquête sur l'emploi », 1989, *INSEE-Résultats* n° 6-7.

*
* *

TABLEAU C.02-1

Conditions de travail et relations professionnelles

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Conflits du travail : Nombre de journées individuelles non travaillées.							
Total	**1.357.000**	**884.900**	**1.041.500**	**969.000**	**1.242.200**	**904.400**	**693.700**
dont : imputables aux conflits localisés	1.316.800	726.700	567.700	511.500	1.094.600	800.200	528.000
Total en % des établissements ayant au moins un délégué	///	**57,4**	///	**55,1**	///	**50,9**	///
Effectif correspondant	///	6.405.535	///	6.171.298	///	6.260.498	///
CHSCT (1)							
Total en % des établissements ayant au moins un CHSCT	///	///	///	**67,1**	///	**65,0**	///
Effectif correspondant (en millier)	///	///	///	6.355,8	///	6.313,1	///

(1) Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.

TABLEAU C.02-2

Durée annuelle effective et offerte du travail de l'ensemble des salariés par branche

Source : INSEE

NAP niveau 15 en U et 40 en T		1987		1988		1989		1990		1991	
		durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PÊCHE	U 01	1.801	1.594	1.816	1.617	1.774	1.579	1.774	1.583	1.774	1.584
INDUSTRIE (hors BGCA)	U 02 à U 06	1.757	1.613	1.763	1.619	1.757	1.611	1.757	1.608	1.758	1.604
dont : Viandes et produits laitiers	T 02	1.764	1.626	1.770	1.628	1.764	1.616	1.764	1.612	1.764	1.608
Autres produits agricoles et alimentaires	T 03	1.766	1.600	1.771	1.600	1.766	1.589	1.766	1.584	1.766	1.580
Combustibles minéraux solides et cokes	T 04	1.722	1.592	1.727	1.593	1.717	1.578	1.717	1.556	1.722	1.556
Pétrole brut et raffiné, gaz naturel	T 05	1.729	1.627	1.734	1.637	1.729	1.626	1.729	1.623	1.729	1.619
Electricité, gaz et eau	T 06	1.717	1.607	1.722	1.608	1.717	1.595	1.717	1.592	1.717	1.591
Minerais et métaux ferreux	T 07	1.720	1.579	1.730	1.586	1.724	1.581	1.724	1.578	1.733	1.580
Minerais et métaux non ferreux	T 08	1.737	1.592	1.742	1.596	1.737	1.590	1.732	1.582	1.732	1.577
Matériaux de construction	T 09	1.775	1.635	1.785	1.646	1.775	1.632	1.775	1.628	1.775	1.624
Verre	T 10	1.745	1.601	1.755	1.612	1.750	1.605	1.754	1.605	1.750	1.597
Chimie de base, fibres artificielles et synthétiques	T 11	1.711	1.573	1.716	1.577	1.711	1.568	1.711	1.564	1.711	1.560
Parachimie et pharmacie	T 12	1.737	1.574	1.747	1.790	1.737	1.578	1.737	1.575	1.737	1.570
Fonderie et travail des métaux	T 13	1.774	1.641	1.779	1.647	1.774	1.639	1.774	1.635	1.774	1.631
Mécanique	T 14	1.766	1.644	1.772	1.651	1.766	1.643	1.766	1.641	1.766	1.637
Matériels électriques et électroniques professionnels	T 15 A	1.748	1.601	1.753	1.607	1.748	1.598	1.748	1.596	1.752	1.596
Biens d'équipement ménager	T 15 B	1.734	1.581	1.744	1.592	1.743	1.588	1.743	1.584	1.743	1.579
Matériels de transport terrestre	T 16	1.759	1.616	1.765	1.622	1.759	1.612	1.758	1.609	1.757	1.603
Construction navale et aéronautique, armement	T 17	1.734	1.591	1.739	1.590	1.729	1.583	1.729	1.583	1.734	1.583
Textiles et habillement	T 18	1.777	1.604	1.782	1.611	1.777	1.602	1.777	1.598	1.777	1.593
Cuirs et chaussures	T 19	1.781	1.624	1.782	1.628	1.781	1.625	1.781	1.621	1.781	1.616
Bois, meubles et industries diverses	T 20	1.779	1.640	1.785	1.645	1.779	1.636	1.784	1.637	1.779	1.629
Papier, carton	T 21	1.755	1.619	1.761	1.627	1.755	1.619	1.755	1.615	1.755	1.611
Presse et édition	T 22	1.747	1.605	1.753	1.614	1.747	1.608	1.747	1.605	1.747	1.601
Caoutchouc et matières plastiques	T 23	1.768	1.624	1.773	1.629	1.768	1.622	1.767	1.616	1.767	1.612
BÂTIMENT, GENIE CIVIL ET AGRICOLE (BGCA)	U 07	1.752	1.647	1.785	1.680	1.784	1.675	1.781	1.669	1.781	1.666
COMMERCE	U 08	1.761	1.557	1.767	1.564	1.761	1.558	1.761	1.555	1.761	1.551
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	U 09	1.769	1.631	1.775	1.634	1.767	1.630	1.770	1.630	1.773	1.632
dont : Transports	T 31	1.789	1.676	1.795	1.679	1.785	1.670	1.789	1.670	1.794	1.673
Télécommunications et postes	T 32	1.736	1.556	1.741	1.557	1.736	1.559	1.736	1.558	1.736	1.558
SERVICES MARCHANDS (1)	U 10	1.774	1.600	1.777	1.602	1.770	1.596	1.770	1.593	1.771	1.591
dont : Réparation et commerce de l'automobile	T 29	1.793	1.681	1.799	1.686	1.788	1.676	1.788	1.672	1.788	1.670
Hôtels, cafés, restaurants	T 30	1.826	1.611	1.827	1.604	1.817	1.590	1.822	1.589	1.826	1.590
Services marchands aux entreprises	T 33	1.764	1.625	1.765	1.626	1.759	1.623	1.759	1.621	1.759	1.619
Services marchands aux particuliers	T 34	1.753	1.520	1.759	1.524	1.753	1.519	1.753	1.515	1.753	1.512
SERVICES D'ASSURANCE	U 12	1.715	1.565	1.725	1.568	1.715	1.556	1.719	1.556	1.719	1.554
SERVICES DES ORGANISMES FINANCIERS	U 13	1.751	1.598	1.756	1.600	1.751	1.596	1.751	1.592	1.751	1.589
SERVICES NON MARCHANDS	U 14	1.622	1.386	1.628	1.393	1.627	1.395	1.622	1.389	1.622	1.388
Ensemble		**1.720**	**1.539**	**1.728**	**1.547**	**1.724**	**1.543**	**1.723**	**1.539**	**1.723**	**1.537**

(1) Non comptabilisés ailleurs.

TABLEAU C.02-3

Nombres de maladies professionnelles indemnisées

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

	1979	1986	1987	1988	1989
Affections provoquées par le bruit :					
Total	**282**	**1.238**	**1.079**	**1.109**	**860**
T. 42 a (1)	282	1.210	1.044	1.071	820
T. 46 b (1)	—	28	35	38	40
Affections périarticulaires :					
Total	**287**	**780**	**761**	**956**	**1.134**
T. 57 a	277	678	655	839	986
T. 39 b	10	102	106	117	148
Silicoses :					
Total	**1.031**	**901**	**641**	**682**	**776**
T. 25 a	1.029	900	640	682	776
T. 22 b	2	1	1	—	—
Ciment :					
Total	**852**	**385**	**311**	**357**	**372**
T. 8 a	834	373	300	342	359
T. 14 b	18	12	11	15	13
Amiante :					
Total	**128**	**262**	**262**	**344**	**371**
T. 30 a	128	262	262	344	369
T. 47 b	—	—	—	—	2
Hépatites virales :					
Total	**598**	**224**	**135**	**83**	**78**
T. 45 a	597	224	135	83	77
T. 33 b	1	—	—	—	1
Lésions eczématiformes de mécanisme allergique :					
Total	**99**	**242**	**193**	**197**	**236**
T. 65 a	84	175	144	146	182
T. 44 b	15	67	49	51	54
Bois :					
Total	**46**	**136**	**108**	**107**	**102**
T. 47 a	45	123	99	98	89
T. 36 b (bois exotiques)	1	13	9	9	13
Affections respiratoires de mécanisme allergique :					
Total	**56**	**175**	**162**	**157**	**191**
T. 66 a	54	109	96	104	108
T. 45 b	2	66	66	53	83
Vibrations et chocs d'outils :					
Total	**82**	**121**	**120**	**141**	**152**
T. 35 + 48, T. 69 a	67	101	95	111	123
T. 29 b	15	20	25	30	29
Brucelloses :					
Total	**420**	**112**	**128**	**101**	**109**
T. 24 a	158	43	55	43	38
T. 6 b	262	69	73	58	71
Dermatoses dues aux lubrifiants :					
Total	**185**	**70**	**71**	**77**	**113**
T. 36 a	184	69	71	76	110
T. 25 b	1	1	—	1	3
Isocyanates organiques :					
Total	**55**	**69**	**58**	**74**	**72**
T. 62 a	53	69	58	74	72
T. 43 b	2	—	—	—	—
Amines aromatiques :					
Total	**101**	**75**	**52**	**51**	**54**
T. 15 a	101	75	52	51	54
Acides chromiques, chromates :					
Total	**77**	**63**	**48**	**29**	**33**
T. 10 a	66	61	48	29	32
T. 34 b	11	2	—	—	1

NB.—Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.02-3 (suite et fin)

Nombres de maladies professionnelles indemnisées

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

	1979	1986	1987	1988	1989
Dérivés halogénés de l'éthylène :					
Total	**118**	**52**	**25**	**31**	**29**
	118	52	25	31	29
Benzolisme :					
Total	**65**	**48**	**45**	**35**	**22**
T. 4 a	64	48	45	35	21
T. 19 b	1	—	—	—	1
Aldéhyde formique et polymères :					
Total	**38**	**40**	**29**	**39**	**43**
T. 43 a	38	40	27	39	41
T. 28 b	—	—	2	—	2
Sidérose (oxyde de fer) :					
Total	**24**	**48**	**38**	**37**	**47**
T. 44 a	24	48	38	37	47
Résines époxydiques :					
Total	**97**	**71**	**65**	**73**	**62**
T. 51 a	96	71	65	73	61
T. 37 b	1	—	—	—	1
Amines aliphatiques et alicycliques :					
Total	**29**	**22**	**21**	**27**	**23**
T. 49 a	29	22	21	27	23
Maladies infectieuses en milieu hospitalier :					
Total	—	**25**	**30**	**19**	**30**
T. 76 a	—	25	30	19	30
Leptospiroses professionnelles :					
Total	**12**	**9**	**8**	**18**	**10**
T. 19 a	5	7	5	7	8
T. 5 b	7	2	3	11	2
Kératoconjonctivites virales :					
Total	—	**10**	**9**	**8**	**15**
T. 80 a	—	10	9	8	15
Total des maladies listées	**4.682**	**5.178**	**4.399**	**5.193**	**4.934**
a	**4.333**	**4.795**	**4.019**	**4.369**	**4.470**
b	**349**	**383**	**380**	**383**	**464**
Total des maladies indemnisées	**5.100**	**5.395**	**4.632**	**5.022**	**5.269**
a	**4.617**	**4.939**	**4.188**	**4.580**	**4.738**
b	**483**	**456**	**444**	**442**	**531**

(1) Voir l'explication dans la partie méthodologie du texte pour la définition des lignes a et b.

TABLEAU C.02-4

Nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1.000 salariés et nombre de morts

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Nombre d'arrêts pour 1.000 salariés						
CNAM-TS	58	54	52	50	50	53
Régimes spéciaux	55	54	50	45	43	43
Ensemble	**57**	**54**	**52**	**49**	**50**	**52**
Nombre de morts						
CNAM-TS	1.130	1.067	978	1.004	1.112	1.177
Régimes spéciaux	160	220	182	131	130	124
Total	**1.290**	**1.287**	**1.060**	**1.135**	**1.242**	**1.301**

TABLEAU C.02-5

Taux de fréquence des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

	1985	1986	1987	1988	1989
Bâtiment, travaux publics	71	69	67	68	70
Industrie du bois	48	47	45	46	48
Pierres et terre à feux	48	48	45	44	46
Transports et manutention	47	45	45	44	46
Alimentation	38	37	35	34	37
Caoutchouc et papier-carton	36	33	31	32	35
Métallurgie	35	33	30	31	32
Industries textiles	28	26	23	24	25
Total du régime général	**30**	**29**	**27**	**27**	**29**

(1) Taux de fréquence = Nombre d'accidents avec arrêt/(Nombre d'heures travaillées X 1.000.000).

TABLEAU C.02-6

Taux de gravité des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

	1985	1986	1987	1988	1989
Bâtiment, travaux publics	2,59	2,68	2,72	2,83	3,00
Industrie du bois	1,26	1,31	1,29	1,36	1,41
Pierres et terre à feux	1,46	1,62	1,57	1,58	1,64
Transports et manutention	1,81	1,86	1,96	1,93	2,10
Alimentation	0,97	0,99	0,95	0,99	1,10
Caoutchouc et papier-carton	0,98	0,98	0,95	0,97	1,08
Métallurgie	0,88	0,88	0,83	0,87	0,92
Industries textiles	0,70	0,74	0,70	0,72	0,79
Ensemble du régime général	**0,88**	**0,91**	**0,90**	**0,93**	**1,00**

TABLEAU C.02-7

Conflits du travail

Ensemble des activités économiques à l'exception de l'agriculture et des administrations publiques

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	Unités	1986	1987	1988	1989	1990
Conflits localisés	Nombre	1.391,0	1.391,0	1.852,0	1.743,0	1.529,0
Nombre de conflits observés	»	261,6	224,4	326,4	243,6	222,0
Effectifs ayant cessé le travail	Milliers	567,7	511,5	1.094,6	800,2	528,0
Conflits généralisés	»	194,1	135,3	76,8	54,9	55,8
Nombre de journées individuelles non travaillées	»	473,8	457,5	147,6	104,2	165,7

TABLEAU C.02-8

Absentéisme selon la qualification (1)

Octobre 1986

Source : INSEE

Qualifications	Nombre de jours d'absence occasionnelle (2)	Répartis (en %) en					Autres causes (en jours) (4)	Proportion d'absents (%) (5)	Durée d'absence des absents (en jours)
		Maladie	Maternité	Accident du travail	Congé personnel	Autre cause imprévue (3)			
Cadres	**0,29**	**60,6**	**12,3**	**2,9**	**10,0**	**14,2**	**0,39**	**12,8**	**5,32**
Cadres supérieurs	0,15	67,7	4,7	3,8	8,7	15,0	0,27	8,2	5,14
Cadres confirmés	0,31	62,0	11,6	2,4	10,2	13,8	0,43	14,1	5,26
Autres cadres	0,40	55,5	16,6	3,3	10,0	14,6	0,41	14,6	5,54
Techniciens	**0,61**	**55,7**	**11,8**	**3,3**	**12,7**	**16,5**	**0,63**	**24,7**	**5,02**
Agents de maîtrise	**0,62**	**57,0**	**9,3**	**7,3**	**9,3**	**17,1**	**0,67**	**23,3**	**5,51**
Employés	**1,07**	**55,7**	**24,0**	**2,6**	**8,7**	**9,0**	**0,63**	**25,1**	**6,79**
Employés très qualifiés	0,78	56,0	24,1	2,9	7,2	9,8	0,52	22,1	5,88
Employés qualifiés	1,16	56,3	24,7	2,4	8,9	7,7	0,63	26,8	6,69
Employés non qualifiés	1,12	53,9	22,3	3,0	9,3	11,4	0,75	23,8	7,85
Ouvriers	**1,37**	**59,1**	**5,1**	**9,8**	**8,2**	**17,7**	**0,64**	**33,3**	**6,04**
Ouvriers très qualifiés	1,06	58,0	0,5	15,0	6,9	19,6	0,68	30,2	5,77
Ouvriers qualifiés	1,20	58,2	1,4	12,3	8,8	19,3	0,34	34,6	5,62
Ouvriers semi-qualifiés	1,43	60,8	5,8	8,8	8,2	16,5	0,62	34,4	5,94
Ouvriers non qualifiés	1,63	57,9	9,3	7,3	8,0	17,5	0,56	31,3	6,98
Ensemble	**1,04**	**58,1**	**9,8**	**7,6**	**8,7**	**15,8**	**0,62**	**27,6**	**6,00**

(1) Une nouvelle enquête a eu lieu fin 1991, les résultats seront disponibles dans le prochain annuaire.
(2) Absences occasionnelles : maladie + maternité + accident de travail + congé personnel + autre cause imprévue.
(3) Les autres causes imprévues sont diverses : arrêts techniques, grèves, causes multiples indécidables.
(4) Les autres causes sont liées au droit ou à l'organisation du travail : congés payés, récupération, ou fraction de mois non faite pour embauche ou départ en cours de mois.
(5) Il s'agit de la proportion d'absents pour toute cause (y compris congés payés, récupération ou fraction de mois non faite).

TABLEAU C.02-9

Résultats des élections aux comités d'entreprise (en % des suffrages exprimés)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	1986	1987	1988	1989	1990
A. Ensemble des salariés :					
CGT	27,1	26,8	26,7	25,1	24,9
CFDT	21,2	21,3	20,7	21,0	19,9
CFTC	3,8	4,8	3,7	4,6	3,6
FO	14,4	11,3	13,7	11,2	12,8
CGC	7,5	5,9	6,8	5,5	6,5
Autres syndicats	5,0	6,0	4,8	6,3	5,6
Non syndiqués	21,1	23,9	23,5	26,4	26,6
B. Ouvriers et employés (premier collège + collèges uniques) :					
CGT	33,2	32,8	32,6	30,4	30,4
CFDT	22,1	22,1	20,8	21,8	20,3
CFTC	3,6	4,7	3,5	4,4	3,4
FO	14,5	11,8	14,1	11,9	13,2
CGC	0,7	0,6	0,8	0,5	0,7
Autres syndicats	4,9	4,7	4,7	5,0	5,5
Non syndiqués	21,0	23,3	23,6	26,0	26,6
C. Maîtrise, techniciens et cadres deuxième et troisième collèges (1) :					
CGT	11,8	11,8	12,4	11,2	11,7
CFDT	19,1	18,9	20,4	19,0	19,0
CFTC	4,4	5,2	4,4	5,2	4,1
FO	14,0	9,7	12,7	9,3	11,7
CGC	24,4	20,1	21,7	18,1	20,7
Autres syndicats	5,0	9,1	5,1	9,7	6,1
Non syndiqués	21,3	25,2	23,3	27,5	26,8

(1) Troisième collège à partir du moment où il est constitué.

TABLEAU C.02-10

Etablissements ayant au moins un délégué syndical et effectifs correspondants suivant la taille des établissements

Situation au 31 décembre

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Taille des établissements	Nombre d'établissements		Etablissements avec délégués (en %)		Effectifs		Effectifs des établissements avec délégués (en %)	
	1987	1989	1987	1989	1987	1989	1987	1989
50 à 99 salariés	17.528	18.512	39,6	35,7	1.235.948	1.298.556	40,9	37,1
100 à 199 salariés	9.343	9.690	61,4	58,4	1.291.661	1.340.893	62,6	59,6
200 à 499 salariés	5.161	5.189	82,7	77,8	1.553.333	1.551.184	84,0	79,2
500 à 999	1.252	1.256	93,2	89,4	861.388	850.144	93,4	89,5
1.000 salariés et plus	549	522	95,4	92,3	1.238.968	1.219.721	95,6	91,5
Total	**33.833**	**35.169**	**55,1**	**50,9**	**6.171.298**	**6.260.498**	**74,5**	**70,1**

TABLEAU C.02-11

Appartenance syndicale des délégués syndicaux

Situation au 31 décembre

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Syndicats	Nombre de délégués	%	Nombre de délégués	%
	1987		1989	
CGT	12.753	29,4	11.930	28,8
CFDT	10.602	24,4	10.200	24,6
CGT-FO	7.967	18,4	7.674	18,5
CFE-CGC	6.086	14,0	5.625	13,6
CFTC	3.196	7,4	3.124	7,5
Autres syndicats	2.774	6,4	2.907	7,0
Total	**43.378**	**100,0**	**41.460**	**100,0**

TABLEAU C.02-12

Etablissements ayant au moins un CHSCT (1) et effectifs correspondants suivant la taille des établissements

Situation au 31 décembre

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Nombre de salariés	Nombre d'établissements assujettis		Etablissements ayant au moins un CHSCT (en %)		Effectifs (en milliers)		Effectifs des établissements avec CHSCT (en %)	
	1987	1989	1987	1989	1987	1989	1987	1989
Moins de 300 salariés	28.197	29.169	63,5	61,5	3.100,1	3.179,1	70,7	69,2
De 300 à 499	2.168	2.142	91,1	88,6	828,8	812,6	91,1	88,8
500 et plus	1.883	1.839	94,1	92,4	2.426,9	2.321,4	94,2	92,7
Total	**32.248**	**33.150**	**67,1**	**65,0**	**6.355,8**	**6.313,1**	**82,3**	**80,4**

(1) Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.

Chapitre C.03

Revenus et salaires

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Compte de revenu des ménages par catégorie socioprofessionnelle.
2. Revenus fiscaux moyens selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage.
3. Répartition des ménages suivant le montant de leur revenu fiscal et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage.
4. Répartition des ménages par tranche de revenu initial du ménage selon l'âge de la personne de référence du ménage.
5. Nombre d'établissements, masse des salaires et effectifs.
6. Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, secteurs privé et semi-public).
7. Salaire minimum de croissance SMIC .
8. Gains mensuels des salariés.
9. Gains mensuels selon l'activité des établissements.
10. Évolution des taux de salaire horaire des ouvriers par activité économique.
11. Évolution des taux de salaire horaire des ouvriers par qualification.
12. Évolution des salaires mensuels de base des non-ouvriers par activité économique.
13. Évolution des salaires mensuels de base des non-ouvriers par qualification.
14. Distribution par décile des salaires masculins et féminins dans le secteur privé.
15. Les salaires nets annuels moyens dans les secteurs privé et semi-public selon la catégorie socioprofessionnelle.
16. Salaire annuel net monétaire moyen des agents de l'État par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe.
17. Taux des rémunérations annexes des agents de l'État par profession et sexe ou statut.
18. Éventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires.
19. Indice d'évolution des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État.
20. Évolution de la structure des coûts de la main-d'œuvre.
21. Structure du coût de la main-d'œuvre dans l'industrie de 1978 à 1988 dans 6 pays de la CEE.
22. Coût horaire de la main-d'œuvre en 1988 par secteur dans 6 pays européens.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, et les divisions « Exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus » et « Revenus » de l'INSEE.

1. MÉTHODOLOGIE

En France, la source principale permettant de saisir l'ensemble des revenus des ménages est constituée par une exploitation périodique des déclarations fiscales que collecte la Direction générale des Impôts en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu .

En matière de revenus, la diffusion de certains résultats statistiques ne peut être réalisée qu'avec un délai relativement important, lié aux sources utilisées (déclarations annuelles de salaires, enquête non annuelle sur les revenus fiscaux...).

Les revenus

La formation des revenus est retracée à travers quelques rubriques : revenus primaires, revenus de transfert, impôts directs, revenu disponible brut. Les revenus primaires regroupent les revenus d'activité et du patrimoine. Les revenus du travail salarié aussi bien que les revenus d'entreprise individuelle sont nets de cotisations sociales. Les revenus de la production hors entreprise individuelle (loyers réels et fictifs, jardins familiaux) sont nets des intérêts versés pour le logement; de même, les revenus d'entreprise individuelle sont nets d'intérêts versés au titre de l'activité d'entreprise. Les revenus de transfert comprennent les prestations sociales, les opérations nettes d'assurance-dommage et les autres transferts reçus. Les impôts directs sont les impôts sur le revenu et le patrimoine.

Les comptes de revenu des ménages par catégorie socioprofessionnelle sont établis en répartissant le compte de revenu existant dans la comptabilité nationale entre les différentes catégories à partir d'un certain nombre de clés de ventilation dont la plupart sont fournies par l'enquête sur les revenus fiscaux des ménages.

La dernière enquête étant relative aux revenus de l'année 1984, on actualise ses résultats pour obtenir les clés de ventilation relatives à l'année 1989, qui sont donc plus « imprécises » que celles obtenues pour l'année 1984. Les postes les moins biens suivis par cette méthode sont sans doute ceux relatifs aux revenus de la propriété.

Les comptes présentés pour l'année 1989 sont donc une actualisation de ceux établis pour 1984; les évolutions constatées pour certains postes d'une année sur l'autre sont à manipuler avec précaution car elles proviennent dans certains cas d'une actualisation assez « frustre ».

L'exploitation de cette enquête a une périodicité quinquennale, elle porte sur un échantillon d'environ 40.000 ménages, représentatif aussi bien des ménages imposés que non imposés.

L'unité statistique est le ménage (ensemble des personnes qui vivent dans un même logement) et non le foyer fiscal (qui est l'unité de collecte des déclarations). Les déclarations souscrites par des foyers cohabitant dans un même logement ont été additionnées afin de constituer l'unité « ménage ».

Le revenu fiscal est constitué de la totalité des ressources des ménages qui sont par nature imposables. On y ajoute les allocations de vieillesse non imposables dites du « minimum vieillesse ».

C'est un revenu avant impôt et transferts familiaux. Il ne s'agit pas du revenu imposable au sens fiscal (base de l'impôt), les divers abattements et déductions prévus par la législation fiscale n'ayant pas été déduits.

Les principaux revenus partiels entrant dans le revenu fiscal sont : les traitements et salaires, les pensions et rentes viagères, les bénéfices industriels et commerciaux, les bénéfices non commerciaux, les bénéfices agricoles, les rémunérations de gérants et associés, les revenus de valeurs mobilières, les revenus fonciers.

À partir de l'enquête sur les « revenus fiscaux des ménages » et donc tous les cinq ans environ, l'INSEE procède à une répartition des revenus évalués dans les comptes nationaux, entre les ménages classés selon la catégorie socioprofessionnelle de leur chef.

Pour une meilleure comparaison entre les revenus d'entrepreneurs individuels et les revenus des salariés, on déduit du revenu disponible brut la consommation de capital fixe des entreprises individuelles. De même, pour comparer les revenus disponibles des ménages propriétaires de logements à ceux des autres ménages, on retranche la consommation de capital fixe en logements. La consommation de capital fixe correspond à la dépréciation économique évaluée par la comptabilité nationale.

L'enquête « revenus fiscaux » fournit des clés de ventilation pour les salaires, les revenus d'entreprise, les revenus de la propriété, les retraites, l'impôt. Elle permet également de calculer des revenus non imposables mais attribués sur barème, tels que les prestations familiales, le minimum vieillesse. Pour certains types de revenus, la somme des revenus des différentes catégories de ménage issue de la source fiscale est très inférieure aux évaluations des comptes nationaux (en particulier pour les revenus d'entreprise individuelle). On fait alors l'hypothèse que la sous-évaluation est indépendante de la catégorie sociale.

La définition des revenus en comptabilité nationale est plus vaste que pour le fisc. Pour répartir les revenus non monétaires ou non imposables par nature entre les catégories socioprofessionnelles, on utilise d'autres enquêtes auprès des ménages. En particulier, on calcule les loyers fictifs, revenus que la comptabilité nationale attribue aux ménages propriétaires de leurs logements, à partir des résultats de l'enquête sur le logement. Les prestations de santé ou de maternité, non imposables, sont éclatées entre les catégories de ménage grâce aux informations détaillées fournies par l'enquête sur la santé. Certains revenus de la propriété sont exonérés d'impôt (intérêts des livrets A de caisses d'épargne) ou peuvent subir un prélèvement libératoire (revenus de certaines valeurs mobilières); on les répartit à l'aide des résultats d'enquêtes sur l'épargne des ménages.

Les salaires

Les tableaux donnant le nombre d'établissements et les salaires annuels moyens (secteurs privé et semi-public) résultent de l'exploitation des DADS (déclarations annuelles de données sociales) adressées par les employeurs à l'administration fiscale. Le champ couvert par les DADS ne comprend pas l'agriculture, les gens de maison et les administrations publiques. Ces exclusions peuvent expliquer certaines différences entre les

statistiques fournies par l'UNEDIC et les résultats issus des DADS, notamment pour les secteurs T 17, les arsenaux faisant partie des administations publiques, et T 38, une grande partie de ce secteur étant exclue du champ. La collecte imparfaite des DADS dans certains secteurs d'activité (T 32, par exemple) est aussi une cause de différence entre les deux sources statistiques. L'évolution des taux de salaire horaire des ouvriers pour la France entière est présentée par activité économique et par qualification. L'enquête trimestrielle ACEMO (Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre) qui permet de connaître ces évolutions, ainsi que celles de l'emploi et de la durée du travail, a été rénovée en avril 1985. Elle reste une enquête auprès des établissements industriels et commerciaux de 10 salariés et plus : par sondage au-dessous de 50 salariés, exhaustive à partir de ce seuil. Depuis octobre 1988, date du début de la nouvelle série des enquêtes gains, les gains moyens sont calculés sur l'ensemble des salariés rémunérés pendant le mois d'enquête. Sont donc inclus les salariés à temps partiel et ceux qui sont arrivés dans l'établissement ou qui l'ont quitté au cours du mois d'enquête. Les données collectées concernent le salaire de base, hors primes et majorations pour heures supplémentaires.

Les salaires de la Fonction publique

L'exploitation des fichiers informatisés de paie de la Fonction publique permet d'extraire, entre autres, des données sur le salaire annuel net moyen des agents de l'État ou sur le niveau de leurs primes et indemnités.

Les rémunérations mensuelles brutes extrêmes (avant déduction de la cotisation de la Sécurité sociale et de la retenue pour pension de retraite) ont deux niveaux hiérarchiques : minimum mensuel de rémunération et indice hiérarchique le plus élevé.

Pour tenir compte à la fois des mesures générales et des mesures catégorielles, un indice d'ensemble des traitements de la Fonction publique d'État est élaboré. Cet indice vise à représenter ce qu'aurait été l'évolution du salaire moyen dans la Fonction publique d'État dans l'hypothèse où il n'y aurait eu aucun recrutement et aucun départ et où chacun des salariés aurait gardé, en l'absence de tout avancement ou de toute promotion, la même situation professionnelle. Il est calculé sur des salaires qui ne tiennent pas compte de la plupart des mesures concernant les primes et indemnités. Or, en 1989, les distributions de primes et d'indemnités se sont développées dans la Fonction publique d'État.

Cet indice prend également en compte l'incidence moyenne, pour l'ensemble des fonctionnaires civils titulaires de l'État, des mesures concernant l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement. Certaines mesures catégorielles étant rétroactives, cet indice des traitements ne devient définitif qu'au bout d'une période qui peut être généralement estimée à deux ans.

Le coût de la main-d'œuvre

Une enquête communautaire européenne sur les coûts de la main-d'œuvre a été réalisée tous les trois ans jusqu'en 1984 puis sur 1988, et sera réalisée tous les quatre ans à partir de cette date dans les pays de la Communauté, pour mesurer l'évolution des coûts et permettre des comparaisons internationales. Depuis 1978, l'enquête effectuée pour la France par l'INSEE couvre à la fois le champ de l'industrie et des commerces, banques et assurances. En 1988, pour la première fois, certains secteurs des services sont également enquêtés.

2. DÉFINITIONS

Coût de la main-d'œuvre

Le coût de la main-d'œuvre est constitué de l'ensemble des dépenses qui incombent à l'entreprise en contrepartie directe de l'emploi d'un salarié : rémunération directe (salaire de base, primes mensuelles et autres, congés payés, etc.), charges sociales légales, conventionnelles et contractuelles, charges d'apprentissage et de formation professionnelle, participation aux frais de transport, avantages en nature, œuvres sociales.

Gains

Les gains tiennent compte des majorations pour heures supplémentaires, des primes de transport des primes (d'ancienneté, de panier, d'outillage, etc.) et des indemnités pour travail de nuit ou de dimanche. Mais ils s'entendent avant déduction des cotisations de Sécurité sociale. Ils excluent toutes les prestations sociales. Ils ne comprennent pas les gratifications exceptionnelles, les primes qui ne sont pas versées mensuellement (primes de vacances, primes de fin d'année), les sommes versées en acompte pour une période postérieure ou les rappels et règlements afférents au travail d'une période antérieure.

Rémunération de la Fonction publique

La Fonction publique comprend la Fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères), la Fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la Fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics).

Le minimum mensuel de rémunération existe dans la Fonction publique depuis octobre 1955 et joue un rôle analogue à celui du SMIC dans le secteur privé. Il s'applique aux fonctionnaires titulaires de plus de 18 ans; il est défini par un indice hiérarchique variable dans le temps. Une indemnité de résidence variable selon le lieu de travail s'ajoute au minimum de rémunération.

L'échelle hiérarchique a été modifiée à différentes reprises par l'octroi à tous les fonctionnaires de points hiérarchiques uniformes. Ces mesures ont contribué à un léger resserrement de l'éventail hiérarchique.

L'indemnité de résidence, qui s'ajoute au traitement proprement dit, est calculée en pourcentage de celui-ci. Les communes sont classées dans différentes zones dont le nombre est passé de 10 en 1950, date d'entrée en vigueur du statut des fonctionnaires, à 3 depuis novembre 1974. Parallèlement, le taux de l'indemnité de résidence a diminué, une partie de celle-ci étant

intégrée dans le traitement proprement dit, ce qui contribue à majorer les pensions de retraite actuelles et futures des fonctionnaires. Depuis novembre 1983, cette intégration est totale pour les communes classées en zone 3, l'indemnité de résidence ne subsistant plus qu'à Paris (au taux de 3 %) et dans quelques grandes villes (au taux de 1 %).

Les traitements augmentent sous l'effet de mesures générales (proportionnelles ou uniformes) ou catégorielles; celles-ci peuvent concerner un seul corps de fonctionnaires (instituteurs, professeurs de collège, préposés de La Poste, commis des administrations centrales et des services extérieures), un ensemble de corps ou un ministère, ou même toute une catégorie statutaire comprenant plus de 500.000 personnes.

Revenu disponible brut

C'est le montant des revenus de l'année qui reste à la disposition des ménages, une fois l'impôt payé, pour consommer ou épargner. Le revenu disponible est égal au revenu primaire auquel on a enlevé les impôts directs et les cotisations sociales et ajouté les prestations reçues.

Revenu fiscal

Sous l'étiquette de revenu fiscal, on amalgame différents revenus dont la signification n'est pas la même. Si les salaires et les pensions déclarés par les contribuables correspondent bien à des revenus effectivement perçus, il n'en est pas de même des revenus des entrepreneurs individuels dont l'imposition est souvent basée sur une évaluation forfaitaire. Les revenus d'activité non salariaux estimés par la source fiscale sont très inférieurs aux évaluations plus économiques de ces mêmes revenus en comptabilité nationale. Par suite, les revenus des ménages sont connus avec une précision variable selon les cas : en moyenne bien meilleure pour les salariés et les inactifs que pour les indépendants et les agriculteurs.

SMIC

L'évolution du salaire minimum de croissance (SMIC) [loi n° 70-7 du 2 janvier 1970], est fonction de la hausse des prix. De plus, le SMIC peut être relevé eu égard à l'évolution des conditions économiques générales (1). Cette même loi détermine l'entrée en vigueur depuis janvier 1970 d'un minimum garanti, indexé sur les prix uniquement, qui sert au calcul de diverses allocations indemnités, primes, plafonds de ressources ou exemptions fiscales.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE;
— Direction générale des Impôts;
— *Journal officiel;*
— Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle;
— Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).

Publications :

Articles d'*Économie et Statistique;*

« L'effet redistributif de l'impôt direct et des prestations familiales », n° 177, mai 1985;

« Les revenus des patrimoines sont très inégalement répartis », n° 180, septembre 1985;

« Les écarts de salaire entre les hommes et les femmes continuent à se réduire », n° 210, mai 1988;

« En 1988, les salaires nets ont gagné, 0,7 % de pouvoir d'achat en moyenne », n° 221, mai 1989;

« Les écarts de salaires à l'intérieur de huit pays de la Communauté européenne : des pratiques nationales divergentes », n° 219, mars 1989;

« Au voisinage du SMIC », n° 221, mai 1989;

« Les salaires par modification », n° 221, mai 1989;

« Les salaires et carrières des ingénieurs diplomés », n° 221, mai 1989;

« Ressources et niveau de vie des personnes âgées », Économie et Statistique, n° 222, juin 1989;

« Les inégalités de revenus : quasi-statu quo entre 1979 et 1984 pour les salariés et les inactifs », n° 230, mars 1990;

Autres publications;

« Les salaires dans le secteur privé à la mi-1989 », n° 41, travail et emploi, mars 1989;

« Rencontre européenne sur les salaires :
— quelques manifestations de flexibilités salariales;
— le déplacement du niveau de la négociation salariale;
— les déterminants du salaire;
— pratiques salariales et gestion du personnel dans les banques et les assurances;
— le rôle normatif de la négociation salariale de branche », travail et emploi, n° 45, juin 1990.

« Les salaires en 1989. Tome 1 : Le secteur privé », *INSEE-Résultats,* n° 93 (août 1990);

« La structure des salaires en France - La dernière enquête de 1986 », *INSEE-Résultats* n° 157 (octobre 1991);

---

1. Le SMIC s'applique également aux salariés agricoles; la rémunération minimale en agriculture peut, toutefois, être réduite contractuellement dans la limite de 10 % pour les salariés n'ayant qu'une capacité professionnelle réduite. Il est révisé de droit selon deux modalités :

— chaque hausse d'au moin 2 % de l'indice des prix est automatiquement suivie d'un relèvement du SMIC dans les mêmes proportions :

— une réévaluation a lieu chaque année au mois de juillet de façon à ce que l'accroissement du pouvoir d'achat du SMIC ne soit pas inférieur à la moitié du gain de pouvoir d'achat du taux de salaire horaire ouvrier.

Enfin, clause non obligatoire, le Gouvernement peut décider de porter en cours d'année le SMIC à un niveau supérieur à celui qui résulterait de la seule évolution des prix.

« Les agents de l'État au 31 décembre 1988 », *INSEE-Résultats* n° 189-190 (mai 1992);

« Les salaires en 1990. Tome 1 : Le secteur privé », *INSEE-Résultats* n° 192 (juin 1992);

« Les salaires des agents de l'État en 1988 », *INSEE-Résultats* n° 201-202 (juillet 1992);

« L'évolution des salaires dans le secteur privé en 1991 », *INSEE-Première* n° 211, juillet 1992;

« L'évolution les salaires des agents de l'État en 1991 », *INSEE-Première* n° 232, novembre 1992.

« Le revenu des ménages », *Données sociales,* 1990;

« Constat de l'évolution récente des revenus en France : 1985-1988 », *Documents du CERC,* n° 93, 1989;

« Les Français et leurs revenus : le tournant des années 1980 », *Documents du CERC,* n° 94, 1989;

« Constat de l'évolution récente des revenus en France 1986-1989 », *Documents du CERC,* n° 97, 1990.

« Les revenus fiscaux des ménages en 1984 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 139, 1989.

* * *

TABLEAU C.03-1

Compte de revenu des ménages par catégorie socioprofessionnelle

Année 1989

Source : INSEE - Comptes nationaux — *Unité :* Francs 1989

	Agriculteurs exploitants	Indépendants non agricoles	Cadres supérieurs	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Inactifs	Ensemble
Revenu d'activité professionnelle	215.990	274.000	260.850	169.900	113.960	112.130	18.240	112.470
Travail salarié	19.350	83.800	251.190	164.160	111.390	109.930	13.600	87.250
Entreprise individuelle	196.640	190.200	9.660	5.740	2.570	2.200	4.640	25.220
Revenu de la production des ménages « purs »	14.280	23.270	14.350	9.440	4.040	3.990	18.330	12.630
Revenu de la propriété	19.400	52.350	26.780	8.850	3.200	3.390	20.140	16.550
Revenu primaire brut	249.670	349.620	301.980	188.190	121.200	119.510	56.710	141.650
Prestations sociales	39.050	30.550	43.130	41.610	38.460	49.430	104.060	65.120
dont : Vieillesse/Survie	10.410	8.460	8.070	5.820	6.830	4.030	76.630	32.200
Revenu disponible avant impôts	288.720	380.170	345.110	229.800	159.660	168.940	160.770	206.770
Impôts sur le revenu et le patrimoine	18.310	51.590	40.070	19.340	10.520	7.400	11.520	17.200
dont : Impôt sur le revenu	11.420	38.500	31.200	14.550	6.960	4.800	6.020	11.690
Revenu disponible brut	270.410	328.580	305.040	210.460	149.140	161.540	149.250	189.570
Nombre de ménages (en milliers)	597,2	1.797,8	1.673,7	2.553,7	2.340	4.631,5	7.951,1	21.545,1

TABLEAU C.03-2

Revenus fiscaux moyens selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage

Année 1984 (1)

Source : Direction générale des impôts et INSEE — *Unité :* Franc

Catégorie socioprofessionnelle	Nombre de ménages	Nombre de personnes	*r* Revenu fiscal moyen en 1984	Evolution 1979-1984 base 100 = 1979
Agriculteurs exploitants	758.352	2.644.424	88.100	191
Professions indépendantes	1.559.529	4.997.084	193.600	168
Cadres supérieurs	1.406.851	4.340.921	229.300	164
Professions intermédiaires	2.616.571	7.753.721	147.800	169
Employés	2.186.235	5.603.742	103.400	171
Ouvriers	4.759.951	15.920.154	95.000	166
Inactifs	7.085.843	12.856.760	81.800	175
Total	**20.373.332**	**54.116.806**	**114.700**	**172**

(1) Cette enquête a lieu tous les 6 ans, celle de 1990 sera publiée dans le prochain annuaire.

TABLEAU C.03-3

Répartition des ménages suivant le montant de leur revenu fiscal et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage

Année 1984 (1)

Sources : Direction générale des impôts et INSEE — *Unité :* %

Tranche de revenus (en francs)	Agriculteurs exploitants	Professions indépendantes	Cadres supérieurs	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Inactifs	Ensemble
Moins de 30.000	18,7	7,7	1,6	1,8	5,0	4,2	14,6	8,2
De 30.000 à moins de 45.000	14,3	4,8	1,0	1,2	5,4	6,1	14,5	8,2
De 45.000 à moins de 60.000	13,5	7,2	1,2	3,6	11,5	14,1	19,1	12,8
De 60.000 à moins de 80.000	14,2	9,0	1,9	9,0	20,0	19,1	15,0	14,3
De 80.000 à moins de 100.000	10,8	8,8	3,2	11,3	14,5	16,6	10,9	12,0
De 100.000 à moins de 125.000	8,2	10,6	8,7	16,4	14,6	17,1	9,5	12,7
De 125.000 à moins de 150.000	6,1	8,6	9,6	14,3	11,8	11,1	6,0	9,3
De 150.000 à moins de 200.000	5,9	12,6	20,2	23,5	11,6	9,0	5,6	10,9
De 200.000 à moins de 300.000	4,7	12,8	32,8	16,0	4,7	2,4	3,4	7,7
300.000 et plus	3,6	17,9	19,8	2,9	0,9	0,3	1,4	3,9
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Cette enquête a lieu tous les 6 ans, celle de 1990 sera publiée dans le prochain annuaire.

TABLEAU C.03-4

Répartition des ménages par tranche de revenu initial du ménage selon l'âge de la personne de référence du ménage

Année 1984 (1)

Source : INSEE — *Unité :* %

	25 ans ou moins	26-30 ans	31-40 ans	41-50 ans	51-60 ans	61-65 ans	66-70 ans	71 ans ou plus	Ensemble
Moins de 30.000	14,4	6,3	5,1	5,6	8,8	7,8	6,3	13,9	8,2
30.000 à moins de 45.000	12,6	5,0	3,3	3,9	6,6	10,2	10,0	19,0	8,2
45.000 à moins de 60.000	21,6	10,5	7,7	7,3	10,1	15,2	22,9	21,6	12,8
60.000 à moins de 80.000	21,0	18,7	13,6	10,8	12,6	16,0	15,9	14,7	14,3
80.000 à moins de 100.000	12,7	16,0	13,3	11,0	11,5	11,7	11,6	9,4	12,0
100.000 à moins de 125.000	10,4	17,4	14,7	13,1	12,9	13,1	11,5	7,9	12,7
125.000 à moins de 150.000	4,6	12,3	12,9	11,1	9,1	7,8	7,4	4,7	9,3
150.000 à moins de 200.000	1,8	9,9	15,9	15,7	12,1	7,7	7,7	4,6	10,9
200.000 à moins de 300.000	0,6	3,0	9,6	14,4	10,4	6,5	3,5	2,8	7,7
300.000 et plus	0,3	0,9	3,9	7,1	5,9	4,0	3,2	1,4	3,9
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Cette enquête a lieu tous les 6 ans, celle de 1990 sera publiée dans le prochain annuaire.

TABLEAU C.03-5

Nombre d'établissements, masse des salaires et effectifs

Source : INSEE

Unités : Salaires : Million de francs
Effectifs : Million de salariés

Activité économique (1) (NAP niveau 40)	Numéros de la nomenclature	Etablissements ayant eu des salariés			Masse annuelle des salaires bruts (2)			Effectifs présents au 31 décembre		
		1985	1986	1987	1985	1986	1987	1985	1986	1987
Pêche	T 01	2.923	1.998	2.492	1.298,2	1.214,1	1.541,3	12,1	10,0	12,7
Industries de la viande et du lait	T 02	4.615	4.600	4.827	15.266,5	16.040,1	16.525,1	171,3	171,8	169,2
Autres industries agricoles et alimentaires	T 03	43.579	44.448	45.304	31.475,2	32.366,6	34.397,4	361,2	364,5	372,5
Production de combustibles minéraux solides	T 04	48	43	35	5.218,6	*r* 5.362,6	4.720,2	50,1	*r* 40,5	36,5
Production de pétrole et gaz naturel	T 05	212	332	340	3.971,3	6.905,7	7.252,1	20,9	35,7	36,0
Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	T 06	1.716	1.509	1.481	24.811,8	25.266,8	25.451,4	192,9	192,7	187,1
Production de minerais et métaux ferreux	T 07	584	601	643	14.924,6	14.866,5	14.157,5	136,0	128,6	113,6
Production de minerais, métaux non ferreux	T 08	503	520	512	6.763,8	7.000,4	6.907,4	57,9	56,1	53,4
Production de matériaux de construction	T 09	8.328	8.384	8.410	14.457,6	14.586,5	14.981,9	145,4	141,9	142,2
Industrie du verre	T 10	1.043	1.079	1.109	5.720,3	6.028,9	6.187,8	55,0	56,1	55,6
Chimie de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	1.597	1.608	1.638	16.479,7	16.946,2	17.733,5	126,3	123,7	122,8
Parachimie et industrie pharmaceutique	T 12	3.134	3.201	3.274	22.663,1	23.437,5	24.295,3	188,0	185,6	184,0
Fonderie et travail des métaux	T 13	18.613	19.343	19.772	38.294,0	40.028,2	41.724,6	403,0	399,8	401,6
Construction mécanique	T 14	20.041	21.015	21.590	45.241,0	48.128,6	48.018,3	439,4	439,2	420,1
Construction électrique et électronique	T 15	10.494	11.445	12.157	63.359,3	66.233,2	68.863,4	557,7	549,7	546,3
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T 16	2.450	2.484	2.573	41.414,1	39.776,5	39.747,0	395,2	370,0	357,4
Construction navale et aéronautique, armement	T 17	1.173	1.073	1.139	21.609,9	23.643,3	22.912,9	160,3	165,6	151,6
Industrie textile et habillement	T 18	17.902	18.419	18.069	33.133,9	34.170,2	33.992,1	441,9	424,2	400,4
Industrie du cuir et de la chaussure	T 19	3.042	2.985	2.903	6.928,4	6.875,7	6.836,5	94,1	89,2	84,1
Industrie du bois, de l'ameublement, industries diverses	T 20	21.904	22.636	23.423	22.115,2	22.917,4	23.872,7	275,6	275,9	274,2
Industrie du papier et du carton	T 21	1.992	2.013	2.037	10.996,1	11.613,6	11.865,5	104,2	105,9	102,8
Imprimerie, presse, édition	T 22	14.266	15.165	16.177	24.623,7	27.125,9	29.065,1	222,0	228,3	237,1
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T 23	4.648	4.848	5.040	18.650,4	19.942,1	20.956,8	199,4	203,7	203,2
Bâtiment, génie civil et agricole	T 24	164.072	167.365	173.113	100.336,8	107.781,0	113.346,9	1.186,8	1.201,8	1.224,6
Commerce de gros alimentaire	T 25	24.394	23.585	24.482	23.591,9	25.221,4	26.648,4	254,1	257,2	261,2
Commerce de gros non alimentaire	T 26	62.155	65.223	70.374	75.315,6	79.025,8	85.799,5	677,8	677,5	710,8
Commerce de détail alimentaire	T 27	70.400	71.424	72.383	33.651,0	37.325,0	39.918,2	*r* 493,1	521,9	529,6
Commerce de détail non alimentaire	T 28	154.805	160.940	167.040	49.080,1	52.730,2	57.010,9	665,4	694,2	717,3
Réparation et commerce de l'automobile	T 29	53.300	54.022	55.951	28.805,0	28.212,5	30.089,2	324,7	326,5	332,7
Hôtels, cafés, restaurants	T 30	106.175	110.927	115.551	31.318,5	34.099,4	36.622,2	453,7	470,5	496,1
Transports	T 31	42.544	43.095	44.609	85.560,6	86.304,9	87.410,5	821,4	811,6	818,5
Télécommunications et postes	T 32	331	338	365	10.253,8	...	870,3	122,3	...	7,3
Services marchands rendus principalement aux entreprises	T 33	137.484	149.542	159.440	118.672,5	132.515,6	151.870,5	1.139,9	1.206,4	1.320,0
Services marchands rendus principalement aux particuliers	T 34	149.079	156.341	165.932	131.937,2	145.594,1	153.931,9	1.714,5	1.825,7	1.890,9
Location et crédit-bail immobiliers	T 35	11.665	7.795	7.163	8.250,6	6.887,1	6.965,8	97,5	86,8	84,8
Assurances	T 36	4.739	5.112	5.356	17.557,5	18.666,0	19.764,5	142,7	151,4	156,8
Organismes financiers	T 37	11.391	12.087	13.063	53.028,3	59.579,1	63.223,7	399,3	424,5	425,5
Services non marchands	T 38	55.510	59.121	62.543	59.359,1	65.365,9	64.744,0	782,7	853,6	845,1
Total		**1.232.851**	**1.276.666**	**1.332.310**	**1.316.135,2**	***r* 1.390.501,3**	**1.460.222,4**	***r* 14.085,8**	***r* 14.274,0**	**14.485,7**

(1) Non compris agriculture et administrations publiques.
(2) Avant déduction de la cotisation salariale à la Sécurité sociale et y compris la valeur des avantages en nature.

TABLEAU C.03-6A

Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, secteurs privé et semi-public)

Année 1989 (résultats provisoires)

Unités : Salaires : franc
Effectifs : millier

Source : INSEE

Activité économique (1) (NAP niveau 40)	Numéro de la nomenclature	Effectifs toutes catég. (2)	Salaire net annuel moyen						
						Catégories socioprofessionnelles			
						Cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers
			Les deux sexes (3)	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Les deux sexes	Les deux sexes	Les deux sexes
Pêche	T 01	14,1	131.546	136.047	60.993	193.804	125.440	73.613	127.849
Industries de la viande et du lait	T 02	161,8	87.212	94.938	70.205	222.046	110.722	75.666	72.077
Autres indust. agricoles et alimentaires	T 03	330,0	86.531	95.419	68.813	226.711	119.301	69.407	76.424
Production de combustibles minéraux solides	T 04	24,9	109.580	110.436	92.972	292.941	131.421	84.783	95.356
Production de pétrole et gaz naturel	T 05	31,3	168.579	182.346	119.173	275.172	145.690	111.970	118.022
Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	T 06	186,4	124.025	128.993	103.284	221.188	125.202	94.448	98.415
Production de minerais et métaux ferreux	T 07	97,9	102.643	103.763	91.138	225.069	117.968	94.310	88.511
Production de minerais, métaux non ferreux	T 08	46,9	119.760	123.190	98.645	253.268	129.265	96.486	96.033
Production de matériaux de construction	T 09	131,2	96.684	99.226	81.433	236.407	120.233	91.824	77.776
Industrie du verre	T 10	54,9	106.518	111.584	81.547	253.692	124.172	90.240	88.790
Chimie de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	112,0	128.075	133.396	101.942	267.873	135.756	98.133	98.314
Parachimie et industrie pharmaceutique	T 12	178,0	125.455	145.629	101.118	236.654	127.792	91.814	82.119
Fonderie et travail des métaux	T 13	405,1	95.007	98.857	76.042	227.627	127.066	82.184	77.959
Construction mécanique	T 14	412,9	103.580	108.244	81.912	22.159	123.735	83.148	80.170
Construction électrique et électronique	T 15	504,3	118.609	135.488	83.600	231.826	116.529	91.047	76.240
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T 16	353,1	98.619	103.000	78.387	223.119	121.807	92.874	83.557
Construction navale et aéronautique, armement	T 17	133,0	132.669	137.235	101.905	206.258	132.099	103.927	101.994
Industrie textile et habillement	T 18	339,0	78.368	103.918	63.605	233.517	116.524	74.304	60.765
Industrie du cuir et de la chaussure	T 19	66,1	75.627	93.908	62.902	209.486	113.352	77.018	61.964
Industrie du bois, de l'ameublement, industries diverses	T 20	257,2	82.360	87.617	68.706	210.338	117.097	76.830	67.489
Industrie du papier et du carton	T 21	101,8	102.161	111.486	78.861	242.713	132.642	87.319	82.608
Imprimerie, presse, édition	T 22	199,3	126.403	142.478	98.484	22.566	149.553	87.478	97.387
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T 23	196,6	92.478	100.683	71.519	233.623	117.569	81.921	72.714
Bâtiment, génie civil et agricole	T 24	1.198,2	86.548	86.772	83.032	224.925	125.751	80.135	72.564
Commerce de gros alimentaire	T 25	226,4	95.346	103.341	73.974	221.732	116.843	78.284	71.179
Commerce de gros non alimentaire	T 26	661,4	116.882	129.950	88.301	238.214	126.564	80.084	73.783
Commerce de détail alimentaire	T 27	404,0	74.610	86.197	62.187	189.483	95.649	60.263	71.005
Commerce de détail non alimentaire	T 28	535,7	84.902	102.663	71.941	169.863	103.742	68.404	67.173
Réparation et commerce de l'automobile	T 29	317,1	86.486	88.425	76.239	204.774	126.499	82.135	71.913
Hôtels, cafés, restaurants	T 30	393,0	72.150	78.516	62.830	160.422	91.552	63.594	65.738
Transports	T 31	763,8	102.709	104.962	91.451	221.281	114.923	86.420	84.631
Services marchands rendus principalement aux entreprises	T 33	993,7	128.240	154.614	96.117	233.263	123.086	79.499	71.964
Services marchands rendus principalement aux particuliers	T 34	1.452,2	87.576	98.946	82.187	159.617	106.172	73.793	65.420
Location et crédit-bail immobiliers	T 35	72,4	87.340	98.080	73.225	205.407	103.354	70.338	66.986
Assurances	T 36	138,2	121.630	153.739	95.527	206.824	114.772	90.071	82.465
Organismes financiers	T 37	391,3	137.585	163.812	109.123	231.198	123.753	98.498	103.155
Services non marchands	T 38	509,1	91.463	104.246	82.948	148.231	97.304	76.279	63.364
Ensemble(4)		**11.581,5**	**99.836**	**109.721**	**82.082**	**213.628**	**116.775**	**77.197**	**76.055**

(1) Nomenclature d'activités et de produits 1973, « niveau » 40 non compris agriculture et administrations publiques.
(2) Effectifs toutes catégories (en milliers d'années-travail).
(3) Y compris le personnel de service et les autres catégories socioprofessionnelles.
(4) Y compris les télécommunications et postes.

TABLEAU C.03-6B

Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, secteurs privé et semi-public)

Année 1987 (résultats définitifs)

Source : INSEE

Unités : Salaires : franc
Effectifs : millier

Activité économique (1) (NAP niveau 40)	Numéro de la nomenclature	Effectifs toutes catég. (2)	Salaire net annuel moyen								
						Catégories socioprofessionnelles					
						Cadres et chefs d'entreprise	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers		
			Les deux sexes	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Les deux sexes	Les deux sexes	Les deux sexes	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Les deux sexes
Pêche	T 01	11,8	128.188	132.224	56.626	207.559	172.138	77.876	123.941	53.980	120.726
Industries de la viande et du lait	T 02	152,5	81.751	89.203	64.674	218.543	115.070	73.609	72.663	57.443	68.442
Autres indust. agricoles et alimentaires	T 03	325,6	81.155	89.109	65.085	232.165	121.511	66.537	75.737	59.825	71.917
Production de combustibles minéraux solides	T 04	30,2	119.040	120.624	85.586	267.002	149.305	112.918	106.307	62.138	105.973
Production de pétrole et gaz naturel	T 05	37,4	162.081	175.115	113.061	259.918	146.845	112.084	113.818	91.034	112.152
Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	T 06	179,7	118.309	123.198	97.229	215.277	120.432	84.285	95.213	77.552	94.977
Production de minerais et métaux ferreux	T 07	117,8	95.745	97.100	81.822	210.487	109.992	87.822	81.396	64.111	80.800
Production de minerais, métaux non ferreux	T 08	52,1	107.301	110.343	86.862	231.677	122.239	88.739	86.471	68.420	85.410
Production de matériaux de construction	T 09	131,8	90.371	93.152	73.162	246.027	119.081	81.671	72.933	55.572	71.575
Industrie du verre	T 10	55,1	96.514	101.140	73.164	218.068	120.591	88.759	85.809	59.175	82.586
Chimie de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	119,2	119.001	124.705	92.650	256.448	130.916	94.305	95.146	73.300	93.145
Parachimie et industrie pharmaceutique	T 12	168,4	115.003	134.034	91.830	230.878	129.151	85.571	86.492	70.833	79.866
Fonderie et travail des métaux	T 13	367,6	88.836	92.354	72.224	225.412	120.546	75.588	75.071	59.035	72.973
Construction mécanique	T 14	392,1	97.283	101.621	76.890	214.668	117.828	78.837	77.853	62.034	76.145
Construction électrique et électronique	T 15	497,3	109.335	125.400	77.289	221.182	116.670	84.089	79.451	62.799	72.859
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T 16	347,7	91.096	95.319	73.255	207.844	115.144	88.303	80.787	64.403	77.895
Construction navale et aéronautique, armement	T 17	148,8	123.546	127.629	95.126	219.786	130.970	94.736	97.180	73.074	95.387
Industrie textile et habillement	T 18	367,0	72.702	97.282	59.152	231.226	114.312	71.017	68.733	52.472	57.711
Industrie du cuir et de la chaussure	T 19	71,8	69.820	86.061	58.405	201.188	116.436	69.722	65.952	55.249	59.224
Industrie du bois, de l'ameublement, industries diverses	T 20	244,6	76.214	80.795	64.647	204.784	109.653	72.492	65.320	55.779	62.940
Industrie du papier et du carton	T 21	100,1	95.375	104.296	72.629	233.792	130.876	82.640	83.506	60.745	77.979
Imprimerie, presse, édition	T 22	184,6	116.592	131.080	90.289	221.929	141.572	82.642	96.742	71.087	90.244
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T 23	182,7	87.036	94.312	68.414	230.882	114.572	76.230	74.368	58.988	70.264
Bâtiment, génie civil et agricole	T 24	1.092,8	79.493	79.670	76.640	210.709	118.675	74.962	67.519	51.046	67.403
Commerce de gros alimentaire	T 25	217,4	89.599	96.645	69.452	212.782	118.625	71.886	70.482	52.772	68.112
Commerce de gros non alimentaire	T 26	607,7	107.443	119.297	81.191	226.637	126.111	75.391	71.819	57.961	70.148
Commerce de détail alimentaire	T 27	386,5	69.869	80.095	58.831	183.814	97.234	58.053	68.851	50.849	66.897
Commerce de détail non alimentaire	T 28	495,9	80.630	99.332	67.229	168.599	102.302	64.148	69.879	57.365	65.831
Réparation et commerce de l'automobile	T 29	299,2	79.306	80.759	71.234	180.465	120.899	75.604	66.319	59.878	66.197
Hôtels, cafés, restaurants	T 30	347,6	68.823	75.166	59.584	155.812	93.837	61.716	68.124	52.720	64.748
Transports	T 31	771,2	97.532	99.581	86.556	202.283	119.881	81.553	82.000	72.760	81.580
Services marchands rendus principalement aux entreprises	T 33	865,6	117.747	141.873	87.663	233.932	117.654	75.219	72.945	60.280	70.290
Services marchands rendus principalement aux particuliers	T 34	1.298,3	80.854	93.011	75.073	144.649	93.796	69.662	68.334	53.310	62.638
Location et crédit-bail immobiliers	T 35	59,0	80.112	89.671	68.258	176.321	105.533	67.194	70.506	52.224	65.290
Assurances	T 36	136,5	114.929	145.771	89.083	228.436	119.497	82.932	106.070	72.942	92.800
Organismes financiers	T 37	379,4	126.386	149.921	100.286	227.218	131.266	91.134	112.546	88.050	99.699
Services non marchands	T 38	465,3	87.848	102.869	78.470	157.113	97.922	72.346	65.304	60.507	63.286
Ensemble (3)		**11.714,5**	**93.037**	**102.453**	**75.828**	**207.498**	**114.004**	**73.299**	**75.185**	**58.697**	**72.070**

(1) Nomenclature d'activités et de produits 1973, « niveau » 40 non compris agriculture et administrations publiques.
(2) Effectifs toutes catégories (en milliers d'années-travail).
(3) Y compris les télécommunications et postes.

TABLEAU C.03-7

Salaire minimum de croissance SMIC

Moyennes annuelles du salaire horaire

Source : Journal officiel

Unité : Franc par heure

	1986	1987	1988	1989	1990
Métropole :					
SMIC	26,53	27,60	28,35	29,54	30,80
Minimum garanti	13,90	14,39	14,73	15,26	15,76
Départements d'outre-mer :					
Antilles, Guyane	22,11	23,01	23,64	24,62	25,71
Réunion	20,64	21,46	22,05	22,98	24,36

TABLEAU C.03-8

Gains mensuels des salariés

Ensemble des activités du secteur privé

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Unité : Franc

	1986 Octobre	1987 Octobre	1988 (1) Octobre	1989 Octobre	1989/88 Octobre (2)
Gains mensuels :					
Cadres	17.527	18.166	18.736	19.370	4,1
Agents de maîtrise, techniciens, dessinateurs	9.617	9.997	10.253	10.659	3,8
Employés	6.805	7.079	7.425	7.688	3,8
Ouvriers	26.550	26.818	6.919	7.175	4,1
Ensemble des salariés	**8.155**	**8.479**	**9.094**	**9.433**	**4,4**

(1) Nouvelle enquête à partir d'octobre 1988. L'ancienne enquête ne donnait pas de gains mensuels pour les ouvriers, mais des gains horaires. En conséquence, les chiffres antérieurs à 1988 sont estimés.
(2) Les évolutions en % dans la nouvelle enquête sont calculées à champ constant.

TABLEAU C.03-9

Gains mensuels selon l'activité économique des établissements

Octobre 1989

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Unité : Franc

	Industrie (non compris le bâtiment)	Bâtiment et génie civil	Industrie (y compris le bâtiment)	Transport (non compris la SNCF)	Commerce	Service	Tertiaire	**Total (1)**
Gains mensuels :								
Cadres	19.982	18.530	19.781	18.723	18.766	19.240	18.455	**19.370**
Agent de maîtrise, techniciens	11.005	10.368	10.907	10.805	10.268	10.237	9.913	**10.659**
Employés	8.252	8.143	8.240	7.586	6.916	7.900	7.233	**7.688**
Ouvriers	7.312	6.993	7.243	7.797	6.938	6.755	6.817	**7.175**
Ensemble des salariés	**9.435**	**8.350**	**9.234**	**9.115**	**8.784**	**10.298**	**9.319**	**9.433**

(1) Non compris combustibles minéraux solides, gaz et électricité, SNCF.

TABLEAU C.03-10

Evolution des taux de salaire horaire des ouvriers par activité économique

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* %

Activités économiques NAP 73 : niveaux 40 et 100 (1)		1987/1986	1988/1987	1989/1988	1990/1989	1991/1990
Industries de la viande et du lait	T 02	3,0	2,8	3,8	3,2	4,9
Autres industries agricoles et alimentaires	T 03	3,6	3,2	3,9	3,9	5,1
Production de minerais et métaux ferreux; première transformation de l'acier	T 07	2,1	2,4	4,5	5,5	5,6
Prod. de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T 08	3,0	1,9	3,9	5,6	4,0
Production de matériaux de construction et minéraux divers	T 09	2,6	3,4	3,7	3,6	4,7
Industrie du verre	T 10	3,1	2,6	4,0	4,0	4,4
Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	3,9	2,4	3,0	4,6	3,8
dont : chimie de base-17		4,1	2,2	2,9	3,9	4,0
Parachimie et industrie pharmaceutique	T 12	3,7	2,7	3,4	4,3	4,7
dont : parachimie-18		3,7	2,0	3,0	4,4	4,7
Industrie pharmaceutique-19		3,9	3,8	4,1	4,3	4,7
Fonderie et travail des métaux	T 13	3,3	3,4	3,4	4,1	5,3
Construction mécanique	T 14	3,5	3,6	3,1	4,2	4,7
Construction électrique et électronique	T 15	2,8	2,9	3,5	3,8	4,3
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T 16	2,9	1,8	2,9	6,1	2,8
Construction navale et aéronautique, armement	T 17	2,2	2,7	3,4	3,5	3,2
Industries du textile et de l'habillement	T 18	4,3	3,2	3,2	4,2	5,1
dont : Industrie textile-44		4,0	3,0	3,2	4,1	5,0
Industrie de l'habillement-47		4,7	3,4	3,1	4,2	5,1
Industries du cuir et de la chaussure	T 19	3,4	2,9	2,9	4,1	5,2
Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	T 20	3,8	3,9	3,8	4,1	5,1
dont : Travail mécanique du bois-48		4,1	3,6	3,9	4,5	5,2
Industrie de l'ameublement-49		4,1	3,6	3,3	4,3	4,9
Industries du papier et du carton	T 21	3,7	3,8	3,8	3,7	4,5
Imprimerie, presse, édition	T 22	3,9	3,7	3,6	4,3	6,5
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T 23	3,7	4,0	3,9	3,9	4,4
dont : Industrie du caoutchouc-52		3,8	4,4	4,5	3,9	4,5
Transformation des matières plastiques-53		3,5	3,7	3,4	3,9	4,3
Bâtiment, génie civil et agricole	T 24	3,5	4,2	3,6	5,7	7,5
Commerce de gros alimentaire	T 25	3,9	3,4	3,2	4,9	4,8
Commerce de gros non alimentaire	T 26	3,3	4,0	2,8	4,8	5,0
Commerce de détail alimentaire	T 27	4,9	4,4	3,5	4,3	4,0
Commerce de détail non alimentaire	T 28	3,8	3,6	3,1	5,1	5,4
Réparation et commerce de l'automobile	T 29	3,8	4,2	3,8	4,8	5,1
Transports (2)	T 31	2,4	3,6	4,1	3,1	5,0
Regroupements						
Industries agricoles et alimentaires	U 02	3,4	3,0	3,8	3,6	5,0
Industries des biens intermédiaires	U 04	3,2	3,3	3,7	4,2	4,8
Industries des biens d'équipement	U 05	3,0	2,7	3,2	4,6	3,8
Industries des biens de consommation courante	U 06	4,0	3,3	3,4	4,2	5,2
Commerce	U 08	4,0	3,9	3,1	4,7	4,7
Services marchands	U 10	2,5	4,7	2,8	4,2	5,1
Industrie, non compris le bâtiment (3)	**U 02 à U 06**	**3,4**	**3,1**	**3,5**	**4,2**	**4,6**
dont : Industrie chimique-17-18-19		3,9	2,5	3,1	4,2	4,4
Industrie, y compris le bâtiment (3)	**U 02 à U 07**	**3,4**	**3,3**	**3,5**	**4,5**	**5,2**
Tertiaire (2)	**U 08 à U 14**	**2,9**	**4,2**	**3,2**	**4,1**	**4,9**
Services	**U 10 à U 14**	**2,4**	**4,7**	**2,8**	**4,1**	**5,1**
Ensemble secteurs non agricoles (4)	**U 02 à U 14**	**3,3**	**3,5**	**3,4**	**4,4**	**5,1**

(1) Entre tirets, niveau 100 de la NAP 73 (nomenclature d'activités et de produits de 1973).
(2) Non compris SNCF et RATP.
(3) Non compris T 04 : production de combustibles minéraux solides et T 06 : électricité, gaz et eau.
(4) Non compris SNCF, RATP, T 04 et T 06.

TABLEAU C.03-11

Evolution des taux de salaire horaire des ouvriers par qualification

De janvier à janvier

Source : Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle — *Unité :* %

	1987/1986	1988/1987	1989/1988	1990/1989	1991/1990
Manoeuvre :					
Niveau 1	3,0	4,0	3,1	4,2	5,1
Niveau 2	3,6	3,7	3,3	4,1	4,9
Ouvrier spécialisé :					
Niveau 3	3,6	3,5	3,5	4,3	4,8
Niveau 4	3,2	3,5	3,3	4,7	4,6
Ouvrier qualifié :					
Niveau 5	3,2	3,4	3,5	4,4	5,4
Niveau 6	3,1	3,4	3,6	4,4	5,5
Ouvrier hautement qualifié :					
Niveau 7	3,0	3,5	3,6	4,6	6,1
Ensemble des ouvriers	**3,3**	**3,5**	**3,4**	**4,4**	**5,1**

TABLEAU C.03-12

Evolution des salaires mensuels de base des non-ouvriers par activité économique de janvier à janvier

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* %

Activités économiques NAP 73 : niveaux 40 et 100 (1)		1987/1986	1988/1987	1989/1988	1990/1989	1991/1990
Industries de la viande et du lait	T 02	3,2	2,5	3,3	4,0	4,4
Autres industries agricoles et alimentaires	T 03	3,1	3,7	4,1	4,3	5,3
Production de matériaux de construction et minéraux divers	T 09	3,4	3,5	5,1	3,6	4,5
Industrie du verre	T 10	3,4	2,5	3,2	5,2	4,8
Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	3,4	2,6	2,8	4,2	5,2
dont : chimie de base-17		3,5	2,6	2,8	4,2	5,2
Parachimie et industrie pharmaceutique	T 12	3,8	3,5	3,9	3,9	4,0
dont : parachimie-18		4,4	2,4	3,7	3,5	3,9
Industrie pharmaceutique-19		2,9	5,0	4,3	4,3	4,0
Fonderie et travail des métaux	T 13	3,6	3,6	4,1	4,2	5,6
Construction mécanique	T 14	3,5	3,0	4,1	4,4	5,0
Construction électrique et électronique	T 15	4,2	3,4	4,6	3,9	4,4
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T 16	2,0	1,5	2,9	3,7	4,4
Industries du textile et de l'habillement	T 18	4,2	3,5	3,7	4,3	5,6
dont : Industrie textile-44		4,0	3,4	3,3	4,3	4,6
Industrie de l'habillement-47		4,5	3,6	4,0	4,4	6,9
Industries du cuir et de la chaussure	T 19	3,8	1,4	2,5	5,4	5,0
Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	T 20	4,0	3,7	4,1	4,9	5,5
dont : Travail mécanique du bois-48		4,3	4,7	4,9	4,8	6,4
Industrie de l'ameublement-49		3,8	4,0	2,8	5,5	4,5
Industries du papier et du carton	T 21	2,7	4,4	3,7	3,8	4,8
Imprimerie, presse, édition	T 22	3,0	4,1	4,3	4,9	4,6
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T 23	4,0	2,9	3,2	4,7	3,7
dont : Industrie du caoutchouc-52		4,6	2,1	3,1	5,0	2,6
Transformation des matières plastiques-53		3,5	3,6	3,2	4,5	4,5
Bâtiment, génie civil et agricole	T 24	3,8	4,7	4,9	5,4	5,5
Commerce de gros alimentaire	T 25	3,7	3,8	3,7	4,6	5,6
Commerce de gros non alimentaire	T 26	4,1	3,9	3,8	4,6	5,5
Commerce de détail alimentaire	T 27	3,5	3,7	3,7	3,9	5,6
Commerce de détail non alimentaire	T 28	3,6	3,0	3,6	4,3	6,1
Réparation et commerce de l'automobile	T 29	5,0	4,5	4,3	5,0	4,9
Hôtels, cafés, restaurants	T 30	2,0	2,5	1,7	5,0	5,3
Services marchands aux entreprises	T 33	3,2	4,1	3,7	4,5	5,5
Services marchands aux particuliers	T 34	1,9	3,3	2,7	...	4,5
Assurance	T 36	2,4	2,5	3,1	4,2	4,5
Organismes financiers	T 37	1,6	2,0	3,7	4,1	4,1
Regroupements :						
Industries agricoles et alimentaires	U 02	3,2	3,3	3,8	4,2	4,9
Industries des biens intermédiaires	U 04	3,6	2,7	3,7	4,5	4,9
Industries des biens d'équipement	U 05	3,1	3,1	3,6	4,0	4,3
Industries des biens de consommation courante	U 06	3,8	3,6	3,9	4,5	4,8
Commerce	U 08	3,8	3,6	3,8	4,3	5,7
Services marchands	U 10	2,8	3,7	3,2	4,5	5,1
Industrie, non compris le bâtiment (2)	**U 02 à U 06**	**3,4**	**3,1**	**3,7**	**4,2**	**4,6**
dont : Industrie chimique-17-18-19-		3,6	3,1	3,5	4,0	4,4
Industrie, y compris le bâtiment (2)	**U 02 à U 07**	**3,4**	**3,3**	**3,8**	**4,4**	**4,8**
Tertiaire (3)	**U 08 à U 14**	**2,9**	**3,8**	**3,2**	**4,3**	**5,1**
Services	**U 10 à U 14**	**3,5**	**3,1**	**2,9**	**4,4**	**4,8**
Ensemble secteurs non agricoles (4)	**U 02 à U 14**	**3,1**	**3,6**	**3,4**	**4,4**	**5,0**

(1) Entre tirets, niveau 100 de la NAP 73 (nomenclature d'activités et de produits de 1973).
(2) Non compris T 04 : production de combustibles minéraux solides et T 06 : électricité, gaz et eau.
(3) Non compris SNCF et RATP.
(4) Non compris SNCF, RATP, T 04 et T 06.

TABLEAU C.03-13

Evolution des salaires mensuels de base des non-ouvriers par qualification

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* %

	1987/1986	1988/1987	1989/1988	1990/1989	1991/1990
Agents de maîtrise (production) :					
Niveau 1	3,0	3,4	3,1	4,8	4,7
Niveau 2	3,0	2,9	3,4	4,4	4,6
Employés peu qualifiés	3,2	3,7	3,2	4,0	5,0
Employés qualifiés	3,2	3,3	3,6	4,4	5,3
Maîtrise administrative et commerciale	2,5	2,8	3,6	4,2	5,1
Techniciens :					
Niveau 1	2,9	3,3	3,6	4,3	4,6
Niveau 2	2,9	4,4	2,6	4,2	4,6
Ingénieurs et cadres :					
Débutants	3,8	3,2	4,4	4,3	4,3
Confirmés	3,6	4,4	3,6	4,7	4,8
Ensemble des non-ouvriers	**3,1**	**3,6**	**3,4**	**4,4**	**5,0**

TABLEAU C.03-14

Distribution par déciles des salaires masculins et féminins dans le secteur privé

Source : INSEE — *Unité :* Francs courants

Déciles	1984			1988			1990			Evolution 90/89 (%) Ensemble	
	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	En francs courants	En francs constants
D 1	48.600	42.200	**45.600**	57.200	49.500	**53.700**	62.200	53.800	**58.300**	5,2	1,8
D 2	55.100	47.200	**51.700**	65.200	56.300	**61.300**	71.000	61.200	**66.700**	5,5	2,1
D 3	61.500	51.800	**57.500**	72.900	62.000	**68.500**	79.300	67.500	**74.500**	5,4	1,9
D 4	67.000	56.100	**63.100**	79.300	67.900	**75.000**	86.300	74.000	**81.600**	5,4	2,0
D 5	73.900	61.300	**69.200**	87.200	74.000	**82.100**	94.800	80.600	**89.400**	5,5	2,1
D 6	81.900	67.300	**76.700**	96.400	81.200	**90.700**	104.900	88.600	**98.700**	5,4	2,0
D 7	92.700	75.000	**85.700**	110.000	90.300	**101.700**	120.000	98.400	**110.800**	5,5	2,1
D 8	111.400	84.400	**100.700**	133.100	101.500	**120.700**	145.300	111.300	**131.600**	5,4	1,9
D 9	150.700	102.200	**132.700**	182.300	123.800	**159.400**	198.900	135.500	**174.800**	5,5	2,0
D 9/D 1	3,10	2,42	**2,91**	3,19	2,50	**2,97**	3,20	2,52	**3,00**	///	///
Salaire moyen	92.000	69.000	**84.000**	109.900	82.900	**100.200**	119.900	90.700	**109.300**	**5,4**	**1,9**

TABLEAU C.03-15

Les salaires nets annuels moyens dans les secteurs privé et semi-public selon la catégorie socioprofessionnelle

Source : INSEE

Unité : Franc

	Salaire net moyen			Variation annuelle %			
				francs courants		francs constants	
	1988	1989	1990	1989/88	1990/89	1989/88	1990/89
Ensemble des salariés	**100.200**	**103.700**	**109.300**	**3,5**	**5,4**	**— 0,1**	**1,9**
Cadres supérieurs (1)	215.700	222.400	232.100	3,1	4,4	— 0,5	0,9
Professions intermédiaires	115.200	118.700	124.700	3,0	5,1	— 0,5	1,6
dont : Techniciens, agents de maîtrise	116.200	119.700	125.400	3,0	4,8	— 0,6	1,3
Autres professions	114.600	118.300	124.300	3,2	5,1	— 0,4	1,6
Employés	76.600	78.900	83.100	3,0	5,3	— 0,4	1,9
Ouvriers	76.200	78.600	82.800	3,1	5,3	— 0,4	1,9
dont : Qualifiés	80.300	82.600	87.000	2,9	5,3	— 0,7	1,9
Non qualifiés	69.000	70.900	74.300	2,8	4,8	— 0,8	1,3
Sexe masculin	109.900	113.700	119.900	3,5	5,5	— 0,1	2,0
Sexe féminin	82.900	85.900	90.700	3,6	5,6	0,0	2,1

(1) Y compris les salariés chefs d'entreprise.

TABLEAU C.03-16

Salaire annuel net monétaire (1) moyen des agents de l'Etat (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe

Y compris Défense

Année 1988

Source : INSEE (Recensement des agents de l'Etat). *Unité :* Millier de francs

Catégories socioprofessionnelles	Effectifs (années-travail)	Tous personnels			Titulaires			Autres personnels		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	413.856	168,1	178,8	145,8	168,6	179,4	146,7	160,3	171,9	130,0
dont : Cadres	184.194	177,2	185,6	144,0	176,2	184,5	143,1	187,9	198,4	152,8
Personnels de direction (3)	8.563	333,1	337,9	282,3	333,4	337,9	284,1	323,1	335,6	241,6
Magistrats	5.283	212,5	224,0	196,1	213,1	225,2	196,3	179,5	180,4	173,4
Cadres administratifs	105.232	157,6	166,1	136,3	156,4	164,5	135,5	177,6	193,5	146,7
Cadres techniques	27.799	186,4	191,2	152,1	184,4	188,8	147,3	191,1	197,0	159,5
Officiers (non généraux)	37.318	184,7	186,2	133,5	184,7	186,2	133,5	—	—	—
Professeurs, professions scientifiques et culturelles	229.662	160,8	171,4	146,4	162,9	173,8	148,0	125,9	133,7	110,5
dont : Enseignants du supérieur	45.912	178,9	188,0	152,0	196,1	205,2	168,2	100,7	105,3	89,2
Personnel de direction du secondaire (4)	23.307	156,4	163,4	143,5	157,2	163,5	144,5	99,4	132,9	84,6
Professeurs agrégés et certifiés	149.043	152,2	160,3	143,9	152,2	160,2	144,0	163,6	198,1	112,3
Professions intermédiaires	1.066.034	107,4	111,3	102,5	109,0	112,8	104,3	90,2	97,5	78,0
dont : Instituteurs et professeurs de collège	554.920	106,5	110,8	103,9	109,6	115,4	106,3	71,7	73,0	70,4
Professeurs de collège (non certifiés) et assimilés	204.288	116,4	120,1	112,7	120,3	124,5	116,2	81,4	82,8	80,0
Instituteurs	324.549	103,7	106,6	102,5	103,6	106,6	102,5	116,8	125,7	110,9
Professions de la santé et du travail social, clergé	13.654	96,6	98,9	95,3	98,6	102,1	96,8	77,1	79,5	74,7
Professions administratives	182.101	105,0	110,4	99,4	104,9	110,3	99,2	108,4	112,6	103,4
Techniciens	64.429	119,4	120,5	108,2	119,1	120,2	108,3	120,4	122,0	108,1
Contremaîtres et agents de maîtrise, agents techniques	47.627	101,6	102,7	90,4	96,3	97,4	84,2	108,5	109,5	98,6
Sous-officiers	203.304	110,4	111,7	92,9	110,5	111,7	93,0	—	—	—
Employés et ouvriers	826.796	82,1	87,1	75,0	83,4	88,8	76,2	74,5	78,7	66,2
dont : Employés et agents de service	522.385	78,5	83,1	75,3	76,6	84,0	76,4	66,2	70,8	63,8
Employés	425.690	81,9	85,9	78,6	82,7	86,6	79,7	68,8	74,4	65,9
Agents de service	95.419	64,4	68,3	62,2	65,2	69,3	62,9	57,7	60,4	56,1
Personnels de la police et des prisons	105.158	107,9	108,7	90,1	107,9	108,7	90,1	74,8	76,8	72,7
Militaires du rang (engagés)	168.397	77,8	78,8	67,9	85,1	87,1	69,3	56,7	56,8	54,6
Ouvriers	171.700	77,9	79,4	69,9	75,3	76,5	68,2	81,3	83,5	71,6
Toutes catégories	**2.306.686**	**109,2**	**116,7**	**98,8**	**111,5**	**119,1**	**100,9**	**90,1**	**96,8**	**76,8**

(1) Salaire imposable et indemnités pour charges militaires non compris les avantages en nature.
(2) Agents à temps complet en métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger.
(3) Y compris officiers généraux.
(4) Y compris inspection, éducation et orientation.

TABLEAU C.03-17

Taux des rémunérations annexes des agents de l'Etat (1) par profession et sexe ou statut

Métropole, agents à temps complet (y compris Défense)

Année 1988

Source : INSEE (Recensement des agents de l'Etat)

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en années de travail)	Salaire net annuel	Taux de rémunérations annexes (1)				
			Total	Titulaires	Non-titulaires	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	389.389	161.472	18,1	18,7	8,7	20,9	12,1
dont : Personnels de direction	7.655	318.399	32,9	33,5	15,0	33,5	26,6
Magistrats	5.105	208.099	30,0	30,1	24,0	31,7	27,6
Cadres administratifs	101.328	150.546	23,2	24,1	9,8	24,4	19,9
Cadres techniques	25.687	175.629	27,8	35,3	12,9	29,2	17,3
Officiers (non généraux)	32.527	180.337	36,7	36,7	—	37,3	15,3
Enseignants du supérieur ou chercheurs	45.671	178.160	5,9	6,4	1,6	6,3	4,4
Directeurs et inspecteurs du secondaire	22.498	153.975	6,6	6,6	4,6	7,3	5,1
Professeurs agrégés et certifiés	144.487	148.881	13,8	13,8	11,5	17,1	10,4
Professions intermédiaires	1.008.185	105.229	12,4	12,4	11,7	18,1	5,6
dont : Professeurs de collèges	191.866	112.588	8,7	8,9	6,8	9,4	8,0
Instituteurs	308.363	101.052	1,1	1,1	10,8	1,7	0,8
Travailleurs sociaux	13.168	94.637	6,7	6,8	6	7,7	6,2
Professions intermédiaires administratives (2)	177.227	102.616	16,1	16,5	8,6	18,2	13,9
Professions intermédiaires techniques	62.705	117.928	23,6	26,0	14,3	23,8	21,7
Contremaîtres et agents de maîtrise	46.790	101.140	20,9	18,8	23,4	21,6	13,5
Sous-officiers	182.509	110.422	30,6	30,6	—	31,7	14,9
Employés et ouvriers	797.944	80.660	17,9	18,2	15,7	21,4	12,4
dont : Employés	411.117	79.579	17,1	17,6	9,4	21,0	14,2
Personnels de service	92.326	63.408	5,7	5,8	4,1	8,4	4,1
Personnels de la police et des prisons	103.152	106.816	31,2	31,2	29,7	31,1	34,4
Ouvriers	163.458	77.082	14,0	10,9	18,0	14,8	9,5
Ensemble	**2.195.518**	**106.274**	**15,4**	**15,6**	**12,9**	**19,8**	**8,7**

(1) Rapport (multiplié par 100) des rémunérations annexes nettes au salaire net hors rémunérations annexes et hors supplément familial de traitement.
(2) Y compris professions intermédiaires de la police et des prisons.

TABLEAU C.03-18

Eventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires

Moyennes annuelles - Hors échelle-lettres

Source : INSEE

Unité : franc

	1987	1988	1989	1990	1991
Minimun mensuel de rémunération brute avec indemnité de résidence la plus basse (1)	4.845	4.948	5.106	5.265	5.505
Rémunération mensuelle brute afférente à l'indice hiérarchique maximum (2) avec indemnité de résidence la plus basse (1)	18.129	18.517	18.924	19.463	19.824

(1) L'intégration progressive de l'indemnité de résidence dans le salaire s'est concrétisée, le 1er novembre 1983, par un taux d'indemnité nul pour la zone précédemment la plus basse (exemple «1 % »).
(2) Indice majoré de janvier 1985 à septembre 1988 = 812; d'octobre 1988 à janvier 1989 = 814; de février 1989 à juillet 1990 = 815; à partir de août 1990 = 818.

TABLEAU C.03-19

Indice d'évolution des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'Etat (1)

Moyennes annuelles

Source : INSEE

Base 100 : Décembre 1969

	1986	1987	1988	1989	1990
Indices bruts par catégorie :					
Catégorie A	478,3	482,7	493,1	511,6	522,1
Catégorie B	505,9	514,7	532,1	553,9	567,2
Catégorie C	530,1	533,9	547,0	583,9	593,4
Catégorie D	617,7	622,8	639,3	670,7	683,3
Catégories C + D	544,6	548,6	562,3	598,4	608,3
Indice brut d'ensemble	513,1	518,9	533,0	558,7	570,0
Indice net d'ensemble	485,6	487,3	499,0	518,2	527,7

(1) A l'exception de certaines catégories de personnels, notamment les personnels de police, les gardiens de prison et les fonctionnaires hors échelle.

TABLEAU C.03-20

Evolution de la structure des coûts de la main-d'oeuvre

Source : INSEE-OSCE (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'oeuvre)

Unité : %

Eléments du coût de la main-d'oeuvre	Industrie et bâtiment			Commerces, banques, assurances			Total		
	1981	1984	1988	1981	1984	1988	1981	1984	1988
Salaire direct et primes occasionnelles	60,3	57,0	56,1	61,0	57,2	56,3	60,4	57,0	56,1
Congés payés et jours fériés chômés payés	7,3	8,5	8,3	8,0	8,4	8,0	7,3	8,5	8,3
Sécurité sociale légale (URSSAF) (1)	18,9	19,5	19,1	17,7	18,6	18,0	18,6	19,2	18,8
dont : Assurance maladie, maternité, invalidité, décès	7,8	8,2	8,1	7,7	8,4	8,2	7,8	8,2	8,2
Assurance vieillesse et allocations familiales	8,9	9,2	8,9	8,6	8,8	8,6	8,8	9,1	8,8
Accidents du travail	2,2	2,1	2,1	1,4	1,4	1,2	2,0	1,9	1,8
Sécurité sociale conventionnelle	7,6	8,7	9,6	7,0	8,3	9,0	7,5	8,6	9,4
dont : ASSEDICS et FNGS	2,0	2,8	2,8	1,9	2,8	3,0	1,8	2,7	2,9
Caisses complémentaires de retraite et prévoyance	4,5	4,7	5,0	4,5	4,6	4,7	4,5	4,7	4,9
Autres charges sociales diverses	5,9	6,3	6,9	7,3	7,5	8,7	6,2	6,7	7,4
Coût total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Coût total mensuel moyen par salarié (en francs)	8.728	11.913	15.021	9.337	12.510	15.695	8.865	12.062	15.205
Masse des salaires sous plafond (en % du total)	77,0	81,6	80,7	72,9	77,9	76,8	76,1	80,6	79,6

(1) A l'exclusion de l'allocation destinée au Fonds national d'aide au logement (0,10 % sous plafond) et de la taxe sur les transports (assise aussi sur les salaires sous plafond) reportées dans « autres charges ».

TABLEAU C.03-21

Structure du coût de la main-d'oeuvre dans l'industrie de 1978 à 1988 dans 6 pays de la CEE

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'oeuvre

Unité : % du coût total

	Gain direct	Primes gratifications	Rémunération journalière non ouvrière	Avantages en nature	Coût direct	Charges légales sécurité sociale	Charges conventionnelles sécurité sociale	Formation professionnelle	Autres	Coût indirect
DANEMARK										
1978	86,5	0,7	7,1	0,1	94,4	2,7	1,4	1,4	0,1	5,6
1981	85,4	0,7	8,2	0,1	94,4	2,6	1,2	1,6	0,1	5,5
1984	83,6	0,7	8,0	0,1	92,4	4,6	1,1	1,9	0,1	7,7
1988	83,1	0,8	12,3	0,0	96,2	1,9	1,1	2,3	— 1,5	3,8
ALLEMAGNE (ex-RFA)										
1978	59,4	8,0	10,5	0,2	78,1	16,6	3,4	1,2	0,5	21,7
1981	57,6	8,5	11,3	0,2	77,6	16,6	3,6	1,5	0,7	22,4
1984	56,5	8,6	11,4	0,2	76,7	16,4	4,6	1,6	0,7	23,3
1988	56,0	8,8	11,4	0,2	76,4	16,9	4,6	1,6	0,6	23,7
FRANCE										
1978	56,2	5,3	8,1	1,0	70,6	19,5	6,3	1,4	2,2	29,4
1981	55,6	5,2	8,1	1,1	70,0	18,9	7,6	1,5	2,0	30,0
1984	52,5	5,0	9,4	1,2	68,1	19,4	8,7	1,6	2,2	31,9
1988	51,4	6,2	9,4	1,0	68,0	19,1	9,4	1,8	1,7	32,0
IRLANDE										
1978	77,3	0,9	7,7	0,1	86,0	5,9	5,1	2,1	0,9	14,0
1981	73,9	0,9	9,2	0,1	84,1	7,0	5,6	2,1	1,2	15,9
1984	69,7	1,0	11,7	0,2	82,6	8,6	6,1	1,3	1,4	17,4
1988	70,4	1,4	10,3	0,1	82,2	8,1	7,0	1,1	1,6	17,8
PORTUGAL										
1978										
1981	58,6	11,1	6,1	0,0	75,8	16,2	2,0	2,0	4,0	24,2
1984	58,7	10,3	5,3	0,2	74,5	16,3	2,1	2,0	5,1	25,5
1988	56,0	11,8	6,0	0,4	74,2	18,9	2,8	2,8	1,3	25,8
ROYAUME-UNI										
1978	72,3	1,1	8,3	0,3	82,0	8,9	6,3	1,9	0,9	18,0
1981	69,3	1,0	10,4	0,4	81,1	9,4	6,8	2,0	0,7	18,9
1984	71,3	1,1	10,4	0,2	83,0	7,6	7,0	1,5	0,9	17,0
1988	73,0	1,3	11,0	0,2	85,5	7,3	4,6	1,5	1,1	14,5

TABLEAU C.03-22

Le coût horaire de la main-d'oeuvre en 1988 par secteur dans 6 pays européens (1)

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'oeuvre

Secteurs	NACE	Volume travail en %	Coût horaire — Indice (Industrie = 100)						Nombre moyen d'heures travaillées durant l'année					
			DK	D	F	IRL	P	UK	DK	D	F	IRL	P	UK
Energie, eau	1	6,1	—	134,4	153,1	140,4	203,9	135,3	—	1.603	1.541	1.736	1.753	1.758
dont : Electricité, gaz, vapeur	16	3,3	113,8	132,5	163,6	141,4	251,9	123,8	1.728	1.692	1.480	1.731	1.690	1.828
Industrie manufacturière		80,1	98,0	100,3	99,6	95,6	97,8	98,1	1.678	1.645	1.684	1.960	1.947	1.913
dont : Production, transformation des métaux	22	2,6	96,9	107,6	112,3	103,3	153,6	115,7	1.690	1.628	1.645	2.029	1.890	1.886
Production minéraux non métalliques	24	3,3	98,7	88,2	97,2	127,7	103,0	91,3	1.693	1.700	1.702	1.978	1.965	1.938
Industrie chimique	25	6,1	113,2	124,4	132,3	126,1	167,5	123,0	1.696	1.697	1.649	1.992	1.836	1.836
Production de fibres artificielles	26	0,2	—	119.1	123,0	—	177,3	133,2	—	1.673	1.568	—	1.742	1.816
Fabrication d'ouvrages en métaux	31	7,4	93,4	90,4	90,4	88,6	99,6	94,8	1.694	1.644	1.700	2.004	1.973	1.948
Machines, matériel mécanique	32	8,9	95,6	103,0	98,6	86,7	103,7	93,2	1.696	1.644	1.700	1.963	1.987	1.941
Construction machines de bureau	33	1,3	113,6	143,9	178,3	106,2	—	147,5	1.730	1.623	1.678	1.971	—	1.822
Construction électrique, électronique	34	10,1	100,8	105,9	108,8	83,5	147,7	100,8	1.704	1.594	1.682	1.943	1.902	1.861
Automobiles, pièces détachées	35	6,6	90,5	118,9	97,1	64,4	138,9	91,7	1.695	1.566	1.673	1.996	1.968	2.257
Autres matériels de transport	36	2,8	101,1	117,7	130,2	101,3	153,1	115,5	1.687	1.623	1.638	2.040	1.975	1.859
Instruments de précision, optique	37	1,4	94,1	89,3	90,2	89,1	99,6	105,0	1.713	1.647	1.701	1.910	1.902	1.851
Alimentation, boissons, tabac	41-42	7,6	95,8	81,6	87,5	101,1	99,4	85,7	1.626	1.734	1.709	2.011	1.946	1.960
Industrie textile	43	4,0	86,4	73,1	78,3	75,1	75,7	67,5	1.625	1.678	1.670	1.862	1.951	1.883
Industrie du cuir	44	0,3	87,1	63,8	75,2	61,9	78,5	72,2	1.648	1.686	1.683	1.849	1.996	1.954
Ind. des chaussures, de l'habillement	45	3,6	75,1	62,8	68,3	51,7	68,2	57,6	1.629	1.663	1.654	1.880	1.972	1.818
Ind. du bois, meubles en bois	46	3,1	85,2	80,0	74,6	72,3	70,8	85,9	1.684	1.684	1.717	1.984	1.961	1.979
Ind. du papier, imprimerie	47	5,8	119,5	97,7	106,6	117,0	136,9	116,1	1.697	1.668	1.703	1.919	1.914	1.868
Ind. du caoutchouc, plastique	48	3,7	93,8	85,4	87,3	88,8	102,2	87,7	1.670	1.673	1.699	1.940	1.915	1.907
Autres industries manufacturières	49	0,8	93,9	77,4	85,6	82,4	81,3	88,5	1.671	1.643	1.675	1.868	1.958	1.863
Bâtiments, génie civil	50	13,7	106,3	85,7	87,1	92,1	87,2	89,9	1.679	1.664	1.713	2.024	1.984	2.022
Ensemble industrie	**1 à 5**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**1.680**	**1.645**	**1.681**	**1.945**	**1.944**	**1.912**

(1) DK = Danemark, IRL = Irlande, P = Portugal, UK = Royaume Uni, D = Allemagne (ex-RFA), F = France.

Chapitre C.04

Transferts sociaux

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Parts des retraites dans le PIB pour les pays de la Communauté européenne.

1. Comptes de l'ensemble des régimes.
2. Ensemble de la protection sociale. Prestations sociales par régimes et par risques.
3. Prestations sociales par risques.
4. Prestations de protection sociale par risques dans la CEE.
5. Dépenses de protection sociale en pourcentage par rapport au PIB dans la CEE.
6. Recettes de protection sociale par type de financement dans la CEE.
7. Prestations versées par l'ensemble des régimes selon la nature du risque et le type de prestation.
8. Prestations maladie versées par le régime général et l'ensemble des régimes, ventilées par type de prestation.
9. Dépenses d'aide sociale par type.
10. Bénéficiaires de l'aide sociale.
11. Prestations familiales : ensemble des régimes. Montant global.
12. Prestations familiales : ensemble des régimes. Familles allocataires, enfants bénéficiaires.
13. Prestations familiales : ensemble des régimes. Montants détaillés par allocation.
14. Prestations familiales. Régime général. Montants et bénéficiaires par allocation.
15. Montant moyen des retraites de droit direct selon les régimes de base d'affiliation.
16. Montant global des retraites selon le sexe et l'âge et selon la nature de la pension.
17. Montant moyen des retraites de droit direct perçues selon le sexe et l'âge du retraité.
18. Prestations vieillesse versées par le fonds national de solidarité. Montants et nombre de bénéficiaires.
19. Minimum vieillesse.
20. Montant annuel des allocations de chômage et de préretraites et nombre de bénéficiaires.
21. Familles bénéficiaires du RMI en métropole et allocation moyenne selon la situation familiale.
22. Bénéficiaires du RMI selon l'âge et la nationalité de l'allocataire.
23. Revenu mensuel minimum d'insertion (RMI).

Ce chapitre a été élaboré avec la collaboration de la division « Études sociales » de l'INSEE.

1. MÉTHODOLOGIE

Généralités

À l'heure actuelle, la quasi-totalité de la population bénéficie d'une couverture sociale, l'affiliation à un régime d'assurance sociale s'effectuant avec le versement d'une cotisation qui a un caractère obligatoire. Cependant l'ouverture des droits n'est pas nécessairement la contrepartie d'un versement contributif, notamment pour les prestations accordées au titre de la solidarité comme par exemple le minimum vieillesse.

La protection sociale est variable selon la nature des risques couverts, selon les professions. Sa structure complexe reste marquée par le poids de l'histoire : diversité des régimes, des institutions, variabilité des taux de prise en charge ou de financement.

Les comptes de la protection sociale — compte satellite de la Comptabilité nationale — retrace l'ensemble des emplois et des ressources qui concourent à l'équilibre du système.

Les prestations sociales sont réparties en six postes :

— le poste « santé » recouvre les assurances maladie, invalidité, infirmité, accidents du travail et maladies professionnelles;

— le poste « vieillesse » correspond aux préretraites, aux pensions contributives ou de solidarité;

— le poste « survie » correspond aux pensions de reversion;

— le poste « maternité-famille » compense une partie des charges liées à la naissance et à l'entretien des enfants. Il est à noter que les aides au logement y sont incluses;

— le poste « chômage-inadaptation professionnelle » regroupe les diverses allocations servies aux personnes privées d'emploi ou certains émoluments versés en vue d'une adaptation professionnelle;

— le poste « divers » regroupe certaines allocations d'assistance ou d'aide sociale. Il comprend le revenu minimum d'insertion (RMI).

L'enquête retraite de 1988

En 1988, le SESI a mené, en collaboration avec les caisses de retraite, une opération destinée à améliorer la connaissance des retraites en France. Les organismes de sécurité sociale qui versent des avantages vieillesse ont fourni des informations sur la nature et le montant des prestations servies à un échantillon de personnes âgées tiré du répertoire national d'identification des personnes physiques. Le SESI a rassemblé les diverses retraites versées à un même individu pour calculer le montant des retraites tous régimes confondus.

Quatre générations nées en 1906, 1912, 1918 et 1922 sont représentées dans l'échantillon. La population étudiée comprend environ 20 000 personnes qui ont toutes été identifiées par au moins une caisse de retraite comme bénéficiaires d'un avantage vieillesse; cette population est approximativement représentative de la population globale des retraités.

Les statistiques européennes

Le système européen de statistiques intégrées de protection sociale (SESPROS) réalisé par l'OSCE (Office statistique des communautés européennes) établit sur une base homogène des données statistiques comprenant le poids et la structure des dépenses et recettes relatives à la protection sociale entre les différents états membres.

2. DÉFINITIONS

L'allocation de solidarité spécifique

Elle fait suite aux allocations du régime d'assurance. Elle concerne les chômeurs de longue durée. À l'opposé, l'allocation d'insertion s'adresse aux personnes qui n'ont pas de référence de travail.

L'assistance : aide sociale et insertion

L'aide sociale est l'aide apportée par les collectivités publiques aux personnes dont les ressources sont insuffisantes : elle relève d'une idée d'assistance et ne fait aucune place aux mécanismes de l'assurance.

Cette aide dépend de l'appréciation d'une « commission d'admission ». L'aide sociale est donc un droit qui nécessite une procédure d'admission et des instances administratives. Elle est « obligatoire » ou « légale » à la différence de l'action sociale.

La décentralisation, effective depuis le 1er janvier 1984, s'est traduite par un transfert de compétence de l'État aux départements, accompagné du transfert de ressources correspondantes. On distingue désormais les prestations relevant de la compétence du département et celles relevant de la compétence de l'État.

Les conseils généraux gèrent désormais la très grosse majorité des allocations d'aide sociale et des services sociaux. Les conditions d'attribution ainsi que le montant minimum des prestations restent toutefois fixés au niveau national.

L'assurance accident du travail et accident de trajet

Elle intervient en cas d'accident ou de maladies subies dans l'exercice de leurs professions par les salariés, en versant des remboursements de dépenses médicales et des prestations en espèces (indemnités journalières et rentes) pour incapacité permanente.

L'assurance décès

Elle garantit aux ayants droit des assurés le paiement d'un capital.

L'assurance invalidité

Elle accorde à l'assuré une pension en compensation de la perte de salaire qui résulte de la réduction de sa capacité de travail.

Dépenses et recettes de protection sociale

Les dépenses sont principalement constituées par des prestations : prestations sociales lorsque celles-ci sont servies aux ménages, prestations de services sociaux lorsqu'elles sont, comme les hôpitaux publics dont l'accès est gratuit ou quasi gratuit, versées à des institutions. Sont considérées comme des prestations fiscales, les exonérations ou réductions d'impôt accordées au titre de l'un des risques (quotient familial).

Les recettes de protection sociale sont essentiellement composées de cotisations assises presque exclusivement sur les revenus d'activité professionnelle. Cependant une part importante du financement est assurée par la puissance publique : impôts et taxes affectés, subventions à certains régimes déficitaires, prise en charge des prestations qui relèvent de la solidarité.

Le minimum vieillesse et le fonds national de solidarité

Institué par la loi du 30 juin 1956, le fonds national de solidarité (FNS) accorde, sous certaines conditions d'âge, de nationalité et de résidence, une allocation supplémentaire aux personnes titulaires de pension de vieillesse ou d'invalidité, dans la limite d'un plafond à ne pas dépasser. Il leur assure ainsi le « minimum vieillesse ».

Le minimum vieillesse garanti par les pouvoirs publics aux personnes âgées de plus de 65 ans (ou 60 ans en cas d'inaptitude) résulte de l'addition de deux étages de prestations : le premier étage, dont le montant est aligné sur l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS), peut être constitué de pensions normales ou d'allocations non contributives diverses (allocation spéciale servie par le fonds spécial, majoration de pension destinée à porter le montant de l'avantage contributif au niveau de l'AVTS ...), le second étage est l'allocation du Fonds national de solidarité.

Préretraite

Divers régimes « nationaux » de préretraite se sont succédé. Le premier dispositif important a été celui de la garantie de ressources pour les chômeurs ayant plus de 60 ans et licenciés (GRL). Une extension est intervenue en ouvrant la garantie de ressources aux salariés démissionnaires (GRD). En 1983, l'accès direct à ces dispositifs a été fermé. En 1982 et 1983 la formule de la préretraite démission est offerte aux salariés d'une entreprise ayant conclu un contrat de solidarité avec l'État. Ce régime ne subsiste qu'en cas de préretraite progressive (activité à mi-temps). Le seul régime encore offert est celui de l'allocation spéciale du fonds national de l'emploi versé aux salariés âgés menacés de licenciement et dont l'entreprise a signé avec l'État une convention dans le cadre d'un plan social. Le financement des allocations de préretraite est assuré par l'État.

Les prestations chômage et préretraite

Depuis avril 1984, l'indemnisation du chômage comprend deux régimes distincts :

— un régime d'assurance chômage financé par les partenaires sociaux et destiné aux chômeurs ayant travaillé suffisamment;

— un régime de solidarité qui prend en charge ceux qui ne peuvent pas ou plus se prévaloir du régime d'assurance.

Les prestations familiales

Depuis 1978, les prestations familiales sont ouvertes à l'ensemble des ménages sans référence à des conditions d'activité professionnelle. Les critères d'attribution sont multiples : âge, rang ou nombre des enfants, situation matrimoniale, niveau de ressources.

Les prestations en nature

● Les honoraires privés comprennent :

— les honoraires médicaux du secteur privé perçus en cabinets libéraux et établissements privés correspondant aux consultations (C), visites (V), actes de chirurgie et de spécialités (K et KC), actes utilisant les radiations ionisantes (Z et ZB), actes de surveillance et stomatologie (SPM) et aux frais de déplacement des praticiens;

— les honoraires dentaires perçus en secteur privé à partir des soins conservateurs et prothèses (SCP) et de soins divers (D).

● Les versements aux établissements d'hospitalisation.

Il s'agit :

— des versements au secteur public (dotation globale, frais de séjour des établissements médico-sociaux, honoraires);

— des versements au secteur privé (frais de séjour uniquement).

● Les prescriptions.

Ce poste concerne :

— les remboursements de pharmacie en matière de médicaments, produits d'origine humaine, accessoires et pansements. Ne sont pas retenus ici les médicaments consommés en hôpitaux publics ni les médicaments non coûteux compris dans les forfaits journaliers des hôpitaux privés;

— les remboursements d'actes auxiliaires médicaux (AM et SFI) : infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes, orthoptistes, pédicures, sages-femmes;

— les remboursements d'actes de biologie (B, BP, BM, KB) : les actes en B et BP sont des actes d'analyses effectuées dans les laboratoires et les pharmacies d'officine, les actes cotés en BP correspondant aux actes d'anatomie et de cytologie pathologique; les actes de biologie effectués par les laboratoires dont le directeur n'est pas médecin sont cotés en KB depuis 1981. Les actes d'immunologie utilisant un marqueur sont cotés en BM depuis 1985;

— les remboursements d'appareillages optiques et orthoptiques.

Les prestations en espèces

Elles comprennent les indemnités journalières, les pensions, les rentes.

Les prestations de santé

Les assurances maladie et maternité ont pour objectifs :

— de prendre en charge, sous forme de prestations en nature, en totalité (maladies longues et maternité) ou partiellement, les dépenses médicales engagées par les assurés sociaux et leurs ayants droit;

— de compenser partiellement, par des indemnités journalières (prestations en espèces) les pertes de revenus subies par les assurés et leurs ayants droit en cas de maladie ou de maternité.

Ces prestations (assurances) sont gérées par une multiplicité de régimes :

— le régime général est le plus important, celui dont bénéficient les salariés du commerce et de l'industrie, ceux du secteur public et diverses catégories non salariées (membres des professions médicales et paramédicales conventionnées, artistes peintres et sculpteurs, étudiants et invalides de guerre).

Les autres régimes sont :

— les régimes agricoles, exploitants et salariés;

— le régime des non-salariés non agricoles (CANAM);

— enfin les régimes des mines, de la SNCF, des militaires, des marins, de la RATP, de la Banque de France, de la Compagnie générale des eaux et des clercs de notaires.

Les prestations de vieillesse

En matière de retraites, il existe deux sortes de droits : les droits directs correspondant aux droits acquis par un individu en contrepartie de ses cotisations passées et les droits dérivés correspondant aux pensions de reversion versées au conjoint lors du décès de l'assuré.

La protection sociale

Par protection sociale, on désigne l'ensemble des mécanismes de prévoyance collective qui couvrent certains « risques » encourus par les ménages : maladie, chômage, vieillesse, famille...

Le régime d'assurance chômage

Il recouvre les allocations de base et de fin de droits. Elles concernent les travailleurs ayant perdu leur emploi. Lorsque la durée limite des allocations de base est atteinte, l'allocation de fin de droits prend le relais. La durée de versement de ces allocations dépend des durées d'affiliation antérieure.

Les régimes de prestations sociales

Les prestations sociales sont versées par divers régimes qu'on peut regrouper en cinq grands types :

— Les régimes d'assurances sociales : ce sont des régimes obligatoires pour les individus en vertu de la législation, le plus souvent dans le cadre du travail. Les cotisations à la charge de l'assuré et de l'employeur en assurent le financement. La protection contre le chômage et la sécurité sociale, à travers ses multiples régimes et caisses, constituent l'essentiel de cette catégorie où entrent également les régimes complémentaires.

— Les régimes d'employeurs : sont organisés par les employeurs sans que la législation en impose l'existence (suppléments familiaux de traitement, indemnités de licenciement,...).

— Les sociétés mutualistes : sont définies par le code de la mutualité. L'affiliation y est le plus souvent facultative, l'assuré acquittant seul sa cotisation.

— Les régimes d'interventions sociales des pouvoirs publics regroupent trois types de régime :

- l'aide sociale concerne des populations spécifiques à faible niveau de revenu auxquelles le système d'assurance sociale n'assure pas une protection jugée suffisante;
- le régime des victimes de guerre concerne les anciens combattants et victimes de guerre, les rapatriés et les réfugiés;
- les autres régimes d'interventions sociales comprennent principalement l'aide au logement (aide personnalisée au logement).

— Les régimes d'interventions sociales des administrations privées : ils sont constitués des organismes privés sans but lucratif dont le financement provient à titre principal de dons ou d'autres contributions volontaires (Croix-Rouge, Armée du Salut...).

La retraite de base

Le système d'assurance du risque vieillesse est extrêmement complexe. On dénombre en effet plus de 120 régimes de base, environ 180 caisses de retraite complémentaire obligatoire dont 59 regroupées au sein de l'AGIRC (Association générale des institutions de retraites des cadres) et 113 au sein de l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires), sans compter une centaine de caisses de retraite complémentaire dite facultative qui correspondent à des dispositifs conventionnels d'entreprise.

Les régimes de retraite de base peuvent se répartir en trois catégories :

— le régime général des salariés de l'industrie et du commerce (CNAVTS) et le régime des salariés agricoles (géré par la mutualité sociale agricole);

— les régimes de non-salariés :

- la Caisse autonome d'assurance vieillesse des artisans (CANCAVA);
- la Caisse autonome nationale d'assurance vieillesse des industriels et des commerçants (ORGANIC);
- la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL);
- la Mutualité sociale agricole pour le régime des exploitants agricoles;
- la Caisse nationale des barreaux français (CNBF);
- la Caisse d'assurance vieillesse des cultes (CAMAVIC).

— les régimes spéciaux de salariés.

Ces régimes, au nombre de quinze, ont été créés avant 1930. Les pensions des régimes spéciaux constituent à la fois la pension de base et la pension complémentaire. La population concernée est généralement com-

posée de salariés du secteur public ou des entreprises publiques (fonctionnaires, agents des collectivités locales, SNCF, EDF,...) mais on y rencontre aussi des salariés du secteur privé (marins, clercs de notaire).

Revenu minimum d'insertion

La loi du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion (RMI) établit, d'une part, une allocation différentielle pour porter le revenu des personnes les plus démunies au-dessus d'un certain seuil et organise, d'autre part, le cadre d'une politique d'insertion sociale ou professionnelle pour les bénéficiaires de l'allocation.

Les bénéficiaires du RMI sont les personnes résidant en France, âgées de plus de vingt-cinq ans ou assumant la charge d'un ou plusieurs enfants. Les étrangers, titulaires de la carte de résident ou d'un titre de séjour, peuvent également y prétendre.

Les étudiants ou les stagiaires de la formation professionnelle ne peuvent bénéficier de l'allocation, sauf si leur formation constitue une activité d'insertion.

Le montant du seuil de revenu a été fixé, au début de la mise en œuvre de la loi, à 2.000 F par mois pour une personne seule. La majoration pour le conjoint ou la première personne à charge (s'il n'y a pas de conjoint) était à cette date de 1.000 F, la majoration pour les autres personnes à charge de 600 F.

En décembre 1990, 422.102 allocataires ont bénéficié d'une allocation de RMI en métropole et 97.000 dans les DOM.

Les montants sont régulièrement réévalués depuis la loi. Les majorations pour familles nombreuses ont été accrues en avril 1990.

Des commissions locales d'insertion (CLI) ont été mises en place dans chaque département. Il en existe 600 environ en métropole. Dans un délai de trois mois après l'ouverture de son droit au RMI, chaque bénéficiaire doit signer un contrat d'insertion avec le président de la CLI. Ce contrat est instruit par les travailleurs sociaux des centres communaux d'action sociale, par les services d'action sociale des départements ou par des associations.

En décembre 1990, près de 40 % des allocataires du RMI (depuis au moins 3 mois) avaient signé un contrat d'insertion.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.
— Ministère des Affaires sociales.
— Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).
— Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.
— Caisse nationale des allocations familiales.
— Caisse des dépôts et consignations.
— Caisse centrale de mutualité sociale agricole.
— Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC).
— Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO).
— Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC).
— Office des statistiques des communautés européennes (OSCE).

Publications :

Ministère des Affaires sociales :

— *Annuaire des statistiques sanitaires et sociales* (annuel).
— *Chiffres et indicateurs départementaux* (CID).
— *Solidarité-santé. Études statistiques.*
— *Cahiers statistiques solidarité-santé.*
— *Comptes nationaux de la santé* (annuel).

« La croissance des salaires réels a accentué la pression fiscale et réduit le poids des prestations » et « Aide à la famille et coûts des enfants », *Économie et statistique,* n° 203, octobre 1987.

« Les comptes de la protection sociale : historique et perspective », *Observations et diagnostics économiques,* n° 22, janvier 1988.

« Assurance chômage et les autres régimes gérés par les ASSEDIC/UNEDIC », *Bulletin de liaison,* numéro spécial, UNEDIC, janvier 1989.

Données sociales, INSEE, édition 1990.

« L'avenir des retraites », dossier, *Économie et statistique,* n° 233, juin 1990.

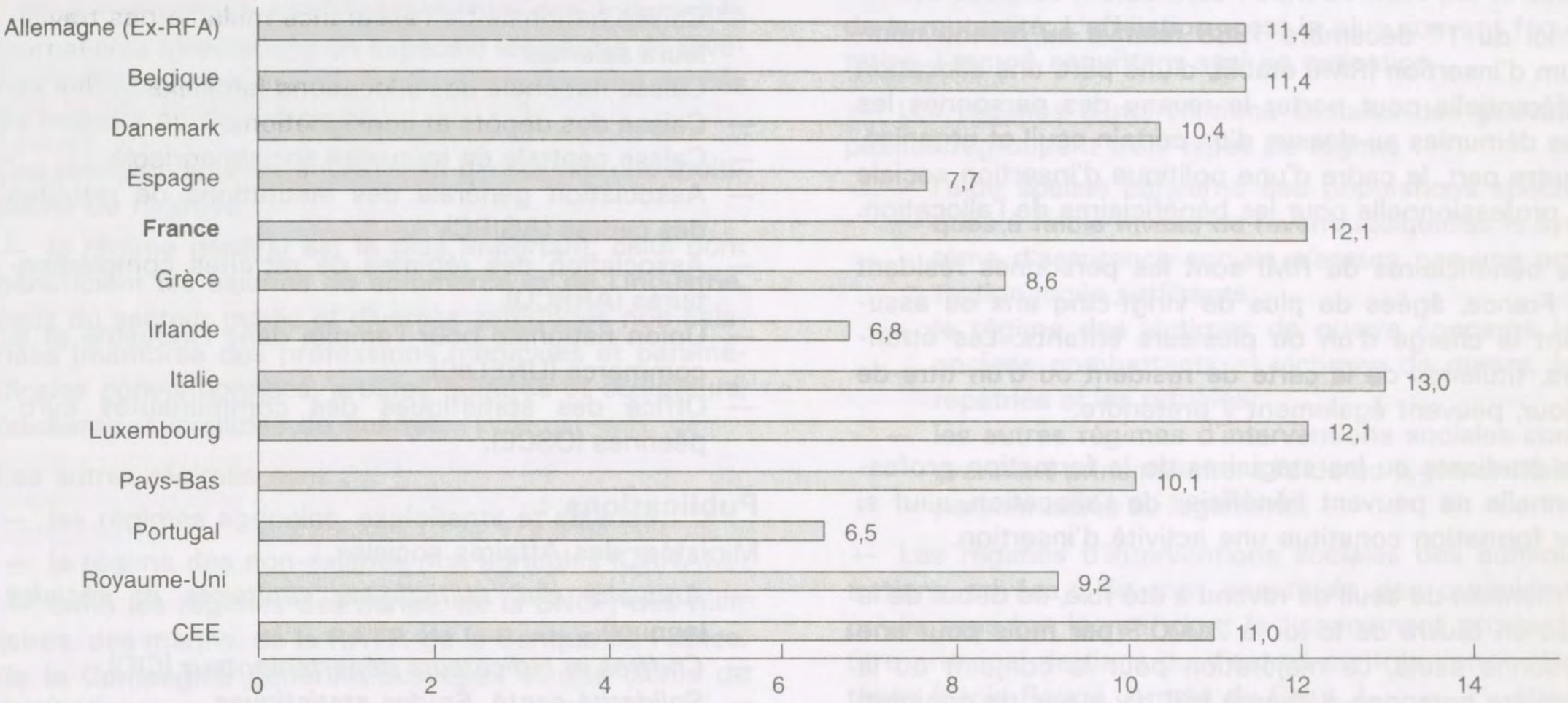
Bulletin de liaison (mensuel), UNEDIC.
Bulletin d'information (trimestriel), ARRCO.
Rapport d'activité (annuel), ARRCO.
Bulletin d'information (trimestriel), AGIRC.
La Mutualité sociale agricole, statistiques (annuel), Caisses centrales de mutualité sociale agricole.

*
* *

GRAPHIQUE C.04

Part des retraites dans le PIB pour les pays de la CEE

Année 1989



Source : Eurostat

TABLEAU C.04-1

Comptes de l'ensemble des régimes

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Intégration - SESI — *Unité :* Million de francs

	1985	1986	1987	1988	1989	*p* 1990
EMPLOIS						
Prestations sociales	1.127.417	1.207.478	1.254.616	1.344.050	1.424.812	1.515.631
Prestations de services sociaux	155.317	162.909	169.775	180.086	197.396	210.831
Prestations fiscales	42.550	46.520	50.950	52.230	54.350	57.803
Frais de gestion	58.580	61.243	62.887	65.155	66.928	72.453
Transferts entre régimes	133.034	150.363	164.053	177.273	195.092	219.014
Frais financiers	2.312	2.231	2.258	2.045	1.997	1.030
Autres dépenses	7.117	7.473	6.914	7.215	5.767	9.140
Solde des opérations des DOM	3.819	3.640	3.898	3.948	4.651	4.812
Total	**1.530.146**	**1.641.857**	**1.715.351**	**1.832.002**	**1.950.993**	**2.090.714**
RESSOURCES						
Cotisations	**1.069.912**	**1.134.643**	**1.207.076**	**1.288.056**	**1.395.394**	**1.485.016**
Cotisations effectives	**932.365**	**986.816**	**1.055.480**	**1.127.991**	**1.226.027**	**1.309.070**
d'employeurs	585.915	612.214	643.929	682.596	733.650	785.520
de salariés	270.921	294.234	324.136	349.427	389.695	422.793
de travailleurs indépendants	64.403	69.115	74.942	81.118	87.398	85.405
sur prestations	9.363	9.522	10.107	11.367	12.131	12.509
Autres	1.763	1.731	2.366	3.483	3.153	2.843
Cotisations fictives	**137.547**	**147.827**	**151.596**	**160.065**	**169.367**	**175.946**
Impôts et taxes affectés	43.877	43.182	51.873	54.956	55.340	63.298
Transferts	133.034	150.363	164.000	177.273	195.092	219.014
Contributions publiques	226.921	220.893	224.834	241.660	247.777	245.643
Contrepartie des prestations fiscales	42.550	46.520	50.950	52.230	54.350	57.803
Recours contre tiers	3.958	4.127	4.545	4.760	4.444	4.637
Revenus des capitaux	26.036	24.415	20.932	20.834	21.827	22.642
Autres recettes	13.645	12.630	14.227	16.707	15.499	18.786
Total	**1.559.933**	**1.636.773**	**1.738.437**	**1.856.476**	**1.989.723**	**2.116.839**
Solde opérations courantes	**29.787**	**— 5.084**	**23.086**	**24.474**	**38.730**	**26.125**

TABLEAU C.04-2

Ensemble de la protection sociale. — Prestations sociales par régimes et par risques

Année 1990 (provisoire)

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Intégration - SESI - *Unité :* Million de francs

	Santé	Vieillesse survie	Maternité famille	Emploi	Divers	**Total**
REGIMES D'ASSURANCES SOCIALES						
Régimes généraux :						
Régime général	258.985	229.745	136.196	—	—	**624.926**
Indemnisation du chômage	—	10.999	—	71.363	—	**82.362**
Fonds spéciaux	2.270	2.908	—	—	—	**5.178**
Régimes de salariés :						
Régime direct	11.530	153.269	100	94	—	**164.993**
Régime de salariés agricoles	9.966	22.353	350	—	—	**32.669**
Autres régimes particuliers	24.155	54.066	399	283	—	**78.903**
Régimes complémentaires	9.027	169.413	79	—	—	**178.519**
Régimes de non-salariés :						
Exploitants agricoles	16.999	42.458	187	—	—	**59.644**
Non-salariés non agricoles	11.726	36.252	249	—	—	**48.227**
Régimes d'employeurs	9.082	4.468	17.424	12.038	—	**43.012**
Sociétés mutualistes	36.497	1.722	306	—	—	**38.525**
Interventions sociales des administrations publiques :						
Aide sociale	17.360	7.248	3.215	139	1.657	**30.069**
Victimes de guerre	13.575	9.885	—	—	89	**23.549**
Autres interventions sociales	3.562	23.817	40.163	25.855	8.000	**101.397**
Administrations privées	—	—	—	—	3.664	**3.664**
Ensemble des régimes	**425.004**	**768.783**	**198.662**	**109.772**	**13.410**	**1.515.631**

TABLEAU C.04-3

Prestations sociales par risques

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Intégration - SESI — *Unité :* Million de francs

	1985	1986	1987	1988	1989	*p* 1990
Santé	306.640	333.981	344.731	369.455	398.802	421.027
Maladie	200.730	219.712	224.434	241.455	267.600	284.094
espèces	28.231	29.272	28.055	29.071	30.931	33.609
nature	172.499	190.440	196.379	212.384	236.669	250.485
Invalidité, infirmité	76.341	84.255	89.747	96.194	98.019	102.193
espèces	55.871	58.901	60.882	64.567	66.694	68.780
nature	20.470	25.354	28.865	31.627	31.325	33.413
Accidents du travail, maladies professionnelles	29.479	30.014	30.550	31.806	33.183	34.740
espèces	26.706	27.354	27.805	28.742	29.857	31.271
nature	2.773	2.660	2.745	3.064	3.326	3.469
Vieillesse-survie	576.651	609.220	632.719	675.731	714.795	759.554
Cessation anticipée d'activités (espèces)	55.448	51.448	46.001	41.964	37.555	42.787
Vieillesse	475.184	501.747	522.013	556.596	591.564	628.524
espèces	466.871	493.843	513.865	547.830	582.308	618.666
nature	8.313	7.904	8.148	8.766	9.256	9.858
Survie (espèces)	101.467	107.473	110.706	119.135	123.231	131.030
Maternité-famille	156.626	165.296	171.545	182.657	187.945	198.114
Maternité	16.416	15.798	17.904	20.441	21.577	22.814
espèces	12.134	11.710	13.593	15.788	16.904	17.754
nature	4.282	4.088	4.311	4.653	4.673	5.060
Famille	140.210	149.498	153.641	162.216	166.368	175.300
espèces	102.640	108.085	109.683	115.418	115.648	120.702
nature	37.570	41.413	43.958	46.798	50.720	54.598
Emploi	74.426	85.334	90.856	99.776	105.656	109.772
Inadaptation professionnelle (espèces)	11.060	15.363	14.700	17.503	20.370	16.288
Chômage (espèces)	63.366	69.971	76.156	82.273	85.286	93.484
Divers	3.160	3.388	3.472	3.777	4.035	13.470
Prestations à des résidents	1.117.503	1.197.219	1.243.323	1.331.396	1.411.233	150.877
Prestations à des non-résidents	9.914	10.259	11.293	12.654	13.579	13.754
Ensemble des prestations sociales	**1.127.417**	**1.207.478**	**1.254.616**	**1.344.050**	**1.424.812**	**1.515.631**

TABLEAU C.04-4

Prestations de protection sociale par risques dans la CEE

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité :* %

	1985	1986	1987	1988	1989
Santé (1) :					
Belgique	32,8	33,4	34,2	34,2	35,0
Danemark	31,4	32,2	31,3	31,2	31,2
Allemagne (ex-RFA)	40,5	40,8	40,5	40,2	39,4
Grèce	28,1	28,1	28,0	28,0	///
Espagne	34,3	34,0	34,9	35,4	36,0
France	**33,9**	**34,3**	**34,2**	**34,2**	**34,8**
Irlande	35,6	35,3	34,4	34,3	34,8
Italie	32,0	31,6	33,1	33,5	33,8
Luxembourg	41,1	41,2	40,9	40,6	40,1
Pays-Bas	44,6	44,6	45,6	45,7	46,8
Portugal	49,8	46,7	43,9	46,4	46,2
Royaume-Uni	28,7	29,4	30,7	32,7	///
Europe des Douze	**35,0**	**35,2**	**35,7**	**36,1**	**e 36,2**
Vieillesse/Survie :					
Belgique	42,7	42,6	42,8	43,5	43,4
Danemark	37,2	38,1	37,6	36,6	36,4
Allemagne (ex-RFA)	42,1	41,8	41,6	41,8	42,5
Grèce	57,5	57,9	58,3	58,3	///
Espagne	45,1	46,3	46,9	46,8	46,7
France	**45,6**	**45,1**	**45,1**	**45,0**	**44,6**
Irlande	30,6	30,4	31,1	31,7	32,1
Italie	58,7	59,9	59,6	59,4	59,6
Luxembourg	47,3	46,8	47,2	48,0	47,4
Pays-Bas	30,3	31,4	31,9	34,1	34,5
Portugal	37,2	39,2	42,3	40,6	40,4
Royaume-Uni	41,9	42,3	43,3	43,4	///
Europe des Douze	**44,9**	**45,2**	**45,4**	**45,7**	**e 45,9**
Familles/Maternité :					
Belgique	9,7	9,4	9,3	9,2	9,0
Danemark	10,5	10,8	12,1	12,5	12,0
Allemagne (ex-RFA)	7,6	7,8	7,9	7,8	8,0
Grèce	3,1	2,5	1,9	1,9	///
Espagne	2,3	2,1	2,0	1,9	1,8
France	**11,1**	**10,8**	**10,7**	**10,6**	**10,2**
Irlande	11,8	12,3	12,7	12,4	12,4
Italie	5,8	5,2	4,8	5,0	4,8
Luxembourg	9,5	10,0	9,6	9,7	10,9
Pays-Bas	9,7	9,2	7,2	6,3	5,5
Portugal	7,4	7,7	7,6	7,0	6,9
Royaume-Uni	11,6	11,0	10,8	11,1	///
Europe des Douze	**8,7**	**8,4**	**8,1**	**8,1**	**e 7,9**
Emploi/Chômage :					
Belgique	13,3	13,3	12,4	11,9	11,5
Danemark	15,3	13,2	12,8	13,7	14,6
Allemagne (ex-RFA)	6,6	6,5	6,7	6,8	6,3
Grèce	3,0	3,2	3,2	3,2	///
Espagne	17,9	17,1	15,7	15,2	14,7
France	**6,0**	**6,5**	**6,6**	**6,8**	**6,6**
Irlande	16,1	16,3	16,2	15,7	15,1
Italie	3,4	3,0	2,4	2,0	1,7
Luxembourg	1,3	1,3	1,4	1,0	0,8
Pays-Bas	12,1	11,5	11,1	10,3	9,6
Portugal	2,6	3,5	3,1	2,7	3,0
Royaume-Uni	10,8	9,9	7,9	6,2	///
Europe des Douze	**8,2**	**7,9**	**7,3**	**6,9**	**e 6,6**

NB.—Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.04-4 (suite et fin)

Prestations de protection sociale par risques dans la CEE

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) *Unité :* %

	1985	1986	1987	1988	1989
Autres : logement et divers :					
Belgique	1,5	1,3	1,3	1,2	1,1
Danemark	5,5	5,6	6,2	6,1	5,8
Allemagne (ex-RFA)	3,1	3,2	3,3	3,3	3,8
Grèce	8,3	8,2	8,6	8,6	///
Espagne	0,4	0,4	0,6	0,8	0,8
France	**3,4**	**3,4**	**3,4**	**3,4**	**3,7**
Irlande	5,8	5,7	5,6	6,0	5,5
Italie	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0
Luxembourg	0,8	0,7	0,9	0,7	0,8
Pays-Bas	3,2	3,3	4,2	3,6	3,7
Portugal	2,9	2,9	3,2	3,2	3,5
Royaume-Uni	7,0	7,4	7,3	6,5	///
Europe des Douze	**3,3**	**3,4**	**3,4**	**3,2**	**e 3,3**

(1) Santé : maladie; invalidité-infirmité; accident du travail et maladie professionnelle.

TABLEAU C.04-5

Dépenses de protection sociale en % du PIB dans la CEE (1)

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) *Unité :* %

	1985	1986	1987	1988	1989
Belgique	29,3	29,5	29,0	27,7	26,7
Danemark	27,8	26,7	27,5	29,3	29,6
Allemagne (ex-RFA)	28,2	28,0	28,3	28,3	27,3
Grèce	15,4	15,5	16,0	16,5	e 16,3
Espagne	17,8	17,5	17,2	17,2	17,3
France	**28,8**	**28,5**	**28,2**	**28,2**	**28,0**
Irlande	24,0	24,3	23,6	22,4	20,6
Italie	22,5	22,5	23,0	23,1	23,2
Luxembourg	25,5	24,8	26,1	26,2	25,6
Pays-Bas	31,1	30,9	31,4	30,9	30,2
Portugal	16,1	16,3	16,1	17,1	18,1
Royaume-Uni	24,4	24,4	23,6	22,1	e 20,6
Europe des Douze	**25,9**	**25,8**	**25,7**	**25,3**	**e 24,7**

(1) Prestations de protection sociale + coûts administratifs + autres dépenses courantes.

TABLEAU C.04-6

Recettes de protection sociale par type de financement dans la CEE

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE)

Unité : % du total des recettes courantes

	1985	1986	1987	1988	1989
Total des recettes courantes en millions d'Ecus :					
Belgique	31.712	34.083	34.984	36.547	37.552
Danemark	23.523	24.581	26.539	29.148	30.758
Allemagne (ex-RFA)	242.373	266.911	285.513	297.388	312.247
Grèce	6.447	5.699	6.114	6.982	8.052
Espagne	38.232	41.592	45.097	52.012	62.234
France	**203.700**	**211.756**	**219.926**	**230.821**	**246.525**
Irlande	5.929	6.206	6.080	6.193	6.360
Italie	132.709	143.735	153.668	165.885	190.191
Luxembourg	1.288	1.451	1.514	1.622	1.802
Pays-Bas	63.534	65.640	68.866	71.527	72.141
Portugal	4.611	5.322	5.592	5.894	7.180
Royaume-Uni	169.814	158.610	163.208	183.917	193.078
Europe des Douze	**923.901**	**965.586**	**1.017.100**	**1.087.937**	**1 168.120**
Cotisations sociales d'employeurs :					
Belgique	40,2	40,5	41,3	40,6	41,2
Danemark	10,1	10,5	10,7	8,4	8,7
Allemagne (ex-RFA)	40,9	41,1	40,9	40,8	40,4
Grèce	46,9	46,1	41,2	41,2	...
Espagne	52,4	51,4	52,3	51,7	53,2
France	**52,3**	**52,8**	**52,2**	**51,8**	**51,7**
Irlande	22,2	22,0	22,1	23,3	23,6
Italie	52,6	53,4	52,2	51,9	52,6
Luxembourg	33,4	32,2	33,4	32,3	32,6
Pays-Bas	31,9	33,3	33,3	32,7	31,2
Portugal	47,7	52,8	51,9	49,5	49,1
Royaume-Uni	29,6	28,7	28,4	29,2	...
Europe des Douze	**42,0**	**42,5**	**42,2**	**41,9**	**42,2**
Cotisations sociales de personnes protégées :					
Belgique	24,3	24,9	26,7	25,9	26,4
Danemark	4,0	4,1	4,3	4,4	5,0
Allemagne (ex-RFA)	30,1	30,2	30,2	30,4	30,5
Grèce	37,1	37,4	33,8	33,8	...
Espagne	19,9	20,2	19,4	18,8	18,5
France	**25,0**	**26,0**	**27,0**	**27,4**	**28,7**
Irlande	12,4	12,3	13,1	14,7	15,2
Italie	14,6	15,6	16,1	15,6	14,7
Luxembourg	25,6	23,7	23,3	22,9	22,9
Pays-Bas	36,1	34,5	35,8	36,0	34,9
Portugal	16,1	16,2	19,3	18,7	18,6
Royaume-Uni	16,6	16,8	16,8	17,3	...
Europe des Douze	**23,3**	**23,8**	**24,2**	**24,1**	**24,0**
Contributions publiques :					
Belgique	31,5	30,6	28,0	29,5	28,4
Danemark	78,5	77,7	78,1	80,3	79,6
Allemagne (ex-RFA)	25,4	25,2	25,5	25,6	26,2
Grèce	7,5	9,5	16,8	16,8	...
Espagne	25,8	26,5	26,1	27,4	26,3
France	**19,6**	**18,3**	**18,2**	**18,2**	**17,2**
Irlande	64,5	64,9	63,9	61,1	60,0
Italie	29,5	27,8	28,7	29,5	29,8
Luxembourg	34,1	37,6	36,8	38,6	37,7
Pays-Bas	16,3	15,6	14,0	14,5	16,6
Portugal	33,2	27,0	24,7	27,0	27,2
Royaume-Uni	43,7	43,9	42,6	41,3	...
Europe des Douze	**29,2**	**28,3**	**28,0**	**28,4**	**28,4**
Autres recettes en % du total des recettes courantes :					
Europe des Douze	**5,6**	**5,4**	**5,6**	**5,6**	**5,4**

TABLEAU C.04-7

Prestations versées par l'ensemble des régimes selon la nature du risque et le type de prestation

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés — *Unité :* Million de francs

	1985	1988	1989	1990
Assurance maladie :				
Soins de santé	276.872	335.264	368.488	394.052
Indemnités journalières	18.366	17.809	19.116	20.931
Total maladie	**295.238**	**353.073**	**387.604**	**414.983**
Assurance maternité :				
Soins de santé	8.245	9.437	9.641	10.093
Indemnités journalières	7.077	7.692	8.230	8.944
Total maternité	**15.322**	**17.129**	**17.871**	**19.037**
Assurance invalidité	**14.530**	**15.807**	**15.992**	**16.174**
Assurance décès	**952**	**904**	**917**	**961**
Assurances AT et MP (1) :				
Soins de santé	4.175	4.785	5.158	6.774
Prestations en espèces	4.763	5.259	5.953	6.693
Incapacité permanente (2)	22.317	22.835	23.426	24.147
Total AT + MP (1)	**31.254**	**32.880**	**34.537**	**37.614**
TOTAL GENERAL	**357.296**	**419.793**	**456.921**	**488.769**

(1) AT = Accidents du travail; MP = Maladies professionnelles.
(2) Rentes + autres charges techniques.

TABLEAU C.04-8

Prestations maladie versées par le régime général et l'ensemble des régimes, ventilées par type de prestation

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés — *Unité :* Million de francs

	Régime général				Ensemble des régimes			
	1985	1988	1989	1990	1985	1988	1989	1990
Consultations	11.529	15.530	16.434	17.629	13.894	18.616	19.582	...
Visites	4.634	4.923	5.330	5.662	6.081	6.419	6.918	...
Chirurgie [K, KC] (1)	7.501	9.287	10.480	11.592	9.636	11.927	13.011	...
Radiologie [(Z, ZB] (2)	4.750	5.787	6.462	6.715	5.861	7.099	7.897	...
Autres	1.627	2.117	2.335	2.572	2.294	2.860	3.485	...
Total honoraires médicaux	**30.041**	**37.644**	**41.041**	**44.170**	**37.766**	**46.921**	**50.893**	**54.512**
Honoraires dentaires	8.458	9.603	10.071	10.310	10.331	11.588	12.093	12.318
Total honoraires privés (médicaux + dentaires)	**38.499**	**47.247**	**51.112**	**54.480**	**48.097**	**58.509**	**62.986**	**66.830**
Versements aux établissements du secteur public	103.721	130.386	142.629	153.709	130.773	...	...	...
Versements aux établissements du secteur privé	16.189	18.547	20.415	21.957	23.372	...	...	...
Total versements aux établissements d'hospitalisation	**119.910**	**148.933**	**163.044**	**175.666**	**154.145**	**187.781**	**204.334**	**220.001**
Pharmacie	30.914	36.075	41.697	43.453	41.360	47.905	54.923	...
Actes en AM et SFI (3)	8.615	11.183	12.818	14.068	11.195	14.685	16.733	...
Actes en B, BP, BM et KB (4)	6.322	8.405	9.361	9.173	7.967	10.549	11.727	...
Optique et orthopédie	2.277	2.724	3.172	3.974	2.954	3.578	4.134	...
Total prescriptions	**48.128**	**58.387**	**67.048**	**70.668**	**63.476**	**76.717**	**87.517**	**92.078**
Autres prestations	7.867	9.456	10.496	11.491	11.154	12.257	13.651	15.143
Prestations en espèces	17.188	16.706	17.974	19.724	18.366	17.809	19.116	20.931
Total maladie	**231.592**	**280.729**	**309.674**	**332.029**	**295.238**	**353.073**	**387.604**	**414.983**

(1) K, KC : actes de chirurgie et de spécialités.
(2) Z, ZB : actes utilisant des radiations ionisantes.
(3) AM, SFI : actes auxiliaires médicaux.
(4) B, BP, BM, KB : actes de biologie.

TABLEAU C.04-9

Dépenses d'aide sociale par type

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'intégration —SESI

Unité : Million de francs

	1985	1986	1987	1988	1989
DEPENSES BRUTES (1)					
Aide médicale :					
Cotisations d'assurance maladie obligatoire au taux spécial adultes handicapés	1.435,1	(2) ■ 7,4	///	///	///
Interruption volontaire de grossesse	7,9	8,0	7,4	5,8	5,6
Hospitalisation des alcooliques dangereux	1,2	0,8	0,0	0,0	0,0
Total	**1444,2**	**16,2**	**7,4**	**5,8**	**5,6**
Aide sociale aux personnes âgées :					
Allocations simples	84,0	92,4	96,9	96,3	97,7
Aide sociale aux personnes handicapées :					
Placement en :					
Centre de rééducation professionnelle	40,3	22,5	6,9	2,1	1,0
Centre d'aide par le travail	2.917,6	2.671,1	3.115,9	3.284,7	3.487,4
Sous-total placement	2.957,9	2.693,6	3.122,8	3.286,8	3.488,4
Allocation différentielle	1,33,3	132,3	123,4	109,9	99,9
Total	**3091,2**	**2.825,9**	**3.246,2**	**3.396,7**	**3.588,3**
Aide sociale en matière d'hébergement	1.722,2	1.558,3	1.698,1	1.724,0	1.781,2
Prévention et réadaptation sociale	31,9	25,4	35,3	51,8	88,0
Sans domicile de secours	1.226,4	1.370,0	1.081,3	1.144,7	1.105,7
Aide médicale générale	628,1	730,6	544,3	579,5	571,9
Aide médicale aux tuberculeux	16,0	9,6	3,8	5,7	8,5
Aide médicale aux malades mentaux	143,4	147,2	116,7	121,8	92,5
Aide sociale à l'enfance	82,1	70,9	43,0	56,3	46,8
Aide sociale aux personnes handicapées	109,8	117,0	111,1	110,1	108,9
Aide sociale aux personnes âgées	246,8	294,7	261,8	270,7	277,0
Allocations diverses :					
Allocation de loyer	0,3	0,5	—	—	—
Allocation militaire	4,7	3,4	7,8	7,2	3,0
Allocation supplémentaire (FNS)	89,7	96,3	133,9	93,3	104,2
Total	**94,7**	**100,2**	**141,7**	**100,5**	**107,2**
Divers	...	51,9	149,1	155,3	185,1
Frais d'administration et de contrôle	549,6	576,6	///	///	///
Total	**8244,2**	**6.616,9**	**6.456,0**	**6.675,1**	**6.958,8**
DEPENSES NETTES (3)					
Aide sociale à l'enfance et à la mère	15.462,8	15.875,3	16.205,9	16.695,5	16.772,2
Aide médicale :					
Aide médicale générale	2.115,8	2.224,2	2.014,9	2.126,3	2.470,9
A domicile	640,6	681,6	644,2	719,2	850,7
Hospitalière	1.053,3	1.063,8	956,4	915,3	887,4
Cotisation d'assurance personnelle (4)	421,9	478,8	414,3	491,8	732,7
Aide médicale aux tuberculeux	22,5	20,4	15,5	7,6	7,8
Aide médicale aux malades mentaux	141,5	132,9	136,7	133,6	128,6
Contraception	1,4	1,7	—	—	—
Total	**2.281,2**	**2.379,2**	**2.167,1**	**2.267,5**	**2.607,3**
Aide sociale aux personnes âgées	**6.434,3**	**6.142,2**	**6.054,4**	**6.010,7**	**5.998,5**
A domicile	1.705,0	1.619,7	1.566,1	1.439,1	1.445,1
Hébergement	4.729,3	4.522,5	4.488,3	457,6	4.553,4
Aide sociale aux personnes handicapées	**8.694,7**	**9.255,1**	**9.631,6**	**10.184,3**	**10.958,5**
A domicile	4.521,2	4.841,1	5.175,5	5.449,3	5.916,3
Hébergement	3.999,6	4.283,4	4.356,7	4,653,3	4.988,3
Education spécialisée	173,9	130,6	99,4	81,7	54,0
Service social départemental	1.997,4	2.151,9	2.318,2	2.462,4	2.510,5
Frais communs	404,2	549,3	1.187,6	1.281,3	1.365,9
Total	**35.274,6**	**36.353,0**	**37.564,8**	**38.901,7**	**40.212,9**

(1) Aide sociale relevant de l'Etat.
(2) Transfert de compétences de l'Etat au département comme suite à la loi de décentralisation .
(3) Aide sociale relevant du département. Les dépenses nettes correspondent aux dépenses brutes diminuées des recettes .
(4) Dépenses brutes en 1985 et 1986, dépenses nettes depuis 1987.

TABLEAU C.04-10

Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'intégration—SESI

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
AIDE RELEVANT DE L'ETAT							
Aide médicale :							
Cotisations d'assurance maladie obligatoire au taux spécial adultes handicapés	331.875	347.364	363.019	///	///	///	///
Interruption volontaire de grossesse	14.562	10.513	10.090	9.286	8.933	8.342	7.398
Aide sociale aux personnes âgées :							
Allocations simples	5.119	5.471	6.268	6.077	5.720	5.927	5.666
Aide sociale aux personnes handicapées :							
Placement en :							
Centre de rééducation professionnelle (1)	2.692	1.883	1.766	563	626	652	1.514
Centre d'aide par le travail	54.266	57.962	59.799	62.819	64.276	65.235	66.834
Sous-total placement	56.958	59.845	61.565	63.382	64.902	65.887	68.348
Allocation différentielle	8.991	8.753	8.394	7.894	7.671	6.587	5.522
Aide sociale en matière d'héberbergement et de réadaptation sociale (2)	**114.181**	**125.131**	...	...	**125.375**	**125.224**	**124.074**
Sans domicile de secours :							
Aide médicale générale (3)	...	e 76.838	...	86.000	93.000	98.000	e 103.000
Hébergement des personnes âgées	...	e 4.696	...	4.276	3.668	3.728	e 3.417
Hébergement des personnes handicapées	...	e 1.686	...	1.636	1.558	1.112	e 874
Allocations diverses :							
Allocation de loyer	60	63	...	...	...	...	...
Allocation militaire	6.589	4.675	1.502	947	931	904	706
Allocation supplémentaire (FNS)	4.234	6.718	4.568	4.942	4.283	4.777	5.071
AIDE RELEVANT DU DEPARTEMENT							
Aide sociale à l'enfance :							
Pupilles (y compris sous condition)	14.704	12.827	11.162	9.973	8.249	7.012	6.287
Enfants en garde	67.866	66.826	66.120	64.960	67.135	66.585	67.038
Accueil provisoire	51.026	49.364	44.176	40.339	39.057	37.910	35.912
Sous-total enfants placés	133.596	129.017	121.458	115.272	114.441	111.507	109.237
Enfants secourus	...	204.712	...	...	...	...	...
Enfants sous protection conjointe	...	...	28.823	26.761	26.634	27.513	25.363
Enfants AEMO (4)	...	97.529	99.586	101.727	105.262	108.656	111.533
Aide médicale :							
Aide médicale générale :							
Aide à domicile (5)	...	438.763	...	...	...	...	...
Aide hospitalière (5)	342.049	347.721	300.994	296.245	290.825	301.410	301.851
Assurance volontaire ou personnelle (6)	51.560	56.546	71.016	73.302	93.909	96.609	e 159.903
Assurance volontaire au taux majoré	3.241	3.313	///	///	///	///	///
Aide médicale aux tuberculeux	1.375	1.168	764	496	689	587	635
Aide médicale aux malades mentaux	17.053	19.953	10.845	12.781	13.656	14.163	16.744
Aide sociale aux personnes âgées :							
Hébergement :							
En établissement	180.445	160.428	150.827	146.850	142.769	141.479	142.041
En milieu familial	698	492	518	490	466	447	492
Sous-total hébergement	181.143	160.920	151.345	147.340	143.235	141.926	142.533

N.B.— Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU C.04-10 (suite et fin)

Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre

Source : Ministère des Affaires sociales

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Aide à domicile :							
Allocations représentatives de services ménagers	7.575	6.332	5.100	4.177	3.599	2.976	2.513
Services ménagers	140.483	137.665	129.248	121.819	111.667	107.376	110.009
Aide sociale aux personnes handicapées :							
Hébergement :							
En foyer, hospice, logement-foyer	62.404	63.177	62.284	62.885	66.452	64.580	67.225
En milieu familial	2.304	2.380	2.342	2.417	2.570	2.623	2.573
Sous-total hébergement	64.708	65.557	64.626	65.302	69.022	67.203	69.798
Aide à domicile :							
Aide ménagère	5.156	5.413	4.880	5.689	6.866	6.945	7.640
Allocation compensatrice	142.020	150.538	155.930	161.087	169.980	179.123	194.051
Anciennes allocations	14.023	9.202	...	...	...	...	...

(1) De 1981 à 1985 il s'agit de la prise en charge des non-assurés sociaux ou du ticket modérateur, à partir de 1986 il s'agit uniquement de la prise en charge des frais de repas et d'un forfait éventuel.
(2) Nombre d'admissions dans l'année.
(3) Admissions à l'aide médicale à domicile + aide médicale hospitalière.
(4) AEMO, action éducative en milieu ouvert.
(5) Nombre d'admissions dans l'année.
(6) En 1989, y compris les bénéficiaires de cotisations d'assurance personnelle au titre du RMI.

TABLEAU C.04-11

Prestations familiales : Ensemble des régimes. Montant global

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) — *Unité :* Million de francs

	1987	1988	1989	1990
Tous régimes (1)	119.653	125.013	128.817	134.006
Hors contribution au FNH (2)	110.168	114.307	116.515	120.204
Régime général	100.521	105.643	109.258	114.449
Hors contribution au FNH (2)	91.737	95.731	98.125	101.903

(1) Prestations versées au titre du Fonds national des prestations familiales (FNPF); celles versées au titre du Fonds national d'aide au logement (FNAL) et du Fonds national de l'habitation (FNH) sont exclues. Les soldes et bonifications des prêts, les accords CEE et l'allocation de logement virtuelle sont pris en compte. L'allocation de logement virtuelle est la contribution de la CNAF au FNH correspondant à l'allocation logement qui serait versée si l'Aide personnalisée au logement (APL) n'existait pas.
(2) Sans compter l'allocation de logement virtuelle.

TABLEAU C.04-12

Prestations familiales : Ensemble des régimes. Familles allocataires, enfants bénéficiaires

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) — *Unité :* Millier de bénéficiaires

	1987	1988	1989
Familles allocataires :			
Tous régimes	5.867	5.853	5.826
dont : régime général	4.803	4.814	4.823
Enfants bénéficiaires :			
Tous régimes	12.435	12.430	12.482
dont : régime général	10.091	10.150	10.181

TABLEAU C.04-13

Prestations familiales. Ensemble des régimes.
Montants détaillés par allocation

Année 1990

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) *Unité :* Million de francs

Prestations complément de revenu :	
Allocations familiales	62.834
Complément familial	8.364
Allocation de parent isolé	3.756
Supplément de revenu familial	26
Prestations liées à la maternité :	
Allocation pour jeune enfant	19.295
Allocation parentale d'éducation	5.971
Allocation de garde d'enfant à domicile	264
Prestations spécifiques :	
Allocation de soutien familial	3.515
Allocation d'éducation spéciale	1.244
Allocation de rentrée scolaire	1.935
Allocation de logement à caractère familial	11.901
Prime de déménagement	25
Dépenses diverses :	
Prestations versées à l'étranger et accords CEE	321
Allocation différentielle	167
Dépenses techniques	530
Bonification des prêts aux jeunes ménages	63
Solde des prêts à l'amélioration de l'habitat	7
Total Prestations familiales (1)	**120.218**
Prestations versées au titre du Fonds national d'Aide au logement [FNAL] (2) :	
Allocation de logement à caractère social	9.327
Prestations versées au titre du Fonds national de l'Habitation (FNH) :	
Aide personnalisée au logement	27.568
Prime de déménagement	31

(1) Hors allocation de logement virtuelle.
(2) Régime général, mines, régimes agricoles seulement. Ne sont pas pris en compte les services particuliers (SNCF, EDF, GDF, RATP) et les services spéciaux (PTT, autres fonctionnaires, offices et établissements).

TABLEAU C.04-14

Prestations familiales. Régime général. Montants et bénéficiaires par allocation

Année 1990

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)

Unités : Million de francs
Millier de bénéficiaires

	Montants	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires
Prestations complément de revenu :			
Allocations familiales	51.345	3.652	9.214
Complément familial	6.867	742	///
Allocation de parent isolé	3.717	129	///
Supplément de revenu familial	25	///	///
Prestations liées à la maternité :			
Allocation pour jeune enfant (1)	16.909	1.647	///
Allocation parentale d'éducation	5.119	156	///
Allocation de garde d'enfant à domicile	225	1	///
Prestations spécifiques :			
Allocation de soutien familial	3.167	417	617
Allocation d'éducation spéciale	1.033	77	80
Allocation de rentrée scolaire	1.649	2.245	4.397
Logement :			
Allocation de logement à caractère familial	10.817	993	///
Prime de déménagement	23	///	///
Dépenses diverses :			
Prestations versées à l'étranger et accords CEE	263	99	///
Allocation différentielle	167	18	///
Dépenses techniques	508	///	///
Bonification des prêts aux jeunes ménages	62	///	///
Solde des prêts à l'amélioration de l'habitat	6	///	///
Total des prestations familiales (2)	**101.902**	///	///
Prestations versées au titre du Fonds national d'aide au logement (FNAL) (2) :			
Allocation de logement à caractère social	8.132	911	///
Prime de déménagement	—	///	///
Prestations versées au titre du Fonds national de l'habitation (FNH) :			
Aide personnalisée au logement	26.214	2.280	///
Prime de déménagement	30	///	///

(1) Bénéficiaires d'au moins une des prestations énumérées.
(2) Hors allocation de logement virtuelle.

TABLEAU C.04-15

Montant moyen des retraites de droit direct selon les régimes de base d'affiliation (1)

Retraités totalisant 150 trimestres ou plus de durée d'assurance — avantages principaux uniquement

Année 1991

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'intégration —SESI

Unité : Montant mensuel en francs

Régimes de base versant des droits directs	Retraite moyenne (1)		
	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes
Un seul régime d'affiliation :			
Régime général (RG)	9.424	5.639	**7.917**
Cadres 15 ans et plus (2)	15.045	10.750	**14.473**
Cadres moins de 15 ans (2)	9.488	8.236	**9.159**
Autres (3)	6.890	5.142	**6.051**
Exploitants agricoles	2.350	1.442	**1.883**
Fonctionnaires	11.306	9.421	**10.713**
dont : Fonctionnaires civils	11.437	9.478	**10.680**
Catégories A	14.552	12.167	**13.961**
Catégories B	9.124	9.093	**9.106**
Autres (C, D)	6.103	6.378	**6.213**
Artisans ou commerçants	3.228	2.855	**3.152**
Salariés agricoles	4.069	3.027	**3.873**
Autres régimes de base (mines, marins, EDF, SNCF)	8.857	3.998	**7.866**
Plusieurs régimes d'affiliation :			
RG + salariés agricoles	6.268	4.254	**5.449**
RG + artisans ou commerçants	6.033	4.198	**5.286**
RG + exploitants agricoles	5.413	2.848	**3.823**
RG + fonctionnaires	10.682	7.006	**9.543**
RG + un autre régime de base	8.905	5.570	**7.626**
Salariés agricoles + exploitants agricoles	3.470	2.189	**3.043**
RG + salariés agricoles + exploitants agricoles	4.853	3.355	**4.564**
RG + deux ou trois autres régimes de base (sauf salariés agricoles et exploitants agricoles)	6.891	4.292	**6.177**
Autres situations	**6.737**	**4.795**	**6.168**
Ensemble des régimes	**7.402**	**4.275**	**5.982**

(1) Avantages principaux de base et complémentaires - hors avantages accessoires.
(2) Sont considérés ici comme cadres les salariés du régime général qui ont été affiliés à l'AGIRC au cours de leur carrière. On a, d'autre part, opéré une distinction entre les durées d'affiliation à cet organisme (plus de 15 ans, moins de 15 ans).
(3) La rubrique « autres » regroupe les non-cadres du privé, ainsi que les agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques.

TABLEAU C.04-16

Montant global moyen des retraites selon le sexe, l'âge et la nature de la pension

Ensemble des retraités (quelle que soit la durée d'assurance)

Année 1988

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'intégration —SESI

Unité : Montant mensuel en francs (1)

	Année de naissance du retraité				
	1906 (82 ans)	1912 (76 ans)	1918 (70 ans)	1922 (66 ans)	**Ensemble**
Sexe masculin	**5.270**	**6.142**	**7.184**	**7.153**	**6.613**
Sexe féminin	**3.298**	**3.470**	**3.654**	**3.510**	**3.504**
Droits directs	2.088	2.432	2.797	2.900	**2.662**
Réversion	1.210	1.038	857	610	**842**
Les deux sexes	**4.323**	**4.821**	**5.248**	**5.227**	**5.002**

(1) Montant incluant les avantages principaux de base et complémentaires, les avantages accessoires (bonification pour enfants, majoration pour conjoint à charge, allocation du FNS...) et les pensions de réversion.

TABLEAU C.04-17

Montant moyen des retraites de droit direct perçues selon le sexe et l'âge du retraité

Retraités totalisant 150 trimestres ou plus de durée d'assurance

Année 1988

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'intégration —SESI

Unité : Montant mensuel en francs (1)

	Année de naissance du retraité				
	1906 (82 ans)	1912 (76 ans)	1918 (70 ans)	1922 (66 ans)	**Total**
Sexe masculin	5.752	6.687	7.564	7.513	**7.134**
Sexe féminin	3.624	4.114	4.735	4.723	**4.514**
Les deux sexes	**5.229**	**6.014**	**6.685**	**6.624**	**6.355**

(1) Montant incluant les avantages principaux de base et complémentaires, et les avantages accessoires (bonification pour enfants, majoration pour conjoint à charge, allocation du FNS...).

TABLEAU C.04-18

Prestations vieillesse versées par le fonds national de solidarité. Montants et nombre de bénéficiaires

Source : Caisse des Dépôts et Consignations

Unité : Effectif en milliers
Montant en millions de F

	1985	1987	1988	1989
Fonds national de solidarité vieillesse :				
Effectifs	1.486,7	1.371,0	1.317,2	1.265,6
Montants versés	19.610	18.581	17.947	17.764

TABLEAU C.04-19

Minimum vieillesse

Montant annuel des allocations constituant le minimum vieillesse : au 1er juillet

Source : Ministère des Affaires sociales et l' intégration - Direction de la Sécurité sociale

Unité : Francs

	1985	1988	1989	1990	1.991	1.992
Allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS)	12.990	14.130	14.490	14.990	15.365	15.800
Allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité (FNS)	17.480	19.020	19.500	20.180	20.690	21.280
Minimum vieillesse :						
Personne seule	30.470	33.150	33.990	35.170	36.055	37.080
Couple	55.220	59.490	60.990	63.110	64.690	66.520

TABLEAU C.04-20

Montant annuel des allocations de chômage et de préretraites et nombre de bénéficiaires

Source : Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle — *Unité :* Million de francs

	1985		1988		*p* 1989		*p* 1990	
	Montant	Bénéficiaires	Montant	Bénéficiaires	Montant	Bénéficiaires	Montant	Bénéficiaires
Chômage								
Allocation de base et allocation de base exceptionnelle	39.727,1	930.058	53.641,5	1.083.471	54.970,5	1 073.093	59.607,2	1.083.125
Allocation de fin de droits	5.738,7	290.684	6.715,5	268.214	6.910,2	268.466	7.568,4	261.492
Total allocations du régime d'assurance	45.465,8	1.220.742	60.357,0	1.351.685	61.880,7	1.341.559	67.175,6	1.344.617
Allocation d'insertion	4.053,1	212.029	3.391,7	160.302	3.025,7	148.049	2.700,0	136.807
Allocation de solidarité spécifique	3.088,1	142.030	7.412,9	294.870	8.142,5	315.854	8.811,9	326.970
Total allocations du régime de solidarité	7.141,2	354.059	10.804,6	455.171	11.168,2	463.903	11.511,9	463.776
Total allocations de chômage	52.607,0	1.574.801	71.161,6	1.806.856	73.048,9	1.805.462	78.687,5	1.808.393
Préretraites								
Allocations spéciales FNE	9.446,5	137.143	14.053,1	187.196	14.420,4	188.561	14.364,8	176.133
Contrats de solidarité de préretraite - démission	9.908,3	124.931	944,9	7.611	11,8	49	0,0	24
Contrats de solidarité de préretraite - progressive	77,5	1.770	329,5	8.950	412,4	11.026	474,6	12.244
Total préretraites Etat	19.432,3	263.844	15.327,5	203.757	14.844,6	199.636	14.839,4	188.401
Total garanties de ressources	28.332,7	375.249	17.487,3	199.080	14.322,4	155.612	10.942,5	111.642
dont : Garanties de ressources - démission	15.469,0	203.590	10.843,9	123.967	8.799,7	97.306	6.747,9	69.942
Garanties de ressources - licenciement	12.863,2	171.652	6.643,4	75.113	5.319,4	58.306	4.077,5	41.699
Total dispositifs généraux de préretraite	47.765,0	639.093	32.814,8	402.837	29.167,0	355.248	25.781,9	300.043

TABLEAU C.04-21

Familles bénéficiaires du RMI en métropole et allocation moyenne selon la situation familiale (1)

Ensemble des régimes en décembre 1990

Sources : Caisse nationale des allocations familliales
Mutualité sociale agricole

	Effectif	Allocation moyenne (F/mois)
Personne sans conjoint :		
Sans enfant	243.531	1.716
Avec un enfant	51.266	1.960
Avec deux enfants	25.677	1.823
Avec trois enfants et plus	12.856	1.694
Couple :		
Sans enfant	19.279	1.951
Avec un enfant	22.622	2.019
Avec deux enfants	20.436	2.104
Avec trois enfants et plus	26.445	2.129
Total	**422.102**	**1.800**

(1) Les enfants figurant dans ce tableau sont à charge au sens du RMI

TABLEAU C.04-22

Bénéficiaires du RMI selon l'âge et la nationalité de l'allocataire (1)

Décembre 1990

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'intégration —SESI

	Effectif
Âge :	
Moins de 25 ans	21.444
De 25 à 29 ans	103.850
De 30 à 39 ans	124.954
De 40 à 49 ans	83.925
De 50 à 59 ans	59.027
60 ans et plus	15.041
Total	**408.241**
Nationalité :	
Française	355.986
Etrangère CEE	6.940
Etrangère hors CEE	45.315
Total	**408.241**

(1) Ensemble sauf régime agricole

TABLEAU C.04-23

Revenu mensuel minimum d'insertion [RMI] (1)

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'intégration (SESI) *Unité :* Francs

	Décembre 1988	Juillet 1989	Janvier 1990	Avril 1990	Juillet 1990	Janvier 1991	Juillet 1991
Personne seule	2.000	2.025	2.080	2.080	2.110	2.146	2.163
Majoration pour conjoint ou 1re personne à charge d'une personne isolée	1.000	1.012	1.040	1.040	1.055	1.073	1.081
Majoration pour autres personnes à charge (2)	600	607	624	(2) 624	633	644	649
Majoration pour la 3e personne à charge (3)	600	607	624	(3) 832	844	858	865

(1) Dans les DOM, les seuils sont inférieurs de 20 %.
(2) Cette majoration concerne la 1re et la 2e personne à charge d'un couple ou une 2e personne à charge d'une personne isolée.
(3) Cette majoration concerne la 3e personne et plus à charge d'un couple ou d'une personne isolée.

D

Consommation et conditions de vie

Chapitre D.01

Consommation et conditions de vie

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux.

Graphique : évolution de la consommation de quelques grands produits.

1. Consommation des ménages classée par fonction.
2. Consommation des ménages classée par durabilité.
3. Principales quantités consommées par les résidents et non-résidents en France.
4. Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage.

5A. Équipement des ménages en biens durables selon l'âge du chef de ménage.

5B. Équipement des ménages en biens durables selon la taille du ménage.

6. Répartition en pourcentage des repas pris à l'extérieur selon la catégorie socioprofessionnelle individuelle.
7. Répartition en pourcentage des repas pris à l'extérieur selon la catégorie de communes.
8. Taux d'équipement des ménages européens en biens durables.
9. Le budget des ménages en 1989.
10. Évolution des emplois du temps des adultes citadins entre 1974-1975 et 1985-1986.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du département « Conditions de vie des ménages et prix de détail » et la division « Synthèses relatives aux biens et services » de l'INSEE.

1. MÉTHODOLOGIE

Les informations relatives à la consommation des ménages et à son évolution, qui composent ce chapitre, sont de trois types :

— dépenses globales de consommation au sens des comptes nationaux;
— estimation des quantités consommées de certains produits alimentaires et de quelques autres biens et services, parcs de biens durables;
— données issues de diverses enquêtes auprès des ménages, apportant un éclairage sur leurs modes de vie et leurs comportements.

Consommation des ménages en comptabilité nationale

Les estimations présentées dans la consommation des ménages sont homogènes aux autres données de la comptabilité nationale (dans le système élargi de comptabilité nationale — SECN — base 1980) : leur addition forme exactement le total « Consommation des ménages » qui constitue le principal emploi du compte d'utilisation du revenu des ménages (1). Ces tableaux analysent, avec un certain détail, la structure de la consommation des ménages et son évolution récente.

Les évaluations de la consommation sont obtenues à partir de quatre sources principales :

— enquêtes directes (générales ou spécialisées) auprès des ménages;
— statistiques de production;
— statistiques du commerce extérieur;
— statistiques de distribution.

● Ces enquêtes périodiques sont réalisées par sondage auprès d'échantillons aléatoires de 5.000 à 15.000 ménages. Elles ne sont pas parfaitement adaptées aux évaluations des comptes nationaux car elles ont un champ et une périodicité différents. Mais les enquêtes constituent le seul moyen de saisir les disparités entre les catégories socioprofessionnelles et permettent la description d'autres aspects des modes de vie (niveau d'équipement, déplacements, etc.).

Les principales enquêtes utilisées pour estimer la consommation des ménages sont les suivantes :

— l'enquête de conjoncture auprès des ménages anciennement appelée « enquête intentions d'achats »; effectuée trois fois par an, elle donne notamment les informations sur les parcs et les achats annuels de biens durables;
— l'enquête permanente sur la consommation alimentaire, réalisée annuellement sauf en 1975, est devenue bi-annuelle à partir de 1983;
— l'enquête sur la structure des budgets de famille, couvrant toutes les dépenses des ménages, de périodicité variable, celle de 1978-1979 a servi à l'établissement du niveau de la base 1980;
— les enquêtes habillement;
— les enquêtes logement;
— les enquêtes santé;
— les enquêtes transports.

Les références de ces enquêtes sont données dans la rubrique « Sources de documentation ».

● Les statistiques de production et celles du commerce extérieur permettent de calculer, pour un produit donné, les ressources sur le territoire. Elles sont établies soit en valeur, soit en quantités physiques.

Les statistiques de production en valeur résultent le plus souvent de l'exploitation des déclarations fiscales de chiffres d'affaires des différents secteurs d'activité (principalement déclarations de bénéfices industriels et commerciaux) et des enquêtes annuelles d'entreprise.

Les statistiques de production en quantités physiques sont, elles aussi, largement utilisées. Souvent d'origine professionnelle (enquêtes de branche), elles sont centralisées par les services statistiques des différents ministères (ministère de l'Industrie, ministère de l'Agriculture, etc.).

Pour la consommation des ménages, les indices de prix à qualité constante résultent de très nombreuses observations effectuées mensuellement par l'INSEE pour l'établissement de l'indice de prix des 296 postes.

● Pour les statistiques de distribution différentes sources sont utilisables : les statistiques fiscales des chiffres d'affaires des entreprises commerciales, l'enquête annuelle d'entreprise du commerce, les enquêtes directes auprès de détaillants (notamment l'enquête mensuelle sur les chiffres d'affaires du commerce de détail indépendant effectuée par l'INSEE), les statistiques professionnelles établies pour certains circuits de distribution (grands magasins, magasins populaires, coopératives de consommation).

Les statistiques de distribution ne permettent pas d'estimer la consommation dans une nomenclature aussi fine que les équilibres ressources/emplois.

L'imperfection des sources disponibles (statistiques de production et du commerce extérieur, enquêtes auprès des ménages ou des détaillants), dont aucune ne peut être utilisée comme base exclusive, impose de faire une synthèse qui consiste en l'établissement de bilans des ressources et des emplois pour chaque bien ou service.

Les ressources sont constituées par la production intérieure hors TVA et les importations augmentées des droits de taxes sur les importations, par les marges commerciales et par la TVA. Les emplois se répartissent entre la consommation intermédiaire, la consommation des ménages, la formation brute de capital fixe, les exportations et enfin les variations de stocks.

L'intérêt des statistiques de distribution réside dans le fait que les chiffres d'affaires du commerce sont très proches de la consommation des ménages. Par contre, les équilibres ressources/emplois nécessitent de faire une estimation des variations de stocks et des marges, variations qui sont mal connues.

Si chaque élément est connu à partir de sources indépendantes et ayant leur propre marge d'incertitude, l'ensemble des estimations permet, par cohérence, d'améliorer notablement les chiffres les plus incertains, ou même de déduire des éléments non saisis directement. Il ne faut donc pas s'étonner de rencontrer des divergences appréciables, qui peuvent exister en certaines occasions, entre les statistiques brutes, tels par

1. Voir le chapitre G.01 « Comptabilité nationale » du présent annuaire, et le « Rapport sur les comptes de la nation » dont la référence figure en sources de documentation.

exemple les résultats globaux des enquêtes, et les évaluations retenues dans les comptes nationaux puisque celles-ci résultent de l'examen critique de l'ensemble des sources disponibles.

La détermination des niveaux est effectuée lors de l'élaboration des comptes de l'année de base. Ces évaluations résultent de la confrontation et de l'harmonisation des quatre sources déjà citées, dans le cadre des équilibres ressources/emplois.

La détermination des évolutions annuelles s'effectue chaque année en calculant les indices de valeur, de prix et de volume, sans remettre en question les niveaux de la base en cours.

Quantités consommées

Les évaluations relatives aux quantités ne sont pas toujours homogènes aux estimations, aux prix de l'année de base, de la comptabilité nationale. Des notes précisent le contenu exact de chaque ligne.

Les quantités de produits alimentaires ont été retenues après comparaison des statistiques de production et de celles du commerce extérieur. Dans certains cas, on a pu tenir compte de statistiques de distribution; ainsi s'expliquent les divergences entre les quantités retenues et certaines statistiques de production. Les quantités sont données par habitant.

Pour les produits non alimentaires et les services, ce sont les quantités totales qui figurent dans les tableaux; dans la plupart des cas, en effet, la notion de quantité par habitant n'a pas de sens.

Données d'enquêtes auprès des ménages ordinaires résidant sur le territoire métropolitain

Sont reproduites ici les données comparatives sur l'équipement des ménages pour quelques biens durables importants : automobiles, récepteurs de télévision, réfrigérateurs, machines à laver, lave-vaisselle, congélateurs. Elles sont issues des enquêtes de conjoncture auprès des ménages.

Les résultats concernant les années antérieures à 1984, datés fictivement de décembre, sont obtenus en faisant la moyenne de l'enquête de novembre de la même année et de celle de janvier de l'année suivante. Ceux de 1984 et des années suivantes sont obtenus en faisant la moyenne des enquêtes de mai et novembre, fournissant un point fictif à mi-année. En vue de permettre des regroupements, on a indiqué le nombre de ménages qui ressort de l'ensemble de ces deux enquêtes.

Les données sur la consommation alimentaire sont tirées de l'enquête réalisée tous les ans entre 1965 et 1983 (sauf en 1968 et 1975) puis tous les deux ans à partir de cette date. L'enquête porte sur un échantillon de quelque 10.000 ménages, représentatif de l'ensemble des ménages ordinaires résidant sur le territoire métropolitain, réparti en huit vagues successives, sur l'ensemble de l'année.

Cette enquête, qui permet d'étudier la structure de la consommation alimentaire et des disparités de cette consommation entre ménages, fournit également des informations sur les lieux d'achat des produits alimentaires et sur les repas pris à l'extérieur par les membres des ménages.

2. DÉFINITIONS

L'autoconsommation

L'autoconsommation est la consommation finale de biens et services par leur producteur.

Dans la pratique, l'autoconsommation de produits marchands est limitée par convention à deux catégories de biens et services :

— produits alimentaires des jardins et élevages familiaux ou des exploitations agricoles, consommés par le ménage non agricole ou l'exploitant agricole qui les a produits;

— services des logements occupés par leurs propriétaires (loyers fictifs).

L'autoconsommation ne comprend pas d'évaluation de la valeur ajoutée des travaux faits chez eux par les membres des ménages (travaux de la ménagère, petits travaux d'entretien, bricolage, peinture, etc.), ni d'évaluation des prélèvements effectués par les commerçants sur leurs stocks (autofourniture); ces derniers sont assimilés à des achats.

L'autoconsommation de service du logement ou loyers fictifs que se servent les propriétaires à eux-mêmes est évaluée au prix des loyers des locataires correspondants, le reste de l'autoconsommation est évalué au prix à la production. On peut objecter que cette solution présente l'inconvénient d'employer un système de prix hétérogène pour l'ensemble de la consommation, ce qui ne permet pas de faire de comparaison de niveau de vie sans faire de corrections. Mais elle présente l'avantage de ne pas nécessiter l'attribution aux producteurs d'une activité fictive par la création de marges.

L'autoconsommation est estimée à partir d'enquêtes de consommation, d'évaluations du ministère de l'Agriculture et de sources fiscales (vins, cidre, etc.).

La consommation finale nationale

La consommation finale nationale (des résidents) est l'agrégat total de la consommation des ménages en base 1980; elle est constituée par la consommation des résidents sur le territoire économique et dans le reste du monde (leurs dépenses de tourisme à l'extérieur du territoire, y compris DOM-TOM).

Mais, faute d'informations détaillées, les consommations des non-résidents en France (essentiellement les touristes étrangers) et des résidents français dans le reste du monde sont évaluées globalement et forment le produit « solde territorial ». Les autres produits ne couvrent donc que la consommation territoriale.

La consommation nationale est ainsi égale à la consommation des ménages sur le territoire économique plus celle des résidents dans le reste du monde, mais moins celle des non-résidents sur le territoire économique.

Cette consommation nationale est liée au revenu disponible des résidents par l'égalité suivante :

Revenu disponible = consommation nationale + épargne, le tout concernant les résidents.

Consommation des ménages

La consommation des ménages comprend la consommation de biens et services marchands et la consommation de services non marchands.

Un produit est marchand lorsqu'il s'échange ou est susceptible de s'échanger sur un marché à un prix tel que l'on puisse considérer qu'il vise normalement à couvrir les coûts de production.

La consommation marchande

Les ménages sont supposés, dans le cadre de leur activité domestique, consommer immédiatement les biens qu'ils achètent et ne pas constituer de stocks. La consommation comprend donc les biens durables (autos, matériel ménager, etc.) et les biens stockables (certains produits alimentaires, le fioul, le charbon, etc.) acquis au cours de la période analysée par les comptes. Les achats de logement et le gros entretien des logements ne font pas partie de la consommation mais des investissements des ménages (formation brute de capital fixe).

Les biens durables achetés en « leasing » ou à tempérament sont également comptabilisés en consommation finale à leur date d'acquisition, pour leur prix au comptant; la différence entre ce prix et le total des remboursements est comptabilisée comme le paiement d'intérêt et n'apparaît pas dans la consommation.

Les achats d'occasion sont repris en principe dans la consommation des ménages. Seuls les achats d'automobiles d'occasion et d'antiquités font l'objet d'une évaluation explicite dans la consommation de ces « produits industriels » sous forme de marges ou commissions lorsqu'ils s'échangent de ménages à ménages par le biais du commerce. Mais lorsque ces biens passent d'un secteur institutionnel à un autre (exemple : véhicules de démonstration des concessionnaires automobiles vendus aux ménages), la transaction est évaluée à sa valeur totale.

Les services de santé, en dehors des hôpitaux publics ou participant au service public (PSPH), restent marchands et couvrent la dépense effective des ménages (débours) plus les remboursements de sécurité sociale et des mutuelles (ou tiers payant).

L'action sociale marchande porte uniquement sur le service des établissements pour personnes âgées; celui-ci est évalué y compris les subventions des municipalités, des caisses d'allocation vieillesse ou autres. Il ne concerne pas les logements - foyers assimilés à des locations de logements.

À l'exception de l'autoconsommation alimentaire, la consommation marchande des ménages est évaluée au prix du marché, même quand tout ou partie de ce prix est pris en charge par les pouvoirs publics (réductions des tarifs de transports en commun pour les familles nombreuses, prise en charge des coûts médicaux par la Sécurité sociale, etc.) ou par l'employeur (repas à prix réduit dans les cantines d'entreprises ou d'administration). Lorsqu'il y a une telle réduction, les revenus des ménages sont augmentés d'un transfert égal à la réduction de prix qui leur est consentie.

On notera que les produits alimentaires comptabilisés dans la consommation alimentaire ne correspondent qu'à la consommation alimentaire effectuée « à domicile ». Les denrées alimentaires consommées « hors du domicile », dans les hôpitaux privés d'une part, et les cantines, établissements scolaires et restaurants d'autre part, sont comprises dans la valeur du service rendu par ces établissements et comptabilisées dans les consommations de services marchands d'« Hôpitaux, cliniques » et de « Cantines » ou « Cafés-restaurant ». La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par ces branches elles-mêmes. Par contre, la consommation alimentaire des militaires du contingent est également comptabilisée dans le service de « Cantines » mais correspond à une vente résiduelle du secteur administration. La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par la branche « Services non marchands ». La consommation correspondante des ménages est, ici encore, marchande.

Lors d'établissement de bilans nutritionnels, il est nécessaire de réintégrer ces consommations alimentaires dans la fonction alimentation.

Certaines dépenses, qu'on pourrait considérer comme des dépenses de consommation, sont rangées en fait parmi les opérations de répartition, parce que la prestation correspondante n'est pas considérée par la comptabilité nationale française comme la production d'un service. C'est ainsi que les cotisations aux administrations privées (syndicats, cultes, etc.), certains droits à acquitter auprès d'administrations publiques (redevances pour passeport, permis de chasse, permis de conduire, frais de justice, droits d'inscription aux examens) sont repris dans les opérations de répartition.

Les dépenses de consommation occasionnées par un sinistre (par ex. : accident d'auto) et remboursées par les compagnies d'assurances sont comptées en consommation. Les ressources correspondantes sont imputées au compte de revenu, comme cela se fait pour les dépenses de santé.

La consommation non marchande

Les services non marchands consommés par les ménages se décomposent en services des domestiques et en paiements partiels.

Les services procurés par l'emploi de salariés domestiques sont produits par les ménages par le biais de l'acquisition d'un facteur de production sur le marché du travail. Ceci exclut donc le travail non salarié (travail au foyer).

Ces services sont par nature autoconsommés dans leur totalité par les ménages.

Un paiement partiel est un paiement de principe demandé aux ménages en échange de services que les administrations, publiques ou privées, leur rendent, par exemple :

— droits de scolarité pour tous les établissements publics ou sous contrat d'association;
— ticket modérateur, forfait journalier ou suppléments divers pour les hôpitaux publics ou participant au service public (PSPH);
— frais de garde pour les crèches;
— frais d'hébergement, d'éducation ou autres pour l'enfant ou l'adulte handicapé ou inadapté.

La consommation finale des ménages

La consommation finale des ménages représente la valeur des biens et services utilisés pour la satisfaction des besoins domestiques de ces ménages. Elle ne

comprend pas la consommation des entrepreneurs individuels liée à leur activité, qui est une consommation intermédiaire.

Les unités institutionnelles du secteur ménages

Le secteur ménages regroupe les unités institutionnelles dont la fonction principale est la consommation finale et éventuellement la production si celle-ci est organisée dans le cadre d'une entreprise individuelle.

Le secteur ménages se décompose en deux groupes principaux d'unités institutionnelles : les ménages ordinaires et la population hors ménages ordinaires.

La population des ménages ordinaires comprend celle des résidences principales avant réintégration, les malades recensés avec les ménages et la population comptée à part réintégrable. La population hors ménages ordinaires comprend la population comptée à part non réintégrable, les sans-domicile fixe, et les ménages collectifs.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).

Publications :

— Publications concernant les méthodes et les résultats d'ensemble :

« Système élargi de comptabilité nationale. — Méthodes de la base 1980 », *Les Collections de l'INSEE,* série C, n° 140-141, juin 1987;

« Comptes de patrimoine en base 1980 : évaluations pour les années 1977 à 1987 », *INSEE, 1990;*

« Les notions de consommation élargie », *Économie et Statistique,* n° 100, mai 1978. Problématique du concept de consommation;

« Consommation des ménages de 1970 à 1987 » : séries de comptabilité nationale. *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 131, juin 1988;

« Bilan annuel démographique », *Bulletin mensuel de statistique de l'INSEE :* population en janvier de chaque année;

« Projection jusqu'en 2010 du nombre des ménages », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 129, février 1988;

« L'évolution et les perspectives des besoins des Français et leur mode de satisfaction », *Journal officiel* du 3 octobre 1989;

INSEE-Résultats, n° 58-59, Consommation et modes de vie, mai 1990;

« Horizon 2000, consommation : l'effet du vieillissement », *Économie et Statistique,* n° 243, mai 1991.

« Rapport sur les comptes de la Nation de l'année 1991 », *INSEE-Résultats,* août 1992;

Sur disquette : « 20 ans de consommation des ménages », séries annuelles de consommation de 1970 à 1989, INSEE, mai 1990.

— Publications des résultats d'enquête sur les conditions de vie des ménages :

« L'évolution du budget des ménages : le poids des dépenses d'habitation et de transport », *Économie et Statistique,* n° 207, février 1988;

« Les budgets des ménages en 1984-1985 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 136, mai 1989;

« L'évolution du mode de vie », *Données sociales,* édition 1990;

« Des difficultés budgétaires accrues pour les chômeurs ouvriers », *Données sociales,* édition 1990;

« Vieillir : le repli sur soi et la sphère domestique », *Données sociales,* édition 1990;

« La structure des budgets familiaux en 1985 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 17, 1990;

« Repas à l'extérieur et au domicile en 1982 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 130, février 1988;

« Repas à l'extérieur et au domicile en 1983 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 138, mai 1989;

« Consommation et lieux d'achat des produits alimentaires en 1983 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 2, 1989;

« Repas à l'extérieur et au domicile en 1985 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 10, avril 1990;

« Tour d'horizon sur l'automobile », *Premiers résultats,* n° 145, octobre 1988;

« Le vieillissement du parc automobile se ralentit depuis deux ans », *Économie et statistique,* n° 225, octobre 1989;

« La garde-robe des Français », *INSEE-Première,* n° 5, février 1989;

« La garde-robe des Français en 1984 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 137, mars 1989;

« Les actifs financiers des ménages en 1986 : disparité de taux de possession », *Archives et documents,* n° 281, février 1989;

« Au cœur des patrimoines; le livret et le logement », *INSEE-Première,* n° 29, juin 1989;

« Le patrimoine aujourd'hui : beaucoup entre les mains de quelques-uns », *Données sociales,* édition 1990;

« Le patrimoine des Français : faits et controverses », *Données sociales,* édition 1990;

« Les principaux biens d'équipement du logement au milieu de 1987 », *Premiers résultats,* n° 163, février 1988;

« La diffusion du magnétoscope de 1982 à 1988 », *Dossier rectangle,* septembre 1988;

« L'équipement des ménages en biens durables : évolution et situation à la mi-1986 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 135, novembre 1988;

« Biens durables : la modernisation des foyers », *Premiers résultats,* n° 118, novembre 1988;

« Ameublement 88 : des meubles pour la vie », *Premiers résultats,* n° 166, décembre 1988;

« Habitat 88 : Quelles pièces ? Pour quels usages ? », *Premiers résultats,* n° 162, décembre 1988;

« L'habitat en 1988, enquête biens durables - ameublement 1988 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 4-5, 1989;

« La photographie amateur », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 6, décembre 1989;

« L'ameublement des ménages en 1988 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 13-14, juillet 1990;

« Évolution de la pratique sportive des Français », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 134, octobre 1988;

« Les loisirs 20 ans après : davantage de sorties et de télévision », *Premiers résultats,* n° 148, octobre 1988;

« Les sorties : une occasion de contacts », *Économie et Statistique,* n° 214, octobre 1988;

« Les pratiques de loisir. Enquête 1987-1988 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 1, 1989;

« Les pratiques de loisir, vingt ans après, 1967/1987-1988 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 6, 1989;

« Une France un peu plus sportive qu'il y a vingt ans grâce aux femmes », *Économie et Statistique,* n° 224, septembre 1989;

« Les téléspectateurs : leurs goûts et leurs pratiques », *Économie et Statistique,* n° 227, décembre 1989;

« Trouver à qui parler : le sexe et l'âge de nos interlocuteurs », *Données sociales,* édition 1990;

« La lecture moins attractive qu'il y a vingt ans », *Économie et Statistique,* n° 233, juin 1990;

« Les ménages et leurs meubles. Enquête biens durables ameublement 1988 », *INSEE-Résultats,* n° 109, janvier 1991;

« Équipements et pratiques de communication. Enquête loisirs », mai 1987-mai 1988, *INSEE-Résultats,* n° 122-123, février 1991;

« L'équipement des foyers en 1988. Enquêtes biens durables - ameublement de juin 1988 », *INSEE-Résultats,* n° 124-125, mars 1991;

« Repas à l'extérieur du domicile en 1987 », *INSEE-Résultats,* n° 152, septembre 1991;

« Consommation et lieux d'achats des produits alimentaires en 1987 », *INSEE-Résultats,* n° 153-154, octobre 1991;

« Les vacances des Français. Évolution sur 20 ans et résultats détaillés de 1986 à 1990 », *INSEE-Résultats,* n° 165-166, février 1992;

« Les rythmes quotidiens en France. Résultats de l'enquête 'Emplois du temps' 1985-1986 », *INSEE-Résultats,* n° 167-168, mars 1992;

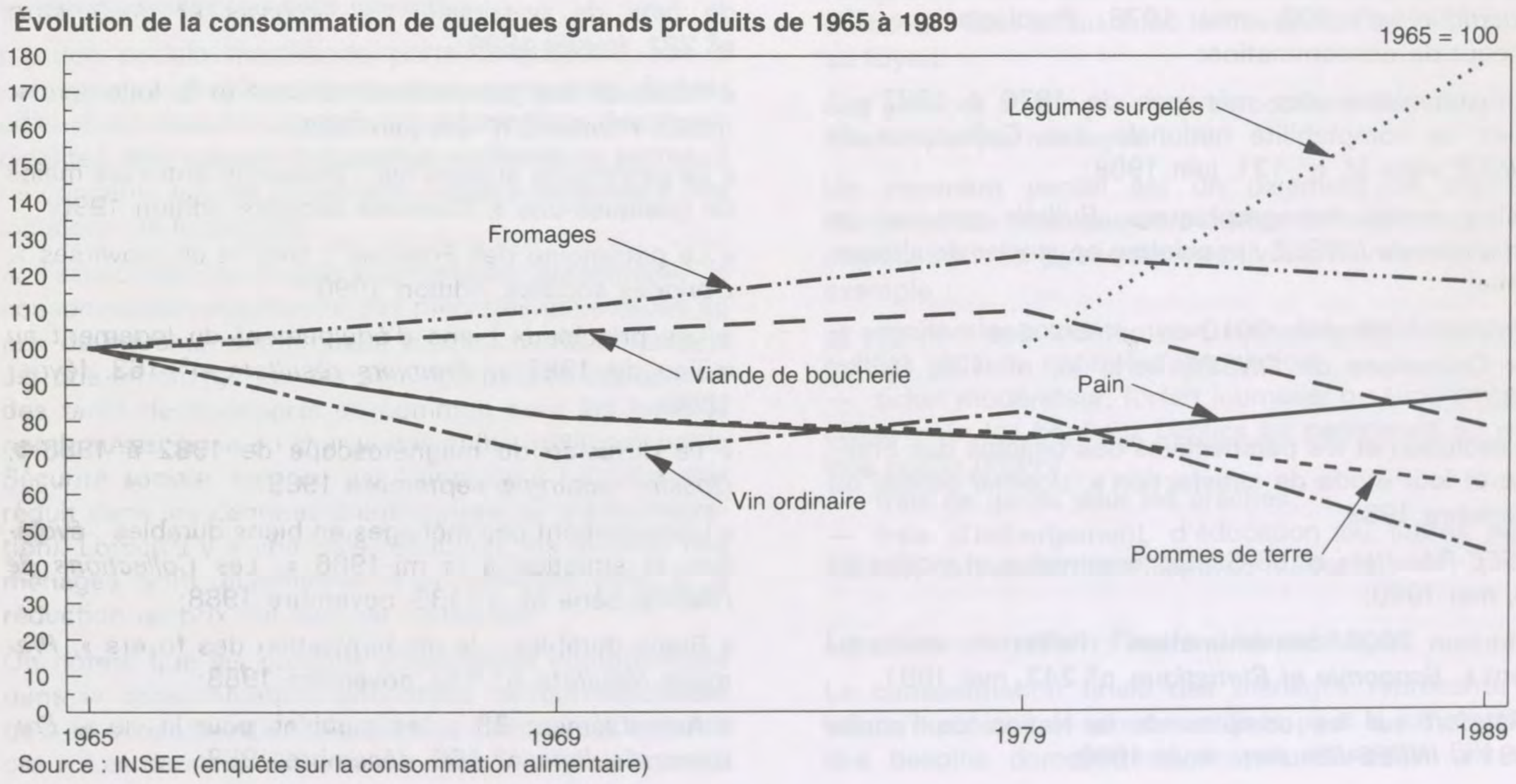
« La consommation des ménages en 1991 », *INSEE-Résultats,* n° 177-178, mai 1992.

« Le patrimoine des ménages », *INSEE-Première,* n° 210, juin 1992.

* * *

GRAPHIQUE D.01

Évolution de la consommation de quelques grands produits de 1965 à 1989



Source : INSEE (enquête sur la consommation alimentaire)

TABLEAU D.01-1 A

Consommation des ménages classée par fonction

Evaluations en base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Unité : Million de francs

Intitulé du compte	Code	Valeur aux prix courants						Coefficients budgétaires (en %)			
		1980	1985	1988	1989	1990	1991	1980	1985	1990	1991
Pain et céréales	111	39.561	64.082	73.830	77.265	79.869	83.290	2,40	2,24	2,06	2,05
Viandes	112	101.699	163.408	179.395	191.268	201.760	209.084	6.18	5.72	5,20	5,14
Poissons	113	13.612	23.677	30.357	32.911	35.684	37.897	0,83	0,83	0,92	0,93
Lait, fromages et oeufs	114	40.545	73.958	83.318	88.686	91.485	94.810	2,46	2,59	2,36	2,33
Huiles et graisses	115	14.604	22.381	22.129	23.420	23.802	23.923	0,89	0,78	0,61	0,59
Fruits et légumes sauf pommes de terre	116	40.473	73.901	83.206	84.880	91.446	98.452	2,46	2,59	2,36	2,42
Pommes de terre et autres tubercules	117	3.391	5.307	5.812	6.859	7.310	7.695	0,21	0,19	0,19	0,19
Sucre	118	2.608	3.534	3.605	3.582	3.602	3.640	0,16	0,12	0,09	0,09
Café, thé	119	9.280	15.464	13.803	13.748	13.089	12.777	0,56	0,54	0,34	0,31
Autres produits alimentaires, y compris confiserie	11A	22.382	40.822	52.201	56.982	60.325	63.963	1,36	1,43	1,55	1,57
Produits alimentaires	**11**	**288.155**	**486.534**	**547.656**	**579.601**	**806.372**	**635.531**	**17,52**	**17,02**	**15,67**	**15,62**
Boissons non alcoolisées	**12**	**7.225**	**14.047**	**17.131**	**18.606**	**21.006**	**22.251**	**0,44**	**0,49**	**0,54**	**0,55**
Boissons alcoolisées	13	38.625	59.598	67.905	71.187	76.251	78.901	2,35	2,09	1,96	1,94
Produits alimentaires, boissons, non compris tabac	**1.S**	**334.005**	**560.179**	**632.692**	**669.394**	**705.629**	**736.683**	**20,30**	**19,60**	**18,17**	**18,11**
Tabac	14	17.549	32.253	39.690	42.089	43.376	44.955	1,07	1,13	1,12	1,11
Produits alimentaires, boissons, tabac	**1**	**351.554**	**592.432**	**672.382**	**711.483**	**749.005**	**781.638**	**21,37**	**20,73**	**19,29**	**19,22**
Articles d'habillement sauf chaussures, y compris réparation	**21**	**97.006**	**163.234**	**190.648**	**196.510**	**205.906**	**209.030**	**5,90**	**5,71**	**5,30**	**5,14**
Chaussures	221	22.711	35.731	40.000	42.517	44.887	45.861	1,38	1,25	1,16	1,13
Réparation de chaussures	222	997	1.582	2.016	2.168	2.272	2.424	0,06	0,06	0,06	0,06
Chaussures, y compris réparation	**22**	**23.708**	**37.313**	**42.016**	**44.685**	**47.159**	**48.285**	**1,44**	**1,31**	**1,21**	**1,19**
Articles d'habillement, y compris chaussures	**2**	**120.714**	**200.547**	**232.664**	**241.195**	**253.065**	**257.315**	**7,34**	**7,02**	**6,52**	**6,33**
Logement	311	191.084	365.848	489.515	534.038	573.078	632.390	11,62	12,80	14,76	15,55
Charges de distribution d'eau	312	10.837	19.015	21.269	22.731	24.411	26.506	0,66	0,67	0,63	0,65
Logement et charges de distribution d'eau	**31**	**201.921**	**384.863**	**510.784**	**556.769**	**597.489**	**558.896**	**12,27**	**13.46**	**15,39**	**16,20**
Electricité	321	31.277	69.000	72.972	74.177	78.167	89.029	1,90	2,41	2,01	2,19
Gaz	322	18.362	41.315	30.542	30.586	32.851	39.671	1,12	1,45	0,85	0,98
Combustibles liquides	323	30.723	42.764	22.397	24.246	26.384	28.135	1,87	1,50	0,68	0,69
Autres combustibles	324	5.279	8.104	7.552	6.976	7.128	7.769	0,32	0,28	0,18	0,19
Chauffage et éclairage	**32**	**85.641**	**161.183**	**133.463**	**135.985**	**144.530**	**164.604**	**5,21**	**5,64**	**3,72**	**4,05**
Logement, chauffage et éclairage	**3**	**287.562**	**546.046**	**644.247**	**692.754**	**742.019**	**823.500**	**17,48**	**19,10**	**19,11**	**20,25**
Meubles, accessoires, tapis, revêtements de sol, y compris réparation	**41**	**51.115**	**73.401**	**87.352**	**92.306**	**96.780**	**93.879**	**3,11**	**2,57**	**2,49**	**2,31**
Articles de ménage en textile, y compris réparation	**42**	**10.748**	**16.191**	**17.513**	**17.768**	**18.039**	**17.904**	**0,65**	**0,57**	**0,46**	**0,44**
Appareils de cuisine, de chauffage, gros appareils ménagers, y compris réparation	**43**	**25.447**	**36.903**	**47.643**	**48.890**	**48.361**	**49.392**	**1,55**	**1,29**	**1,25**	**1,21**
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	**44**	**24.072**	**35.733**	**42.892**	**44.584**	**47.272**	**48.623**	**1,46**	**1,25**	**1,22**	**1,20**
Articles de ménage non durables	451	23.296	41.372	48.879	51.578	52.890	54.307	1,42	1,45	1,36	1,34
Services pour l'habitation sauf services domestiques	452	5.369	7.737	9.490	10.121	10.930	11.451	0,33	0,27	0,28	0,28
Biens et services d'entretien courant pour l'habitation	**45**	**28.665**	**49.109**	**58.369**	**61.699**	**63.820**	**65.758**	**1,74**	**1,72**	**1,64**	**1,62**
Services domestiques	**46**	**16.929**	**27.859**	**30.317**	**32.191**	**33.820**	**35.992**	**1,03**	**0,97**	**0,87**	**0,88**
Meubles, matériel ménager, articles de ménage, entretien	**4**	**156.976**	**239.196**	**284.086**	**297.438**	**308.092**	**311.548**	**9,54**	**8,37**	**7,94**	**7,66**

TABLEAU D.01-1 A (suite et fin)

Consommation des ménages classée par fonction

Evaluations en base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Unité : Million de francs

Intitulé du compte	Code	Valeur aux prix courants						Coefficients budgétaires (en %)			
		1980	1985	1988	1989	1990	1991	1980	1985	1990	1991
Médicaments et autres produits pharmaceutiques	51	34.657	65.957	84.117	91.920	98.141	104.924	2,11	2,31	2,53	2,58
Appareils et matériels thérapeutiques	52	3.720	7.516	9.842	11.247	13.300	15.252	0,23	0,26	0,34	0,37
Services des médecins, infirmiers et autres praticiens	53	53.227	104.936	138.959	152.791	165.428	177.125	3,24	3,67	4,24	4,35
Soins des hôpitaux et assimilés	54	29.280	56.211	63.873	67.219	72.893	77.501	1,78	1,97	1,86	1,91
Assurances maladie et accident	55	6.400	11.854	14.751	16.844	18.466	24.548	0,39	0,41	0,48	0,60
Services médicaux et de santé	**5**	**127.284**	**246.474**	**311.542**	**340.021**	**368.228**	**399.350**	**7,74**	**8,62**	**9,45**	**9,82**
Achats d'automobiles	611	59.286	99.020	141.391	155.648	157.733	143.881	3,60	3,46	4,07	3,54
Caravanes, cycles et motocycles	612	7.054	6.767	8.093	9.402	10.042	10.937	0,43	0,24	0,28	0,27
Achats de véhicules	**61**	**66.340**	**105.787**	**149.484**	**165.050**	**167.775**	**154.818**	**4,03**	**3,70**	**4,35**	**3,81**
Pneus, accessoires, frais de réparation	621	58.567	99.933	133.621	143.852	152.191	159.297	3,56	3,50	3,94	3,92
Carburants, lubrifiants	622	72.503	129.915	123.200	133.228	140.507	142.814	4,41	4,55	3,62	3,51
Autres dépenses d'utilisation des véhicules	623	14.472	30.582	39.306	43.285	46.478	42.770	0,88	1,07	1,18	1,05
Dépenses d'utilisation des véhicules	**62**	**145.542**	**260.430**	**296.127**	**320.365**	**339.176**	**344.881**	**8,85**	**9,11**	**8,74**	**8,48**
Achats de services de transport	63	36.735	66.168	75.254	79.527	83.344	88.203	2,23	2,31	2,18	2,17
Télécommunications et postes	64	25.025	49.819	56.771	59.314	60.909	65.951	1,52	1,74	1,63	1,62
Transports et communications	**6**	**273.642**	**482.204**	**577.636**	**624.256**	**651.204**	**653.853**	**16,63**	**16,87**	**16,90**	**16,08**
Radios, téléviseurs, électrophones	711	17.141	25.711	36.622	36.398	39.308	36.938	1,04	0,90	1,02	0,91
Matériel de photo, instruments de musique, autres biens durables	712	6.475	8.451	10.169	10.598	10.875	10.589	0,39	0,30	0,28	0,26
Autres articles récréatifs	713	34.540	56.842	72.086	81.456	87.939	94.687	2,10	1,99	2,26	2,33
Appareils et accessoires électroniques et récréatifs, y compris réparation	**71**	**58.156**	**91.004**	**118.877**	**128.452**	**138.122**	**142.214**	**3,54**	**3,18**	**3,57**	**3,50**
Services de loisir, spectacles, culture, non compris hôtels, cafés, restaurants	72	31.491	54.087	65.350	71.626	76.940	79.506	1,90	1,89	1,95	1,95
Livres, quotidiens et périodiques	73	24.194	43.901	52.137	55.372	58.471	62.647	1,47	1,54	1,52	1,54
Enseignement	74	6.115	12.968	18.789	20.220	21.514	25.576	0,37	0,45	0,61	0,63
Loisirs, spectacles, enseignement, culture	**7**	**119.956**	**201.960**	**255.153**	**275.670**	**295.047**	**309.943**	**7,29**	**7,07**	**7,63**	**7,62**
Services de salons de coiffure et instituts de beauté	811	11.841	22.351	29.315	31.174	33.336	34.703	0,72	0,78	0,86	0,85
Articles pour les soins personnels	812	12.997	25.609	33.814	37.634	40.328	43.068	0,79	0,90	1,03	1,06
Soins et effets personnels	**81**	**24.838**	**47.960**	**63.129**	**68.808**	**73.664**	**7.771**	**1,51**	**1,68**	**1,89**	**1,91**
Bijouterie, horlogerie, y compris réparation	821	19.193	24.333	26.730	28.889	29.447	29.051	1,17	0,85	0,75	0,71
Autres articles personnels	822	7.083	11.523	13.528	14.483	14.614	15.751	0,43	0,40	0,39	0,39
Matériel et fournitures de papeterie	823	4.506	7.239	7.362	8.238	9.106	9.052	0,27	0,25	0,23	0,22
Autres articles non désignés ailleurs	**82**	**30.782**	**43.095**	**47.620**	**51.608**	**53.167**	**53.854**	**1,87**	**1,51**	**1,37**	**1,32**
Hôtels, cafés, restaurants et voyages touristiques	83	105.639	187.816	235.227	260.331	278.475	292.006	6,42	6,57	7,18	7,18
Services financiers non désignés ailleurs	85	10.839	18.706	23.706	26.406	28.727	29.475	0,66	0,65	0,71	0,72
Action sociale	861	24.996	47.660	59.085	62.757	66.432	69.870	1,52	1,67	1,70	1,72
Services divers	862	10.290	4.297	23.031	11.742	14.555	7.288	0,63	0,15	0,32	0,18
Autres services non désignés ailleurs	86	35.286	51.957	82.116	74.499	80.987	77.158	2,14	1,82	2,02	1,90
Autres biens et services	**8**	**207.384**	**349.534**	**451.798**	**481.652**	**515.020**	**530.264**	**12,61**	**12,23**	**13,16**	**13,04**
Consommation nationale (y compris non marchande)		**1.645.072**	**2.858.393**	**3.429.508**	**3.664.469**	**3.894.656**	**4.067.411**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**

TABLEAU D.01-1 B

Consommation des ménages classée par fonction

Evaluations en base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Référence : 100 de l'année précédente.

Intitulé du poste	Code	Indices de volume						Taux de variation (en%)		
		1980	1985	1988	1989	1990	1991	De 1980 à 1985	De 1985 à 1991	De 1980 à 1991
Pain et céréales	111	100,6	100,6	101,6	101,2	99,9	100,9	0,3	1,0	0,7
Viandes	112	102,5	101,3	100,5	100,2	101,3	102,2	1,1	1,1	1,1
Poissons	113	100,5	101,6	104,1	104,4	105,8	102,0	1,1	4,3	2,8
Lait, fromages et oeufs	114	104,2	102,4	102,8	102,4	101,0	103,2	3,1	2,1	2,6
Huiles et graisses	115	99,0	99,4	101,9	98,6	98,1	99,8	0,0	0,7	0,4
Fruits et légumes sauf pommes de terre	116	97,1	100,8	102,1	100,2	100,5	98,5	1,0	0,9	1,0
Pommes de terre et autres tubercules	117	96,8	105,4	93,6	92,2	94,0	99,7	1,5	— 4,1	—1,6
Sucre	118	101,0	96,0	94,0	96,2	98,0	98,6	— 2,9	— 2,6	—2,8
Café, thé	119	103,1	100,2	101,5	99,5	102,6	103,4	0,3	1,9	1,2
Autres produits alimentaires, y compris confiserie	11A	105,2	101,5	105,4	106,4	103,8	103,9	2,3	4,8	3,7
Produits alimentaires	11	101,5	101,2	101,8	101,3	101,2	101,7	1,3	1,7	1,5
Boissons non alcoolisées	12	100,2	103,0	107,5	112,9	110,7	102,1	4,2	6,6	5,5
Boissons alcoolisées	13	102,7	100,3	102,3	101,0	100,8	98,8	— 0,1	1,0	0,5
Produits alimentaires, boissons, non compris tabac	1.S	101,6	101,2	102,0	101,6	101,4	101,4	1,2	1,7	1,5
Tabac	14	102,5	105,5	99,5	101,8	102,2	102,3	3,1	1,1	2,0
Produits alimentaires, boissons, tabac	**1**	**101,7**	**101,4**	**101,9**	**101,6**	**101,5**	**101,4**	**1,3**	**1,7**	**1,5**
Articles d'habillement, sauf chaussures, y compris réparation	21	98,8	100,1	99,4	100,1	101,7	98,3	1,3	0,2	0,7
Chaussures	221	100,4	99,5	98,4	103,8	102,4	99,0	0,5	0,7	0,6
Réparation de chaussures	222	93,8	99,0	102,9	102,5	100,1	102,0	— 2,5	1,6	—0,3
Chaussures, y compris réparation	22	100,1	99,5	98,6	103,7	102,3	99,1	0,4	0,7	0,6
Articles d'habillement, y compris chaussures	**2**	**99,1**	**100,0**	**99,3**	**100,7**	**101,8**	**98,5**	**1,1**	**0,3**	**0,7**
Logement	311	104,6	104,2	104,1	103,4	102,5	105,2	3,9	3,9	3,9
Charges de distribution d'eau	312	100,7	102,5	99,7	102,9	101,0	101,7	1,1	1,3	1,2
Logement et charges de distribution d'eau	31	104,4	104,1	103,9	103,3	102,5	105,1	3,7	3,8	3,7
Electricité	321	105,8	107,4	98,0	101,7	102,4	110,8	6,0	3,5	4,6
Gaz	322	106,5	105,5	92,2	99,9	102,1	111,8	3,4	1,7	2,4
Combustibles liquides	323	92,6	99,9	92,6	96,5	97,3	105,6	— 6,1	— 2,2	—4,0
Autres combustibles	324	89,9	108,0	91,4	92,5	99,7	107,1	— 1,1	— 2,2	—1,7
Chauffage et éclairage	32	100,2	104,9	95,3	99,9	101,3	109,9	1,2	1,5	1,4
Logement, chauffage et éclairage	**3**	**103,2**	**104,3**	**101,8**	**102,6**	**102,2**	**106,0**	**3,0**	**3,2**	**3,1**
Meubles, accessoires, tapis, revêtements de sol, y compris réparation	41	103,8	97,8	102,8	102,3	100,9	93,7	— 0,9	0,6	—0,1
Articles de ménage en textile y compris réparation	42	99,4	99,9	102,1	99,1	98,5	95,4	— 1,2	— 1,8	—1,5
Appareils de cuisine, de chauffage, gros appareils ménagers, y compris réparation	43	102,9	102,4	107,9	101,6	97,8	101,1	0,2	3,6	2,1
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	44	98,0	101,0	102,3	100,1	102,0	98,1	— 1,0	1,2	0,2
Articles de ménage non durables	451	103,0	103,4	103,7	102,5	100,5	100,9	2,0	2,3	2,2
Services pour l'habitation sauf services domestiques	452	101,2	99,5	101,5	101,6	102,7	100,1	— 2,3	1,3	—0,3
Biens et services d'entretien courant pour l'habitation	45	102,7	102,8	103,4	102,3	100,9	100,8	1,2	2,1	1,7
Services domestiques	46	93,3	97,9	105,7	102,7	101,4	101,1	— 1,8	1,0	—0,3
Meubles, matériel ménager, articles de ménage, entretien	**4**	**101,0**	**100,1**	**103,9**	**101,7**	**100,5**	**97,9**	**— 0,4**	**1,4**	**0,6**

TABLEAU D.01-1 B (suite et fin)

Consommation des ménages classée par fonction

Evaluations en base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale) — *Référence :* 100 de l'année précédente.

Intitulé du poste	Code	Indices de volume						Taux de variation (en %)		
		1980	1985	1988	1989	1990	1991	De 1980 à 1985	De 1985 à 1991	De 1980 à 1991
Médicaments et autres produits pharmaceutiques	51	106,2	109,6	110,5	110,2	109,4	106,7	8,2	8,0	8,1
Appareils et matériels thérapeutiques	52	100,7	105,2	111,0	110,2	112,0	109,8	5,9	7,7	6,9
Services des médecins, infirmiers et autres praticiens	53	105,6	107,7	107,2	109,2	108,4	106,7	6,9	7,5	7,2
Soins des hôpitaux et assimilés	54	100,9	103,5	102,3	101,5	103,5	104,2	3,7	2,2	2,9
Assurances maladie et accident	55	106,3	94,2	99,6	105,8	111,0	124,4	— 1,4	7,5	3,4
Services médicaux et de santé	**5**	**104,6**	**106,5**	**106,7**	**107,8**	**107,9**	**107,2**	**6,2**	**6,7**	**6,5**
Achats d'automobiles	611	96,3	100,3	105,1	106,7	100,7	88,6	1,7	3,3	2,6
Caravanes, cycles et motocyles	612	97,5	88,2	105,4	111,5	109,5	98,1	— 8,6	3,5	—2,2
Achats de véhicules	61	96,4	99,5	105,1	107,0	101,2	89,2	0,8	3,4	2,2
Pneus, accessoires, frais de réparation	621	99,7	99,2	103,6	102,9	101,9	98,6	0,7	2,0	1,4
Carburants, lubrifiants	622	101,0	99,9	103,3	101,0	101,5	100,8	1,2	2,1	1,7
Autres dépenses d'utilisation des véhicules	623	100,4	102,6	101,5	103,9	104,9	89,3	0,8	2,3	1,6
Dépenses d'utilisation des véhicules	62	100,4	100,0	103,2	102,2	102,1	98,3	1,0	2,1	1,6
Achats de services de transport	63	101,1	102,6	103,9	103,2	101,3	98,5	1,7	1,4	1,6
Télécommunications et postes	64	115,7	104,4	105,1	106,8	107,3	104,3	7,9	5,5	6,6
Transports et communications	**6**	**100,8**	**100,7**	**104,0**	**104,0**	**102,3**	**96,5**	**1,9**	**2,8**	**2,3**
Radios, téléviseurs, électrophones	711	110,0	106,9	117,5	105,1	114,4	97,6	8,2	10,1	9,2
Matériel de photo, instruments de musique, autres biens durables	712	109,0	94,7	104,6	103,9	102,2	96,1	— 2,4	2,5	0,2
Autres articles récréatifs	713	99,9	98,1	108,2	110,3	105,4	103,6	1,8	5,8	3,9
Appareils et accessoires électroniques et récréatifs, y compris réparation	71	103,8	100,3	110,6	108,1	107,7	101,3	3,4	7,3	5,5
Services de loisir, spectacles, culture, non compris hôtels, cafés, restaurants	72	101,6	100,9	103,3	105,1	102,2	103,1	0,8	3,5	2,2
Livres, quotidiens et périodiques	73	100,5	102,9	100,0	103,5	102,3	101,7	1,2	1,7	1,4
Enseignement	74	105,8	108,1	104,6	101,6	110,0	103,9	5,1	6,0	5,6
Loisirs, spectacles, enseignement, culture	**7**	**102,7**	**101,5**	**106,1**	**105,9**	**105,4**	**102,0**	**2,4**	**5,3**	**4,0**
Services de salons de coiffure et instituts de beauté	811	101,4	103,9	101,5	100,3	100,8	99,4	1,8	1,4	1,6
Articles pour les soins personnels	812	99,8	106,3	107,0	108,1	102,5	102,4	4,1	5,2	4,7
Soins et effets personnels	81	100,6	105,2	104,4	104,5	101,7	101,0	3,1	3,6	3,4
Bijouterie, horlogerie, y compris réparation	821	71,5	101,3	102,0	108,0	101,3	101,3	— 2,7	2,6	0,2
Autres articles personnels	822	97,5	95,5	101,0	103,9	101,0	101,1	1,7	1,8	1,7
Matériel et fournitures de papeterie	823	99,6	92,2	98,9	106,8	102,3	102,7	— 0,2	0,3	0,1
Autres articles non désignés ailleurs	82	81,4	98,2	101,2	106,7	101,4	101,5	— 1,2	2,0	0,5
Hôtels, cafés, restaurants et voyages touristiques	83	100,8	102,1	103,3	105,3	101,3	99,7	1,3	2,0	1,7
Services financiers non désignés ailleurs	85	115,3	112,9	104,2	107,0	100,5	103,7	10,6	5,1	3,6
Action sociale	861	103,7	103,7	103,5	102,4	103,1	102,9	4,1	3,7	3,9
Services divers	862	91,7	138,4	92,5	48,7	96,7	45,8	— 30,4	///	///
Autres services non désignés ailleurs	86	99,9	105,9	100,2	87,3	102,1	94,0	— 1,8	2,7	0,7
Autres biens et services	**8**	**98,3**	**103,1**	**102,7**	**102,1**	**101,4**	**99,4**	**1,3**	**2,6**	**2,0**
Consommation nationale (y compris non marchande)		**101,4**	**102,3**	**103,1**	**103,1**	**102,6**	**101,3**	**2,0**	**2,9**	**2,5**

TABLEAU D.01-2 A

Consommation des ménages classée par durabilité

Evaluations en base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Unité : Million de francs

Intitulé du compte	Code	Valeur aux prix courants						Coefficients budgétaires (en %)			
		1980	1985	1988	1989	1990	1991	1980	1985	1990	1991
Automobiles neuves	111	49.823	85.044	122.564	133.668	134.453	120.154	3,03	2,98	3,46	2,95
Automobiles autres	112	9.463	13.976	18.827	21.980	23.562	23.727	0,58	0,49	0,61	0,58
Automobiles	**11**	**59.286**	**99.020**	**141.391**	**155.648**	**158.015**	**143.881**	**3,60**	**3,46**	**4,07**	**3,54**
Téléviseurs	12	9.126	9.987	14.034	12.957	13.172	12.532	0,55	0,35	0,34	0,31
Réfrigérateurs congélateurs	13	3.702	4.859	6.155	6.616	7.120	6.797	0,23	0,17	0,18	0,17
Machines à laver	14	3.684	5.422	7.225	7.507	7.523	7.567	0,22	0,19	0,19	0,19
Meubles	15	39.622	53.655	64.695	68.875	72.439	69.921	2,41	1,88	1,87	1,72
Autres biens durables importants	16	31.642	46.571	61.755	64.104	67.382	66.461	1,92	1,63	1,74	1,63
Biens durables importants	**1**	**147.062**	**219.514**	**295.255**	**315.707**	**325.651**	**307.159**	**8,94**	**7,68**	**8,39**	**7,55**
Textiles cuirs	21	139.541	229.385	264.682	273.975	286.501	290.569	8,48	8,02	7,38	7,14
Autres biens semi-durables	22	135.624	209.450	251.785	270.159	284.473	295.025	8,24	7,33	7,33	7,25
Biens semi-durables	**2**	**275.165**	**438.835**	**516.467**	**544.134**	**570.974**	**585.594**	**16,73**	**15,35**	**14,71**	**14,40**
Energie, y compris sylviculture	311	168.981	310.113	277.932	291.944	309.611	333.924	10,27	10,85	7,97	8,21
Autres biens non durables non alimentaires	312	116.271	217.592	270.866	294.437	311.874	329.916	7,07	7,61	8,03	8,11
Biens non durables non alimentaires	**31**	**285.252**	**527.705**	**548.798**	**586.381**	**621.485**	**663.840**	**17,34**	**18,46**	**16,01**	**16,32**
Alimentation, y compris animale	32	335.739	564.332	638.362	675.706	712.427	744.199	20,41	19,74	18,35	18,30
Biens non durables	**3**	**620.991**	**1.092.037**	**1.187.160**	**1.262.087**	**1.333.912**	**1.408.039**	**37,75**	**38,20**	**34,36**	**34,62**
Logement, y compris entretien	41	183.212	350.296	467.266	511.309	555.999	604.248	11,14	12,25	14,32	14,86
Services de santé, y compris vétérinaires	42	82.841	161.907	203.823	221.128	237.881	255.986	5,04	5,66	6,13	6,29
Transports en commun et PTT	43	66.873	126.136	146.349	155.091	165.364	172.800	4,07	4,41	4,26	4,25
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	44	104.327	185.190	231.808	256.499	274.829	288.001	6,34	6,48	7,08	7,08
Action sociale, y compris services domestiques	451	41.925	75.519	89.402	94.948	99.916	105.862	2,55	2,64	2,57	2,60
Autres services divers	452	122.676	208.959	291.978	303.566	318.030	339.722	7,31	7,31	8,19	8,35
Autres services	**45**	**164.601**	**284.478**	**381.380**	**398.514**	**417.946**	**445.584**	**10.01**	**9,95**	**10,76**	**10,95**
Services	**4**	**601.854**	**1.108.007**	**1.430.626**	**1.542.541**	**1.652.019**	**1.766.619**	**36.59**	**38,76**	**42,55**	**43,43**
Consommation nationale (y compris non marchande)		**1.645.072**	**2.858.393**	**3.429.508**	**3.894.656**	**3.882.556**	**4.067.411**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**

TABLEAU D.01-2 B

Consommation des ménages classée par durabilité : indices de volume

Evaluations en base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale) — *Référence :* 100 de l'année précédente

Intitulé du poste	Code	Indice de volume					Taux de variation annuel moyen		
		1985	1988	1989	1990	1991	De 1980 à 1985	De 1985 à 1991	De 1980 à 1991
Automobiles neuves	111	108,1	105,2	105,5	99,9	87,3	2,2	2,8	2,5
Automobiles autres	112	70,0	104,5	114,6	106,0	96,0	— 1,2	6,4	2,9
Automobiles	11	100,3	105,1	106,7	100,7	88,6	1,7	3,3	2,6
Téléviseurs	12	102,4	108,6	97,8	107,0	98,5	1,6	5,8	4,0
Réfrigérateurs, congélateurs	13	94,0	109,7	106,2	105,2	94,8	— 2,2	4,3	1,3
Machines à laver	14	109,5	108,0	104,0	100,5	101,0	1,1	5,8	3,7
Meubles	15	96,8	103,0	102,9	101,1	93,0	— 2,1	0,7	— 0,6
Autres biens durables importants	16	102,9	113,3	105,2	106,4	99,8	3,1	7,7	5,6
Biens durables importants	**1**	**100,2**	**106,6**	**105,0**	**102,3**	**92,7**	**0,9**	**4,2**	**2,7**
Textiles cuirs	21	99,8	99,5	100,7	101,5	98,3	0,9	0,2	0,5
Autres biens semi-durables	22	99,1	103,6	104,3	102,4	100,2	0,0	2,5	1,4
Biens semi-durables	**2**	**99,5**	**101,5**	**102,4**	**101,9**	**99,2**	**0,5**	**1,3**	**0,9**
Energie, y compris sylviculture	311	102,7	99,0	100,6	101,3	105,1	1,2	1,8	1,5
Autres biens non durables non alimentaires	312	105,6	105,9	106,8	104,9	103,6	4,4	5,1	4,8
Biens non durables non alimentaires	31	103,9	102,2	103,7	103,1	104,3	2,6	3,3	3,0
Alimentation, y compris animale	32	101,2	102,1	101,7	101,5	101,4	1,2	1,8	1,5
Biens non durables	**3**	**102,5**	**102,2**	**102,6**	**102,2**	**102,8**	**1,9**	**2,5**	**2,2**
Logements, y compris entretien	41	104,2	103,7	103,7	103,8	103,7	4,1	3,8	3,9
Services de santé, y compris vétérinaires	42	106,2	105,5	106,8	106,9	105,9	5,8	6,0	5,9
Transport en commun et PTT	43	103,3	104,7	105,2	103,8	101,1	4,4	3,7	4,0
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	44	102,1	103,2	105,2	101,3	99,7	1,3	2,0	1,7
Action sociale, y compris services domestiques	451	101,5	104,3	102,5	102,5	102,3	1,9	2,8	2,4
Autres services divers	452	102,9	102,1	98,3	100,8	101,5	0,3	2,9	1,7
Autres services	45	102,5	102,6	99,3	101,2	101,7	0,7	2,9	1,9
Services	**4**	**103,6**	**103,7**	**103,4**	**103,2**	**102,6**	**3,0**	**3,7**	**3,4**
Consommation nationale (y compris non marchande)		**102,3**	**103,1**	**103,1**	**102,6**	**101,3**	**2,0**	**2,9**	**2,5**

TABLEAU D.01-3

Principales quantités consommées par les résidents et non-résidents en France (1)

Estimations révisées en tenant compte des séries de la comptabilité économique nationale, base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Nature des produits, biens et services	Unités	1984	1985	1986	1987	*p* 1988
A. CONSOMMATION ALIMENTAIRE						
Population intérieure moyenne	**10^6**	**54,9**	**55,2**	**55,4**	**55,6**	**55,9**
Semoule de blé dur	kg	0,81	0,78	0,79	0,85	0,88
Farine de froment	//	4,85	4,97	5,00	5,12	5,20
Riz	//	3,62	3,65	3,67	*r* 3,66	3,60
Biscottes	//	1,93	1,87	1,84	*r* 1,84	1,81
Biscuits et pains d'épices	//	6,88	*r* 7,19	7,66	*r* 8,06	8,31
Farines diététiques de l'enfance	//	0,16	0,16	0,16	0,16	0,16
Entremets et desserts instantanés	//	0,58	0,57	0,65	0,62	0,62
Pâtes alimentaires	//	6,34	6,30	6,54	6,68	6,58
Pain, préemballé non compris	//	66,95	66,45	*r* 66,34	63,92	65,87
Pommes de terre*	//	80,73	80,65	77,76	77,69	74,20
Légumes frais*	//	93,63	*r* 91,05	*r* 94,79	*r* 91,72	94,11
Légumes surgelés	//	3,12	4,12	4,17	*r* 4,44	4,98
Légumes secs*	//	1,46	1,44	1,40	1,41	1,45
Conserves de légumes	//	*r* 19,05	*r* 19,21	*r* 19,37	*r* 20,50	21,98
Avocats	//	0,88	1,02	1,13	1,27	0,83
Bananes	//	6,76	6,58	6,85	6,67	6,98
Agrumes	//	17,17	15,01	*r* 17,53	*r* 17,39	18,07
Autres fruits frais*	//	47,17	*r* 49,02	*r* 46,58	*r* 46,64	44,79
Fruits surgelés	//	0,12	0,12	0,12	0,13	0,12
Fruits secs*	//	1,06	1,23	1,10	*r* 1,19	1,15
Fruits au sirop	//	3,31	3,10	3,17	3,08	2,93
Confitures et gelées	//	2,01	2,05	2,12	2,28	2,30
Compote de fruits	//	*r* 1,03	*r* 1,14	*r* 1,21	*r* 1,30	1,25
Porc frais* (2)	//	9,66	9,52	9,52	*r* 9,71	9,98
Jambon (2)	//	5,45	5,45	5,49	5,54	5,68
Autres charcuteries et conserves de viande (2)	//	12,62	12,80	13,14	13,36	13,88
Triperie* (2)	//	5,33	5,12	5,12	5,21	4,88
Boeuf (2)	//	18,43	18,80	18,54	18,39	18,00
Veau (2)	//	5,43	5,18	5,21	5,20	4,65
Mouton, agneau (2)	//	3,06	3,11	3,19	3,31	3,38
Cheval (2)	//	0,82	0,74	0,63	0,66	0,69
Volailles*	//	19,92	20,47	20,92	21,27	21,39
Produits carnés surgelés	//	2,36	2,46	2,71	3,06	2,92
Lapin, gibier*	//	4,92	5,28	5,06	4,90	4,88
Oeufs*	//	14,76	14,97	*r* 14,67	*r* 14,89	15,67
Poissons, crustacés, coquillages (3)	//	13,49	13,78	*r* 13,76	14,75	15,32
Poissons et crustacés surgelés	//	2,47	2,77	3,22	*r* 3,44	3,60
Conserves de poisson	//	2,96	3,20	3,30	3,55	3,82
Laits liquides*	litre	78,15	*r* 77,22	*r* 76,87	*r* 78,82	78,14
Crème fraîche*	kg	2,42	*r* 2,75	*r* 2,81	*r* 2,98	3,03
Yaourts	//	*r* 12,16	12,52	12,86	13,42	14,62
Desserts lactés frais	//	4,05	4,30	*r* 4,44	4,75	5,11
Fromages frais	//	5,70	5,83	6,31	6,72	7,22
Fromages*	//	15,82	16,04	16,02	15,96	15,76
Beurre*	//	9,51	8,55	8,63	*r* 9,10	9,51
Huile*	//	10,56	11,32	11,31	12,25	12,73
Margarine	//	2,40	*r* 2,44	*r* 2,31	*r* 2,41	2,37
Sucre	//	13,13	12,38	12,19	12,08	11,13
Chocolat (poudre et tablettes)	//	3,06	2,98	3,06	*r* 3,30	3,26
Confiserie de sucre	//	2,74	2,63	2,63	*r* 2,60	2,66
Confiserie de chocolat	//	1,50	*r* 1,44	1,42	*r* 1,41	1,49
Miel*	//	0,38	0,38	0,40	0,41	0,40
Crèmes glacées	litre	4,40	4,51	4,94	5,10	5,55
Plats cuisinés surgelés	kg	0,61	0,85	1,09	1,47	1,66
Vins courants* (4)	litre	60,17	59,99	56,57	*r* 53,69	51,65
Vins AOC* (4)	//	19,59	19,01	20,35	*r* 20,86	21,63
Vins doux naturels et autres vins de liqueur	//	1,63	1,64	1,63	1,65	1,77
Champagne	//	1,71	1,67	1,75	1,84	1,98
Apéritifs (à base de vin et spiritueux)	//	3,13	3,20	3,27	3,24	3,25
Eaux de vie et liqueurs*	//	2,92	3,06	3,11	3,16	3,27
Bière	//	41,11	40,00	*r* 39,13	37,65	37,54

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.01-3 (suite 1)

Principales quantités consommées par les résidents et non-résidents en France (1)

Estimations révisées en tenant compte des séries de la comptabilité économique nationale, base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Nature des produits, biens et services	Unités	1984	1985	1986	1987	*p* 1988
A. CONSOMMATION ALIMENTAIRE						
Cidre*	litre	7,30	7,13	6,99	6,89	6,63
Eaux minérales et de source	//	67,25	68,84	72,27	73,63	76,53
Boissons gazeuses	//	27,38	27,78	28,45	27,47	29,51
Jus de fruits, y compris nectars	//	3,58	3,69	3,73	4,18	4,78
Café (5) (6)	kg	*r* 4,30	*r* 4,31	*r* 4,22	*r* 4,36	4,40
Thé et maté (6)	//	0,15	0,17	0,18	*r* 0,17	0,18
Infusions*	g	65,2	65,2	*r* 63,5	*r* 64,7	64,2
B. CONSOMMATION DE BIENS						
Biens durables :						
Réfrigérateurs (7) (8)	10^3	1.350	1.350	1.400	1.550	1.690
Machines à laver (7) (8)	//	1.450	1.550	1.650	*r* 1.720	1.780
Lave-vaisselle	//	495	490	550	595	700
Récepteurs de télévision (7)	//	2.605	2.595	2.900	*r* 3.270	3.620
dont : télévision couleur (7)	//	2.065	2.160	2.470	*r* 2.620	3.120
Automobiles (9)	//	1.758	1.766	1.912	2.105	2.217
Chauffage et éclairage :						
Electricité (10)	10^9 kWh	79,8	85,8	89,8	93,3	91,3
Gaz de ville (11)	10^9 kWh	111,6	121,6	123,1	127,4	118,1
Butane, propane (12)	10^6 KWh	23,6	24,7	24,2	23,2	21,4
Charbon (13)	10^6 tonnes	4,1	4,3	4,0	3,5	2,9
Fioul domestique (14)	10^3 m^3	24,8	24,5	25,0	23,3	21,5
Transports :						
Carburants (15)	10^3 m^3	19.400	19.100	19.600	19.800	20.180
Chemins de fer (16) :						
Grandes lignes	10^9 voyag.-km	52,01	53,60	51,25	51,32	54,38
Banlieue de Paris	//	8,20	8,47	8,61	8,65	8,91
Régie autonome des transports parisiens :						
Réseau ferré :						
Métropolitain et funiculaire de Montmartre	10^6	1.179	1.190	1.168	1.178	1.193
Réseau express régional (17)	//	278	289	291	292	292
Réseau autobus (18)	//	754	776	795	792	817
Autres biens et services :						
Savon de ménage et savon mou	10^3 tonnes	30,3	27,8	26,0	■ 24,4	21,2
Savons de toilette, etc. (19)	//	31,0	32,1	32,4	■ 32,5	31,6
Poudres à laver le linge ménagères	//	492,2	512,4	531,2	■ 538,9	507,5
Cinéma	10^6 spectateurs	190,8	175,0	167,8	136,7	124,7
Cigarettes (20)	10^6	89.676	94.755	93.445	94.098	92.999
Cigares et cigarillos (20)	//	1.550	1.749	1.603	1.533	1.476
Scaferlatis (20)	tonne	6.381	6.473	5.785	5.526	5.235

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.01-3 (suite 2 et fin)

Principales quantités consommées par les résidents et non-résidents en France (1)

Estimations révisées en tenant compte des séries de la comptabilité économique nationale, base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Nature des produits, biens et services	Unités	1984	1985	1986	1987	*p* 1988
C. PARC DE CERTAINS APPAREILS (21)						
Réfrigérateurs	10^3	21.500	21.900	22.150	22.440	22.718
Machines à laver	//	17.900	18.200	18.650	19.014	19.085
Lave-vaisselle	//	4.700	4.900	5.200	5.661	6.081
Récepteurs de télévision	//	20.500	21.100	21.850	22.783	23.505
dont : télévision couleur	//	13.600	15.000	16.000	17.696	18.933
Automobiles	//	19.100	19.600	20.450	20.780	21.073

* Produits faisant l'objet d'une autoconsommation.

(1) Les quantités de produits alimentaires présentées dans le tableau ci-dessus sont celles de la consommation totale qui comprend : a. La consommation à domicile de produits achetés directement par les ménages ordinaires; b. L'autoconsommation des produits des exploitations agricoles ou des jardins familiaux; c. La consommation de la population vivant dans des institutions (casernes, hospices, prisons, etc.); d. Enfin, les produits alimentaires consommés hors de leur domicile par l'ensemble de la population dans des établissements tels que les cafés, les restaurants, les cantines. Ces quantités se réfèrent aux produits en l'état, c'est-à-dire tels qu'ils sont au moment de leur acquisition par les ménages ou les établissements servant des repas; ainsi, le sucre, incorporé dans la pâtisserie achetée chez le pâtissier, n'est pas compris dans la quantité de sucre figurant dans le tableau. Par contre, dans les tableaux d'estimation en valeur (1, 2 et 4), les produits alimentaires achetés par les établissements servant des repas sont considérés comme des consommations intermédiaires : ils ne figurent pas dans la fonction alimentation, mais sont compris dans la valeur du service rendu (enseignement, santé, restauration, etc.).
(2) Poids de viande achetée chez le boucher et le charcutier (après déduction des déchets).
(3) Les produits de la mer sont exprimés en poids vif, c'est-à-dire tels qu'ils sont pêchés.
(4) Depuis 1983, les vins délimités de qualité supérieure (VDQS) figurent avec les vins AOC et non plus avec les vins courants.
(5) Poids exprimé en quantités de café torréfié quelle que *soit sa présentation :* en grains, moulu ou soluble.
(6) Les quantités indiquées sont obtenues à partir de statistiques douanières : elles ne tiennent pas compte d'éventuels stockages ou déstockages.
(7) Estimation des ventes aux ménages.
(8) Réfrigérateurs : non compris les congélateurs. Machines à laver : non compris les essoreuses et les blocs-laveurs.
(9) Automobiles : total des immatriculations de voitures particulières et commerciales, non compris les immatriculations de voitures en transit temporaire (TT) et les importations temporaires (IT).
(10) Electricité basse tension, pour les usages domestiques, livrée par EDF et les distributeurs non nationalisés.
(11) Gaz pour usages domestiques, livré par Gaz de France, les régies et les autres entreprises non nationalisées.
(12) Usages domestiques.
(13) Livraisons aux négociants (au titre des foyers domestiques), non corrigées des variations de stocks du négoce, plus fournitures au personnel. Cette rubrique comprend la houille, les agglomérés et le coke.
(14) En acquitté total des factures des distributeurs.
(15) Consommation d'essence auto et de supercarburant par les voitures particulières et commerciales, y compris les entreprises et les administrations. Estimations du Comité professionnel du pétrole.
(16) Y compris les déplacements professionnels.
(17) Le réseau express régional comprend, depuis le 9 décembre 1977, la ligne A : Saint-Germain-en-Laye-Boissy-Saint-Léger ou Noisy-le-Grand-Mont d'Est (Torcy à partir de 1980) et la ligne B : Châtelet-Les Halles (Gare du Nord à partir du 10 décembre 1981) Robinson ou Saint-Rémy-lès-Chevreuse. Depuis 1974, la correspondance métropolitain-RER donne lieu au comptage de deux voyages : un sur le métropolitain et un sur le RER.
(18) Y compris services touristiques et locations. Depuis 1984, la RATP utilise une nouvelle méthode d'extrapolation.
(19) Savons de toilette, de beauté, de parfumerie, savons déodorants, etc.
(20) Ventes « normales » en France continentale, c'est-à-dire à l'exclusion des cessions à prix réduit (principalement à l'armée) supprimées à partir du 1er mars 1987.
(21) D'après les enquêtes de conjoncture harmonisées auprès des consommateurs européens, anciennement dénommées enquêtes sur les équipements et les intentions d'achats des ménages. Depuis 1984, les résultats présentés proviennent de deux enquêtes de conjoncture auprès des ménages réalisées en mai et octobre. Les chiffres donnent l'équipement au milieu de l'année. Les résultats antérieurs à 1984 sont calculés à partir des enquêtes d'octobre de l'année n et de janvier de l'année n + 1 : les chiffres donnent l'équipement en fin de l'année n.

TABLEAU D.01-4

Equipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage (CSP)

Source : INSEE (Enquêtes de conjoncture auprès des ménages) — *Unité :* %

Nature de l'équipement	Date (1)	Groupe socioprofessionnel (2)										
		Ensemble des ménages	Agriculteurs	Salariés agricoles	Patrons de l'industrie et du commerce	Professions libérales, cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Personnel de service *	Autres actifs *	Non actifs
Automobile (3)	Mi-1986	73,4	94,8	79,3	91,0	94,0	90,7	76,8	86,5	52,8	88,7	50,8
	Mi-1987	74,8	94,6	79,4	93,5	95,3	92,0	78,9	86,0	56,1	86,4	50,8
	Mi-1988	74,6	94,7	81,1	92,1	95,0	90,3	78,9	85,4	56,1	89,4	51,9
	Mi-1989	75,0	95,1	78,3	93,9	94,8	93,0	75,7	86,6	58,3	87,7	51,5
	Mi-1990	76,5	95,9	74,7	95,2	94,4	93,3	78,3	87,2	59,3	90,2	54,6
Téléviseur	Mi-1986	92,4	94,1	85,1	93,5	90,1	89,7	91,6	93,7	91,8	90,1	93,7
	Mi-1987	94,0	93,9	88,9	96,3	93,4	91,3	92,8	95,2	93,2	92,1	94,2
	Mi-1988	94,3	93,9	91,9	96,0	93,4	91,3	92,5	95,7	96,8	91,4	94,8
	Mi-1989	93,9	91,6	91,3	94,6	92,3	91,4	91,5	96,3	91,0	90,8	94,4
	Mi-1990	94,5	93,3	89,7	95,1	93,3	92,3	92,7	96,2	91,0	94,9	95,0
Téléviseur couleur	Mi-1986	72,8	56,3	52,9	78,4	80,3	74,6	72,3	73,0	61,5	79,1	71,8
	Mi-1987	78,1	62,6	65,1	85,7	86,4	80,0	77,2	78,6	69,9	79,4	76,0
	Mi-1988	81,7	64,3	66,2	87,2	86,0	82,6	79,7	84,3	84,0	82,1	79,9
	Mi-1989	84,2	70,1	71,7	89,0	88,8	85,1	83,4	87,2	77,3	85,6	81,7
	Mi-1990	87,1	78,8	77,0	90,2	90,0	88,3	85,5	89,2	83,1	88,8	85,3
Réfrigérateur	Mi-1986	97,1	99,0	87,4	97,1	98,8	97,6	98,3	97,3	94,3	96,8	93,6
	Mi-1987	97,0	96,6	91,3	97,6	99,0	97,4	97,5	97,6	92,9	98,0	96,0
	Mi-1988	97,5	96,6	95,9	97,0	99,6	98,1	98,7	97,8	95,7	98,3	96,6
	Mi-1989	97,7	97,8	97,8	97,3	98,8	98,7	98,5	98,6	95,7	99,3	96,3
	Mi-1990	97,8	97,2	95,4	98,6	98,8	98,7	98,3	98,0	95,2	98,9	97,0
Congélateur	Mi-1986	37,3	82,8	41,4	46,4	37,6	36,8	28,8	43,4	17,4	42,7	28,1
	Mi-1987	38,0	82,8	47,6	49,8	40,4	38,6	29,7	43,4	19,3	38,3	29,6
	Mi-1988	39,7	80,2	48,6	51,5	41,2	39,3	31,7	46,0	23,5	44,7	32,1
	Mi-1989	40,2	80,6	52,2	53,3	43,8	42,0	29,6	47,3	30,8	39,1	31,4
	Mi-1990	42,6	78,6	55,2	57,0	43,8	43,1	33,3	50,8	24,9	38,8	34,4
Combiné réfrigérateur-congélateur	Mi-1986	33,3	13,9	24,1	34,5	49,8	38,1	37,6	35,6	35,1	40,8	26,3
	Mi-1987	36,1	14,3	27,8	35,6	51,9	41,2	41,5	39,0	33,4	39,7	29,7
	Mi-1988	35,8	15,3	31,1	37,7	49,2	40,6	38,4	38,8	33,2	48,0	29,4
	Mi-1989	38,4	20,5	26,1	40,5	52,3	44,9	44,8	39,1	35,1	51,8	31,6
	Mi-1990	39,7	20,4	33,3	43,0	53,1	47,3	43,4	40,3	45,0	56,5	32,5
Lave-linge	Mi-1986	85,4	93,4	72,4	93,2	91,3	87,8	84,2	90,5	79,5	90,7	77,6
	Mi-1987	86,2	95,2	84,9	95,0	94,0	88,5	85,2	90,9	78,7	85,7	78,6
	Mi-1988	86,5	93,9	85,1	93,6	93,2	89,6	84,7	90,8	82,4	90,1	79,6
	Mi-1989	87,0	94,1	88,0	93,3	93,6	91,1	87,8	92,3	77,7	86,6	79,0
	Mi-1990	87,9	94,8	82,8	95,1	92,7	90,1	87,3	92,8	78,3	87,3	81,7
Lave-vaisselle	Mi-1986	24,2	33,1	9,2	42,4	59,3	38,5	21,2	19,8	9,2	30,8	11,7
	Mi-1987	25,8	33,0	8,7	49,2	61,9	40,6	23,9	21,3	11,5	25,9	12,6
	Mi-1988	27,9	35,4	12,2	51,0	61,1	41,3	27,0	23,7	18,2	33,4	15,1
	Mi-1989	28,4	39,6	13,0	53,6	64,0	43,6	25,0	24,4	10,9	29,6	14,6
	Mi-1990	30,0	45,2	12,6	57,0	64,4	42,8	25,8	25,5	11,6	34,4	16,8
Téléphone	Mi-1986	90,0	93,4	65,5	94,3	97,4	93,9	89,7	86,2	79,0	95,6	89,5
	Mi-1987	90,8	94,5	77,0	94,7	98,6	95,9	90,6	87,0	82,1	88,6	89,9
	Mi-1988	91,9	93,9	74,3	95,9	98,5	96,2	91,8	88,5	84,5	91,1	91,2
	Mi-1989	92,5	93,8	77,2	96,4	98,7	96,5	93,1	89,7	87,2	94,7	91,3
	Mi-1990	93,7	95,6	71,3	97,0	98,3	97,1	94,2	90,8	89,4	96,7	93,0
Micro-ondes	Mi-1987	4,3	1,6	(4)	9,7	14,4	8,3	2,6	3,1	1,2	5,2	(5) 1,6
	Mi-1990	18,9	11,5	(4)	31,0	42,8	29,7	20,2	17,0	8,0	26,3	(5) 9,8
Nombre de ménages en millions (6)	Mi-1990	**21,4**	**0,6**	**0,1**	**1,2**	**1,9**	**2,4**	**1,8**	**5,1**	**0,3**	**0,4**	**7,6**

* Catégorie de faible effectif : les résultats sont entachés d'une grande variabilité aléatoire.

(1) Les résultats de décembre sont obtenus en faisant la moyenne arithmétique des résultats des deux enquêtes de novembre et de janvier.

(2) Code des catégories socioprofessionnelles (insee 1977) [n° des groupes 0 à 9]

(3) Voitures particuliaires et commerciales, françaises et étrangères, mais non compris les véhicules à usage exclusivement professionnel ou mis à loa disposition de leurs collaborateurs par certaines sociétés.

(4) Les salariés agricoles sont regroupés avec les agriculteurs.

(5) Ces informations ne concernent que les retraités.

(6) Nombre de ménages estimé d'après les enquêtes de conjoncture auprès des ménages de mai et octobre 1989.

TABLEAU D.01-5A

Equipement des ménages en biens durables selon l'âge du chef de ménage .

Source : INSEE (Enquêtes de conjoncture auprès des ménages)

Nature de l'équipement	Date (1)	Ensemble	Âge du chef de ménage								
			Inférieur à 25	25 à 29	30 à 39	40 à 49	50 à 54	55 à 59	60 à 64	65 à 69	70 et plus
Automobile (2)	Mi-1986	74,7	72,9	83,6	89,3	89,1	86,2	78,3	71,5	60,9	35,2
	Mi-1987	74,8	67,5	84,4	89,4	89,8	86,1	80,4	73,3	63,1	34,3
	Mi-1988	74,6	65,2	84,3	88,9	88,1	87,7	78,4	74,9	62,6	35,0
	Mi-1989	75,0	65,8	85,7	89,2	89,4	85,6	80,6	74,6	61,6	35,7
	Mi-1990	76,5	65,8	85,0	88,2	90,9	85,1	83,3	80,3	65,3	39,1
Téléviseur	Mi-1986	92,8	76,1	86,4	92,1	94,8	95,1	95,2	95,4	95,6	92,8
	Mi-1987	94,0	78,2	89,9	93,5	96,0	95,8	96,4	96,6	96,8	94,5
	Mi-1988	94,3	78,2	89,6	94,0	95,6	96,9	96,5	97,9	96,3	95,0
	Mi-1989	93,9	82,6	88,3	92,7	95,9	96,1	95,2	96,2	97,4	95,0
	Mi-1990	94,5	79,7	88,7	94,2	96,0	96,1	96,6	96,6	97,1	95,9
Téléviseur couleur	Mi-1986	72,8	45,7	64,2	76,4	77,2	75,6	76,4	74,9	75,9	70,1
	Mi-1987	78,1	54,2	71,9	81,0	83,2	80,8	79,4	79,7	78,3	75,9
	Mi-1988	81,7	56,0	75,0	83,8	86,4	85,7	83,2	84,6	82,6	79,5
	Mi-1989	84,2	66,0	78,3	85,6	89,0	89,1	84,8	86,5	85,9	81,1
	Mi-1990	87,1	67,7	81,1	88,3	91,5	90,5	88,7	88,4	88,3	84,8
Réfrigérateur	Mi-1986	97,1	92,2	97,9	97,9	97,2	97,4	97,1	98,2	96,9	95,4
	Mi-1987	97,0	93,0	97,8	98,3	97,6	97,7	97,2	97,1	97,5	95,0
	Mi-1988	97,5	95,4	97,9	98,4	98,0	97,5	97,1	98,0	96,9	96,6
	Mi-1989	97,7	96,9	97,3	98,8	98,3	98,6	98,1	97,4	97,7	95,2
	Mi-1990	97,8	91,0	98,3	97,5	98,4	99,1	97,6	98,5	98,3	96,6
Congélateur	Mi-1986	37,3	12,1	27,0	44,7	48,1	46,0	43,6	41,0	34,0	19,8
	Mi-1987	38,0	10,7	28,0	44,3	48,8	48,4	44,8	42,4	36,4	20,7
	Mi-1988	39,7	11,2	26,6	45,6	51,2	49,2	44,2	45,5	40,8	22,8
	Mi-1989	40,2	12,5	26,0	46,2	53,3	52,4	46,3	43,8	37,8	23,7
	Mi-1990	42,6	14,8	28,6	45,0	57,2	53,7	48,6	46,5	43,2	26,6
Combiné réfrigérateur-congélateur	Mi-1986	33,0	30,6	41,0	38,6	34,8	35,5	33,0	30,0	31,4	21,6
	Mi-1987	36,1	29,4	42,2	43,0	39,2	36,6	36,9	35,4	33,2	24,2
	Mi-1988	35,8	30,5	44,2	41,1	39,2	37,5	35,4	33,9	33,4	23,9
	Mi-1989	38,4	33,2	45,5	45,2	41,3	36,1	38,9	37,4	35,8	26,5
	Mi-1990	39,7	29,5	48,2	46,3	41,5	39,8	39,2	39,1	35,9	29,4
Lave-linge	Mi-1986	85,4	61,3	82,4	90,9	93,7	91,9	90,9	89,9	84,6	69,8
	Mi-1987	86,2	60,6	83,6	91,9	93,7	93,0	91,4	91,0	87,2	70,5
	Mi-1988	86,5	58,1	82,6	92,1	93,3	93,5	90,2	91,9	87,0	72,4
	Mi-1989	87,0	60,4	84,9	92,2	94,7	94,6	93,4	90,3	86,6	72,4
	Mi-1990	87,9	59,0	80,9	92,1	94,6	94,2	94,6	91,5	89,4	76,9
Lave-vaisselle	Mi-1986	24,2	5,6	16,1	35,5	38,9	31,1	24,3	17,3	14,6	8,0
	Mi-1987	25,8	4,2	14,6	36,7	42,6	33,1	26,5	21,0	16,3	8,1
	Mi-1988	27,9	5,8	17,3	39,1	44,3	35,4	25,1	24,6	18,5	10,1
	Mi-1989	28,4	6,0	15,8	37,0	48,5	37,7	29,8	24,8	18,2	9,5
	Mi-1990	30,0	4,5	15,8	37,5	49,3	39,8	32,0	28,0	22,1	11,0
Téléphone	Mi-1986	90,0	71,2	86,2	92,1	92,3	91,2	91,9	92,0	92,5	88,7
	Mi-1987	90,8	72,6	87,1	92,5	93,3	92,0	92,7	92,6	93,9	89,2
	Mi-1988	91,9	73,1	90,5	92,5	93,6	93,3	92,3	94,9	94,1	91,2
	Mi-1989	92,5	78,5	89,4	93,9	95,0	93,2	93,5	92,8	94,7	91,4
	Mi-1990	93,7	76,8	92,0	94,3	95,0	95,0	94,3	95,1	96,1	93,8
Nombre de ménages [en millions] (3)	Mi-1990	21,4	0,9	1,8	4,4	3,9	1,8	1,8	1,6	1,8	3,4

(1) Les résultats de décembre sont obtenus en faisant la moyenne arithmétique des résultas des deux enquêtes de novembre et de janvier.
(2) Voitures particulières et commerciales, françaises et étrangères, mais non compris les véhicules à usage exclusivement professionnel ou mis à la disposition de leurs collaborateurs par certaines sociétés.
(3) Nombre de ménages estimé d'après les enquêtes de conjoncture auprès des ménages de mai et octobre 1989.

TABLEAU D.01-5B

Equipement des ménages en biens durables selon la taille du ménage.

Source : INSEE (Enquêtes de conjoncture auprès des ménages) *Unité :* %

Nature de l'équipement	Date (1)	Ensemble	nombre de personnes du ménage 1	2	3	4	5	6 et plus
Automobile (2)	Mi-1986	74,7	36,8	78,1	90,5	94,9	92,7	83,3
	Mi-1987	74,8	37,6	78,4	91,1	94,5	92,7	84,5
	Mi-1988	74,6	38,9	78,7	89,8	94,4	91,9	81,5
	Mi-1989	75,0	40,1	79,1	91,8	94,4	92,8	81,5
	Mi-1990	76,5	42,6	82,0	91,8	94,7	93,9	84,4
Téléviseur	Mi-1986	92,8	83,3	93,7	95,9	96,0	97,9	95,6
	Mi-1987	94,0	86,2	95,8	96,8	97,2	97,3	96,8
	Mi-1988	94,3	86,9	95,9	97,0	97,1	98,3	97,3
	Mi-1989	93,9	86,7	95,2	96,8	97,5	97,5	96,9
	Mi-1990	94,5	87,6	95,7	93,3	97,7	98,3	99,0
Téléviseur couleur	Mi-1986	72,8	57,6	74,8	78,0	81,5	79,8	73,4
	Mi-1987	78,1	64,3	79,6	83,8	85,4	85,2	81,2
	Mi-1988	81,7	67,8	84,0	87,4	88,2	89,3	83,1
	Mi-1989	84,2	71,9	85,9	89,3	91,3	90,6	89,4
	Mi-1990	87,1	75,8	88,4	92,2	93,5	92,7	92,8
Réfrigérateur	Mi-1986	97,1	92,8	98,1	98,6	98,8	98,7	98,1
	Mi-1987	97,0	92,7	98,0	98,8	98,8	99,0	97,8
	Mi-1988	97,5	94,8	98,1	98,8	98,2	98,7	99,5
	Mi-1989	97,7	94,0	98,8	98,7	99,2	99,3	99,0
	Mi-1990	97,8	94,7	98,5	99,1	99,1	99,4	99,0
Congélateur	Mi-1986	37,3	12,9	36,1	44,2	53,7	60,3	54,8
	Mi-1987	38,0	12,5	37,3	45,1	55,0	61,9	54,6
	Mi-1988	39,7	15,2	39,0	46,3	57,6	64,4	52,7
	Mi-1989	40,2	15,9	39,3	48,5	57,4	65,8	54,8
	Mi-1990	42,6	18,0	42,1	50,4	61,0	657,6	57,9
Combiné réfrigérateur-congélateur	Mi-1986	33,0	21,1	33,2	39,5	40,9	35,2	35,3
	Mi-1987	36,1	24,2	36,8	43,4	42,5	39,2	38,6
	Mi-1988	35,8	23,4	37,2	43,7	41,3	36,6	41,3
	Mi-1989	38,4	25,7	40,0	45,8	45,1	41,7	40,6
	Mi-1990	39,7	29,8	41,1	46,4	43,6	43,4	39,7
Lave-linge	Mi-1986	85,4	57,3	89,5	96,1	98,2	97,0	96,2
	Mi-1987	86,2	59,6	90,4	96,7	98,4	98,5	96,0
	Mi-1988	86,5	61,6	90,1	97,0	98,2	98,7	93,8
	Mi-1989	87,0	63,4	91,1	97,0	98,3	98,8	98,1
	Mi-1990	87,9	29,8	41,1	46,4	43,6	43,4	39,7
Lave-vaisselle	Mi-1986	24,2	6,6	18,5	29,9	44,6	41,2	29,6
	Mi-1987	25,8	7,2	20,2	32,9	46,9	42,5	29,9
	Mi-1988	27,9	7,6	23,6	36,3	48,8	47,1	29,0
	Mi-1989	28,4	8,1	23,2	38,5	50,7	45,5	34,4
	Mi-1990	30,0	8,9	26,9	37,5	52,5	49,8	33,9
Téléphone	Mi-1986	90,0	80,6	92,3	92,9	95,6	91,8	87,5
	Mi-1987	90,8	82,7	92,9	93,8	94,9	93,6	86,9
	Mi-1988	91,9	84,5	94,2	94,6	94,4	95,8	89,0
	Mi-1989	92,5	84,3	95,0	95,8	96,4	95,1	90,9
	Mi-1990	93,7	87,2	95,3	96,7	97,4	95,9	89,4
Nombre de ménages [en millions] (3)	Mi-1990	21,4	5,4	6,8	3,7	3,4	1,5	0,6

(1) Les résultats de décembre sont obtenus en faisant la moyenne arithmétique des résultas des deux enquêtes de novembre et de janvier.
(2) Voitures particulières et commerciales, françaises et étrangères, mais non compris les véhicules à usage exclusivement professionnel ou mis à la disposition de leurs collaborateurs par certaines sociétés.
(3) Nombre de ménages estimé d'après les enquêtes de conjoncture auprès des ménages de mai et octobre 1989.

TABLEAU D.01-6

Répartition des repas pris à l'extérieur selon la catégorie socioprofessionnelle individuelle (PCS)

Année 1989

Source : INSEE (Enquête consommation alimentaire) *Unité :* %

Catégorie socioprofessionnelle individuelle	Restaurant	Cantine restaurant d'entreprise	Cantine scolaire réfectoire restaurant universitaire	Casse-croûte dans un café	Casse-croûte emporté avec soi	Payé par employeur ou autre foyer	Invitation dans autre foyer	Autre repas	**Ensemble**
Agriculteurs exploitants	0,54	—	0,75	0,36	0,18	2,03	1,58	0,71	**0,91**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	8,96	0,57	0,00	7,10	4,15	0,43	3,40	2,72	**3,32**
Cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures	15,15	14,81	1,07	15,62	3,72	0,76	4,66	3,68	**6,74**
Professions intermédiaires	20,15	26,43	1,54	16,46	14,95	7,09	9,43	6,68	**11,91**
Employés	14,59	31,65	1,28	19,51	20,53	22,56	14,54	7,08	**14,39**
Ouvriers	15,43	20,02	0,97	16,52	42,31	18,73	12,73	5,78	**13,56**
Retraités	8,68	0,49	0,31	2,01	1,57	6,73	10,84	11,46	**6,91**
Enfants, élèves, étudiants, militaires du contingent	12,28	5,43	92,54	18,94	10,75	40,95	35,75	54,33	**37,81**
Inactifs de moins de 60 ans	3,3	0,60	1,54	3,48	1,66	0,62	5,32	5,60	**3,46**
Inactifs de 60 ans et plus	0,92	—	—	—	0,19	0,10	1,75	1,95	**0,99**
Total	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**

TABLEAU D.01-7

Répartition des repas pris à l'extérieur selon la catégorie de communes

Année 1989

Source : INSEE (Enquête consommation alimentaire) *Unité :* %

Catégorie de commune	Restaurant	Cantine restaurant d'entreprise	Cantine scolaire réfectoire restaurant universitaire	Casse-croûte dans un café	Casse-croûte emporté avec soi	Payé par employeur ou autre foyer	Invitation dans autre foyer	Autre repas	**Ensemble**
Communes rurales	20,67	16,64	32,35	5,70	19,70	22,72	25,65	21,00	**23,48**
Unités urbaines :									
De moins de 10.000 habitants	8,16	6,75	12,59	9,90	10,98	12,67	9,38	8,44	**9,49**
De 10.000 à moins de 20.000 habitants	4,76	4,62	6,49	1,87	3,99	11,88	5,64	4,87	**5,52**
De 20.000 à moins de 100.000 habitants	7,42	9,74	8,72	8,72	9,65	17,69	12,40	13,66	**10,91**
De 100.000 à moins de 200.000 habitants	7,42	8,21	5,95	6,94	7,73	4,24	7,42	10,03	**7,51**
De 200.000 habitants et plus sauf UU Paris	25,12	18,74	16,14	27,25	28,54	14,12	21,03	21,30	**20,98**
Ensemble unités urbaines (sauf UU de Paris)	**52,87**	**48,06**	**49,89**	**54,68**	**60,90**	**60,61**	**55,87**	**58,29**	**54,40**
Unité urbaine de Paris (sauf Paris)	18,71	27,20	13,98	19,50	14,83	13,93	14,00	15,81	**16,63**
Ville de Paris	7,75	8,10	3,78	20,12	4,57	2,75	4,48	4,90	**5,49**
Total unité urbaine de Paris	**26,46**	**35,30**	**17,76**	**39,62**	**19,41**	**16,68**	**18,48**	**20,71**	**22,12**
Nombre moyen de repas pris à l'extérieur par semaine et par personne	0,45	0,33	0,43	0,04	0,18	0,12	0,94	0,36	**2,85**

TABLEAU D.01-8

Taux d'équipement des ménages européens en biens durables

Source : Eurostat : (Enquêtes budget de famille harmonisées) *Unité :* %

	Allemagne (ex-RFA)	**France**	Italie	Pays-Bas	Irlande	Espagne	Royaume-Uni	Belgique	Danemark	Grèce	Luxembourg	Portugal
	1988	**1989**	1990	1989	1987	1981	1989	1988	1987	1988	1987	1989
Voiture (neuve ou d'occasion)	67,8	**75,1**	75,3	64,0	62,2	51,5	66,0	79,7	62,2	37,6	88,5	38,8
Caravane (y compris caravane pliante)	2,9	**4,9**	///	8,0	2,5	///	///	6,1	5,0	0,5	4,1	///
Motocyclette, scooter, cyclomoteur	7,2	**11,3**	25,9	3,0	2,1	12,8	///	8,6	8,0	9,6	///	19,3
Télévision en noir et blanc	19,4	**23,4**	95,7	23,0	20,9	72,0	98,0	13,8	19,0	54,9	75,0	88,2
Téléviseur en couleur	87,4	**84,1**	///	94,0	82,7	26,5	91,0	87,1	86,0	51,4	91,4	///
Réfrigérateur	99,0	**98,0**	96,3	98,0	97,2	91,1	98,0	97,8	98,0	98,2	96,0	90,1
Congélateur	51,7	**40,4**	///	49,0	15,7	///	///	67,3	64,0	3,2	///	30,0
Machine à laver la vaisselle	28,7	**27,6**	19,4	10,0	7,6	6,3	10,0	30,5	25,0	8,2	45,3	7,6
Machine à coudre électrique	53,0	**37,8**	///	63,0	///	///	///	55,2	55,0	13,5	///	10,1
Machine à laver	85,7	**84,3**	92,5	89,0	77,1	64,3	86,0	88,6	66,0	69,8	96,2	51,7
Résidence secondaire	///	**9,5**	4,6	2,0	2,2	10,6	///	6,8	12,0	12,5	9,4	///
Magnétoscope	26,2	**24,1**	26,6	///	20,5	///	57,0	///	21,0	24,6	///	///
Microordinateur personnel	12,0	///	9,7	///	///	///	17,0	///	9,0	2,5	///	4,4

TABLEAU D.01-9

Le budget des ménages en 1989

Source : INSEE (enquête budget de famille)

Unité : %

	Alimentation à domicile	Repas à l'extérieur	Habillement	Habitation	Hygiène santé	Transports et Télécom	Culture et loisirs	Divers	**Total (1)**
Âge du chef de ménage :									
Moins de 25 ans	12,8	5,7	8,0	26,2	5,9	17,6	11,7	12,1	**100,0**
25 à 34 ans	14,4	5,2	6,2	29,0	6,0	15,6	7,3	16,3	**100,0**
35 à 44 ans	15,9	4,7	6,2	27,7	5,7	14,0	7,4	18,4	**100,0**
45 à 54 ans	16,6	4,1	6,6	23,4	5,7	14,9	7,0	21,7	**100,0**
55 à 64 ans	18,4	3,3	5,4	25,0	7,1	12,9	6,0	21,9	**100,0**
65 à 74 ans	20,7	2,5	5,3	24,8	10,0	11,7	5,1	19,9	**100,0**
75 et plus	22,4	3,0	4,9	25,4	13,2	7,7	4,3	19,1	**100,0**
Catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage (nouvelle CS) :									
Exploitants agricoles	23,9	3,0	5,9	23,2	7,1	14,8	5,2	16,9	**100,0**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	15,8	4,7	5,7	24,6	4,5	14,3	6,5	23,9	**100,0**
Cadres et professions intellectuelles supérieures	11,1	4,7	6,9	24,9	5,0	13,4	7,1	26,9	**100,0**
Professions intermédiaires	14,1	5,1	6,4	26,1	6,2	15,4	7,3	19,4	**100,0**
Employés	16,8	4,5	6,2	28,4	6,8	14,0	7,0	16,3	**100,0**
Ouvriers	19,1	4,1	5,8	28,4	6,5	15,0	7,1	14,0	**100,0**
Retraités	21,0	2,8	5,1	24,9	10,1	11,4	5,5	19,2	**100,0**
Autres inactifs	18,7	3,9	7,1	26,7	8,1	13,4	9,0	14,1	**100,0**
Type de ménage :									
Personne seule :									
< 65 ans	12,3	6,0	6,4	28,4	5,4	13,9	7,2	20,4	**100,0**
⩾ 65 ans	20,4	2,9	5,2	28,7	11,6	6,9	4,3	20,0	**100,0**
Couples sans enfants, personne de référence agée de :									
< 35 ans	11,7	5,8	6,7	25,6	5,3	18,6	9,0	17,3	**100,0**
35 à < 65 ans	17,2	3,1	5,1	24,8	6,3	13,4	5,8	24,3	**100,0**
⩾ 65 ans	22,1	2,5	5,0	23,6	11,5	10,7	4,8	19,8	**100,0**
Couples avec :									
1 enfant	15,9	4,0	6,0	24,7	6,5	15,5	6,7	20,7	**100,0**
2 enfants	16,3	4,6	6,2	27,0	5,8	14,7	7,4	18,0	**100,0**
3 enfants ou plus	19,4	4,1	7,0	28,5	6,2	13,0	7,4	14,4	**100,0**
Autres ménages de :									
2 personnes	17,0	4,0	6,9	25,8	9,3	12,2	7,0	17,8	**100,0**
3 personnes	19,5	4,0	5,6	26,1	7,7	13,7	6,2	17,2	**100,0**
> 3 personnes	19,9	4,3	6,4	23,6	6,8	13,4	8,1	17,5	**100,0**
Type d'habitat de résidence :									
Population agricole :									
Communes rurales	25,7	2,6	5,7	22,9	8,5	13,7	4,9	16,0	**100,0**
Toutes communes	25,0	2,6	5,5	23,1	8,4	14,1	4,8	16,5	**100,0**
Population non agricole :									
Communes rurales	18,1	3,9	5,5	26,9	6,5	15,0	6,7	17,4	**100,0**
Unités urbaines de moins de 20.000 habitants	17,3	3,6	5,5	27,1	6,6	15,2	7,1	17,6	**100,0**
Unités urbaines de 20.000 à 99.999 habitants	17,0	3,8	6,8	25,5	6,7	14,3	7,0	18,9	**100,0**
Unités urbaines de 100.000 habitants et plus	16,8	4,0	6,3	26,5	7,0	13,2	7,0	22,6	**100,0**
Complexe agglomération de Paris	14,0	5,5	6,1	25,8	7,1	12,2	6,7	22,6	**100,0**
Toutes communes	16,5	4,2	6,0	26,4	6,8	13,8	6,9	19,4	**100,0**
Revenu moyen par unité de consommation :									
1 à 32.499	22,4	3,7	6,4	26,9	7,1	12,9	6,2	14,6	**100,0**
32.500 à 39.999	23,9	3,4	6,1	28,4	7,8	11,7	6,8	11,9	**100,0**
40.000 à 46.999	22,8	3,5	5,9	28,4	7,8	12,2	6,9	12,5	**100,0**
47.000 à 54.999	20,8	3,3	5,7	28,1	7,8	13,6	7,1	13,6	**100,0**
55.000 à 67.999	18,7	4,1	5,8	27,1	8,1	14,0	6,7	15,5	**100,0**
68.000 à 94.999	16,3	4,4	5,8	26,9	7,1	14,3	6,5	18,7	**100,0**
Plus de 94.999	11,7	4,5	6,3	24,0	5,7	14,5	7,0	26,3	**100,0**
Non déclarés	20,0	3,8	5,5	25,7	7,1	11,5	6,6	19,8	**100,0**
Ensemble	**16,9**	**4,2**	**6,0**	**26,2**	**6,9**	**13,8**	**6,8**	**19,2**	**100,0**

(1) En consommation annuelle moyenne par ménage.

TABLEAU D.01-10 A

Evolution des emplois du temps des adultes citadins entre 1974-1975 et 1985-1986 (1)(2)

Source : INSEE (Enquête emploi du temps) — *Unité :* Temps exprimés en heures et minutes par jour

	Homme				Femme					
	Actif		Inactif		Active		Inactive		**Ensemble**	
	1975	1985	1975	1985	1975	1985	1975	1985	1975	1985
Temps physiologique	11 h 40	11 h 17	13 h 04	12 h 23	11 h 20	11 h 15	12 h 08	12 h 06	12 h 05	11 h 53
dont : Repas à domicile	1 h 33	1 h 23	1 h 47	1 h 37	1 h 28	1 h 18	1 h 54	1 h 37	1 h 41	1 h 30
Repas hors domicile	0 h 42	0 h 40	0 h 40	0 h 31	0 h 26	0 h 33	0 h 15	0 h 21	0 h 29	0 h 28
Temps professionnel et de formation (3)	6 h 49	6 h 21	2 h 06	1 h 59	5 h 36	5 h 16	0 h 38	0 h 57	4 h 01	3 h 32
dont : Travail professionnel	6 h 05	5 h 36	0 h 20	0 h 15	4 h 58	4 h 38	0 h 05	0 h 08	3 h 23	2 h 49
Etudes et formation	0 h 04	0 h 05	1 h 35	1 h 31	0 h 06	0 h 04	0 h 28	0 h 41	0 h 14	0 h 20
Trajets liés au travail professionnel etaux études	0 h 40	0 h 40	0 h 11	0 h 13	0 h 32	0 h 34	0 h 05	0 h 08	0 h 24	0 h 23
Temps domestique	2 h 20	2 h 41	3 h 34	4 h 05	4 h 42	4 h 38	7 h 47	6 h 53	4 h 26	4 h 31
dont : Activités ménagères (cuisine, vaisselle, ménage, linge)	0 h 54	1 h 05	1 h 31	1 h 38	3 h 15	3 h 09	5 h 14	4 h 17	2 h 44	2 h 38
Couture, bricolage	0 h 21	0 h 24	0 h 21	0 h 36	0 h 13	0 h 11	0 h 30	0 h 23	0 h 21	0 h 23
Autres trajets	0 h 41	0 h 43	1 h 02	1 h 07	0 h 39	0 h 41	0 h 51	0 h 54	0 h 43	0 h 47
Soins aux personnes	0 h 12	0 h 12	0 h 10	0 h 11	0 h 28	0 h 28	0 h 62	0 h 55	0 h 24	0 h 24
Temps libre	3 h 11	3 h 41	5 h 16	5 h 33	2 h 22	2 h 51	3 h 27	4 h 04	3 h 28	4 h 04
dont : Télévision	1 h 20	1 h 38	1 h 43	2 h 18	0 h 59	1 h 10	1 h 25	1 h 51	1 h 22	1 h 48
Sports	0 h 05	0 h 11	0 h 09	0 h 17	0 h 02	0 h 05	0 h 02	0 h 05	0 h 03	0 h 08
Spectacles, sorties	0 h 08	0 h 09	0 h 09	0 h 15	0 h 05	0 h 09	0 h 03	0 h 08	0 h 05	0 h 08
Jeux	0 h 09	0 h 10	0 h 13	0 h 21	0 h 05	0 h 06	0 h 04	0 h 08	0 h 08	0 h 11

(1) Pour chacune des quatre parties principales d'un emploi du temps, nous n'avons retenu que les activités présentant les plus grandes évolutions.
(2) Adultes âgés de 18 à 64 ans.
(3) La prise en compte des samedis et dimanches pour le calcul de ces moyennes rend surprenant les temps quotidiens de travail ou d'études; multipliés par 7, ils sont plus conformes au sens commun.

TABLEAU D.01-10 B

Evolution des emplois du temps des adultes citadins entre 1974-1975 et 1985-1986 (1)(2)

Source : INSEE (Enquête emploi du temps) — *Unité :* Temps exprimés en heures et minutes par jour

	Homme				Femme				**Ensemble**	
	Seul		En famille		Seule		En famille			
	1975	1985	1975	1985	1975	1985	1975	1985	**1975**	**1985**
Temps physiologique	13 h 57	13 h 05	14 h 04	13 h 10	13 h 46	13 h 22	13 h 50	13 h 10	**12 h 05**	**11 h 53**
dont : Repas à domicile	1 h 29	1 h 22	2 h 10	2 h 06	1 h 38	1 h 35	2 h 08	1 h 55	**1 h 41**	**1 h 30**
Repas hors domicile	0 h 39	0 h 34	0 h 12	0 h 08	0 h 15	0 h 15	0 h 07	0 h 04	**0 h 29**	**0 h 28**
Temps professionnel et de formation (3)	0 h 08	0 h 16	0 h 50	0 h 21	0 h 20	0 h 07	0 h 15	0 h 04	**4 h 01**	**3 h 32**
dont : Travail professionnel	0 h 06	0 h 11	0 h 42	0 h 19	0 h 19	0 h 06	0 h 11	0 h 04	**3 h 23**	**2 h 49**
Etudes et formation	0 h 01	0 h 03	0 h 01	0 h 01	0 h 00	0 h 00	0 h 02	0 h 00	**0 h 14**	**0 h 20**
Trajets liés au travail professionnel et aux études	0 h 01	0 h 02	0 h 07	0 h 01	0 h 01	0 h 01	0 h 02	0 h 00	**0 h 24**	**0 h 23**
Temps domestique	4 h 46	4 h 31	3 h 23	4 h 08	5 h 19	5 h 04	5 h 48	5 h 57	**4 h 26**	**4 h 31**
dont : Activités ménagères (cuisine, vaisselle, ménage, linge)	2 h 54	2 h 52	1 h 32	1 h 48	2 h 53	2 h 37	4 h 32	4 h 30	**2 h 44**	**2 h 38**
Couture, bricolage	0 h 16	0 h 09	0 h 20	0 h 28	0 h 35	0 h 28	0 h 25	0 h 33	**0 h 21**	**0 h 23**
Autres trajets	0 h 54	0 h 54	0 h 37	0 h 44	0 h 36	0 h 36	0 h 27	0 h 28	**0 h 43**	**0 h 47**
Soins aux personnes	0 h 05	0 h 04	0 h 08	0 h 10	0 h 03	0 h 05	0 h 06	0 h 10	**0 h 24**	**0 h 24**
Temps libre	5 h 09	6 h 08	5 h 43	6 h 21	4 h 35	5 h 17	4 h 07	4 h 49	**3 h 28**	**4 h 04**
dont : Télévision	1 h 42	2 h 29	2 h 07	2 h 56	1 h 35	2 h 26	1 h 46	2 h 24	**1 h 22**	**1 h 48**
Sports	0 h 01	0 h 07	0 h 05	0 h 07	0 h 01	0 h 00	0 h 00	0 h 01	**0 h 03**	**0 h 08**
Spectacles, sorties	0 h 05	0 h 02	0 h 04	0 h 03	0 h 02	0 h 05	0 h 01	0 h 01	**0 h 05**	**0 h 08**
Jeux	0 h 12	0 h 24	0 h 16	0 h 16	0 h 05	0 h 16	0 h 09	0 h 14	**0 h 08**	**0 h 11**

(1) Pour chacune des quatre parties principales d'un emploi du temps, nous n'avons retenu que les activités présentant les plus grandes évolutions.
(2) Adultes âgés de 65 ans et plus.
(3) La prise en compte des samedis et dimanches pour le calcul de ces moyennes rend surprenant les temps quotidiens de travail ou d'études; multipliés par 7, ils sont plus conformes au sens commun.

Chapitre D.02

Logement

1. Commentaire.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Résidences principales selon le statut d'occupation.

1. Résidences principales, logements vacants et résidences secondaires par catégorie de commune.
2. Résidences principales selon le statut d'occupation et l'âge de la personne de référence.
3. Résidences principales selon le confort et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence.
4. Résidences principales selon le mode de chauffage et le combustible utilisé.
5. Résidences principales, nombre moyen de pièces selon l'année d'achèvement et le type de l'immeuble.
6. Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage.
7. Résidences principales, nombre moyen de personnes par logement et par pièce selon l'âge de la personne de référence.
8. Charges financières des accédants, locataires selon le secteur du logement.
9. Taux d'effort selon le secteur et la catégorie socioprofessionnelle.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Logement » de l'INSEE.

1. COMMENTAIRE

Les logements sont de plus en plus spacieux, l'amélioration du confort se poursuit, le goût pour la propriété et la maison individuelle ne se dément pas. Aussi les résultats de 1990 confirment-ils des tendances déjà mises en évidence par le précédent recensement et les dernières enquêtes « Logement ». Les travaux de modernisation, en plein essor, ont concerné 1,7 million de résidences principales entre 1982 et 1990. Le chauffage électrique fait mieux qu'une percée : il a été installé dans 54 % des logements construits depuis huit ans. La mobilité résidentielle marque le pas : plus de 54 % des ménages sont propriétaires et changent moins souvent de domicile.

2. MÉTHODOLOGIE

Les enquêtes logements

L'INSEE a réalisé des enquêtes sur le logement en 1955, 1961, 1963, 1967, 1970, 1973, 1978 et 1984. Une neuvième enquête a été effectuée en 1988.

Toutes ces enquêtes, de caractéristiques analogues, ont été réalisées, auprès d'un échantillon représentatif de l'ensemble des logements existant en France à la date de l'enquête.

Cet échantillon a été constitué à partir de deux bases de sondage :

— le recensement précédent de la population pour les logements achevés à la date de ce recensement;

— le fichier des logements neufs géré par le ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports pour les logements achevés entre le recensement et la date de l'enquête.

En 1988, l'échantillon comprenait d'une part, les logements déjà enquêtés en 1984 et des logements neufs, d'autre part.

La taille de l'échantillon était en 1978 de 31.000 logements, en 1984, de 38.000 logements et, en 1988, de 36.000 logements. En 1988, l'échantillon de la région Île-de-France a été augmenté en vue d'études locales, toutes les autres régions ayant les mêmes taux de sondage.

Ces enquêtes comportent :

— d'une part, des questions sur les caractéristiques physiques du parc (taille, confort) et sur les caractéristiques démographiques du ménage occupant (catégorie socioprofessionnelle, statut d'occupation, nombre de personnes);

— d'autre part, des questions détaillées axées sur les dépenses de logement (loyers, charges, prix d'acquisition, modalités de financement utilisées par les accédants à la propriété).

Les enquêtes par sondage adoptent les mêmes concepts que les recensements; elles visent à fournir des informations plus complexes et plus nombreuses, mais souvent au seul niveau national. Dans les recensements, les effectifs sont mieux mesurés et les données sont disponibles à des échelons géographiques fins et variés.

L'indice de peuplement

Pour calculer l'indice de peuplement, on définit un nombre de pièces normatif de la façon suivante :

● *On compte :*

— 1 pièce pour chaque personne mariée, veuve ou divorcée dont le conjoint n'habite pas le logement;

— 1 pièce pour chaque couple vivant dans le logement;

— 1 pièce pour chaque personne célibataire de plus de 18 ans;

— 1 pièce pour chaque groupe de 2 enfants de 7 à 18 ans de même sexe;

— 1 pièce pour chaque groupe de 2 enfants de moins de 7 ans;

— 1 pièce pour l'ensemble des domestiques et des salariés logés;

— plus 1 unité pour la salle de séjour.

L'indice de peuplement est alors ainsi calculé :

— surpeuplement accentué : le nombre de pièces du logement est inférieur d'au moins 2 unités au nombre de pièces normatif;

— surpeuplement modéré : le nombre de pièces du logement est inférieur d'une unité au nombre de pièces normatif;

— peuplement normal : le nombre de pièces du logement est égal au nombre de pièces normatif;

— sous-peuplement modéré : le nombre de pièces du logement dépasse d'une unité le nombre de pièces normatif;

— sous-peuplement prononcé : le nombre de pièces du logement dépasse de 2 unités le nombre de pièces normatif;

— sous-peuplement très accentué : le nombre de pièces du logement dépasse d'au moins 3 unités le nombre de pièces normatif.

3. DÉFINITIONS

Les logements occasionnels

Logements utilisés une partie de l'année pour des raisons professionnelles. Les personnes qui s'y trouvent le cas échéant au moment du recensement sont recensées dans leur résidence principale.

Les logements vacants

Logements disponibles pour la vente ou la location, logements neufs achevés mais non encore occupés à la date du recensement.

Nombre de pièces

Il s'agit du nombre de pièces d'habitation (y compris la cuisine si celle-ci a plus de 12 m^2). Ce nombre ne comprend pas les pièces à usage professionnel, les entrées, couloirs, salles de bains, etc.

Les résidences principales

Logements occupés de façon permanente et à titre principal par un ménage. Les résidences principales comprennent essentiellement les logements ordinaires (maisons individuelles, logements dans un immeuble collectif), mais aussi les logements-foyers pour personnes âgées, les fermes, les pièces indépendantes louées, sous-louées ou prêtées à des particuliers, les chambres meublées dans les hôtels et les garnis, les constructions provisoires et les habitations de fortune.

Les résidences secondaires

Logements utilisés pour les week-ends, les loisirs ou les vacances. Sont également classés en résidences secondaires les logements meublés loués (ou à louer) pour des séjours touristiques.

Statut d'occupation

Le statut de propriétaire du logement inclut les différentes formes d'accession à la propriété. Le statut de locataire ou de sous-locataire concerne les locations de logements loués vides ou meublés ainsi que les locations de chambres d'hôtel, quand il s'agit de la résidence principale de l'individu ou du ménage.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

— INSEE.

Publications :

● Ouvrages :

« Le logement aujourd'hui et demain », *INSEE-Résultats,* n^{os} 43-44 (*Consommation - modes de vie,* n^{os} 7-8);

« Le patrimoine de logements en 1984 », *INSEE-Résultats,* n° 55 (*Consommation - modes de vie,* n° 9);

« Le parc de logements et son occupation, mouvements annuels 1982-1988 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 86-87, n^{os} 15-16;

« Accession, endettement, surendettement », *INSEE-Première,* n° 60;

« Le logement des Français en 1988, plus d'espace, moins d'insatisfaits », *INSEE Première,* n° 98;

« Tendances récentes du marché du logement », *INSEE Première,* n° 74;

« Pourquoi l'on devient propriétaire », *INSEE-Première,* n° 124.

« Moins de logements neufs, plus de rénovation. RP 1990 », *INSEE-Première,* n° 147.

« Les conditions de logement des ménages en 1978 », *Les Collections de l'INSEE,* volume M 85;

« Les conditions de logement des ménages en 1984 », *Les Collections de l'INSEE,* volume M 133;

« Les conditions de logement fin 1984 », *Premiers résultats,* n° 70, août 1986;

Fascicules départementaux (résultats du sondage au 1/4 du RP 90);

Volume « Logements - Immeubles » (résultats du sondage au 1/20 du RP 90);

Volume « Ménages, Familles » (résultats du sondage au 1/20 du RP 90);

« Projection du nombre de ménages 1975-2000 », *Les Collections de l'INSEE,* volume D 64;

« Logements, population, emploi 1975-1982-1990 » (RP 90);

« Les conditions de logement des ménages en 1988 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 171-172 (avril 1992);

« Le logement locatif de 1984 à 1989 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 201-202 (août 1992).

● Articles d'*Économie et Statistique :*

« Le nombre de ménage croît plus vite que la population », mars 1986, n° 186;

« L'accession à tout prix, les charges de copropriétés, le parc locatif et ses occupants, loyers et charges locatives : près de 14 % du revenu, la valeur du parc de logements : près de 8.000 milliards de francs », septembre 1987, n° 202;

« Le logement de 1978 à 1984 : toujours plus grand et toujours mieux, les HLM : une vocation sociale qui s'accentue », janvier 1988, n° 206;

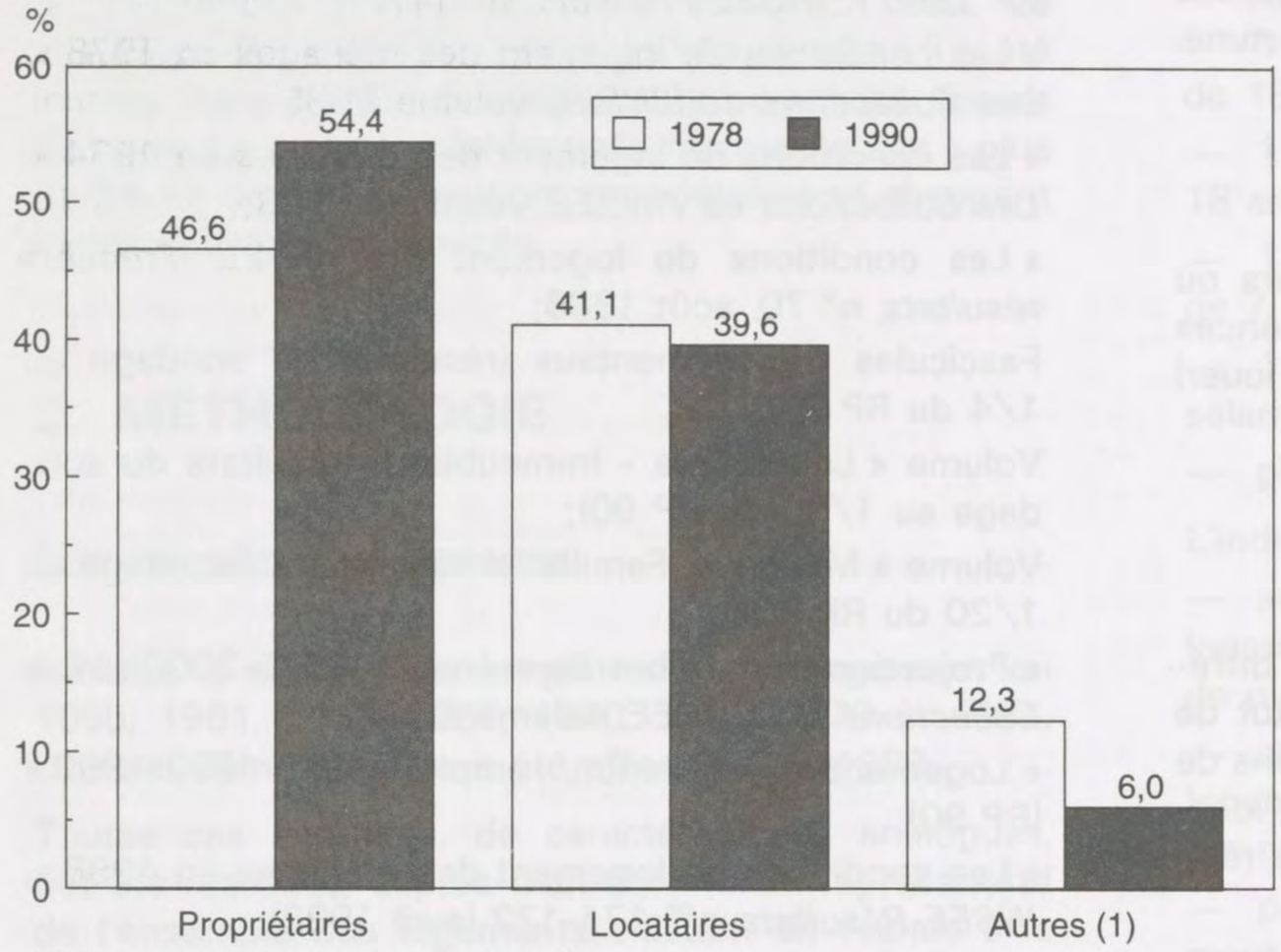
« La croissance du nombre de ménages soutiendra la construction neuve jusqu'au milieu des années 90 », octobre 1989, n° 225;

« L'opinion des Français sur leur logement. Les économies d'énergie dans le logement : un gain durable; février 1991, n° 240. « Accession » : l'ancien réhabilité. Portrait du locataire », février 1991, n° 240.

*
* *

GRAPHIQUE D.02

Résidences principales selon le statut d'occupation



(1) Notamment les logements gratuits.
Source : INSEE

TABLEAU D.02-1

Résidences principales, logements vacants et résidences secondaires par catégorie de commune

Source : INSEE (Recensements de la population) — *Unité :* Millier

	1975	1982	1990
Résidences principales :			
Communes rurales	4.556	4.915	5.259
Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	4.926	5.624	6.299
Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	4.998	5.562	6.204
Agglomération parisienne	3.264	3.489	3.774
France entière	**17.744**	**19.590**	**21.536**
Logements vacants :			
Communes rurales	598	593	578
Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	415	519	545
Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	373	445	490
Agglomération parisienne	248	297	283
France entière	**1.634**	**1.854**	**1.896**
Résidences secondaires :			
Communes rurales	997	1.280	1.456
Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	443	644	867
Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	176	240	330
Agglomération parisienne	79	101	161
France entière	**1.695**	**2.265**	**2.814**
Tous logements :			
Communes rurales	**6.151**	**6.788**	**7.293**
Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	**5.784**	**6.787**	**7.711**
Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	**5.547**	**6.247**	**7.024**
Agglomération parisienne	**3.591**	**3.887**	**4.218**
France entière	**21.073**	**23.709**	**26.246**

TABLEAU D.02-2

Résidences principales selon le statut d'occupation, et l'âge de la personne de référence

Source : INSEE (Recensements de la population de 1990) *Unité :* Millier

	15 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus	**Total**
Propriétaire	392	2.041	2.486	2.192	3.023	1.582	**32.207**
Locataire ou sous-locataire	2.065	2.120	1.379	957	1.170	835	**20.392**
dont : d'un logement loué vide non H.L.M	1.308	1.272	795	523	654	527	**11.439**
d'un logement loué vide H.L.M	613	793	546	406	492	289	**8.478**
d'un meublé ou d'une chambre d'hôtel	144	55	38	27	24	19	**475**
Logé gratuit	215	246	189	151	211	266	**2.784**
Logé gratuit	215	246	189	151	211	266	**2.784**
Total	**2.673**	**4.407**	**4.054**	**3.299**	**4.404**	**2.684**	**55.384**

TABLEAU D.02-3

Résidences principales selon le confort et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence

Source : INSEE (Recensement de la populationde 1990) *Unité :* millier

	Agriculteurs	Artisants Commerçants Chefs d'entreprises	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Total**
Ni baignoire ni douche, sans WC intrérieur	47	16	9	20	48	156	400	115	**811**
Ni baignoire ni douche, avec WC intérieur	11	13	6	16	28	80	354	82	**588**
Baignoire ou douche, sans WC intérieur	21	34	32	58	64	134	169	60	**572**
Baignoire ou douche, WC intérieur, sans chauffage central	158	175	131	293	272	891	1.078	266	**3.264**
Baignoire ou douche, WC intérieur, avec chauffage central	303	1.010	1.840	2.450	1.834	3.478	4.297	1.083	**16.285**

TABLEAU D.02-4

Résidences principales selon le mode de chauffage et le combustible utilisé

Source : INSEE (Recensement de la population de 1990) — *Unité :* Millier

	Résidences Principales	dont achevées avant 1949
Chauffage urbain	**1.012**	**60**
Logement équipé d'un chauffage central collectif :		
Gaz de ville	1.721	192
Fioul	1.726	274
Electricité	253	23
Gaz (citerne, bouteille)	18	4
Charbon	96	28
Bois	18	8
Total	**4.844**	**589**
Logement équipé d'un chauffage central individuel dans un immeuble collectif :		
Gaz de ville	1.894	701
Fioul	152	73
Electricité	1.269	543
Gaz (citerne, bouteille)	39	15
Charbon	22	10
Bois	14	8
Total	**3.390**	**1.350**
Logement équipé d'un chauffage central individuel dans un immeuble d'un seul logement :		
Gaz de ville	2.318	867
Fioul	2.865	1.043
Electricité	2.636	537
Gaz (citerne, bouteille)	338	117
Charbon	134	71
Bois	474	229
Total	**8.765**	**2.864**
Logements sans chauffage central	**4.537**	**3.167**
Total des résidences principales	**21.536**	**7.970**

TABLEAU D.02-5

Résidences principales, nombre moyen de pièces selon l'année d'achèvement et le type de l'immeuble

Source : INSEE (Recensement de la population de 1990) — *Unité :* Effectif en millier

Année d'achèvement	Effectif			Nombre moyen de pièces
	Individuel	Collectif	Total	
Avant 1915	3.433	1.739	**5.172**	**3,71**
De 1915 à 1948	1.767	1.031	**2.798**	**3,64**
De 1949 à 1967	1.795	2.528	**4.323**	**3,71**
De 1967 à 1974	1.495	1.941	**3.436**	**3,79**
De 1975 à 1981	1.892	1.205	**3.097**	**4,01**
1982 ou après	1.884	826	**2.710**	**4,04**
Total	**12.266**	**9.270**	**21.536**	**3,80**

TABLEAU D.02-6

Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage

Source : INSEE (Enquête logement de 1988) — *Unité :* Millier

Indice de peuplement	Nombre de personnes du ménage						**Total**
	1	2	3	4	5	6 et plus	
Sous-peuplement très accentué	652	1.552	509	430	161	57	**3.361**
Sous-peuplement prononcé	834	1.642	771	632	235	55	**4.169**
Sous-peuplement modéré	1.301	1.717	1.183	1.088	396	132	**5.817**
Peuplement normal	1.454	996	932	961	451	176	**4.970**
Surpeuplement modéré	872	304	232	310	193	163	**2.074**
Surpeuplement accentué	—	52	46	58	44	109	**309**
Total	**5.113**	**6.263**	**3.673**	**3.479**	**1.480**	**692**	**20.700**

TABLEAU D.02-7

Résidences principales, nombre moyen de personnes par logement et par pièce selon l'âge de la personne de référence

Source : INSEE (Recensement de la population de 1990) — *Unité :* Millier

	Effectif	Nombre de personnes par logement	Nombre de personnes par pièce
15 à moins de 30 ans	2.763	2,12	0,76
30 à moins de 40 ans	4.397	3,24	0,84
40 à moins de 50 ans	3.983	3,42	0,80
50 à moins de 60 ans	3.239	2,70	0,65
60 à moins de 75 ans	4.435	1,97	0,51
75 ans ou plus	2.719	1,54	0,45
Total	**21.536**	**2,57**	**0,68**

TABLEAU D.02-8

Charges financières des accédants et locataires selon le secteur de logement

Source : INSEE (enquêtes logement de 1984 et 1988) — *Unité :* Francs courants

Secteur	Brutes par an		Brutes par an et m^2		Nettes par an		Nettes par an et m^2	
	1984	1988	1984	1988	1984	1988	1984	1988
Accédants PAP	31.065	37.415	302	355	26.183	30.637	255	291
Accédants prêts conventionnés	34.917	41.430	326	379	32.137	37.993	300	348
Autres accédants	17.803	23.532	174	225	17.401	23.105	170	221
Ensemble	**21.944**	**29.406**	**213**	**279**	**20.491**	**27.184**	**199**	**258**
Location HLM conventionnée	11.823	14.751	164	209	7.344	9.514	102	135
Location HLM non conventionnée	8.892	11.203	128	162	6.498	8.648	94	125
Location sociale non HLM	12.193	16.607	181	247	10.511	14.517	156	215
Location loi de 48	9.405	14.273	152	219	8.389	12.877	136	198
Location libre avant 49	11.825	18.297	183	277	10.309	16.417	160	249
Location libre après 48	17.044	22.072	249	321	15.320	20.137	224	293
Ensemble des locataires d'un local loué vide	**12.036**	**16.684**	**179**	**244**	**9.973**	**13.960**	**150**	**205**

TABLEAU D.02-9

Taux d'effort selon le secteur de logement et la catégorie socioprofessionnelle

Source : INSEE (enquête logement 1984 et 1988) *Unité :* %

	Accédants		Location secteur social		Location secteur privé	
	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net
Industriels, commerçants	17,9	16,9	11,3	9,2	16,6	15,8
Professions libérales, cadres supérieurs	14,6	14,5	11,9	11,4	14,7	14,5
Professions intermédiaires	16,7	16,0	11,1	9,9	15,9	15,2
Employés	20,5	18,8	13,6	10,1	19,6	17,1
Ouvriers	20,9	17,6	12,6	8,2	14,6	12,1
Retraités	12,1	11,7	15,2	11,2	17,7	15,3
Inactifs	18,4	15,2	20,6	7,8	30,2	24,4
Ensemble	**17,3**	**16,0**	**13,2**	**9,6**	**16,5**	15,0

Chapitre D.03

Santé

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique : Part des dépenses de santé dans la consommation des ménages entre 1970 et 1989 dans la Communauté européenne.

1. Dépense courante et consommation médicale totale.
2. Dépense courante de santé.
3. Effectifs des professions de santé.
4. Habitants par médecin dans divers pays.
5. Personnels hospitaliers.
6. Professions sociales par secteur d'activité.
7. Établissements sanitaires et sociaux civils par catégorie d'établissement.
8. Équipement et activité des établissements hospitaliers.
9. Établissements pour handicapés.
10. Nouveaux cas des affections de longue durée.
11. Nombre de décès selon la cause et le sexe.
12. Cas de SIDA rapportés par groupe de transmission et année de diagnostic.
13. Décès des enfants de moins d'un an suivant la cause principale.
14. Causes médicales de décès dans les départements d'outre-mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère des Affaires sociales, Service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI).

1. MÉTHODOLOGIE

Les comptes de la Santé décrivent à l'échelon national l'ensemble des activités de santé et leur évolution. Il s'agit tout d'abord des soins médicaux et paramédicaux dispensés sur le territoire. L'effort national en matière de promotion et de développement des politiques sanitaires est également décrit dans ses composantes : prévention, éducation, enseignement et recherche.

Les comptes de la Santé

Ils fournissent une analyse du financement de l'ensemble des dépenses engagées par les particuliers, par le système de protection sociale et les collectivités publiques ou privées. Le modèle d'évaluation utilisé pour l'élaboration des comptes a fait l'objet, depuis 1984, d'une mise à jour importante en raison notamment des modifications techniques et institutionnelles intervenues dans le secteur de la Santé. L'élaboration de la nouvelle base des comptes de la Santé a débouché sur des séries entièrement revues.

Dépenses courantes de santé

L'analyse des dépenses courantes de santé repose sur un croisement entre l'origine (payeurs) et la destination finale (prestataires de soins, distributeurs de soins médicaux) des flux financiers. La structure de financement se présente par grandes opérations :

— prestations sociales;

— dotation globale;

— autres transferts et subventions;

— dépense courante;

— participation des ménages.

Profession de la santé

Médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et pharmaciens sont des professions réglementées, au niveau du diplôme et de l'exercice, par le Code de la santé publique; cette réglementation entraîne l'inscription sur une liste préfectorale et la délivrance d'une carte professionnelle. Pour chacune de ces professions, il existe un ordre professionnel. En outre, elles bénéficient d'un monopole d'exercice. Les auxiliaires médicaux ont également un monopole d'exercice et peuvent exercer sans prescription médicale en application du rôle propre qui leur est dévolu.

Il s'agit des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthophonistes et orthoptistes. Ces professions sont réglementées de la même façon que les professions médicales; du fait de l'absence d'ordre professionnel, c'est le préfet qui délivre la carte professionnelle.

Le ministère des Affaires sociales et de l'Intégration recense dans son fichier décentralisé (ADELI) tous les médecins actifs, y compris les fonctionnaires. Les répertoires ADELI sont gérés par les directions départementales des Affaires sanitaires et sociales qui, en vertu des dispositions du Code de la santé, sont tenues d'enregistrer les diplômes de tous les médecins qui commencent à exercer une activité professionnelle et de dresser annuellement la liste des médecins en activité dans leur département. Les directions régionales des Affaires sanitaires et sociales animent et coordonnent l'action des départements et participent au contrôle de la qualité des informations.

Dans les tableaux de ce chapitre, la rubrique « spécialistes » inclut les compétents exclusifs et la rubrique « généralistes », les médecins compétents ou à mode d'exercice particulier. Seules les professions réglementées font l'objet d'une statistique annuelle. Pour les pharmaciens, l'exercice libéral correspond aux pharmaciens titulaires d'officine, pour les autres professions, les libéraux incluent les libéraux exclusifs et partiels.

Le système hospitalier

Le système hospitalier français englobe des établissements dont les différents statuts juridiques, établissements publics, privés à caractère commercial, privés à but non lucratif, fondent la distinction entre le secteur public et le secteur privé.

Le fondement de la planification hospitalière s'établit sur la carte sanitaire. La carte sanitaire détermine une répartition des équipements et des lits nécessaires pour répondre aux besoins de la population. Elle est la référence essentielle pour la planification et la programmation des équipements.

Établissements sanitaires et sociaux, et établissements pour handicapés

Les établissements sanitaires et sociaux présentés dans ce chapitre regroupent :

— les établissements d'hospitalisation publics, privés et psychiatriques;

— les établissements concernant les personnes âgées;

— les établissements concernant l'accueil des jeunes enfants;

— les établissements pour handicapés;

— les centres de transfusion sanguine.

Le nombre d'établissements et le nombre de lits ou places offerts constituent, de façon presque exhaustive, la capacité d'accueil sanitaire et social de la France.

Hospitalisation complète et hébergement complet.

Les lits correspondent aux lits installés à une date donnée. Ce nombre peut être différent de celui des lits autorisés.

Les entrées prises en compte sont les entrées totales. Dans une discipline d'équipement elles représentent la somme des entrées normales dans cette discipline et des entrées par mutation.

Les journées d'hospitalisation sont établies pour l'enquête de 1980 (ensemble des établissements d'hospitalisation publics) sur le nombre de présents à minuit, le jour de sortie n'étant pas comptabilisé sauf en cas de décès.

Pour l'enquête EHP (ensemble des établissements d'hospitalisation privés) les journées d'hospitalisation

correspondent aux journées facturées, les établissements dont le prix de journée est fixé conventionnellement avec la Caisse régionale d'assurance maladie (CRAM) facturant en particulier la journée de sortie.

La durée moyenne de séjour se définit comme le rapport entre le nombre de journées et le nombre d'entrées. Pour permettre une comparaison valable de l'activité entre les deux secteurs étudiés, les formules utilisées sont :

— pour le secteur public : $\frac{\text{journées réalisées}}{\text{entrées totales}}$

— pour le secteur privé :

$$\frac{\text{(journées facturées - sorties établissements conventionnés avec la Caisse régionale d'assurance maladie)}}{\text{entrées}}$$

Les professions sociales

Dans la plupart des professions sociales, il a été créé au cours des années 1960 soit un diplôme d'État soit un certificat d'aptitude.

SIDA

La surveillance nationale du SIDA a été mise en place par la direction générale de la Santé en mars 1982. La déclaration des cas est devenue obligatoire en juin 1986. Seuls les cas déclarés répondant à cette définition sont retenus pour la surveillance. Les cas déclarés sont répartis par année de diagnostic et par groupe de transmission.

Causes médicales de décès

La statistique des causes de décès résulte de l'exploitation des déclarations faites par les médecins qui constatent les décès. La proportion des causes qui restent indéterminées (mal définies ou non déclarées) s'élève à environ 6 % en 1988; les décès qui ne sont attribués qu'à la sénilité représentent un peu plus de 1 %.

Malgré ces motifs d'imprécision, cette statistique fournit de précieuses indications sur l'état et l'évolution des causes de mortalité.

Le code utilisé pour les causes médicales de décès est la classification internationale des maladies 9^{e} révision. Des résultats provisoires nationaux sont publiés par sexe en distinguant les enfants de moins d'un an; les données définitives sont ventilées par sexe, âge détaillé et rapportées à la population.

Morbidité des assurés sociaux (et de leurs ayants droit) pour les affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois

Ces résultats sont extraits de l'État annuel des maladies ayant fait l'objet de l'examen prévu à l'article L. 293 du Code de la sécurité sociale. L'article L. 324-1 du Code de la sécurité sociale précise qu'en cas de maladie de longue durée et en cas d'interruption de travail ou de soins continus supérieurs à une durée déterminée, la caisse fait procéder à un examen spécial du bénéficiaire conjointement par le médecin traitant et le médecin conseil du service du contrôle médical en vue de déterminer le traitement que l'intéressé doit suivre si les services sont dispensés sans interruption.

Jusqu'en 1986, cette statistique fait connaître les nombres annuels de maladies et de traumatismes constituant des affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois. Elle porte sur l'ensemble des bénéficiaires (et de leurs ayants droit) du régime général de sécurité sociale (y compris les régimes fonctionnaires, étudiants, grands invalides, veuves et orphelins de guerre).

2. DÉFINITIONS

Consommation médicale

La consommation médicale totale recouvre les biens et services médicaux suivants :

— les soins hospitaliers, qui correspondent aux soins hospitaliers publics et privés, et en section de cure médicale;

— les soins ambulatoires (médecins, auxiliaires médicaux, dentistes, analyses et cures thermales);

— le transport des malades;

— les médicaments;

— les biens médicaux (prothèse, lunetterie, orthopédie);

— la médecine préventive qui comprend les services de médecine du travail, les services de médecine scolaire, la protection maternelle et infantile, et les autres services sanitaires de prévention individualisée (maladies mentales, toxicomanie, alcoolisme...).

Dépenses de santé

Les différentes composantes des dépenses courantes de santé sont les suivantes :

● Les dépenses pour les malades qui comprennent :

— les dépenses de soins et biens médicaux recouvrant :

  — les soins aux particuliers (soins hospitaliers, soins ambulatoires, transports de malades),

  — les soins aux collectivités (armées, prisons),

  — les médicaments,

  — les prothèses (lunetterie, orthopédie);

— l'aide aux malades qui correspond aux indemnités journalières (maladie, maternité, accidents du travail);

— les subventions au système de soins (subventions aux médecins, aux hôpitaux privés et aux centres de soins);

● Les dépenses de prévention qui se composent des dépenses de médecine préventive (médecine du travail, médecine scolaire, protection maternelle et infantile et planning familial, maladies mentales, toxicomanie et les dépenses de prévention collective et de contrôle sanitaire).

● Les dépenses en faveur du système de soins qui, outre les dépenses de recherche médicale, prennent également en compte les dépenses de formation des médecins, des pharmaciens, des infirmiers et des auxiliaires médicaux.

● Les dépenses de gestion de la santé et de son financement qui couvrent les coûts des prestations maladie et les coûts de gestion du système de santé (administration générale).

Établissements pour handicapés

— Pour les enfants handicapés.

Les établissements d'éducation spéciale pour déficients mentaux. Ils regroupent les instituts médico-éducatifs (IME), les instituts médico-pédagogiques (IMP), et les instituts médico-professionnels (IM-Pro). Ces établissements assurent des soins et une éducation spéciale : un enseignement général et pratique aux enfants de 3 à 14 ans et un enseignement professionnel aux jeunes de 14 à 20 ans (avec possibilité d'aller jusqu'à 25 ans). Le handicap de leur clientèle est une déficience à prédominance intellectuelle liée à des troubles neuropsychiatriques. Quant aux établissements d'éducation spéciale pour enfants atteints de troubles de la conduite et du comportement, on y dispense des soins et une éducation spéciale aux enfants présentant des troubles du caractère et du comportement susceptibles d'une rééducation psychothérapique sous contrôle médical.

— Pour les adultes handicapés.

Les établissements et services pour adultes handicapés regroupent deux types d'organismes :

— les structures d'hébergement;

— les structures de travail qui offrent un emploi protégé ou une activité de réinsertion professionnelle.

Une même personne peut être dénombrée dans la clientèle de chaque type d'établissement. Le cas le plus fréquent est l'adulte handicapé travaillant en centre d'aide par le travail et qui est hébergé en foyer d'hébergement.

Les centres d'aide par le travail (CAT) et les foyers d'hébergement emploient et hébergent la majorité des adultes handicapés en institutions. Les CAT accueillent momentanément ou durablement les personnes handicapées dont l'état ne leur permet pas de mener une vie professionnelle normale. Ils y mènent une activité grâce à une structure et des conditions de travail aménagées qui peuvent leur assurer l'insertion en atelier protégé ou en milieu ordinaire. Les foyers d'hébergement accueillent en fin de journée et en fin de semaine les personnes handicapées travaillant soit en établissement de travail protégé, soit en milieu ordinaire ou encore en centre de rééducation professionnelle. Le foyer d'hébergement est fréquemment l'annexe d'un CAT.

Professions médicales et sociales

On distingue l'exercice libéral, hospitalier ou salarié et dans chacune de ces catégories les généralistes, compétents, compétents exclusifs et spécialistes :

— Médecins libéraux : médecins exerçant en clientèle privée, en cabinet, en hôpital privé ou en laboratoire (à l'exception des hospitaliers plein temps ayant un secteur privé à l'hôpital qui sont toujours classés en salariés);

— Médecins salariés : médecins hospitaliers exerçant en établissement public ou privé. Les non-hospitaliers pratiquent, dans un établissement public ou privé (centre de soins, médecine du travail, médecine scolaire, Protection maternelle et infantile, Sécurité sociale...), la médecine de soins, de prévention, de contrôle, enseignent, font de la recherche, ou travaillent dans l'administration. C'est en fonction de l'activité à laquelle ils déclarent consacrer le plus de temps que les médecins sont statistiquement classés comme libéraux, hospitaliers, ou salariés;

— Médecins spécialistes, compétents exclusifs, compétents : médecins qualifiés par l'Ordre national des médecins dans les différentes disciplines de qualification reconnues par l'Ordre (cf. règlement relatif à la qualification des médecins). Les médecins hospitaliers et salariés possédant un certificat d'études spéciales ou titulaires d'un concours hospitalier sont considérés dans le répertoire ADELI comme des spécialistes.

3. Sources de documentation

Organismes :

— Ministère des Affaires sociales et de l'Intégration.

— CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés).

— INSEE.

— INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale).

Publications :

Ministère des Affaires sociales et de l'Intégration - Service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI) :

● Les Comptes nationaux de la Santé — 1988 — 1989 — 1990.

● *Informations rapides :*

— N° 168, octobre 1990 : « Les professions de santé au 1er janvier 1989 »;

— N° 2, mai 1991 (nouvelle série) : « L'hôpital public change ».

— N° 8, octobre 1991 (nouvelle série) : « Les médecins salariés : une répartition géographique inégale »;

● *Documents statistiques :*

— N° 88, mai 1990 : « Les professions médicales. Départements et régions au 1er janvier 1989 »;

— N° 99, septembre 1990 : « Les sages-femmes et les paramédicaux en activité au 1er janvier 1989 »;

— N° 115, mars 1991 : « Les médecins en activité au 1er janvier 1991, résultats synthétiques »;

— N° 115 *bis* : « Les médecins en activité au 1er janvier 1991, France »;

— N° 115 *ter* : « Les médecins en activité au 1er janvier 1991 par interrégion »;

— N° 126, octobre 1991 : « Les professions médicales par département et région au 1er janvier 1990 »;

— « Les sages-femmes et les professions paramédicales par département et région au 1er janvier 1990 ».

— N° 93, juillet 1990 : « Le personnel technique des services sanitaires et sociaux départementaux et des services conventionnés au 1er janvier 1988 »;

— N° 121, juillet 1991 : « Les établissements d'hospitalisation privés en 1989 »;

— N° 122, juillet 1991 : « Les hôpitaux publics en 1989 »;

— N° 123, juillet 1991 : « Fiches de synthèse des hôpitaux publics ».

INSEE :

- *Solidarité - Santé. — Études statistiques :*

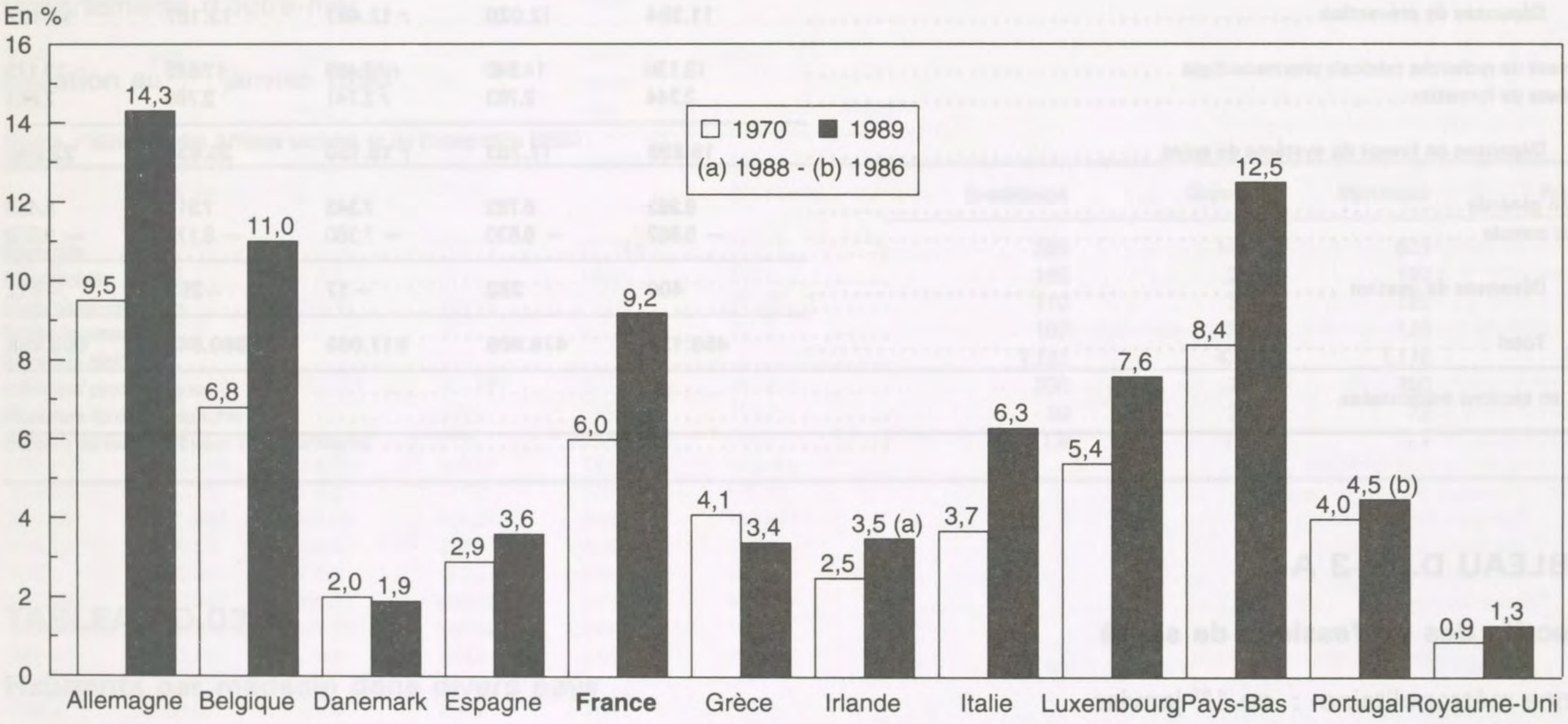
— N° 5, 1988 : « Dossier : L'entreprise hospitalière »;
— N° 1, 1990 : « L'accès à l'hôpital public »;
— N° 1, 1991 : « La santé du corps médical ou combien de médecins demain et pour quel exercice ? »;
— N° 3, 1991 : « L'accroissement du corps médical : des réalités différentes selon les disciplines. Les médecins à exercice discontinu. Les infirmiers diplômés d'État, formation et emploi : un équilibre fragile ».

- *Données sociales,* édition 1990.

*
* *

GRAPHIQUE D.03

Part des dépenses de santé dans la consommation des ménages dans la CEE



Source: OSCE

TABLEAU D.03-1

Dépense courante et consommation médicale totale

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Intégration (SESI)

	1986	*r* 1987	*r* 1988	*r* 1989	1990
Dépense courante de santé :					
En valeur (million)	456.122	478.808	517.065	560.843	603.488
Taux d'évolution en %	7,8	4,7	8,0	9,0	7,3
En % du produit intérieur brut	9,0	9,0	9,0	9,2	9,3
Consommation médicale totale :					
En valeur (million)	404.354	425.511	459.699	501.026	538.088
Taux d'évolution en %	8,1	5,2	8,0	9,0	7,4
En % du produit intérieur brut	8,0	8,0	8,0	8,2	8,3

TABLEAU D.03-2

Dépense courante de santé

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Intégration (SESI)

Unité : Million de francs

	1986	1987	1988	*r* 1989	1990
Dépenses de soins et biens médicaux	**394.177**	***r* 414.022**	***r* 448.714**	**490.332**	**526.542**
Soins aux particuliers	**315.133**	***r* 330.986**	***r* 355.972**	**388.463**	**416.740**
Soins hospitaliers (1)	197.673	*r* 206.888	*r* 218.534	237.153	252.855
Soins ambulatoires	111.944	118.405	131.633	144.840	156.415
Transports de malades	5.516	5.693	5.805	6.480	7.470
Soins aux collectivités	733	810	808	807	832
Médicaments	70.164	73.621	*r* 82.093	89.815	95.925
Prothèses	8.147	8.605	9.841	11.247	13.300
Aide aux malades	**30.724**	**29.741**	**30.795**	**33.300**	**36.160**
Subventions au système de soins	**3.519**	**4.017**	**4.861**	**5.010**	**5.160**
Dépenses pour les malades	**428.420**	***r* 447.780**	**484.370**	**528.642**	**567.862**
Médecine préventive	9.662	10.057	10.482	11.064	11.715
Prévention collective et contrôle sanitaire	1.732	1.963	*r* 1.985	2.123	2.477
Dépenses de prévention	**11.394**	**12.020**	***r* 12.467**	**13.187**	**14.192**
Dépenses de recherche médicale pharmaceutique	13.136	14.940	*r* 16.409	17.875	19.173
Dépenses de formation	2.744	2.763	*r* 2.741	2.760	2.863
Dépenses en faveur du système de soins	**15.880**	**17.703**	***r* 19.150**	**20.635**	**22.046**
Gestion générale	6.262	6.782	7.343	7.917	8.458
Double compte	— 5.862	— 6.530	— 7.360	— 8.170	— 9.070
Dépenses de gestion	**400**	**252**	**—17**	**—253**	**—612**
Total	**456.122**	**478.808**	**517.065**	**560.843**	**603.488**

(1) Et en sections médicalisées.

TABLEAU D.03-3 A

Effectifs des professions de santé

France métropolitaine : au 1er janvier

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Intégration (SESI)

	1988	1989	1990	Nombre moyen d'habitants par profession
Professions médicales et pharmaceutiques				
Médecins	138.835	143.438	148.089	383
Chirurgiens-dentistes	36.079	37.056	37.931	1.493
Sages-femmes	...	10.356	10.705	...
Pharmaciens (1)	49.140	50.670	51.367	1.102
Auxiliaires médicaux				
Infirmiers diplômés d'Etat et autorisés	237.980	240.711	242.953	233
Infirmiers de secteur psychiatrique	61.118	61.204	61.527	920
Masseurs-kinésithérapeutes	37.357	38.524	38.257	1.480
Pédicures-podologues	5.371	5.677	...	...
Orthophonistes	9.459	10.148	e 10.000	5.661
Orthoptistes	1 .177	1.387	145	39.180

(1) Pharmaciens inscrits à l'Ordre, toutes activités confondues, chaque pharmacien n'étant compté qu'une fois (activité principale).

TABLEAU D.03-3 B

Effectifs des professions de santé

Départements d'outre-mer

Situation au 1er janvier 1990

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Intégration (SESI)

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion
Médecins	555	149	623	933
Pharmaciens	169	28	180	292
Chirurgiens-dentistes	110	38	125	260
Sages-femmes	107	30	129	131
Infirmiers diplômés	1.155	427	1.178	1.781
Infirmiers psychiatriques	330	74	300	399
Masseurs-kinésithérapeutes	80	30	73	192
Nombre de médecins pour 1.000 habitants	1,4	1,3	1,7	1,6

TABLEAU D.03-4

Habitants par médecin dans divers pays

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Intégration

	1975	1980	1982	1985	1987
Allemagne (ex RFA)	502	441	421	379	356
Belgique	568	421	397	318	311
Danemark	530	459	422	389	390
France	**667**	**498**	**473**	**431**	**401**
Grèce	490	407	(1) 395	341	300
Irlande	845	775	...	...	708
Italie	452	357	279	...	(2) 279
Luxembourg	798	678	606	552	559
Pays-Bas	627	545	497	435	424
Royaume-Uni	680	599	(1) 581	...	729
Espagne	645	430	360	305	(3) 296
Portugal	787	510	460	417	390
Suède	580	454	(1) 480	...	373
Japon	847	...	730	...	638

(1) 1981.
(2) 1982.
(3) 1986.

TABLEAU D.03-5

Personnels hospitaliers

Effectifs au 1er janvier 1990

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Intégration (SESI)

	Public		Privé		Ensemble	
	Total	Dont temps plein	Total (1)	Dont temps plein	**Total**	**Dont temps plein**
Médecins et biologistes	70.662	26.577	60.387	13.512	**131.049**	**40.089**
Internes et étudiants (2)	36.193	...	4.113	...	**40.306**	**...**
Personnel administratif	71.821	59.518	31.887	29.121	**103.708**	**88.639**
Personnel de direction	3.849	3.529	5.615	4.970	**9.464**	**8.499**
Personnel d'administration	65.272	53.777	25.980	23.893	**91.252**	**77.670**
Personnel des écoles de cadres et professions para-médicales	2.700	2.212	292	258	**2.992**	**2.470**
Personnel soignant et éducatif	446.344	395.129	145.026	133.795	**591.370**	**528.924**
Sages-femmes (3)	5.677	4.769	3.038	2.774	**8.715**	**7.513**
Psychologues	3.942	2.455	1.170	696	**5.512**	**3.151**
Personnel des services médicaux	430.220	382.717	13.503	123.373	**565.251**	**508.090**
dont : Personnel encadrement infirmier	23.757	22.841	5.718	5.575	**29.475**	**28.416**
Infirmiers (DE et autorisés) (4)	116.877	92.805	43.308	40.141	**160.185**	**132.946**
Infirmiers psychiatriques	45.151	40.516	7.423	7.060	**52.574**	**47.576**
Masseurs kinésithérapeutes	5.204	3.414	5.452	3.910	**10.656**	**7.324**
Aides-soignants (5)	140.156	126.764	39.869	38.000	**180.025**	**164.764**
Agents des services hospitaliers (6)	88.917	83.138	26.262	25.064	**115.179**	**108.202**
Autre personnel des services médicaux	4.726	4.518	6.957	5.648	**11.683**	**10.166**
Personnel éducatif	3.183	2.584	4.883	4.237	**8.066**	**6.821**
Assistantes de services sociaux	3.322	2.604	904	715	**4.226**	**3.319**
Personnel médico-technique	31.183	26.027	9.252	7.444	**40.435**	**33.471**
Pharmaciens	632	105	1.588	677	**2.220**	**782**
Personnel des services de pharmacie	3.547	3.047	1.087	823	**6.434**	**3.870**
Personnel des services de laboratoire	16.002	12.944	2.744	2.416	**18.746**	**15.360**
Personnel des services d'électroradiologie	10.443	9.442	3.226	2.980	**13.669**	**12.422**
Autre personnel médico-technique	559	489	607	548	**1.166**	**1.037**
Personnel technique	98.465	93.415	46.509	43.777	**144.974**	**137.192**
Personnel des services techniques	2.011	1.971	3.285	3.191	**5.296**	**5.162**
Personnel des services informatiques	2.699	2.451	1.006	916	**3.705**	**3.367**
Personnel des services ouvriers du parc auto et des services intérieurs	93.755	88.993	42.218	39.670	**135.973**	**128.663**
Total (7)	**647.813**	**574.089**	**232.674**	**214.142**	**880.487**	**788.231**

(1) Y compris bénévoles et libéraux dans les cliniques privées.
(2) Etudiants des DCEM 3 et DCEM 4.
(3) Non compris le personnel des écoles.
(4) Toutes spécialités confondues, y c. les étudiants en médecine rémunérés sur des postes d'infirmiers, non compris les personnels des écoles, ainsi que les élèves.
(5) Non compris les élèves.
(6) Non compris les autres emplois secondaires des services médicaux.
(7) hors médecins et biologistes, internes et étudiants.

TABLEAU D.03-6

Professions sociales par secteur d'activité

Emplois à temps plein et temps partiel

Situation au 1er janvier 1990

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Intégration (SESI)

	Educateurs spécialisés	Moniteurs éducateurs	Educateurs de jeunes enfants	Educateurs techniques spécialisés	Educateurs techniques	Aides médico-psychologiques	Animateurs socio-culturels
Etablissements d'hospitalisation	2.682	1.178	934	104	317	757	206
Etablissements et services pour adultes et enfants handicapés ou en difficulté	35.423	15.107	1.549	5.466	9.161	8.967	1.758
Autres secteurs, y c. établissements autonomes d'hébergement pour personnes âgées	—	—	—	—	—	95	600
Services sanitaires et sociaux départementaux (1)	2.027	56	79	—	—	—	—
Services sanitaires et sociaux DDASS Etat (1)	77	—	—	—	—	—	—

(1) Non compris les services conventionnés.

TABLEAU D.03-7

Etablissements sanitaires et sociaux civils par catégorie d'établissement

Situation à la fin de l'année indiquée

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI)

Etablissements	Nombre d'établis-sements	Nombre de lits (ou places)
1. ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PUBLICS 1988 (1)		
Centre hospitalier régional	29	110.082
Centre hospitalier	213	149.859
Hôpital	288	98.910
Hôpital local	332	51.869
Centre de moyen et long séjour	102	18.281
Centre hospitalier spécialisé en psychiatrie	99	71.596
Autres établissements	9	1.714
Total	**1.072**	**502.311**
2. ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PRIVES 1988 (1)		
Etablissement de soins aigus	1.368	113.977
Maison d'enfants à caractère sanitaire	122	8.016
Etablissement de moyen et/ou long séjour	691	49.974
Hôpital psychiatrique privé faisant fonction de public	26	16.365
Autres établissements de lutte contre les maladies mentales	307	17.489
Traitements et soins à domicile-dialyse ambulatoire	207	34
Total	**2.721**	**205.855**
Total public et privé	**(2) ///**	**708.166**
3. AUTRES ETABLISSEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX		
A. Etablissements concernant les personnes âgées 1988 (3)		
Hébergement	...	463.025
dont : Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	854	112.573
Hospices et maisons de retraite pu-blics	1.289	97.879
Maisons de retraite privées	2.142	116.159
Logements-foyers	2.365	128.658
Hospitalisation en long séjour	...	64.161
B. Etablissements concernant l'accueil des jeunes enfants 1989 (3)		
Crèches collectives :		
Traditionnelles	1.628	87.100
Mini-crèches	224	4.500
Parentales	176	2.500
Total	**2.028**	**(4) 94.100**
Crèches familiales	875	(5) 57.200
Jardins d'enfants	308	12.200
Haltes-garderies :		
Traditionnelles	2.182	39.600
Parentales	237	2.900
Total	**2.419**	**42.500**
Multi-accueil :		
Traditionnel	281	...
Crèches collectives	...	(4) 4.200
Haltes-garderies	...	3.200
Parental	239	...
Crèches collectives	...	(4) 2.400
Haltes-garderies	...	1.400

N.B.— Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.03-7 (suite et fin)

Etablissements sanitaires et sociaux civils par catégorie d'établissement

Situation à la fin de l'année indiquée

Source : Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale (SESI)

Etablissements	Nombre d'établis-sements	Nombre de lits (ou places)
C. Etablissements pour handicapés 1987 (3)		
Etablissements pour l'enfance et la jeunesse handicapées	1.910	118.445
Services à domicile ou ambulatoires pour handicapés	829	///
Etablissements et services d'hébergement pour handicapés	1.407	49.737
dont : Foyers d'hébergement pour handicapés adultes	935	30.884
Etablissements et services de travail pour handicapés adultes	1.274	81.072
dont : Centres d'aide par le travail	990	64.362
Ateliers protégés	143	6.610
Centres de rééducation, réadaptationet formation professionnelle	78	9.014
D. Centres de transfusion sanguine 1987 (6)	**158**	///

(1) On recense des entités juridiques pour le public et les hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction de public; on recense des établissements pour le privé à l'exception des hôpitaux psychiatriques.
(2) Sans objet ou non significatif.
(3) France métropolitaine.
(4) Le nombre total de places de crèches collectives peut donc être estimé à 100.700.
(5) Enfants inscrits.
(6) Ces centres ont réalisé, en 1987, 4.223.644 prélèvements.

TABLEAU D.03-8

Equipement et activité des établissements hospitaliers.

Année 1989

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Intégration

	Public	Privé	Total
Lits installés :			
Médecine et spécialités médicales	107.446	28.321	**135.767**
Chirurgie et spécialités chirurgicales	62.661	64.481	**127.142**
Gynécologie , obstétrique	17.534	12.358	**29.892**
Lutte contre le cancer (1)	—	4.254	**4.254**
Total court séjour	**187.641**	**109.414**	**297.055**
Moyen séjour	42.201	53.716	**95.917**
Long séjour	61.591	4.350	**65.941**
Lutte contre les maladies mentales et les toxicomanies	71.682	28.098	**99.780**
Total	**363.115**	**195.578**	**558.693**
Entrées :			
Médecine et spécialités médicales	3.758.216	797.544	**4.555.760**
Chirurgie et spécialités chirurgicales	2.313.589	3.320.478	**5.634.067**
Gynécologie , obstétrique	762.288	524.495	**1.286.783**
Lutte contre le cancer (1)	—	137.263	**137.263**
Total court séjour	**6.834.093**	**4.779.780**	**11.613.873**
Moyen séjour	315.577	395.972	**711.549**
Long séjour	48.609	3.310	**51.919**
Lutte contre les maladies mentales et les toxicomanies	350.873	146.827	**497.700**
Total	**7.563.959**	**5.325.889**	**12.889.848**

(1) On repère dans cette rubrique l'équipement des 20 centres de lutte contre le cancer, établissements privés à but non lucratif.

TABLEAU D.03-9

Etablissements pour handicapés

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Intégration

	Nombre d'établissements			Nombre de places		
	31 octobre 1985	31 décembre 1987	31 décembre 1989	31 octobre 1985	31 décembre 1987	31 décembre 1989
Etablissement d'éducation spéciale pour déficients mentaux et polyhandicapés	1.310	1.279	1.308	85.768	82.772	82.959
Etablissement pour arriérés profonds	28	—	—	1.816	—	—
Etablissement d'éducation spéciale pour enfants atteints de troubles de la conduite et du comportement	261	265	265	13.404	13.282	13.466
Etablissement d'éducation spéciale pour handicapés moteurs	124	128	124	7.665	8.119	7.491
Etablissement d'éducation spéciale pour déficients sensoriels	148	144	152	12.234	12.241	12.430
Etablissement et services d'hébergement pour handicapés	56	72	89	1.607	1.677	2.068
Etablissements expérimentaux en faveur de l'enfance handicapée	19	22	31	323	354	354
Total des établissements pour l'enfance et la jeunesse handicapées	**1.946**	**1.910**	**1.969**	**122.817**	**118.445**	**118.768**
Centre médico-psycho-pédagogique	527	514	515	///	///	///
Centre d'action médico-sociale précoce	137	135	170	///	///	///
Service de soins et d'éducation spécialisée à domicile	116	180	246	...	4.801	6.100
Total services à domicile ou ambulatoires pour handicapés	**780**	**829**	**931**	///	///	///
Foyer d'hébergement pour handicapés adultes	863	935	1.018	28.722	30.884	32.816
Centre de placement familial pour adultes handicapés	10	9	9	501	427	465
Maison d'accueil spécialisée	85	118	164	3.424	4.711	6.322
Foyer de vie pour handicapés	241	345	471	10.607	13.715	17.428
Total établissements et services d'hébergement pour handicapés	**1.199**	**1.407**	**1.662**	**43.254**	**49.737**	**57.031**
Centre d'aide par le travail (CAT)	928	990	1.060	59.648	64.362	68.513
Atelier protégé et centre de distribution de travail à domicile	117	143	186	5.624	6.610	8.015
Centre de rééducation, réadaptation et formation professionnelle	81	78	80	9.347	9.014	9.373
Autre établissement de réinsertion professionnelle pour handicapés adultes	12	8	15	269	131	357
Equipe de préparation et de suite du reclassement	16	13	16	—	—	—
Etablissement expérimental en faveur des adultes handicapés	32	42	95	650	955	1.595
Total établissements et services de travail pour handicapés adultes	**1.186**	**1.274**	**1.452**	**75.538**	**81.072**	**87.853**

TABLEAU D.03-10

Nouveaux cas des affections de longue durée

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

Nature de l'affection	1989	1990
Tuberculose évolutive	8.098	8.851
Lèpre	214	106
Bilharziose compliquée	39	80
Tumeurs malignes	128.496	143.262
Diabète	60.194	60.848
Hémophilie	421	400
Maladies mentales	102.268	102.523
Accident vasculaire cérébral	26.149	26.393
Sclérose en plaques	2.867	2.525
Maladie de Parkinson	5.253	6.282
Paraplégie	4.927	4.205
Infarctus aigu du myocarde	13.957	13.848
Hypertension artérielle sévère	46.289	52.644
Néphropathie chronique grave	5.160	4.816
Spondylite ankylosante	2.344	2.430
Polyarthrite chronique évolutive	8.160	8.453
Troubles neuro-musculaires	5.484	5.481
Mucoviscidose	303	263
Artériopathies chroniques évolutives	65.196	65.920
Cardiopathie congénitale	31.555	34.677
Insuffisance respiratoire	22.238	23.615
Aplasie médullaire	999	1.123
Cirrhose du foie décompensée	8.526	9.662
Déficit immunitaire primitif	866	...
Syndrome immunitaire acquis	4.791	7.319
Hémoglobinopathies homozygotes	673	566
Maladies métaboliques héréditaires	3.171	3.600
Périarthrite	2.050	2.130
Rectocolite hémorragiques	4.398	4.574
Scoliose structurée évolutive	2.641	2.674
Suite de transplantation d'organes	281	242
Total	**568.008**	**599.512**

TABLEAU D.03-11

Nombre de décés selon la cause et le sexe

Sources : INSEE
INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale)

Principales causes de décès	Classification internationale des maladies (9e révision de 1975)	*r* 1987			1988			*p* 1989		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Tuberculose toutes formes	010-018	**1.019**	636	383	**1.046**	607	439	**941**	569	372
Autres maladies infectieuses et parasitaires (1)	001-009, 019-139	**6.579**	3.515	3.064	**6.945**	3.818	3.127	**7.500**	4.191	3.309
Tumeur maligne, y compris les tumeurs des tissus lymphatiques et hématopoïétiques	140-208	**135.266**	82.341	52.925	**136.905**	83.207	53.698	**133.696**	81.261	52.435
dont : Tumeur maligne de l'appareil digestif et du péritoine	150-159	**43.935**	25.918	18.017	**44.279**	26.093	18.186	**42.759**	24.992	17.767
Tumeur maligne de l'appareil respira-toire	160-165	**27.038**	23.702	3.336	**27.653**	24.217	3.436	**27.402**	23.985	3.417
Tumeur maligne des organesgénito-urinaires	179-189	**22.618**	13.539	9.079	**22.142**	13.752	8.390	**22.458**	13.649	8.809
Leucémie	204-208	**4.602**	2.509	2.093	**4.506**	2.427	2.079	**4.596**	2.469	2.127
Tumeur bénigne ou de nature non précisée	210-239	**3.965**	1.985	1.980	**3.903**	2.008	1.895	**3.784**	1.904	1.880
Diabète sucré	250	**6.425**	2.539	3.886	**6.627**	2.617	4.010	**6.427**	2.558	3.869
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	280-289	**2.562**	1.167	1.395	**2.474**	1.164	1.310	**2.329**	1.116	1.213
Alcoolisme et psychose alcoolique	291, 303	**2.816**	2.249	567	**2.978**	2.369	609	**2.806**	2.246	560
Hémiplégie et autres syndromes paralytiques	342-344	**704**	318	386	**825**	357	468	**960**	403	557
Autres maladies du système nerveux et des organes des sens	320-341 345-389	**8.800**	4.433	4.367	**9.548**	4.746	4.802	**9.735**	4.729	5.006
Cardiopathies et maladies hypertensives	390-429	**115.066**	55.107	59.959	**113.507**	53.626	59.881	**108.567**	50.733	57.834
dont : Maladies ischémiques du coeur	410-414	**51.905**	28.726	23.179	**51.414**	28.149	23.265	**48.501**	26.344	22.157
Maladies cérébro-vasculaires	430-438	**55.263**	22.904	32.359	**52.104**	21.532	30.572	**48.990**	20.006	28.984
Autres maladies de l'appareil circulatoire	440-459	**16.250**	8.329	7.921	**16.001**	8.035	7.966	**15.245**	7.700	7.545
Maladies de l'appareil respiratoire	460-519	**32.446**	18.002	14.444	**33.494**	18.163	15.331	**34.393**	18.131	16.262
dont : Grippe	487	**500**	174	326	**1.020**	369	651	**1.299**	444	855
Pneumonie	480-486	**11.173**	5.415	5.758	**11.432**	5.403	6.029	**11.212**	5.204	6.008
Bronchite chronique, emphysème etasthme	490-492, 494, 496	**11.363**	7.465	3.898	**11.596**	7.500	4.096	**12.127**	7.599	4.528
Cirrhose du foie	571 partie	**10.791**	7.721	3.070	**10.588**	7.382	3.206	**9.633**	6.706	2.927
Autres maladies de l'appareil digestif	520-570, 571 autres, 572-579	**17.889**	8.060	9.829	**17.670**	7.807	9.863	**17.016**	7.657	9.359
Maladies des organes génito-urinaires	580-629	**7.480**	3.901	3.579	**7.216**	3.776	3.440	**7.083**	3.667	3.416
Anomalies congénitales	740-759	**1.995**	1.071	924	**1.969**	1.066	903	**1.786**	940	846
Causes de mortalité périnatale	760-779	**1.352**	842	510	**1.405**	849	556	**1.370**	826	544
Autres maladies spécifiées	Autres numéros	**19.746**	6.520	13.226	**20.064**	6.500	13.564	**19.961**	6.514	13.447
Sénilité sans mention de psychose	797	**7.721**	1.948	5.773	**6.612**	1.606	5.006	**6.346**	1.550	4.796
Symptômes et autres états morbides mal définis	780-799 798 799,8	**16.160**	7.624	8.536	**15.651**	7.167	8.484	**16.194**	7.323	8.871
Accidents et morts violentes	E800-E999	**46.677**	27.988	18.689	**47.184**	28.366	18.818	**46.199**	27.778	18.421
dont : Accidents de la circulation routière	E810-E819 E826-E829	**9.443**	6.857	2.586	**10.224**	7.424	2.800	**9.866**	7.186	2.680
Suicides	E950-E958	**12.161**	8.587	3.574	**11.599**	8.234	3.365	**11.152**	7.944	3.208
Causes non déclarées	799.9	**10.494**	6.160	4.334	**9.884**	5.688	4.196	**23.519**	13.084	10.435
Total (toutes causes)		**527.466**	**275.360**	**252.106**	**524.600**	**272.456**	**252.144**	**524.480**	**271.592**	**252.888**

(1) A partir de 1987, le SIDA est inclus dans cette rubrique alors qu'antérieurement il était inclus dans celle des autres maladies spécifiées.

TABLEAU D.03-12

Cas de SIDA rapportés par groupe de transmission et année de diagnostic

Situation au 31 mars

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Intégration (Direction Générale de la Santé)

Groupes de transmission	1986	1987	1988	1989	*p* 1990	**Ensemble**
Homo-bisexuels	731	1.217	1.507	1.712	1.645	**7.409**
%	60,5	55,9	51,5	49,0	49,4	**52,7**
Toxicomanes	141	323	604	817	812	**2.747**
%	11,7	14,8	20,6	23,4	24,4	**19,5**
Homo-bisexuels et toxicomanes	45	56	40	64	29	**259**
%	3,7	2,6	1,4	1,8	0,9	**1,8**
Hémophiles	18	22	43	65	29	**185**
%	1,5	1,0	1,5	1,9	0,9	**1,3**
Hérérosexuels	114	197	313	377	372	**1.518**
%	9,4	9,0	10,7	10,8	11,2	**10,8**
Transfusés	80	174	190	196	140	**812**
%	6,6	8,0	6,5	5,6	4,2	**5,8**
Indéterminés	50	113	162	199	261	**819**
%	4,1	5,2	5,5	5,7	7,8	**5,8**
Enfants	29	77	69	64	44	**322**
%	2,4	3,5	2,4	1,8	1,3	**2,3**
Total	**1.208**	**2.179**	**2.928**	**3.494**	**3.332**	**14.071**
%	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU D.03-13

Décès des enfants de moins d'un an suivant la cause principale (1)

Sources : INSEE
INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale)

Principales causes de décès	1981	1986	1987	1988	1989
Maladies infectieuses et parasitaires	157	117	111	122	122
dont : Maladies infectieuses intestinales	67	32	40	38	38
Septicémies	23	19	10	25	25
Méningite, encéphalite, myélite et encéphalomyélite (2)	94	45	51	59	59
Pneumonie et grippe	65	54	42	46	46
Anomalies congénitales	1.747	1.303	1.286	1.190	1.190
dont : Anomalies congénitales du système nerveux	251	158	163	134	134
Anomalies congénitales de l'appareil circulatoire	900	745	730	656	656
Causes de mortalité périnatale	2.026	1.499	1.345	1.400	1.400
dont : Prématurité	145	81	60	69	69
Hypoxie intra-utérine et asphyxie à la naissance	251	264	276	250	250
Syndrome de détresse respiratoire	340	283	239	269	269
Autres affections respiratoires du nouveau-né	419	317	237	225	225
Infections spécifiques de la période périnatale	293	211	205	162	162
Autres maladies spécifiées	582	469	472	488	488
Symptômes et autres états morbides mal définis	2.463	2.436	2.403	2.431	2.431
Accidents et morts violentes	689	334	307	308	308
Total (toutes causes)	**7.823**	**6.257**	**6.017**	**6.044**	**6.044**

(1) Y compris les décès d'enfants, nés vivants, décédés avant la déclaration de naissance à l'état civil (faux morts-nés).
(2) Non compris les méningites et les encéphalites survenant au cours d'une maladie classée comme infectieuse ou parasitaire (CIM n^{os} 000-139).

TABLEAU D.03-14

Causes médicales de décès dans les départements d'outre-mer

Année 1989

Source : Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM)

	Guadeloupe		Guyane		Martinique		Réunion	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Maladies de l'appareil circulatoire	793	34,3	126	24,3	754	35,1	1.088	33,3
Tumeurs	444	19,2	64	12,3	447	20,8	533	16,3
Traumatismes et empoisonnements	270	11,7	108	20,8	151	7,0	386	11,8
Maladies de l'appareil digestif	126	5,5	15	2,9	118	5,5	270	8,3
Maladies de l'appareil respiratoire	96	4,2	23	4,4	103	4,8	250	7,6
Maladies endocriniennes	90	3,9	18	3,5	118	5,5	146	4,5
Troubles mentaux	63	2,7	12	2,3	48	2,2	160	4,9
Maladies infectieuses	88	3,8	68	13,1	85	4,0	65	2,0
Autres	341	14,8	85	16,4	325	15,1	373	11,4
Total	**2.311**	**100,0**	**519**	**100,0**	**2.149**	**100,0**	**3.271**	**100,0**